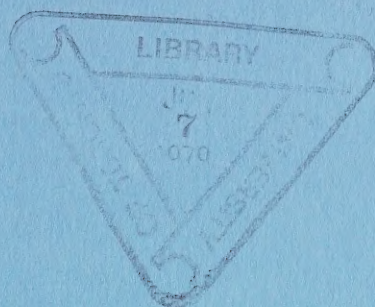


CA20N  
DE 815  
-78I56  
FRE



## RAPPORT INTERIMAIRE



# LES ABSENTS DES ECOLES DE L'ONTARIO AUJOURD'HUI ET DEMAIN DESCRIPTION DES CONDITIONS, DES CAUSES ET DES PROBLEMES

Commission d'enquête sur la baisse des effectifs dans les écoles de l'Ontario

Le 28 février 1978

Toronto, Ontario





## RAPPORT INTERIMAIRE

# LES ABSENTS DES ECOLES DE L'ONTARIO AUJOURD'HUI ET DEMAIN

## DESCRIPTION DES CONDITIONS, DES CAUSES ET DES PROBLEMES

Commission d'enquête sur la baisse des effectifs dans les écoles de l'Ontario

Le 28 février 1978

Toronto, Ontario



Digitized by the Internet Archive  
in 2024 with funding from  
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761118903814>



## TABLE DES MATIERES

### AVANT-PROPOS

1. Le contexte de la baisse des effectifs en tant que problème politique	1
2. La population de l'Ontario: Eléments et structure	42
3. Les effectifs scolaires en Ontario: le passé, le présent et l'avenir	129
4. La baisse des effectifs et le curriculum	177
5. Administration des systèmes scolaires en Ontario	260
6. Le contingent enseignant en Ontario: carac- téristiques et estimations de l'offre et de la demande présente et à venir	280
7. Bâtiments et terrains scolaires	346
8. Le coût de l'éducation	381
EPILOGUE	408

### ANNEXES

- A. Annexe technique
- B. Un avenir incertain - Croire ou ne pas  
croire aux prévisions?
- C. Groupe de travail





## TABLEAUX

<u>Chapitre 1</u>	Page
1.1 Enfants de moins de 5 ans et enfants de moins de 10 ans en pourcentage de la population totale	5
1.2 Somme estimée des dépenses provinciales Santé, Education et Total	9
1.3 Population, produit provincial, revenu personnel et dépenses provinciales/produit provincial	10
1.4 Revenu personnel disponible par habitant, Ontario, 1950-73	12
1.5 Année et niveau des maxima d'effectifs par province (milliers d'étudiants)	13
1.6 Le contexte économique de la province, 1967 à 1987 (croissance annuelle moyenne en %)	16
1.7 Taux de chômage par âge, Ontario, 1956-77	18
1.8 Augmentation des dépenses des conseils scolaires, 1942 à 1972 inclus	25
1.9 Dépenses des conseils scolaires et subvention législative générale, 1942 à 1972	26
1.10 Effectifs et enseignants dans les écoles sous contrôle public, Ontario, 1870 à 1975	28
1.11 Salaires médians, écoles publiques et séparées, élémentaires et secondaires enseignants et principaux, Ontario, 1944 à 1976	30
1.12 Rapports élèves-enseignants en Ontario, 1946 à 1975 et augmentation en % des effectifs	32
1.13 Dépenses gouvernementales provinciales, 1972 à 1987 (Augmentation annuelle moyenne en %)	35
1.14 Nombre d'emplois dans le gouvernement de l'Ontario 1959-60 à 1974-75	37

<u>Chapitre 2</u>	Page
2.1 Croissance démographique en Ontario par comté et district, réelle 1931-1976, prévue 1981	44
2.2 Croissance ou diminution de la population de l'Ontario, par comté et district, 1971-76	49
2.3 Population totale du Canada, pour certaines provinces (Rapports trimestriels des années récentes: Statistique Canada)	54
2.4 Dix ans de croissance de la population et des effectifs scolaires, Ontario: 1967 à 1976	57
2.5 Répartition ville-campagne en Ontario, 1931 à 1971	59
2.6 Rapport de sexe en % du groupe d'âges en Ontario, 1931 - 1976, Masculin	61
2.7(a) Population recensée en Ontario par groupe d'âges, 1931-1976, population masculine	64
2.7(b) Population recensée en Ontario par groupe d'âges, 1931-1976, population féminine	65
2.7(c) Population recensée en Ontario par groupe d'âges, 1931-1976, population masculine et féminine	66
2.8 Population par langue maternelle en Ontario 1931 - 1976	69
2.9 Recensement de 1971: langue par groupe ethnique en Ontario	70
2.10 Population par groupe d'âges, Ontario, années de recensement 1951-1971	71
2.11 Ontario: répartition par année d'âge, 1931-1976	74
2.12 Ontario: répartitions d'âge observées et calculées années de recensement 1971, 1976, 1981 et 1986	77
2.13 Table démographique: sexe masculin, féminin et total	84
2.14(a) Migration interprovinciale nette d'enfants de 15 ans et moins, 1950-51 à 1975-76	87
2.14(b) Migration interprovinciale nette d'enfants, juillet 1977 à décembre 1977	88
2.15 Migrations internationales nettes d'enfants de moins de 18 ans, 1970-71 à 1975-76	89
2.16 Immigration en Ontario d'enfants âgés de 18 ans et moins, par groupe d'âges et par année, 1969-1976	91



Chapitre 2...	Page
2.17 Pourcentage d'immigrants internationaux en Ontario ayant moins de 18 ans, par langue(s) officielle(s) parlée(s), 1970-71 à 1975-76	92
2.18 Immigration en Ontario par pays principal de dernière résidence, 1962-76	93
2.19 Ontario: 40 années de natalité, 1940 à 1980, gains et pertes réels accumulés	109
2.20 Taux de fécondité par âge pour des années choisies de 1926 à 1975	115
2.21 Pourcentages de familles ayant un nombre d'enfants donné au Canada et en Ontario en certaines années	117

### Chapitre 3

3.1 Effectifs des écoles élémentaires en Ontario - Total 1926-1976	135
3.2 Effectifs scolaires secondaires à plein-temps en Ontario, 1951-1976	136
3.3 Effectifs d'écoles publiques de langue française en Ontario, 1966 à 1977	142
3.4 Effectifs des écoles catholiques-romaines séparées de langue française, 1966 à 1977	143
3.5 Effectifs des écoles élémentaires de langue française de l'Ontario, 1966 à 1977	144
3.6 Effectifs des écoles secondaires de langue française de l'Ontario, 1969-1977	145
3.7 Effectifs des écoles privées en Ontario, 1926-1976	151
3.8 Effectifs des écoles des Territoires de la couronne en Ontario, 1967-1976	152
3.9 Effectifs indiens des écoles de l'Ontario (1926-76)	153
3.10 Effectifs passés et prévus dans les écoles élémentaires par comté et district 1971-1986	154
3.11 Changements d'effectifs passés et prévus dans les écoles séparées CR par comté et district, 1971-1986	155
3.12 Changements d'effectifs passés et prévus dans les écoles secondaires par comté et district, 1971-1986	156

	Page
Chapitre 3...	
3.13 Changements dans les effectifs des écoles publiques élémentaires par conseil dans l'Ontario du Nord	157
3.14 Changements dans les effectifs d'écoles catholiques-romaines séparées en Ontario du Nord, 1971-1976	158
3.15 Changements d'effectifs dans les écoles secondaires par conseil dans l'Ontario du Nord, 1971-76	159
3.16 Effectif total prévu dans les écoles élémentaires française en Ontario, 1978 à 1986	165
3.17 Effectifs prévus dans les écoles secondaires de langue française en Ontario, 1978 à 1986	166
3.18 Vingt ans de croissance de la population et d'effectifs scolaires, Ontario: 1967 à 1986	172
3.19 Effectifs passés et présents dans le conseil scolaire de Vancouver	175
 <u>Chapitre 4</u>	
4.1 Les principaux moments de l'histoire du curriculum ontarien	182
4.2 Evolution des effectifs scolaires du secondaire par "branche et programme" entre 1963-64 et 1968-69	187
4.3 Circulaires et directives de curriculum	199
4.4 Les valeurs canadiennes	207
4.5 Une comparaison des réponses sur la bonne éducation	208
 <u>Chapitre 5</u>	
5.1 Fréquence des systèmes scolaires par type d'organisation: 1971 et 1972 indiquée en pourcentage	266
5.2 Nombre moyen d'employés de bureau central pour mille élèves par statut et taille du système: 1972	268
 <u>Chapitre 6</u>	
6.1 Croissance du contingent d'enseignants en Ontario, 1950-1976	288
6.2 Pyramide des âges des enseignants de l'élémentaire et du secondaire en Ontario par âge, groupe d'âges et sexes, 1976-77	289



Chapitre 6...	Page
6.3 Répartition des enseignants de l'élémentaire et du secondaire en Ontario par années d'expérience et par sexe, 1976-77	290
6.4 Répartition des enseignants et programme des salaires moyens des enseignants de l'élémentaire public en Ontario par niveau de certificat et par expérience 1976-77	291
6.5 Répartition d'enseignants et grilles de salaires moyens dans les écoles séparées en Ontario par niveau de certificat et années d'expérience, 1976-77	293
6.6 Répartition d'enseignants et grilles de salaires moyens de tous les enseignants de l'élémentaire en Ontario par niveau de certificat et par expérience, 1976-77	294
6.7 Répartition d'enseignants et grilles de salaire moyens des enseignants d'écoles secondaires par niveau de certificat et expérience, 1976-77	295
6.8 Répartition des salaires et programme des salaires à l'école secondaire de Lakehead par niveau de certificat et expérience, 1976-77	296
6.9 Répartition des enseignants et programme des salaires au conseil scolaire catholique-romain séparé d'Essex par années d'expérience, 1976-77	299
6.10 Mobilité des enseignants dans les écoles secondaires en Ontario, 1966 à 1976	299
6.11 Salaires totaux moyens et salaires moyens des grilles des écoles secondaires en Ontario par conseil et régions 1976-77	306
6.12 Salaires totaux moyens et salaires moyens des grilles des enseignants de l'élémentaire en Ontario, par ordre décroissant et par conseil, 1976-77	307
6.13 Salaires totaux moyens et salaires moyens des grilles des enseignants du secondaire en Ontario par région et conseil, 1976-77	308
6.14 Salaires totaux moyens et salaires des grilles pour des enseignants du secondaire en Ontario, par ordre décroissant, par conseil, 1976-77	307
6.15 Salaires moyens des enseignants de l'élémentaire par région 1970/71 à 1976/77	310
6.16 Salaires moyens des enseignants du secondaire par région 1966/67 à 1967/77	311

Chapitre 6...	Page
6.17 Enseignants de l'élémentaire en Ontario - responsabilité par âge et sexe 1976-77	312
6.18 Enseignants du secondaire en Ontario - responsabilités par âge 1976-77	313
6.19 Caractéristiques des enseignants de l'élémentaire en Ontario: âge moyen, catégorie de qualification moyenne et expérience moyenne en années, par région, 1976-1977	315
6.20 Caractéristiques des enseignants du secondaire en Ontario: âge moyen, catégorie de qualification moyenne et expérience moyenne en années, par région, 1976-1977	315
6.21 Enseignants de l'élémentaire en Ontario: changements dans les catégories de qualification et l'expérience moyenne, 1970-71 à 1976-77	316
6.22 Enseignants du secondaire en Ontario: changements d'âge moyen, de catégorie moyenne de qualification et d'expérience moyenne, 1970-71 à 1976-77	317
6.23 Enseignants de l'élémentaire et du secondaire en Ontario, changements dans les salaires moyens, 1970-71 à 1976-77 pour l'élémentaire, et 1966-67 à 1976-77 pour le secondaire	318
6.24 Période estimée de retraite pour les enseignants de l'élémentaire en Ontario à 65 ans, par sexe et pourcentage du total des enseignants, 1976-77	320
6.25 Période estimée de retraite pour les enseignants de l'élémentaire en Ontario à 65 ans ou sur la base expérience + âge égale 90 selon ce qui advient en premier, par sexe et pourcentage du total des enseignants, 1976-77	320
6.26 Période estimée de retraite pour les enseignants du secondaire en Ontario à 65 ans, par sexe et pourcentage du total des enseignants en 1976-77	322
6.27 Période estimée de retraite pour les enseignants du secondaire en Ontario à 65 ans ou sur la base expérience + âge égale 90 selon ce qui advient en premier, par sexe et pourcentage des enseignants en 1976-77	322
6.28 Nouveaux recrutements d'hommes en septembre de chaque année et départs jusqu'en 1976-1977	325
6.29 Nouveaux recrutements de femmes en septembre de chaque année et départs jusqu'en 1976-77	326
6.30 Nouveaux recrutements totaux en septembre de chaque année et départs jusqu'en 1976-77	327



Chapitre 6...	Page
6.31 Destination des enseignants de l'élémentaire et du secondaire diplômés par collège et université en Ontario, 1972-76	332
6.32 Personnes qualifiées comme enseignants de l'élémentaire et du secondaire en Ontario par origine de leur première certification qui n'enseignent pas dans les écoles élémentaires et secondaires de l'Ontario, 1976-1977	333
6.33 Personnes qualifiées comme enseignants de l'élémentaire en Ontario par origine et époque de leur première certification qui enseignent dans les écoles élémentaires de l'Ontario, 1976-77	334
6.34 Personnes qualifiées du secondaire par origine et époque de leur première certification qui enseignent dans les écoles secondaires de l'Ontario, 1976-77	335
6.35 Effectifs des instituts de formation d'enseignement de l'Ontario, 1968-1976	337
6.36 Elèves et enseignants dans les écoles élémentaires de l'Ontario	340
6.37 Demande passée et prévue d'enseignants de l'élémentaire en Ontario	341
6.38 Elèves et enseignants dans les écoles secondaires de l'Ontario	342
6.39 Offre et demande réelles et prévues d'enseignants du secondaire en Ontario.	343

## Chapitre 7

7.1 Nombre total estimé de salles de classe en surplus en Ontario, par conseil (1976) - élémentaire public	361
7.2 Nombre total estimé de salles de classe en surplus en Ontario, par conseil (1976) - secondaire	362
7.3 Nombre total estimé de salles de classe en surplus en Ontario, par conseil (1976) - séparé	363
7.4 Dépenses des conseils scolaires, 1967 à 1977	365

## Chapitre 8

8.1 Pourcentages des conventions (N 158) ayant des clauses en rapport avec la baisse des effectifs (1977-1978)	391
8.2 Pourcentages de conventions avec clauses de REE et de grandeur des classes	393

	Page
Chapitre 8...	
8.3 Pourcentages des conventions avec dispositions de surplus-redondance et de droits de la direction	395
8.4 Contenu des dispositions de surplus-redondance: pourcentages de conventions avec option	396
8.5 Répartitions d'âges du contingent d'enseignants en Ontario par secteur en 1974-1975 (septembre 1975)	403
8.6 Répartition d'âges du contingent d'enseignants employés en Ontario, le 31 décembre 1975	403
8.7 Répartition de l'expérience des enseignants en Ontario par secteur en 1974-1975	404



## FIGURES

<u>Chapitre 1</u>	Page
1.1 Autre vue de la diminution de nombre d'enfants par rapport à la population totale	6
 <u>Chapitre 2</u>	
2.1(a) Croissance passée et prévue de la population de l'Ontario par comté et district: 1931-1981	45
2.1(b) Croissance passée et prévue de la population de l'Ontario par comté et district: 1931-1981	46
2.1(c) Croissance passée et prévue de la population de l'Ontario par par comté et district: 1931-1981	47
2.1(d) Croissance passée et prévue de la population de Toronto métropolitain et de l'Ontario: 1931-1981	48
2.2 Province de l'Ontario: Changement dans la population par district et comté, 1971-1976	51
2.3 Croissance ou baisse de la population en Ontario, 1971-1976	52
2.4 Changement de population en %, 1971-76	53
2.5 Province de l'Ontario: Changements dans les effectifs des écoles publiques élémentaires, 1971-1976	55
2.6 Province de l'Ontario: Changements dans les effectifs des écoles catholiques-romaines, 1971-1976	56
2.7 Répartition ville-campagne de la population en Ontario, 1931 à 1971	60
2.8 Rapport de sexe (masculin) en % du groupe d'âge en Ontario 1931-1971	62
2.9 Ontario: Pyramide des âges, 1931 à 1976	67
2.10 Ontario: Répartition des âges (1941, 1961, 1966, 1971, 1976) les énormes variations: qui déterminent notre avenir	75
2.11 Ontario: La vague montante des pertes et des gains	78
2.12 Ontario: La vague montante des pertes et des gains	79
2.13 Ontario: La vague montante des pertes et des gains	80
2.14 Ontario: La vague montante des pertes et des gains	81

Chapitre 2...	Page
2.15 Ontario: La vague montante des pertes et des gains	82
2.16 Ile du Prince Edouard: Rôle des migrations - 1976 (Comparai- son des populations réelle et prévue)	94
2.17 Nouvelle Ecosse: Rôle des migrations - 1976 (Comparaison des populations réelle et prévue)	95
2.18 Nouveau Brunswick: Rôle des migrations - 1976 (Comparaison des populations réelle et prévue)	96
2.19 Québec: Rôle des migrations - 1976 (Comparaison des populations réelle et prévue)	97
2.20 Ontario: Rôle des migrations - 1976 (Comparaison des popula- tions réelle et prévue)	98
2.21 Manitoba: Rôle des migrations - 1976 (Comparaison des popula- tions réelle et prévue)	99
2.22 Saskatchewan: Rôle des migrations - 1976 (Comparaison des populations réelle et prévue)	100
2.23 Alberta: Rôle des migrations - 1976 (Comparaison des popula- tions réelle et prévue)	101
2.24 Colombie-Britannique: Rôle des migrations - 1976 (Comparaison des populations réelle et prévue)	102
2.25 Yukon: Rôle des migrations - 1976 (Comparaison des populations réelle et prévue)	103
2.26 Territoires du Nord-Ouest: Rôle des migrations - 1976 (Comparaison des populations réelle et prévue)	104
2.27 Terre Neuve: Rôle des migrations - 1976 (Comparaison des populations réelle et prévue)	105
2.28 Canada: Rôle des migrations - 1976 (Comparaison des populations réelle et prévue)	106
2.29 Ontario: 1959 à 2001, taux de fécondité: une baisse sans précédent	111
2.30 Ontario: 1959 à 2001, tendances des familles: l'explosion et l'implosion démographique	112
2.31 Comparaison de tendances des effectifs préparés par différentes écoles élémentaires, Ontario, 1965 à 2001	122
2.32 Comparaison de tendance des effectifs préparées par différen- tes agences, écoles secondaires, Ontario, 1961 à 2001	123



<u>Chapitre 3</u>	Page
3.1 Effectifs des écoles élémentaires de l'Ontario, 1926-1976	137
3.2 Effectifs scolaires secondaires réels et prévus en Ontario, 1951-86	138
3.3 Province de l'Ontario: Répartition de la population de langue française, 1971-1976	146
3.4 Province de l'Ontario: Croissance ou diminution de la population de langue française, 1971-1976	147
3.5 Province de l'Ontario: Changements dans les effectifs d'écoles élémentaires françaises, 1971-1976	148
3.6 Province de l'Ontario: Changements dans les effectifs d'écoles secondaires françaises, 1971-1976	149
3.7 Ontario: Effectifs d'écoles pour enfants de langue française	150
3.8 Province de l'Ontario: Changements d'effectifs prévus dans les écoles élémentaires publiques par comtés et districts, 1971-1986	162
3.9 Province de l'Ontario: Changements d'effectifs prévus dans les écoles catholiques-romaines séparées par comté et district, 1971-1986	163
3.10 Province de l'Ontario: Changements d'effectifs prévus dans les écoles secondaires par comté et district, 1971-1986	164
3.11 Effectifs passés et prévus dans les écoles de langue française en Ontario	167
3.12 Ontario: Effectifs des écoles publiques, 1976-1986, la décennie de la baisse	168
3.13 Ontario: Effectifs catholiques-romains séparés, 1976-1986, la décennie de la baisse	169
3.14 Ontario: Effectifs scolaires secondaires, 1976-1986, la décennie de la baisse	170

## Chapitre 6

6.1 Nombre total d'enseignants de l'élémentaire qui peuvent prendre leur retraite, 1976 à 2010	301
6.2 Nombre total d'enseignants du secondaire qui peuvent prendre leur retraite, 1976 à 2010	302
6.3 Pyramide des âges par sexe des enseignants de l'élémentaire en Ontario au 31 décembre 1976	303

	Page
Chapitre 6...	
6.4 Pyramide des âges par sexe des enseignants du secondaire en Ontario au 31 décembre 1976	304
6.5 Destination des enseignants de l'élémentaire diplômés par collège et université en Ontario, 1972-1976	329
6.6 Destination des enseignants du secondaire diplômés par collège et université en Ontario, 1972-1976	330
6.7 Destination des enseignants de l'élémentaire et du secondaire diplômés par collège et université en Ontario, 1972-1976	331



LA COMMISSION SUR LA BAISSSE DES EFFECTIFS SCOLAIRES EN ONTARIO (CBES)

Salle N425, 252 ouest rue Bloor, Toronto, Ontario, Canada M5S 1V6

Commissionnaire, R.W.B. Jackson, Ph.D.

Téléphone 964-2527

Secrétaire Générale, H.B. Henderson

Le 28 février 1978

L'Honorable Thomas L. Wells  
Ministre de l'Education  
Province de l'Ontario  
22<sup>e</sup> étage, Block Mowat  
Queen's Park, Toronto  
Ontario  
M7A 1L2

Monsieur le Ministre:

J'ai l'honneur de vous soumettre le premier rapport intérimaire de la Commission sur la baisse des effectifs scolaires en Ontario, tel que prévu dans les clauses du contrat. Le rapport est en cours de publication et sera diffusé au cours des prochaines semaines après que les 250 premiers exemplaires auront été livrés à votre bureau.

Le premier rapport est, comme vous le verrez, un compte rendu des faits et de la situation tels quels dans la province aujourd'hui et il se réfère parfois aux conditions qui prévalent ailleurs (dans d'autres provinces et dans d'autres pays) lorsque celles-ci semblaient dignes d'intérêt. Certains rapports spéciaux, préparés sous contrat pour la Commission, seront publiés séparément puisqu'ils ne font pas partie intégrale du rapport de la Commission à proprement parler.

Les chapitres principaux attirent l'attention sur les problèmes et sur les questions qui ont surgis au cours de la présentation de l'information et les répercussions les plus évidentes de ceux-ci ont été mentionnées à l'occasion. Cependant, veuillez noter en particulier que j'ai soigneusement évité de présenter à ce stade toute comparaison, décision ou recommandation préliminaire. Cette partie de la tâche ne sera entreprise que lorsque les audiences publiques auront été tenues et toutes les preuves nécessaires rassemblées. Etant donné certaines déclarations faites à la presse et qui m'ont été attribuées à tort, j'aimerais qu'il soit dit sans équivoque que je n'ai tiré aucune conclusion, ni pris de décision ni fait de recommandation à ce stade.

Je regrette que le rapport intérimaire ne soit ni complet ni à jour dans la mesure où je l'espérais et l'escomptais. Certaines données de base sur la population, sur la fécondité et sur les effectifs scolaires ne nous ont

été accessibles ou à une date très tardive et n'étaient pas accessibles du tout parfois, malgré le fait que des responsables de votre ministère, du ministère du Trésor, de l'Economie et des Affaires Intergouvernementales et de Statistique Canada aient fait tout leur possible pour me venir en aide et préparer, à ma demande, des tables spéciales avant leur date normale de parution. Il est étrange qu'une part des difficultés semblent provenir de la formation de langues de données et de l'usage d'ordinateurs et de modèles: les grands retards semblent constituer l'apanage inévitable de telles procédures. Ainsi, mon bureau n'accusa réception des données par année d'âge du recensement de 1976 que le 21 décembre 1977 et ceci causa automatiquement un retard dans les prévisions commanditées à Statistique Canada et à TEIGA.

Des rapports spéciaux conçus pour donner lieu directement ou indirectement à des prévisions démographiques et à des perspectives d'effectifs scolaires pour 1986 et 2001 devaient être inclus en tant qu'aspect particulier du rapport avec des données du recensement de 1976 et les taux de fécondité les plus récents. Malheureusement, les taux de fécondité les plus récents dont je dispose sont de 1974, ce qui constitue un délai critique, bien que j'aie reçu des chiffres préliminaires pour 1975; nous savons très bien, à partir des déclarations de naissance de 1976 et de 1977 que ces taux ont dû beaucoup baisser au cours des deux dernières années (conclusion évidente puisque nous savons que le nombre de parents en puissance a augmenté tandis que le nombre de naissances a diminué en 1975, en 1976 et en 1977).

Nous ne disposons pas de chiffres à jour sur les effectifs scolaires en septembre 1977 dans cette province, que ce soit pour les conseils individuels, les comtés, les districts ou la province entière. De même, nous ne disposons pas de prévisions démographiques à jour pour les comtés et districts bien que, par des efforts particuliers, nous ayons des prévisions au niveau de la province. Dans le texte, vous remarquerez que j'ai consacré moi-même quelque temps à préparer un ensemble approximatif de chiffres allant jusqu'en 1986, pour les naissances en particulier basées sur les prévisions de naissance les plus plausibles (selon moi), les pyramides des âges prévues pour 1981 et 1986 (en supposant que les taux de mortalité et de migration de 1976 demeurent constants au cours de la décennie en question, ce qui est raisonnable lorsqu'on observe les tendances des 15 dernières années). De plus, et aussi pour vérifier nos propres prévisions d'effectifs scolaires, j'ai demandé à Statistique Canada de préparer des prévisions démographiques spéciales jusqu'en 2001 en utilisant neuf ensembles de conditions de fécondité et de migration. Nous venons juste de recevoir les résultats mais nous ne les avons pas encore utilisés. Je suis très reconnaissant pour cette assistance à mes amis de longue date, le docteur Miles Wisenthal et Zoltan Zsigmond, qui ont fait beaucoup plus que leur devoir et leur devoir d'ami en m'accordant leur aide.

J'ai aussi inclus certains tableaux et graphiques spéciaux pour les autres provinces basés sur le recensement de 1976 surtout, afin que nos gens en Ontario sachent que le pays entier est touché. On peut voir aussi, par les graphiques surtout, les différents rôles des migrations sur plusieurs provinces, ce qui est très important pour l'Ontario qui a toujours été la plaque tournante des migrations internationales et interprovinciales. Nous ne voulons pas insinuer que ce qui arrive ici est forcément bon pour le reste du pays, pour répéter un personnage de bandes dessinées d'il y a quelques années, le général Bullmoose, mais le reste du pays est touché d'Ouest en Est.



J'attache une attention toute particulière à ces faits et à ces facteurs car je sais que nous nous trouvons dans une phase critique de notre histoire et que l'avenir constitue une quantité difficile à prévoir. Nous avons besoin avant tout des faits les plus valides et les plus récents afin de planifier adéquatement les décennies à venir, du futur immédiat à l'avenir lointain. Comme vous le savez, les prévisions de l'Organisation de la Coopération et du Développement économique des Nations Unies et des Conseils Économiques du Canada et de l'Ontario envisagent des conditions économiques difficiles pour les années à venir: l'économie ira au ralenti et sera accompagnée de chômage pendant une durée d'au moins cinq ans et peut-être dix. Comme l'indiquent les sections suivantes, je suis d'accord avec ces prévisions, toutes pessimistes qu'elles soient. En tant que survivant de la Grande Dépression et des Dix Années Perdues dans les prairies, j'ai le sentiment étrange que l'histoire est sur le point de se répéter et pourtant, j'espère encore que non.

Nous pouvons à peine douter du fait que la fécondité de notre population ait été gravement touchée surtout que nous sommes en mesure de la contrôler dans son intégrité pour la première fois de notre histoire. La baisse des effectifs scolaires est une conséquence directe et automatique de la baisse de la fécondité puisque les enfants grandissent au fil des années mais la conséquence la plus sérieuse découle du fait que la fécondité continue de baisser et ne donne aucun signe de changement dans cette tendance qui amènerait un répit tôt ou tard. Vous n'êtes pas sans savoir qu'il n'est pas tout de faire face à des difficultés passagères dues à une baisse temporaire et de les surmonter, mais il est tout autre chose de résoudre les problèmes d'un système scolaire fermé aux influences extérieures et qui se contractera longtemps encore. Quant à notre personnel enseignant et surtout nos jeunes enseignants diplômés, l'aventure de la perte d'un emploi - ou l'impossibilité d'en obtenir un - est une expérience désastreuse et effrayante que viennent exacerber, au-delà presque de l'endurance, les conditions générales de "stagflation" et de chômage. Tout ce qui peut être fait doit l'être pour s'assurer que les pertes et les souffrances soient réduites et allégées au minimum et pour que la qualité de nos programmes scolaires n'en souffre pas. Moins nous aurons d'enfants, plus ils deviendront précieux et essentiels. Il est possible que des taux de fécondité aussi élevés que ceux des années 50 auraient créé une charge que notre économie n'aurait pu tolérer, mais à présent on excuserait quiconque rêverait de cette utopie.

C'est une bien maigre consolation pour vous et pour moi que de constater, comme je le fais ici, que ce qui arrive à notre système scolaire n'est qu'un signe précurseur de ce qui affligera notre société dans tous ses aspects lorsque le temps viendra. En fait, les effets les plus sensibles des changements démographiques seront ressentis à l'avenir, et ils le seront inévitablement. Le plus étrange est que nous devons nous attendre à une pénurie grave de jeunes travailleurs bien avant la fin du siècle. Impossible? Non, inévitable. Je vous conseille donc, Monsieur le Ministre, de vous préparer pour l'avenir et d'apprendre à accepter un fait "impossible" chaque jour!

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments les plus sincères.

R.W.B. Jackson  
Commissionnaire, CBES

Le premier rapport intérimaire de la Commission sur la baisse des effectifs scolaires en Ontario devrait être considéré surtout comme une compilation des données existantes sur la baisse des effectifs scolaires et un premier énoncé de ce que l'on sait déjà sur ses dimensions futures. Ceci n'est pas un rapport sur les progrès de la nouvelle recherche entamée pour la Commission ni un moyen d'"afficher" les recommandations possibles que le rapport final vous suggéra de mettre en oeuvre. En fait, pour les membres de la "société établie de l'éducation" qui opère au niveau des systèmes scolaires de notre province, ce rapport ne contiendra pas beaucoup d'éléments nouveaux. Il rassemble simplement d'une manière systématique l'information contenue dans les rapports récents et complétée au besoin par les résultats d'études spéciales entreprises par ou pour la Commission.

Chacun des chapitres suis la même présentation, en commençant par une description brève du passé et du présent en termes statistiques surtout et en finissant par les prévisions les plus récentes, ou actuellement accessibles, de l'avenir à moyen terme - dans la plupart des cas pour la décennie qui s'achèvera en 1986. A mon grand regret, je me suis trouvé dans l'impossibilité de présenter les meilleurs calculs de perspectives de la Commission sur les conditions qui prévaudront jusqu'en 2001.<sup>1</sup> Cependant, comme je l'indiquais dans ma lettre de transmission, nous avons accusé un certain retard dans la préparation de nos prévisions à long terme à cause des difficultés d'obtention de certaines statistiques sur la population et sur les effectifs. Je discuterai, de façon plus systématique, à l'occasion, des problèmes d'obtention des données, de l'analyse et du rapport des résultats et des découvertes des études de recherche commanditées par la Commission dont certaines n'ont pas encore été achevées.

Étant donné que certains lecteurs risquent de se demander si le premier chapitre sur les conditions économiques et politiques n'est pas hors sujet, je saisis l'occasion pour expliquer ici mon intention.

J'ai fait allusion à certains objectifs dans ma lettre de transmission et quiconque parmi les groupes auxquels la Commission s'est adressée comprendra mon point de vue. (Qu'il soit d'accord ou non avec ce qui s'y trouve est autre chose.) J'ai la conviction profonde que chaque système d'éducation fait partie intégrante des structures économiques et sociales où il se trouve et en tire sa vitalité et ses buts. Tout système d'éducation est au service de la société et la mesure et le type de service qu'il fournit dépend en grande partie des conditions qui règnent dans cette société et de ce que celle-ci en attend.

Dans les études que la Commission a entreprises, nous nous sommes surtout occupés des problèmes qui découlent des secteurs élémentaire et secondaire de l'éducation. Mais il ne nous faut pas oublier leurs relations avec les problèmes connexes des autres parties du système éducatif et des conditions d'ordre économique, social et politique en dehors des salles de classe et des écoles. Par conséquent, notre rapport débute par un chapitre qui décrit le contexte général des conditions économiques, sociales et politiques telles qu'elles prévaudront probablement au cours des vingt années à venir.

<sup>1</sup> L'année 2001 est utilisée car elle correspondra à une année de recensement, si rien n'est changé d'ici là tout au moins.

En aucun cas, bien entendu, ne devra-t-on interpréter ceci comme une déclaration d'intention ou de préférence de notre part. Ceci n'est rien d'autre qu'un énoncé des conditions probables, préparé sur la base de faits actuels, du passé immédiat et des annonces de politique économique et sociale du gouvernement ou des intentions ou espérances de celui-ci - qui sont déjà à la disposition de tout le monde. Nous n'avons pas eu accès, et ne l'avons pas cherché non plus, à quelque information sur la politique gouvernementale à n'importe quel niveau qui ne soit pas déjà chose publique.

Pour l'information de base socio-économique et politique, je dois beaucoup aux membres de l'équipe du groupe de travail (finance) que la Commission a mis sur pied il y a quelques mois. Le groupe était constitué d'experts en économie qui tenaient des fonctions d'experts-conseils sous la présidence compétente du docteur John Holland de l'Institut Ontarien d'Etudes en Education (OISE). A la lecture de leur rapport, il devient évident que si les contradictions que nous trouvons dans notre système éducatif s'étaient manifestées en période d'expansion, comme l'expansion du système d'éducation lui-même, le problème aurait été certainement moins grave que celui que présagent nos chiffres et nos graphiques. A titre d'exemple simple, une expansion économique requiert l'admission de travailleurs migrants (interprovinciaux et internationaux dans le cas de l'Ontario) à la recherche de travaux qui leur deviennent accessibles. Les conditions en Alberta sont telles, aujourd'hui. La plupart des migrants tombent dans les groupes d'âge jeune de la main d'oeuvre et ils n'entrent pas en grand nombre dans le système de l'éducation. Mais en général, ils amènent leurs femmes avec eux, ou vont les chercher tôt après leur arrivée, ainsi que leurs enfants qui sont pour la plupart en âge scolaire. Ou alors se marient-ils au Canada et ils constituent leur famille ici. Par conséquent, les migrations ont souvent un effet important et immédiat sur les effectifs scolaires.

Notre chapitre général ne suggère pas cependant que nous bénéficierons d'une période d'expansion économique rapide au cours de la prochaine décennie à un niveau comparable de celui des années 60. Non seulement les migrations ont-elles peu de chances d'améliorer la situation démographique et d'avoir ainsi un effet bénéfique sur les effectifs scolaires, mais les conditions économiques difficiles - "stagflation" prolongée, semble-t-il - donneront aux questions de coûts unitaires et totaux de l'éducation une importance critique. Puisque le système de l'éducation continuera vraisemblablement à se contracter au cours de la prochaine décennie, on ne s'attend pas à ce que cela se passe dans des conditions économiques et budgétaires florissantes et il devient alors plus important d'entamer la discussion sur la situation de contradiction des effectifs et des problèmes connexes et sur une idée plus générale de ce que risque d'être l'économie au cours des années 70 et 80.

L'inclusion du chapitre prochain sur les conditions démographiques requiert peu de justification, selon moi, puisque nos écoliers font partie de la population totale, mais peu de gens semblent conscients des changements de certaines caractéristiques de notre population et des répercussions profondes que ceux-ci peuvent avoir comme je le note dans ma lettre de transmission. Nous avons, par conséquent, pris un temps considérable à expliquer et illustrer le rôle direct de la fécondité sur les effectifs scolaires, aussi évident que celui-ci puisse paraître, ainsi que les répercussions sous forme de grandes différences dans la population que de petites différences dans la fécondité supposée peuvent produire (surtout maintenant que la grosse vague démographique d'après-guerre a atteint le groupe d'âge où les taux de repro-



inactivité sont les plus élevés). Le rôle indirect des migrations (internationales, interprovinciales et intraprovinciales) sur le nombre des enfants à éduquer par chaque commission est discuté dans le détail. Ces estimations de population fournissent une base à un bon nombre de prévisions directement liées aux conditions qui règneront dans les écoles dans l'avenir proche et lointain.

Pour ce qui concerne l'information contenue dans le chapitre sur la population, nous devons beaucoup au travail du docteur Cicely Watson et de M. Saeed Quazi et leur équipe à OISE ainsi qu'à mes propres estimations, celles de Statistique Canada et du groupe des statistiques du ministère du Trésor, de l'Economie et des Affaires Intergouvernementales de l'Ontario (TEAI). Pendant bien des années, les responsables de TEAI ont procuré aux gens d'OISE les "jalons" des prévisions démographiques utilisées dans des études faites pour le ministère de l'Education, si bien que ce chapitre puise non seulement dans les rapports antérieurs mais aussi dans les rapports préliminaires du TEAI d'un projet de recherche commandité dans le but d'obtenir des chiffres à jour qui tiennent de tout ce que l'on sait aujourd'hui de la fécondité, des migrations et de la pyramide des âges dans notre province.

Le chapitre 3 entame ce que l'on peut probablement considérer comme l'objet proprement dit de ce rapport: les effectifs dans les systèmes scolaires publics, séparés et secondaires de l'Ontario par âge et par grade selon le besoin. Nous parlons des écoles privées, des effectifs d'Indiens et Inuit, d'élèves des écoles des Forces Armées et des effectifs d'adultes. Malheureusement, les données de telles catégories "exceptionnelles" d'effectifs sont clairsemées et souvent difficiles à obtenir. Nous espérons qu'avant la soumission de notre deuxième rapport intérimaire, des statistiques plus détaillées pour ces secteurs seront accessibles. Bien que ceux-ci ne représentent qu'une fraction numérique du service total de l'éducation, ce sont là des facteurs qui méritent toute l'attention possible.

Le chapitre en question traite des effectifs au niveau des conseils scolaires, des comtés et des villes. Les conditions varient beaucoup d'une région à l'autre et vont de baisses accélérées des effectifs à des gains appréciables. J'aimerais mentionner ici un point sur lequel on ne saurait insister trop longtemps ni trop souvent: étant donné des conditions aussi variées, une grande part des problèmes créés par une contraction rapide des effectifs devra être résolue au niveau d'opération locale comme c'était le cas, qui se retrouve encore, avec les problèmes d'expansion rapide. La première question de politique générale est de définir les conditions et les contraintes au milieu desquelles les conseils locaux et leurs écoles s'accommodent de leurs problèmes. Pour la province en général, leurs décisions doivent être équitables, comparables, raisonnables et elles doivent tenir compte de l'avenir aux yeux de tous.

Les perspectives d'effectifs présentées au chapitre 3 ont été préparées par OISE sous contrat du ministère de l'Education et soumises en août 1977. Le travail de recherche en cours pour les étendre sera achevé lorsque les prévisions démographiques essentielles et les données sur les effectifs de 1977 seront prêtes. Ces nouvelles perspectives d'effectifs iront jusqu'en 2001 pour les conseils scolaires du sud de la province mais jusqu'en 1986 pour le nord de l'Ontario. Avec des chiffres plus modestes et des conditions économiques incertaines, il ne semble pas que des prévisions à long terme soient opportunes.

Nous avons, pour la première fois, tenté de faire des prévisions par groupe linguistique (anglophone/francophone). Nous nous sommes déjà servis de plusieurs de ces résultats (et de données sur les taux de fécondité par groupe linguistique) dans une présentation au groupe de commissaires scolaires Franco-Ontariens et nous avons décélé un intérêt vif au sujet de la baisse relative de la fécondité et au sujet du taux de baisse surtout et du nombre des effectifs scolaires de chacun des groupes linguistiques.

En principe, les perspectives d'effectifs des écoles secondaires n'ont pas été préparées par sujet, mais nous avons tenté de le faire pour les sujets à grands effectifs seulement à ce stade. Parce que les taux de croissance varient d'un sujet à l'autre dans les écoles secondaires, à cause surtout d'un grand nombre de sujets nouveaux ainsi que de programmes ajoutés au cours des années 50 et 60, des taux différents de diminution d'effectifs par sujet sont à prévoir à l'avenir. Dans un système qui se contracte, des taux aussi variés posent des problèmes additionnels en termes de programmes, de locaux et de personnel enseignant. Les composantes de ces changements ne semblent jamais correspondre et nous saurions nous attendre à ce qu'il en soit ainsi à une époque de grande liberté de choix de sujets pour les élèves.

Le chapitre 4 comprend une description générale des programmes et curricula offerts aujourd'hui dans les écoles de l'Ontario qui servira de toile de fond et qui indiquera comment ceux-ci peuvent être touchés par la baisse des effectifs. Ce chapitre se base sur un rapport intérimaire du groupe de travail de la Commission (curriculum) sous la présidence du docteur Michael Connelly d'OISE.

Le chapitre 5 a un objet similaire: il décrit brièvement l'administration des systèmes scolaires dans cette province et certaines des questions de structures administratives qui compliqueront les solutions des problèmes de contraction. Je dois beaucoup, pour ce travail, au docteur Edward Hickcox d'OISE qui a préparé un rapport intérimaire, avec l'assistance fréquente de M. Howard B. Henderson, Secrétaire Général de la Commission.

Les chapitres 4 et 5 tiennent d'introduction; mes résultats et conclusions devront attendre que les enquêtes et les travaux de recherche détaillés dans ces domaines, et qui ont été commandités, soient achevés.

Le chapitre 6 est plus long et donne une information détaillée sur l'offre et la demande d'enseignants et sur les programmes de formation d'enseignants dans les facultés d'éducation des universités et des collèges d'éducation des enseignants de l'Ontario à Toronto et à Hamilton. Comme indiqué, il est divisé en deux sections: la première donne des statistiques sur le contingent actuel d'enseignants et la deuxième donne des prévisions de l'offre et de la demande d'enseignants.

Le nombre du personnel enseignant actuellement employé est relié statistiquement d'une façon directe au nombre d'élèves à instruire (d'où le grand intérêt pour le REE, au rapport élève-enseignant, qui est souvent un item pour les négociations annuelles enseignants-conseils) et par conséquent, l'importance des effectifs détermine dans une grande mesure la demande d'enseignants. L'offre est liée à deux facteurs: le nombre d'enseignants qualifiés des années antérieures (et des autres juridictions) qui cherchent un poste d'enseignant pour l'année en question et le nombre des nouveaux diplômés d'instituts de formation d'enseignants. Dans des conditions normales, le



niveau de l'offre annuelle est directement en rapport avec l'importance de la source principale d'offre que constituent les nouveaux diplômés d'instituts de formation d'enseignants. Mais les conditions actuelles ne sont pas normales et la situation de l'offre est brouillée par la grande réserve d'enseignants déjà qualifiés qui cherchent un emploi. Le nombre exact de ceux-ci n'est pas connu, jusqu'ici tout au moins, malgré les grands efforts que nous avons consentis pour suivre la trace de ces gens à travers les sources officielles ainsi que celle de ceux qui, pour différentes raisons, sont allés chercher d'autres types d'emploi.

La description brève de l'historique de la formation des enseignants en Ontario nous a été transmise sous forme de rapports intérimaires par le docteur Willard Brehaut d'OISE et par le docteur Al Fiorino, expert-conseil au service de la Commission. Ceux-ci continuent leur travail et leur rapport final décrira en détail le développement de la formation des enseignants et des instituts de formation eux-mêmes.

Pour ce qui est de l'information statistique sur les facultés d'éducation et les collèges d'éducation des enseignants, nous devons beaucoup au groupe de planification d'OISE (au département de planification de l'éducation) sous la direction du docteur Watson et de monsieur Quazi, ainsi qu'aux rapports intérimaires de monsieur Bert Hansen, expert-conseil du Hansen Group of Management Consultants au service de la Commission.

Les données de base, d'où les tendances de l'offre et de la demande d'enseignants sont tirées, la description du contingent actuel d'enseignants classés par âge, sexe, expérience et qualifications et un grand nombre d'autres variables ont été fournies par quatre groupes principaux: les ministères de l'Education et des Collèges et Universités, la Fédération des Enseignants de l'Ontario et ses organismes affiliés (la Fédération des Professeurs d'Écoles Secondaires de l'Ontario a été particulièrement serviable), Statistique Canada et les instituts de formation d'enseignants eux-mêmes. Sans ces données statistiques excellentes, sous forme de banques de données informatisées dans la plupart des cas, il ne nous aurait pas été possible d'étudier dans le détail les facteurs qui sont derrière les estimations annuelles d'offre et de demande. Je saisis cette occasion pour exprimer l'admiration que j'éprouve devant le travail qui est fait pour préparer et entretenir ces banques de données et pour remercier ces organismes et leurs responsables de nous avoir communiqué cette information. (Le secret des dossiers a été respecté, je puis vous l'assurer.)

Cependant, ce chapitre ne représente que la partie apparente de l'iceberg: ma Commission a entrepris une recherche importante sur les enseignants. Il ne fait aucun doute que les problèmes de contraction les plus sérieux sont d'ordre humain et ne concernent pas que les enseignants. Comme l'exprimait si bien le président du Conseil de l'éducation de Parry Sound West, "La baisse des effectifs - une condition humaine." J'espère sincèrement que nous causerons le moins de mal aux moins de personnes qu'il nous sera humainement possible.

L'avant dernier chapitre, le chapitre 7 s'attache au problème des locaux scolaires et en particulier aux bâtiments et terrains scolaires. Ce que nous avons là est une série de problèmes irritants centrés autour du concept de l'école en tant que centre communautaire et les ressentiments et la colère que provoque, avec raison souvent, le transport lointain d'enfants en bas âge.



Il suffit d'un accident de car scolaire pour qu'une grande colère se déchaîne. Malheureusement, il y en a eu plusieurs.

Nous avons tiré notre information de plusieurs sources pour étudier ce problème. Nous avons mis sur pied très tôt un groupe de travail sur les locaux scolaires, et une grande partie de l'information de ce chapitre est tirée de rapports intérimaires préparés par son président, M. Henderson, qui est le Secrétaire Général de la Commission, prêté par le ministère de l'Éducation où il servait en tant que directeur d'une des régions. Une partie de l'information qui illustre la sous-utilisation des bâtiments scolaires provient du rapport de recherche du TEAI auquel nous faisons référence plus haut. Le reste des statistiques, que nous citons, ont été préparées dans ce but par l'"équipe de prévision" du docteur Watson et de M. Quazi d'OISE en utilisant l'information fournie par le ministère de l'Éducation.

Le chapitre 8, chapitre final, discute des coûts de l'éducation et d'autres problèmes de financement de l'éducation et insiste sur le besoin de réviser l'arrangement aux niveaux provincial et local maintenant que nous sommes passés à une phase de contraction presque aussi rapide que l'expansion qui a précédé. Les différents items de dépenses et de sources de revenu ne sont pas abordés dans le détail à ce stade car la Commission n'a pas encore achevé toute la recherche qu'elle a entreprise à ce sujet. Cependant, ce chapitre revoit l'excellent travail de fond entrepris par le Comité sur le coût de l'Éducation et les études sur les subventions aux écoles, par le professeur E. Brock Rideout d'OISE, du professeur David Cameron de l'université de Dalhousie et par d'autres. Le travail est coordonné par le groupe de travail (finance) cité plus haut que préside le docteur Holland.

Une bonne partie de l'information sur le financement de l'éducation est basée sur des analyses des dépenses des systèmes scolaires locaux et sur la relation du financement provincial et du financement local qui provient presque entièrement des impôts immobiliers. Cependant, pour bien comprendre les coûts, il faut des analyses de dépenses au niveau de l'école et des fonds alloués par le conseil scolaire. Il est évident que le coût est une variable importante à considérer tout en n'étant pas forcément celle qui est la plus importante ou la plus critique dans toutes les situations où l'on doit décider de la fermeture (ou non) de certaines écoles. Par conséquent, des études importantes de ce genre ont été commanditées.

À la fin de chaque chapitre, nous avons tenté de donner une liste des questions et problèmes qui ont surgis ou qui nous ont été suggérés au cours de la période initiale de notre enquête. Ces listes sont données par points sans évaluation d'importance, ne prétendent pas être exhaustives et ne prédisent pas nos conclusions, décisions et recommandations possibles au gouvernement. Elles attireront l'attention sur certaines questions critiques qui seront abordées, nous l'espérons, au cours des audiences publiques en mars, en avril et plus tard.

Un épilogue de forme plutôt inhabituelle conclut ce rapport intérimaire. Nous y donnons soigneusement les détails du cours futur de notre enquête y compris ceux des préparatifs pour les audiences publiques de mars et avril et ce que nous espérons en apprendre. Pour l'étape suivante, qui débute le 1<sup>er</sup> mars, nous avons fourni une description de la nature et du but de notre deuxième rapport intérimaire tel que nous comptons le présenter, qui identifiera les répercussions majeures de plusieurs facteurs liés à la baisse des

effectifs scolaires et qui discutera des autres solutions possibles aux problèmes qui se posent. Nous entendons publier ce rapport sous forme de Livre Blanc de la Commission en mai et probablement à la fin mai si les audiences publiques s'avèrent aussi utiles et stimulantes que nous le pensons. L'opinion publique sera sollicitée au sujet des solutions possibles; elle sera en fait recherchée activement et dûment considérée. D'autres audiences publiques seront tenues au besoin et les efforts sincères seront faits pour atteindre un consensus sur les problèmes majeurs et de base, tout au moins, dont dépend non seulement l'avenir de nos enfants mais aussi le nôtre. A moins d'autres retards dans l'obtention de statistiques et d'autre information, mon rapport final sera remis au ministre de l'Education au début de l'année scolaire prochaine qui débutera en 1978.

## Chapitre 1

### Le contexte de la baisse des effectifs en tant que problème politique

Les enfants constituent le sujet principal de ce chapitre et de ce rapport comme dans toute étude portant sur les établissements scolaires. De plus, les enfants ont un rôle important lorsqu'il s'agit de la qualité de la vie, de la survie nationale, de la conservation des ressources ou de la paix mondiale. Tout cela va sans dire, mais il est parfois difficile de garder cette idée à l'esprit lorsqu'il s'agit des écoles ontariennes et de la politique gouvernementale de 1978.

Nous sommes parfaitement conscients aujourd'hui que nous façonnons nos écoles d'après des principes de base d'économie, de sociologie et de science politique bien établis tout autant que nous les façonnons pour convenir à nos opinions sur la psychologie et la pédagogie. On ne peut envisager qu'un jour une politique de l'éducation soit séparée de nouveau du reste des affaires politiques. Il convient donc de considérer que le passé récent, le présent et l'avenir de nos établissements scolaires font partie de notre développement économique, de nos changements sociaux et de notre comportement politique.

### Développement démographique

L'amour pour les enfants est un trait humain constant et universel, mais les attitudes populaires et les politiques gouvernementales envers un taux de natalité approprié est une variable assez sensible aux changements de l'environnement. A son tour, la variable elle-même a des effets à la fois immédiats et à long terme sur l'environnement. En fait, les taux de reproduction sont si importants pour le caractère et la destinée des sociétés, que



les gouvernements considèrent depuis longtemps et peut-être depuis toujours, que les conditions qui semblent influencer ces taux sont légitimement du ressort de la politique. Les activités gouvernementales portant sur les comportements reproductifs ont précédé dans le temps celles que l'on regroupe dans l'expression politique de l'éducation.

En général, les gouvernements encouragent les naissances. Il y a eu de nombreuses exceptions cependant, certaines visant à limiter les taux de reproduction de certains éléments ou de certaines classes de la population totale. Il est intéressant, et peut-être ironique, étant donné notre préoccupation actuelle au sujet de la baisse des effectifs scolaires, que certaines des premières rationalisations de philosophes politiques (tels que Malthus, Ricardo, N. Senior, J.S. Mill) sur l'enseignement public étaient, en fait, des polémiques à propos des politiques visant à ralentir la reproduction.<sup>1</sup> Au vingtième siècle, surtout depuis la deuxième guerre mondiale, certains gouvernements ont adopté des politiques pour limiter ou réduire la reproduction et les ont accompagnées d'efforts soutenus en vue de leur exécution.

De nombreuses questions peuvent être soulevées quant à l'efficacité des politiques pro-natalistes et anti-natalistes. Certaines politiques bien établies, telle que celle de la France avec ses constitutions du vingtième siècle, ont passé des lois qui se voulaient être pro-natalistes tandis que le taux de natalité baissait ou restait très bas. Dans certains de ces cas, la politique exprimée était en conflit avec le comportement de toutes les institutions importantes de la société, et même avec la politique, les politiques et la législation du même gouvernement dans d'autres domaines comme la fis-

---

<sup>1</sup> Miller, H.C. "Some Classical Economists and Their Views on Education", Economia (Santiago, Chile), Vol. 72, (1961): 31-66. Plusieurs versions quelque peu revues ont été publiées dans des revues de langue anglaise.

calité, les droits de succession, l'éducation, et la distribution du revenu et du statut social.

Les attitudes vis-à-vis de la procréation sont liées aux conditions sociales et matérielles et à ce que l'on perçoit être les intérêts de l'individu, du groupe ou de la société. Il n'est pas surprenant que dans des sociétés séculières et démocratiques l'état ait à laisser de plus en plus le problème des vues divergentes à la discrétion des organismes ou des individus. Etant donné que ces sociétés deviennent de plus en plus séculières et leurs économies de plus en plus caractérisées par une "main d'oeuvre libre", c'est-à-dire, des travailleurs de plus en plus libérés des institutions, des conventions et des lois pouvant les brimer dans leur choix de consommation et les empêcher de saisir les occasions qu'ils perçoivent, le fait de laisser le problème aux organismes et aux individus revient de plus en plus à le laisser aux individus.

Il n'y a pas de doute que le développement d'un contraceptif oral "sûr et efficace", encouragé par une société américaine anti-progéniture<sup>2</sup> a contribué à la baisse rapide des naissances en 1961. On ne doit pas supposer, cependant, que cela explique la plus grande part de la baisse des taux de natalité. Des baisses comparables se sont produites ailleurs, notamment au Japon, avant la mise en vente libre de la pilule contraceptive. Et aujourd'hui, la pilule est critiquée quant à sa sûreté même par certains anti-natalistes de cette société, mais apparemment sans que cela n'influence d'une manière significative les taux de reproduction. L'avortement et d'autres moyens de contraception sont disponibles et utilisés. Le plus que l'on puisse dire,

---

<sup>2</sup>Nous faisons allusions à la "Planned Parenthood Federation of the U.S." dirigée par Margaret Sanger et aux travaux expérimentaux menant à l'évaluation positive du docteur John Rock. Voir D.H. Merkin, Pregnancy as a Disease, 1976.

c'est que la pilule a accéléré pour beaucoup de Canadiens le processus de libération d'inhibitions religieuses, politiques, esthétiques et éthiques concernant le retardement et la réduction de la reproduction à partir des années 1851 pour le Canada, et depuis 1881 pour l'Ontario.



TABLEAU 1.1

ENFANTS DE MOINS DE 5 ANS ET ENFANTS DE MOINS DE 10 ANS EN POURCENTAGE DE LA POPULATION TOTALE

A N N E E	CANADA				ONTARIO			
	Population totale	Enfants de moins de 5 ans (0-4)	%	Enfants de moins de 10 ans (0-9)	%	Population totale	Enfants de moins de 5 ans (0-4)	Enfants de moins de 10 ans (0-9)
1851	2,436,000	451,000	18.51	797,000	32.72			
1861	3,230,000	543,000	16.81	972,000	30.09			
1871	3,689,257					1,620,851		
1881	4,325,000	599,000	13.85	1,161,000	26.84	1,926,922	252,053	497,486
1891	4,833,239					2,114,321		
1901	5,371,000	646,000	12.03	1,264,000	23.53	2,182,947	224,814	455,382
1911	7,207,000	890,000	12.35	1,675,000	23.24	2,527,292	263,266	507,431
1921	8,788,000	1,059,000	12.05	2,109,000	24.00	2,933,662	301,809	609,670
1931	10,377,000	1,075,000	10.36	2,208,000	21.28	3,431,683	307,711	640,699
1941	11,507,000	1,052,000	9.14	2,098,000	18.23	3,787,655	297,924	599,439
1951	14,009,000	1,722,000	12.29	3,120,000	22.27	4,597,542	514,722	914,014
1961	18,238,247	2,256,401	12.37	4,335,923	23.77	6,236,092	740,193	1,414,712
1971	21,568,310	1,816,155	8.42	4,070,160	18.87	7,703,105	637,255	1,420,770
1976	22,992,600	1,731,995	7.53	3,619,800	15.74	8,264,405	607,205	1,275,020

Source: M.C. Urquhart, Editeur, Historical Statistics of Canada. Toronto: MacMillan du Canada, 1965, p. 16.

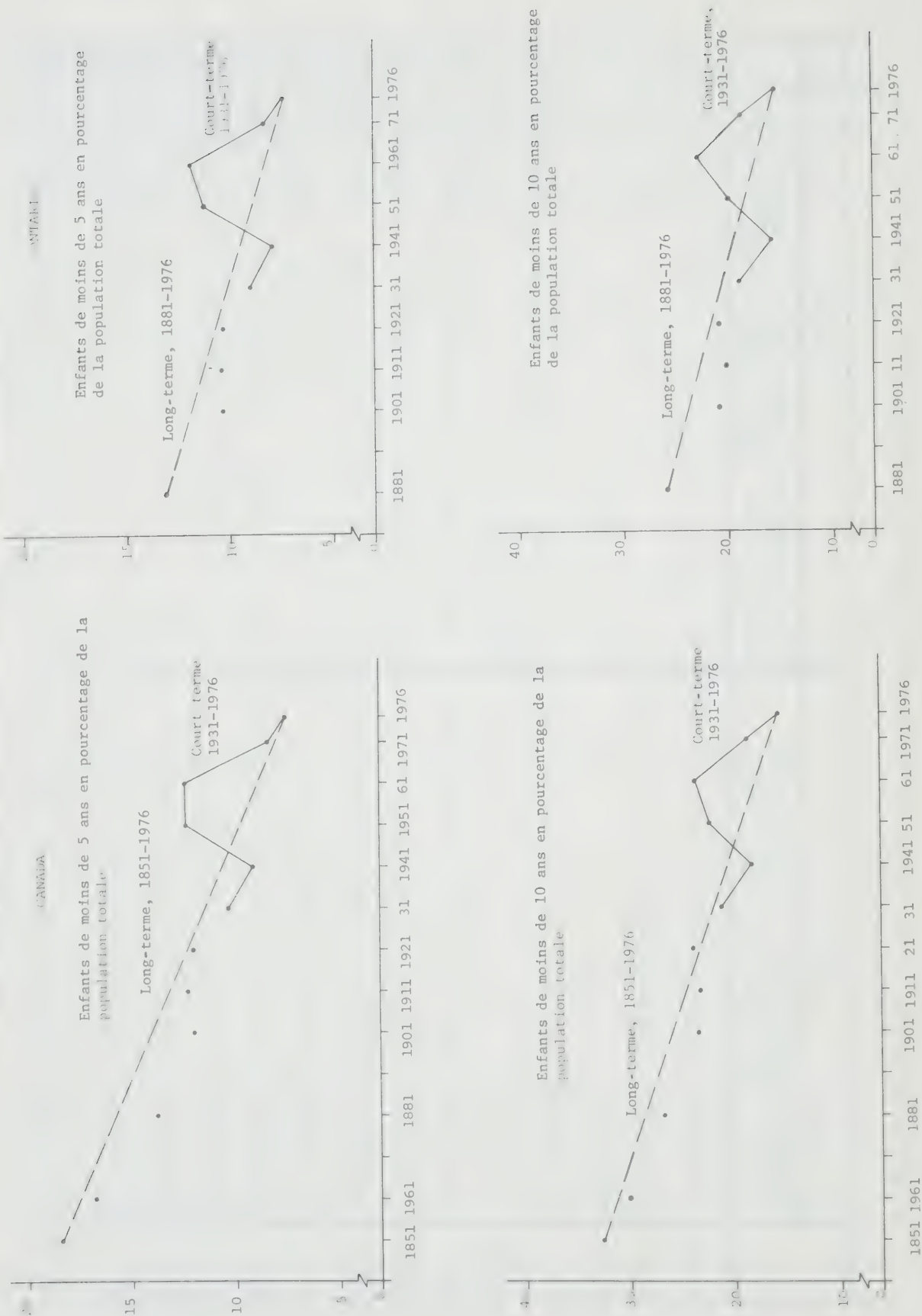
Recensement du Canada, 1971, Volume 1, 2<sup>e</sup> partie.

Recensement du Canada, 1941, Volume 3.

Statistiques non publiées - Canada, 1976.

FIGURE 1.1

AUTRE VUE<sup>1</sup> DE LA DIMINUTION DE NOMBRE D'ENFANTS PAR RAPPORT A LA POPULATION TOTALE



1 La ligne du long terme n'est qu'une ligne droite joignant les pourcentages de 1976 à ceux de 1851 (pour le Canada) et ceux de 1881 (pour l'Ontario). Ce n'est pas une ligne des carrés minimaux.

### Conditions économiques

Les faibles effectifs scolaires, actuels et projetés, nous auraient moins surpris et nous causeraient moins de soucis s'ils n'avaient pas suivi de si près le chiffre record qui a résulté des taux élevés et croissants de natalité de la période allant de 1945 à 1961. De plus, même le traumatisme d'adaptation à ce que nous percevons être des changements soudains des effectifs scolaires, serait moindre s'il n'était pas associé à des problèmes économiques propres à notre époque.

Ce n'est pas chose facile que de savoir quels sont exactement nos problèmes économiques. On pourrait dire que l'économie de l'Ontario en 1978 "se porte bien" parce qu'elle fait vivre plus d'Ontariens que jamais, que les Ontariens produisent plus en termes réels que jamais et que le nombre et le pourcentage d'Ontariens employés, sont plus élevés que jamais auparavant. On pourrait dire aussi qu'elle "se porte mal" parce que la croissance du produit provincial brut était lamentablement loin de notre taux de croissance "escompté" ou normal de 1977 et de la plupart des projections faites en 1976. Les nombres et les pourcentages des personnes au chômage sont les plus élevés depuis la Grande Dépression. Les augmentations du produit par habitant et par travailleur sont très faibles depuis plusieurs années et un grand nombre de personnes ayant reçu une formation coûteuse ne trouvent pas de travail dans le domaine pour lequel elles sont qualifiées. Peut-être devons-nous attacher plus d'importance, dans le cas de la baisse des effectifs scolaires, à la relation entre les changements des coûts totaux et par habitant de l'éducation et aux changements du produit provincial brut, du revenu personnel total et par habitant, de l'indice des prix à la consommation et des revenus du gouvernement provincial.

Mais avant d'entrer dans les détails de la fiscalité tels que le PPB et



le RPDR, posons les bases brièvement, à l'aide de descriptions de quelques concepts importants. La comparaison des revenus de cette année avec ceux des années passées nous amène à exprimer les revenus en ce que nous appelons Termes "réels". Le revenu personnel disponible réel a été ajusté pour tenir compte des changements de prix, et le revenu personnel disponible réel par personne (RPDR/P) est le meilleur indicateur que nous ayons pour mesurer notre niveau de vie.

Le revenu personnel est le concept financier correspondant au revenu dérivé de tous les produits de l'activité économique revenant à nos citoyens. Il comprend, en gros, le salaire total, les revenus de location, les revenus d'affaires, les intérêts et les dividendes reçus par toutes les personnes de la province. La fiscalité prend une portion de ce revenu personnel pour le fonds public. Une certaine partie de l'argent imposé nous revient sous forme de paiements de transfert. Le revenu personnel moins les impôts, plus les paiements de transfert est le revenu disponible personnel.

Maintenant entrons dans le sujet.

La grande période d'expansion de l'enseignement en Ontario a commencé avant la fin des années 50 et a continué jusque dans les années 70, mais elle a été surtout caractéristique des années 60. Si nous limitons notre étude aux dix années fiscales de 1960-61 à 1969-70, incluses, nous trouvons des corrélatifs économiques intéressants particuliers à cette période.

Le tableau 1.2 donne les prévisions des dépenses de la province et des ministères, de la Santé et de l'Education (comprenant les Collèges et les Universités) pour les années 60 et d'autres années choisies avant et après. Il donne aussi les dépenses de ces deux ministères comme pourcentages des dépenses totales provinciales.

TABLEAU 1.2  
SOMMES ESTIMEES DES DEPENSES PROVINCIALES  
Santé, Education et Total

ANNEE	SANTE (\$ million)	EDUCATION (\$ million)	TOTAL (\$ million)	SANTE (% du total)	EDUCATION (% du total)
1950-51	33	56	353	9.4	15.9
1955-56	53	92	569	9.3	16.2
1960-61	92	234	1007	9.1	23.2
1961-62	136	266	1135	12.0	23.4
1962-63	149	337	1254	11.9	26.9
1963-64	137	396	1369	10.0	28.9
1964-65	156	422	1459	10.7	28.9
1965-66	176	517	1871	9.4	27.6
1966-67	262	699	2323	11.3	30.1
1967-68	359	889	3084	11.6	28.8
1968-69	396	1162	3735	10.6	31.1
1969-70	398	1297	3990	10.0	32.5
1972-73	2028	1998	7071	28.7	28.3
1974-75	2342	2424	8917	26.3	27.2

Sources: Comptes publics,  
Dépenses estimées de l'Ontario, plusieurs numéros.

Tiré des tableaux 4, 12, 13, pp. 12, 34, 35, de D.K. Foot.  
Finance publique en Ontario, Conseil économique de l'Ontario, 1977.

TABLEAU 1.3

POPULATION, PRODUIT PROVINCIAL, REVENU PERSONNEL, ET  
DEPENSES PROVINCIALES/PRODUIT PROVINCIAL

ANNEE	POPULATION (millions)	PPB (\$ milliards)	REVENU PERSONNEL (\$ milliards)	DEPENSES ESTIMEES (% du PPB)
				Année fiscale
1950	4.471	7.410	5.638	4.8 1950-51
1955	5.266	10.803	8.525	5.3 a.f. 1955-56
1960	6.111	14.638	11.923	6.9 a.f. 1960-61
1961	6.236	15.360	12.187	7.4 a.f. 1961-62
1962	6.351	16.335	13.098	7.7 a.f. 1962-63
1963	6.481	17.795	13.976	7.7 a.f. 1963-64
1964	6.631	19.543	15.030	7.5 a.f. 1964-65
1965	6.788	21.661	16.537	8.6 a.f. 1965-66
1966	6.961	24.473	18.655	9.5 a.f. 1966-67
1967	7.127	26.336	20.553	11.7 a.f. 1967-68
1968	7.262	29.215	22.844	12.8 a.f. 1968-69
1969	7.385	32.523	25.629	12.3 a.f. 1969-70
1972	7.825	42.400	33.835	16.7 a.f. 1972-73
1974	8.094	58.270	44.997	15.3 a.f. 1974-75

Tiré des tableaux I et IV, pp. 6 et 12, de Foot, 1977.



Le tableau 1.3 donne la population, le produit provincial brut (PPB) et le revenu personnel pour les années civiles correspondant approximativement aux années fiscales du tableau 1.2, plus les prévisions des dépenses comme pourcentage du PPB.

Pendant les années 60, les dépenses consacrées à l'éducation ont fait un pas de géant. Tandis que la population est passée de 6.111 millions à 7.385 millions (20.8%), et le PPB de \$14.638 milliards à \$32.523 milliards (122%), les dépenses pour l'éducation sont passées de 234 millions de dollars à \$1.297 milliards (un fracassant 454%). Les prévisions du total des dépenses sont passées de \$1.007 milliard à \$3.990 milliards (296%).

Il fut un temps où l'Ontario pouvait prendre les décisions politiques nécessaires à la dépense d'une part plus grande d'un produit provincial croissant dans le secteur public et dépenser une très grande partie de cette part pour l'éducation et bénéficier cependant d'augmentations satisfaisantes du revenu personnel disponible réel par personne.

A l'échelle nationale, le revenu disponible réel par personne, qui avait augmenté à raison d'un taux annuel moyen de 1.66% entre 1955 et 1960, a augmenté les cinq années suivantes à raison d'un taux annuel moyen de 3.18% -- presque le double -- et de 3.20% entre 1965 et 1970.<sup>3</sup> Il a augmenté selon des taux tout aussi satisfaisants en Ontario. Le tableau 1.4 montre que la province a bénéficié de la croissance du RPDR par personne et qu'elle a dépassé celle de la nation dans les années 50 mais qu'au début des années 60 la croissance a été moindre que celle de la nation. A la fin des années 60, le RPDR par personne est passé à un taux dépassant le 3.0% à la fois en Ontario et à l'échelle nationale. Au début des années 70 la nation et la pro-

---

<sup>3</sup>Foot, D.K., et al., L'économie de l'Ontario, 1977-1987, p. 51.

TABLEAU 1.4

REVENU PERSONNEL DISPONIBLE PAR HABITANT, ONTARIO, 1950-73

ANNÉE	POPULATION <sup>1</sup> (millions)	REVENU PERSONNEL DISPONIBLE (\$milliards)	RPD PER CAPITA (\$000)	INDICE DES PRIX A LA CONS. <sup>1</sup> (1961 = 100.0)	RPD REEL (\$milliards)	RPD REEL PER CAPITA (\$000)	CROISSANCE DU RPDR/C %	CROIS. ANNUELLE MOYENNE RPDR/C %
1950	4.471	5.208	1.165	79.6	6.543	1.463		
1951	4.598	5.916	1.287	88.0	6.723	1.462	0	
1952	4.788	6.467	1.351	90.2	7.170	1.497	2.3	
1953	4.941	6.860	1.388	89.4	7.673	1.553	3.6	2.1
1954	5.115	7.090	1.386	89.9	7.887	1.542	0	
1955	5.266	7.644	1.452	90.1	8.484	1.611	4.4	
1956	5.405	8.273	1.531	91.4	9.051	1.675	3.8	
1957	5.636	9.066	1.609	94.3	9.614	1.706	1.8	2.3
1958	5.821	9.745	1.674	96.8	10.067	1.729	1.3	
1959	5.969	10.167	1.703	97.9	10.385	1.740	.6	
1960	6.111	10.529	1.723	99.1	10.625	1.739	0	
1961	6.236	10.720	1.719	100.0	10.720	1.719	1.2	
1962	6.351	11.533	1.816	101.2	11.396	1.794	4.3	2.1
1963	6.481	12.320	1.901	103.0	11.961	1.846	2.8	
1964	6.631	13.106	1.976	104.8	12.506	1.886	2.1	
1965	6.788	14.301	2.107	107.4	13.316	1.962	3.8	
1966	6.961	15.850	2.277	111.4	14.228	2.044	4.0	
1967	7.127	17.233	2.418	115.4	14.933	2.095	2.4	3.3
1968	7.262	18.855	2.596	120.1	15.699	2.162	3.1	
1969	7.385	20.696	2.802	125.5	16.491	2.233	3.2	
1970	7.551	22.248	2.946	129.7	17.153	2.272	1.7	
1971	7.703	24.220	3.144	133.4	18.156	2.357	3.7	3.9
1972	7.825	26.929	3.441	139.8	19.263	2.462	4.4	
1973	7.939	31.175	3.927	150.5	20.714	2.609	5.9	

<sup>1</sup> Au 1er juin.

<sup>2</sup> Pour tout le Canada.

Source: Revue statistique de l'Ontario, plusieurs numéros.

Tiré de D.K. Foot, 1977, Tableau 37, p. 166 (adapté).

TABLEAU 1.5

ANNEE ET NIVEAU DES MAXIMA D'EFFECTIFS PAR PROVINCE<sup>1</sup>  
(milliers d'étudiants)

ANNEE SCOLAIRE	T.N.	I.P.E.	N.E.	N.B.	QUE.	ONT.	MAN.	SASK.	ATLA.	C.B.	YUKON	T.N.O.	CANADA
1968-69								255.7					5,830.5
1969-70					1,658.5								
1970-71		30.7	217.5				261.3						
1971-72	163.7			177.1		2,083.9							
1972-73													
1973-74										573.8		12.6	
1974-75													
1975-76											5.0		
1976-77									451.4				

<sup>1</sup> Inclut les effectifs des classes spéciales des grades pré-élémentaires à 12 des écoles contrôlées publiquement dans toutes les provinces et des grades 13 en Ontario. Exclut les écoles des forces armées.

Source: 1968-1969 à 1975-1976 des Effectifs scolaires élémentaires-secondaires de Statistique Canada, 1976-1977.  
1976-1977 à 1977-1978 de Statistiques avancées de l'éducation de Statistique Canada, 1977-1978.

Tiré d'un tableau préparé par Dr. Wilfred Brown, Directeur, Services Economiques, Fédération canadienne des enseignants pour le séminaire sur la baisse des effectifs, Ottawa, les 27-29 novembre 1977.



vince ont eu des taux de croissance du RPDR anormalement élevés résultant des taux élevés de croissance du PNB et du PPB. Le ralentissement de la croissance de la population accompagné des taux de croissance du RPDR anormalement élevés ont eu pour résultat des taux de croissance extraordinairement élevés du RPDR par personne.

A cause des taux élevés du RPDR par personne au début des années 70, la récession de 1974-75 et la reprise incertaine de 1976 et 1977 semblent d'autant plus graves que nos attentes sont influencées non seulement par les améliorations de notre niveau de vie des années 60 mais aussi par le renforcement de ces améliorations au début des années 70. Cependant, pendant les premières années de la baisse des effectifs scolaires, le gouvernement nous fait preuve d'une tolérance rare devant l'augmentation du coût unitaire et total de l'industrie de l'éducation et les premières solutions aux nouvelles conditions n'étaient en fait pas des solutions peut-être parce que nous avons succombé à la facilité pendant la période de prospérité. Les systèmes de l'enseignement élémentaire et secondaire et les facultés d'éducation n'ont guère changé depuis 1960. L'augmentation des coûts par unité de service était comparable ou plus grande que les augmentations associées à la période d'expansion rapide.

Cependant, cette solution progressive et lente n'a pas été liée à des effets intolérables sur l'amélioration du RPDR par personne. Le tableau 1.5 montre pourquoi. Il démontre comment la baisse des effectifs scolaires a coïncidé avec les années de taux de croissance annuelle du RPDR/P extraordinairement élevés. La première province ayant atteint des effectifs scolaires record dans l'enseignement élémentaire et secondaire a été la Saskatchewan en 1968-69. Même sur la mauvaise pente, il restait plusieurs années d'affluence. Le Québec, qui est la plus grande province après l'Ontario, a atteint son

record en 1969-70. Le record des effectifs scolaires en Ontario s'est produit en 1971-72, époque à laquelle il ne restait plus que la Colombie Britannique et l'Alberta qui ne l'avaient pas connu. La Colombie Britannique a atteint son record en 1973-74 et l'Alberta ne l'a atteint qu'après le début de la récession du milieu des années 70.

Bien que ces dernières années aient été marquées par une nette amélioration de notre niveau de vie et bien qu'aucun de nos leaders économistes ne prévoie un retour à la situation de croissance semblable à celle d'avant la récession de 1974-75, on ne devrait pas en conclure que dans un futur proche nous aurons des taux d'augmentation du PPB et du RPDR par personne sensiblement plus bas que ceux des années 60. Le tableau 1.6 donne quelques indications optimistes en présentant l'histoire du comportement de neuf indicateurs économiques pour la décennie 1967-77 et les projections pour les années 1977-87.

L'augmentation moyenne du PPB réel (PPB ajusté) des années de prospérité 1967-72 a été nettement plus élevée que ce que nous avons connu dans le quinquennium désastreux 1972-77 de la récession, mais on prévoit que l'augmentation moyenne du PPB réel sera de 5.4% entre 1977 et 1982 et de 4.4% entre 1982 et 1987. Ceci correspond à des augmentations aussi élevées du RPDR par personne lors de la décennie 1967-77 et aux taux d'augmentation de cette variable pendant les années 1977-82 et 1982-87 qui peuvent se comparer favorablement à notre performance des périodes entre 1960-65 et 1965-70.

Cependant, cette augmentation du revenu disponible par personne est en grande partie due à des taux prévus d'emploi progressant plus rapidement que la population. En effet, une plus grande partie de la population devra être employée pour pouvoir bénéficier de ces taux d'augmentation du revenu disponible.

TABLEAU 1.6

LE CONTEXTE ECONOMIQUE DE LA PROVINCE, 1967 A 1987  
(croissance annuelle moyenne en %)

	HISTOIRE		PREVISIONS	
	1967-72	1972-77 <sup>a</sup>	1977-82	1982-87
Produit provincial réel brut <sup>b</sup>	6.1	3.6	5.4	4.4
Population	1.9	1.6	1.4	1.4
Immigration brute (milliers)	78	94	75	75
Main d'oeuvre	3.6	3.5	2.2	2.0
Emplois	3.2	3.0	2.4	2.1
Taux de chômage (%)	4.2	5.5	6.5	5.3
Revenu personnel disponible réel par personne	4.2	4.0	3.3	3.3
Revenu personnel disponible par personne employée	2.8	2.6	2.3	2.5
Surplus du gouvernement (Ontario) ou déficit (\$ milliards)	-0.21	-1.25	-2.94	-8.35

<sup>a</sup> Valeurs estimées au besoin

<sup>b</sup> Actualisé

Source: Institut d'analyse des politiques

D.K. Foot, "Ressources et contraintes: l'éducation publique et le contexte économique en Ontario, 1978-1987", article préparé pour la Commission sur la baisse des effectifs, janvier 1978.



A l'heure actuelle, la main d'oeuvre croît plus vite que la population. Les taux de croissance annuelle moyens de la main d'oeuvre de 3.6% entre 1967 et 1972 et de 3.5% entre 1972 et 1977 étaient accompagnés de gains d'emplois annuels moyens de 3.2% et 3.0%. On prévoit que la main d'oeuvre continuera à augmenter plus vite que la population entre 1977 et 1982 et entre 1982 et 1987, mais on prévoit aussi que le nombre des emplois augmentera un peu plus rapidement que la main d'oeuvre.

Tout ceci signifie que bien que les taux de chômage seront probablement en moyenne de un pour cent plus élevés pendant la période actuelle 1977-82 que pendant la période précédente 1972-77 et bien que ces taux pour la période 1982-87 seront élevés par rapport à ceux des années 60, les taux moyens de chômage des années 1977-82 seront supérieurs à ceux de 1977 (voir tableau 1.7), et ceux de 1982-97 devraient être un peu plus élevés que ceux des années 1972-77.

De plus, l'augmentation du RPDR par personne employée en 1972-77 a été inférieure à celle de 1967-72 et on ne prévoit pas de retour à ce niveau d'ici une dizaine d'années. Cela revient à dire qu'une amélioration continue de notre niveau de vie comparable à celle des années 60 dépend d'une proportion de plus en plus grande de la population employée. Ces projections révèlent aussi que les taux de croissance du revenu disponible réel par personne et par travailleur dépendent des déficits de plus en plus importants du gouvernement provincial (ou y sont tout au moins associés).

Les statistiques concernant l'emploi et le chômage sont notoires pour les diverses interprétations qu'on en fait et les conclusions qu'on en tire au sujet de la politique gouvernementale. Cependant, ces statistiques et ces projections ne sont données que dans le contexte du déclin des effectifs

TABLEAU 1.7  
TAUX DE CHOMAGE PAR AGE, ONTARIO, 1956-77

ANNEE	TOTAL				
	Tous âges	14-19	20-24	25-44	45+
1956	2.4	4.3	3.2	2.0	2.1
1957	3.4	6.4	5.1	2.9	2.7
1958	5.4	11.2	8.0	4.6	4.2
1959	4.5	9.5	5.5	3.7	3.9
1960	5.4	11.4	6.9	4.5	4.5
1961	5.5	10.9	7.2	4.6	4.8
1962	4.3	9.9	5.4	3.5	3.8
1963	3.8	9.9	4.9	2.9	3.2
1964	3.2	8.7	3.9	2.4	2.7
1965	2.5	6.7	3.0	1.7	2.3
1966	2.5	6.7	3.4	1.7	2.2
1967	3.1	8.1	3.9	2.5	2.4
1968	3.5	9.2	4.7	2.6	2.6
1969	3.1	8.2	3.9	2.3	2.6
1970	4.3	10.8	6.0	3.2	3.0
1971	5.2	13.1	7.9	3.6	3.8
1972	4.8	11.3	7.6	3.4	3.5
1973	4.0	9.3	6.7	3.0	2.6
1974	4.1	9.2	6.5	3.1	2.7
1975	6.3	(11.2% age 15-24)			
1976	6.2	(11.2% age 15-24)			
1977	7.0*				

Source: Statistique Canada: Enquête mensuelle sur la main d'oeuvre (jusqu'en 1974); Revue statistique canadienne (1975, 1976, et 1977 partiel); Budget de l'Ontario 1977 (âges 15-24, 1975, 1976).

\* Moyenne des 11 premiers mois.

scolaires et aucune relation de cause à effet entre le déclin des effectifs scolaires et les taux de chômage globaux, n'est certes suggérée ici.

Il sera précisé dans la partie ci-dessous concernant les finances publiques ainsi que dans le dernier chapitre de ce rapport que les augmentations rapides des coûts totaux de l'éducation des dernières décennies n'ont pas été en général une conséquence de l'augmentation des effectifs scolaires. A moins de supposer de remarquables diséconomies d'échelle pour l'industrie de l'éducation, nous devons supposer que la majeure partie de l'augmentation des dépenses a été due aux augmentations des salaires totaux, en particulier des salaires des enseignants. L'amélioration des salaires et les rapports changeants enseignants-étudiants ont contribué à l'augmentation de la masse salariale totale. Bien que l'inflation générale, on le verra, explique la majeure partie de ces augmentations de salaires, les enseignants ont en fait bénéficié d'une amélioration de salaire relative et réelle.

Evidemment, on pourrait s'attendre à ce que l'amélioration des salaires des enseignants ait été liée au fait que l'enseignement a fait appel à un plus grand nombre de personnes en un laps de temps assez court. Cependant, il faudrait s'attendre également à ce que la mesure de cette amélioration ait été déterminée par les possibilités d'emploi offertes dans d'autres domaines à des personnes possédant un niveau d'instruction et des qualifications comparables à ceux des enseignants.

Le tableau 1.2 ci-dessus montre que tout au long des années 60, lorsque les dépenses en matières d'éducation ont augmenté de 23.2% à 32.5% des dépenses provinciales, les dépenses du ministère de la Santé ont très peu varié. Le pourcentage a été légèrement plus élevé pendant certaines des années 60 qu'à la fin et au début de la décennie, mais proche des 9.1% de l'année 1960-61



et des 10.0% de l'année 1969-70. Aujourd'hui, le pourcentage des dépenses dans le secteur de la Santé par rapport au total des dépenses de la province est plus élevé que celui de l'Education et les dépenses pour la Santé et l'Education représentent plus de la moitié du budget provincial. Les exigences concurrentielles de la Santé et de l'Education, individuellement et conjointement sont un aspect intéressant de l'économie et de la politique contemporaines. Mais le phénomène d'augmentation des dépenses pour la Santé des années 70, comme celui de l'augmentation des offres d'emplois dans le secteur public pendant les années 60, sera considéré comme étant du domaine des finances publiques plutôt qu'un aspect des conditions économiques générales.

Ainsi, les remarques récapitulatives suivantes au sujet des conditions économiques générales entrant dans le contexte des effectifs scolaires, se limitent à juste titre à des généralisations au sujet des développements concernant le produit provincial brut et le revenu disponible personnel par personne et par travailleur.

Nous avons déjà vu que le milieu des années 70 (1972-1977) a été une période de croissance annuelle moyenne du PPB réel (3.6%) plus faible que la croissance à laquelle nous nous sommes habitués dans les années 60 et au début des années 70 (6.1% en moyenne pour 1967-72). Cette augmentation du PPB réel a été accompagnée d'une croissance annuelle moyenne de la population (1.6%) qui a été faible par rapport aux chiffres de 1960 (moyenne annuelle de 2.1%). Ces augmentations du PPB et de la population, accompagnées d'un taux d'augmentation plus faible des dépenses publiques en tant que pourcentage du PPB (voir tableau 1.3), ont fourni une augmentation annuelle moyenne de 4.0% pour 1972-77 du RPDR par personne comparée à 4.2% pour 1967-72. Les taux projetés de croissance annuelle moyenne du PPB mentionnés ci-dessus, de 5.4%

et 4.4% pour 1977-82 et 1982-87, respectivement, combinés aux taux projetés de croissance moyenne de la population de 1.4% tout au long de ces deux périodes devraient entraîner des taux de croissance moyenne annuelle du revenu disponible réel par personne de 3.3% pendant ces dix années.

Cependant, le maintien projeté des taux d'augmentation du RPDR/P pour les dix années à venir comparables à ceux de la fin des années 60 dépend d'

- une augmentation lente de la population (1.4%)
- une augmentation beaucoup plus rapide de la main d'oeuvre (2.1%)
- une augmentation de la main d'oeuvre employée légèrement plus rapide que celle de la main d'oeuvre disponible (c'est-à-dire une réduction lente des taux de chômage)
- une augmentation des dépenses gouvernementales plus lente que les moyennes passées
- une augmentation des déficits du gouvernement provincial.

Si nous supposons qu'il prévaut une réelle détermination à maintenir les taux d'amélioration de notre niveau de vie, nous pouvons nous attendre à ce que la réduction des demandes de services de la part du secteur de l'éducation (c'est-à-dire la baisse des effectifs scolaires) soit accompagnée d'une réduction correspondante des demandes de celui-ci au gouvernement, en matière de dépenses. Une telle détermination peut exister en fait, si on en juge par une propension générale à accepter la baisse des augmentations moyennes annuelles du RPDR par travailleur, ce qui semble être lié au maintien relativement élevé du RPDR par personne.

#### Les décisions de la finance publique

Nos écoles publiques auraient sans nul doute répondu d'une façon différente à l'augmentation des demandes d'inscription due aux taux élevés de

- 5 -

naissances de la fin des années 40 et des années 50, si les conditions économiques à l'échelle nationale et provinciale avaient été différentes. Mais ni le développement démographique ni les conditions économiques n'ont déterminé l'avenir de nos écoles. Le genre, les coûts et même l'échelle des opérations de notre système scolaire sont le produit de décisions politiques prises principalement par les conseils scolaires et par le gouvernement provincial. Le gouvernement provincial a presque la responsabilité des décisions concernant la politique des conseils scolaires, puisque la province établit la politique qui détermine l'autorité et l'autonomie des conseils scolaires. Tout ceci pour dire que notre système scolaire est le résultat de décisions politiques prises par un gouvernement responsable devant une assemblée législative démocratique élue.

L'échelle et la complexité du système scolaire entier de la province sont telles qu'il n'est pas chose facile de le décrire, encore moins de l'administrer ou de contrôler et diriger son évolution. Comme pour tout système complexe, nous ne pouvons en connaître qu'une petite partie par expérience directe. Ce que nous en apprenons, nous l'apprenons surtout à partir d'abstractions. Ceux qui l'administrent, le contrôlent ou le guident dépendent aussi d'abstractions, dont la plupart se trouvent sur papier ou sur bandes magnétiques d'ordinateur et qui sont en général un reflet plus ou moins parfait de la réalité. Quelques éléments du système sont représentés en tant que courants et réserves d'étudiants, schémas d'organisation, réseau hiérarchique, inventaires de biens et de capital et systèmes de communication. Les abstractions du système existent aussi sous forme de comptes, états financiers et budgets. Ces documents financiers sont virtuellement les abstractions les plus globales complètes et entières qui soient disponibles. Au mieux, ils peuvent représenter le système d'une manière abstraite sous forme de l'ensem-



ble de flux financiers se rapportant à toutes ces activités internes et à ses relations externes.

En tout cas, il est rare qu'on décide de contrôler, d'influencer ou même de se renseigner sur une grande organisation moderne sans recourir à ces abstractions financières. Dans l'activité publique elles sont probablement des connotations universelles du terme finances publiques.

Les finances publiques peuvent aussi être perçues comme un instrument, peut-être l'instrument principal de la politique gouvernementale. Dans ce sens, les abstractions financières des activités publiques, et du gouvernement même, existent pour faciliter l'exécution des décisions, décisions portant sur l'allocation des revenus publics parmi les demandes concurrentielles pour les biens et services publics, et sur le niveau des revenus publics à lever ainsi que sur la répartition du fardeau des impôts en rapport.

Enfin, il doit aussi être dit que les finances publiques sont une science. Elle représente la partie des sciences économiques qui étudie notre comportement économique dans la communauté et les déterminants sociologiques des variations de ce comportement ainsi que de la redistribution du revenu.

Dans une large mesure, tout effort conscient visant à diriger l'évolution de notre système d'éducation demande de l'examiner à l'aide d'abstractions financières et d'essayer de déterminer certaines de ses activités en influençant l'allocation de fonds au système ou à l'intérieur du système. Dans une moindre mesure, on peut renverser cet ordre. Nous pouvons étudier les changements de l'allocation de fonds à l'éducation et à l'intérieur de son système et ensuite discuter les efforts visant à diriger l'évolution du système qui a poussé à ces changements.

Les tableaux 1.2 et 1.3 montrent que les dépenses provinciales totales (plus précisément les chiffres prévus pour les dépenses et qui peuvent différer considérablement dans une année fiscale des dépenses qui sont vraiment faites, mais qui constituent une meilleure approximation lorsqu'ils correspondent à une série d'années successives) sont passées de \$353 millions en 1950-51 à \$8.917 milliards en 1974-75. Les dépenses pour l'éducation (chiffres prévus) sont passées de \$33 millions en 1950-51 à \$2.342 milliards en 1974-75 et de 15.9% des dépenses totales en 1950-51 à 27.2% en 1974-75 après avoir atteint un record de 32.5% en 1969-70.

Ces tableaux comprennent les dépenses pour les universités et collèges mais ne comprennent pas les dépenses pour l'enseignement élémentaire et secondaire ni celles des conseils scolaires financées par d'autres aides que l'aide provinciale. Le tableau 1.8 donne un historique des dépenses du conseil scolaire pour la province de 1945 à 1972 et les pourcentages des augmentations annuelles.

Le pourcentage d'augmentation annuelle "à deux chiffres" est devenu la norme pour les dépenses de l'enseignement primaire en 1947 et pour les dépenses de l'enseignement secondaire en 1946. Les augmentations pour l'enseignement élémentaire, respectivement de 7.86% et 8.51% en 1971 et 1972, ont été les plus faibles depuis 1947 à l'exception de l'année 1962 (7.63%) et 1963 (3.35%). Les augmentations de 9.24% et 8.76% pour l'enseignement secondaire en 1971 et 1972 ont été les plus faibles depuis 1944 à l'exception de 1953 (6.1%).

Le tableau 1.9 montre la part des dépenses des conseils scolaires, couverte par des subventions, pour les écoles élémentaires et secondaires pendant les mêmes années. Les subventions totales de l'enseignement élémentaire et

AUGMENTATION DES DEPENSES DES CONSEILS SCOLAIRES  
1942 A 1972 INCLUS

- 25 -

ANNEE	TOTAL ELEMENTAIRE			SECONDAIRE			TOTAL ELEMENTAIRE ET SECONDAIRE		
	Dépenses	Augmentation	Augmentation %	Dépenses	Augmentation	Augmentation %	Dépenses	Augmentation	Augmentation %
1942	\$ 35,891,261	\$ -	-	\$ 17,053,819	\$ -	-	\$ 52,945,080	\$ -	-
1943	36,917,655	1,026,394	2.86	17,271,477	217,658	1.28	54,189,132	1,244,052	2.35
1944	39,855,269	2,937,614	7.96	17,944,262	672,785	3.90	57,799,531	3,610,399	6.66
1945	42,853,352	2,998,083	7.52	19,673,618	1,729,356	9.64	62,526,970	4,727,439	8.18
1946	46,382,040	3,528,688	8.23	22,017,952	2,344,334	11.92	68,399,992	5,873,022	9.39
1947	53,463,128	7,081,088	15.27	25,336,336	3,318,384	15.07	78,799,464	10,399,472	15.20
1948	61,488,236	8,025,108	15.01	28,698,045	3,361,709	13.27	90,186,281	11,386,817	14.45
1949	67,906,010	6,417,774	10.44	32,193,261	3,495,216	12.18	100,099,271	9,912,590	10.99
1950	77,632,869	9,726,859	14.32	35,404,022	3,210,761	9.97	113,036,891	12,937,620	12.93
1951	94,261,615	16,628,746	21.42	42,178,906	6,774,884	19.14	136,440,521	23,403,630	20.70
1952	108,722,126	14,460,511	15.34	48,891,066	6,712,160	15.91	157,613,192	21,172,671	15.52
1953	119,543,551	10,821,425	9.95	51,916,371	3,025,305	6.19	171,459,922	13,846,730	8.79
1954	134,462,259	14,918,708	12.48	58,751,193	6,834,822	13.17	193,213,452	21,753,530	12.69
1955	161,116,710	26,654,451	19.82	76,208,966	17,457,773	29.72	237,325,676	44,112,224	22.83
1956	182,063,242	20,946,532	13.00	86,103,855	9,894,889	12.98	268,167,097	30,841,421	13.00
1957	206,488,438	24,425,196	13.42	99,709,745	13,605,890	15.80	306,198,183	38,031,086	14.18
1958	235,921,547	29,533,109	14.30	117,359,610	17,649,865	17.70	353,281,157	47,082,974	15.38
1959	270,824,178	34,902,631	14.79	139,770,695	22,411,085	19.10	410,594,873	57,313,716	16.22
1960	299,000,401	28,176,223	10.40	155,623,200	15,852,505	11.34	454,623,601	44,028,728	10.72
1961	324,734,661	25,734,260	8.61	177,960,689	22,337,489	14.35	502,695,350	48,071,749	10.57
1962	349,503,369	24,768,708	7.63	200,318,988	22,358,299	12.56	549,822,357	47,127,007	9.38
1963	361,192,884	11,689,515	3.35	221,967,844	21,648,856	10.81	583,160,728	33,338,371	6.06
1964	408,734,000	47,541,116	13.16	264,919,000	42,951,156	19.35	673,653,000	90,492,272	15.52
1965	456,842,000	48,108,000	11.77	300,992,000	36,073,000	13.62	757,834,000	84,181,000	12.50
1966	527,084,000	70,242,000	15.38	351,363,000	50,371,000	16.74	878,447,000	120,613,000	15.92
1967	618,718,000	91,634,000	17.39	492,424,000	78,061,000	22.22	1,048,142,000	169,695,000	19.32
1968	748,963,000	130,245,000	21.05	513,417,000	83,993,000	19.56	1,262,380,000	214,238,000	20.44
1969	854,029,000	105,066,000	14.03	603,025,000	89,608,000	17.45	1,457,054,000	194,674,000	15.42
1970	975,145,000	121,116,000	14.18	685,876,000	82,851,000	13.74	1,661,021,000	203,967,000	14.00
1971	1,051,785,000	76,640,000	7.86	749,470,000	63,594,000	9.27	1,801,255,000	140,234,000	8.44
1972	1,141,318,000	89,533,000	8.51	815,142,000	65,672,000	8.76	1,956,460,000	155,205,000	8.62

Source: Rapports du Ministre de l'Education, chiffres ajustés pour comparaison.

Tiré du Comité sur le coût de l'éducation. Rapport Intérimaire No. 1, 1975, p. 69.



TABLEAU 1.9

DEPENSES DES CONSEILS SCOLAIRES ET SUBVENTION LEGISLATIVE GENERALE  
1942 A 1972

ANNEE	TOTAL ELEMENTAIRE			SECONDAIRE			TOTAL ELEMENTAIRE ET SECONDAIRE		
	Dépenses	Subvention	%	Dépenses	Subvention	%	Dépenses	Subvention	%
1942	\$ 35,891,261	\$ 5,597,680	15.60	\$ 17,053,819	\$ 2,012,217	11.80	\$ 52,945,080	\$ 7,609,897	14.37
1943	36,917,655	6,119,702	16.58	17,271,477	1,984,695	11.49	54,189,132	8,104,397	14.96
1944	39,855,269	6,758,188	16.96	17,944,262	2,063,208	11.50	57,799,531	8,821,396	15.26
1945	42,853,352	17,810,944	41.56	19,673,618	8,667,969	44.06	62,526,870	26,478,913	42.35
1946	46,382,040	19,412,951	41.85	22,017,952	9,883,576	44.89	68,399,992	29,296,527	42.83
1947	53,463,128	19,488,153	36.45	25,336,336	10,723,572	42.32	78,799,464	30,211,725	38.34
1948	61,488,236	20,267,473	32.96	28,698,045	12,318,062	42.92	90,186,281	32,585,535	36.13
1949	67,906,310	24,378,235	35.90	32,193,261	13,220,202	41.07	100,099,271	37,598,437	37.56
1950	77,632,869	28,525,530	36.74	35,404,022	14,141,891	39.94	113,036,891	42,667,421	37.75
1951	94,261,615	31,635,972	33.56	42,178,906	15,727,445	37.29	136,440,521	47,363,417	34.71
1952	108,722,126	36,430,319	33.51	48,891,066	17,548,308	35.89	157,613,192	53,978,627	34.25
1953	119,543,551	38,438,156	32.15	51,916,371	19,453,389	37.47	171,459,922	57,891,545	33.76
1954	134,462,259	45,766,891	34.04	58,751,193	22,200,115	37.78	193,213,452	67,967,006	35.18
1955	161,116,710	49,777,520	30.90	76,208,966	22,584,611	29.63	237,325,676	72,362,131	30.49
1956	182,063,242	54,887,350	30.15	86,103,855	24,302,130	28.22	268,167,097	79,189,480	29.53
1957	206,488,438	67,861,608	32.87	99,709,745	29,115,931	29.20	306,198,183	96,977,539	31.67
1958	235,921,547	87,944,813	37.28	117,359,610	40,381,114	34.40	353,281,157	128,325,927	36.32
1959	270,824,178	100,321,319	37.04	139,770,695	48,264,763	34.53	410,594,873	148,586,082	36.19
1960	299,000,401	107,702,554	36.02	155,623,200	51,259,978	32.94	454,623,601	158,962,532	34.97
1961	324,734,661	121,576,596	37.44	177,960,689	59,969,896	33.70	502,695,350	181,546,492	36.12
1962	349,503,369	138,590,992	39.65	200,318,988	61,863,827	30.88	549,822,357	200,454,819	36.46
1963	361,192,884	154,005,981	42.64	221,967,844	76,038,948	34.26	583,160,728	230,044,929	39.45
1964	408,734,000	185,402,000	45.36	264,919,000	100,339,000	37.88	673,653,000	285,741,000	42.42
1965	456,842,000	206,050,000	45.10	300,992,000	119,911,000	39.84	757,834,000	325,961,000	43.01
1966	527,084,000	238,596,000	45.27	351,363,000	140,090,000	39.87	878,447,000	378,686,000	43.11
1967	618,718,000	292,937,000	47.35	429,424,000	167,663,000	39.04	1,048,142,000	460,600,000	43.94
1968	748,963,000	368,818,000	49.24	513,417,000	188,589,000	36.73	1,262,380,000	557,407,000	44.16
1969	854,029,000	426,809,000	50.00	603,025,000	252,777,000	41.92	1,457,054,000	679,586,000	46.64
1970	975,145,000	511,440,000	52.45	685,876,000	333,139,000	48.57	1,661,021,000	844,579,000	50.85
1971	1,051,785,000	601,414,000	57.18	749,470,000	411,090,000	54.85	1,801,255,000	1,012,504,000	56.21
1972	1,141,318,000	687,358,000	60.23	815,142,000	467,833,000	57.93	1,956,460,000	1,155,191,000	59.05

Source: Rapports du Ministère de l'éducation, chiffres ajustés pour comparaison.

secondaire sont passées de 7,609,897 dollars en 1942 à 1,155,191,000 dollars en 1972 et de 14.37% en 1942 les dépenses des conseils scolaires sont passées à 59.05% en 1972. Après une augmentation de 15.26% en 1944 à 42.35% en 1945, les subventions sont tombées en-dessous de 30% une fois seulement (29.53% en 1956). Les subventions ont représenté presque le même pourcentage des dépenses totales en 1964 qu'en 1945 (42.42% et 42.35% respectivement); elles sont passées très lentement à 44.16% en 1968 et puis, en quatre étapes annuelles, sont montées à 59.05% en 1972. Ni les années d'augmentation prononcée des dépenses totales provinciales, ni les années de contribution provinciale plus grande aux dépenses des conseils scolaires ne correspondent d'une façon nette aux années d'augmentation rapide des effectifs scolaires. (Comparer les tableaux 1.8 et 1.9 avec les taux d'augmentation des effectifs scolaires du tableau 1.12).

L'échelle d'opération explique en partie bien sûr l'augmentation rapide des dépenses. Le tableau 1.10 montre que les effectifs scolaires totaux de l'enseignement élémentaire et secondaire qui ont augmenté de 50% de 1869-70 à 1944-45 (bien qu'ils aient été légèrement plus élevés à la fin des années 20 et dans les années 30) ont augmenté de plus de 200% entre 1944-1945 et 1974-1975. Le nombre total des enseignants a augmenté d'environ 330%.

Cependant, il est évident que l'augmentation des effectifs scolaires n'explique pas totalement l'augmentation des dépenses scolaires qui ont caractérisé l'après-guerre.

Une étude récente, concernant le Canada en entier de 1957 à 1976, estime que moins de 20 pour cent de l'augmentation totale des dépenses de l'enseignement élémentaire et secondaire peut être attribuée à une augmentation des effectifs scolaires (Perry, 1977). Un rapport précédent concernant l'Ontario seul révèle des résultats similaires (Cameron, 1972, 84). L'augmentation la plus rapide des dépenses de la province pour l'éducation a eu lieu au début des années 60. Par exemple (Foot, 1977): une

TABLEAU 1.10

EFFECTIFS ET ENSEIGNANTS DANS LES ECOLES SOUS CONTROLE PUBLIC  
ONTARIO, 1870 A 1975

ANNEE	EFFECTIFS ('000)			ENSEIGNANTS ('000)		
	Total	Elémentaire	Secondaire	Total	Hommes	Femmes
1869-70	433.3	351.2	--	5.2	2.8	2.4
1874-75	490.0	465.5	24.5	5.4	2.6	2.8
1879-80	496.0	467.9	28.0	7.4	3.3	4.1
1884-85	486.7	463.3	23.4	8.0	2.7	5.3
1889-90	516.0	484.2	31.8	9.2	2.7	6.5
1894-95	518.7	476.1	42.6	10.2	2.8	7.4
1899-00	495.5	456.3	39.2	10.8	2.6	8.2
1904-05	487.6	442.7	45.0	10.6	2.5	8.1
1909-10	510.7	464.0	46.7	11.7	2.2	9.5
1914-15	571.4	516.5	52.5	13.5	2.3	11.2
1919-20	--	558.8	--	15.3	2.2	13.1
1924-25	658.9	574.5	82.5	18.0	3.1	14.9
1929-30	706.4	606.9	98.6	20.1	4.0	16.1
1934-35	678.2	552.6	116.9	21.4	5.5	15.9
1939-40	663.7	527.7	127.3	22.0	6.5	15.5
1944-45	651.0	525.0	119.4	21.8	4.8	17.0
1949-50	745.3	604.1	134.8	25.1	7.4	17.7
1954-55	979.6	803.6	169.0	33.0	10.0	23.0
1959-60	1319.2	1081.6	237.6	45.4	14.4	30.9
1964-65	1673.8	1278.5	395.3	64.1	25.0	39.1
1969-70	1986.8	1456.1	530.7	89.9	36.0	53.8
1974-75	1994.5	1404.8	589.7	94.2	42.0	52.2

Sources: M.C. Urquhart et K. Buckley, Histoire statistique du Canada; Statistique de l'Ontario, 1976, Tableau 6.7; et Statistique Canada, No. 81.202.

Tiré de D. Stager, "Salaires des enseignants de l'élémentaire et du secondaire 1900 à 1975", article préparé par la Commission sur la baisse des effectifs scolaires, février 1978, p. 40.



analyse détaillée de cette période attribue 12 pour cent seulement de cette augmentation, à l'augmentation des effectifs scolaires (Selby-Smith et Skolnik, 1969). La majeure partie de la récente augmentation rapide des dépenses pour l'éducation, a dû être la conséquence, soit de l'augmentation des coûts (résultant de l'inflation générale ou de l'augmentation des revenus réels des enseignants), soit de l'augmentation de la qualité (c'est-à-dire rapports élèves-enseignants plus faibles).<sup>4</sup>

Le tableau 1.11 montre que les salaires des enseignants ont, en effet, augmenté très rapidement après la guerre. Le salaire médian de tous les enseignants en 1975-76 était dix fois ce qu'il était en 1944-45. Le salaire médian des enseignants du secondaire avait augmenté de plus de sept fois et celui des enseignants de l'élémentaire de onze fois environ.

Ces augmentations sont beaucoup moins frappantes si on les compare au comportement des salaires en général. Pour les années 1945-46 à 1974-75 (deux années de moins que dans la série du tableau 1.11), le revenu moyen de tous les employés de l'Ontario contribuant leurs impôts est passé de \$1,885 à \$12,284 (6 fois et demie).<sup>5</sup>

Bien que le dernier chapitre de ce rapport s'attardera plus sur la question des salaires des enseignants et des coûts de l'éducation on peut cependant dire ici que les salaires des enseignants n'ont pas seulement augmenté très rapidement depuis 1945 environ, mais qu'ils ont, en général, fait bénéficier les enseignants d'augmentations excédant les changements de l'indice des prix à la consommation (voir Stager, 1978). Il faut dire aussi que la plupart des catégories d'enseignants ont probablement bénéficié d'une amélioration des salaires relatifs lors de cette période, bien que cette assertion soit le sujet de certaines restrictions (voir Stager, 1978, pp. 8-12).

---

<sup>4</sup>Bird, R.M., Le financement de l'Education en Ontario: Questions et choix, article préparé pour la Commission sur la baisse des effectifs scolaires, janvier 1978.

<sup>5</sup>Stager, D., 1978, p. 21.

TABLEAU 1.11

SALAIRES MEDIANS, ECOLES PUBLIQUES ET SEPARÉES, ELEMENTAIRES ET SECONDAIRES  
ENSEIGNANTS ET PRINCIPAUX, ONTARIO, 1944 A 1976

ANNEE	Public			Séparé			Secondaire			Tous enseignants
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Total
1944-45	\$1746	\$1122	\$1176	\$1043	\$ 879	\$892	\$2607	\$1992	\$2308	\$1301
1945-46	1822	1217	1258	1101	964	979	2725	2022	2374	1413
1946-47	1953	1415	1479	1305	1044	1083	2782	2225	2524	1514
1947-48	2205	1677	1720	1493	1182	1202	3002	2517	2793	1797
1948-49	2328	1814	1885	1676	1291	1323	3205	2722	2992	1974
1949-50	2543	1979	2001	1797	1387	1426	3382	2941	3196	2109
1950-51	"	"	"	"	"	"	"	"	"	2217
1951-52	"	"	"	"	"	"	"	"	"	2545
1952-53	3132	2549	2655	2196	1797	1813	4390	3907	4201	2771
1953-54	3293	2656	2773	2346	1907	1951	4550	4056	4366	2916
1954-55	3463	2806	2940	2407	2005	2023	4718	4187	4508	3008
1955-56	"	"	"	"	"	"	"	"	"	3236
1956-57	3989	3219	3373	2553	2280	2312	5347	4735	5127	3490
1957-58	4251	3417	3576	2850	2445	2485	5880	5260	5643	3738
1958-59	4544	3670	3828	3089	2672	2713	6442	5769	6177	4026
1959-60	4732	3902	4050	3195	2923	2949	7103	6410	6839	4289
1960-61	4881	4044	4197	3465	3149	3182	7298	6597	7043	4496
1961-62	4887	4136	4276	3593	3318	3359	7316	6491	7026	4652
1962-63	4911	4206	4377	3696	3470	3504	7194	6464	6929	4804
1963-64	5018	4291	4464	3869	3611	3661	7242	6459	7003	4922
1964-65	5264	4457	4658	4038	3994	3927	7473	6567	7204	5182
1965-66	5527	4745	4915	4466	4141	4191	7792	6787	7478	5489
1966-67	5759	4879	5104	4886	4388	4442	7956	6798	7503	5732
1967-68	7204	6087	6268	6306	5706	5812	9389	8074	8933	6900
1968-69	7749	6249	6549	"	"	"	"	"	"	"
1969-70	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1970-71	Total élémentaire <sup>1</sup>			"	"	"	"	"	"	"
1971-72	Hommes	Femmes	Total	"	"	"				
1972-73	10,500 *	8,600 *	8,774 *	"	"	"			12,711	9,828
1973-74	11,501	9,292	9,704	"	"	"	14,414	12,251	13,734	10,727
1974-75	13,255	10,631	11,015	"	"	"	16,327	13,799	15,527	12,423
1975-76	14,521	11,521	12,121	"	"	"	17,921	15,221	17,121	13,521

\* Estimé

<sup>1</sup> Enseignants du public et du séparé inclus.

Source: Statistique Canada, Salaires et qualifications des enseignants dans les écoles publiques élémentaires et secondaires (No. 81-202) publié annuellement (biannuellement depuis 1972, et pas en 1950-51, 1951-52, 1955-56).

Tiré de Stager, 1978, p. 20.

La structure du corps enseignant a aussi changé, bien sûr. Proportionnellement, il y a plus d'enseignants dans le secondaire que dans l'élémentaire. Ceci est le résultat d'une augmentation des taux de participation dans le secondaire et la progression des grandes cohortes de naissances dans l'élémentaire au secondaire. Le nombre des enseignants de l'élémentaire possédant un diplôme universitaire (pour lequel ils ont obtenu une augmentation) est plus élevé. L'augmentation de la participation dans les écoles secondaires et le niveau d'instruction plus élevé des enseignants de l'élémentaire sont des preuves de l'amélioration de la qualité de notre système scolaire. Ces améliorations découlent d'une décision délibérée d'accepter des coûts totaux et unitaires plus élevés pour les services en éducation. Un autre indice d'amélioration encore plus significatif est le rapport des nombres d'élèves-enseignants. Le tableau 1.12 montre les améliorations du rapport élèves-enseignants de 1946-1947 à 1973-1974 et l'augmentation des effectifs scolaires qu'on devait atteindre chaque année avant que ce rapport puisse être réduit. Les tendances générales des rapports élèves-enseignants de l'élémentaire et du secondaire sont les mêmes. L'amélioration dans le secondaire a été plus constante, cependant, même pendant les années d'augmentation rapide des effectifs scolaires, entre 1957-58 et 1963-64.

De toute évidence, la province s'est depuis longtemps engagée à fournir un programme éducatif plus intensif à un nombre croissant d'étudiants pendant un plus grand nombre d'années sous la tutelle d'enseignants possédant un niveau d'instruction de plus en plus élevé et percevant des salaires réels et, dans la plupart des cas probablement, des salaires relatifs qui vont en s'améliorant. Cet engagement a été le résultat d'une série de décisions politiques que l'on devait repréciser à chaque budget.



RAPPORTS ÉLÈVES-ENSEIGNANTS EN ONTARIO, 1946 A 1975  
ET AUGMENTATION EN POURCENTAGE DES EFFECTIFS

Année	Public			Séparé			Elémentaire			Secondaire			Augment. %
	Rapport Elèves- Enseignants	Augmentation en % des effectifs	Rapport Elèves- Enseignants	Augmentation des effectifs	Rapport Elèves- Enseignants	Augmentation en % des effectifs	Rapport Elèves- Enseignants	Augmentation en % des effectifs	Rapport Elèves- Enseignants	Augmentation en % des effectifs			
1946-47		2.7		2.3	30.0		26.1				-6.1	1.6	
1947-48		3.6		3.7	30.0		24.4	2.0			1.7	1.4	
1948-49		5.1		6.2	30.6		24.1	3.9			1.6	3.3	
1949-50		8.0		3.7	30.9		24.0	3.7			3.1	3.3	
1950-51		7.1		5.4	30.5		23.8	6.9			1.8	6.0	
1951-52		8.1		9.4	30.8		23.8	8.9			5.6	8.4	
1952-53		5.5		11.0	31.9		23.5	7.8			5.4	7.4	
1953-54		3.8		7.0	32.3		23.7	6.9			7.7	7.1	
1954-55		5.0		7.6	32.4		24.7	5.1			9.0	5.7	
1955-56		4.4		9.7	31.1		23.1	5.6			6.3	5.7	
1956-57		5.8		8.9	31.5		23.5	6.5			9.7	7.0	
1957-58		4.9	33.2	8.7	31.1		23.2	5.8			9.1	6.4	
1958-59	30.5	4.3	33.1	8.4	30.7		22.7	5.3			7.0	5.6	
1959-60	30.0	3.2	33.4	7.2	30.8		22.9	4.1			10.6	5.3	
1960-61	30.1	2.1	32.9	6.6	30.5		23.3	3.3			13.8	5.3	
1961-62	29.8	2.1	32.6	5.1	30.5		22.2	2.9			10.8	4.5	
1962-63	29.8	2.5	31.9	4.6	30.2		21.2	3.0			9.8	4.5	
1963-64	29.6	2.6	31.4	6.7	29.9		20.6	3.7			8.5	4.8	
1964-65	29.4	2.6	30.4	4.9	29.4		19.3	3.3			5.9	3.9	
1965-66	29.0	2.9	29.5	4.7	28.6		18.0	3.4			4.1	3.6	
1966-67	28.3	2.6	28.2	3.7	27.5		17.1	2.9			6.3	3.8	
1967-68	27.3	1.9	26.7	1.6	26.2		16.6	1.8			8.0	3.3	
1968-69	26.0	2.0	25.5	1.1	25.3		16.4	1.8			6.0	2.9	
1969-70	25.2	0.4	24.8	1.2	24.7		16.5	0.6			4.9	1.8	
1970-71	24.7	-1.2	25.2	0.9	25.0		16.7	-0.6			3.2	0.4	
1971-72	24.9	-1.1		0.0	23.8		16.4	-0.8			1.5	-0.2	
1972-73		-2.4		0.5	23.7		17.7	-1.5			0.5	-1.0	
1973-74		-2.1		0.7	23.3		17.3	-1.3			0.7	-0.7	
1974-75												0.0	
1975-76													

Source: Rapport élèves-enseignants de Cicely Watson, et al., l'Enseignant élémentaire, Tableau 7; et Comité sur le coût de l'éducation, Rapport intérimaire No. 1, Tableaux 1 et 2, et Tableaux 10 et 11.

Augmentation des effectifs de Stager, 1978, p. 46.

Les décisions des finances publiques concernant les écoles élémentaires et secondaires ne sont pas prises par des autorités s'occupant seulement de l'éducation des enfants. Les dépenses en matière d'éducation figurant au tableau 1.2 comprennent les dépenses des ministères de l'Education, des Collèges et des Universités (ce dernier, portant ce nom depuis 1971, avait été créé sous le nom de Affaires Universitaires en 1965). En 1950-1951, des 56 millions de dollars dépensés pour l'éducation, un peu plus de 43 millions en subventions ont été octroyés aux autorités scolaires et un peu moins de 8 millions à l'éducation post-secondaire, ce qui donne un rapport approximatif de 5.4 pour 1. En 1966-1967, le rapport était environ de 3.2 contre 1 et en 1970-1971 de 1.5 contre 1 environ. En 1974-1975, lorsque la somme de 1,331.8 million de dollars a été versée aux autorités scolaires et celle de 868.9 million de dollars à l'éducation post-secondaire, le rapport était de nouveau de 1.5 contre l'environ. Les engagements de la province concernant ses dépenses pour l'éducation post-secondaire sont apparemment bien établis à un très haut niveau. Sans aucun doute, ils reflètent en partie un effort pour accueillir les grandes cohortes qui, depuis le milieu des années 60, défilent dans les écoles secondaires. Les plus grandes de ces cohortes n'atteignent que maintenant l'âge de fréquentation des établissements post-secondaires.

Le tableau 1.2 montre que les dépenses du ministère de la Santé, qui en 1969-70 équivalaient à moins d'un tiers de celles du ministère de l'Education, étaient en 1972-73 légèrement plus élevées et en 1974-1975 légèrement moins élevées que les dépenses pour l'Education. De même que l'enseignement élémentaire et secondaire doivent partager maintenant le budget provincial total pour l'éducation avec un système universitaire très coûteux, l'éducation au total doit maintenant être incorporée dans le budget provincial en même temps qu'un autre service financé publiquement et tout aussi coûteux.

Le tableau 1.13 donne la chronologie de la croissance dans six catégories de dépenses provinciales pour les années 1972-77. Parmi les six, deux représentent les dépenses de la Santé et de l'Education. Une autre celles du ministère des Finances dont la plus grande partie est l'intérêt sur la dette provinciale. Les dépenses totales de la province ont augmenté à un taux moyen annuel de 15.7%, celles de la Santé: 22.6%, celles du Service social et de la Communauté: 23.4%, celles de l'Education: 11.7%.

Les prévisions de dépenses sont données pour les années 1977-82 et 1982-87. On prévoit que les dépenses augmenteront à un taux d'environ 12%. On projette que les catégories qui auront un taux d'augmentation supérieur à la moyenne seront les Transports et Communications, la Santé et l'intérêt sur la dette publique (Finances), tandis que l'on projette que l'Education sera une catégorie avec un taux de croissance inférieur à la moyenne.

Les économistes qui ont fait ces projections doivent, naturellement, faire quelques hypothèses sur le comportement de la politique gouvernementale. Ils peuvent très bien se tromper quant aux réactions des politiciens devant les demandes concurrentielles de chacune de ces catégories pour les services et engagements. Mais, à moins qu'ils ne se soient trompés sur les taux d'augmentation du PPB. à venir et sur l'augmentation correspondante du revenu, ils peuvent être certains qu'une augmentation des dépenses pour l'Education nettement différente de celle projetée ici, ne pourra avoir lieu qu'au prix de décisions pénibles portant sur des engagements contenus implicitement dans les autres catégories.

Faire face aux contrebalancements inévitables entre les degrés d'augmentation des catégories de dépenses (et en fait à l'intérieur même de celles-ci), c'est reconnaître les coûts de certaines "bonnes choses" fournies par le gou-



TABLEAU 1.13

DEPENSES GOUVERNEMENTALES PROVINCIALES, 1972 A 1987  
(Augmentation annuelle moyenne en pourcentage)

CHAPITRE DES DEPENSES (en dollars courants)	HISTOIRE <sup>a</sup>	PREVISIONS	
	1972-77	1977-82	1982-87
Santé	22.6	13.1	14.0
Education	11.7	11.3	10.5
Trésor, etc.	14.9	12.4 <sup>b</sup>	12.5 <sup>b</sup>
Transports et communications	11.3	14.5	13.6
Services sociaux et communautaires	23.4	11.0	12.5
Intérêt de la dette publique	11.9	12.8	13.8
Autres	14.3	12.3	12.0
DEPENSES TOTALES	15.7	12.4	12.5
Accroissement du PNB	10.4	6.3	6.8
Accroissement des dépenses gouvernementales	12.4	7.4	8.1

<sup>a</sup> Les taux de croissance dans le temps devraient être interprétés avec prudence, bien que tout était mis en oeuvre pour s'assurer que les catégories sont définies d'une manière uniforme.

<sup>b</sup> Fixé comme taux de croissance moyen.

Source: Institut d'analyse de politique.

Tiré de Foot, 1978, p. 22.

vernement en fonction d'autres "bonnes choses" que celui-ci offre. Faire face aux contrebalancements entre les augmentations dans la totalité des services du gouvernement et entre les augmentations du revenu disponible réel par personne, c'est reconnaître la contribution complémentaire de la consommation privée et publique à la qualité de la vie (et ceci, évidemment, vient préciser de façon importante la déclaration ci-dessus selon laquelle le RPDR/P est un indice efficace de notre niveau de vie).

On a mentionné plus haut que les conditions d'emploi offertes aux jeunes gens possédant un bon niveau d'instruction sont probablement plus importantes pour comprendre les conséquences de l'expansion du système de l'éducation, et de la contraction de l'industrie de l'éducation liée à la baisse des effectifs scolaires, que les conditions générales d'emploi. Dans une large mesure, ces possibilités d'emploi sont une fonction des finances publiques.

Sur le tableau 1.14 figure le nombre de personnes employées par le gouvernement de l'Ontario, de 1959-1960 à 1974-1975. L'augmentation rapide des dépenses du gouvernement pendant les années 60 a été liée à un taux d'augmentation du nombre des employés provinciaux comparable à l'augmentation du nombre des enseignants. Le pourcentage de cet accroissement des employés provinciaux par rapport à celui de la main d'oeuvre totale a atteint un record de 200% en 1970-71. L'augmentation du nombre d'emplois dans le secteur public de la province a été sévèrement limitée depuis 1972.

Ceci signifie que l'emploi dans le secteur public de la province a suivi à peu près le même chemin que l'emploi dans l'enseignement. Sans doute, le fait que ces deux grands secteurs d'emplois à financement public se fassent concurrence pour employer de jeunes travailleurs possédant un bon niveau d'instruction, a contribué quelque peu à l'inflation des salaires des ensei-

TABLEAU 1.14  
NOMBRE D'EMPLOIS DANS LE GOUVERNEMENT DE L'ONTARIO  
1959-60 A 1974-75

Année fiscale <sup>1</sup>	Nombre d'emplois	Emplois gouvernementaux par dollar et <sup>2</sup> dépense brute <sup>2</sup>	Pourcentage de la main d'oeuvre de l'Ontario employée <sup>3</sup> par le gouvernement <sup>3</sup>
1959/60	32,302	30.8	1.36
1960/61	34,599	33.6	1.44
1961/2	36,468	32.4	1.51
1962/3	39,970	32.8	1.61
1963/4	41,415	32.6	1.62
1964/5	43,141	33.0	1.65
1965/6	45,867	28.8	1.69
1966/7	50,507	27.1	1.78
1967/8	55,733	24.1	1.90
1968/9	57,375	21.7	1.89
1969/70	62,280	24.0	1.99
1970/71	65,018	20.8	2.00
1971/2	64,996	19.1	1.92
1972/3	67,501	17.6	1.92
1973/4	68,634	16.8	1.87
1974/5	69,789	16.3	1.83

<sup>1</sup> Au 31 mars.

<sup>2</sup> Personnes par \$million 1961.

<sup>3</sup> La main d'oeuvre est la moyenne annuelle pour l'année du calendrier (il y a donc trois mois de différence entre les deux séries).

Source: Service civil de l'Ontario, Rapport annuel, Revue Statistique canadienne, plusieurs numéros.

Tiré de Foot, 1977, p. 17.



gnants et de "l'indice implicite des prix" des achats gouvernementaux (marchandises et services).

Le fait que le secteur public au Canada emploie deux fois plus de diplômés universitaires que le plus grand secteur privé vient appuyer l'affirmation que le gouvernement et les écoles se disputent un grand nombre d'employés. On doit dire, cependant, que le secteur public ici comprend l'éducation. Son autre composante emploie près de la moitié des diplômés dans le secteur public, soit près d'un tiers de leur nombre total.<sup>6</sup> Bird précise qu'en 1975, 27% des employés publics du Canada travaillaient pour le secteur fédéral, 45% pour les provinces (y compris les conseils scolaires). De plus, pendant les années 60, le gouvernement provincial a augmenté de 8.2% par an, l'emploi municipal de 3.4% et l'emploi fédéral de 1.5%.<sup>7</sup> Pendant la période d'expansion, c'est le gouvernement provincial, rivalisant avec le système d'éducation, subventionné en grande partie par la province, pour une main d'oeuvre hautement qualifiée, qui a offert aux jeunes gens possédant un bon niveau d'instruction, des possibilités d'emplois avec salaires et statut élevés.

Les salaires des employés de la fonction publique (enseignants et autres) se sont améliorés par rapport aux salaires des employés du secteur privé entre 1946 et 1975 et cette amélioration a eu lieu surtout pendant les années 60.<sup>8</sup> Comme pour les enseignants, l'amélioration des salaires relatifs est en partie due à l'amélioration du niveau de qualifications des travailleurs gouvernementaux.

---

<sup>6</sup> Voir R.M. Bird, Tendance dans les emplois et salaires de la fonction publique, rapport #1, Institut d'analyse des politiques, Université de Toronto, novembre 1977, p. 36.

<sup>7</sup> Bird, pp. 11, 14.

<sup>8</sup> Bird, 1977, p. 35.

Il y aurait encore beaucoup à dire sur les conséquences de l'augmentation et de la diminution simultanées des postes d'enseignant et d'autres emplois du secteur public. Mais il suffira de dire maintenant que les taux d'augmentation d'emplois dans ces deux domaines sont en fonction des dépenses publiques d'une manière tellement directe, qu'étant donné les difficultés liées à la favorisation de l'augmentation des dépenses pour l'éducation au détriment d'autres catégories de dépenses, il est difficile en fait de supposer que ces taux peuvent, dans une large mesure, être à leur tour des sources de possibilités pour une nouvelle main d'oeuvre de niveau universitaire espérant obtenir des emplois bien rémunérés.

Il ne reste plus qu'à préciser que la dimension et l'aspect définitifs de notre système d'enseignement public n'ont pas été déterminés uniquement en fonction de l'ampleur de la population d'âge scolaire. Ils sont, dans une large mesure les produits de choix politiques et de décisions des finances publiques. Ces décisions ont été prises dès la fin de la deuxième guerre mondiale jusqu'à nos jours par des représentants politiques élus et responsables devant l'opinion publique.

Au cours de ces années le rôle direct de la province vis-à-vis du financement de l'éducation est devenu plus important. On admet généralement que la participation plus importante de la province à ce financement, a été motivée principalement par un désir de réduire l'impôt municipal et d'égaliser le plus possible l'accès à l'enseignement à travers la province. Ces objectifs ont été tous deux remplis d'une manière efficace, mais le deuxième aurait été rempli tout aussi efficacement si l'intervention de la province avait été plus modérée. La réduction de l'impôt foncier est la rationalisation la plus convaincante.

Ce changement de responsabilité financière concernant l'éducation a coïncidé avec une réorganisation assez importante des gouvernements municipaux et avec une restructuration encore plus complète des conseils scolaires qui sont les représentants de notre système scolaire provincial.

Dans le nouveau système, les conseils scolaires entretiennent des liens minimaux avec les municipalités aux citoyens desquels elles offrent leurs services et imposent des taxes scolaires. Le système provincial de subventions et sa relation avec un système d'évaluation de l'assiette d'impôt administré par la province et avec un impôt foncier sous le mandat de la province ont réduit le désir ou la motivation de développer une relation étroite entre les conseils scolaires et les gouvernements municipaux. Vu que les décisions concernant les dépenses des conseils scolaires ont été surtout du ressort de la province, les conseils ont pris le caractère financier d'unités administratives du gouvernement central. Ce rôle administratif exige très peu de choses en fait des relations avec les municipalités et à travers elles, avec les contribuables.

Cependant, il apparaît maintenant que le gouvernement de la province subira des pressions formidables pour réduire la part des revenus provinciaux allant aux systèmes scolaires. Il se peut que la baisse des effectifs scolaires permette ceci sans réduire les fonds par étudiant ou sans augmenter l'impôt des contribuables locaux. Cependant, cette baisse exigera que les commissions dépendent plus des contribuables des municipalités qu'elles servent.

Presque toutes les notions traditionnelles concernant une imposition équitable et un gouvernement efficace exigent que le fisc et ceux qui dépensent les deniers publics soient responsables devant les contribuables ou leurs représentants. L'organisation actuelle de nos conseils scolaires est telle que



celles-ci ne sont pas en réalité responsables en tant que trésoriers, même indirectement, devant les contribuables. Les conseils municipaux sont en fait les percepteurs d'impôts. Un système de financement de l'éducation, responsable devant les contribuables, implique un remaniement des relations entre municipalités et conseils. Que ce remaniement ait lieu ou non dépend de la décision des finances publiques. Si on décide qu'il aura lieu, le fait de désigner le nouveau type des relations représentera un défi de premier ordre pour la science des finances publiques.

## Chapitre 2

### La population de l'Ontario: Eléments et structure

L'Ontario, comme beaucoup d'autres provinces et comme la plupart des pays occidentaux développés, se trouve dans une situation paradoxale. L'ensemble de la population augmente progressivement et cette tendance continuera dans les années à venir, en partie à cause des migrations internationales et interprovinciales, mais surtout à cause de l'accroissement naturel (plus de naissances que de décès). Cependant, certains groupes d'âges se sont beaucoup réduits à cause du ralentissement des naissances depuis 1960. D'autres groupes d'âges sont beaucoup plus nombreux, par contre, à cause de l'accélération des naissances au cours des dernières années de la deuxième guerre mondiale et surtout à cause de l'"explosion démographique" des années 1946 à 1960.

Ces "vagues démographiques", à moins d'être "nivelées" par les migrations d'autres provinces et d'autres pays, se déplacent forcément vers le haut de la pyramide des âges jusqu'à la vieillesse et finalement la mort. Puisque les chiffres ayant trait aux migrations varient avec l'âge et d'une année à l'autre, plusieurs vagues se superposent et on peut observer certaines années (lorsque les creux et les crêtes des vagues coïncident) de grandes variations, d'un groupe à l'autre, dans la vague composée qui en résultent.

En fait, on observe en Ontario une des répartitions par âges les plus bizarres de l'histoire de la province, plus singulière que celle qui a suivi la Grande Dépression, mais tout de même pas plus étrange que celle qui arriva au temps des concessions de terres dans les Prairies où je suis né. Ce temps-là avait pour moi un aspect étrange car je pensais que les vieux (les gens qui avaient plus de 40 ou 50 ans étaient vieux pour moi) vivaient en

général dans l'est du pays. Mais à présent, le nombre des naissances est si petit que l'absence de bébés et de gamins se fait remarquer. Pour beaucoup d'entre nous, les signes étaient trop évidents pour passer inaperçus le soir de l'Halloween en 1977. Les plus petits n'étaient pas là! Et leur nourriture, leurs habits et leurs jouets se font rares aussi dans les grands magasins.

### L'histoire de tout notre peuple en Ontario

Pour illustrer la croissance de la population totale, le tableau 2.1 donne, pour l'Ontario et ses comtés et districts la population recensée au cours des 45 dernières années de 1931 à 1976 et donne une estimation (faite par OISE et vérifiée dans chaque région) pour 1981. La croissance a été constante; elle a été particulièrement irrégulière à travers la province (peut-être plus que dans n'importe quelle province soeur en dehors de Québec).

Le lecteur pourra se référer à l'annexe statistique publiée séparément (sous forme multilithé) contenant le détail de tous les chiffres que nous avons s'il désire savoir la population par division de recensement plus petite.

Les premières courbes "multilinéaires" 2.1(a) à 2.1(d) de ce chapitre donnent une représentation graphique de ces chiffres de 1931 à 1981.

Puisque le passé immédiat est la période qui nous intéresse le plus, la croissance (ou le manque de croissance) pendant la période allant de 1971 à 1976 est présentée séparément au tableau 2.2, encore une fois par comté et district. Les changements en chiffres absolus et en pourcentages y sont également représentés (et on trouvera à l'annexe des tables pour les régions métropolitaines et les agglomérations de recensement, pour utiliser des termes de recensement). Ces changements sont représentés sous forme de carte en

TABLEAU 2.1

CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE EN ONTARIO PAR COMTE ET DISTRICT  
REELLE 1931-1976, PREVUE 1981

Subdivision	REELLE								PREVUE
	1931	1941	1951	1956	1961	1966	1971	1976	1981
Algoma - D	46,444	52,002	64,496	82,059	111,408	113,561	121,937	122,883	123,325
Brant - C	53,476	56,695	72,857	77,992	83,839	90,945	96,767	99,099	103,490
Bruce - C	42,286	41,680	41,311	42,070	43,036	43,085	47,385	57,472	65,410
Cochrane - D	58,033	80,730	83,850	86,768	95,666	97,334	95,879	96,825	96,770
Dufferin - C	14,892	14,075	14,566	15,569	16,095	17,108	21,200	28,528	33,170
Stormont - C	32,524	40,905	48,458	56,452	57,867	59,550	61,302	61,173	61,030
Dundas - C	16,098	16,210	15,818	16,978	17,162	17,106	17,457	18,507	19,130
Glengarry - C	18,666	18,732	17,702	18,693	19,217	18,181	18,480	19,270	19,570
Durham - C	25,782	25,215	30,115	35,827	39,916	44,549	47,494		
Durham - M. R.							217,430 <sup>a</sup>	247,473	275,000
Elgin - C	43,436	46,150	55,518	59,114	62,862	61,912	66,608	69,092	71,585
Essex - C	159,038	173,356	215,894	245,420	256,774	280,922	306,397 <sup>a</sup>	310,362	311,497
Frontenac - C	45,756	53,717	66,099	76,534	87,534	97,138	101,692	108,052	112,610
Frey - C	57,699	57,160	58,960	60,971	62,005	62,592	66,403	72,176	76,650
Greenville - C	16,327	15,989	17,045	20,563	22,864	23,429	24,316	26,025	27,330
Haldimand-Norfolk									
M. R.	52,787	57,465	66,846	72,189	78,672	80,598	86,714 <sup>a</sup>	89,252	94,000
Haliburton - C (provisoire)	5,997	6,695	7,670	8,012	8,928	7,768	9,081 <sup>a</sup>	10,795	12,160
Halton - C	26,558	30,564	46,830	71,611	117,623	151,924	189,851 <sup>a</sup>	228,497	267,000
Hamilton-Wentworth									
M. R.	190,019	204,672	263,256	312,924	348,181	383,175	401,239 <sup>a</sup>	409,490	419,000
Hastings - C	58,846	63,322	74,298	83,745	93,377	94,127	99,393	105,837	110,970
Huron - C	45,180	43,742	49,280	51,728	53,805	54,446	52,951	56,007	58,725
Kenora - D	25,919	33,372	39,212	47,156	51,474	53,995	53,230	57,980	59,580
Kent - C	63,607	67,220	80,384	86,843	90,871	96,406	101,120 <sup>a</sup>	106,130	111,396
Lambton - C	54,674	56,925	74,960	89,939	102,131	108,236	114,314	120,576	125,235
Lanark - C	32,856	33,143	35,601	38,025	40,313	41,212	42,259	44,197	45,210
Leeds - C	35,157	36,042	38,831	43,077	46,889	49,129	50,093	52,579	54,290
Lennox-Addington - C	18,883	18,469	19,544	21,611	23,717	25,202	28,359	32,633	37,200
Manitoulin - D	10,734	10,841	11,214	11,060	11,176	10,544	10,931	10,893	10,895
Middlesex - C	118,241	127,166	162,139	190,897	221,422	249,403	282,014	303,745	336,890
Muskoka - M. D.	20,985	21,835	24,713	25,134	26,705	27,691	31,938	36,691	39,930
Niagara - M. R.	136,930	158,902	212,599	261,346	291,415	324,917	347,328	365,438	384,300
Nipissing - D	41,207	43,315	50,517	60,452	70,568	73,533	78,867	81,739	83,970
Northumberland - C	31,452	30,786	33,482	38,018	41,892	45,074	59,227 <sup>a</sup>	64,441	74,580
Ontario - C	59,667	65,718	87,088	108,440	135,895	170,818	196,257		
Ottawa-Carleton - M. R.	174,056	206,367	246,298	287,246	358,410	413,692	471,931	520,533	558,300
Oxford - C	48,454	51,610	59,440	65,897	71,169	76,018	80,407 <sup>a</sup>	85,337	90,150
Perry Sound - D	25,900	30,083	27,371	28,095	29,632	28,335	30,244	32,654	33,700
Peel - M. R.	28,156	31,539	55,673	83,108	111,575	172,321	259,874 <sup>a</sup>	375,910	476,500
Perth - C	50,763	49,058	51,962	54,388	56,782	60,424	62,973	66,279	69,040
Peterborough - C	43,958	47,392	60,789	67,981	76,375	81,959	92,417 <sup>a</sup>	99,930	108,007
Prescott-Russel - C	39,067	38,862	39,191	40,669	42,640	42,033	44,119	48,835	51,800
Prince Edouard - C	16,693	16,750	18,559	21,145	21,108	21,307	20,640	22,559	24,100
Rainy River - D	17,359	19,132	22,132	25,483	26,531	25,816	25,750	24,768	24,000
Renfrew - C	52,227	54,720	66,717	78,245	89,635	89,453	90,875	89,099	88,250
Simcoe - C	83,667	87,057	106,482	127,016	141,271	149,132	175,965 <sup>a</sup>	210,691	239,790
Sudbury - D	50,251	80,815	109,590	141,975	165,862	174,102	198,079 <sup>a</sup>	194,992	191,335
Thunder Bay - D	65,118	85,200	105,367	122,890	138,518	143,673	145,390	150,647	154,270
Timiskaming - D	37,043	50,604	50,016	50,264	50,971	47,154	46,442 <sup>a</sup>	43,760	42,395
Metropolitan Toronto-Municipality	818,348	909,928	1,117,470	1,358,028	1,618,787	1,881,691	2,089,729 <sup>a</sup>	2,124,291	2,188,000
Victoria - C	25,844	25,934	27,127	28,248	29,750	30,917	36,641 <sup>a</sup>	43,543	49,410
Waterloo - M. R.	89,852	98,720	126,123	148,774	176,754	216,728	254,681 <sup>a</sup>	289,129	322,100
Wellington - C	58,164	59,453	66,930	75,691	84,702	94,177	108,727	123,736	133,220
York - M. R.	38,607	41,621	59,152	82,573	114,321	136,328	166,060	203,915	248,784
Province de l'Ontario	3,431,683	3,787,855	4,597,542	5,404,933	6,236,092	6,960,870	7,703,106	8,264,465	8,815,049

Note: <sup>a</sup> Basé sur les zones de 1976

\* Chiffres modifiés à cause des changements de limites

Source: 1931-1971 Statistique Canada, recensement 1971, Catalogue 92-702, 1<sup>è</sup> partie (Bulletin 1.1-2)

1976, Statistique Canada.



130

120

110

100

90

80

70

60

50

40

POPULATION ( 000 )

CROISSANCE PASSEE ET PREVUE DE LA POPULATION DE L'ONTARIO  
PAR COMTE ET DISTRICT: 1931-1981

Passée | Prévüe

Algoma

Lambton

Frontenac

Kent

Haslingburg

Brant

Cochrane

Cochrane & Norfolk

Oxford

Renfrew

Nipissing

Elgin

Perth

Bruce

Huron

1931

1941

1951

1956

1961

1966

1971

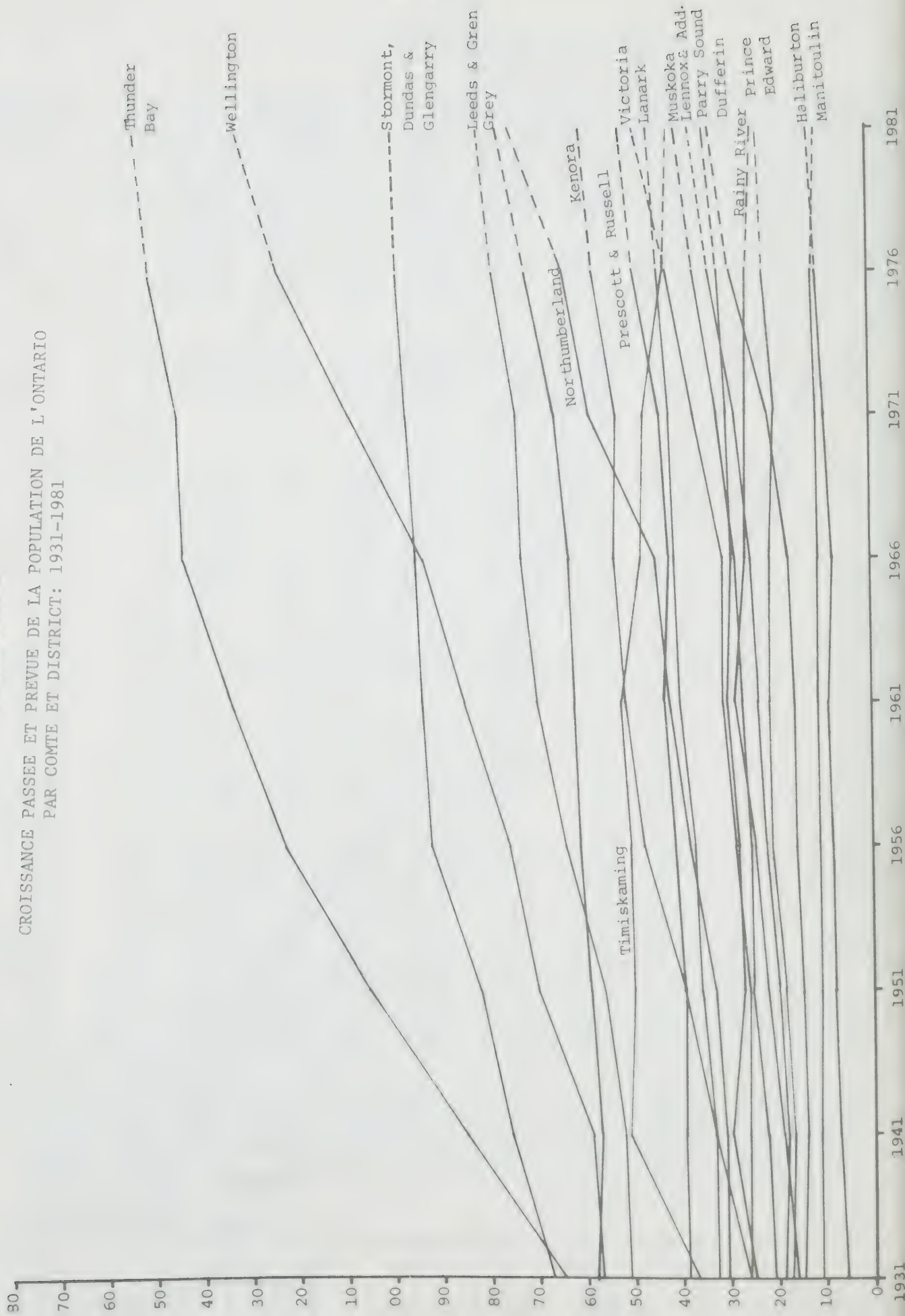
1976

1981

ANNEE DE RECENSEMENT R

FIGURE 2.1 (b)

CROISSANCE PASSEE ET PREVUE DE LA POPULATION DE L'ONTARIO  
PAR COMTE ET DISTRICT: 1931-1981



CROISSANCE PASSEE ET PREVUE DE LA POPULATION DE L'ONTARIO  
PAR COMTE ET DISTRICT: 1931-1981

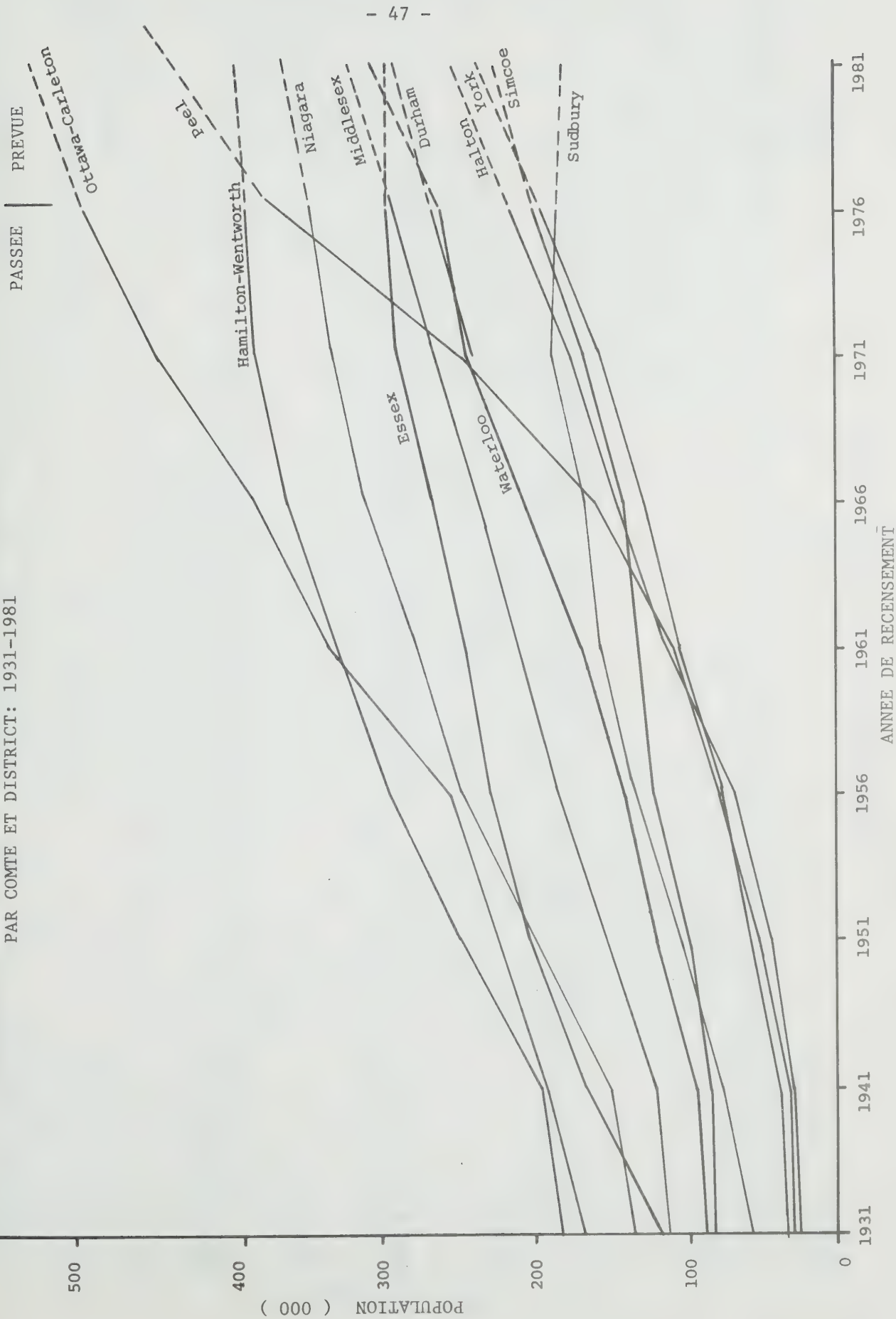
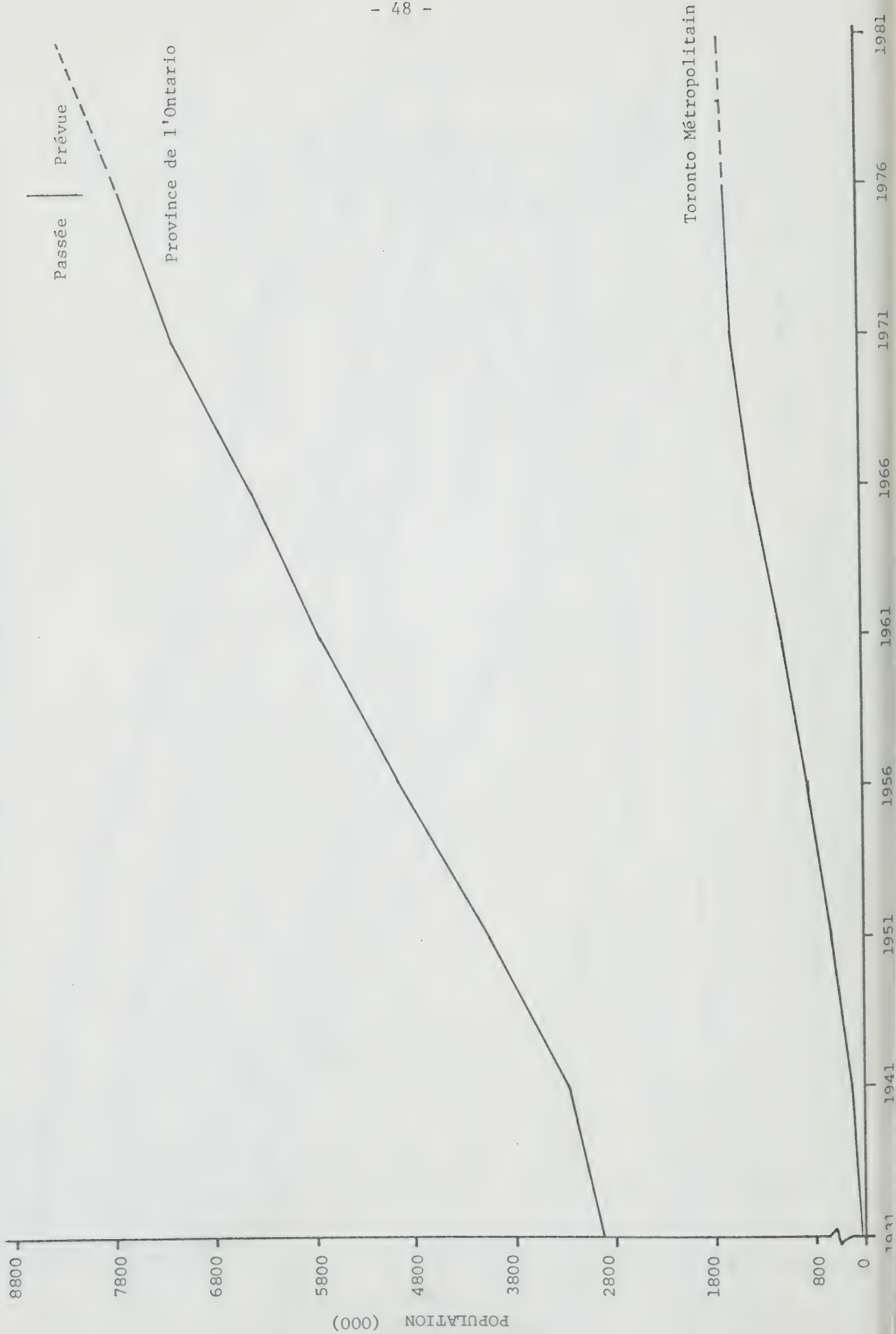


FIGURE 2.1(d)

CROISSANCE PASSEE ET PREVUE DE LA POPULATION DE TORONTO  
METROPOLITAIN ET DE L'ONTARIO: 1931-1981





CROISSANCE OU DIMINUTION DE LA POPULATION DE L'ONTARIO  
PAR COMTE ET DISTRICT, 1971-76

COMTE /DISTRICT	1971	1976	NOMBRE	%
ALGOMA	121,937	122,883	+946	+ 0.8
BRANT	96,767	99,099	+2,332	+ 2.4
BRUCE	47,385	57,472	+10,087	+21.3
COCHRANE	95,879	96,825	+946	+ 1.0
DUFFERIN	21,200	28,528	+7,328	+34.6
DUNDAS	17,457	18,507	+1,050	+ 6.01
ELGIN	66,608	69,092	+2,484	+ 3.7
ESSEX	306,397	310,362	+3,965	+ 1.3
FRONTENAC	101,692	108,052	+6,360	+ 6.3
GLENGARRY	18,480	19,270	+790	+ 4.3
GRENVILLE	24,316	26,025	+1,709	+ 7.0
GREY	66,403	72,176	+5,773	+ 8.7
HALDIMAND-NORFOLK	86,717	89,255	+2,538	+ 2.9
HALIBURTON	9,081	10,795	+1,714	+18.9
HALTON	189,851	228,497	+38,646	+20.4
HAMILTON-WENTWORTH	401,239	409,490	+8,251	+ 2.1
HASTINGS	99,393	105,837	+6,444	+ 6.5
HURON	52,951	56,007	+3,056	+ 5.8
KENORA	53,230	57,980	+4,750	+ 8.9
KENT	101,118	106,130	+5,010	+ 5.0
LAMBTON	114,314	120,576	+6,262	+ 5.5
LANARK	42,257	44,195	+1,938	+ 4.6
LEEDS	50,089	52,575	+2,486	+ 5.0
LENNOX ET ADDINGTON	28,361	32,635	+4,274	+15.1
MANITOULIN	10,933	10,895	- 38	- 0.4
MIDDLESEX	282,016	303,745	+21,731	+ 7.7
MUSKOKA	31,938	36,691	+4,753	+14.9
NIAGARA	347,328	365,438	+18,110	+ 5.2
NIPISSING	78,867	81,739	+2,872	+ 3.6
OTTAWA-CARLETON	471,931	520,533	+48,602	+10.3
OXFORD	80,410	85,340	+4,930	+ 6.1
PARRY SOUND	30,244	32,654	+2,410	+ 8.0
PEEL	259,874	375,910	+116,036	+44.6
PERTH	62,974	66,280	+3,306	+ 5.3
PETERBOROUGH	92,417	99,930	+7,513	+ 8.1
PRESCOTT	27,832	29,100	+1,268	+ 4.6
PRINCE EDWARD	20,640	22,559	+1,919	+ 9.3
RAINY RIVER	25,750	24,768	-982	- 3.8
RENFREW	90,875	89,099	-1,776	- 2.0
RUSSELL	16,287	19,735	+3,448	+21.2
SIMCOE	171,433	210,691	+39,259	+22.9
STORMONT	61,302	61,173	-129	- 0.2
SUDBURY	198,079	194,992	-3,087	- 1.6
THUNDER BAY	145,390	150,647	+5,257	+ 3.6
TIMISKAMING	46,442	43,760	-2,682	- 5.8
METRO TORONTO	2,089,729	2,124,291	+34,562	+ 1.7
VICTORIA	36,641	43,543	+6,902	+18.8
WATERLOO	254,681	289,129	+34,448	+13.5
WELLINGTON	108,727	123,736	+15,009	+13.8
YORK	166,060	203,915	+37,855	+22.8

couleurs de la province à la figure 2.2 et par des barres aux figures 2.3 et 2.4 pour les nombres et les pourcentages respectivement.

Il apparaît clairement que la population augmente à un rythme constant et inexorable comme l'indique le tableau 2.3 qui compare par trimestre les taux de croissance de l'Ontario avec ceux du Canada (qui ne sont pas très différents), ceux de la Nouvelle-Ecosse (un peu plus bas), du Québec (bien plus bas) et de l'Alberta (bien plus élevés). Au fait, le taux du quatrième trimestre au Québec semble très bas; les chiffres seront peut-être révisés vers le haut dans un numéro ultérieur de la Revue statistique.

Ces chiffres révèlent ce que tout le monde sait et croit: que la population de l'Ontario s'accroît constamment sans aucun signe de changement. Rien d'étonnant alors que l'histoire de la baisse des effectifs scolaires ne suscite que de l'incrédulité et passe pour une sorte de "rengaine de charlatan" qui cherche à attirer la sympathie et obtenir plus d'argent pour les systèmes scolaires. Heureusement, le message commence à être compris, la fermeture d'un certain nombre d'écoles et les compressions de personnel au primaire commencent à se faire sentir entre 1971 et 1976.

Les figures 2.5 et 2.6 donnent une carte en couleurs, pour la province, des écoles publiques et catholiques-romaines séparées respectivement, représentant les pourcentages de baisse (parfois de hausse) des effectifs par différentes couleurs correspondant aux années 1971 à 1976. Pour chacune de ces années de 1966 à 1976 (au 30 septembre) les chiffres sont donnés au tableau 2.4 pour les effectifs publics, séparés, primaires totaux, séparés et totaux. Ces chiffres ne sont pas des estimations mais des chiffres observés dans la province et les valeurs représentées dans les cartes en découlent.

# ONTARIO

CHANGEMENT DANS LA POPULATION PAR DISTRICTS ET COMTES,  
1971-1976

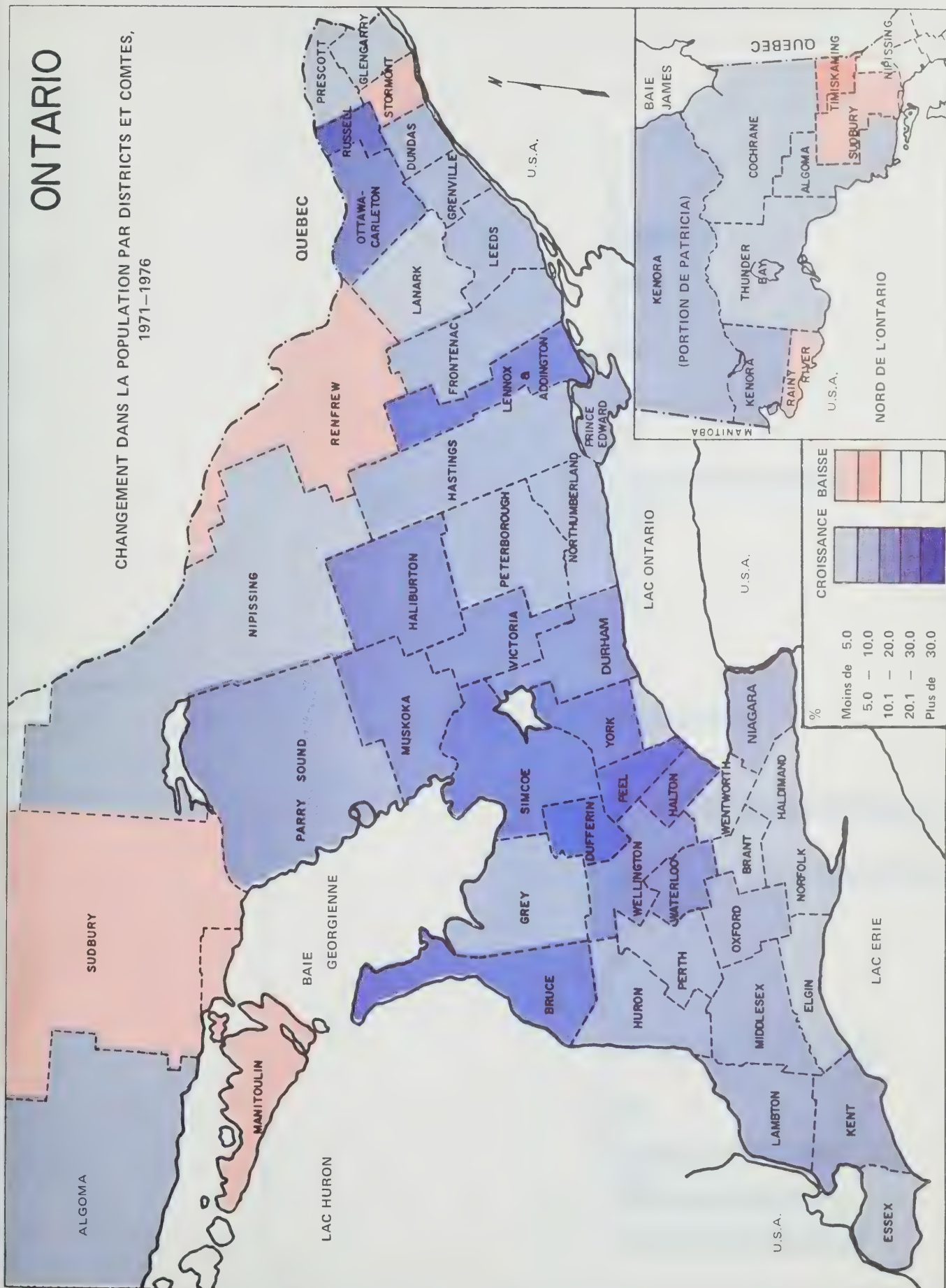






FIGURE 2.3

CROISSANCE OU BAISSÉ DE LA POPULATION EN ONTARIO, 1971-1976  
(000)





FIGURE 2.4

## CHANGEMENT DE POPULATION EN POURCENTAGE, 1971-1976



TABLEAU 2.3

POPULATION TOTALE DU CANADA, POUR CERTAINES PROVINCES  
(RAPPORTS TRIMESTRIELS DES ANNEES RECENTES: STATISTIQUE CANADA)

A. NOMBRES

ANNEE	TRIMESTRE	POPULATION ESTIMEE				
		Canada	Nouvelle Ecosse	Québec	Ontario	Alberta
1974	4	22,490,500	814,700	6,144,000	8,099,700	1,741,400
1975	1	22,568,700	816,700	6,155,600	8,124,900	1,755,700
	2	22,639,400	818,500	6,167,200	8,149,800	1,768,900
	3	22,726,900	820,300	6,184,500	8,181,900	1,782,500
	4	22,815,700	824,000	6,198,100	8,211,800	1,799,000
1976	1	22,883,900	826,500	6,211,500	8,228,800	1,814,400
	2	22,946,300	827,700	6,224,600	8,250,000	1,828,100
	3	23,025,400	829,400	6,240,000	8,278,100	1,843,700
	4	23,111,300	832,700	6,255,400	8,306,100	1,862,300
1977	1	23,179,600	833,900	6,265,600	8,329,700	1,878,000
	2	23,242,900	834,500	6,276,100	8,354,700	1,890,200
	3	23,315,600	835,700	6,285,100	8,383,900	1,904,200
	4	23,388,100	838,000	6,283,500	8,417,000	1,923,000

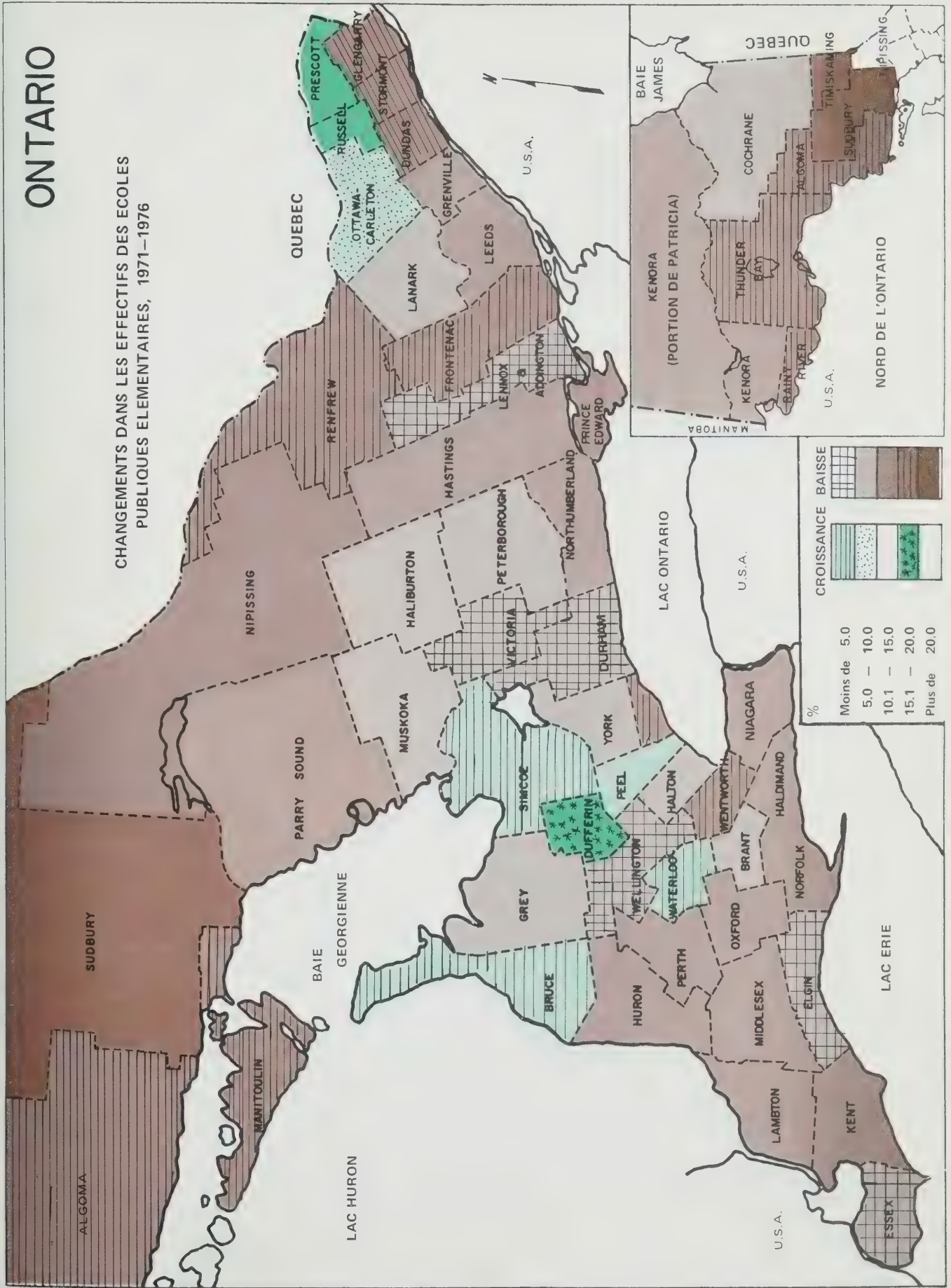
B. INDICE DE CROISSANCE (RAPPORT SUR LE TRIMESTRE PRECEDENT x 1000)

1975	1	1,003.5	1,002.5	1,001.9	1,003.1	1,008.2
	2	1,003.1	1,002.2	1,001.9	1,003.1	1,007.5
	3	1,003.9	1,002.2	1,002.8	1,003.9	1,007.7
	4	1,003.9	1,004.5	1,002.2	1,003.7	1,009.3
	Moyenne	1,003.6	1,002.9	1,002.2	1,003.5	1,008.2
1976	1	1,003.0	1,003.0	1,002.2	1,002.1	1,008.6
	2	1,002.7	1,001.5	1,002.1	1,002.6	1,007.6
	3	1,003.4	1,002.1	1,002.5	1,003.4	1,008.5
	4	1,003.7	1,004.0	1,002.5	1,003.4	1,010.1
	Moyenne	1,003.2	1,002.7	1,002.3	1,002.9	1,008.7
1977	1	1,003.0	1,001.4	1,001.6	1,002.8	1,008.4
	2	1,002.7	1,000.7	1,001.7	1,003.0	1,006.5
	3	1,003.1	1,001.6	1,001.4	1,003.5	1,007.4
	4	1,003.1	1,002.8	999.7	1,003.9	1,009.9
	Moyenne	1,003.0	1,001.6	1,001.1	1,003.3	1,008.1



# ONTARIO

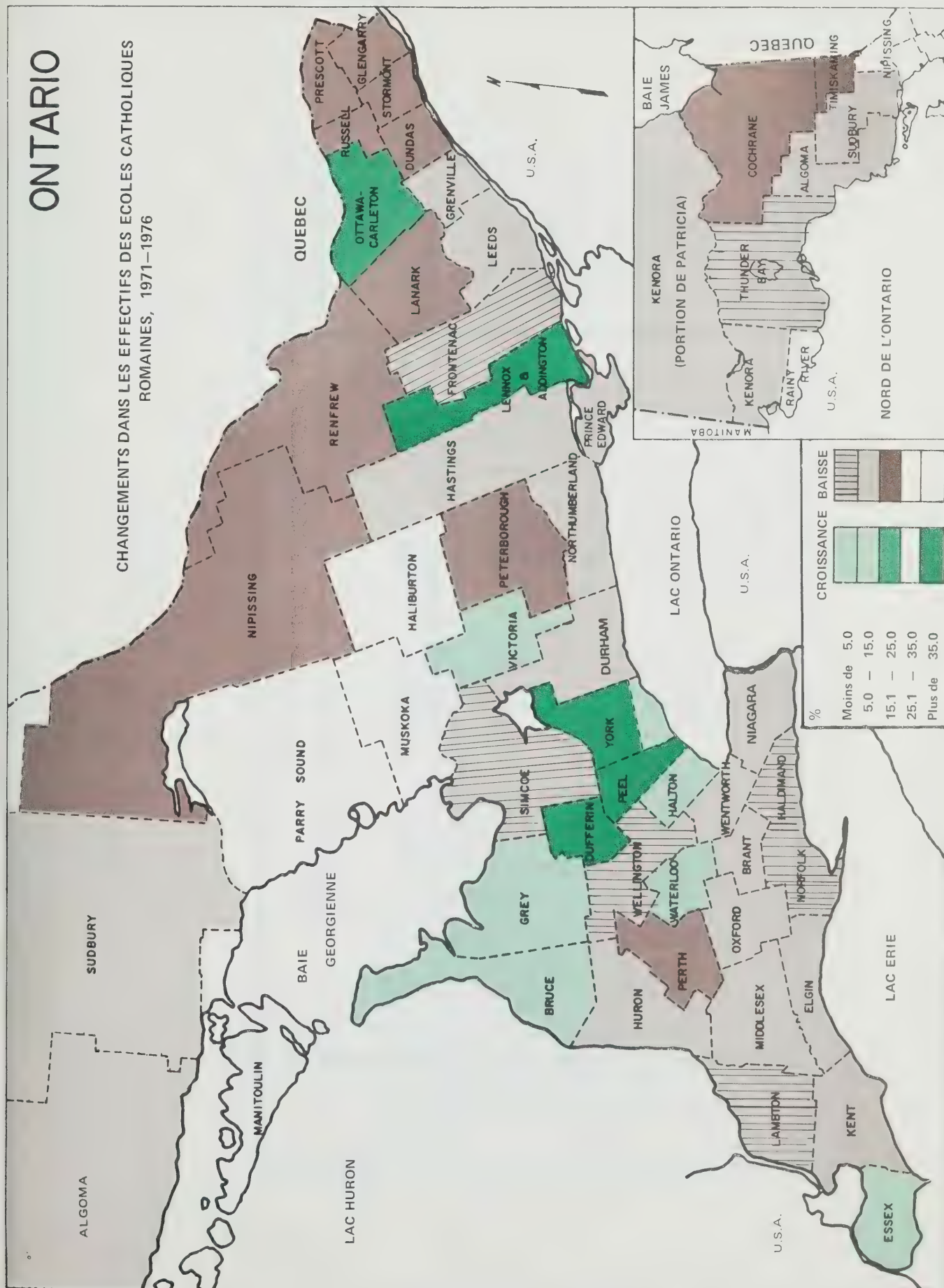
CHANGEMENTS DANS LES EFFECTIFS DES ECOLES  
PUBLIQUES ELEMENTAIRES, 1971-1976





# ONTARIO

CHANGEMENTS DANS LES EFFECTIFS DES ECOLES CATHOLIQUES  
ROMAINES, 1971-1976









Il est clair que les années 1971 à 1976 ont marqué une période difficile de contraction pour les écoles élémentaires. Les difficultés ont été masquées en partie par les changements dans les rapports des nombres d'élèves-enseignants et par l'achèvement virtuel des systèmes de jardins d'enfants senior, de jardins d'enfants junior et des programmes d'éducation dans la province. Les écoles secondaires n'étaient pas encore touchées, à part dans certaines régions, et continuèrent en fait leur expansion, étant à la crête de la vague démographique. Ceci contribua à dissimuler la baisse dans certains secteurs du système scolaire. (Notons que la baisse ne semble pas encore se manifester dans les relevés préliminaires d'effectifs de 1977.)

Bien d'autres choses étranges se sont produites sous la surface lisse de la vague démographique montante en Ontario.

Nous nous sommes urbanisés, ou tout au moins nous sommes moins des agriculteurs, comme l'indiquent les chiffres villes-campagnes au tableau 2.5 pour les années 1931 à 1971 et les barres de la figure 2.7 pour la même période. Ceci s'est accompagné d'un exode ville-banlieue entre 1971 et 1976. Les mêmes tendances se retrouvent presque partout, mais le fort courant migratoire vers l'Ontario, en grande partie vers les centres urbains et leur périphérie, a précipité la transition ici (en accélérant la disparition de terres arables de l'Ontario du sud sous le béton et l'asphalte).

Les rapports hommes-femmes, par groupes d'âge de cinq ans, changent et le rapport des sexes présenté au tableau 2.6 et représenté par des courbes multilinéaires à la figure 2.8 dit bien ce qu'il dit lorsqu'on passe de 1931 à 1976. Nous passons d'une société de pionniers dominée par les hommes au monde de demain dominé par les femmes. Les femmes ont toujours paru plus fortes et en meilleure santé; de plus, elles vivent bien plus longtemps que

TABLEAU 2.5  
REPARTITION VILLE-CAMPAGNE EN ONTARIO  
1931 A 1971

Année de recensement	Total	Villes		Campagne	
		No.	%	No.	%
1931	3,431,683	2,095,992	61.1	1,335,691	38.9
1941	3,787,655	2,591,494	68.4	1,196,161	31.6
1951	4,597,542	3,375,825	73.4	1,221,717	26.6
1956	5,404,933	4,102,919	75.9	1,302,014	24.1
1961	6,236,092	4,823,529	77.4	1,412,563	22.6
1966	6,960,870	5,593,440	80.4	1,367,430	19.6
1971	7,703,105	6,343,630	82.4	1,359,475	17.6

Source: Statistique Canada, Vol. 1, 1ère Partie, Cat. No. 92-709





FIGURE 2.7

REPARTITION VILLE-CAMPAGNE DE LA POPULATION EN ONTARIO, 1931 A 1971

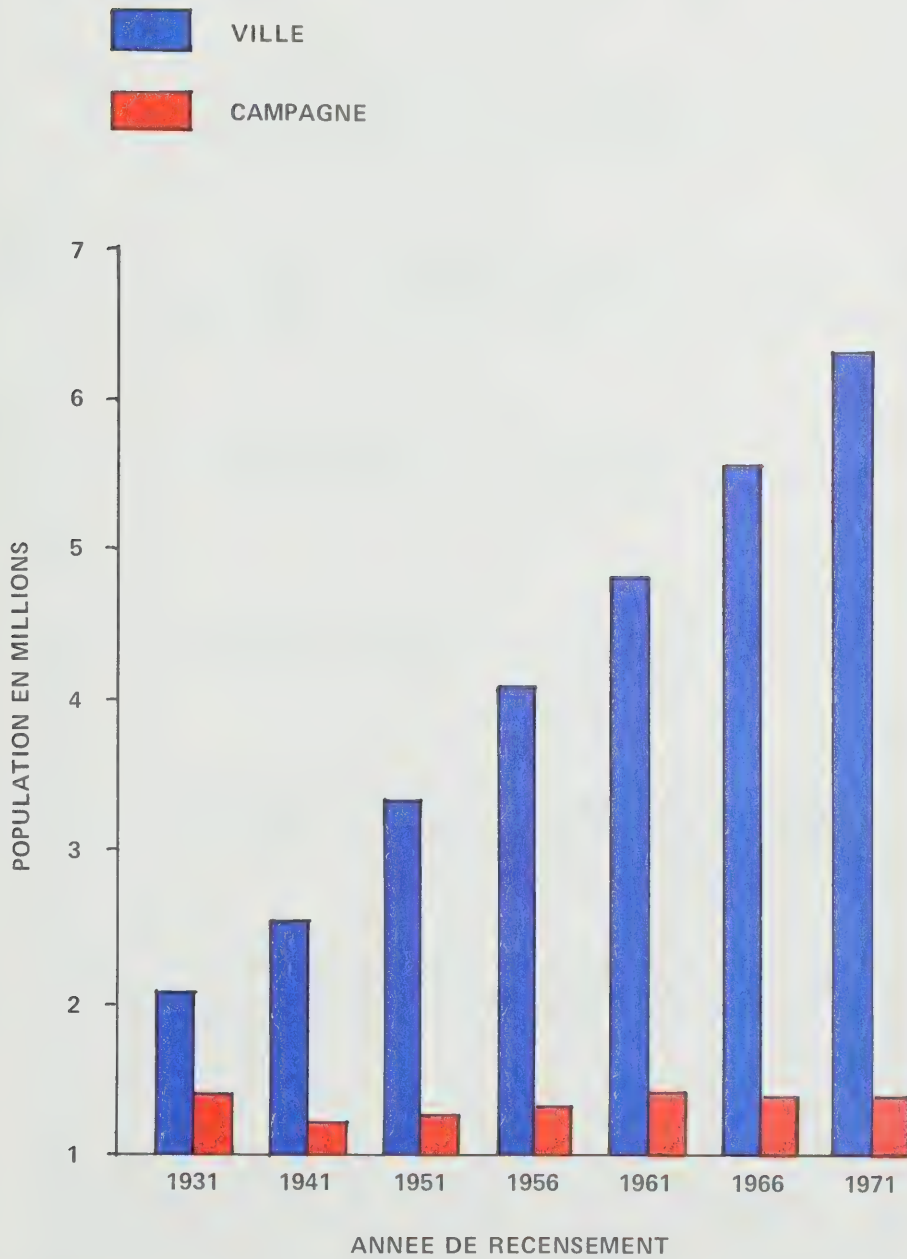
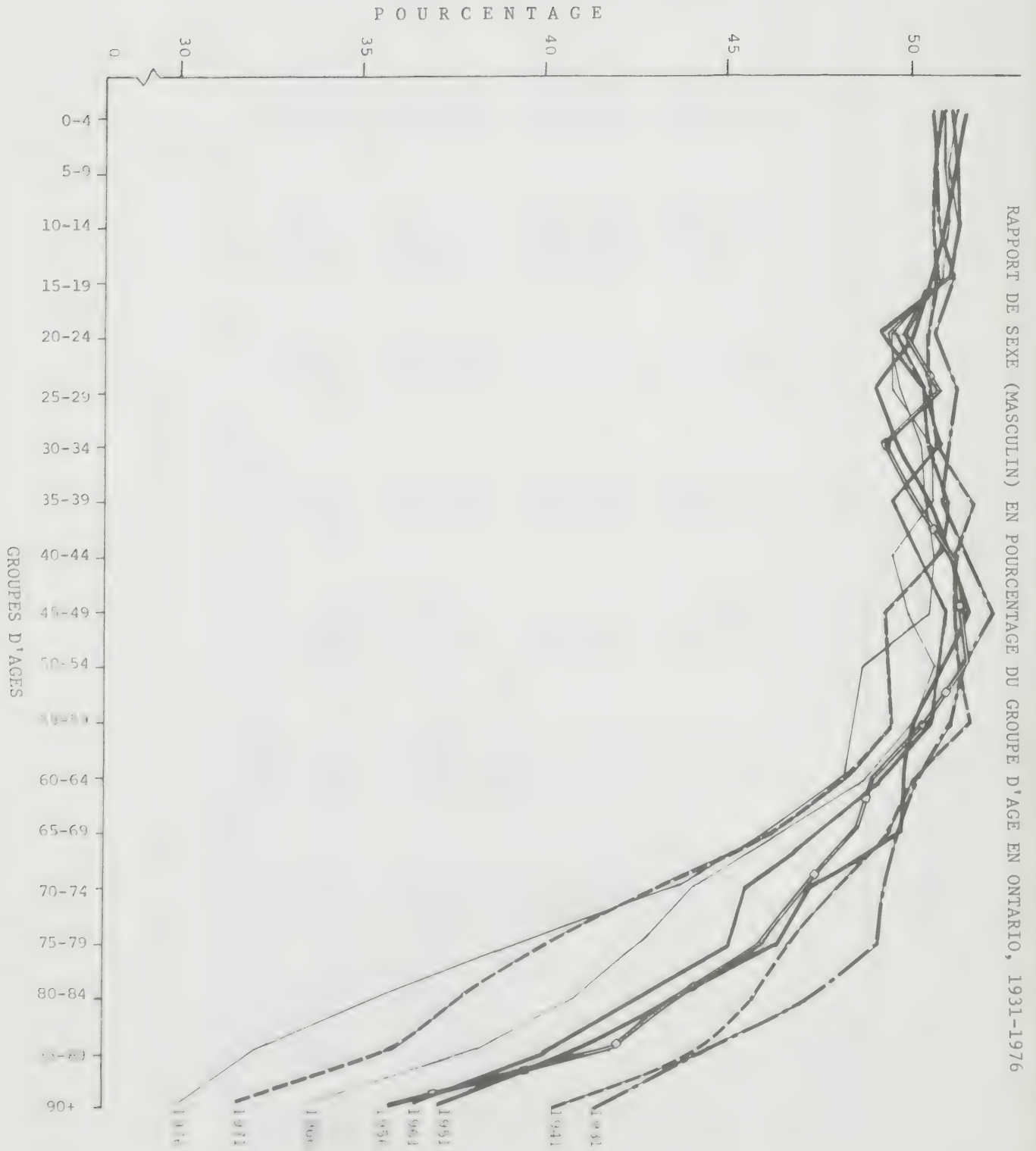




TABLEAU 2.6  
RAPPORT DE SEXE EN POURCENTAGE DU GROUPE D'AGES EN ONTARIO, 1931-1976  
MASCULIN

GROUPES D'AGES	1931	1941	1951	1956	1961	1966	1971	1976
0 - 4	50.7	50.9	51.2	51.0	51.2	51.3	51.2	51.3
5 - 9	50.7	50.7	51.2	51.0	51.2	51.1	51.2	51.2
10 - 14	50.8	50.7	50.9	51.1	51.3	51.1	51.3	51.2
15 - 19	51.2	50.8	50.7	50.7	51.1	50.9	50.8	51.1
20 - 24	50.7	50.5	50.2	49.9	49.2	49.6	49.7	49.5
25 - 29	51.3	50.6	49.1	50.8	50.5	49.6	50.5	49.8
30 - 34	51.1	50.8	49.5	49.4	50.8	50.7	50.6	50.4
35 - 39	51.0	51.8	50.7	50.1	49.6	50.7	51.1	50.5
40 - 44	51.6	51.3	51.2	51.3	50.3	49.6	51.0	50.7
45 - 49	52.4	51.3	51.7	51.6	51.0	50.0	49.5	50.6
50 - 54	51.5	51.4	50.0	51.5	50.9	50.7	49.5	48.8
55 - 59	51.3	51.7	50.2	50.5	50.7	50.2	49.6	48.5
60 - 64	50.3	50.3	50.0	49.1	49.3	49.0	48.6	48.3
65 - 69	49.8	49.6	49.9	48.6	47.7	46.7	46.6	46.2
70 - 74	49.4	48.2	47.4	47.2	45.7	44.3	43.4	43.8
75 - 79	49.3	46.9	46.6	46.2	45.2	42.9	40.4	39.7
80 - 84	47.0	45.9	43.9	43.7	42.8	41.1	38.0	35.8
85 - 89	44.2	44.5	41.1	42.0	40.3	38.4	36.2	32.5
90 +	41.7	40.6	37.3	35.9	36.7	33.7	31.7	30.2

Source: Statistique Canada, Vol. 1, 2è partie, Cat. No. 92-714





les hommes. Mais cela pourrait bien changer lorsque les femmes s'engageront de plus en plus dans le monde des affaires, de l'industrie et de la guerre.

Un fait qui intéresse et inquiète plus directement les éducateurs est la série de changements dans la pyramide des âges de notre population. Bien des gens, qui ne sont pas dans l'éducation s'y intéressent aussi si l'on doit en juger par ce que l'on entend et voit à la radio et à la télévision ces derniers temps. On semble pris d'une peur grandissante de ce que signifiera une population vieillissante, lorsque la majorité d'entre nous seront dans le deuxième ou le troisième âge avec le danger que poseront un nombre grandissant de vieillards voûtés et claquant de leurs fausses dents dans leurs chaises roulantes tout en réclamant une attention que les jeunes ne pourront ou ne voudront leur accorder.

Les bébés revenaient trop cher et demandaient trop d'attention; les vieux risquent d'être une charge aussi lourde et aussi chère. Une menace se dessinera-t-elle pour cette société riche? L'euthanasie à grande échelle, monsieur? N'avons-nous pas vu jusqu'à certaines églises protestantes flirter timidement avec ce concept pour les cas des infirmes ou des impotents très jeunes ou très vieux? N'avons-nous pas légalisé l'avortement thérapeutique au point d'en avoir un toutes les dix minutes?

Que la pyramide des âges a beaucoup changé transparaît immédiatement des chiffres des tableaux 2.7(a) à 2.7(c) correspondant aux groupes d'âges de cinq ans commençant à l'année de recensement de 1931 (avec les "légions de damnés" nés pendant la dépression) à 1976 (où l'on compte si peu d'enfants).

Les barres de la figure 2.9 représentant les répartitions d'âges superposées au cours de ces 45 ans m'amuse beaucoup et ne manquent pas d'ennuyer le

TABLEAU 2.7(a)

## POPULATION RECENSEE EN ONTARIO PAR GROUPE D'AGES, 1931-1976

POPULATION MASCULINE  
(x 1,000)

Groupes d'ages	1931		1941		1951		1956		1961		1966		1971		1976	
	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%
0-4	156.1	8.9	151.5	7.9	263.5	11.4	320.7	11.8	370.2	12.1	382.5	11.0	326.2	8.5	311.7	7.6
5-9	168.8	9.7	152.9	8.0	204.6	8.8	287.4	10.6	345.3	11.0	393.4	11.3	401.2	10.5	342.0	8.4
10-14	161.6	9.2	164.6	8.6	165.7	7.2	217.8	8.0	304.0	9.7	351.9	10.1	403.7	10.9	409.3	10.0
15-19	163.4	9.3	172.1	9.0	160.2	6.9	176.0	6.5	223.1	7.1	304.7	8.8	362.2	9.4	412.7	10.1
20-24	147.7	8.5	163.6	8.5	176.9	7.6	182.4	6.7	191.4	6.1	240.7	6.9	334.9	8.7	368.3	9.0
25-29	135.9	7.8	159.9	8.3	190.3	8.2	212.0	7.8	213.6	6.8	215.4	6.2	286.7	7.5	356.4	8.7
30-34	128.8	7.4	145.6	7.6	173.7	7.5	216.9	8.0	233.6	7.5	226.6	6.5	242.0	6.3	295.6	7.2
35-39	125.8	7.2	139.1	7.2	172.7	7.5	195.8	7.2	232.8	7.4	239.6	6.9	239.3	6.2	247.3	6.0
40-44	118.0	6.8	128.3	6.7	154.9	6.7	185.1	6.8	200.0	6.4	233.0	6.7	242.0	6.3	240.8	5.9
45-49	108.1	6.2	119.4	6.2	138.5	6.0	161.1	5.9	183.9	5.9	195.5	5.6	232.6	6.1	238.9	5.8
50-54	91.6	5.2	110.0	5.7	126.2	5.5	138.8	5.1	157.8	5.0	179.0	5.2	188.8	4.9	227.1	5.5
55-59	70.3	4.0	94.0	4.9	105.5	4.6	119.4	4.4	131.0	4.2	147.1	4.2	170.4	4.4	179.0	4.4
60-64	57.8	3.3	75.3	3.9	91.3	3.9	95.4	3.5	107.8	3.4	119.6	3.4	136.1	3.5	157.5	3.8
65-69	46.2	2.6	57.7	3.0	77.4	3.3	81.4	3.0	85.9	2.7	93.1	2.7	106.1	2.8	120.5	2.9
70-74	35.4	2.0	41.4	2.1	54.9	2.4	63.4	2.3	66.9	2.1	70.4	2.0	74.4	1.9	86.4	2.1
75-79	19.7	1.1	25.9	1.3	32.8	1.4	38.4	1.4	44.2	1.4	46.6	1.3	48.9	1.3	54.4	1.3
80-84	9.3	0.5	13.6	0.7	16.7	0.7	19.4	0.7	22.9	0.7	26.0	0.8	28.3	0.7	29.7	0.7
85-89	3.4	0.2	4.9	0.3	6.5	0.3	7.9	0.3	9.1	0.3	10.7	0.3	13.0	0.3	13.5	0.3
90+	1.0	0.1	1.3	0.1	1.9	0.1	2.3	0.1	2.9	0.1	3.3	0.1	4.4	0.1	5.8	0.1
Total	1,748.8	100.0	1,921.2	100.0	2,314.2	100.0	2,721.5	100.0	3,134.5	100.0	3,479.1	100.0	3,840.9	100.0	4,096.9	100.0

Les chiffres ont été arrondis et leur somme peut ne pas correspondre au total

Sources: 1931 à 1961, Bureau de Statistique du Dominion, 1961 Cat. de Rec. 92-541, Vol. 1-Part 2, pp. 20-5, Masc. Fem. et Total.

1966 à 1971, Statistique Canada, 1971 Cat. de Rec. 92-715, Voë. 1-Part 2, pp. 7-5 et 7-6 Masc. Fem. et Total.

TABLEAU 2.7(b)

POPULATION RECENSEE EN ONTARIO PAR GROUPE D'AGES, 1931-1976  
POPULATION FEMININE  
(x 1,000)

Groupes d'âges	1931		1941		1951		1956		1961		1966		1971		1976	
	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%
0-4	151.6	9.0	146.4	7.8	251.2	11.0	308.1	11.5	361.0	11.6	363.2	10.4	311.0	8.0	295.5	7.1
5-9	164.2	9.8	148.6	8.0	194.7	8.5	276.3	10.3	329.2	10.6	376.6	10.8	382.4	9.9	325.9	7.8
10-14	156.7	9.3	160.2	8.6	159.6	7.0	208.1	7.8	289.1	9.3	336.4	9.7	384.0	9.9	389.5	9.3
15-19	155.6	9.2	167.0	8.9	155.5	6.8	170.8	6.4	213.8	6.9	294.5	8.5	351.2	9.1	395.3	9.5
20-24	143.5	8.5	160.4	8.6	175.4	7.7	182.8	6.8	196.6	6.3	244.4	7.0	339.3	8.8	376.1	9.0
25-29	128.8	7.6	155.8	8.3	197.0	8.6	205.4	7.6	209.1	6.7	218.4	6.3	280.7	7.3	359.5	8.6
30-34	123.4	7.3	140.9	7.6	177.3	7.8	221.9	8.3	226.0	7.3	220.6	6.3	236.1	6.1	290.8	7.0
35-39	121.0	7.2	129.3	6.9	168.1	7.4	195.0	7.3	236.5	7.6	233.0	6.7	229.3	5.9	242.7	5.8
40-44	110.6	6.6	122.0	6.5	147.5	6.5	176.0	6.6	197.3	6.4	236.4	6.8	232.2	6.0	233.8	5.6
45-49	98.1	5.8	113.2	6.1	129.6	5.7	151.1	5.6	176.8	5.7	195.5	5.6	237.3	6.1	233.0	5.6
50-54	86.1	5.1	104.1	5.6	121.3	5.3	130.5	4.9	151.9	4.9	174.4	5.0	192.4	5.0	237.9	5.7
55-59	66.8	4.0	87.7	4.7	104.8	4.6	117.1	4.4	127.3	4.1	146.2	4.2	173.1	4.5	190.4	4.6
60-64	57.2	3.4	74.4	4.0	91.2	4.0	98.8	3.7	110.7	3.6	124.5	3.6	143.9	3.7	168.8	4.0
65-69	46.5	2.8	58.6	3.1	77.7	3.4	86.0	3.2	94.2	3.0	106.1	3.0	121.7	3.2	140.4	3.4
70-74	36.2	2.2	44.5	2.4	61.0	2.7	70.8	2.6	79.4	2.6	88.6	2.5	97.1	2.5	110.9	2.7
75-79	20.3	1.2	29.3	1.6	37.6	1.6	44.8	1.7	53.5	1.7	61.9	1.8	72.1	1.9	82.7	2.0
80-84	10.5	0.6	16.0	0.9	21.3	0.9	25.0	0.9	30.6	1.0	37.2	1.1	46.1	1.2	53.3	1.3
85-89	4.3	0.3	6.1	0.3	9.3	0.4	10.9	0.4	13.6	0.4	17.2	0.5	23.0	0.6	28.0	0.7
90+	1.4	0.1	1.9	0.1	3.2	0.1	4.2	0.2	5.0	0.2	6.5	0.2	9.5	0.3	13.3	0.3
Total	1,682.8	100.0	1,866.5	100.0	2,283.4	100.0	2,683.4	100.0	3,101.6	100.0	3,481.7	100.0	3,862.2	100.0	4,167.6	100.0

Les chiffres ont été arrondis et leur somme peut ne pas correspondre au total.

Sources: 1931 à 1961, Bureau de Statistique du Dominion, 1961 Cat. de Rec. 92-541, Vol. 1-Part 2, pp. 20-5 et 20-6, Masc., Fem. et Total.  
1966 à 1971, Statistique Canada, 1971 Cat. de Rec. 92-715, Vol. 1-Part 2, pp. 7-5, et 7-6, Masc., Fem. et Total.

TABLEAU 2.7(c)

POPULATION RECENSEE EN ONTARIO PAR GROUPE D'AGES, 1931-1976  
POPULATION MASculINE ET FEMININE  
(x 1,000)

Groupes d'âges	1931		1941		1951		1956		1961		1966		1971		1976	
	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%
0-4	307.7	8.9	297.9	7.8	514.7	11.2	628.8	11.6	740.2	11.8	745.7	10.7	637.3	8.3	607.2	7.3
5-9	333.0	9.7	301.5	7.9	399.3	8.7	563.7	10.4	674.5	10.8	770.1	11.1	783.5	10.2	667.8	8.1
10-14	318.3	9.2	324.8	8.5	325.3	7.1	425.9	7.9	593.0	9.5	688.3	9.9	787.7	10.2	798.8	9.7
15-19	319.0	9.3	339.1	8.9	315.7	6.9	346.8	6.4	436.9	7.0	599.2	8.6	713.4	9.3	808.0	9.8
20-24	291.3	8.4	324.0	8.6	352.4	7.7	365.2	6.8	387.0	6.2	485.1	7.0	674.1	8.7	744.4	9.0
25-29	264.8	7.7	315.7	8.3	387.2	8.4	417.4	7.7	422.7	6.8	433.9	6.2	567.3	7.4	715.8	8.7
30-34	251.2	7.4	286.5	7.6	351.0	7.6	438.7	8.1	459.8	7.4	447.2	6.4	478.2	6.2	586.5	7.1
35-39	246.7	7.2	268.4	7.1	340.8	7.4	390.8	7.2	469.3	7.5	472.6	6.9	468.5	6.1	490.0	5.9
40-44	228.6	6.7	250.3	6.6	302.3	6.6	361.1	6.7	397.3	6.4	469.4	6.7	474.1	6.1	474.6	5.7
45-49	206.2	6.0	232.6	6.1	268.1	5.8	312.2	5.8	360.7	5.8	391.0	5.6	469.8	6.1	471.9	5.7
50-54	177.7	5.2	214.1	5.7	247.5	5.4	269.3	5.0	309.8	5.0	353.4	5.1	381.1	4.9	465.0	5.6
55-59	137.1	4.0	181.7	4.8	210.3	4.6	236.5	4.4	258.3	4.1	293.3	4.2	343.6	4.5	369.4	4.5
60-64	115.0	3.4	149.6	4.0	182.5	4.0	194.1	3.6	218.5	3.5	244.1	3.5	280.0	3.6	326.3	3.9
65-69	92.7	2.7	116.3	3.1	155.1	3.4	167.4	3.1	180.1	2.9	199.2	2.9	227.8	3.0	260.9	3.2
70-74	71.6	2.1	85.9	2.3	115.9	2.5	134.2	2.5	146.3	2.3	159.0	2.3	171.5	2.2	197.3	2.4
75-79	40.0	1.2	55.2	1.5	70.4	1.5	83.2	1.5	97.7	1.6	108.5	1.6	121.0	1.6	137.0	1.7
80-84	19.8	0.6	29.6	0.8	38.0	0.8	44.4	0.8	53.5	0.9	63.2	0.9	74.4	1.0	83.0	1.0
85-89	7.7	0.2	11.0	0.3	15.8	0.3	18.8	0.4	22.6	0.4	27.9	0.4	35.9	0.5	41.5	0.5
90+	2.4	0.1	3.2	0.1	5.1	0.1	6.4	0.1	7.9	0.1	9.8	0.1	13.9	0.2	19.2	0.2
Total	3,431.7	100.0	3,787.7	100.0	4,597.6	100.0	5,404.9	100.0	6,236.1	100.0	6,961.0	100.0	7,703.1	100.0	8,264.5	100.0

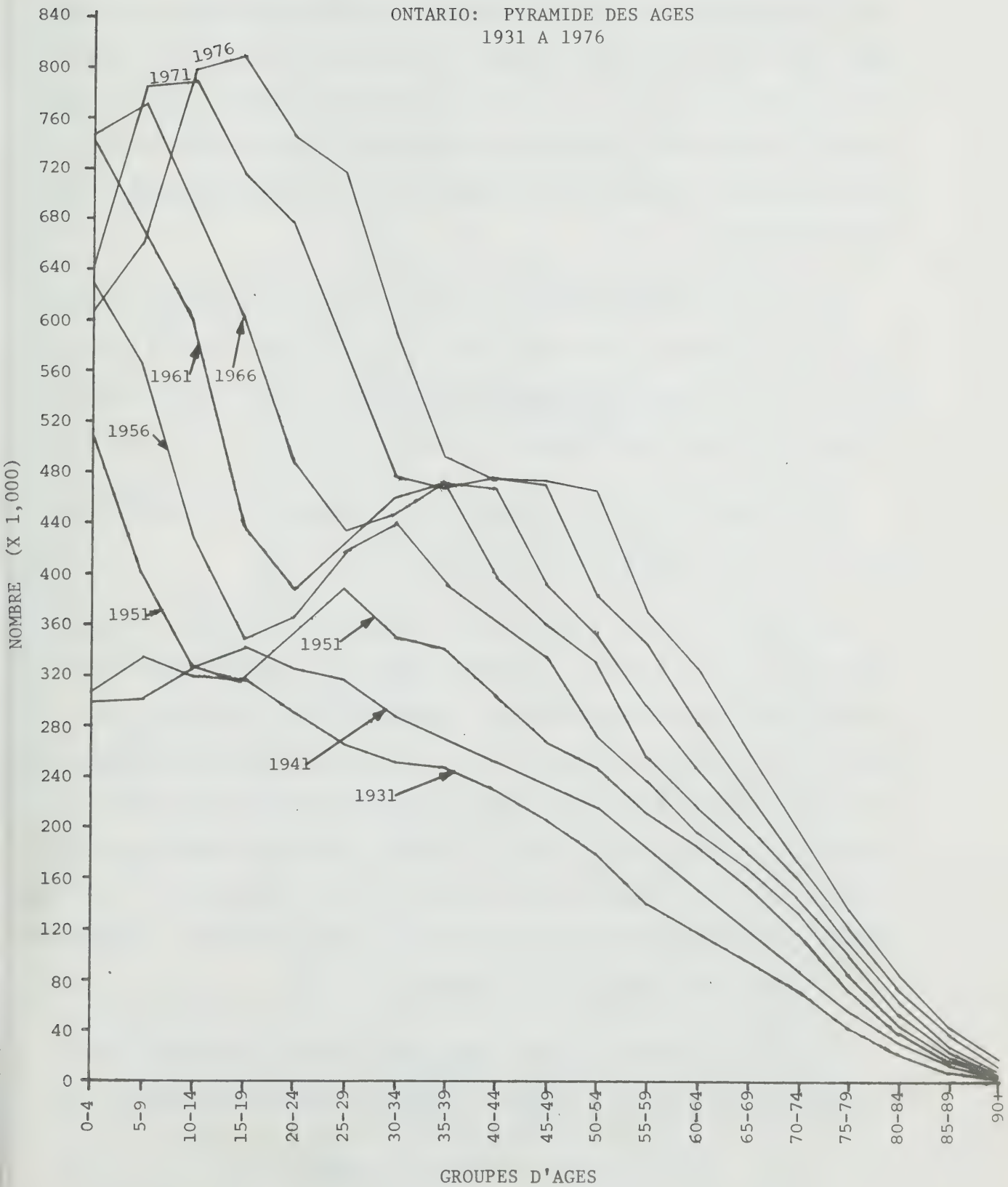
Les chiffres ont été arrondis et leur somme peut ne pas correspondre au total.

Source: 1931 à 1961, Bureau de Statistique du Dominion, 1961 Cat. de Rec. 92-541, Vol. 1-Part 2, pp. 20-5 et 20-6, Masc., Fem. et Total.  
1966 à 1971, Statistique Canada, 1971 Cat. de Rec. 92-715, Vol. 1-Part 2, pp. 7-5 et 7-6, Masc., Fem. et Total.



FIGURE 2.9

ONTARIO: PYRAMIDE DES AGES  
1931 A 1976



lecteur jusqu'à l'impatience. Comment est-il possible de faire cela à qui que ce soit et à soi-même surtout! Et pourtant, nous continuons sans retenue de prolonger le cycle de vie, d'augmenter l'espérance de vie à la naissance jusqu'à 80 ans et bientôt jusqu'à 110 ans peut-être, tandis que les savants prennent le cancer, les maladies de coeur et autres et les "terrassent" bien mieux que nos politiciens qui essaient d'en faire autant dans leur lutte contre l'inflation et le chômage dans ce que nous appelons notre économie malade.

Des tableaux plus détaillés sont donnés à l'annexe statistique, empruntés de revues de Statistique Canada pour la plupart, dont certaines sont un plaisir à lire lorsque l'on découvre, cachées dans le jargon de la fonction publique, des preuves indubitables d'un sens de l'humour pincé et plaisant.

Il y a jusqu'à notre tissu linguistique et ethnique qui a changé énormément au cours de ces années de 1931 à 1976.

Les chiffres de notre population entière par langue maternelle (sans oublier que le concept de "la langue maternelle" est aussi changeant que le caméléon) sont donnés au tableau 2.8. Remarquez ce "chassé-croisé", pour ainsi dire, vers une tour de Babel d'un grand nombre de langues accompagné d'un passage général à l'Anglais. Les "langues d'héritage" sont en danger évident de disparition (mis à part le français, lui-même en danger en dehors du Québec bien que stable en Ontario comme l'indique le tableau 2.9). Il faut supposer que le multiculturalisme dont nous nous targuons "fuira à l'horizon" avec les langues sur lesquelles il s'appuie.

Les origines ethniques de nos compatriotes changent constamment, comme le révèlent les chiffres du tableau 2.10 pour les groupes ethniques princi-

TABLEAU 2.8

POPULATION PAR LANGUE MATERNELLE EN ONTARIO, 1931-1976

A N N É E	Anglais	Français	Allemand	Indien et Eskimo	Italien	Néerlandais	Polonais	Ukrainien	Autre	Total
1931	2,796,821	236,386	82,089	-	44,715	4,598	38,388	30,175	31,528	3,264,700
1941	3,073,320	289,146	66,037	25,510	42,888	7,761	45,502	48,318	4,693	3,603,175
1951	3,755,442	341,502	72,686	24,811	52,136	26,913	58,053	73,710	192,289	4,597,542
1961	4,834,623	425,302	183,789	26,754	207,937	90,051	83,214	89,766	294,656	6,236,092
1971	5,971,570	482,040	184,880	28,590	344,285	77,475	73,985	80,230	460,050	7,703,110
1976	6,457,645	462,010	154,625	21,215	309,310	66,330	57,050	76,040	659,680	8,264,465

Source: Statistique Canada, Recensement du Canada, Vol. 1, Population

RECENSEMENT DE 1971: LANGUE PAR GROUPE ETHNIQUE  
EN ONTARIO

Catégorie de langue	ORIGINE ETHNIQUE									
	NES AU CANADA					NES A L'ETRANGER				
	Total	Britannique	1 Française	Allemande	Italienne	Total	Britannique	Française	Allemande	Italienne
Catégories										
Langue maternelle										
•Anglais	5,995,710	3,946,185	719,190	337,075	203,525	1,707,400	629,830	18,165	138,235	259,575
•Français	5,182,085	3,905,705	282,175	290,220	112,020	785,640	619,910	7,565	20,975	14,080
•Correspondant au groupe ethnique	466,605	22,210	434,260	2,205	1,500	15,740	1,390	9,110	405	925
•Autre	239,785	-	-	43,170	89,200	577,900	-	-	113,695	242,680
	107,235	18,270	2,760	1,485	800	328,115	11,520	1,490	3,165	1,890
Langue la plus souvent parlée à la maison										
•Anglais	5,468,860	3,929,055	394,290	318,060	133,095	1,089,205	625,755	11,685	81,140	49,960
•Français	342,410	11,225	324,045	1,435	1,665	10,055	520	5,825	255	525
•Correspondant au groupe ethnique	135,090	-	-	17,000	68,235	384,225	-	-	55,040	207,935
•Autre	49,345	5,910	910	615	525	223,915	3,555	655	1,805	1,150
Langue officielle										
•Anglais seulement	5,248,795	3,789,350	232,535	323,540	175,865	1,475,305	602,315	6,940	126,805	178,000
•Français seulement	88,270	1,760	83,790	415	995	4,570	80	1,205	75	1,520
•Anglais et Français	617,625	154,410	402,830	10,800	9,410	98,440	27,055	9,960	7,925	13,635
•Ni Français ni Anglais	41,020	665	40	2,325	17,255	129,070	375	60	3,440	66,425

1 Inclut l'Anglais, l'Irlandais, l'Ecosais et le Gallois.



TABLEAU 2.10

POPULATION PAR GROUPE D'ÂGES, ONTARIO,  
ANNÉES DE RECENSEMENT 1951-1971

Groupe ethnique	1931	1941	1951	1961	1971 <sup>1</sup>
Ontario	3,431,683	3,787,655	4,597,542	6,236,092	7,703,105
Iles Britanniques	2,539,771		3,081,867	3,711,536	4,576,010
Anglais	1,319,612	1,456,968	1,662,966	1,939,867	-
Irlandais	647,831	665,339	723,888	873,647	-
Ecossais	549,648	578,127	658,594	835,590	-
Autres	22,680	29,396	36,471	62,432	-
Autres Européens	837,469		1,363,063	2,298,031	2,858,060
Français	299,732	373,990	477,677	647,941	737,360
Autrichiens, nsa <sup>2</sup>	9,607	8,352	8,126	34,488	15,765
Belges	7,310	8,575	11,592	22,142	19,955
Tchèques, Slovaques	8,871	16,810	29,025	33,332	40,770
Finlandais	27,137	26,827	29,327	39,096	38,515
Allemands	174,006	167,102	222,028	400,717	475,320
Grecs	n.a.	n.a.	7,248	29,062	67,025
Hongrois	13,786	22,039	28,182	59,427	65,695
Italiens	50,536	60,085	87,622	273,864	463,095
Juifs	62,383	69,875	74,920	65,280	135,195
Lithuaniens	n.a.	n.a.	8,871	16,200	15,365
Néerlandais	60,241	73,001	98,373	191,017	206,940
Polonais	42,384	54,893	89,825	149,524	144,115
Roumains	8,267	7,826	8,008	15,787	9,255
Russes	10,050	11,218	16,885	28,327	12,580
Scandinaves	20,760	27,225	37,430	63,653	60,225
Danois )			7,943	22,586	19,075
Icelandais )			1,371	2,313	2,680
Norvégiens )	n.a.	n.a.	10,938	15,144	20,590
Suédois )			17,178	23,610	17,880
Ukrainiens	24,426	48,158	93,596	127,911	159,880
Yougoslaves	n.a.	n.a.	13,753	43,564	70,060
Autres	17,973	24,655	20,576	55,889	120,945
Asiatiques	12,297		22,138	39,277	96,385
Chinois	7,139	6,143	6,997	15,155	39,325
Japonais	n.a.	n.a.	8,581	11,870	15,600
Autres	5,158	5,877	6,560	12,252	41,460
Autres			130,422	187,248	172,660
Indiens, Eskimos	30,368	30,339	37,388	48,074	63,175
Noirs	n.a.	n.a.	6,926	11,062	18,200
Autres et inconnus	11,778	14,835	86,108	128,112	91,285

<sup>1</sup> Les sommes peuvent ne pas correspondre, les chiffres ayant été arrondis.

<sup>2</sup> nsa = non spécifié autrement

paux correspondant aux années de recensement de 1931 à 1971. Le sens de l'expression "groupe ethnique" telle qu'elle est utilisée dans le recensement a changé. Du temps rude et grossier de ma jeunesse, on parlait sans révérence (sans plus de clarté dans la définition) d'"origine raciale", expression bannie à jamais de notre langue et sans doute avec raison puisque nous étions aussi intolérants à l'époque qu'aujourd'hui (surtout quand il s'agissait de couleur de peau différente et de nos Indiens et Inuit). Mais nous traiterons de ce thème ultérieurement lorsque nous aborderons les migrations en plus de détails.

#### La saga de notre groupe de jeunes en Ontario (0-25 ans)

Les changements qui sont du plus grand intérêt, pour moi-même et pour tous les autres éducateurs, sont ceux qui ont caractérisé récemment le groupe des plus jeunes de 25 ans et moins. J'ai inclus les âges de 19 à 25 ans dans cette section pour tenir compte de l'âge transitoire entre les études et le travail sans empiéter sur l'autonomie jalousement défendue des collèges et universités.

Ces dernières (entendons leurs corps enseignants, leurs étudiants et même leurs administrateurs) seront touchées par ces développements "de vaches grasses suivies de vaches maigres" comme l'illustrent mes tables et figures, mais il me faut m'abstenir de commentaires sauf dans le cas où les effets concernent directement ou indirectement les niveaux seniors de nos écoles secondaires et nos instituts de formation d'enseignants (qui, je l'apprends avec étonnement, devront être appelés désormais instituts d'études dans le domaine de la formation d'enseignants).

Dans cette section, je ne reviendrai pas souvent aux années antérieures à 1961; c'est à partir de 1967 que la baisse des effectifs a commencé de

toucher nos systèmes scolaires. Je m'avancerai avec des valeurs projetées pour les recensements de 1981 et 1986, pour donner plus de poids et de sens à mes affirmations.

Je me dépêche d'ajouter que les projections pour 1981 et 1986 utilisées ici sont les miennes, taxées pertinemment d'approximations, mais d'une exactitude suffisante pour les besoins de la cause. D'ailleurs, je n'avais d'autre recours que d'aller de l'avant avec les moyens du bord: les autres statistiques n'arrivaient pas à temps pour la date limite du 28 février. Cependant, les données que nous avons obtenues, et en particulier certaines projections de Statistique Canada et TEIGA (Trésor, Economie et Affaires Intergouvernementales), seront publiées dans l'annexe statistique si bien que le lecteur pourra lui-même faire les changements nécessaires comme je le ferai moi-même si les nouvelles données le justifient. De plus, la situation est présentée ici comme un tout, bien que je sois au courant des grandes différences intraprovinciales, qui prévalent (en taux de fécondité aussi bien qu'en répartition des âges).

Pour commencer et comme concession majeure et exception à la règle, je donne les répartitions en chiffres au tableau 2.11 et en barres à la figure 2.10 par année pour les âges de 1 à 25 ans pour les recensements de 1941 à 1976. Il faut admettre que la figure ne paraît pas très claire (parce que notre esprit n'était pas très clair, peut-être, lorsque ces enfants sont nés). La courbe de 1941 est loin d'être réjouissante, n'est-ce pas? Ces années-là n'étaient sûrement pas les plus salubres pour notre pays. (Le moins de 40 ans en aura seulement entendu parler, bien sûr.)

Quant à la répartition des âges de 1976 qui recoupe certaines autres (voir celle de 1961 en particulier), elle va d'un maximum de 170,160 jeunes

TABEAU 2.11

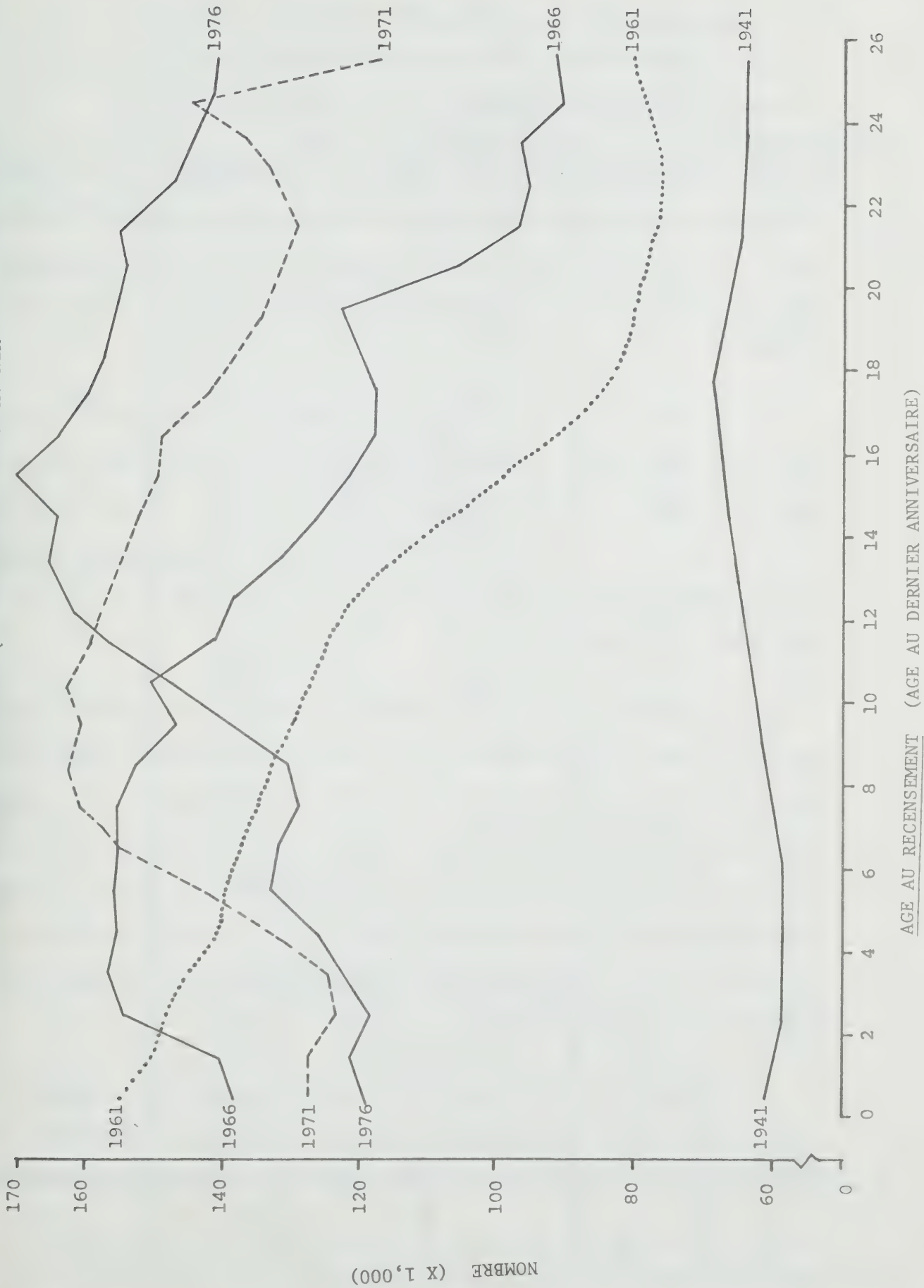
ONTARIO: REPARTITION PAR ANNEE D'AGE  
1931-1976

Age	1931	1941	1951	1961	1966	1971	1976
Moins d'1 an	55,742	61,207	106,337	155,471	138,434	127,500	118,890
1	59,447	60,166	102,917	150,346	140,867	127,708	121,155
2	62,305	59,197	101,643	148,577	154,509	123,535	118,605
3	64,398	58,797	103,877	145,092	156,741	124,735	122,145
4	65,819	58,737	99,948	140,707	155,193	133,785	126,400
5	66,651	58,974	84,097	139,816	159,920	143,635	134,835
6	66,989	59,457	81,665	137,439	154,662	155,595	134,020
7	66,917	60,145	79,527	135,030	155,410	160,440	129,070
8	66,526	60,990	79,721	132,495	152,633	162,990	130,480
9	65,905	61,949	74,282	129,739	147,436	160,860	139,410
10	64,983	62,986	69,183	127,052	150,417	163,155	147,650
11	63,686	64,068	66,396	124,722	141,408	159,450	157,565
12	62,902	65,085	64,282	120,739	138,650	157,295	163,115
13	63,034	65,965	63,013	114,241	131,824	155,245	166,030
14	63,695	66,700	62,426	106,283	125,971	152,575	164,190
15	64,381	67,416	62,116	98,751	121,568	149,690	170,160
16	64,570	68,157	62,074	91,231	117,601	149,140	163,995
17	64,494	68,422	62,575	85,236	117,676	142,436	159,980
18	63,602	67,998	63,686	81,706	119,690	138,110	157,665
19	62,179	67,123	65,234	79,959	122,662	133,995	156,190
20	60,831	66,209	66,869	78,249	105,995	131,855	154,285
21	59,462	65,119	68,528	76,764	96,572	129,330	155,105
22	58,136	64,333	70,351	76,302	95,499	132,045	148,055
23	56,955	64,115	72,329	77,033	96,477	136,425	144,915
24	55,884	64,213	74,283	78,618	90,510	144,475	142,010
25	54,777	64,169	76,201	80,504	91,377	116,730	140,865

Source: Statistique Canada, Recensement du Canada - Révision générale.



ONTARIO: REPARTITION DES AGES (1941, 1961, 1966, 1971, 1976)  
LES ENORMES VARIATIONS QUI DETERMINENT NOTRE AVENIR



de 15 ans à un minimum de 118,605 enfants de 2 ans. C'est ce qui découle de la baisse extraordinaire dans les naissances entre 1960 et 1976 (et qui se retrouvera dans des groupes d'âges plus avancés à l'avenir).

Les chiffres du tableau 2.12 sont encore plus importants pour nos systèmes scolaires et notre avenir. Ceux-ci concernent les personnes de 1 à 25 ans et sont tirés des résultats des recensements de 1971 et 1976 ainsi que de mes estimations de la population (approximatives, souvenez-vous) pour 1981 et 1986.

La dernière colonne de ce tableau, indiquant les diminutions et les augmentations entre 1976 et 1986 par année d'âge et par groupe d'âges de cinq ans, peut sembler tellement extraordinaire que le lecteur risque d'être étourdi par la surprise. Veuillez aussi remarquer que le changement réel au cours de cinq années seulement entre 1971 et 1976 dans le groupe de 5-9 ans est du même ordre de grandeur.

Par conséquent, il semble raisonnable de dire que les changements indiqués qui doivent intervenir entre 1976 et 1986, et les valeurs intermédiaires, qui peuvent être calculées entre 1976 et 1981 et entre 1981 et 1986, seront très près de la réalité, en supposant que les tendances dans les taux de migrations et de fécondité ne changent pas soudainement dans les huit ou neuf prochaines années. De toute manière, seuls les chiffres pour les moins de 5 ans en 1981 et les moins de 10 ans en 1986 sont susceptibles au hasard supplémentaire des naissances estimées.

Pour illustrer l'effet des diminutions de naissances qui avancent comme un glacier à travers les âges, cinq graphiques spéciaux ont été préparés (figures 2.11 à 2.15). Les premiers illustrent "la vague des diminutions" entre

TABLEAU 2.12

## ONTARIO: REPARTITIONS D'AGES OBSERVEES ET CALCULEES

ANNEES DE RECENSEMENT 1971, 1976, 1981 ET 1986

(SUPPOSE UNE BAISSSE DU TAUX DE FECONDITE A 1.5 ENFANT  
PAR FAMILLE EN 1983, RESTE CONSTANT APRES)

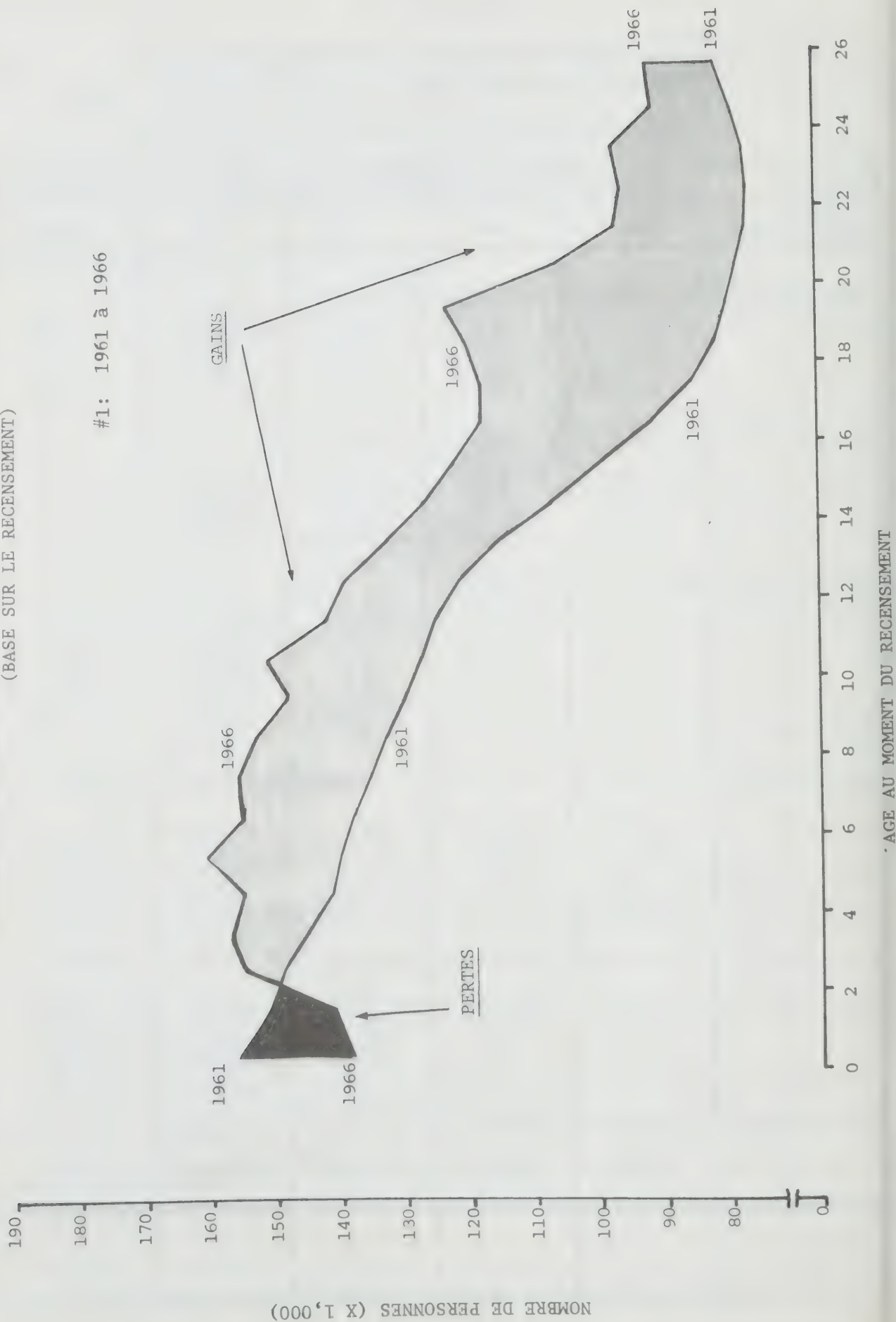
AGE AU DERNIER ANNIVERSAIRE	NOMBRE DE PERSONNES PAR AGE				CHANGEMENT
	RECENSEMENT 1971 <sup>1</sup>	RECENSEMENT 1976 <sup>1</sup>	RECENSEMENT 1981 <sup>2</sup>	RECENSEMENT 1986 <sup>2</sup>	(1986-1976) DECENNIE <sup>2</sup>
Moins d'1 an	127,500	118,890	117,400	119,600	710
1	127,705	121,155	117,700	121,300	145
2	123,535	118,605	116,500	120,300	1,695
3	124,735	122,145	120,400	124,200	2,055
4	133,785	126,400	123,500	126,200	-200
TOTAL	637,260	607,195	595,500	611,600	4,405
5	143,635	134,835	129,000	127,400	-7,435
6	155,595	134,020	125,100	121,400	-12,620
7	160,440	129,070	123,000	120,800	-8,270
8	162,990	130,480	127,900	126,000	-4,480
9	160,860	139,410	136,700	133,600	-5,810
TOTAL	783,520	667,815	641,700	629,200	-38,615
10	163,155	147,650	145,900	139,600	-8,050
11	159,450	157,565	149,900	139,900	-17,665
12	157,295	163,115	139,300	132,700	-30,415
13	155,245	166,030	135,200	132,600	-33,430
14	152,575	164,190	134,100	131,600	-32,590
TOTAL	787,720	798,550	704,400	676,400	-122,150
15	149,690	170,160	142,400	140,700	-29,460
16	149,140	163,995	145,900	138,800	-25,195
17	142,435	159,980	155,500	132,700	-27,280
18	138,110	157,665	160,200	130,400	-27,265
19	133,995	156,190	161,500	132,000	-24,190
TOTAL	713,370	807,990	765,500	674,600	-133,390
20	131,855	154,285	169,500	141,800	-12,485
21	129,330	155,105	176,900	157,300	2,195
22	132,045	148,055	170,800	166,000	17,945
23	136,425	144,915	170,500	173,200	28,285
24	144,475	142,010	173,000	178,800	36,790
TOTAL	674,130	744,370	860,700	817,100	72,730
25	116,730	140,865	176,100	193,500	52,635
TOTAL 0-25 ans	3,712,730	3,766,785	3,743,900	3,602,400	-164,385

<sup>1</sup> Réels<sup>2</sup> Calculés sur la base de taux de mortalité et de migration en 1976.

FIGURE 2.11

ONTARIO: LA VAGUE MONTANTE DES PERTES (NOIR) ET DES GAINS (GRIS)  
(BASE SUR LE RECENSEMENT)

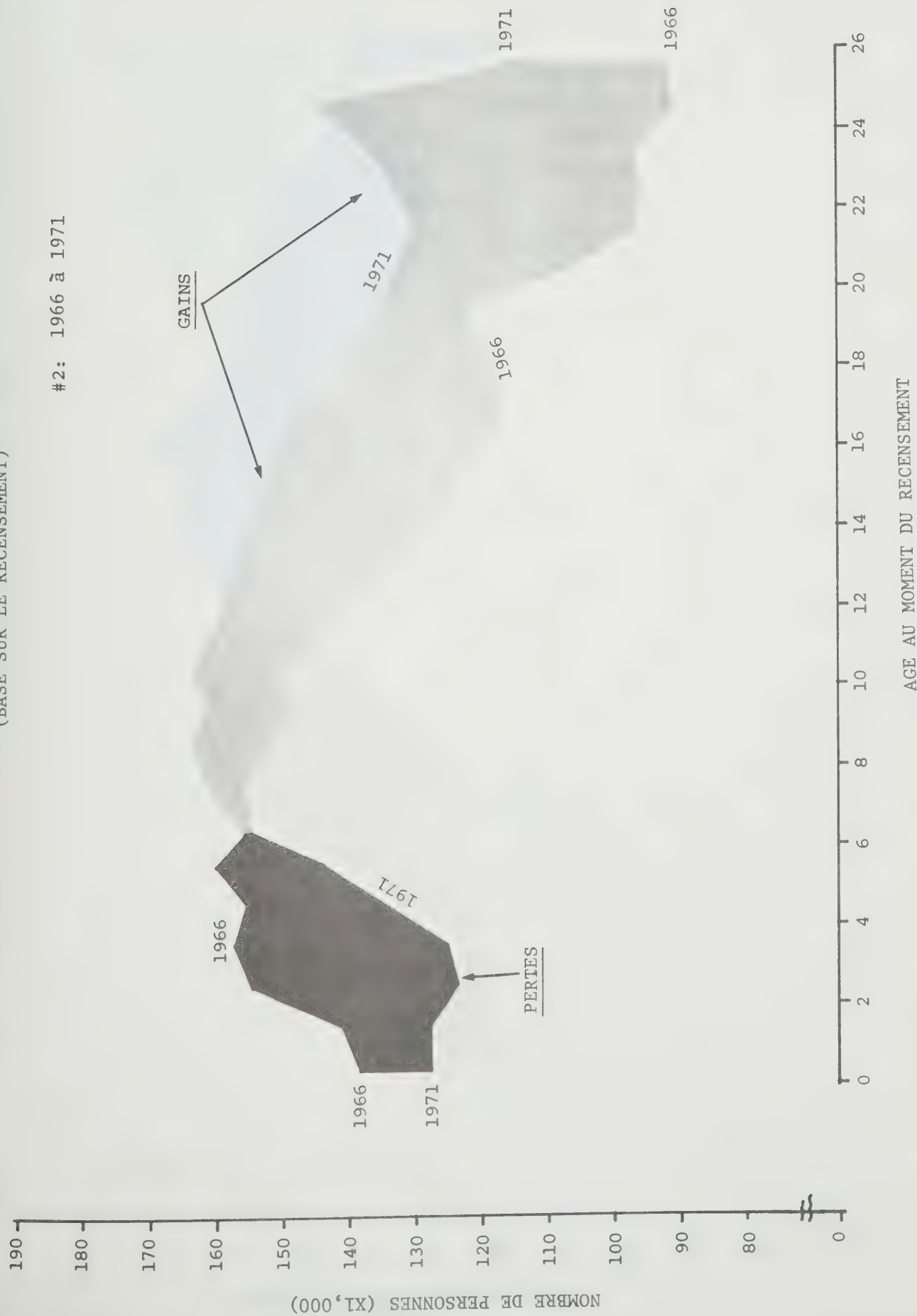
#1: 1961 à 1966





ONTARIO: LA VAGUE MONTANTE DES PERTES (NOIR) ET DES GAINS (GRIS)  
(BASE SUR LE RECENSEMENT)

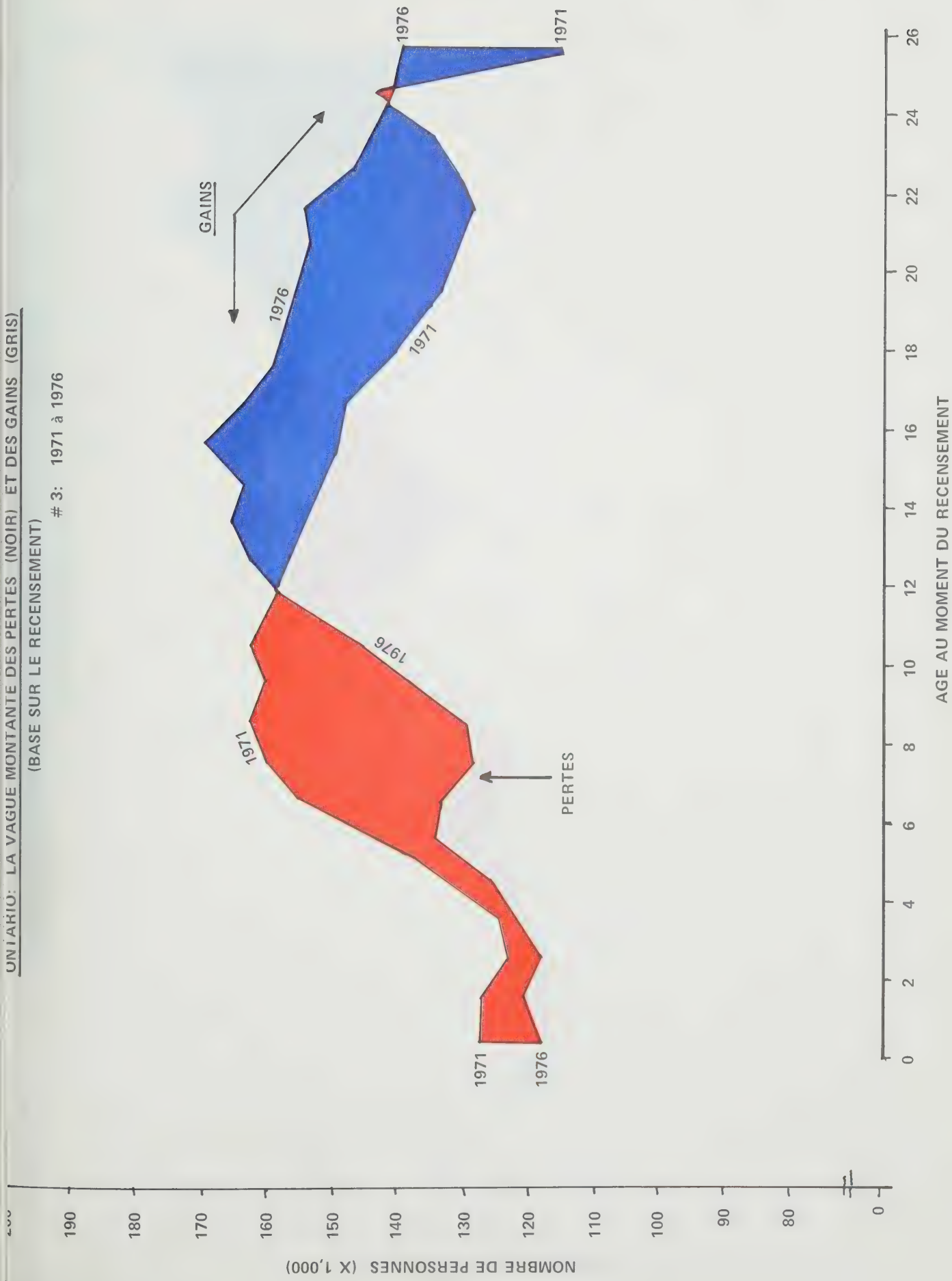
#2: 1966 à 1971





(BASE SUR LE RECENSEMENT)

# 3: 1971 à 1976



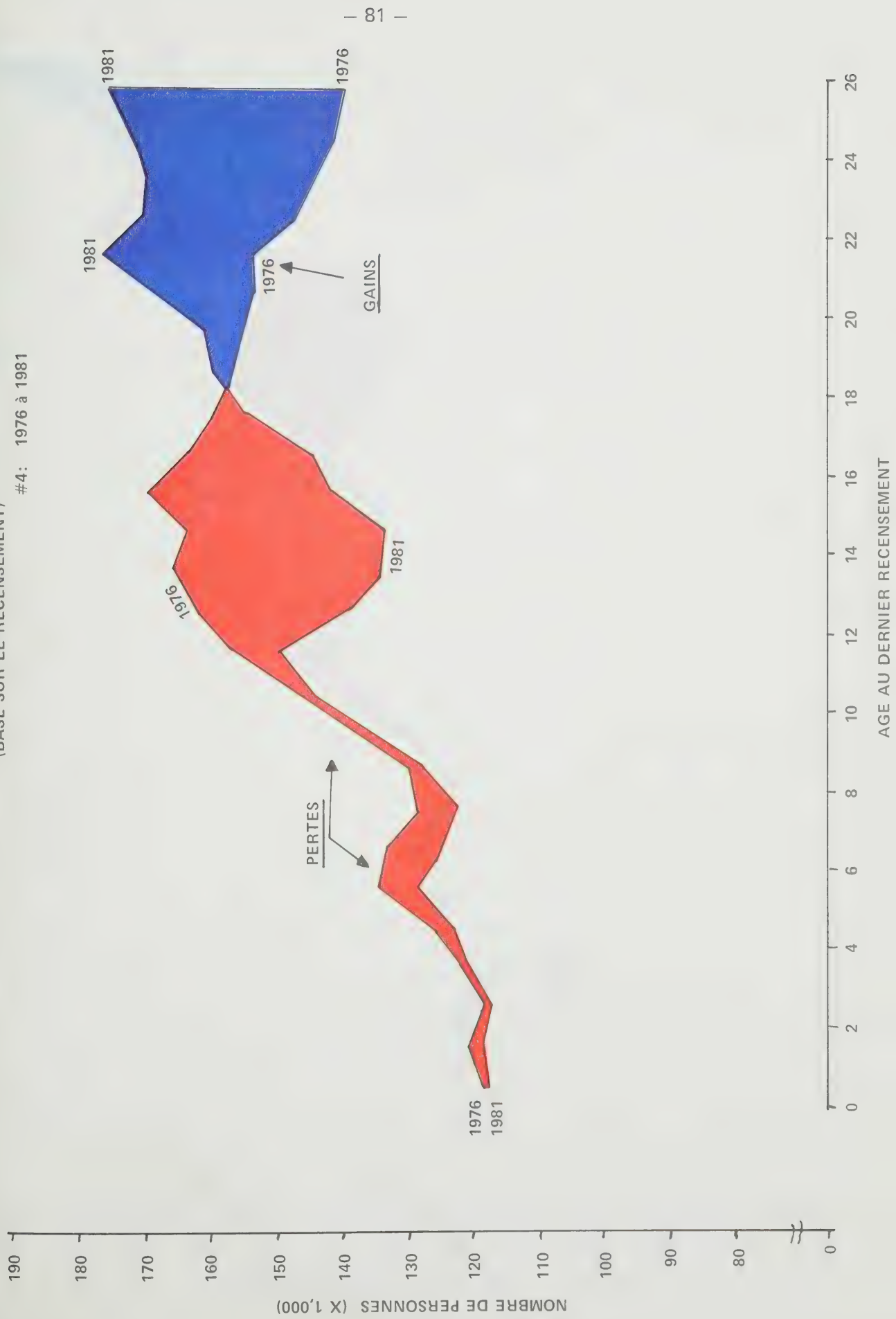




ONTARIO: LA VAGUE MONTANTE DES PERTES (NOIR) ET DES GAINS (GRIS)

(BASE SUR LE RECENSEMENT)

#4: 1976 à 1981

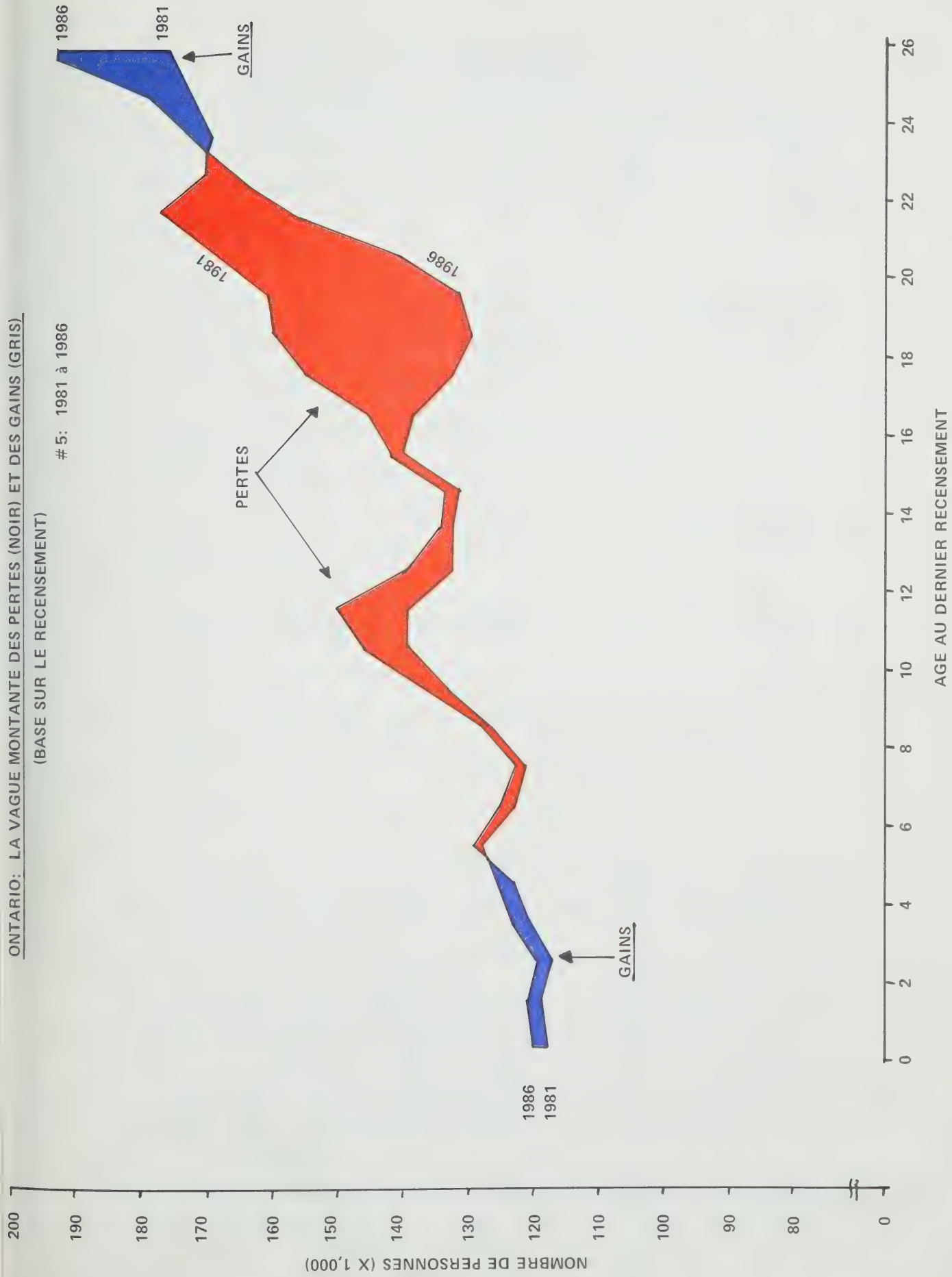




ONTARIO: LA VAGUE MONTANTE DES PERTES (NOIR) ET DES GAINS (GRIS)

(BASE SUR LE RECENSEMENT)

# 5: 1981 à 1986







1961 et 1966 lorsque ce phénomène commença à se manifester. Puis, de graphique en graphique, nous allons à travers les années, les âges (et les grades) par saut de cinq années à la fois de 1966 à 1971, de 1971 à 1976, de 1976 à 1981 et finalement (avec la jeune main d'oeuvre esquissant son entrée) de 1981 à 1986.

Les institutions post-secondaires devraient porter plus qu'un intérêt de forme aux changements intervenant entre 1981 et 1986 et ceux pressentis pour 1986 à 1991, mais comme je le mentionnais plus haut, tout commentaire de ma part sur le phénomène serait jugé obiter dicta et taxé (avec indignation) d'ultra vires à mon mandat. Je ferai tout de même remarquer qu'en 1983 la pénurie de jeunes travailleurs commencera à se faire sentir et elle sera très grave en 1986.

Pour ce qui concerne les écoles, le lecteur peut substituer "les grades" aux "âges" dans les graphiques et avoir une bonne idée de l'érosion dans l'effectif des écoles primaires et les conséquences de grande portée qu'auront ces "pertes" sur les effectifs des écoles secondaires dans la décennie de 1976 à 1986.

Nous introduisons ici une question secondaire mais qui concerne des chiffres dont nous nous servirons ultérieurement, nous ajoutons au tableau 2.13 la table démographique canadienne des survivants de 1970-1972, par année d'âge, de 100,000 bébés nés vivants. Cela nous fournit une base de référence pour comparer les chiffres du recensement. Les différences éventuelles seraient le résultat d'une migration nette ou de changements soudains dans les taux de mortalité, cette dernière éventualité étant bien improbable.

Il est intéressant d'observer qu'après l'âge de deux ans, les taux de

TABLEAU 2.13

TABLE DEMOGRAPHIQUE: SEXE MASCULIN, FEMININ ET TOTAL

NOMBRE DE SURVIVANTS D'AGE X*							
ÂGE	MASCULIN	FEMININ	TOTAL	ÂGE	MASCULIN	FEMININ	TOTAL
0	100000	100000	100000	65	70332	83500	76916
1	98214	98641	98428	66	68158	82296	75227
2	98106	98540	98323	67	65872	80992	73432
3	98041	98466	98254	68	63470	79577	71524
4	97979	98419	98199	69	60958	78044	69501
5	97916	98377	98147	70	58342	76392	67367
6	97860	98340	98100	71	55630	74614	65122
7	97815	98308	98062	72	52831	72697	62764
8	97778	98280	98029	73	49952	70628	60290
9	97745	98256	98001	74	47011	68402	57707
10	97714	98233	97974	75	44027	66022	55025
11	97681	98210	97946	76	41014	63483	52249
12	97646	98187	97917	77	37986	60781	49384
13	97606	98161	97884	78	34951	57910	46431
14	97554	98131	97843	79	31929	54873	43401
15	97483	98097	97790	80	28944	51687	40316
16	97392	98057	97725	81	26018	48368	37193
17	97282	98013	97648	82	23171	44932	34052
18	97158	97965	97562	83	20422	41399	30911
19	97024	97917	97471	84	17796	37800	27798
20	96883	97869	97376	85	15317	34178	24748
21	96738	97823	97281	86	13009	30574	21792
22	96590	97778	97184	87	10886	27029	18958
23	96442	97733	97088	88	8963	23586	16275
24	96297	97688	96993	89	7248	20290	13769
25	96159	97640	96900	90	5750	17188	11469
26	96029	97591	96810	91	4466	14319	9393
27	95905	97540	96723	92	3290	11712	7551
28	95786	97485	96636	93	2508	9389	5949
29	95667	97426	96547	94	1805	7364	4585
30	95548	97363	96456	95	1260	5641	3451
31	95427	97295	96361	96	851	4211	2531
32	95303	97221	96262	97	554	3056	1805
33	95172	97141	96157	98	346	2151	1249
34	95034	97055	96045	99	207	1464	836
35	94887	96961	95924	100	118	960	539
36	94728	96859	95794	101	64	605	335
37	94556	96748	95652	102	32	365	199
38	94367	96627	95497	103	15	209	112
39	94158	96494	95326	104	7	114	61
40	93927	96348	95138	105	3	58	31
41	93671	96187	94929	106		28	
42	93387	96012	94700	107		12	
43	93073	95819	94446	108		5	
44	92728	95611	94170	109		2	
45	92352	95385	93869	110		1	
46	91940	95141	93541				
47	91489	94876	93183				
48	90990	94587	92789				
49	90435	94271	92353				
50	89820	93925	91873				
51	89139	93546	91343				
52	88387	93133	90760				
53	87562	92682	90122				
54	86663	92191	89427				
55	85688	91659	88674				
56	84635	91084	87860				
57	83495	90462	86979				
58	82257	89792	86025				
59	80911	89071	84991				
60	79449	88302	83876				
61	77867	87480	82674				
62	76164	86597	81381				
63	74338	85645	79992				
64	72392	84614	78503				

\*Nombre de survivants d'une cohorte de 100,000 personnes, c'est-à-dire le nombre de personnes en vie au début de chaque âge x.

Source: Statistique Canada - Tables Canada et Provinces, 1970-72 (Catalogue 84-532)

mortalité sont très bas pendant toutes les années de l'enfance et qu'ils sont souvent omis dans les calculs d'autres mesures et valeurs démographiques.

Pour la population totale, les composantes de la croissance sont au nombre de quatre: la croissance démographique se fait par (a) les naissances vivantes et (b) les migrations interprovinciales et internationales diminuées par (c) l'émigration vers d'autres provinces et pays et (d) par les décès.\*

L'interprétation commune du concept "croissance démographique zéro" reste encore assez floue. Certains la définissent comme étant l'excédent des naissances par rapport aux décès; c'est donc là une situation influencée par les changements dans les taux de natalité et de mortalité. D'autres partent du principe de "remplacement des générations" qui implique un nombre de naissances suffisant pour remplacer la génération des parents (les parents et les parents en puissance dans un groupe d'âge). Démographiquement parlant, les filles sont plus importantes que les fils, puisque ce sont elles qui portent les enfants. Parce que moins de filles que de garçons naissent, un taux de natalité de 2.1 est requis pour assurer une croissance démographique zéro. En fait, ce sont les naissances et non l'immigration, qui ont joué le rôle le plus important pour notre croissance, jusqu'ici du moins, et ce sont les décès et non l'émigration, qui ont été le facteur de perte le plus important la plupart du temps.

De notre point de vue d'éducateurs, il est important de faire une distinction entre les migrations interprovinciales et internationales puisque dans le cas de la première -- et pas forcément dans le cas de la dernière -- nous avons

---

\*

Les lecteurs qui aimeraient voir une représentation graphique de ces quatre facteurs devraient se référer à la page 26 d'un de mes articles pour l'Association canadienne de l'Education, intitulé "Conséquences pour l'éducation des tendances récentes dans les naissances vivantes et les migrations internationales et interprovinciales d'enfants".

normalement la même langue et la même culture. Nous devons surtout penser à ceux d'âge scolaire pour les deux types de migrations et pour la migration tout court d'une province quelconque.

Les données des tableaux 2.14(a) et 2.14(b) indiquent par province, le transfert interprovincial net d'enfants de moins de 16 ans et des jeunes de 16 ou 17 ans qui n'ont pas de revenus imposables mais pour qui des allocations familiales sont payées. Pour mettre les chiffres à jour, les transferts nets par province de juillet à décembre 1977 sont aussi inclus. Ces données ont été transmises par Statistique Canada mais proviennent de la division des allocations familiales du département de la Santé et du Bien-être. Les données sur les migrations internationales proviennent du département de la Main d'oeuvre et de l'Immigration, par l'intermédiaire encore une fois de Statistique Canada.

Remarquez que l'Ontario a traditionnellement beaucoup gagné des autres provinces; notez le gain de 18,335 enfants en 1969-1970 suivi d'un gain de 15,323 l'année suivante. (Les totaux sont enregistrés de juillet à juin après 1958-1959 et de juin à mai avant cela.) L'année 1972-1973 marqua une transition des gains en pertes avec un gain net de 167 enfants seulement. Une perte nette de 10,012 enfants fut observée en 1974-1975; les pertes se transformèrent en légers gains au cours des premiers mois en 1977 et il ne fait pas de doute que les mouvements migratoires traditionnels reprendront si les conditions économiques en Ontario s'améliorent (c'est-à-dire si plus d'emplois y sont créés).

Les migrations internationales nettes d'enfants de moins de 18 ans par province et par année de 1968-1969 jusqu'à présent sont indiquées au tableau 2.15. L'Ontario gagne de beaucoup. Bien plus de 50% des enfants immigrants



TABLEAU 2.14(a)

## MIGRATION INTERPROVINCIALE NETTE D'ENFANTS DE 15 ANS ET MOINS

1950-51 A 1975-76<sup>1</sup>

ANNEE	T.N.	I.P.E.	N.E.	N.B.	QUE.	ONT.	MAN.	SASK.	ALTA.	B.C.	YUKON ET T.N.O.
1950-51	- 743	+ 242	- 1,569	- 2,703	- 626	+ 7,970	- 1,327	- 3,271	+ 1,272	+ 1,162	-
1951-52	- 490	- 400	- 1,382	- 1,730	- 389	+ 5,863	- 1,658	- 3,949	+ 101	+ 3,744	-
1952-53	- 9	- 343	- 1,053	- 1,139	- 1,803	+ 2,884	- 1,481	- 2,010	+ 1,888	+ 3,236	-
1953-54	- 99	- 430	- 1,607	- 1,431	- 1,224	+ 5,154	- 1,205	- 108	+ 897	+ 2,392	-
1954-55	+ 54	- 495	- 769	- 676	- 705	+ 1,414	- 771	- 3,142	- 370	+ 3,471	-
1955-56	- 99	- 371	- 1,860	- 1,091	- 1,836	+ 5,334	- 2,370	- 5,345	- 1,119	+ 6,801	-
1956-57	- 385	- 489	- 3,001	- 860	- 1,959	+ 5,331	- 3,627	- 6,266	- 1,270	+ 9,082	-
1957-58	- 548	- 14	- 2,172	- 18	- 184	+ 1,986	- 1,589	- 2,239	+ 349	+ 2,921	-
1958-59	- 374	+ 84	- 1,058	+ 771	- 1,057	+ 1,359	- 376	- 1,419	+ 2,065	- 606	- 53
1959-60	- 416	+ 70	- 1,526	- 472	- 550	+ 2,457	- 627	- 3,378	+ 2,344	+ 1,539	- 60
1960-61	- 77	+ 99	- 925	+ 429	+ 1,757	- 1,103	- 253	- 2,441	+ 1,736	+ 314	+ 141
1961-62	- 18	+ 418	- 1,230	- 893	+ 2,885	- 893	- 563	- 3,490	+ 2,032	+ 1,293	+ 49
1962-63	- 256	- 232	+ 217	- 1,426	+ 242	+ 593	+ 744	- 3,870	+ 815	+ 3,719	- 226
1963-64	- 965	- 229	- 2,273	- 1,655	- 208	+ 4,445	- 1,541	- 1,685	- 1,707	+ 6,151	- 484
1964-65	- 1,346	- 521	- 3,307	- 1,128	- 589	+ 6,241	- 2,889	- 1,913	- 2,576	+ 8,419	- 909
1965-66	- 2,465	- 517	- 3,030	- 2,760	- 3,412	+11,004	- 4,746	- 3,232	- 4,386	+14,012	- 468
1966-67	- 2,052	- 387	- 2,616	- 2,497	- 3,898	+ 8,526	- 4,360	- 3,763	- 507	+12,148	- 594
1967-68	- 1,435	- 163	- 1,185	- 925	- 5,391	+ 5,035	- 2,696	- 2,753	+ 1,516	+ 8,177	- 180
1968-69	- 949	- 351	- 764	- 1,791	- 5,290	+ 5,805	- 2,409	- 4,983	+ 1,860	+ 8,852	+ 20
1969-70	- 3,445	- 687	- 1,783	- 2,950	-10,322	+18,335	- 3,505	- 9,334	+ 1,932	+11,614	+ 145
1970-71	- 1,795	- 43	- 1,571	- 433	-10,500	+15,323	- 2,423	- 7,884	+ 1,201	+ 7,511	+ 614
1971-72	- 257	- 13	- 636	- 114	- 5,612	+ 4,693	- 3,228	- 6,307	+ 484	+10,817	+ 173
1972-73	- 886	+ 147	+ 1,239	+ 425	- 4,737	+ 167	- 2,145	- 5,231	+ 733	+10,407	- 119
1973-74	- 871	+ 278	- 167	+ 62	- 293	- 1,335	- 1,110	- 2,176	+ 1,897	+ 4,250	- 535
1974-75	+ 236	+ 411	+ 667	+ 1,914	- 2,316	-10,012	- 2,253	+ 544	+ 7,006	+ 3,838	- 55
1975-76	+ 210	+ 185	+ 913	+ 1,799	- 2,970	- 7,209	- 1,927	+ 2,183	+ 7,979	- 1,025	- 138
1976-77	- 907	+ 426	- 173	+ 355	- 6,546	- 1,965	- 1,000	+ 1,907	+ 7,911	+ 447	- 449

<sup>1</sup> Chiffres depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1974, incluent les personnes de 16 et 17 ans qui n'ont pas de revenu imposable.

Note: Les données sont compilées pour une année de recensement (juin à mai jusqu'en 1958-1959) et de juillet à juin après cela. Jusqu'en 1964, l'émigration interprovinciale n'égalait pas l'immigration interprovinciale à cause de données incomplètes.

Source: Statistiques des allocations familiales

TABLEAU 2.14(b)

MIGRATION INTERPROVINCIALE NETTE D'ENFANTS  
JUILLET 1977 A DECEMBRE 1977

(DES STATISTIQUES D'ALLOCATIONS FAMILIALES  
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE CANADA)

PROVINCE	TOTAL: JUILLET 1977 A DECEMBRE 1977	JUILLET 1977 A DECEMBRE 1977					
		JUILLET	AOUT	SEPT.	OCT.	NOV.	DEC.
Terre-Neuve	- 907	- 35	- 21	-217	-168	-180	+113
	(Cum)	- 35	- 56	-273	-441	-621	-508
Ile du	+ 420	61	46	53	66	21	0
Prince Edouard	(Cum)	61	107	160	226	247	247
Nouvelle-Ecosse	- 173	- 7	184	- 28	- 35	- 39	+ 58
	(Cum)	- 7	177	149	114	75	133
Nouveau-Brunswick	+ 355	67	120	25	47	65	+ 39
	(Cum)	67	187	212	259	324	363
Québec	-6,546	-1,164	-2,106	-1,758	-1,733	-1,407	-1,176
	(Cum)	-1,164	-3,270	-5,028	-6,761	-8,168	-9,344
Ontario	-1,965	24	386	938	430	235	212
	(Cum)	24	410	1,348	1,778	2,013	2,225
Manitoba	-1,000	-371	-334	-291	-198	9	- 33
	(Cum)	-371	-705	-996	-1,194	-1,185	-1,218
Saskatchewan	1,907	66	5	179	90	- 18	- 66
	(Cum)	66	71	250	340	322	256
Alberta	7,911	942	1,344	666	1,052	449	265
	(Cum)	942	2,286	2,952	4,004	4,453	4,718
Colombie- Britannique	447	392	370	405	455	972	505
	(Cum)	392	762	1,167	1,622	2,594	3,099
Territoires du Nord-Ouest	- 184	6	- 11	37	- 27	-118	- 37
	(Cum)	6	- 5	32	- 5	-113	-150
Yukon	- 265	19	17	- 9	21	11	- 12
	(Cum)	19	36	27	48	59	47

TABLEAU 2.15

MIGRATIONS INTERNATIONALES NETTES D'ENFANTS DE MOINS DE 18 ANS, 1970-71 A 1975-76

ANNEE	T. N.	I. P. E.	N. E.	N. B.	QUE.	ONT.	MAN.	SASK.	ALTA.	C. B.	YUKON & T. N. O.	TOTAL
1968-69	-201	- 54	-167	-698	1,722	13,501	1,312	287	2,355	4,228	28	22,313
1969-70	-101	- 50	149	-431	309	13,995	1,206	110	2,104	4,448	48	21,787
1970-71	-279	- 55	- 26	-235	- 925	11,070	1,064	- 86	1,795	3,535	41	15,899
1971-72	-316	- 58	-109	-123	- 999	9,845	899	45	1,654	3,404	45	14,287
1972-73	- 67	38	247	215	933	15,696	1,162	175	2,155	5,401	89	26,044
1973-74	-1,274	85	381	757	4,842	25,703	1,690	563	3,251	7,572	61	43,631
1974-75	-909	83	610	842	6,303	30,200	2,194	737	4,086	9,605	115	53,866
1975-76	-139	21	210	651	5,947	22,757	1,821	564	4,488	6,191	60	42,571
1976-77*	-222	8	177	328	5,962	15,457	1,459	558	3,831	3,813	35	31,406

Note: Statistique Canada, Catalogue No. 81-216.

\* Données non-publiées de Statistique Canada.

viennent en Ontario et ce gain dépasse de beaucoup celui en provenance des autres provinces.

Les renseignements que l'on peut obtenir sur la répartition d'âges de tous les enfants immigrants dont l'Ontario était la destination déclarée au cours des dernières années sont donnés au tableau 2.16. Les pourcentages d'immigrants internationaux de moins de 18 ans venant en Ontario depuis 1970-1971 sont donnés au tableau 2.17 par langue officielle. Il y a eu de grands changements ces dernières années dans l'origine des immigrants et les données correspondantes de 1962 à 1976 sont données au tableau 2.18. Il est évident que les changements, en termes de dernier pays d'origine, conjugués au fait que plus de 40% d'entre eux ne parlent ni Anglais ni Français, posent des problèmes aux éducateurs et autres personnes concernées de l'Ontario.

Pour résumer le rôle des migrations des deux types sur les répartitions d'âges au moment du recensement de 1976, nous avons, pour chaque province et territoire, calculé le nombre de personnes pour chaque année d'âge de moins de 1 an à 25 ans d'après les chiffres de la table démographique de survie. Sachant le nombre réel des personnes au recensement, on peut déterminer par une simple soustraction les gains dûs aux migrations. Certains des graphiques sont extraordinaires (2.16 à 2.28) et révèlent des lacunes d'information qui devront certainement être comblées.

Pour l'Ontario, les gains par migration s'échelonnent pratiquement sur toute la fourchette de moins de 1 an à 25 ans à part une "perte" inexplicée de bébés de moins de 3 ans qui constitue un mystère. Les gains aux alentours de 20 ans sont appréciables. Pour les quatre provinces atlantiques, remarquez les gains inattendus d'enfants en âge scolaire; un mystère encore une fois. Nous soupçonnons qu'ils soient revenus en grand nombre des Etats-Unis. Au



TABEAU 2.16

IMMIGRATION EN ONTARIO D'ENFANTS AGES DE 18 ANS ET MOINS, PAR GROUPE D'AGES ET PAR ANNEE, 1969-1976<sup>1</sup>

Groupes d'âges et Années	1969	1970	1971	1972	1973 <sup>3</sup>	1974 <sup>3</sup>	1975	1976
0-4	7,490	6,793	6,322	5,546	7,860	10,230	8,437	5,416
0	671	602	463	487	507	522	522	384
1	1,695	1,594	1,246	1,241	1,677	1,714	1,714	1,131
2	1,763	1,599	1,239	1,319	1,933	2,428	1,909	1,257
3	1,714	1,452	1,212	1,286	1,869	2,138	2,138	1,287
4	1,647	1,456	1,162	1,213	1,874	2,574	2,154	1,357
5-9	6,833	6,152	4,999	5,320	8,179	11,776	10,386	7,177
5	1,639	1,363	1,063	1,137	1,832	2,569	2,212	1,466
6	1,512	1,371	1,076	1,149	1,712	2,448	2,188	1,525
7	1,361	1,213	1,042	1,095	1,644	2,350	2,000	1,397
8	1,213	1,158	930	1,007	1,540	2,265	2,005	1,412
9	1,108	1,047	88	932	1,451	2,144	1,981	1,377
10-14	4,362	4,078	3,556	3,757	5,860	8,684	8,450	6,147
10	994	994	994	916	1,346	2,047	1,851	1,388
11	985	857	805	802	1,285	1,815	1,827	1,270
12	910	830	716	740	1,168	1,688	1,692	1,238
13	747	713	641	669	1,053	1,517	1,572	1,136
14	726	684	657	630	1,008	1,617	1,508	1,115
15-19	4,460	4,125	3,476	3,663	5,731	6,558	5,958	4,374
15	713	647	623	618	981	1,412	1,441	1,067
16	863	818	656	730	1,163	1,433	1,371	1,093
17	1,214	1,151	1,021	1,030	1,554	1,771	1,480	1,096
18	1,670	1,509	1,176	1,285	2,033	1,942	1,666	1,318
Total	13,145	22,148	17,353	18,286	27,630	37,248	33,231	23,314

1 Données non-publiées au département de la Main d'Oeuvre et de l'Immigration, Ottawa. Ces chiffres, bien que précis, diffèrent légèrement de ceux qui ont été publiés par la province.

2 Calculés tels qu'au 31 décembre de chaque année.

3 Les chiffres pour ces années sont légèrement exagérés car certains sont entrés au Canada sans visa et ont obtenu le statut d'immigrant grâce au "Programme d'ajustement du statut" administré par le département de la Main d'Oeuvre et de l'Immigration.

TABLEAU 2.17

POURCENTAGE D'IMMIGRANTS INTERNATIONAUX EN ONTARIO AYANT MOINS DE 18 ANS  
PAR LANGUE(S) OFFICIELLE(S) PARLEE(S)  
1970-71 A 1975-76

Année	Anglais	Français	Anglais et Français	Ni Anglais Ni Français	Total
1970-71	55.0	1.2	0.2	43.6	100.0
1971-72	55.1	0.8	0.2	43.9	100.0
1972-73	57.7	1.0	0.2	41.1	100.0
1973-74	57.0	0.8	0.2	42.0	100.0
1974-75	56.4	0.8	0.2	42.6	100.0
1975-76	60.0	0.7	0.2	39.1	100.0

Source: Département de la Main d'Oeuvre et de l'Immigration.

TABLEAU 2.18

## IMMIGRATION EN ONTARIO PAR PAYS PRINCIPAL DE DERNIERE RESIDENCE, 1962-76

ANNEE	G.B. & IRELANDE	BELG., FR., ALL., HOLL.	ITALIE	PORTUGAL & GRECE	TOTAL EUROPE*	U.S.A.	ANTILLES**	AMERIQUE DU SUD ET CENTRALE	AFRIQUE	ASIE	ASIE AUSTRALE ***	AUTRE ****	TOTAL
1962	9,448	4,382	7,664	3,066	28,477	5,093	827	693	536	963	592	29	37,210
1963	16,320	5,523	8,734	4,062	38,909	5,295	1,212	1,055	700	1,220	706	119	49,216
1964	19,643	5,558	12,821	5,316	49,348	5,364	1,105	1,418	1,019	2,291	917	6	61,468
1965	24,943	7,521	18,457	6,442	63,962	6,099	1,669	1,523	881	4,508	1,041	19	79,702
1966	41,635	8,606	21,722	8,743	88,171	6,850	2,314	1,555	1,362	5,783	1,543	43	107,621
1967	38,561	10,158	19,612	12,701	89,792	7,011	5,117	1,910	1,660	9,144	2,189	27	116,850
1968	22,945	8,662	13,592	9,976	68,386	8,200	4,798	1,700	1,639	9,565	1,824	43	96,155
1969	20,348	6,433	6,929	8,798	51,664	9,400	8,487	3,194	1,266	10,588	1,915	74	86,588
1970	17,013	4,724	5,702	9,039	45,010	10,128	8,523	3,639	1,365	10,039	1,897	131	80,732
1971	9,892	2,754	3,799	8,624	30,345	9,237	7,357	3,581	1,489	10,928	1,333	87	64,357
1972	11,790	2,716	3,090	8,148	30,333	9,063	5,516	3,189	3,509	11,066	1,009	120	63,805
1973	17,000	3,526	3,824	13,206	43,648	9,945	13,960	8,876	3,983	21,570	1,083	122	103,187
1974	22,698	3,941	3,567	15,848	52,481	9,749	15,676	9,530	5,313	26,040	1,072	254	120,115
1975	18,868	3,190	3,396	8,673	39,240	7,723	11,993	9,817	5,086	23,463	794	355	98,471
1976	11,569	2,265	2,457	4,961	24,823	6,292	9,196	6,987	3,792	20,059	683	199	72,031

Source: Département de la Main d'Oeuvre et de l'Immigration, statistiques d'immigration (1962-1976) - Ottawa - Imprimerie de la Reine

\* Y compris les pays qui ne sont pas sur la liste.

\*\* Les Antilles moins le Bahamas.

\*\*\* Incluant l'Australie, la Nouvelle-Zélande, La Tasmanie et les nations du Commonwealth du S.O du Pacifique.

\*\*\*\* Incluant l'Océanie, les Iles de l'Océan et autres.





ILE DU PRINCE EDOUARD: ROLE DES MIGRATIONS - 1976  
(COMPARAISON DES POPULATIONS REELLE ET PREVUE)

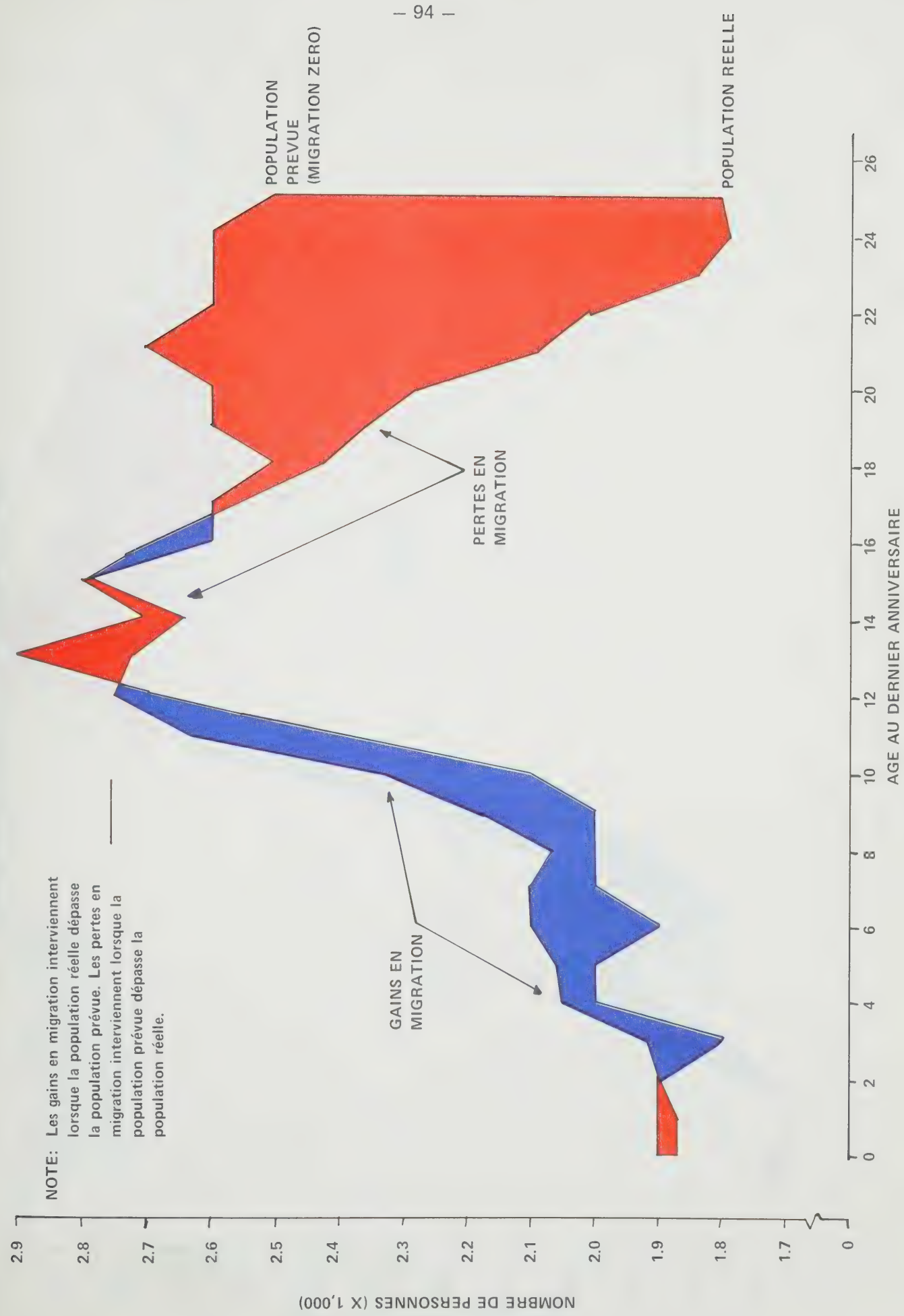
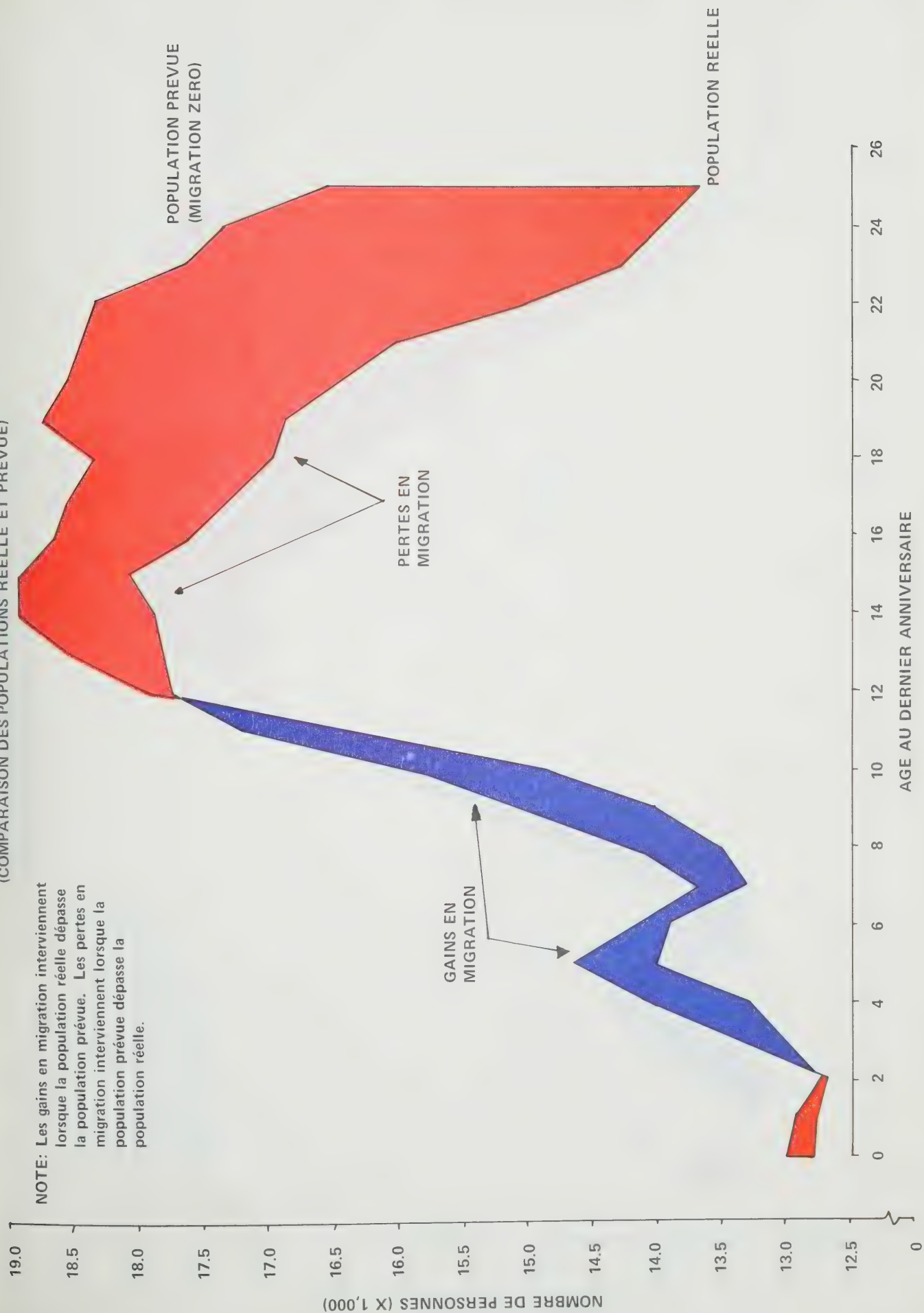




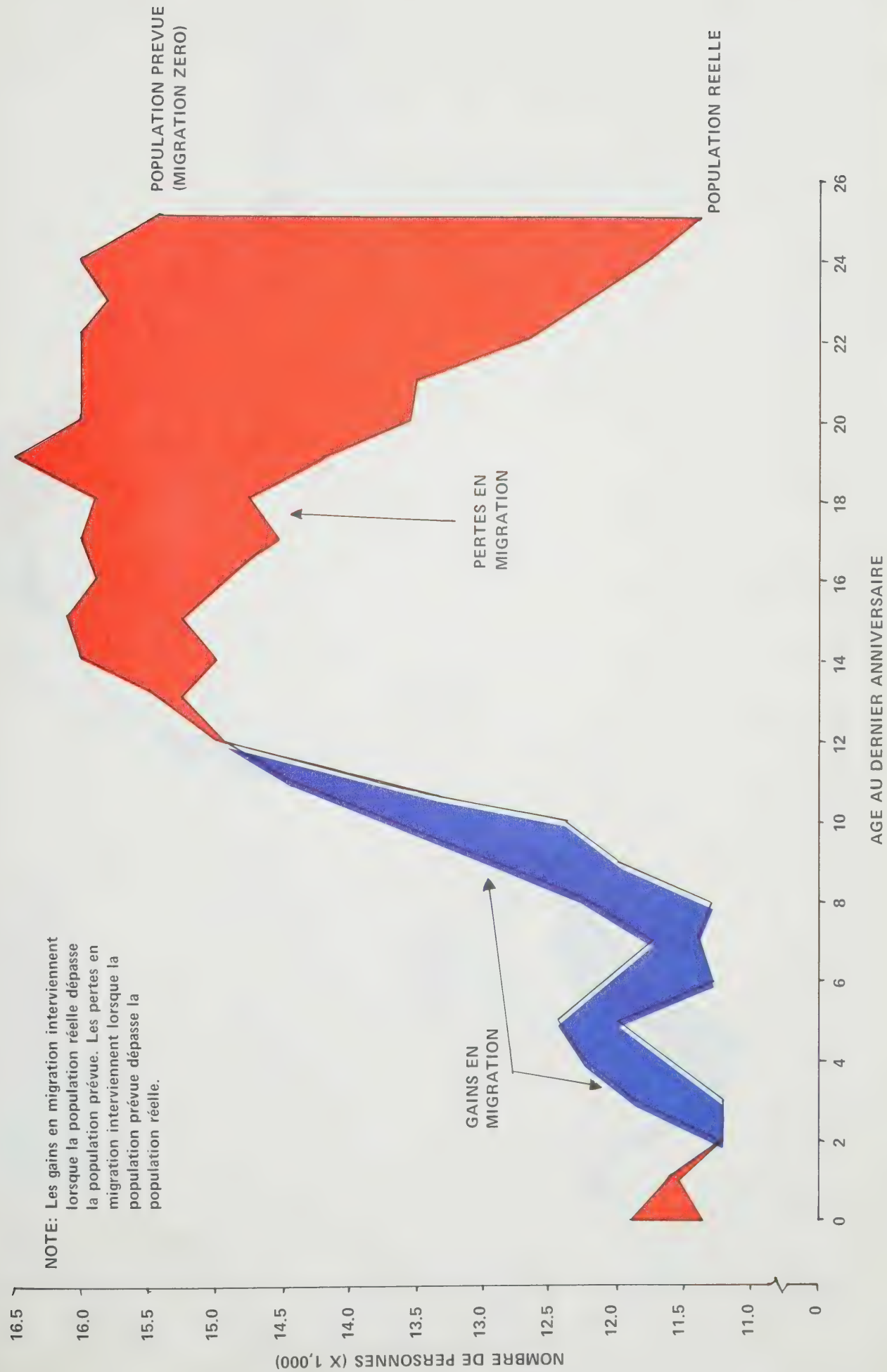
FIGURE 2.17  
NOUVELLE-ÉCOSSE: RÔLE DES MIGRATIONS - 1976  
(COMPARAISON DES POPULATIONS RÉELLE ET PRÉVUE)







NOUVEAU-BRUNSWICK: RÔLE DES MIGRATIONS — 1976  
(COMPARAISON DES POPULATIONS RÉELLES ET PRÉVUES)





QUEBEC: RÔLE DES MIGRATIONS -- 1976  
(COMPARAISON DES POPULATIONS RÉELLE ET PRÉVUE)

NOTE: Les gains en migration interviennent lorsque la population réelle dépasse la population prévue. Les pertes en migration interviennent lorsque la population prévue dépasse la population réelle.

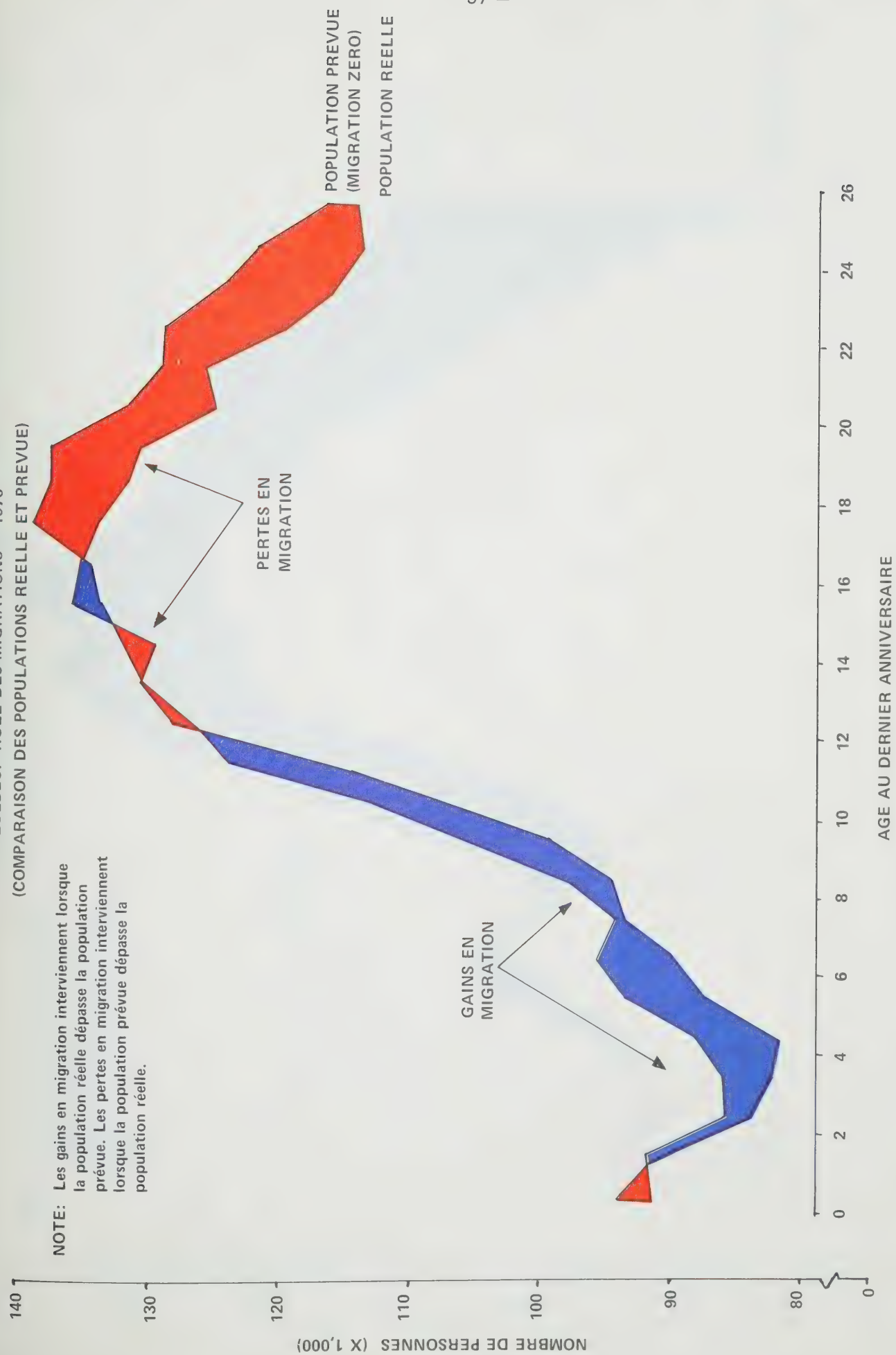
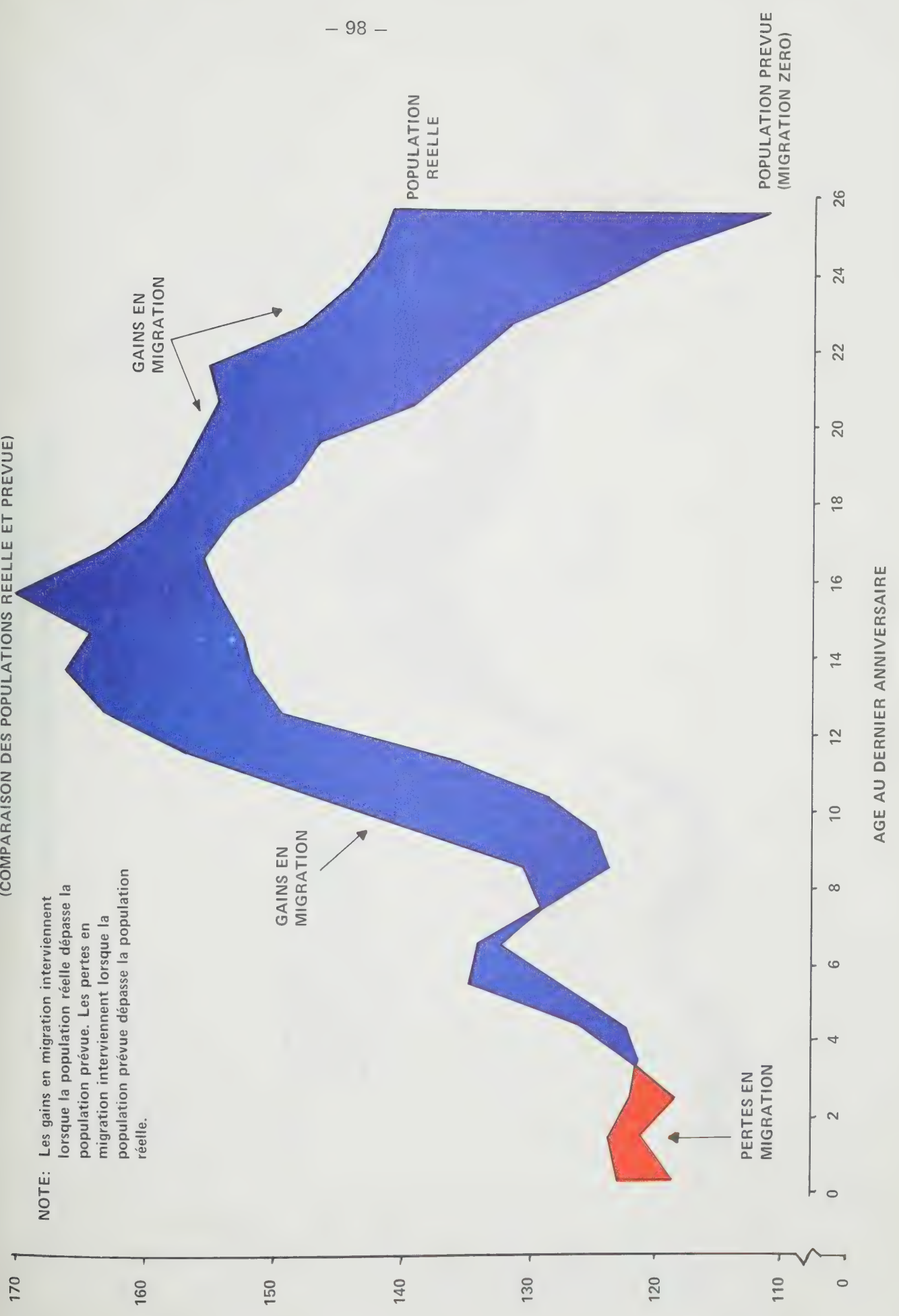






FIGURE 2 . 20  
ONTARIO: ROLE DES MIGRATIONS — 1976  
(COMPARAISON DES POPULATIONS REELLE ET PREVUE)

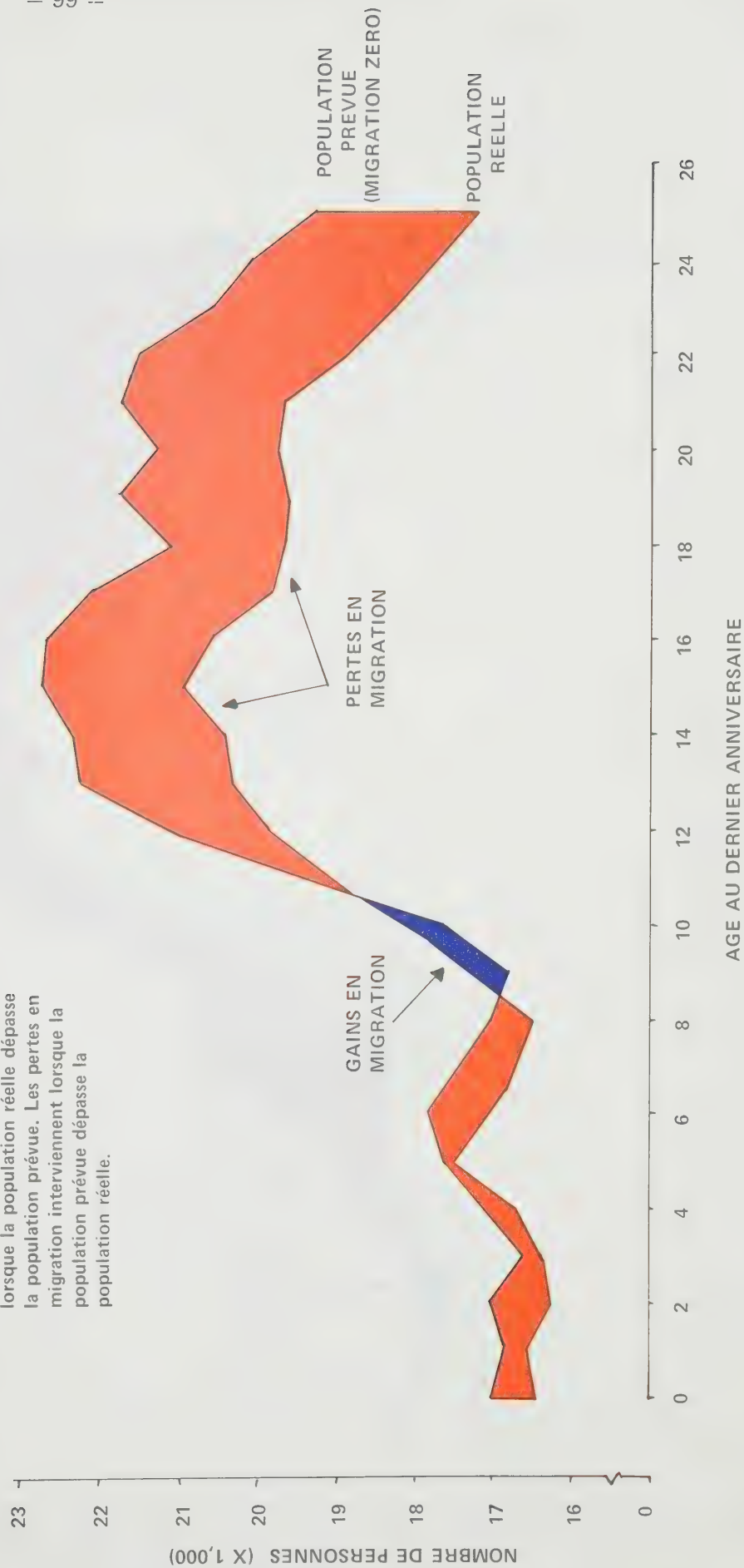


NOTE: Les gains en migration interviennent lorsque la population réelle dépasse la population prévue. Les pertes en migration interviennent lorsque la population prévue dépasse la population réelle.



MANITOBA: RÔLE DES MIGRATIONS — 1976  
(COMPARAISON DES POPULATIONS RÉELLE ET PRÉVUE)

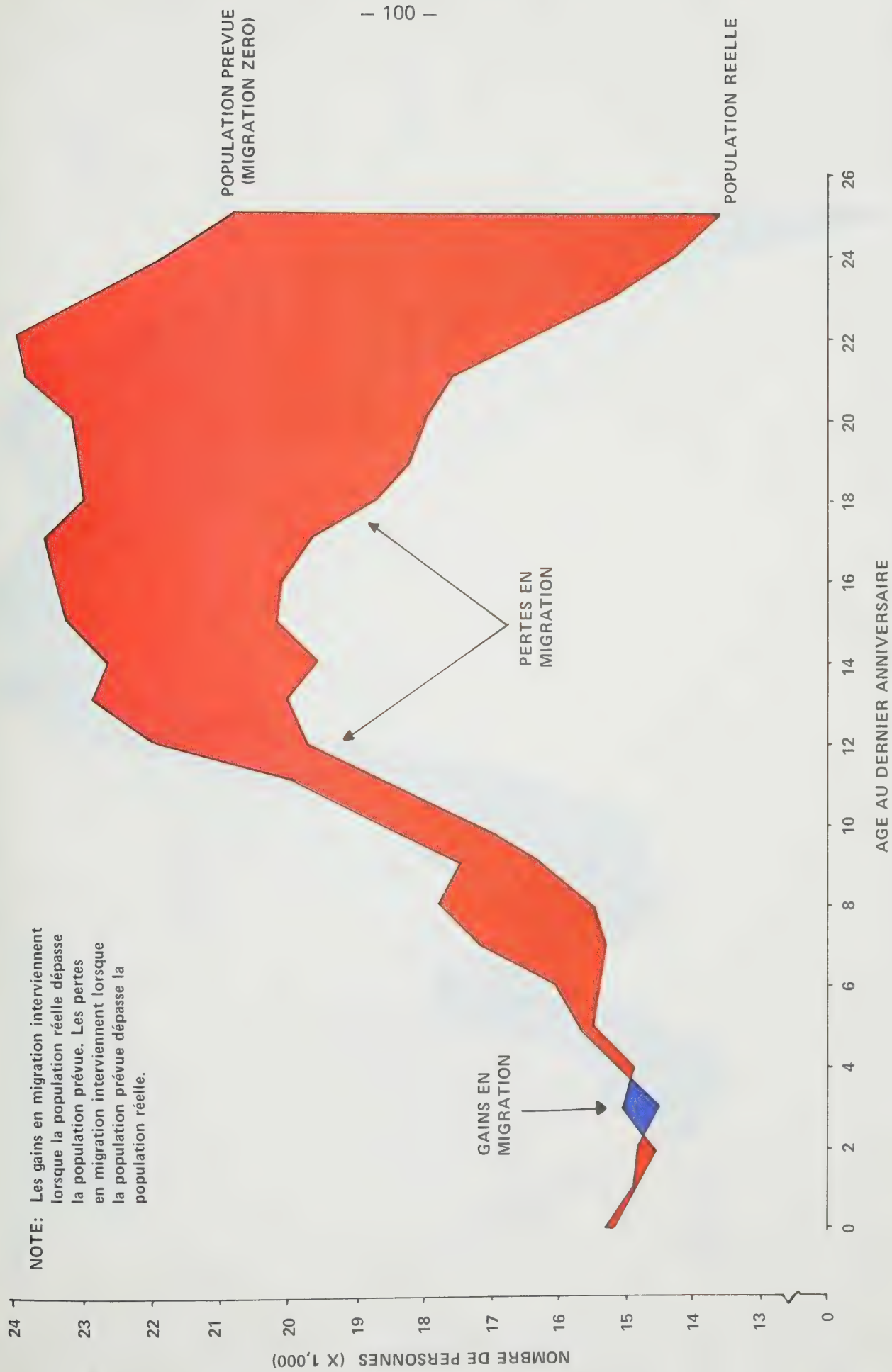
NOTE: Les gains en migration interviennent lorsque la population réelle dépasse la population prévue. Les pertes en migration interviennent lorsque la population prévue dépasse la population réelle.





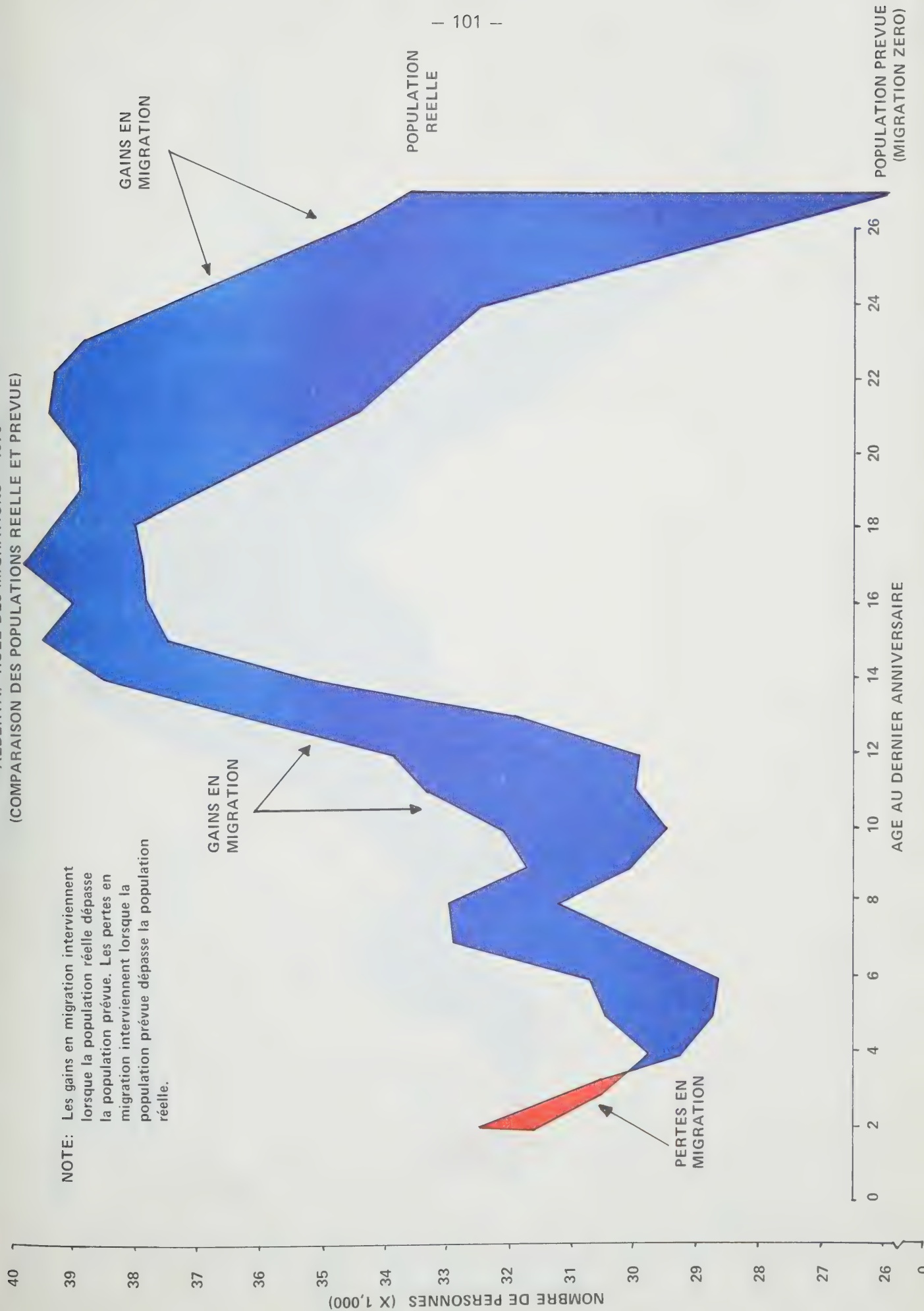


SASKATCHEWAN: RÔLE DES MIGRATIONS — 1976  
(COMPARAISON DES POPULATIONS RÉELLE ET PRÉVUE)





ALBERTA: ROLE DES MIGRATIONS — 1976  
(COMPARAISON DES POPULATIONS REELLE ET PREVUE)

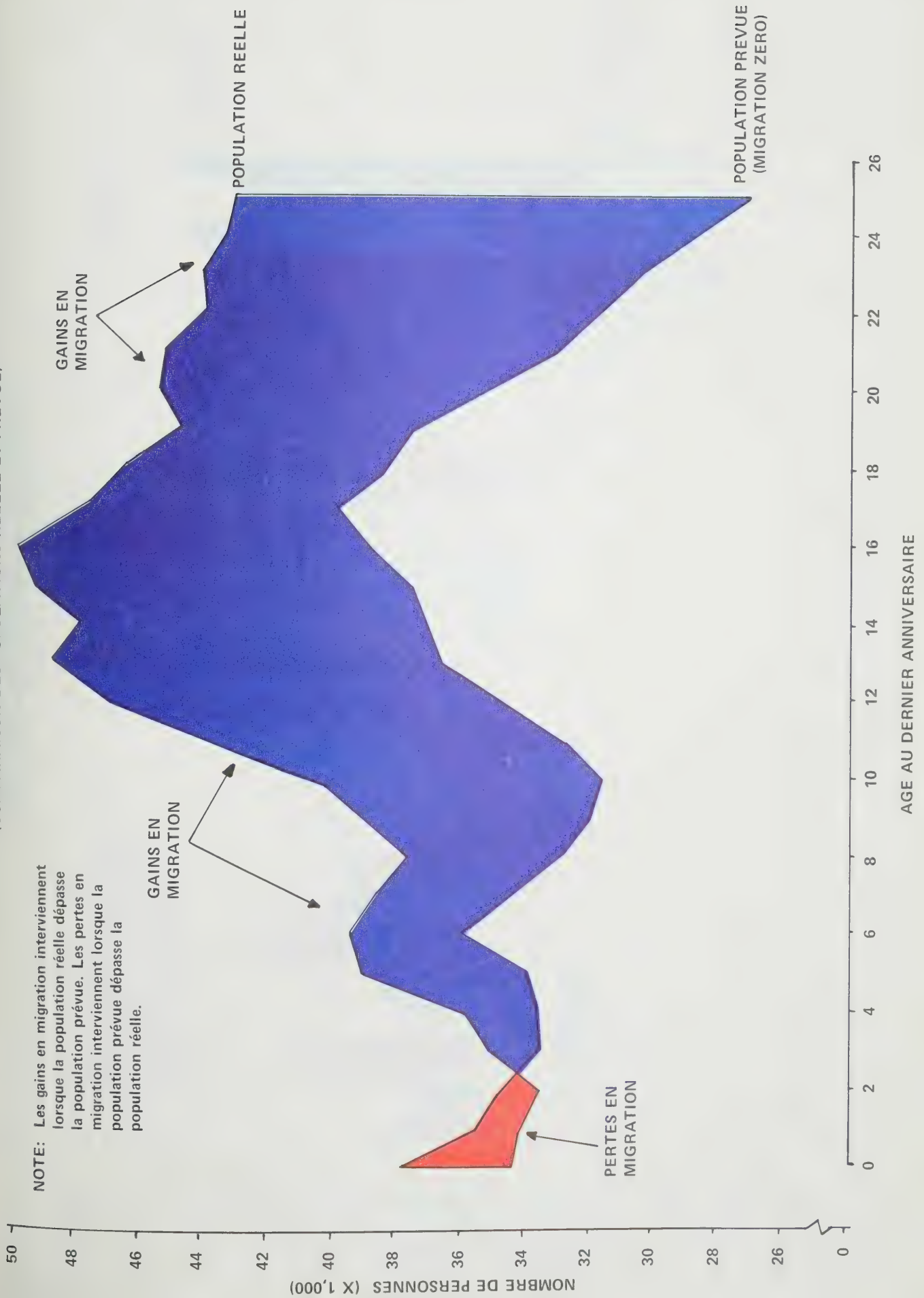


NOTE: Les gains en migration interviennent lorsque la population réelle dépasse la population prévue. Les pertes en migration interviennent lorsque la population prévue dépasse la population réelle.



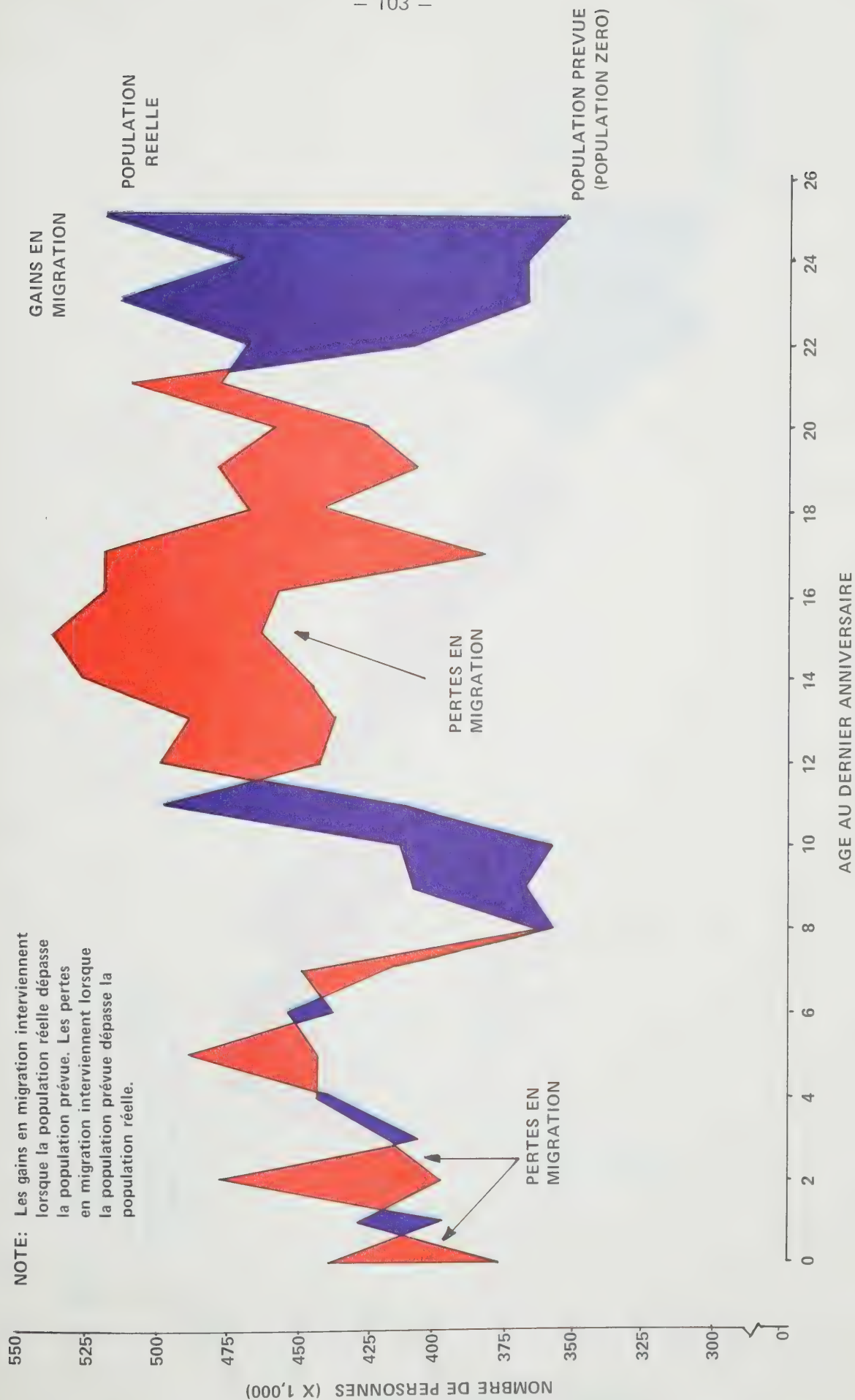


FIGURE 2. 24  
COLOMBIE BRITANNIQUE: RÔLE DES MIGRATIONS — 1976  
(COMPARAISON DES POPULATIONS RÉELLE ET PRÉVUE)





YUKON: ROLE DES MIGRATIONS — 1976  
(COMPARAISON DES POPULATIONS REELLE ET PREVUE)

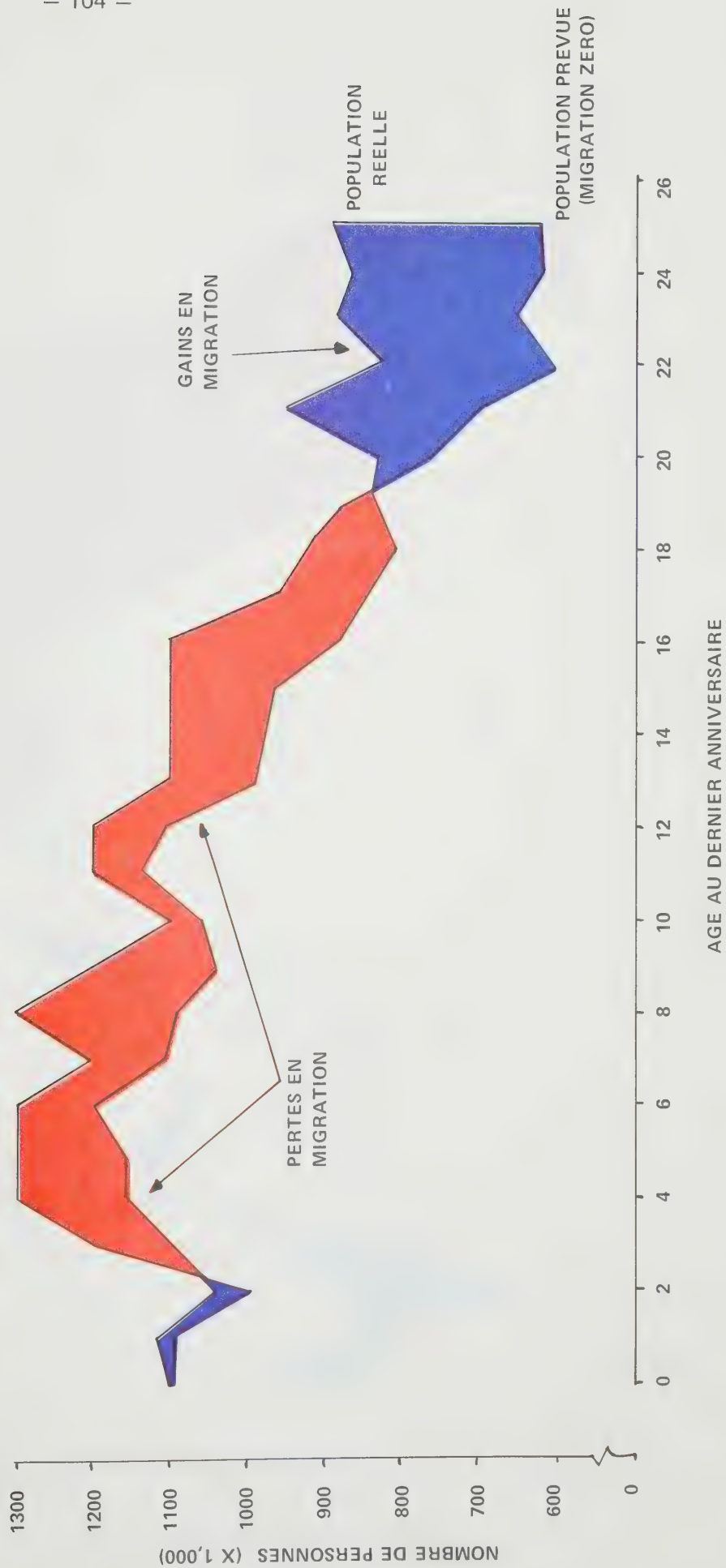






TERRITOIRES DU NORD-QUEST: RÔLE DES MIGRATIONS - 1976  
(COMPARAISON DES POPULATIONS REELLE ET PREVUE)

NOTE: Les gains en migrations interviennent lorsque la population réelle dépasse la population prévue. Les pertes en migration interviennent lorsque la population prévue dépasse la population réelle.

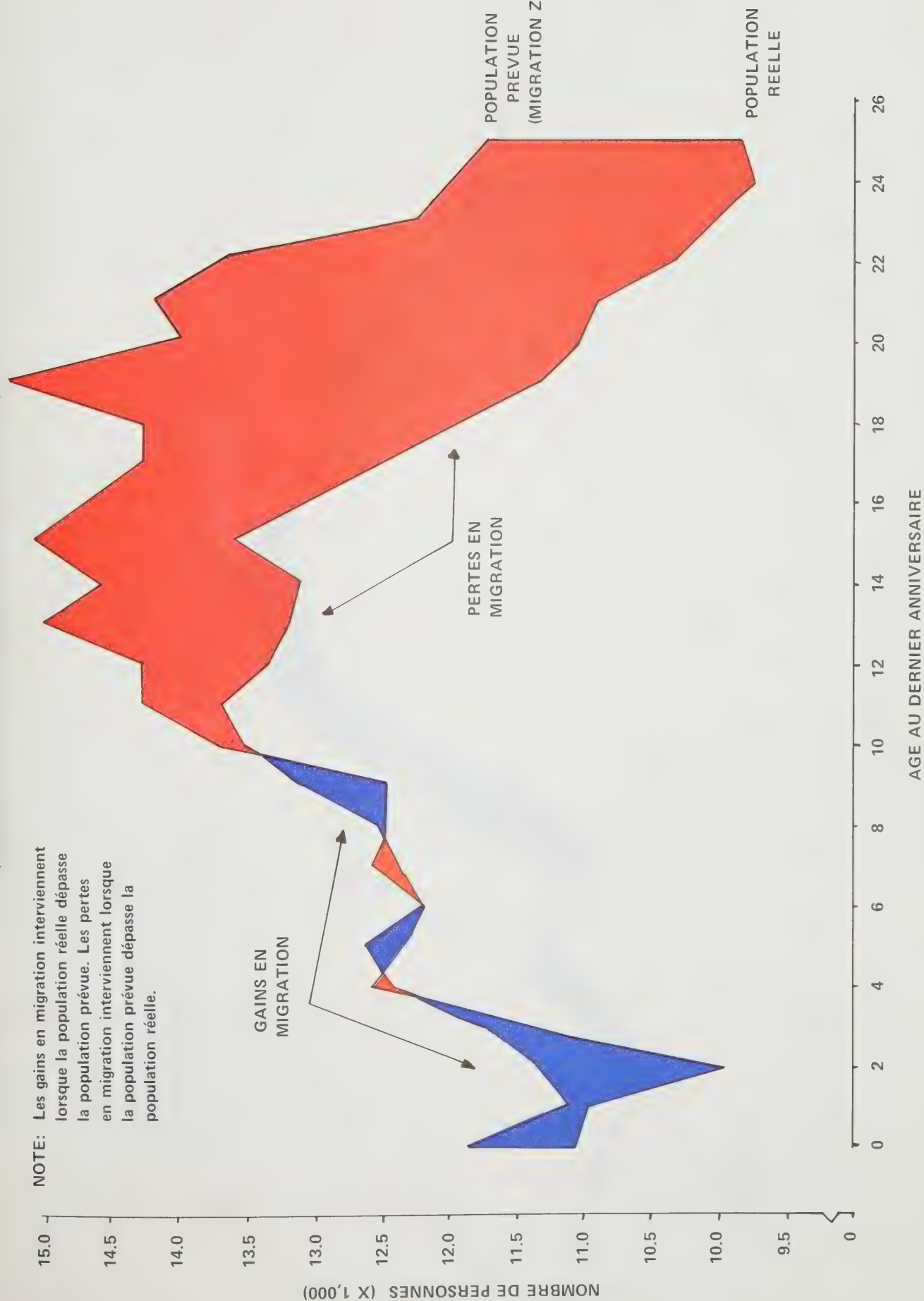




TERRE-NEUVE: RÔLE DES MIGRATIONS – 1976  
(COMPARAISON DES POPULATIONS RÉELLES ET PRÉVUES)

– 105 –

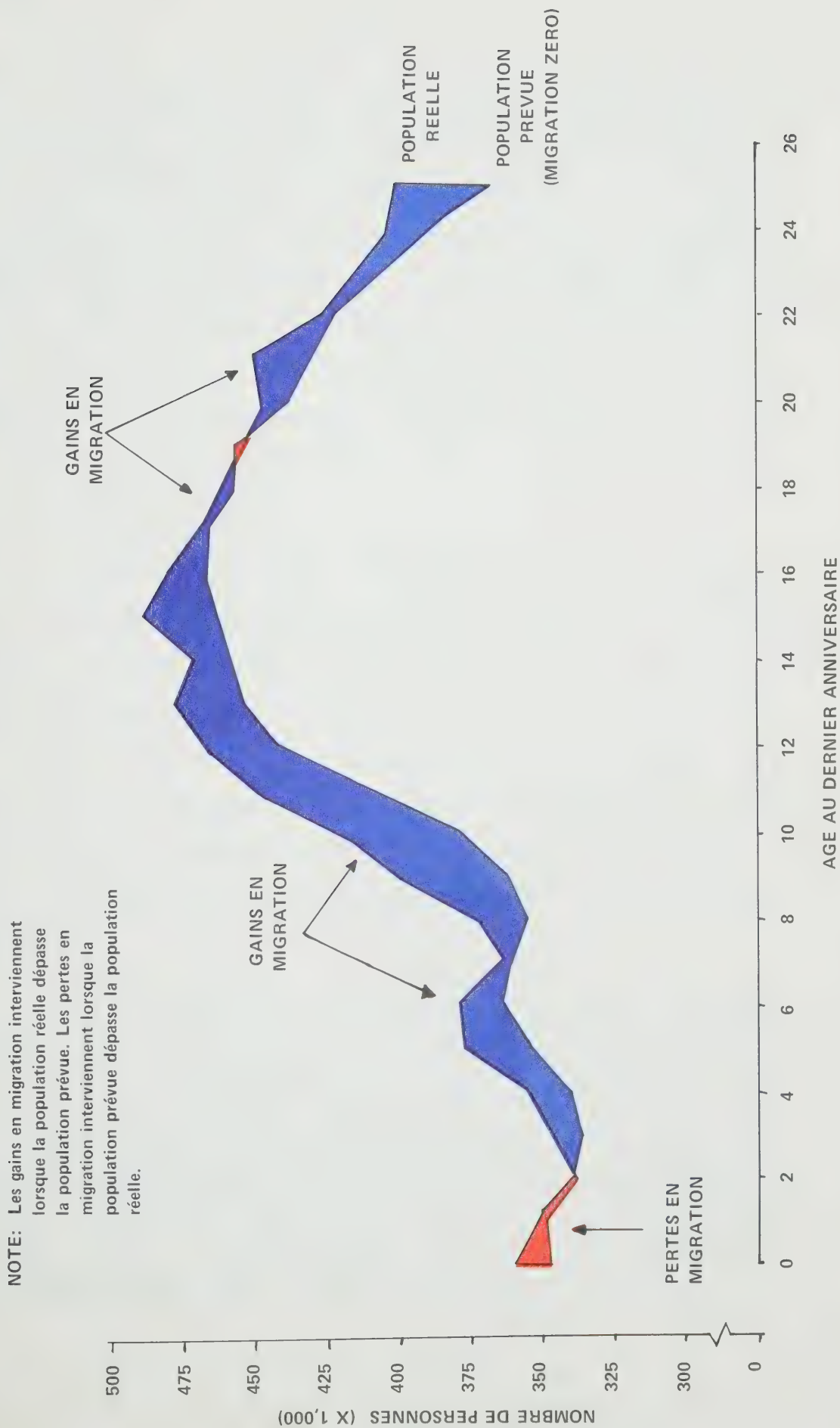
NOTE: Les gains en migration interviennent lorsque la population réelle dépasse la population prévue. Les pertes en migration interviennent lorsque la population prévue dépasse la population réelle.







CANADA: RÔLE DES MIGRATIONS — 1976  
(COMPARAISON DES POPULATIONS RÉELLE ET PRÉVUE)





Québec, il y a des gains d'enfants à instruire mais des pertes après 16 ans, des pertes lourdes en Saskatchewan et des gains incroyables en Alberta et en Colombie-Britannique (allez dans l'ouest, jeunes gens?). Pour le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest, nous nous sommes servis de la table démographique de la Saskatchewan pour calculer les chiffres attendus et par conséquent, les "pertes" risquent d'être plus apparentes que réelles. Mais les courants dans le pays deviennent assez clairs avec les mouvements Est-Ouest, l'Ontario servant de plaque tournante. Ces derniers mois, l'Ontario a beaucoup gagné du Québec mais a perdu dans la même mesure au profit de l'Alberta et de la Colombie-Britannique.

Ce que réserve l'avenir comme courants migratoires dépend largement semble-t-il, du chômage et des conditions économiques générales. Les jeunes gens déménagent avec leurs enfants et autres personnes à charge, vers les régions où les emplois sont à foison et "reviennent à la maison" en temps de récession. Ainsi, si les conditions économiques s'améliorent en Ontario, les courants migratoires traditionnels d'Est en Ouest peuvent reprendre -- ce qui sera très déconvenant sans doute, pour les responsables de l'enseignement des provinces atlantiques qui verront leurs classes vides et leurs enseignants au chômage.

Il y aura des complications bientôt, au moins au niveau des migrations internationales, à cause des pénuries de main d'oeuvre jeune résultant de la baisse de natalité d'envergure au Canada. Ceci se manifestera dès 1982 et sera évident pour tous dans les années 90. Ce que cela signifiera pour les migrations interprovinciales reste à savoir, mais notre politique d'immigration étant ce qu'elle est, cela entraînera sûrement l'ouverture de portes à l'immigration internationale. Puisque le monde occidental en entier sera

sujet aux mêmes pénuries de main d'oeuvre jeune, il semble que les "réserves" de travailleurs ne se trouveront que dans les pays à fécondité incontrôlée de l'Asie du Sud, de l'Afrique Noire, des Antilles, de l'Amérique du Sud et au Mexique. Il reste à voir si cela n'entraînera pas de malentendus raciaux et autres problèmes: il sera intéressant de connaître vraiment la tolérance des Canadiens.

### La fécondité de notre peuple: l'explosion et l'implosion démographique

Comme nous le notions dans les sections antérieures, le nombre de femmes dans les groupes d'âges féconds est en rapport direct avec le nombre des naissances, pour des raisons évidentes. Le nombre de femmes dans ces cohortes spéciales a été très élevé depuis quelques années à cause de l'explosion démographique des dernières années quarante et des années cinquante. Mais depuis 1960, le nombre des naissances vivantes et le taux de natalité (de quelque façon qu'il soit défini) ont baissé et cette baisse a été tellement prononcée qu'elle fait plus qu'annuler l'augmentation importante du nombre de parents potentiels.

Depuis le record de 1960 avec 160,000 naissances vivantes, ce nombre a constamment diminué (à part quelques années) jusqu'à légèrement plus de 123,000 en 1967, ce qui constitue une baisse de 23.1%. On peut voir à la table 2.19 les évolutions extraordinaires des naissances vivantes de 1940 à 1960 puis de 1960 à 1980. Remarquez que depuis 1960, nous avons perdu de la moitié des gains cumulés en naissances depuis 20 ans!

En même temps que cette baisse dans les naissances avait lieu, le nombre de femmes dans le groupe d'âges de 18 à 35 ans augmentait de 62.3%, comme l'indiquaient les recensements de 1961 et 1976. L'augmentation du nombre de femmes dans le groupe d'âge le plus fécond, c'est-à-dire de 18 à 32 ans,



TABLEAU 2.19

ONTARIO: 40 ANNEES DE NATALITE, 1940 A 1980  
GAINS ET PERTES REELS ACCUMULES

VINGT ANS DE CROISSANCE				VINGT ANS DE DIMINUTION			
Année	Nombre de naissances vives	Augmentation par rapport à 1940	Augmentations accumulées	Année	Nombre de naissances vives	Diminution par rapport à 1960	Diminutions accumulées
1940	68,524	-	-	1960	159,245	-	-
1941	72,262	3,738	3,738	1961	157,663	1,582	1,582
1942	78,192	9,668	13,406	1962	156,053	3,192	4,774
1943	81,173	12,649	26,055	1963	155,089	4,156	8,930
1944	78,090	9,566	35,621	1964	152,729	6,516	15,446
1945	78,974	10,450	46,071	1965	141,610	17,636	33,082
1946	97,446	28,922	74,993	1966	131,942	27,303	60,385
1947	108,853	40,329	115,322	1967	127,509	31,736	92,121
1948	104,195	35,671	105,993	1968	126,257	32,988	125,109
1949	106,601	38,077	189,070	1969	130,398	28,847	153,956
1950	108,708	40,184	229,254	1970	134,724	24,521	178,477
1951	114,827	46,303	275,557	1971	130,395	28,850	207,327
1952	123,891	55,367	330,924	1972	125,060	34,185	241,512
1953	129,771	61,247	392,171	1973	123,776	35,469	276,981
1954	136,261	67,737	459,908	1974	124,229	35,016	311,997
1955	139,554	71,030	530,938	1975	125,708	33,537	345,534
1956	143,516	74,992	605,930	1976	124,770 <sup>1</sup>	34,475	380,009
1957	150,920	82,396	688,326	1977	123,630 <sup>1</sup>	35,615	415,624
1958	152,637	84,113	772,439	1978	122,500 <sup>2</sup>	36,745	452,369
1959	157,124	88,600	861,039	1979	123,000 <sup>2</sup>	36,245	488,614
1960	159,245	90,721	951,760	1980	123,300 <sup>2</sup>	35,945	524,559

Source: Rapports annuels sur les statistiques vitales de l'Ontario - Registraire général.

<sup>1</sup> préliminaires

<sup>2</sup> calculés

était même plus remarquable avec ses 72.9% en 15 ans.

Les figures 2.29 et 2.30 illustrent la situation, la première donnant le nombre estimé des parents potentiels chaque année depuis 1959 jusqu'à 2001 et en y superposant le nombre correspondant des naissances vivantes et la deuxième donnant un indice approximatif de fécondité à partir duquel le nombre de naissances vivantes pour 1978 et 2001 étaient projetées. N'est-ce pas là une situation extraordinaire? Aucun signe de changement dans l'évolution de la situation; pas le moindre "écho" de l'explosion démographique d'après-guerre.

La mortalité infantile a accusé une légère baisse au cours de la période 1969-1976, mais reste sans conséquences majeures. L'incidence du nombre de naissances sur les effectifs scolaires est bien plus importante que celle des migrations ou des décès. Tout au long des années 60 et 70, le nombre de naissances par an était de plusieurs fois supérieur au nombre d'enfants provenant des migrations internationales et interprovinciales que j'appelle moi-même des "naissances instantanées" dans le cas de l'Ontario. Ces naissances comptent pour 90% de la croissance dans les écoles primaires au cours des années 50 et 60, et pour environ 80% de celle des écoles secondaires.

Au cours des années 70, le rôle de l'immigration était à peine visible, mais jouit dans l'autre sens pour ce qui concerne les naissances. Malgré une augmentation très marquée dans le nombre d'enfants immigrants au début des années 1970 et une grande expansion des services de jardins d'enfants seniors et surtout juniors pour les enfants de quatre ans et malgré des services d'éducation spéciale plus étendus, le changement dans le taux de fécondité était tellement remarquable (souvenez-vous, une augmentation de 73% du nombre de mères potentielles dans le groupe d'âge le plus fécond qui correspond à une

FIGURE 2.29

ONTARIO: 1959 A 2001  
TAUX DE FECONDITE: UNE BAISSSE SANS PRECEDENT

NOTE: Le rapport de reproduction utilisé ici n'est, bien sûr, qu'une première approximation d'une mesure plus valide de la fécondité d'une population. Mais il constitue un indice assez précis et facilement compris puisqu'il compare le nombre des naissances dans une année quelconque au nombre de parents potentiels dans les cohortes les plus fécondes -- celles des 18 à 32 ans.

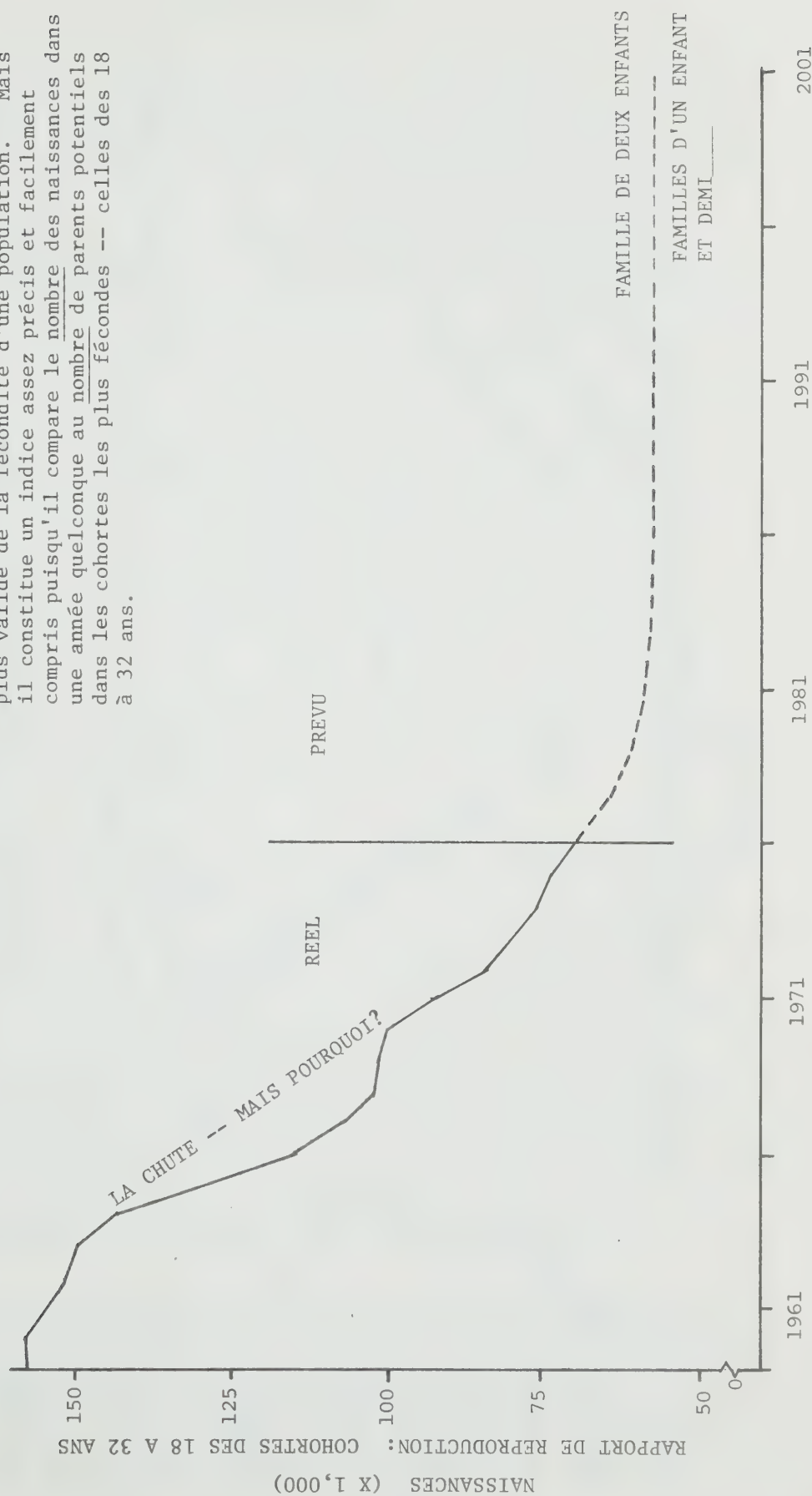
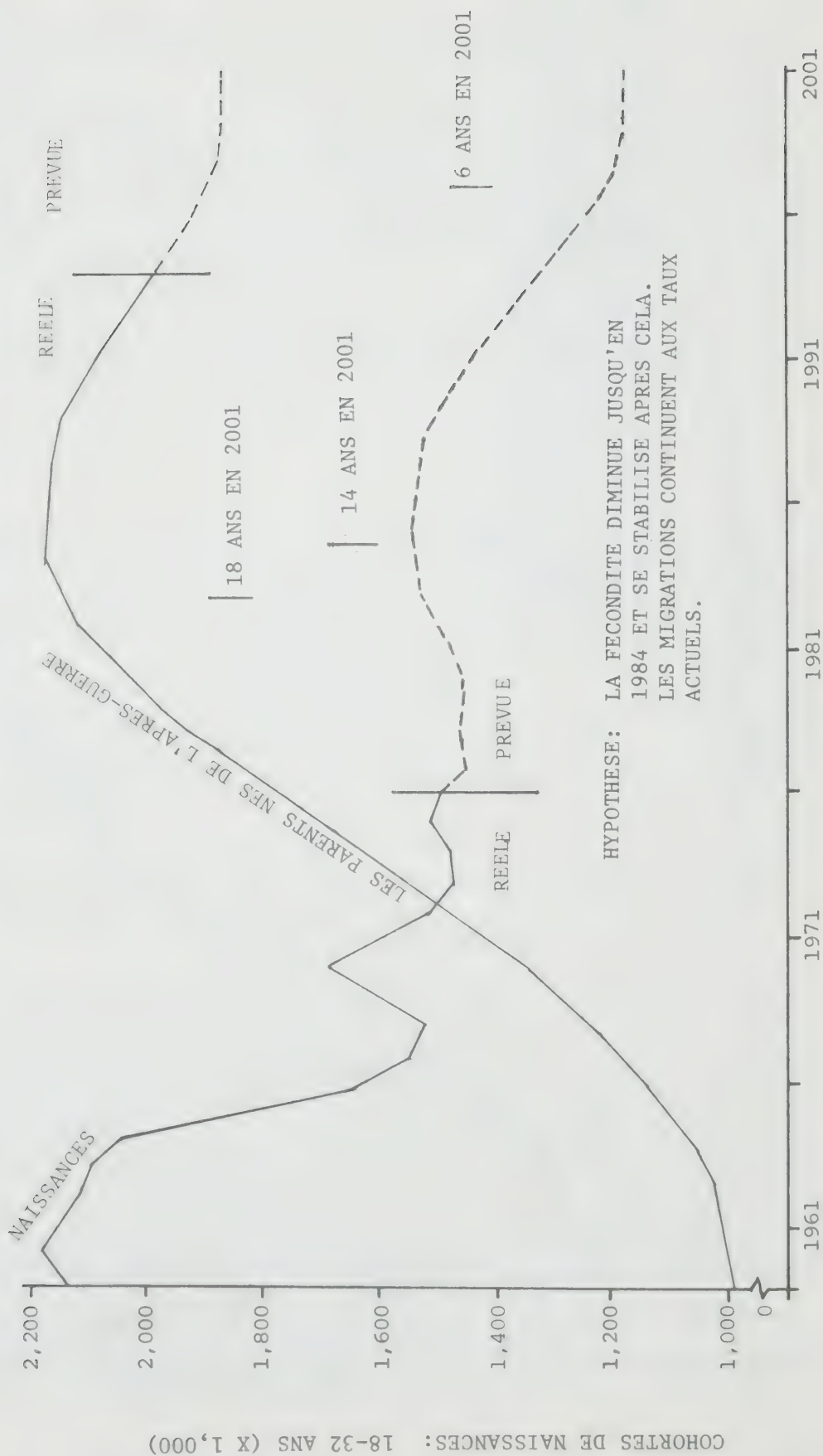


FIGURE 2.30  
ONTARIO: 1959 A 2001  
TENDANCES DES FAMILLES: L'EXPLOSION ET L'IMPLOSION DEMOGRAPHIQUE





diminution de 23% dans le nombre de naissances vivantes) qu'il a causé un renversement complet des effectifs dans le secteur scolaire primaire. Le changement dans le nombre total s'est amorcé en 1971 bien que les diminutions dans les premiers grades avaient commencé plus tôt. Cette diminution se manifestera au niveau secondaire aux alentours de 1978 et se propagera dans le secteur post-secondaire quelque temps plus tard, au début des années 80.

En me basant sur des taux de fécondité approximatifs et sur des "réserves" estimés de mères et de pères potentiels, j'ai fait des prévisions de naissances jusqu'en 1986 et j'ai calculé pour les années de recensement 1981 et 1986 (en prenant les taux de mortalité et de migration de 1976) le nombre de personnes pour chaque année d'âge de moins de 1 an à 25 ans. (Nous n'avons pas eu le temps d'utiliser une méthode plus précise jusqu'à présent mais nous avons commandité de telles études basées sur des modèles informatiques et nous attendons des résultats pour mars.)

En nous servant des données existantes, nous avons donné les répartitions d'âges pour 1971, 1976, 1981 et 1986 au tableau 2.12 et à la dernière colonne de ce tableau, les gains et pertes durant la décennie de 1976 à 1986. Ces chiffres donnent vraiment à réfléchir. Pour illustrer le déplacement des pertes depuis 1960, les tableaux 2.11 et 2.15 indiquent en rouge les pertes entre les recensements successifs de 1961-1966, 1966-1971, 1971-1981 et 1981-1986. Il est clair que la "marée" est arrivée et continuera de faire des trous dans nos systèmes scolaires et bientôt dans notre main d'oeuvre jeune.

Les changements de politique au niveau national correspondent surtout aux forces économiques et renforcent la tendance à la baisse de l'immigration et les changements dans la fécondité. De même que le grand nombre de naissances à la fin des années 40 et au cours des années 50 a contribué à l'expansion

sion, les réductions dans l'immigration et dans le taux de fécondité des années 70 contribueront à la contraction et se retrouveront automatiquement d'année en année de grade en grade dans les écoles au cours des années 70, 80 et 90.

Nous ne savons pas ce qui arrivera à la fin des années 80 et au début des années 90. L'évolution sera-t-elle semblable à celle du passé avec les mêmes réductions dans les migrations vers l'Ontario, dans la fécondité et dans les effectifs scolaires? Ou bien les migrations et le nombre de naissances augmenteront-ils en provoquant une nouvelle vague dans l'augmentation des effectifs scolaires? Personne ne le sait, bien entendu, et les experts sont en profond désaccord. Notre "opinion" vaudra donc peut-être celle du voisin.

Pour donner une direction à nos réponses dans ces questions cruciales desquelles dépendront largement nos plans pour l'avenir, considérons les tendances dans le temps de la fécondité et essayons de déterminer dans quelle mesure elles peuvent fournir une base solide pour les prévisions.

Pour commencer, considérons les tendances de la fécondité pour des âges particuliers ainsi que la fécondité totale et les taux de reproduction bruts pour l'Ontario dans les années 1926, 1930, 1940, 1960, 1965, 1970 et 1975 comme indiqués au tableau 2.20. Les changements sont marqués et constants, avec les considérations qui se doivent pour l'explosion démographique d'après-guerre, et rien ne laisse pressentir de renversement dans ces tendances dans les années 70 (les naissances ont même diminué plus en Ontario en 1976 et 1977). Les chiffres pour les femmes mariées (fournis par Statistique Canada dans une table spéciale) indiquent clairement que la formation de ménages tend à être différée.

TABLEAU 2.20

TAUX DE FECONDITE PAR AGE POUR DES ANNEES CHOISIES  
1926 A 1975

ANNEE	TAUX DE FECONDITE PAR AGE <sup>a</sup>						Taux de fécondité totale <sup>b</sup>	Taux de reproduction brute <sup>c</sup>	Taux general de fécondité <sup>d</sup>
	15-19	20-24	25-29	30-34	35-39	40-44	45-49		
1926	30.4	121.1	148.8	125.6	82.3	34.3	3.4	1.327	81.2
1930	35.8	133.6	149.2	120.4	77.0	30.9	2.8	1.344	81.6
1940	35.5	125.1	128.5	96.2	56.5	19.4	1.9	1.135	69.9
1950	55.1	176.8	179.7	120.6	67.8	20.4	1.8	1.511	96.3
1960	70.9	241.2	217.1	134.7	71.7	21.6	1.5	1.841	110.8
1965	58.3	192.9	180.6	114.5	59.3	17.8	1.5	1.521	89.0
1970	49.4	148.5	152.2	83.3	36.4	9.8	0.6	1.168	72.8
1975	36.5	112.3	128.2	64.5	21.2	4.4	0.3	0.896	59.8

Notes:

<sup>a</sup> Taux de natalité par milliers de femmes et par âge.<sup>b</sup> Somme des taux féminins de fécondité par âge.<sup>c</sup> Nombre de filles qui naîtraient vivantes d'une cohorte hypothétique de 1000 femmes si celles-ci étaient soumises aux taux de fécondité courants par âges et en supposant que la mortalité avant 50 ans est nulle.<sup>d</sup> Taux de natalité pour 1000 femmes de 15 à 42 ans.

Source: Statistique Canada, Statistiques vitales, Vol. 1, Cat. No. 84-204.

Par conséquent, on peut raisonnablement s'attendre à ce que la fécondité continue de baisser progressivement et, au mieux, se stabilise dans une dizaine d'années. Un examen du nombre d'enfants par famille dans le temps vient corroborer cette conclusion. Des études prouvent non seulement que souvent, les parents d'aujourd'hui ne voulaient (ni ne prévoyaient) leurs nouveaux-nés (jusqu'à 50% d'après une étude des années 60 en Grande-Bretagne), mais qu'ils s'attendent à avoir des familles de moins de deux, d'un ou de pas d'enfants du tout. Si cela n'est qu'une mode, les choses pourraient changer -- et très vite -- mais cela semble peu probable.

Pour ce qui concerne la dimension des familles en Ontario, nous indiquons au tableau 2.21 le pourcentage des familles par nombre donné d'enfants pour les années choisies, c'est-à-dire 1961, 1966 et 1971 (les chiffres pour 1976 ne sont pas encore prêts). Notez la diminution dans la dimension des familles entre 1966 et 1971 où des changements importants sont intervenus. Ainsi, le nombre de familles sans enfants, et de celles d'un ou deux enfants a beaucoup augmenté surtout lorsqu'on le compare à la diminution évidente du nombre de familles de quatre ou cinq enfants ou plus. De plus, 1971 n'est qu'au début de cette phase récente et les chiffres pour 1976 et 1977 (lorsqu'ils seront prêts) révéleront sans doute un changement plus grand. Les années 1961 à 1966 sont, bien entendu, très influencées par l'explosion démographique d'après-guerre.

Tant de facteurs négatifs jouent en même temps qu'il m'est très difficile d'être optimiste sur l'éventualité d'un changement dans l'évolution et dans les tendances de la fécondité. Il n'y a qu'à voir la liste incomplète suivante pour avoir une idée:

(a) L'économie a ralenti et les "experts" ne semblent pas savoir ce



TABLEAU 2.21  
POURCENTAGES DE FAMILLES AYANT UN NOMBRE D'ENFANTS DONNE  
AU CANADA ET EN ONTARIO EN CERTAINES ANNEES

	CANADA			ONTARIO		
	1961	1966	1971	1961	1966	1971
Aucun	29.0	28.9	30.5	31.5	30.4	31.7
1	20.2	19.8	20.6	21.3	20.2	21.1
2	20.6	20.4	21.2	21.8	21.7	22.2
3	13.4	13.8	13.4	13.1	13.9	13.3
4	7.5	8.0	7.2	6.6	7.3	6.6
5+	8.9	9.1	7.1	5.7	6.5	5.2

Source: Bureau de statistiques du Dominion, Recensement de 1961, Nombre calculé de familles au Canada, 1968 Catalogue No. 99-526. Chiffres de 1971 calculés à partir de données de Statistique Canada, 1971 Recensement du Canada, Familles; Enfants dans les familles, Catalogue No. 93-715, Vol. II, 2è partie (Bulletin 2.2-3)

qu'il faut faire pour la faire redémarrer.

- (b) On a laissé le dollar canadien s'écrouler et personne ne semble savoir s'il faut le sauver.
- (c) Le chômage, surtout parmi les jeunes gens, reste encore douloureusement élevé.
- (d) L'inflation est encore élevée et menace de reprendre de plus belle.
- (e) Le nombre des divorces augmente sans arrêt.
- (f) Le nombre des avortements thérapeutiques, qui semblent de plus en plus acceptés, augmente constamment.
- (g) Bien que le nombre de mariages augmente, une relation bien négative prévaut entre les mariages en Ontario et le nombre de naissances.
- (h) Il y a même la proportion de naissances naturelles qui semble se stabiliser, à cause, probablement, d'une meilleure connaissance des techniques de planning familial parmi les jeunes chez qui ce phénomène est le plus courant.

Dans nos discussions avec différents groupes, beaucoup de gens ont exprimé leur intérêt à propos des augmentations et des diminutions dans les taux de fécondité des différentes catégories de groupes ethniques, de classifications religieuses et de langues maternelles. De plus amples renseignements sur ces facteurs peuvent être trouvés dans des études spéciales de Statistique Canada basées sur les résultats des recensements. Certains résultats très révélateurs et utiles existent pour le recensement de 1971, mais pas encore pour celui de 1976.

Les populations anglophones et francophones de l'Ontario nous intéressent au premier chef évidemment. Il semble que la fécondité la plus basse, surtout parmi les groupes d'âges plus jeunes, soit celle des Franco-Ontariens.

Ceci se traduit directement dans la baisse des effectifs scolaires comme nous le verrons au prochain chapitre. Dans le recensement de 1976, nous pouvons trouver les nombres d'Anglophones et de Francophones comparés au total pour le groupe de moins d'un an à 25 ans qui nous intéresse le plus. Remarquez, dans les données, que si nous avons une population totale de 15 ans remontant à 170,160 pour une population totale de 2 ans de 118,605, ce qui constitue une diminution de 30.3%, la diminution correspondante chez les Francophones à Prescott par exemple, était de 44.6%, ce qui constitue une différence appréciable.

Quant aux autres résultats, l'évolution des fécondités des différents groupes religieux semble converger, à l'exception notable de certains petits groupes. Contrairement aux croyances populaires, les femmes nées à l'étranger n'exhibent pas de taux de fécondité plus élevé que celui de celles qui sont nées au Canada, mais les Amérindiens et les Inuit ont encore les taux de fécondité les plus élevés par rapport au reste d'entre nous (ce qui est à l'origine de ma remarque disant que s'ils continuent ainsi, ils regagneront tout le Canada par forfait).

Comme nous l'indiquions plus haut, Statistique Canada prépare pour nous en ce moment, sous contrat, des prévisions démographiques spéciales à l'aide de leur modèle informatique qui utilise les données du recensement de 1976 comme base et trois ensembles hypothétiques de fécondité et d'immigration.\* Ces prévisions iront jusqu'en 2001 et nous en attendons les résultats avec impatience, naturellement. Nous les publierons sous forme de bulletin d'information dès leur réception et assurerons leur circulation pour qu'elles puissent être utilisées dans toute la province et qu'elles soient accessibles à tous.

---

\* Nous avons aussi sollicité une compilation spéciale supposant une immigration nulle.

De plus, nous avons signé un contrat avec le groupe de recherche du TEIGA pour la préparation de prévisions démographiques et de perspectives d'effectifs scolaires dans lesquelles ils se sont servis de taux de fécondité révisés (ajustés vers le bas pour tenir compte des changements). Seuls les données et le rapport final sont prêts en ce moment, mais encore une fois, nous publierons et nous ferons circuler le rapport dès qu'il sera achevé (ou bien sera-t-il inclus dans l'annexe statistique de ce rapport en même temps que les chiffres de Statistique Canada s'ils sont prêts à temps). Ces nouvelles prévisions démographiques du TEIGA différeront beaucoup de celles qu'ils ont faites antérieurement lorsqu'ils se basaient sur les données du recensement de 1971 et sur des taux de fécondité plus élevés, puisque même une baisse mineure minime du taux de fécondité peut avoir un effet appréciable dû au grand nombre de mères et pères potentiels.

C'est le changement dans les taux de fécondité, tempéré quelque peu par des migrations plus ou moins élevées, qui a l'effet le plus important sur l'évolution à long terme des effectifs scolaires. Il est évident que, supposant un flux migratoire net et un taux de fécondité moins élevés, on obtiendra une estimation minimale très basse pour les naissances et les effectifs scolaires du secondaire avant la fin des années 80, et pour plusieurs raisons (telles que la courte période de cinq grades). Le taux et même la valeur absolue de la baisse des effectifs dans le secondaire risque d'être beaucoup plus sérieuse que dans le primaire. L'éducation spéciale dans les écoles secondaires a déjà été élargie, le rapport élèves-enseignants semble déjà avoir atteint son minimum et semble même avoir légèrement augmenté récemment, et il n'est pas possible, bien entendu, de canaliser ici l'expansion comme dans le cas des jardins d'enfants junior et senior -- pas que je sache du moins, à moins bien sûr, de considérer l'éducation des "citoyens du troisième âge".



Les démographes du TEIGA sont d'avis que leurs prévisions démographiques préliminaires sont à recommander comme tendance probable des effectifs. Cependant, le groupe de recherche d'OISE est plutôt d'avis, et je suis d'accord avec eux, que ces chiffres sont trop élevés et que la tendance se situera probablement entre les prévisions IV et V, pour lesquelles on peut se référer aux tableaux 2.31 et 2.32, et peut-être beaucoup plus près de la dernière.

Aux prévisions IV correspond une supposition sous-jacente selon laquelle le taux de fécondité descendra de 1.84 par femme en 1975 et 1.6 et se stabilisera là jusqu'à la fin du siècle. Les effectifs du primaire basés sur ces prévisions seraient réduits à 1.23 millions en 1981 puis monteraient lentement et presque imperceptiblement jusqu'à 1.27 millions au début des années 90, avant de reprendre leur baisse progressive. Comme base de comparaison, notez que les effectifs totaux au primaire en 1976 étaient de 1,360,000, ce qui veut dire que nous n'arriverons même pas à revenir à ce niveau déjà bas.

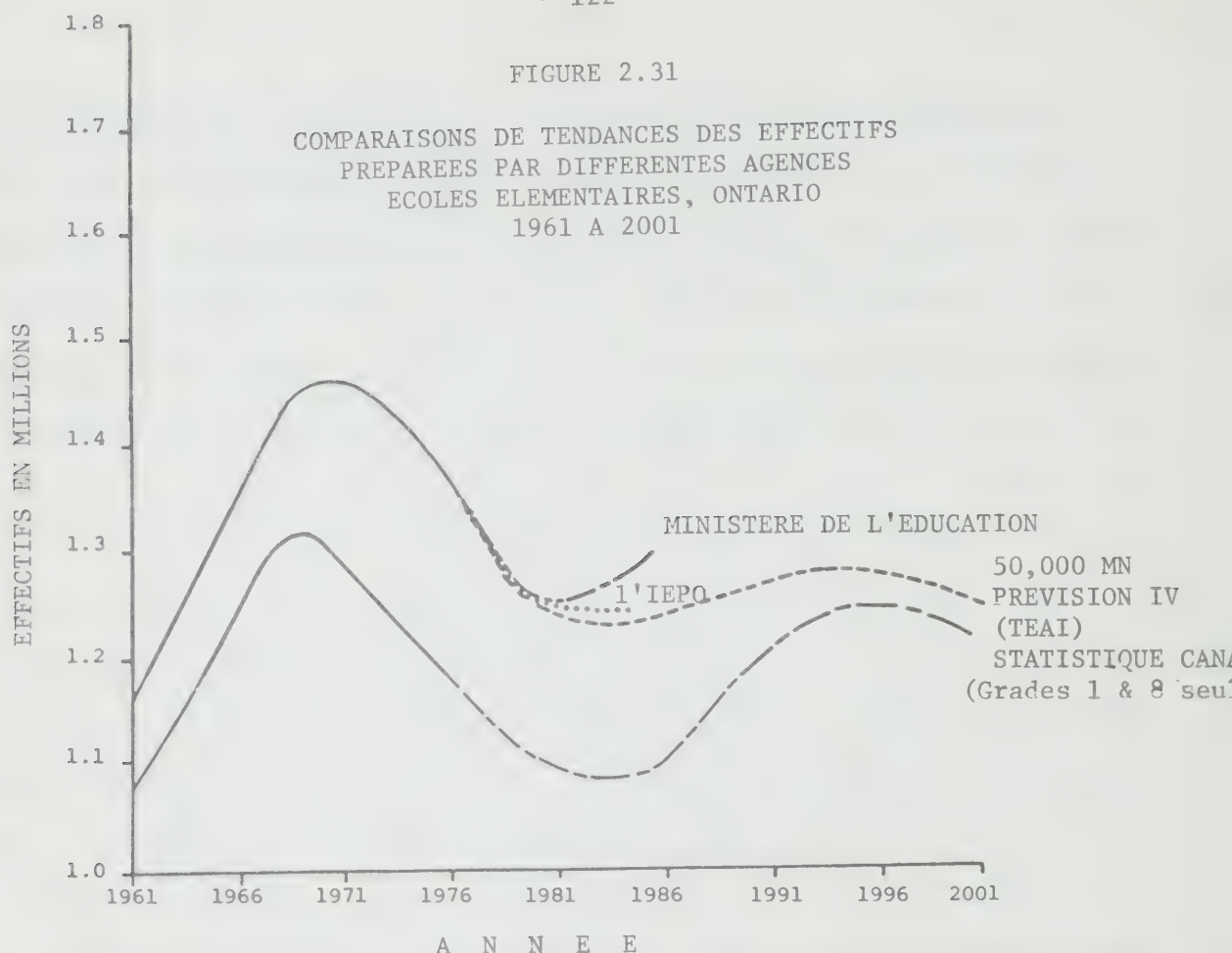
D'après cette même prévision IV, les effectifs des écoles secondaires tomberaient de 613,000 en 1976 à 500,000 en 1986. La tendance reviendrait lentement à la hausse (c'est beaucoup dire) pour atteindre 520,000 en 2001 et recommencer encore une fois à diminuer.

En basant ses calculs sur les rapports entre les cohortes de certains groupes d'âges et les effectifs totaux du primaire et du secondaire, le groupe de recherche du TEIGA fait des commentaires sur la situation qui règne dans certains comtés et districts. Ils ne donnent que les effectifs totaux, pour le primaire et le secondaire séparément sans donner de détails par grade et sans faire de distinction entre le secteur public et le secteur séparé.

En utilisant encore une fois les prévisions IV du TEIGA, virtuellement

FIGURE 2.31

COMPARAISONS DE TENDANCES DES EFFECTIFS  
PREPAREES PAR DIFFERENTES AGENCES  
ECOLES ELEMENTAIRES, ONTARIO  
1961 A 2001



OTE: MN - Migrations nettes par an.

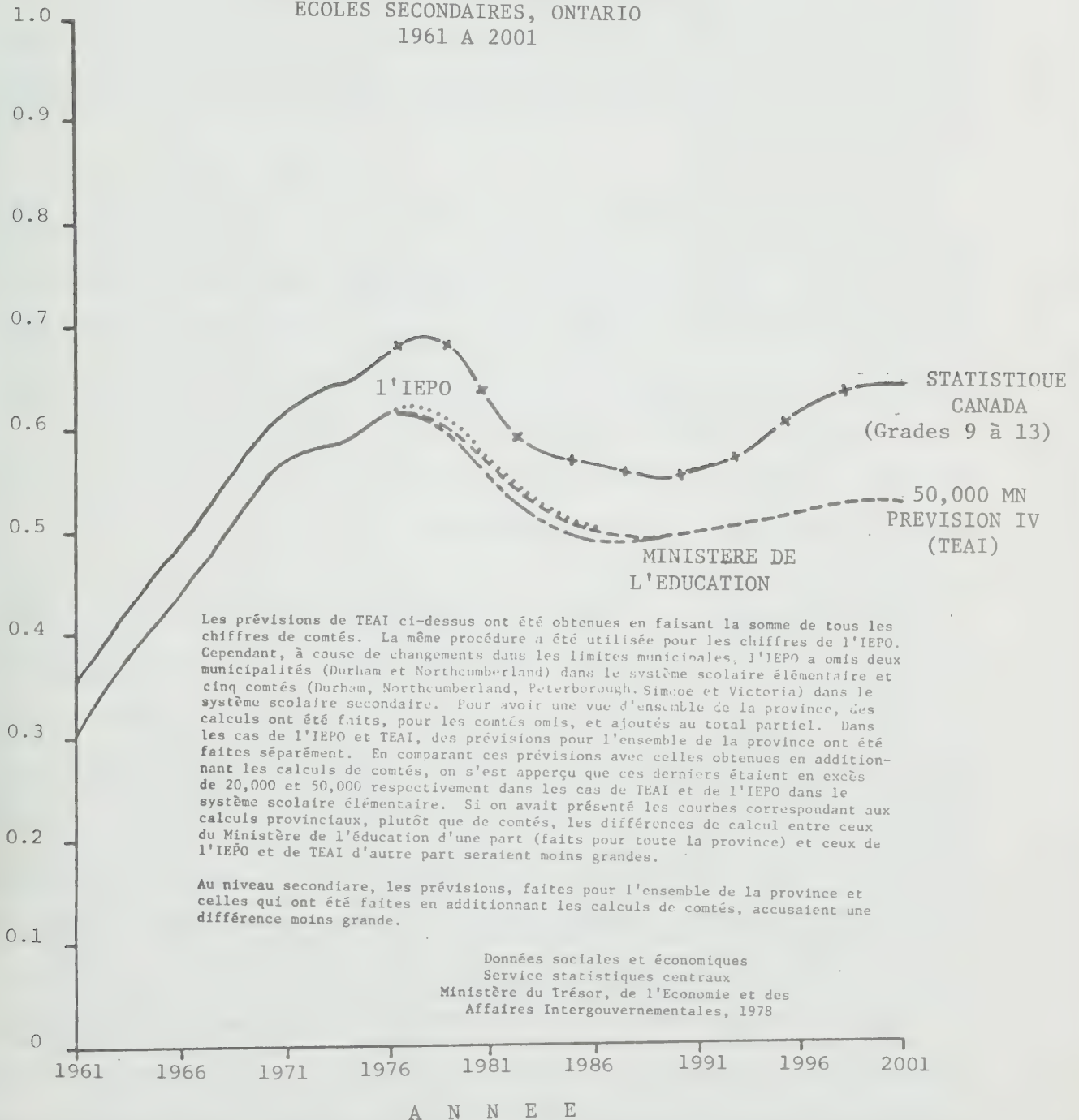
Les prévisions de TEAI ci-dessus ont été obtenues en faisant la somme de tous les chiffres de comtés. La même procédure a été utilisée pour les chiffres du 1'IEPO. Cependant, à cause de changement dans les limites municipales, l'IEPO a omis de cinq comtés (Durham, Northumberland, Peterborough, Simcoe et Victoria) dans le système scolaire élémentaire. Pour avoir une vue d'ensemble de la province, des calculs ont été faits, pour les comtés omis, et ajoutés au total partiel. Dans les cas de l'IEPO et TEAI, des prévisions pour l'ensemble de la province ont été faites séparément. En comparant ces prévisions avec celles obtenues en additionnant les calculs de comtés, on s'est aperçu que ces derniers étaient en excès de 20 et 50,000 respectivement dans les cas de TEAI et de l'IEPO dans le système scolaire élémentaire. Si on avait présenté les courbes correspondant aux calculs provinciaux plutôt que de comtés, les différences de calcul entre ceux du ministère de l'éducation d'une part (faits pour toute la province) et ceux de l'IEPO et de TEAI d'autre part seraient moins grandes.

Au niveau secondaire, les prévisions, faites pour l'ensemble de la province et celles qui ont été faites en additionnant les calculs de comtés, accusaient une différence moins grande.

Données sociales et économiques  
Services statistiques centraux  
Ministère du Trésor, de l'Economie et  
des Affaires Intergouvernementales, 1978

FIGURE 2.32

COMPARAISONS DE TENDANCES DES EFFECTIFS  
PREPAREES PAR DIFFERENTES AGENCES  
ECOLES SECONDAIRES, ONTARIO  
1961 A 2001



NOTE: MN - Migration nettes par an.

Voir note à la Figure 11.

Données sociales et économiques  
Service statistiques centraux  
Ministère du Trésor, de l'Economie et des  
Affaires Intergouvernementales, 1978

chaque comté et district en Ontario verrait une baisse soutenue dans ses effectifs. Certaines régions comme Peel et Dufferin ne seraient pas tellement touchées et resteraient des zones de croissance, mais la baisse dans d'autres régions telles que Huron, Cochrane, Renfrew, Prescott et Russel sera très importante. Même si les effectifs augmentent comme prévu après 1981, l'augmentation sera concentrée dans moins d'une douzaine de régions situées dans le centre de l'Ontario.

Les perspectives de baisse d'effectifs scolaires calculées sont évidemment similaires mais plus éloignées dans le temps. Mises à part quatre ou cinq régions distinctes, connues dans la province comme étant des zones de croissance, la baisse des effectifs des écoles secondaires d'abord abrupte, puis constante et soutenue, continuera partout en Ontario jusqu'en 2001. Les quatre régions de croissance modérée et continue sont en l'occurrence les comtés de Peel, York, Carleton et Dufferin.

Etant donné que les prévisions préliminaires d'effectifs sont les seules qui soient à jour et accessibles, nous avons choisi de les inclure ici dans notre discussion sur la population et de réduire la portée du chapitre prochain à des prévisions jusqu'en 1986 en nous servant des calculs d'OISE, du ministère de l'Education et de Statistique Canada. Je me suis servi surtout des prévisions pour 1986 d'OISE (dont l'exactitude a été prouvée par le passé) comme je l'indique dans l'annexe statistique, que je compléterai au besoin par celles du ministère de l'Education. Nous avons encore besoin de chiffres par grade et par âge, pour les écoles publiques et séparées et pour les conseils urbains et de comté. Le calcul des prévisions, pour le nord de l'Ontario en général et pour les petits conseils scolaires isolés où les conditions sont particulièrement instables s'est heurté à de grandes difficultés. Pour la



plupart de ces régions, les prévisions pour plus de cinq ans n'auraient aucun sens. La préparation pour ma Commission de prévisions pour le nord de l'Ontario est en cours. Celles-ci seront distribuées en avril.

Il me faut insister, à ce stade, que les prévisions démographiques et d'effectifs scolaires constituent une entreprise difficile et soumise au hasard; les démographes ne sont pas connus pour leur infaillibilité.

Je parle en connaissance de cause: pour me ramener à une certaine humilité, on m'a souvent rappelé certaines de mes prévisions (et commentaires) antérieurs. Pour répéter une phrase de feu Leslie M. Frost, ancien premier ministre, l'ennui avec les prévisions de cette sorte est que les gens insistent pour rester humains et résistent à toute forme de programmation (heureusement, devrai-je ajouter).

Dans les prévisions de facteurs démographiques, surtout dans le cas des tendances de la fécondité, les attitudes sociales sauraient-elles nous donner une idée de ce que les changements peuvent être? Les conditions économiques présentes et à venir peuvent nous donner une idée de ce que nous réserve l'avenir. D'après les prévisions préliminaires IV et V du groupe du TEIGA, ou selon mes propres approximations présentées plus haut, il ne fait aucun doute qu'il y aura (et je maintiens qu'il y en aura de toutes manières) des changements considérables dans la structure de la pyramide des âges en Ontario entre les recensements de 1976 et 2001. La seule question qui se pose encore est à savoir dans quelle mesure les hypothèses dont découlent ces données sont raisonnables.

Les changements dans la fécondité peuvent intervenir très vite et sans préavis et, en fait, un petit nombre de démographes suggèrent que la tendance

actuelle de fécondité changera de direction. Bien sûr, certains le suggèrent depuis plusieurs années comme en témoigne la théorie cyclique avancée en Grande-Bretagne. Mais aucun signe d'un tel changement de direction à court terme dans la tendance de la fécondité n'est encore visible.

A cause du grand nombre actuel de parents en puissance dans le groupe d'âges le plus susceptible d'avoir des enfants (nous sommes près d'un maximum en Ontario), même un changement minime dans les taux de fécondité aurait comme conséquence une grande augmentation de naissances si bien que même le maximum de 1960 pourrait être dépassé. Cependant, les moyens anticonceptionnels très efficaces dont nous disposons aujourd'hui (sans oublier les avortements thérapeutiques comme dernier recours, pour ainsi dire), de concert avec les attitudes sociales et les dimensions de familles généralement voulues, le fait que les femmes pénètrent de plus en plus le marché du travail (le taux de participation se rapproche de plus en plus de celui des hommes), l'attitude vis-à-vis du niveau de vie et le fait qu'avoir un enfant est un engagement de 20 à 25 ans, tous ces facteurs ne vont certainement pas dans le sens d'une augmentation de la fécondité à moins de prendre des mesures draconiennes.

Question intéressante: d'après notre échelle de valeurs et de priorités combien un bébé vaut-il pour ses parents et pour l'état? Je crains qu'il ne vaille que très peu et, à mes moments de pessimisme, je m'écrie même que l'on considère un bébé comme un passif et non comme un capital.

La baisse de la fécondité n'est pas un phénomène nouveau et bien d'autres cultures ont disparu au cours de la longue histoire de la race humaine. On retrouve cette baisse dans bien d'autres pays et en fait dans le monde occidental industrialisé. La fécondité incontrôlée ne se rencontre que dans les

pays en voie de développement.

En Europe de l'Ouest où, selon bien des démographes, s'établit la norme pour tout le monde occidental industrialisé, certaines études de tendances démographiques notent que les taux de fécondité en Allemagne et en Suisse, et peut-être aussi en Suède, sont tombés au-dessous du niveau le plus bas estimé pour l'Ontario par le TEIGA dans ses prévisions. Les démographes européens parlent facilement de familles moyennes de 1.5 enfants comme étant la norme pour l'avenir. Des études canadiennes récentes, dont la mienne, viennent corroborer ce point de vue selon lequel la période réelle d'âge reproductif des femmes se réduit pour n'aller que de 18 à 32 ans, et bientôt peut être de 23 à 30 ans, au lieu de la période traditionnelle de 15 à 49 ans. L'abaissement de la limite supérieure se fait depuis des années et la constitution différée des familles est largement acceptée par les hommes et par les femmes. En d'autres termes, les parents espacent leurs enfants différemment à présent et la réduction de la période d'âge reproductif aura pour résultat de diminuer les taux de fécondité.

Dans notre province aussi, un bon nombre de femmes nées au cours de l'après-guerre passent maintenant dans leur âge le plus reproductif mais aucune reprise de naissances ne se manifeste. Bientôt, la "réserve" de mères potentielles commencera à s'amenuiser rapidement maintenant que la crête de la vague des filles nées dans l'après-guerre a atteint l'âge de 18 ans.

Pour ce qui concerne les perspectives d'effectifs scolaires, la conclusion principale est que, quels que soient les ajustements marginaux aux données démographiques, les phénomènes de contraction de nos systèmes scolaires seront sérieux et continueront au moins jusqu'aux années 90.

Questions et problèmes

1. Comment faire pour en savoir plus sur les dimensions des familles à venir? Nous avons besoin de résultats d'analyses démographiques de ce facteur critique car un changement minime dans le taux de fécondité a de grandes répercussions sur le nombre des naissances et par conséquent sur tous les aspects de la société.
2. Quelles mesures dans le domaine des migrations seront adoptées par le gouvernement fédéral et par le gouvernement provincial étant donné la pénurie à venir de jeunes travailleurs? Est-ce que notre politique d'immigration permettra l'entrée d'un grand nombre d'immigrants en provenance de pays à fécondité incontrôlée qui constituent la seule source actuelle?
3. Les courants migratoires interprovinciaux reviendront-ils à ce qu'ils étaient traditionnellement lorsque l'Ontario gagnait considérablement dans les échanges nets de population? Les mouvements interprovinciaux continueront-ils librement à l'avenir ou bien érigera-t-on des barrières (linguistiques par exemple)?
4. Les migrations intraprovinciales caractérisées par l'exode rural et la fuite vers les banlieues, continueront-elles ou est-ce que le gouvernement provincial contrôlera ces mouvements?
5. Notre population vieillit et continuera de vieillir pendant quelque temps. Quels seront les effets de ce vieillissement sur tous les aspects socio-économiques (dont l'effet psychologique d'une majorité de contribuables et d'électeurs conservateurs dans la force de l'âge)?
6. Allons-nous faire face à une contraction continue de notre système économique liée à la contraction de la population totale et aux changements dans la structure de la pyramide des âges? Quelles seront les conséquences psychologiques de tout cela?



### Chapitre 3

#### Les effectifs scolaires en Ontario: le passé, le présent et l'avenir

A l'instar des autres chapitres, je n'ai pas surchargé le texte de tableaux détaillés et complexes; j'ai relégué ceux-ci à l'annexe ou à l'annexe statistique séparée pour ceux des lecteurs qui s'intéressent aux classifications par âge, sexe et grade. Les tableaux, les cartes et les graphiques dont je fais usage concernent presque exclusivement les effectifs totaux par type d'école lorsque certaines particularités de l'évolution de la croissance ou de la baisse méritent une attention plus particulière.

De plus, j'ai accordé une attention toute particulière à la répartition des gains et des pertes dans la province, par comté et par centre urbain surtout et pour les districts du vaste territoire que nous appelons le nord de l'Ontario et pour les districts de la frontière orientale avec le Québec, à travers les centaines de milles carrés de la partie centrale jusqu'aux territoires distants limitrophes des Etats-Unis et du Manitoba.

Ce chapitre a été divisé en deux sections pour des raisons pratiques et de présentation, mais aussi et surtout pour aider le lecteur à comprendre les changements passés et présents. Nous intitulerons ces sections "le passé et le présent" d'une part et "le présent et l'avenir" d'autre part en prenant 1976 comme ligne de démarcation. Jusqu'en 1976, nous parlerons d'effectifs scolaires réellement enregistrés. Après cela, nous nous avancerons dans un terrain inconnu et considérerons à des degrés différents, avec moins d'assurance lorsque nous parlerons d'un avenir éloigné, de conjectures, de prévisions et de perspectives. Nous avons suivi une méthode similaire, au chapitre précédent, dans notre étude démographique et dans notre examen des tendances et prévisions démographiques, si bien que le lecteur ne sera pas dépaycé.

En scrutant cet avenir incertain, je m'en suis tenu à la décennie allant de 1976 à 1986 surtout, tout en faisant quelques incursions (comme au chapitre précédent) plus loin vers la fin de ce siècle. Comme je l'expliquais plus haut, les données de base, dont nous avons besoin pour avoir un schéma plus complet jusqu'en 2001, n'étaient pas encore prêtes au moment de la rédaction et il nous est impossible d'attendre plus longtemps à cause de la date limite du 28 février pour la soumission du rapport intérimaire.

Pour ce qui concerne les perspectives d'effectifs scolaires, presque tous les enfants qui nous intéressent pour nos prévisions sont déjà nés. Un grand nombre d'entre eux se sont, en fait, déjà inscrits dans nos écoles et peuvent être comptés. Les inconnus sont compris dans les courants migratoires en provenance et à destination des autres provinces et pays, mais ce facteur a peu d'importance à court terme lorsqu'on le compare aux naissances vivantes. Quant à cette dernière variable, remarquez que ceux qui sont nés en 1977 n'auront guère plus de neuf ans en 1986 et seront en principe au grade 3 d'un de nos systèmes scolaires et nous savons aujourd'hui leur nombre et celui de leurs amis et camarades de jeu plus âgés.\*

Nous sommes quand même obligés d'estimer le nombre d'enfants dans les jardins d'enfants juniors et seniors et dans les grades 1 et 2 jusqu'en 1986, mais l'erreur dans nos prévisions ne peut être que minime si nous nous en tenons aux effectifs totaux et si nous évitons les estimations par grade. A moins, bien sûr, que nous insistions de considérer l'hypothèse radicale selon laquelle les taux de fécondité sont sur le point de faire un bond exponentiel prodigieux et immédiat, ce que je n'ai nullement l'intention de faire.

---

\* Comme pensée inattendue sur ces étranges temps modernes, je confie à mes lecteurs que j'avais écrit "frères et soeurs" à l'origine mais que j'ai ensuite effacé ces mots car peu d'entre eux auront jamais une telle parenté.

L'équipe de recherche en planification de l'éducation à OISE du Dr. Watson et de M. Quazi est entièrement d'accord avec moi au sujet de cette évaluation des tendances de la fécondité pour les cinq prochaines années au moins.

J'ai utilisé les perspectives d'effectifs scolaires d'OISE pour 1986 car elles me semblent les plus plausibles. Les chiffres pour 1985 et 1986 peuvent être trop élevés, mais pas de beaucoup à mon avis et de plus, ils n'ont pas le défaut de supposer un écho puissant de l'explosion démographique de l'après-guerre. Ils concèdent au plus (comme je le ferais moi-même) qu'un léger murmure s'élèvera aux alentours de 1983 si les conditions économiques s'améliorent et si l'attitude au sujet de la dimension des familles change. Si rien ne se passe alors, je conclurai à regret que l'écho s'est perdu à jamais.

L'utilisation de la période de 1976 à 1986 offre l'avantage supplémentaire que nous savons que les effectifs scolaires se seront stabilisés à la fin de cette période, après avoir baissé lentement selon toute évidence, la baisse brusque dans les effectifs du secondaire sera passée et une période de baisse progressive et lente sera amorcée. Ceci est une suite de la baisse brusque des naissances de 159,245 en 1960 à 126,257 en 1968 (un plongeon de 20.7% en huit ans à peine), suivie par un léger rétablissement à 134,724 en 1970 et d'une baisse plus modérée à 123,630 en 1977.

Je dois dire franchement que je n'entrevois pas d'autre piqué du taux de fécondité pour le reste du siècle. Au pire des cas verrons-nous une diminution progressive des familles jusqu'à une moyenne de 1.5 enfants. C'est ce que les démographes européens prévoient et nous n'en sommes pas si loin au Canada. J'estime, à propos des techniques de planning familial dont nous disposons aujourd'hui (anti-conception et avortement thérapeutique) que nous

sommes entrés dans l'"âge bénit", comme certains le nomment, de la fécondité contrôlée et tout autre progrès se fera sous forme de développements techniques plus acceptables. Pour changer, des femmes savantes mettront peut-être au point un ensemble de méthodes que les hommes seront obligés d'employer et non l'inverse (ainsi disparaîtra un des derniers vestiges de la domination masculine de la société, je suppose).

Avant de passer aux chiffres, aux cartes et aux figures, j'aimerais dire dès maintenant qu'il est dans notre pouvoir, et j'en suis pleinement convaincu, de surmonter les difficultés qui nous attendent et de résoudre d'une façon satisfaisante les problèmes qui se posent et qui continueront de se poser à nos écoles. Il nous faut bien examiner la situation, évaluer les différentes mesures et l'alternative possible et prévoir un plan d'action délibéré qui convienne le mieux à notre communauté si nous voulons éviter la panique et même le désastre. Les choses ne seront souvent pas faciles et nous devons prévoir de grands changements. Mais je n'entrevois pas qu'ils devront être radicaux ou révolutionnaires.

Nous devons surtout mettre de l'ordre dans nos valeurs et priorités et mettre à profit notre ingéniosité et notre créativité pour concevoir de nouveaux moyens, dans un système pratiquement inchangé, pour continuer d'assurer la meilleure qualité possible d'enseignement aux peu d'enfants que nous avons et de parer aux problèmes de personnel d'une façon aussi sensée et humaine que possible. Il nous faudra aussi user de bon sens pour limiter les dépenses afin d'éviter la faillite ou la révolte des contribuables. Notre système scolaire deviendra plus réduit, mais comment? Nous sommes partis d'un système réduit en 1940 et nous nous sommes arrangés à nous accommoder de la demande emballée des années 50 et 60; à présent, nous pouvons ralentir pour nous



accommoder des temps plus sobres et austères des années 70 et au-delà.

Je suis un optimiste invétéré et j'ai raison d'avoir foi dans l'être humain: nous avons survécu, dans ma vie, à la boucherie de la première guerre mondiale, à l'épidémie de grippe qui a décimé plus de monde encore, aux jours mornes du chômage et aux privations de la dépression, aux horreurs de la deuxième guerre mondiale avec ses purges et ses tentatives de génocide, à la terreur de la bombe atomique et aux menaces de la guerre thermonucléaire, puis nous avons joui de temps meilleurs après guerre ou du moins nous étions plus à l'aise matériellement dans cette civilisation du confort. Nous pouvons parler à toutes les éventualités si nous nous mettons au travail au lieu de pleurer, même si notre société entière est ébranlée par les changements démographiques. La crise scolaire actuelle n'est qu'un signe précurseur de ce qui nous attend.

La plupart d'entre nous ne peut pas rester impassible devant un tel déficit car il vient nous distraire de notre routine quotidienne et nous donne une occasion de faire quelque chose. Alors, allons voir cette brute de près et fixons-la dans le blanc des yeux!

### Le passé et le présent

Pour avoir une bonne idée des progrès que nous avons faits dans l'éducation, il faut remonter aux années folles juste avant l'effondrement de la bourse de 1929. Les chiffres des tableaux 3.1 et 3.2 et les figures 3.1 et 3.2 indiquent donc les effectifs des écoles primaires et secondaires (publiques et séparées) au cours d'une période de 50 ans entre 1926 et 1976 pour les écoles primaires et de 1951 à 1971 pour les écoles secondaires. Il est difficile d'obtenir des chiffres comparables pour les écoles secondaires au cours des premières années. A mon avis, c'est en partie à cause du manque d'uniformité dans les termes et les classifications ayant rapport avec les écoles durant ces années-là.

Les graphiques des écoles primaires donnent un schéma de deux périodes importantes: le temps sans croissance de la dépression et du début de la guerre et le temps de l'expansion effrénée après 1951 dans les écoles primaires et secondaires suivi d'une baisse dans les écoles primaires entre 1971 et 1976. Quant à l'incroyable courbe de croissance dans les écoles secondaires, souvenez-vous que deux facteurs jouaient simultanément: il y avait une invasion d'élèves nés au cours de l'après-guerre et un grand succès de l'idée de l'éducation secondaire pour tous qui ont eu un effet multiplicateur sur la courbe de croissance. A propos, durant ces années, nous essayions aussi de faire accepter l'idée de l'égalité des possibilités dans le domaine de l'enseignement, mais ceci est une autre histoire et se situe en dehors des termes de mon contrat.

Remarquez que les effectifs scolaires avaient presque atteint leur maximum en 1976, comme on pouvait s'y attendre à la lumière des prévisions démographiques présentées au chapitre précédent. Avec l'école obligatoire et

TABEAU 3.1

EFFECTIFS DES ECOLES ELEMENTAIRES EN ONTARIO -- TOTAL  
1926-1976

Année	PUBLIC			SEPARÉ C.R.			TOTAL SEPARÉ		
	Effectifs de grades	Education spéciale	Public total	Effectifs de grades	Education spéciale	Total S.C.R.	Effectifs de grades	Education spéciale	Grand Total
1926 <sup>1</sup>			494,652			95,049			589,701
1927			502,384			98,248			600,632
1928			508,407			99,496			607,903
1929 <sup>1</sup>			511,840			103,148			614,988
1929 <sup>2</sup>			468,521			91,925			560,446
1930			474,010			95,974			569,984
1931			481,414			99,198			580,612
1932			483,331			101,552			584,883
1933			482,514			101,513			584,027
1934	460,689	3,497	464,186	101,124	467	101,591	561,813	3,497	565,777
1935	457,735	3,050	460,785	100,603	547	101,152	558,338	3,050	561,937
1936	451,957	3,408	455,365	100,412	596	101,010	552,369	3,408	556,375
1937	450,577	3,932	454,509	101,633	871	102,505	552,210	3,932	556,142
1938	449,304	3,878	453,182	103,719	747	104,466	553,023	3,878	556,901
1939	437,238	3,905	441,143	101,443	737	102,180	538,681	3,905	542,586
1940	429,738	3,859	433,597	99,601	716	100,317	529,339	3,859	533,198
1941	422,804	3,379	426,183	98,547	711	99,258	521,351	3,379	524,730
1942	421,502	3,837	425,339	101,592	597	102,182	523,094	3,837	526,931
1943	432,268	3,916	436,184	102,506	673	103,179	534,774	3,916	538,690
1944	430,213	4,212	434,425	103,641	644	104,285	533,854	4,212	538,710
1945	432,348	4,361	436,709	107,685	613	108,298	540,033	4,361	545,007
1946	437,306	4,027	441,333	108,281	596	108,877	545,587	4,027	550,210
1947	448,499	4,617	453,116	110,788	627	111,413	559,287	4,617	564,529
1948	464,965	4,552	469,517	114,960	547	115,507	579,925	4,552	584,477
1949	489,160	4,372	493,532	122,097	597	122,697	611,257	4,372	616,029
1950	503,731	4,633	508,364	126,634	617	127,253	630,365	4,633	635,617
1951	540,179	4,304	544,483	133,541	667	134,117	673,630	4,304	678,600
1952	583,505	4,839	588,344	146,010	656	146,668	729,515	4,839	735,012
1953	615,631	4,815	620,446	162,082	656	162,738	777,713	4,815	783,184
1954	639,164	4,797	643,961	173,635	563	174,198	812,799	4,797	818,159
1955	670,481	5,765	676,246	186,719	647	187,368	857,200	5,765	863,614
1956	699,654	6,665	706,319	204,899	678	205,577	904,553	6,665	911,896
1957	739,372	7,864	747,236	223,221	660	223,881	962,593	7,864	971,117
1958	775,565	8,602	784,167	242,688	743	243,431	1,018,253	8,602	1,027,598
1959	808,825	9,055	817,880	262,917	852	263,769	1,071,742	9,055	1,081,649
1960	833,071	10,666	843,737	281,540	1,111	282,651	1,114,611	10,666	1,126,388
1961	850,048	11,667	861,715	299,951	1,367	301,338	1,149,999	11,667	1,163,053
1962	867,460	12,738	880,198	315,201	1,630	316,831	1,182,661	12,738	1,197,029
1963	888,775	13,055	901,830	329,236	2,098	331,334	1,218,011	13,055	1,233,164
1964	910,857	14,211	925,068	350,290	3,115	353,405	1,261,147	14,211	1,278,473
1965 <sup>3</sup>	933,577	15,797	949,374	366,757	3,911	370,669	1,300,334	15,797	1,320,043
1966	959,654	17,246	976,900	383,040	4,921	387,971	1,342,694	17,246	1,364,871
1967	981,726	20,829	1,002,555	395,911	6,586	402,497	1,377,637	20,829	1,405,052
1968	997,922	23,754	1,021,676	401,748	7,166	408,914	1,399,670	23,754	1,430,590
1969	1,020,948	21,613	1,042,561	407,069	6,487	413,556	1,428,017	21,613	1,456,117
1970	1,022,857	24,198	1,047,055	411,533	6,900	418,433	1,434,390	24,198	1,465,488
1971	1,010,464	24,239	1,034,703	415,571	6,566	422,137	1,426,035	24,239	1,456,840
1972	997,112	25,823	1,022,935	415,300	6,666	422,166	1,412,412	25,823	1,445,161
1973	972,430	26,238	998,668	416,030	6,187	424,217	1,390,460	26,238	1,422,885
1974	N.A.	-	977,545	N.A.	-	427,294	N.A.	-	1,404,839
1975	934,600	27,025	961,625	421,479	6,374	427,853	1,356,079	27,025	1,389,478
1976	909,940	27,352	937,292	415,505	7,068	422,793	1,325,445	27,352	1,360,085

<sup>1</sup> Effectifs en décembre, âges de septembre 1926 à 1929

<sup>2</sup> Effectifs au dernier jour d'école en mai - 1929 à 1965

<sup>3</sup> Effectifs au 30 septembre, 1966 à 1976.

## EFFECTIFS SCOLAIRES SECONDAIRES A PLEIN-TEMPS EN ONTARIO, 1951-1976

- 136 -

ANNÉE	ANNÉE INTER- MÉDIAIRE 1	ANNÉE 2	ANNÉE SENIOR 2	ANNÉE 4	ANNÉE D'HONNEUR 5	EDUCATION SPÉCIALE	TOTAL SECONDAIRE
1951	40,085	35,384	23,833	18,300	8,827	1,127	133,556
1952	49,549	36,946	25,321	19,245	8,975	1,055	141,091
1953	51,288	39,468	26,252	19,685	9,818	1,038	147,549
1954	55,887	42,262	29,133	21,713	9,981	1,190	160,166
1955	61,911	45,251	31,489	23,846	10,799	1,266	174,562
1956	66,354	48,640	32,830	25,041	11,487	1,253	185,605
1957	72,063	53,654	37,177	26,769	12,547	1,315	203,525
1958	74,604	59,109	41,718	31,058	14,278	1,308	222,075
1959	76,598	60,829	45,552	34,792	16,267	3,538	237,576
1960	88,607	64,783	47,833	38,697	18,447	4,408	262,775
1961	100,988	76,290	52,681	42,266	21,482	5,470	299,177
1962	103,866	86,012	61,733	46,775	23,750	9,441	331,578
1963	103,526	90,817	70,302	55,731	26,262	17,572	364,210
1964	105,899	93,453	77,922	64,418	32,770	20,839	395,301
1965	110,997	96,299	80,710	67,282	37,692	25,758	418,738
1966	117,582	100,710	83,963	70,625	35,007	28,139	436,026
1967	124,067	108,789	88,988	76,214	36,472	30,206	463,736
1968	131,082	117,426	98,585	82,371	40,087	31,257	500,807
1969	135,420	122,181	105,836	90,956	43,569	32,717	530,679
1970 <sup>1</sup>	153,826	139,961	116,116	98,837	48,173	-	556,913
1971	157,433	141,939	121,750	101,733	51,665	-	574,520
1972	162,781	143,459	125,417	100,644	50,712	-	583,013
1973	165,235	143,939	126,596	99,854	50,101	-	585,725
1974	161,775	145,651	127,541	103,609	54,141	-	589,650
1975	163,004	148,141	131,692	108,182	54,141	-	605,160
1976	162,319	148,633	135,241	111,349	55,513	-	613,055

<sup>1</sup> Depuis 1970, les effectifs des écoles secondaires sont répartis dans les grades selon une définition plus large du grade. On se réfère aux étudiants selon le nombre d'années passées à l'école après le jardin d'enfants ou les crédits ou cours qu'ils ont finis. En 1972, ceux qui avaient de 0-6 crédits étaient classés au grade 9, ceux qui avaient entre 7 et 13 crédits étaient au grade 10, ceux qui avaient entre 14 et 20 crédits au grade 11, ceux qui avaient de 21 à 26 crédits au grade 12. Les candidats inscrits à un cours d'honneur de diplôme secondaire étaient classés au grade 13.



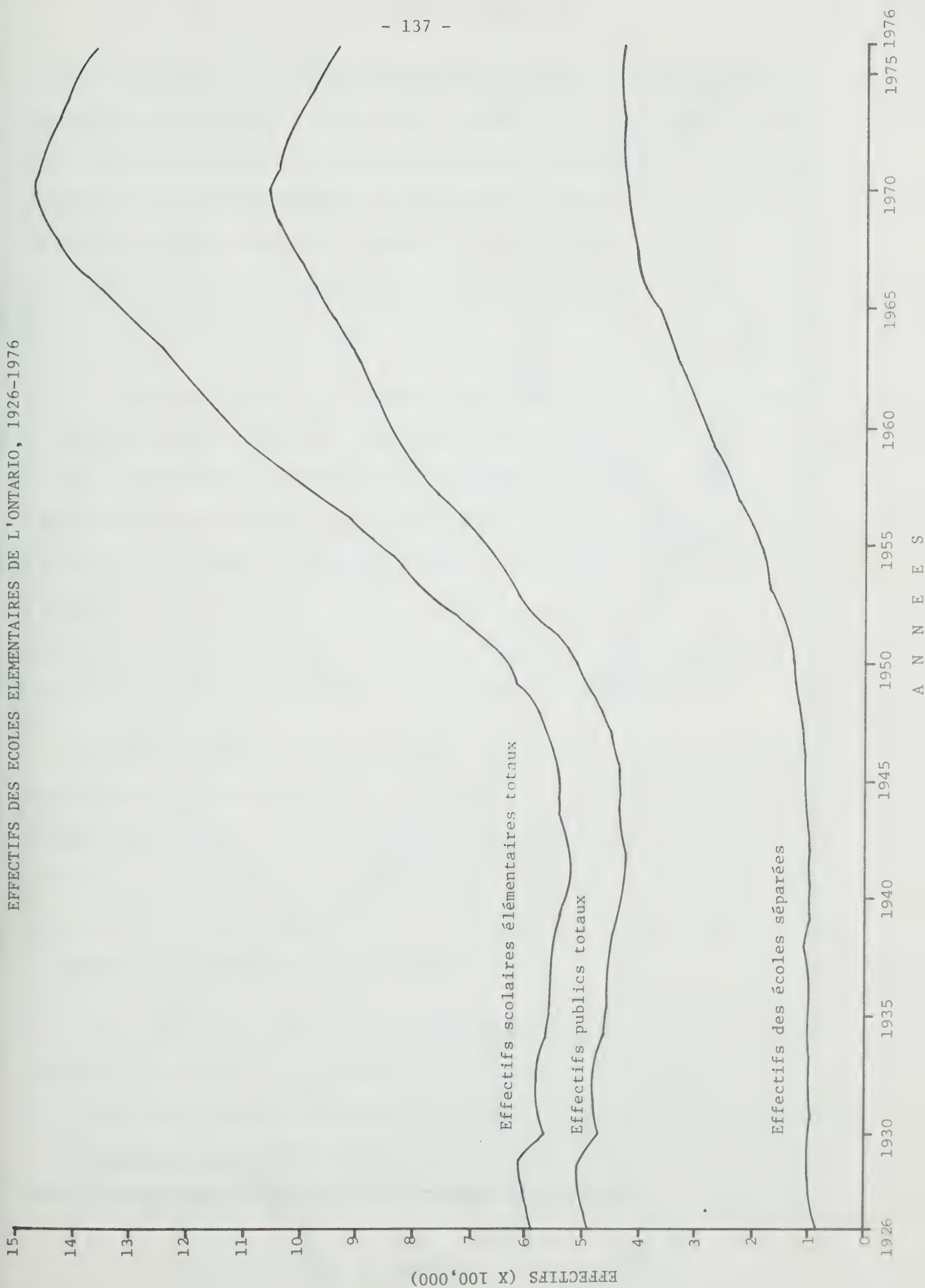
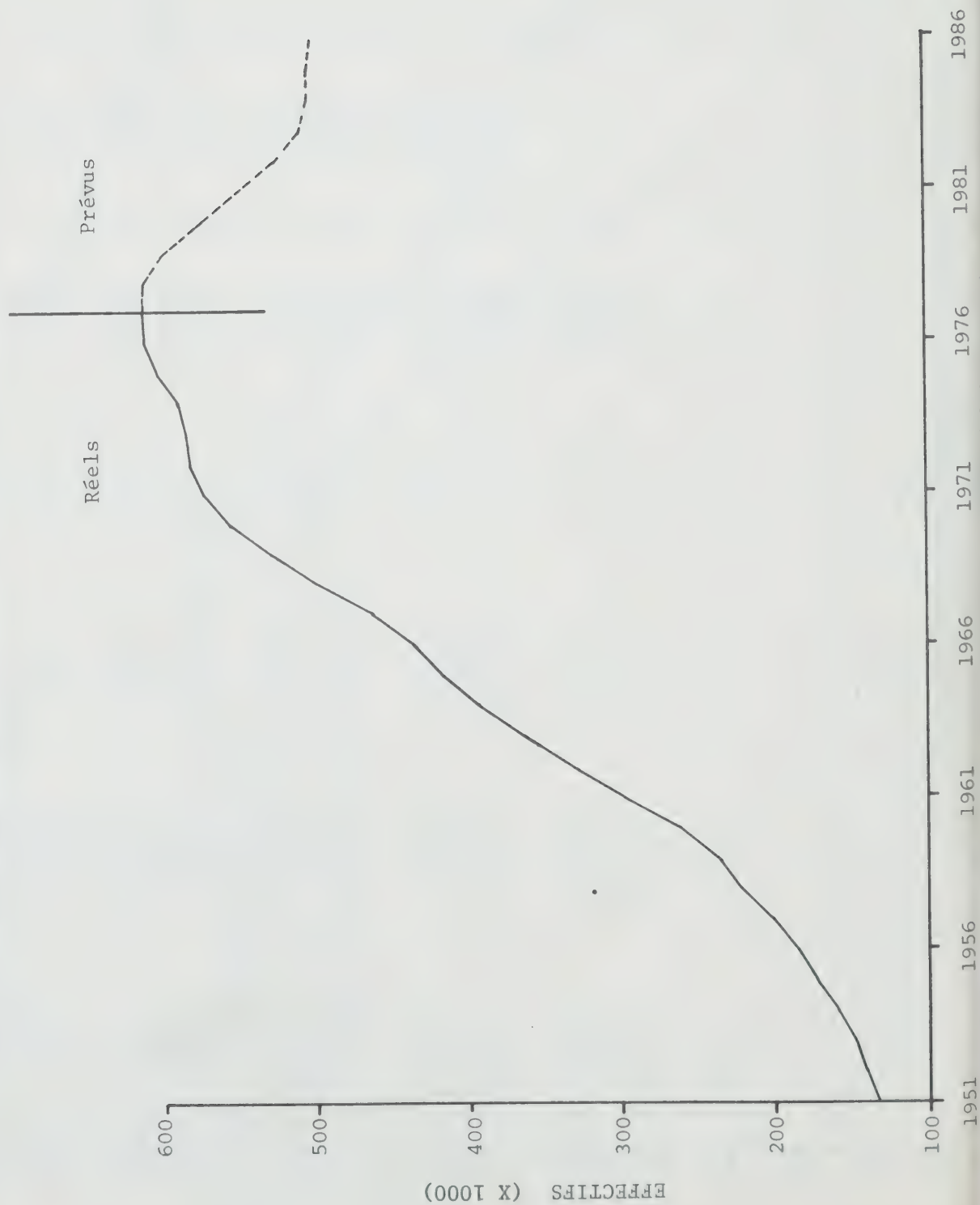


FIGURE 3.2  
EFFECTIFS SCOLAIRES SECONDAIRES REELS ET PREVUS TOTAUX EN ONTARIO, 1951-86



l'idée acceptée de l'éducation secondaire pour tous, les courbes présentes des effectifs scolaires (comme nous le rappelle le docteur Zoltan Zsigmond dans les publications qu'il a faites pour Statistique Canada) sont parallèles aux courbes démographiques correspondantes, exception faite des grades secondaires plus avancés qui ne sont plus obligatoires (en théorie du moins) et où les taux de participation varient d'année en année (en fonction des conditions économiques qui règnent dans la province selon toute apparence).

Si nous disposions de prévisions démographiques adéquates, il serait chose relativement simple de calculer les perspectives d'effectifs scolaires totaux. Le calcul des perspectives par système scolaire, par grade ou par âge est déjà plus compliqué et le démographe passe à la technique cohorte-grade ou cohorte-âge. La technique peut se compliquer encore plus au niveau scolaire secondaire si l'on essaie aussi de faire des prévisions pour les sujets principaux, comme tente de le faire le groupe de recherche d'OISE (à l'aide d'un modèle informatique très complexe et sophistiqué).

Après ce passage en revue rapide du passé et du présent dans leurs grandes lignes, concentrons-nous sur la période allant de 1971 à 1976 pour les écoles primaires afin d'illustrer un des problèmes majeurs qui est, pour les éducateurs, de convaincre les politiciens (autres que ceux à qui le portefeuille de l'Education est familier) et l'homme de la rue que l'histoire de la baisse des effectifs est "une histoire vraie".

La principale source de difficultés réside dans le fait que la population totale de l'Ontario (voir la carte d'accroissement démographique à la figure 2.2) continue joyeusement sa route à une allure constante et assez respectable — comme pour le reste du Canada, avec les exceptions notables de l'Alberta et de la Colombie Britannique, où le rythme de croissance est plus élevé, et

du Québec où les choses semblent changer. Bien entendu, la croissance n'est pas uniforme dans tout l'Ontario. Certaines régions se développent à toute allure, tandis que d'autres (comme certaines des grandes villes et l'Ontario du Nord) ont vu leur population diminuer entre les recensements de 1971 et 1976. Mais avec des chiffres continuellement à la hausse, comment peut-on avoir des diminutions dans les écoles secondaires?

Le fait est que les écoles publiques ont été touchées par des baisses importantes mais ce n'était pas le cas pour les écoles séparées presque partout en Ontario entre 1971 et 1976 comme l'indiquent les cartes (voir figures 2.5 et 2.6). Certaines des régions mentionnées plus haut ont joui et jouissent encore, si l'on peut dire, d'augmentations appréciables dans les effectifs de leurs écoles primaires depuis 1971, notamment Peel, Dufferin et d'autres en Ontario central.

Mais même ces régions "fortunées" peuvent avoir leurs problèmes particuliers. Ainsi, le sud de Peel est en baisse alors que le nord de Peel est en expansion rapide; le nord de Simcoe est en expansion alors que le sud est en baisse. On se trouve alors en présence d'écoles vides d'une part et d'élèves ayant besoin de plus d'écoles d'autre part. (Nous n'avons jamais construit d'établissements scolaires portables -- rien que des salles de classe portables.) Les problèmes dépassent certaines limites géographiques d'autorité près de beaucoup de grandes villes, lorsque l'on trouve des salles de classe et des écoles vides dans le centre de la ville et des élèves ayant besoin d'espace au-delà des limites de la ville. La situation d'Ottawa-Carleton est un exemple classique d'un dilemme encore non résolu.

A cause de l'importance toute particulière des Franco-Ontariens en tant que groupe et vu l'intérêt particulier porté à leurs problèmes, des tableaux



et des graphiques-cartes spéciaux sont consacrés à leur population et à la répartition de leurs effectifs scolaires au primaire et au secondaire. Etant donné, peut-être, que leur taux de fécondité semble moins élevé qu'ailleurs dans la province, les diminutions se sont amorcées plus tôt et semblent être encore plus sérieuses aujourd'hui (tableaux 3.3 à 3.6 et figures 3.3 à 3.7).

Pour la période allant jusqu'en 1976, nous avons aussi inclus les meilleurs chiffres que nous ayons pu trouver pour les écoles privées, les écoles pour les enfants de militaires et des données sur les effectifs d'enfants de nos Indiens (tableaux 3.7 à 3.9). Les nombres étant réduits pour la plupart de ces groupes spéciaux, nous n'avons pas essayé de fournir de perspectives jusqu'en 1986 à ce stade. Nous avons cependant fait des prévisions jusqu'en 1986 pour les écoles de la communauté franco-ontarienne.

En plus des graphiques-cartes, les tableaux 3.10 à 3.15 donnent les effectifs totaux de 1971 à 1976 pour les conseils scolaires urbains et ceux de comtés, y compris l'Ontario du Nord. Ils présentent les données pour les secteurs public, séparé, primaire total et secondaire selon le cas.

Il vaut la peine de noter que les conseils scolaires primaires, à peu d'exceptions près, ont réussi jusqu'à présent à parer adéquatement aux baisses appréciables et semblent sûrs de pouvoir s'accommoder des difficultés moindres que leur réserve l'avenir. Ils l'ont bien prouvé jusqu'ici, bien qu'ils aient eu quelques mauvaises passes, des conflits, des réunions bruyantes et autres. Tout ceci est bien compréhensible, bien entendu, car nous sommes tellement habitués à voir l'école primaire comme un établissement local (où l'on peut se rendre à pied), que le moindre changement cause un grand trouble lorsqu'un centre-scolaire-communautaire est menacé.

TABLEAU 3.3  
EFFECTIFS D'ÉCOLES PUBLIQUES DE LANGUE FRANÇAISE EN ONTARIO  
1966 À 1977

Année scolaire commençant en	Jardin d'enfants (Jr. & Sr.)		GRADES										Education spéciale		TOTAL
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12			
1966	269	257	248	294	252	250	254	304	253	-	-	-	74	-	2,455
1967	220	274	289	247	282	289	237	255	288	-	-	-	78	-	2,459
1968	237	245	272	258	239	266	271	261	230	-	-	-	57	-	2,336
1969	241	283	276	256	221	225	252	274	275	-	-	-	51	-	2,354
1970	214	248	260	229	250	235	216	253	256	-	-	-	75	-	2,236
1971	165	214	239	227	219	252	228	218	241	-	-	-	71	-	2,074
1972	165	174	212	226	225	213	254	227	207	-	-	-	58	-	2,961
1973	223	214	197	225	241	251	215	264	215	-	-	-	56	-	2,103
1974	343	314	267	226	285	244	257	234	246	-	-	-	-	-	2,418
1975	341	246	230	244	208	248	252	271	219	-	-	-	40	-	2,299
1976	358	258	232	215	228	205	237	260	253	-	-	-	43	-	2,289
1977	378	309	282	262	219	233	217	247	250	-	-	-	38	-	2,435

Source: Rapports annuels du Ministère de l'éducation de l'Ontario.

TABLEAU 3.4  
EFFECTIFS DES ECOLES CATHOLIQUES-ROMAINES SEPARÉES DE LANGUE FRANÇAISE  
1966 A 1977

ANNEE SCOLAIRE COMMENCANT EN	GRADES										EDUCATION SPECIALE	TOTAL
	JARDINS D'ENFANTS (JR. ET SR.)	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	
1966	8,920	11,314	10,228	9,927	9,754	9,266	8,782	8,277	7,431	2,960	2,787	90,771
1967	9,137	10,687	10,579	9,819	9,793	9,696	8,969	8,766	8,155	2,844	2,277	92,145
1968	8,965	10,376	9,965	10,252	9,549	9,505	9,197	8,697	8,175	916	735	87,858
1969	9,211	10,026	10,042	9,984	10,214	9,493	9,652	8,917	8,498	395	309	88,043
1970	8,625	9,850	9,709	9,912	9,791	9,952	9,429	9,357	8,878	137	147	87,989
1971	8,276	9,103	9,483	9,507	9,593	9,565	9,680	9,301	8,942	155	139	85,422
1972	9,518	7,536	8,735	9,208	9,194	9,363	9,232	9,393	8,777	149	143	83,278
1973	9,826	7,175	7,365	8,616	9,128	9,081	9,187	9,079	9,095	162	145	80,502
1974	10,817	6,975	7,044	7,365	8,650	9,171	9,101	9,439	8,879	194	129	77,764
1975	11,150	7,039	6,596	6,693	7,097	8,365	8,751	8,646	8,623	247	149	75,125
1976	11,075	7,065	6,654	6,549	6,561	7,051	8,136	8,564	8,205	387	192	72,300
1977	10,967	7,211	6,739	6,583	6,459	6,541	6,978	8,064	8,279	397	279	70,022

Source: Rapports annuels du Ministère de l'éducation de l'Ontario.

TABLEAU 3.5  
EFFECTIFS DES ECOLES ELEMENTAIRES DE LANGUE FRANCAISE DE L'ONTARIO  
1966 A 1977

Année scolaire commençant en	GRADES										TOTAL		
	Jardin d'enfants (Jr. & Sr.)	1	2	3	4	5	6	7	8	9		10	Education spéciale
1966	9,189	11,571	10,476	10,221	10,006	9,516	9,036	8,581	7,684	2,960	2,787	1,199	93,226
1967	9,357	10,961	10,868	10,066	10,075	9,985	9,206	9,021	8,443	2,844	2,277	1,501	94,604
1968	9,202	10,621	10,237	10,510	9,788	9,771	9,468	8,959	8,405	916	735	1,583	90,194
1969	9,452	10,309	10,318	10,240	10,435	9,718	9,904	9,191	8,773	395	309	1,353	90,397
1970	8,839	10,098	9,969	10,141	10,041	10,187	9,645	9,610	9,134	137	147	2,277	90,225
1971	8,441	9,317	9,722	9,734	9,812	9,817	9,908	9,519	9,183	155	139	1,749	87,496
1972	9,683	7,710	8,947	9,434	9,419	9,576	9,486	9,620	8,984	149	143	2,088	85,239
1973	10,049	7,389	7,562	8,841	9,369	9,332	9,402	9,343	9,310	164	145	1,699	82,605
1974	11,160	7,289	7,311	7,591	8,935	9,415	9,358	9,673	9,125	196	129	-	80,182
1975	11,491	7,285	6,826	6,937	7,305	8,613	9,003	8,917	8,842	247	149	1,809	77,424
1976	11,433	7,323	6,886	6,764	6,789	7,256	8,373	8,824	8,458	387	192	1,904	74,589
1977	11,345	7,520	7,021	6,845	6,678	6,774	7,195	8,311	8,529	397	279	1,563	72,457

Source: Rapports annuels du Ministère de l'éducation de l'Ontario.



TABLEAU 3.6

EFFECTIFS DES ECOLES SECONDAIRES DE LANGUE FRANCAISE DE L'ONTARIO  
1969 - 1977

Année scolaire commençant en	GRADES				TOTAL
	9	10	11	12	
1969	7,181	5,832	4,082	3,325	21,590
1970	7,977	6,693	5,085	3,771	25,212
1971	8,770	7,326	5,608	4,449	28,018
1972	9,045	7,888	6,201	4,759	29,883
1973	8,807	7,788	6,679	5,033	30,243
1974	9,005	8,061	6,644	5,334	30,906
1975	8,704	8,300	6,874	5,612	31,392
1976	8,590	8,105	7,110	5,740	31,510
1977	8,209	7,823	6,852	5,898	30,623

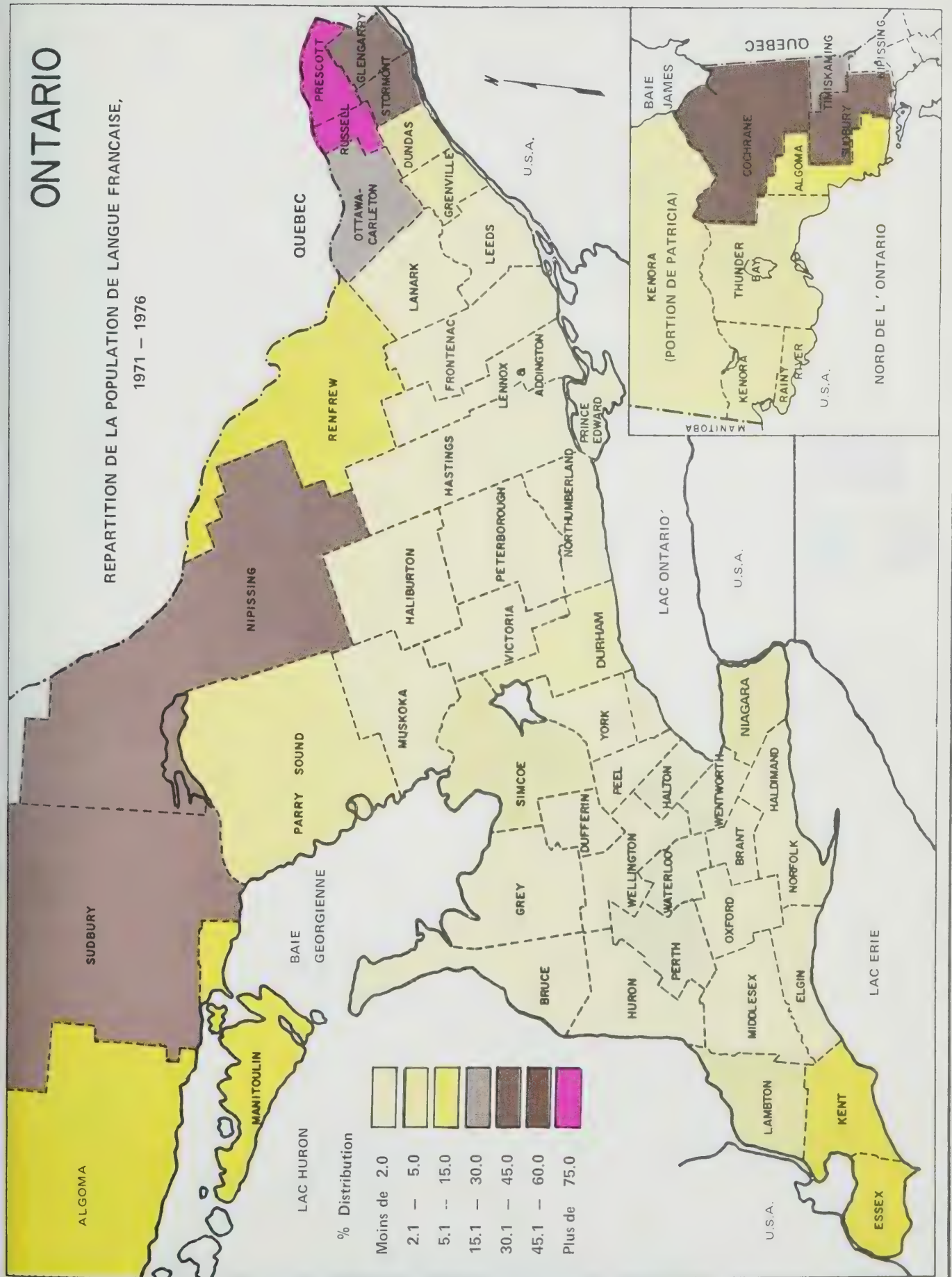
Source: Rapports annuels du Ministère de l'éducation de l'Ontario.



# ONTARIO

REPARTITION DE LA POPULATION DE LANGUE FRANCAISE,

1971 — 1976

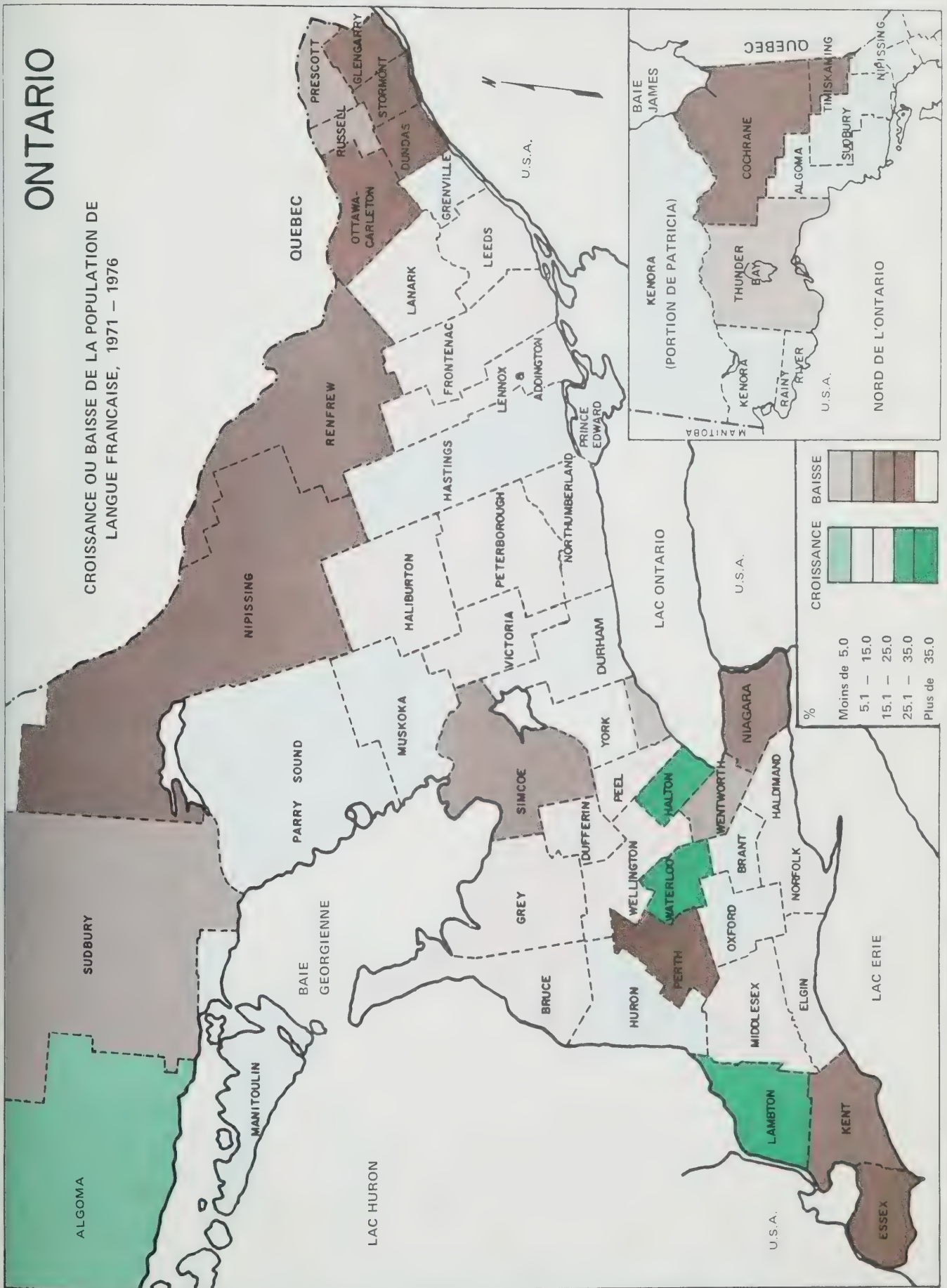






# ONTARIO

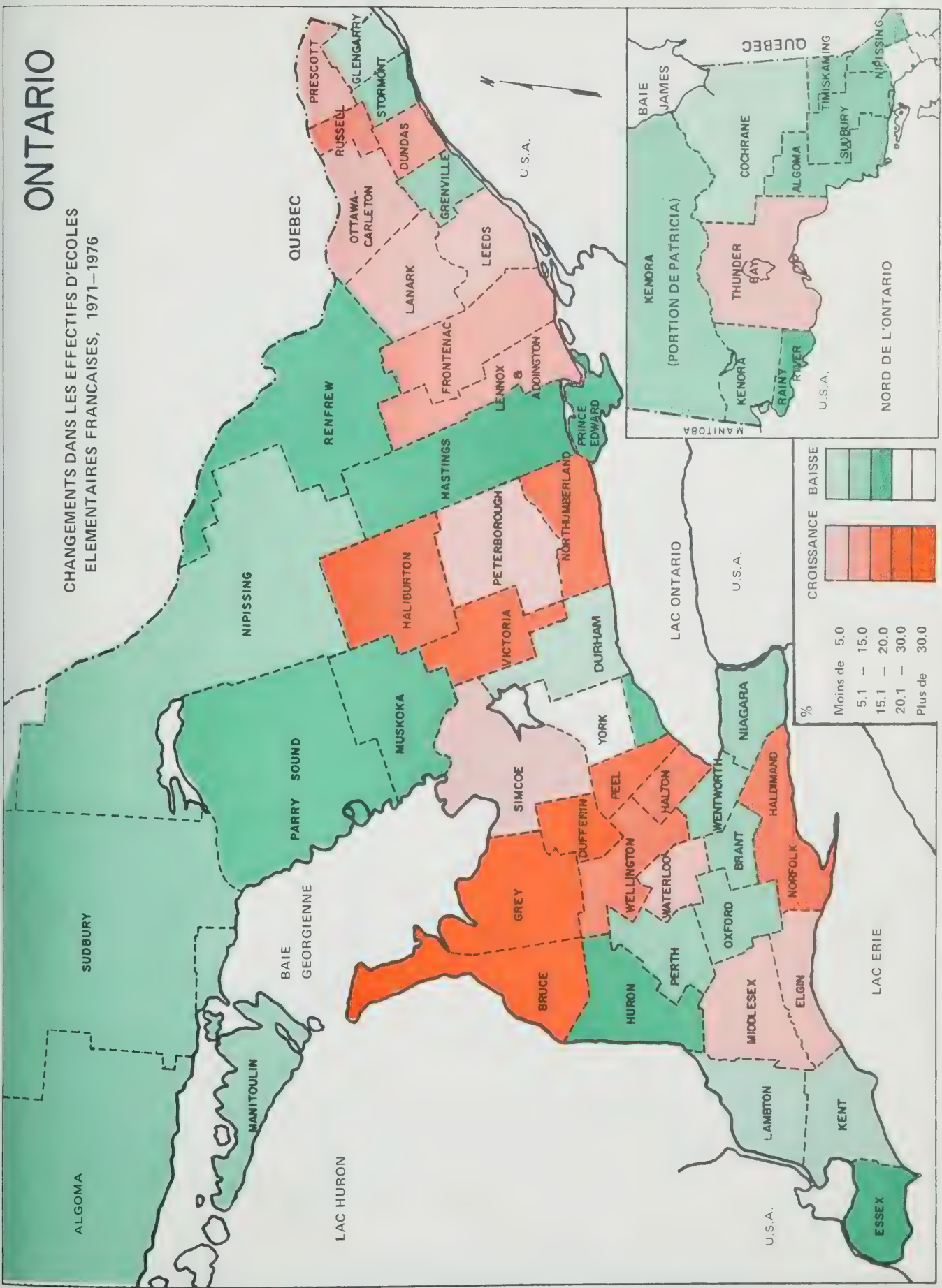
CROISSANCE OU BAISSE DE LA POPULATION DE  
LANGUE FRANCAISE, 1971 - 1976





# ONTARIO

CHANGEMENTS DANS LES EFFECTIFS D'ÉCOLES  
ÉLÉMENTAIRES FRANÇAISES, 1971-1976







# ONTARIO

CHANGEMENTS DANS LES EFFECTIFS D'ÉCOLES  
SECONDAIRES FRANÇAISES, 1971-1976

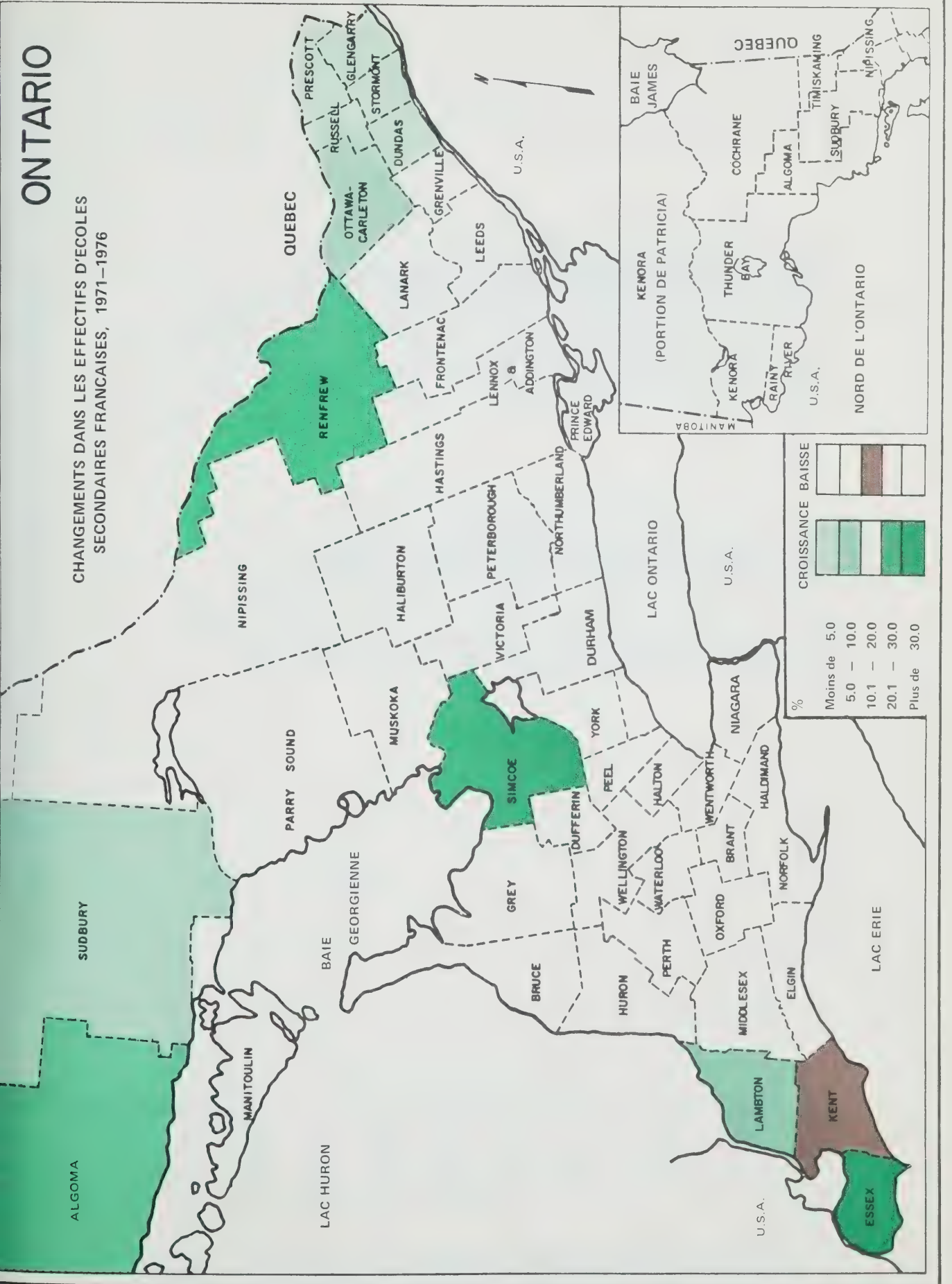
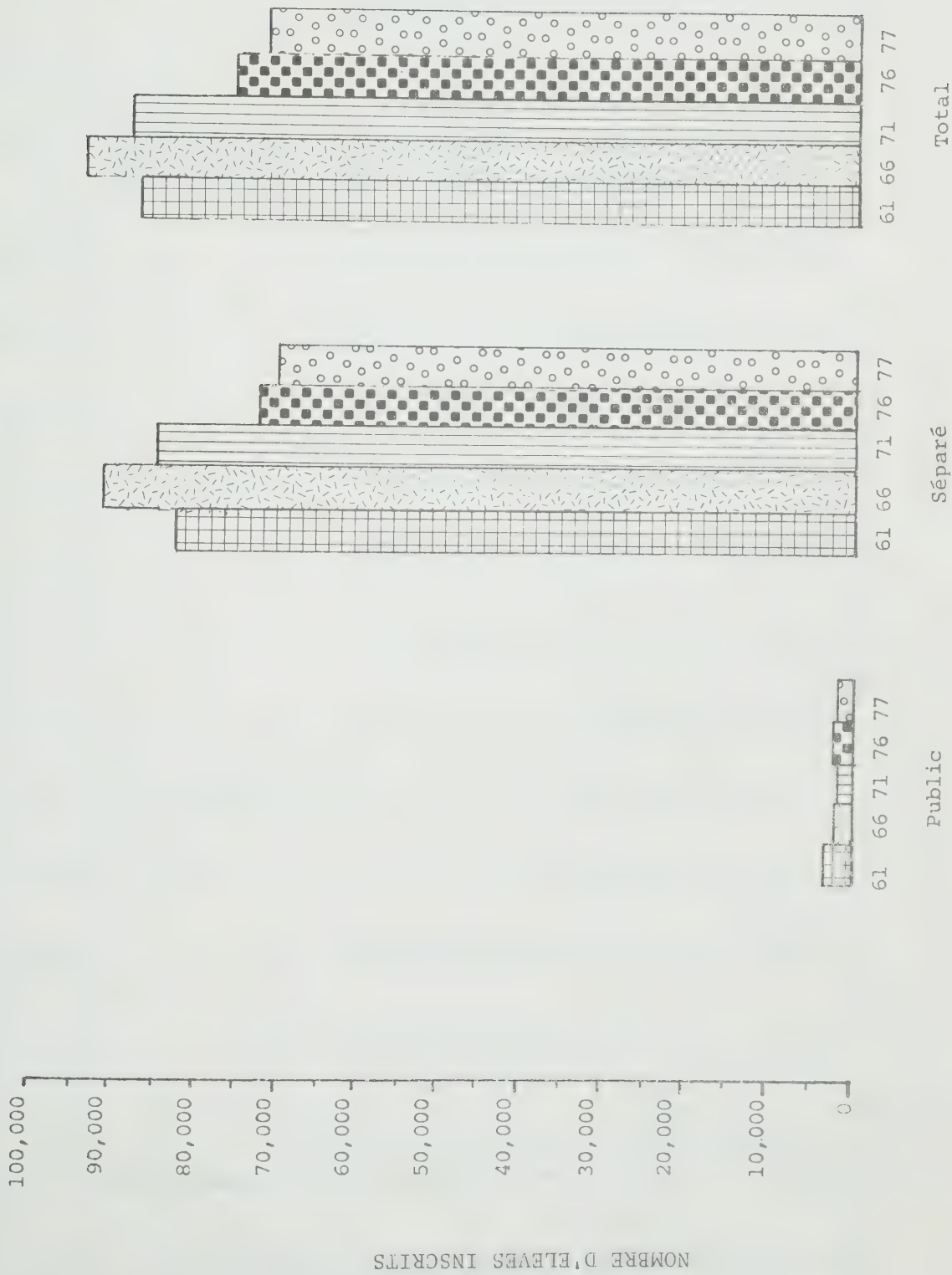




FIGURE 3. /  
ONTARIO: EFFECTIFS D'ECOLES POUR ENFANTS DE LANGUE FRANCAISE







## EFFECTIFS DES ÉCOLES PRIVÉES EN ONTARIO, 1926-1976

- 151 -

ANNÉE SCOLAIRE COMMENÇANT EN	POUPONNIÈRE OU J. D'E. KINDER- JUNIOR		G R A D E S													TOTAL	
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	AUXIL.			
1926	-	43	167	142	113	142	197	220	258	359	785	644	701	472	-	307	4,550
1927	-	72	191	150	155	216	291	290	326	424	667	582	674	392	-	322	4,752
1928	-	65	195	178	166	233	259	281	281	394	630	540	597	346	-	280	4,445
1929	-	43	104	142	92	123	202	163	263	317	589	542	674	344	-	209	3,807
1930	-	178	426	343	360	428	369	361	366	444	911	795	817	501	-	523	6,822
ÉLÉMENTAIRE																	
* 1931					4,310								6,093		793		11,196
* 1932					4,337								5,846		1,523		11,706
* 1933					4,233								6,262		747		11,242
* 1934					4,260								6,262		1,041		11,563
* 1935					3,804								6,242		1,186		11,232
* 1936					4,215								6,627		967		11,809
* 1938					3,234								7,915		1,148		12,297
* 1940					3,042								9,413		1,060		13,515
* 1942					3,303								10,087		1,023		14,413
* 1944					3,852								9,612		1,503		14,967
* 1946					3,877								11,752		707		16,336
1947	214	378	598	492	485	538	584	624	756	826	2,344	2,240	2,203	2,120	1,381	803	16,586
1949	178	394	588	567	551	474	675	676	718	1,078	2,932	2,589	2,719	2,536	1,270	878	18,823
1951	150	561	516	488	499	610	596	620	653	819	2,950	2,667	2,726	2,441	1,560	717	18,573
1953	125	509	594	527	446	525	718	673	774	765	2,595	2,338	2,916	2,403	1,438	491	17,837
1955	113	390	498	498	494	511	554	665	732	848	3,380	2,881	3,312	3,002	1,626	646	20,150 **
1957	98	494	398	382	361	502	467	539	674	834	4,037	3,444	4,550	3,788	1,655	653	22,876
1958	125	491	419	383	370	498	424	555	703	859	3,875	3,493	4,796	4,105	1,828	818	23,742
1959	140	409	371	355	383	446	428	528	809	964	4,226	3,710	5,438	4,545	1,871	693	25,316
1960	157	508	372	363	370	423	403	496	810	963	4,276	3,709	5,596	4,885	2,193	651	26,175
1961	398	485	492	503	514	427	640	502	758	944	4,752	3,921	5,593	4,947	2,173	777	27,826
1962	331	535	487	510	562	484	631	608	795	973	5,285	4,692	7,455	5,821	2,529	760	32,458
1963	-	1,045	1,602	1,445	1,542	1,332	1,359	1,282	1,437	1,497	5,179	4,567	9,445	7,973	3,130	574	43,409
1964	-	610	1,699	1,655	1,489	1,603	1,506	1,430	1,629	1,520	4,487	4,004	9,223	8,133	3,801	843	43,632
1965	-	45	1,745	1,781	1,690	1,527	1,774	1,614	1,723	1,732	4,093	3,671	9,134	7,922	4,149	626	43,226
1966	992	934	2,041	1,799	1,823	1,683	1,669	1,787	1,830	1,742	4,606	4,016	8,646	7,859	3,956	689	46,072
1967	1,169	940	1,994	2,018	1,806	1,826	1,812	1,711	1,950	1,920	2,524	2,280	8,538	7,894	4,136	468	42,986
1968	1,168	971	2,076	1,834	1,842	1,790	1,851	1,829	1,891	2,028	2,148	2,038	8,077	6,998	4,264	601	41,604
1969	1,532	997	2,128	2,036	1,961	2,000	1,907	1,896	2,053	1,948	2,081	2,018	7,747	7,185	4,629	519	42,657
1970	1,462	1,017	2,224	2,126	2,139	2,060	2,163	2,046	2,306	2,184	2,362	1,896	7,703	6,427	4,773	1,037	44,116
1971	1,629	1,050	2,075	2,214	2,229	2,160	2,207	2,096	2,441	2,354	2,606	1,824	7,015	6,853	4,972	614	43,949
1972	1,487	1,010	2,071	2,062	2,221	2,250	2,277	2,360	2,572	2,480	2,424	1,875	7,406	6,896	4,697	733	44,826
1973	1,652	1,178	2,123	2,117	2,215	2,379	2,429	2,487	2,734	2,734	2,466	2,070	8,432	7,364	5,672	556	47,500
1974	2,183	1,536	2,238	2,207	2,251	2,348	2,622	2,632	2,901	2,826	2,497	2,240	9,153	7,939	5,322	545	51,440
1975	2,021	1,668	2,611	2,311	2,361	2,342	2,638	2,796	3,066	2,952	2,581	2,467	9,982	8,807	5,856	181	54,640
1976	2,027	1,808	2,656	2,577	2,386	2,398	2,582	2,759	3,254	3,109	2,800	2,580	11,591	9,593	6,379	180	58,679
SECONDAIRE																	
* 1931													6,093		793		11,196
* 1932													5,846		1,523		11,706
* 1933													6,262		747		11,242
* 1934													6,262		1,041		11,563
* 1935													6,242		1,186		11,232
* 1936													6,627		967		11,809
* 1938													7,915		1,148		12,297
* 1940													9,413		1,060		13,515
* 1942													10,087		1,023		14,413
* 1944													9,612		1,503		14,967
* 1946													11,752		707		16,336
1947													2,203	2,120	1,381	803	16,586
1949													2,719	2,536	1,270	878	18,823
1951													2,726	2,441	1,560	717	18,573
1953													2,916	2,403	1,438	491	17,837
1955													3,312	3,002	1,626	646	20,150 **
1957													4,550	3,788	1,655	653	22,876
1958													4,796	4,105	1,828	818	23,742
1959													5,438	4,545	1,871	693	25,316
1960													5,596	4,885	2,193	651	26,175
1961													5,944	4,947	2,173	777	27,826
1962													7,455	5,821	2,529	760	32,458
1963													9,445	7,973	3,130	574	43,409
1964													9,223	8,133	3,801	843	43,632
1965													9,134	7,922	4,149	626	43,226
1966													8,646	7,859	3,956	689	46,072
1967													8,538	7,894	4,136	468	42,986
1968													8,077	6,998	4,264	601	41,604
1969													7,747	7,185	4,629	519	42,657
1970													7,703	6,427	4,773	1,037	44,116
1971													7,015	6,853	4,972	614	43,949
1972													7,406	6,896	4,697	733	44,826
1973													8,432	7,364	5,672	556	47,500
1974													9,153	7,939	5,322	545	51,440
1975													9,982	8,807	5,856	181	54,640
1976													11,591	9,593	6,379	180	58,679

Sources: Pour les années 1926-1936, Bureau des Statistiques du Dominion, Division de l'éducation, Enquête annuelle (1925-36), (Ottawa, Imprimerie de la Reine). Pour les années 1938-47, Bureau des Statistiques du Dominion, Division de l'éducation, Enquête sur l'enseignement élémentaire et secondaire, Catalogue 81-401 (Ottawa, Imprimerie de la Reine). Pour les années 1949-62, Ibid., Catalogue 81-210. Pour les années 1966-67, Ibid., Catalogue 81-215. Pour les années 1963-65, 1968-76, Rapports du Ministère de l'éducation (Ontario).

\* Pas d'effectifs par grade. Chiffres pour les classes élémentaires, secondaires, et auxiliaires respectivement.

\*\* Mal imprimé à l'original (20,150).

TABLEAU 3.8  
EFFECTIFS DES ÉCOLES DES TERRITOIRES DE LA COURONNE EN ONTARIO, 1967-1976

ANNÉE SCOLAIRE COMMENÇANT EN	JARDINS D'ENFANTS JUNIOR	J.D'E.	GA. 1	GR. 2	GR. 3	GR. 4	GR. 5	GR. 6	GR. 7	GR. 8	GR. 9	GR. 10	GR. 11	GR. 12	GR. 13	AUX.*	TOTAL
1967	-	1,353	1,475	1,418	1,472	1,379	1,388	1,304	1,193	1,015	-	-	-	-	-	172	12,169
1968	-	1,286	1,387	1,432	1,354	1,402	1,275	1,324	1,222	1,112	-	-	-	-	-	229	12,023
1969	-	1,050	1,253	1,221	1,254	1,150	1,260	1,140	1,135	1,064	399	327	264	189	77	182	11,965
1970	-	862	1,103	1,143	1,188	1,105	1,098	1,105	1,091	1,001	384	351	255	228	93	153	11,160
1971	-	771	824	1,007	1,056	1,094	1,072	973	988	917	353	373	299	210	102	185	10,224
1972	-	562	724	658	775	862	861	830	785	748	370	316	297	215	83	147	8,233
1973	395	611	600	685	730	774	889	863	865	764	305	287	224	217	98	122	8,429
1974	443	557	628	610	653	685	765	822	812	778	277	282	231	160	75	-	7,778
1975	472	546	551	586	577	570	665	719	762	725	343	266	225	182	77	94	7,360
1976	434	554	575	545	569	560	534	636	655	700	301	301	222	181	74	100	6,941

Sources: Pour les grades Jardins d'enfants junior-8, et les classes auxiliaires, Ministère de l'Education, Effectifs des écoles publiques (1967-76) (Ontario)  
Pour les grades 9-13, Ministère de l'Education, Effectifs des écoles secondaires (1969-76) (Ontario)

\* Classes élémentaires seulement

TABLEAU 3.9  
EFFECTIFS INDIENS DES ECOLES DE L'ONTARIO (1926-1976)

ANNEE SCOLAIRE COMMENCANT	JARDIN D'ENFANTS	GR. 1	GR. 2	(Garçons)	GR. 3	GR. 4	GR. 5	GR. 6	(Filles)	GR. 7	GR. 8	GR. 9	GR. 10	GR. 11	GR. 12	GR. 13	AUXILIAIRE	TOTAL
1926 *	-	1,686	699	1,911	549	542	473	310	211	160	34	-	-	-	-	-	-	3,830
1927 *	-	1,820	715	1,325	502	532	431	382	236	202	11	-	-	-	-	-	-	2,589
1928 *	-	1,613	751	1,875	580	452	439	328	265	205	34	-	-	-	-	-	-	3,833
1929 *	-	1,253	706	1,933	584	506	413	312	231	202	47	-	-	-	-	-	-	3,897
1930 *	-	1,146	612	2,024	592	536	357	324	206	184	48	-	-	-	-	-	-	4,105
1931 *	-	1,552	603	2,110	578	508	438	332	214	174	27	-	-	-	-	-	-	4,296
1932 *	-	1,396	775	2,200	653	566	491	333	272	227	93	-	-	-	-	-	-	4,464
1933 *	-	1,708	744	2,273	741	585	534	417	262	261	91	-	-	-	-	-	-	4,525
1934 *	-	1,813	899	2,241	735	682	562	473	363	288	109	-	-	-	-	-	-	4,524
1935 *	-	1,884	1,003	2,287	914	695	626	531	398	332	82	-	-	-	-	-	-	4,601
1936	-	2,029	1,019	1,884	861	772	593	539	330	330	105	-	-	-	-	-	-	4,664
1938	-	1,573	1,169	1,071	1,093	934	877	662	518	378	242	-	-	-	-	-	-	4,631
1940	-	1,217	1,087	1,257	985	882	743	625	469	296	62	-	-	-	-	-	-	4,667
1942	-	1,376	1,139	1,061	1,024	899	823	652	477	328	71	-	-	-	-	-	-	4,255
1944	-	1,090	1,092	1,123	912	904	772	707	473	352	27	-	-	-	-	-	-	4,004
1946	-	1,166	1,086	1,123	912	830	701	568	500	356	73	-	-	-	-	-	-	4,426
1948	-	1,095	1,123	1,063	995	823	636	536	405	348	42	-	-	-	-	-	-	4,806
1949	-	1,068	1,076	1,076	971	801	688	531	421	343	31	-	-	-	-	-	-	5,398
1951	-	1,132	1,012	1,012	956	825	653	506	432	287	28	-	-	-	-	-	-	5,963
1953	-	1,190	996	1,190	896	814	638	561	421	343	31	-	-	-	-	-	-	6,886
1955	-	1,164	1,004	1,004	940	754	667	569	394	313	19	-	-	-	-	-	-	6,953
1957	-	1,067	945	1,067	917	743	657	595	385	316	28	-	-	-	-	-	-	6,815
1959	-	1,023	883	1,023	848	761	656	560	421	316	23	-	-	-	-	-	-	6,775
1961	-	1,055	1,025	1,055	829	729	670	710	460	346	1	-	-	-	-	-	-	6,572
1963	-	939	870	939	874	798	721	695	496	258	5	-	-	-	-	-	-	6,752
1965	-	1,193	887	1,193	832	740	688	712	540	413	27	-	-	-	-	-	-	6,790
1967	-	1,292	905	1,292	845	826	751	720	340	486	42	-	-	-	-	-	-	6,605
1969	-	1,206	849	1,206	803	782	770	713	567	509	40	-	-	-	-	-	-	6,554
1971	-	1,200	845	1,200	825	740	725	730	640	579	64	-	-	-	-	-	-	7,106
1973	-	-	-	-	-	-	-	-	625	575	75	-	-	-	-	-	-	7,149
1975	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7,465
1976	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7,391
1977	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7,362

Source: Pour les années 1926-36, Bureau de Statistiques du Dominion, division de l'Education, Enquête annuelle, 1926-36 (Imprimerie de la Reine, Ottawa).  
 Pour les années 1938-48, Bureau de Statistiques du Dominion, division de l'Education, Enquête sur l'Education élémentaire et secondaire, Catalogue No. 81-40 (Imprimerie de la Reine, Ottawa).  
 Pour les années 1949-1960 Ibid., Catalogue No. 81-210.  
 Pour les années 1961-69, Ibid., Catalogue No. 81-201.  
 Pour les années 1970, Information du Ministère des Affaires Indiennes et du Développement du Nord, Statistiques Indiennes (Ottawa 1973).  
 \* Pas d'effectifs par grade. Chiffres pour les garçons et les filles respectivement.



COUNTY/DISTRICT		SEELS		PEERS		CHANGEMENTS EN NOMBRE ET EN POURCENTAGE					
						NO.	%	NO.	%	NO.	%
1.	BRUCE	11938	9901	9901	9901	9901	4.30	986	14.29	986	4.30
2.	COCHRANE	10923	9853	9853	9853	9853	5.66	2122	10.52	2122	5.66
3.	DUFFERIN	7197	7886	7886	7886	7886	6.15	511	8.08	511	6.15
4.	EGLIN	21320	22299	22299	22299	22299	16.41	1524	41.54	1524	16.41
5.	ESSEX 2	5938	5816	5816	5816	5816	3.11	9023	90.23	9023	3.11
6.	FRONTENAC	4271	3669	3669	3669	3669	6.57	1043	10.43	1043	6.57
7.	HAMILTON	8668	8295	8295	8295	8295	6.38	37	2.31	37	6.38
8.	HALiburton	9622	9187	9187	9187	9187	5.07	2464	18.29	2464	5.07
9.	LEEDS & GRENVILLE	12391	8424	8424	8424	8424	11.89	1278	16.49	1278	11.89
10.	LENNOX & ADDINGTON	9343	8957	8957	8957	8957	11.89	1278	16.49	1278	11.89
11.	MANITOULIN	10454	9901	9901	9901	9901	17.0	388	29.69	388	17.0
12.	MIDDLESEX 3	15600	1563	1563	1563	1563	16.32	986	28.33	986	16.32
13.	MUSKOGEE	29599	28099	28099	28099	28099	17.98	3829	32.92	3829	17.98
14.	NIPISSING	14019	11455	11455	11455	11455	0.90	333	9.41	333	0.90
15.	PARRY SOUND	6830	6337	6337	6337	6337	12.09	10344	25.06	10344	12.09
16.	PEEL	7866	6337	6337	6337	6337	17.0	388	29.69	388	17.0
17.	PRESCOTT & RUSSELL	10787	10787	10787	10787	10787	16.32	986	28.33	986	16.32
18.	QUINCY	12580	10787	10787	10787	10787	17.98	3829	32.92	3829	17.98
19.	ST. CATHARINES	15258	13068	13068	13068	13068	0.90	333	9.41	333	0.90
20.	ST. LAWRENCE	5359	4850	4850	4850	4850	15.37	2575	32.55	2575	15.37
21.	ST. MARY	10689	8425	8425	8425	8425	20.88	5752	34.43	5752	20.88
22.	ST. MICHAEL'S	4919	5076	5076	5076	5076	17.26	4139	24.66	4139	17.26
23.	ST. NICHOLAS	37454	32377	32377	32377	32377	22.28	1649	33.01	1649	22.28
24.	ST. PATRICK	1307	919	919	919	919	0.63	302	5.40	302	0.63
25.	ST. PETER	8641	6956	6956	6956	6956	0.46	239	0.83	239	0.46
26.	ST. THOMAS	4773	5809	5809	5809	5809	3.68	922	6.53	922	3.68
27.	ST. VINCENT	5106	5136	5136	5136	5136	16.89	4068	29.16	4068	16.89
28.	ST. WILFRID	5977	5106	5106	5106	5106	6.87	1575	5.77	1575	6.87
29.	ST. YVES	10112	9656	9656	9656	9656	15.07	9368	30.65	9368	15.07
30.	ST. ZEPHYRUS	4815	4815	4815	4815	4815	12.72	6253	22.39	6253	12.72
31.	THUNDER BAY	7826	7223	7223	7223	7223	20.91	8466	39.07	8466	20.91



TABLEAU 3.11

CHANGEMENTS D'EFFECTIFS PASSES ET PREVUS DANS LES ECOLES SEPARÉES CR  
PAR COMTE ET DISTRICT, 1971-1986

COMTE/DISTRICT	Passés		Prévus		1971-1976		1971-1981		1971-1986		1976-1986	
	1971	1976	1981	1986	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%
1. ALGOMA	10571	9184	7774	7623	-1387	-13.12	-2797	-26.46	-2948	-27.89	-1561	-17.00
2. BRANT	3430	3152	3039	3140	- 278	- 8.10	- 391	-11.40	- 290	- 8.45	- 12	- 0.38
3. BRUCE	1821	1909	2252	2818	88	4.83	431	23.67	997	54.75	909	47.62
4. CARLETON <sup>1</sup>	10482	12870	14174	16204	2388	22.78	3692	35.22	5722	54.59	3334	25.91
5. COCHRANE	12816	10390	8796	7987	-2426	-18.93	-4020	-31.37	-4829	-37.68	-2403	-23.13
6. DUFFERIN	215	331	540	735	116	53.95	325	151.16	520	241.86	404	122.05
7. ELGIN	1676	1501	1215	1227	- 175	-10.44	- 461	-27.51	- 449	-26.79	- 274	-18.25
8. ESSEX <sup>2</sup>	9278	9351	9038	8878	73	0.79	- 240	- 2.59	- 400	- 4.31	- 473	- 5.06
9. FRONTENAC	3220	3085	2725	2622	- 135	- 4.19	- 495	-15.37	- 598	-18.57	- 463	-15.01
10. GREY	834	842	934	986	8	0.96	100	11.99	152	18.23	144	17.10
1. HALDIMAND-NORFOLK	2534	2441	2307	2226	- 93	- 3.67	- 227	- 8.96	- 308	-12.15	- 215	- 8.81
2. HALTON	7181	7454	7662	8131	273	3.80	481	6.70	950	13.23	677	9.08
3. HASTINGS	3565	3330	3051	3166	- 235	- 6.59	- 514	-14.42	- 399	-11.19	- 164	- 4.92
4. HURON	1441	1345	1426	1610	- 96	- 6.66	- 15	- 1.04	- 169	-11.73	265	19.70
5. KENORA	1671	1490	1205	1095	- 181	-10.83	- 466	-27.89	- 576	-34.47	- 395	-26.51
6. KENT	5391	5076	4509	4299	- 315	- 5.84	- 882	-16.36	-1092	-20.26	- 777	-15.31
7. LANBTON	4743	4579	4984	5414	- 164	- 3.46	241	5.08	671	14.15	835	18.24
8. LANARK	1397	1175	1054	1018	- 222	-15.89	- 343	-24.55	- 379	-27.13	- 157	-13.36
9. LEEDS & GRENVILLE	1794	1531	1283	1268	- 263	-14.66	- 511	-28.48	- 526	-29.32	- 263	-17.18
10. LENNOX/ADDINGTON	492	671	686	753	179	36.38	194	39.43	261	53.05	82	12.22
1. NIAGARA	19029	17177	15085	14018	-1852	- 9.73	-3944	-20.73	-5011	-26.33	-3159	-18.39
2. MANITOULIN	131	94	96	96	- 37	-28.24	- 35	-26.72	- 35	-26.72	2	2.13
3. MIDDLESEX <sup>3</sup>	9986	9317	8142	7543	- 669	- 6.70	-1844	-18.47	-2443	-24.46	-1774	-19.04
4. NIPISSING	9995	7858	6406	6427	-2137	-21.38	-3589	-35.91	-3568	-35.70	-1431	-18.21
5. OXFORD	1936	1810	1590	1654	- 126	- 6.51	- 346	-17.87	- 282	-14.57	- 156	- 8.62
6. PARRY SOUND	10	0	0	0	- 10	-100.00	- 10	-100.00	- 10	-100.00	0	0
7. PEEL	9930	17268	27827	37717	7338	73.90	17897	180.23	27787	279.81	20449	188.42
8. PERTH	1767	1387	1168	1191	- 380	-21.51	- 599	-33.90	- 576	-32.60	- 196	-14.11
9. PETERBOROUGH	4008	3377	2768	2885	- 611	-15.74	-1240	-30.94	-1123	-28.02	- 492	-14.57
10. PRESCOTT & RUSSELL	7833	6609	5746	6370	-1224	-15.63	-2087	-26.64	-1463	-18.68	- 239	- 3.62
1. PRINCE EDWARD	112	104	103	104	- 8	- 7.14	- 9	- 8.04	- 8	- 7.14	0	0
2. RAINY RIVER	1102	810	784	738	- 292	-26.50	- 318	-28.86	- 364	-33.01	- 72	- 8.89
3. RENFREW	6745	5348	4230	3985	-1397	-20.71	-2515	-37.28	-2760	-40.92	1463	25.49
4. SIMCOE	5442	5261	5816	6786	- 181	- 3.33	374	6.87	1344	24.70	1525	28.99
5. STORMONT, DUNDAS & GLENGARRY	10013	7733	7062	7792	-2280	-22.77	-2951	-29.47	-2221	-22.18	59	0.76
6. SUDBURY	24800	21134	17857	15344	-3666	-14.78	-6943	-28.00	-9456	-38.13	-5790	-27.40
7. THUNDER BAY	8065	7665	7128	6756	- 400	- 4.96	- 937	-11.62	-1309	-16.23	- 909	-11.86
8. TIMISKAMING	3904	3038	2463	2301	- 866	-22.18	-1441	-36.91	-1603	-41.06	- 737	-24.26
9. VICTORIA	501	530	642	825	29	5.79	141	28.14	324	64.67	295	55.66
10. WATERLOO	15128	15386	14727	14830	258	1.71	- 401	- 2.65	- 298	- 1.97	- 556	- 3.61
1. WELLINGTON	4752	4579	4258	4383	- 173	- 3.64	- 494	-10.40	- 369	- 7.77	- 196	- 4.28
2. HAMILTON-WENTWORTH	21876	20478	17364	15807	-1398	- 6.39	-4512	-20.63	-6069	-27.74	-4671	-22.81
3. YORK	4478	6376	8296	9471	1898	42.38	3818	85.26	4993	111.50	3095	48.54
1. OTTAWA	25338	17711	13297	10656	-7627	-30.10	-12041	-47.52	-14682	-57.94	-7055	-89.83
2. TORONTO METRO	70298	77886	69578	61319	-7588	-10.79	- 720	- 1.02	-8979	-12.77	-16567	-21.27
3. WINDSOR	18287	15755	12987	11579	-2532	-13.85	-5300	-28.98	-6708	-36.68	-4176	-26.51

Carleton excluant Ottawa

Essex excluant Windsor

Excluant les jardins d'enfants

Source: Rapports annuels du Ministère de l'éducation de l'Ontario.

TABLEAU 3.12

CHANGEMENTS D'EFFECTIFS PASSES ET PREVUS DANS LES ECOLES SECONDAIRES  
PAR COMTE ET DISTRICT, 1971-1986

COMTE/DISTRICT	PASSES		PREVUS		1971-1976		1971-1981		1971-1986		1976-1986	
	1971	1976	1981	1986	NO.	%	NO.	%	NO.	%	NO.	%
1. ALGOMA	9690	10117	8659	7339	427	4.41	1031	-10.64	1351	14.24	1777	18.74
2. BRANT	6891	6744	6386	5723	147	-2.13	535	-7.73	1168	-16.95	1321	-18.23
3. BRUCE	3494	3632	3644	3874	138	3.95	134	-4.34	381	10.88	141	3.63
4. CARLETON <sup>1</sup>	10368	15134	16835	18216	4766	45.98	644	4.24	1641	10.84	1641	9.43
5. COCHRANE	8634	8813	7897	7229	179	2.07	737	-8.64	1415	-16.17	1584	-18.17
6. DUFFERIN	1876	2351	2533	3023	475	25.31	657	35.12	1147	61.14	871	48.06
7. ELGIN <sup>2</sup>	4375	4855	4741	4443	480	11.07	366	-8.27	68	1.55	17	-3.82
8. ESSEX <sup>2</sup>	8198	8687	8389	8040	489	5.96	131	-3.06	101	-1.22	14	-1.39
9. FRONTENAC	7825	8135	7049	6022	314	4.02	726	-9.13	1613	-20.34	2111	-27.11
10. GREY	5466	5552	5125	4700	86	1.57	341	-6.24	500	-9.13	318	-36.25
11. HALDIMAND-NORFOLK	7349	6979	6215	5496	370	-5.03	1124	-15.43	1853	-26.53	1481	-20.53
12. HALIBURTON	597	676	647	642	79	13.23	81	4.38	41	6.04	34	-1.73
13. HALTON	16662	20935	20423	19237	4273	25.65	3781	-13.57	2476	-10.84	1608	-8.41
14. HASTINGS	8817	9198	8136	7611	381	4.32	681	-7.71	1310	-14.88	138	-1.73
15. HURON	4661	4689	4113	3709	26	0.55	548	-11.56	951	-20.51	88	-0.92
16. KENORA	3800	4030	3430	3000	230	6.05	371	-8.04	707	-17.55	147	-4.57
17. KENT	8619	8370	7125	6671	249	-2.89	1434	-17.13	1944	-23.46	1300	-15.44
18. LAMBERTON	9102	8897	7864	8113	205	-2.25	1238	-14.66	1480	-16.80	184	-2.24
19. LANARK	3412	3619	3413	3217	207	6.07	1	-0.03	145	4.25	47	-1.41
20. LEEDS & GRENVILLE	5962	6232	5827	5000	270	4.53	135	-2.28	885	-14.51	1200	-20.00
21. LENNOX & ADDINGTON	2461	2725	2731	2777	264	10.73	270	10.97	316	12.64	52	1.91
22. NIAGARA	27388	26988	24046	20956	400	-1.46	2342	-12.70	6432	-23.46	6032	-22.30
23. MANITOULIN	924	931	715	639	7	0.76	209	-22.62	285	30.84	292	31.17
24. MIDDLESEX <sup>3</sup>	3937	4373	3877	3544	446	11.33	60	-1.52	393	9.98	629	18.76
25. MUSKOKA	2536	2835	2627	2544	299	11.75	91	3.59	8	0.32	791	10.23
26. NIPISSING	7282	7467	6105	5013	185	2.54	1177	-16.16	2269	-31.16	2454	-32.66
27. OXFORD	6181	6298	5537	4839	111	1.89	644	-10.42	1342	-21.71	1459	-23.17
28. PARRY SOUND	2615	2718	2284	1923	103	3.94	331	-11.44	692	-26.48	798	-28.23
29. PEEL	19884	28784	33947	42097	8910	44.76	14063	70.73	22213	111.14	13313	67.00
30. PERTH	5189	5540	4785	4164	351	6.76	404	-7.79	1025	-19.75	1376	-24.78
31. PETERBOROUGH	7496	7785	7037	6206	289	3.86	459	-6.12	1290	-17.21	1579	-24.18
32. PRESCOTT & RUSSELL	4124	4251	3891	3508	127	3.08	233	-5.65	616	-14.94	743	-17.49
33. PRINCE EDWARD	1448	1497	1309	1090	49	3.36	139	-9.60	356	-24.71	477	-33.70
34. RAINY RIVER	2391	2264	1877	1828	127	-5.31	514	-21.50	563	-23.55	436	-24.49
35. RENFREW	8200	7855	6514	5265	345	-4.21	1686	-20.56	2935	-35.79	2590	-32.00
36. SIMCOE	13961	15959	15898	16851	1998	14.31	1937	13.87	2890	20.70	992	7.19
37. STORMONT, DUNDAS & GLENGARRY	8933	9232	7613	6193	299	3.35	1320	-14.78	2740	-30.67	3039	-32.00
38. SUDBURY	16266	16554	13252	11671	288	1.77	3014	-18.53	4595	-28.23	4881	-28.69
39. THUNDER BAY	11974	11752	10190	9600	222	-1.85	1784	-14.90	2374	-19.83	2152	-18.65
40. TIMISKAMING	4471	4285	3121	2649	186	-4.16	1350	-30.19	1822	-40.75	1636	-38.60
41. VICTORIA	2791	3159	3200	3210	368	13.19	409	14.65	419	15.01	51	1.57
42. WATERLOO	16665	17850	17656	17372	1185	7.11	991	5.95	707	4.24	478	2.86
43. WELLINGTON	8209	8695	7948	7580	486	5.92	261	-3.18	621	-7.59	1117	-13.85
44. WENTWORTH EXCLUDING HAMILTON	7281	7471	6198	5115	190	2.61	1083	-14.87	2166	-29.75	2356	-31.11
45. YORK EXCLUDING METRO TORONTO	14142	16446	16766	17184	2304	16.29	2624	18.55	3642	25.80	138	4.4
46. HAMILTON	19697	18710	15240	12060	987	-5.01	4457	-22.63	7617	-38.77	1380	-18.69
47. LONDON	16962	18554	15241	13373	1592	9.39	1721	-10.15	3589	-21.16	5181	-28.78
48. OTTAWA	26622	25211	18831	14103	1411	-5.30	7791	-29.27	12519	-47.03	11108	-44.00
49. TORONTO METRO	131293	140355	123440	103492	9062	6.90	7853	-5.98	27801	-21.17	36863	-27.99
50. WINDSOR	13563	12910	11033	9300	653	-4.81	2530	-18.65	4263	-31.43	3610	-27.00

<sup>1</sup> Excluant Ottawa

<sup>2</sup> Excluant Windsor

<sup>3</sup> Excluant London

Source: Rapports annuels du Ministère de l'éducation de l'Ontario.

TABLEAU 3.13

CHANGEMENTS DANS LES EFFECTIFS DES ECOLES PUBLIQUES ELEMENTAIRES  
PAR CONSEIL DANS L'ONTARIO DU NORD

NOM DU CONSEIL	EFFECTIFS		CHANGEMENT EN NOMBRE	CHANGEMENT EN POURCENTAGE
	1971	1976		
MOYEN-NORD				
ASQUITH - GARVEY (REGION DU DISTRICT)	40	16	- 24	-60.00
ALGOMA CENTRAL	1,768	1,712	- 56	- 3.17
CHAPLEAU	491	371	-120	-24.44
ESPANOLA	1,361	1,319	- 42	- 3.09
FALCONBRIDGE C.F.B.	151	121	- 30	-19.87
FOLEYET (REGION DU DISTRICT)	64	36	- 28	-43.75
FRANZ (REGION DU DISTRICT)	-	11	-	-
GOGAMA (REGION DU DISTRICT)	35	28	- 7	-20.00
HORNEPAYNE	289	239	- 50	-17.30
MANITOULIN	1,424	1,212	-212	-14.89
MICHIPICOTEN	689	589	-100	-14.51
MILL-FOREST (DISTRICT)	45	27	- 18	-40.00
MISSARENDA (REGION DU DISTRICT)	52	41	- 11	-21.15
NORTH SHORE	2,014	1,874	-140	- 6.95
OBA (REGION DU DISTRICT)	16	16	0	0.0
SAULT STE. MARIE	10,810	9,116	-1,694	-15.67
SUDBURY	16,227	12,773	-3,454	-21.29
NORD-EST				
AIRY (REGION DU DISTRICT)	71	57	- 14	-19.72
BICKNELL (REGION DU DISTRICT)	13	12	- 1	- 7.69
CANFIELD (REGION DU DISTRICT)	41	30	- 11	-26.83
COCHRANE - IROQUOIS (CHUTES)	1,967	1,741	-226	-11.49
PARRY SOUND EST	3,244	3,015	-229	- 7.06
HEARST	389	390	1	0.26
KAPUSKASING	911	806	-105	-11.53
KIRKLAND LAKE	2,261	1,729	-532	-23.53
LOWTHER C.F.B.				
MOOSE FACTORY ISLAND	484	409	- 75	-15.50
MOOSONEE (REGION DU DISTRICT)	168	186	18	10.71
MURCHISON & LYELL (REG. DU DISTRICT)	49	49	0	0.0
MUSKOKA	5,415	5,121	-294	- 5.43
NIPISSING	6,793	6,038	-755	-11.11
NORTH BAY C.F.B.	281	212	- 69	-24.56
PINARD NO. 1 (HYDRO)	94	83	- 11	-11.70
SABINE (REGION DU DISTRICT)				
SMOKY FALLS (REGION DU DISTRICT)	10	6	- 4	-40.00
TIMISKAMING	3,528	2,962	-566	-16.04
TIMMINS	3,409	3,208	-201	- 5.90
PARRY SOUND OUEST	2,976	2,535	-441	-14.82
NORD-OUEST				
ALLANWATER (REGION DU DISTRICT)	27	11	- 16	-59.26
ARMSTRONG (REGION DU DISTRICT)	149	93	- 56	-37.58
ATIKOKAN	1,129	913	-216	-19.13
AUDEN (REGION DU DISTRICT)	36	23	- 13	-36.11
CARAMAT (REGION DU DISTRICT)	105	77	- 28	-26.67
CONNELL & PONSFORD (REG. DU DIST.)	78	198	120	153.85
DENT (REGION DU DISTRICT)	21	73	52	247.62
DRYDEN	3,783	3,508	-275	- 7.27
FERLAND (REGION DU DISTRICT)	30	22	- 8	-26.67
FORT FRANCES - RAINY RIVER	2,891	2,425	-466	-16.12
GERALDTON	715	566	-149	-20.84
KASHABOWIE (REGION DU DISTRICT)	28	24	- 4	-14.29
KENORA	2,726	2,089	-637	-23.37
MINE CENTRE (REGION DU DISTRICT)	12	111	99	825.00
RED LAKE	1,297	1,153	-144	-11.10
UMFREVILLE (REGION DU DISTRICT)	16	15	- 1	- 6.25
KILKENNY (REGION DU DISTRICT)	83	78	- 5	- 6.02
LAC SUPERIOR	1,371	1,301	- 70	- 5.11
LAKEHEAD	14,941	13,157	-1,784	-11.94
NANIKA (REGION DU DISTRICT)	104	92	- 12	-11.54
NIPIGON - RED ROCK	763	635	-128	-16.78
LAC SAVANT (REGION DU DISTRICT)	49	60	11	22.45
UPSALA (REGION DU DISTRICT)	55	60	5	9.09
WHITE OTTER (REGION DU DISTRICT)	-	32	-	-

Source: Rapports annuels du Ministère de l'Education de l'Ontario.



TABLEAU 3.14

CHANGEMENT DANS LES EFFECTIFS D'ECOLLES CATHOLIQUES-ROMAINES SEPARÉES  
EN ONTARIO DU NORD, 1971-1976

NOM DU CONSEIL	EFFECTIFS		CHANGEMENT DANS LE NOMBRE	CHANGEMENT EN POURCENTAGE
	1971	1976		
<u>MOYEN-NORD</u>				
CHAPLEAU PANET ET CAVERLEY	479	404	- 75	-15.66
DUBREUILVILLE	-	258	-	-
FOLEYET	125	75	- 50	-40.00
GOGAMA	148	160	12	8.11
HORNEPAYNE	-	120	-	-
MICHIPICOTEN (DISTRICT)	816	679	-137	-16.79
NORTH SHORE (DISTRICT)	3,965	3,180	-785	-19.80
SAULT STE. MARIE	8,005	7,301	-704	- 8.79
SUDBURY (DISTRICT)	24,961	23,831	-1,130	- 4.53
SULTAN	-	54	-	-
<u>NORD-EST</u>				
COCHRANE IROQUOIS FALLS (DISTRICT)	2,588	1,995	-593	-22.91
HEARST (DISTRICT)	1,801	1,570	-231	-12.83
KAPUSKASING (DISTRICT)	4,054	3,088	-966	-23.83
KIRKLAND LAKE (DISTRICT)	1,958	1,634	-324	-16.55
MOOSONEE	180	189	9	5.00
NIPISSING (DISTRICT)	10,671	9,133	-1,538	-14.41
TIMISKAMING (DISTRICT)	2,384	1,983	-401	-16.82
TIMMINS (DISTRICT)	5,513	5,268	-245	- 4.44
<u>NORD-OUEST</u>				
ATIKOKAN NO. 1	390	366	- 24	- 6.15
DRYDEN (DISTRICT)	524	434	- 90	-17.18
KENORA (DISTRICT)	1,205	1,256	51	4.23
RED LAKE NO. 1	128	95	- 33	-25.78
FORT FRANCES - RAINY RIVER (DIST.)	812	659	-153	-18.84
GERALDTON (DISTRICT)	860	854	- 6	- 0.70
LAKEHEAD (DISTRICT)	6,723	7,023	300	- 4.46
NORD DU SUPERIEUR (DISTRICT)	-	1,264	-	-

Source: Rapports annuels du Ministère de l'éducation.



TABLEAU 3.15

CHANGEMENTS D'EFFECTIFS DANS LES ECOLES SECONDAIRES PAR CONSEIL  
DANS L'ONTARIO DU NORD, 1971-76

NOM DU CONSEIL	EFFECTIFS		CHANGEMENT	CHANGEMENT
	1971	1976	DANS LE NOMBRE	EN %
<u>MOYEN-NORD</u>				
ALGOMA CENTRAL	435	749	314	72.18
CHAPLEAU	412	364	- 48	-11.65
ESPANOLA	1,125	1,150	25	2.22
HORNEPAYNE	80	89	9	11.25
MANITOULIN	924	931	7	0.76
MICHIPICOTEN	580	580	0	0.00
NORTH SHORE	1,669	1,731	62	3.71
SAULT STE. MARIE	6,926	6,968	42	0.61
SUDBURY	14,729	15,040	311	2.11
<u>NORD-EST</u>				
COCHRANE - IROQUOIS FALLS	1,829	1,800	- 29	- 1.59
HEARST	806	813	7	0.87
JAMES BAY - LOWLANDS S.S.B.	-	156	-	-
KAPUSKASING	2,144	2,271	127	5.92
KIRKLAND LAKE	1,861	1,707	-154	- 8.28
MUSKOKA	2,536	2,835	299	11.79
NIPISSING	7,282	7,467	185	2.54
EAST PARRY SOUND	1,257	1,351	94	7.48
WEST PARRY SOUND	1,358	1,367	9	0.66
TIMMINS	3,855	3,773	- 82	- 2.13
TIMISKAMING	2,610	2,578	- 32	- 1.23
<u>NORD-OUEST</u>				
ATIKOKAN	663	603	- 60	- 9.05
DRYDEN	1,597	1,866	269	16.84
FORT FRANCES - RAINY RIVER	1,728	1,661	- 67	- 3.88
GERALDTON	666	711	45	6.76
KENORA	1,742	1,675	- 67	- 3.85
LAKE SUPERIOR	954	968	14	1.47
LAKEHEAD	9,815	9,603	-212	- 2.16
NIPIGON - RED ROCK	539	470	- 69	-12.80

Source: Rapports annuels du Ministère de l'éducation de l'Ontario.

La mauvaise répartition du fardeau scolaire, (certaines régions étant en pleine expansion, d'autres en contraction et certaines semblant à peine touchées par le problème) a probablement provoqué plus de gêne, de colère et de méfiance que toute autre chose malgré les efforts du ministère de l'Education pour leur venir en aide. La rancœur est humaine lorsque l'on réagit à ce qui semble de l'injustice à première vue: "Pourquoi moi et pas vous?" est la plainte qui s'est élevée depuis toujours en de pareilles circonstances. Ces attitudes ne changeront pas. Cependant, les tableaux et figures détaillés de l'annexe et de l'annexe statistique qui sera publiée séparément, contribueront peut-être à démontrer que ces choses-là sont dues à des concours de circonstances. Personne, pas même le gouvernement fédéral ou provincial, ne s'en est pris à certaines régions pour les défavoriser.

Parfois, comme dans le cas d'Etobicoke, la raison était simplement que les ex-enfants avaient grandi et déménagé et beaucoup de familles ayant de jeunes enfants étaient allées s'installer dans des banlieues voisines en laissant le système d'Etobicoke "avec un sac" de classes vides, d'écoles videntes et d'enseignants redondants ou en surplus. Parmi les exemples typiques de centres à problèmes, on peut citer la ville de Toronto qui, selon les résultats des recensements de 1971 et 1976, non seulement a perdu un nombre d'enfants, mais a vu sa population diminuer de 712,786 à 633,318 habitants et Windsor dont la population est passée de 203,300 à 196,526 habitants adultes et enfants. De tels coups durs répétés font mal et la plupart des grandes villes du Canada en souffrent.

### Le présent et l'avenir

Nous connaissons le passé et nous lui avons pourtant survécu; c'est l'avenir qui nous est inconnu et, ne sachant pas ce qu'il nous réserve, il peut nous effrayer. Voyons à présent ce que nous réserve la prochaine décennie dans le domaine des effectifs.

Jetons un coup d'oeil d'abord sur toute la période de baisses entre 1971 et 1986 par comté et district aux tableaux 3.10 à 3.12 et aux cartes des graphiques 3.8 à 3.10 pour les écoles primaires publiques, les écoles séparées catholiques-romaines et les écoles secondaires et les écoles franco-ontariennes, au niveau provincial seulement, aux tableaux 3.16 et 3.17 et aux graphiques multilinéaires à la figure 3.11.

On ne peut cacher le fait que certaines régions de la province, comme l'Ontario du Nord, l'Ontario du Nord-Est et l'Ontario du Sud-Ouest seront encore très durement touchées aux niveaux primaire et secondaire tandis que certaines parties de l'Ontario du centre continueront leur expansion. En général, les inscriptions dans les écoles primaires françaises seront moins nombreuses, mais continueront d'augmenter dans les écoles secondaires (en partie, je suppose, parce que beaucoup de ces écoles n'ont ouvert leurs portes que récemment).

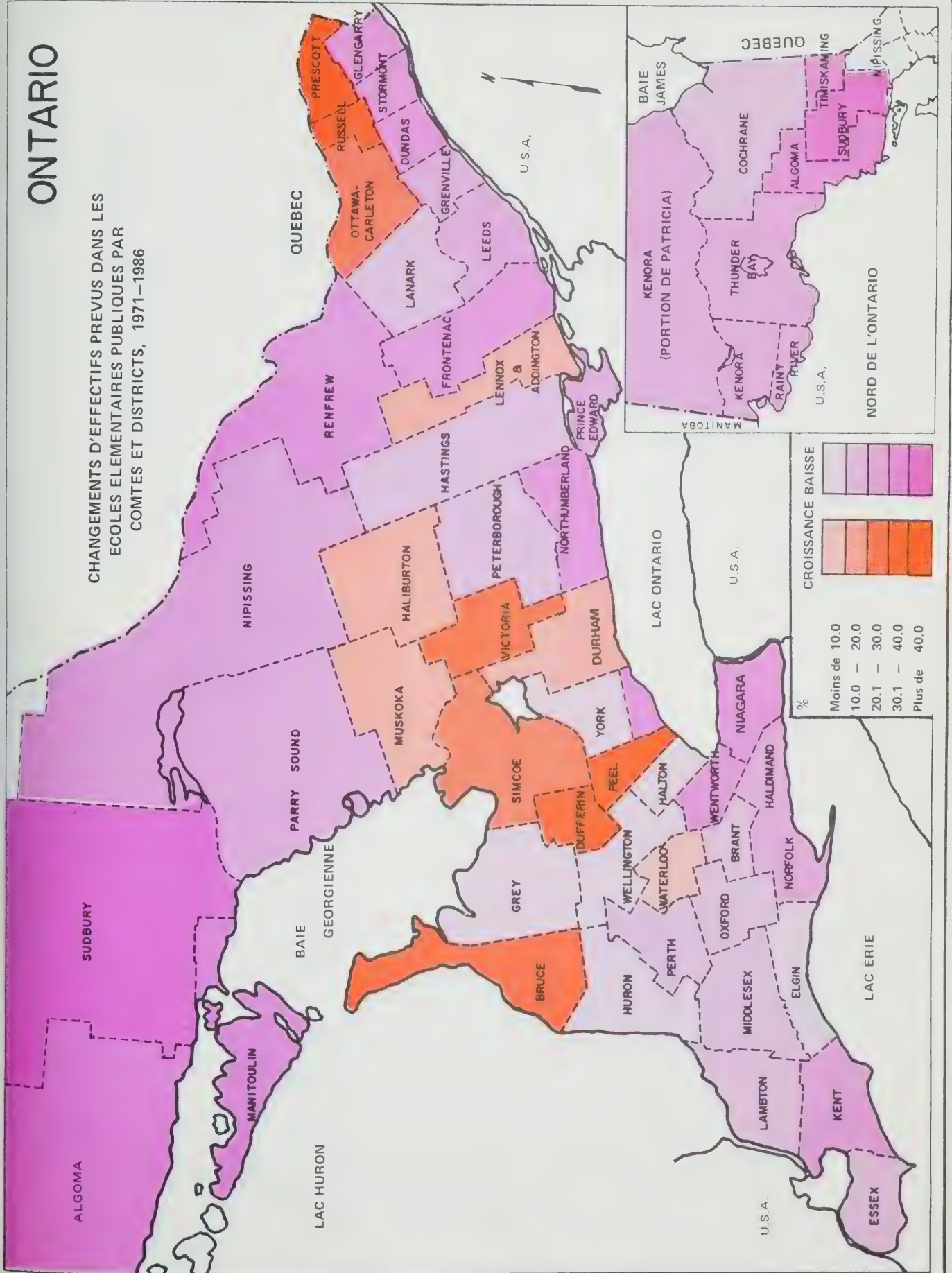
En nous concentrant sur la prochaine décennie, de 1976 à 1986, bien qu'il n'en reste que neuf ans, nous pouvons voir d'après les graphiques pour les écoles primaires, secondaires et séparées (figures 3.12 à 3.14), que la baisse continuera pour les écoles primaires en général mais ne sera accélérée que dans quelques régions. Quelques éclaircissements à propos de ces graphiques: les comtés et districts sont donnés par ordre alphabétique, avec les





# ONTARIO

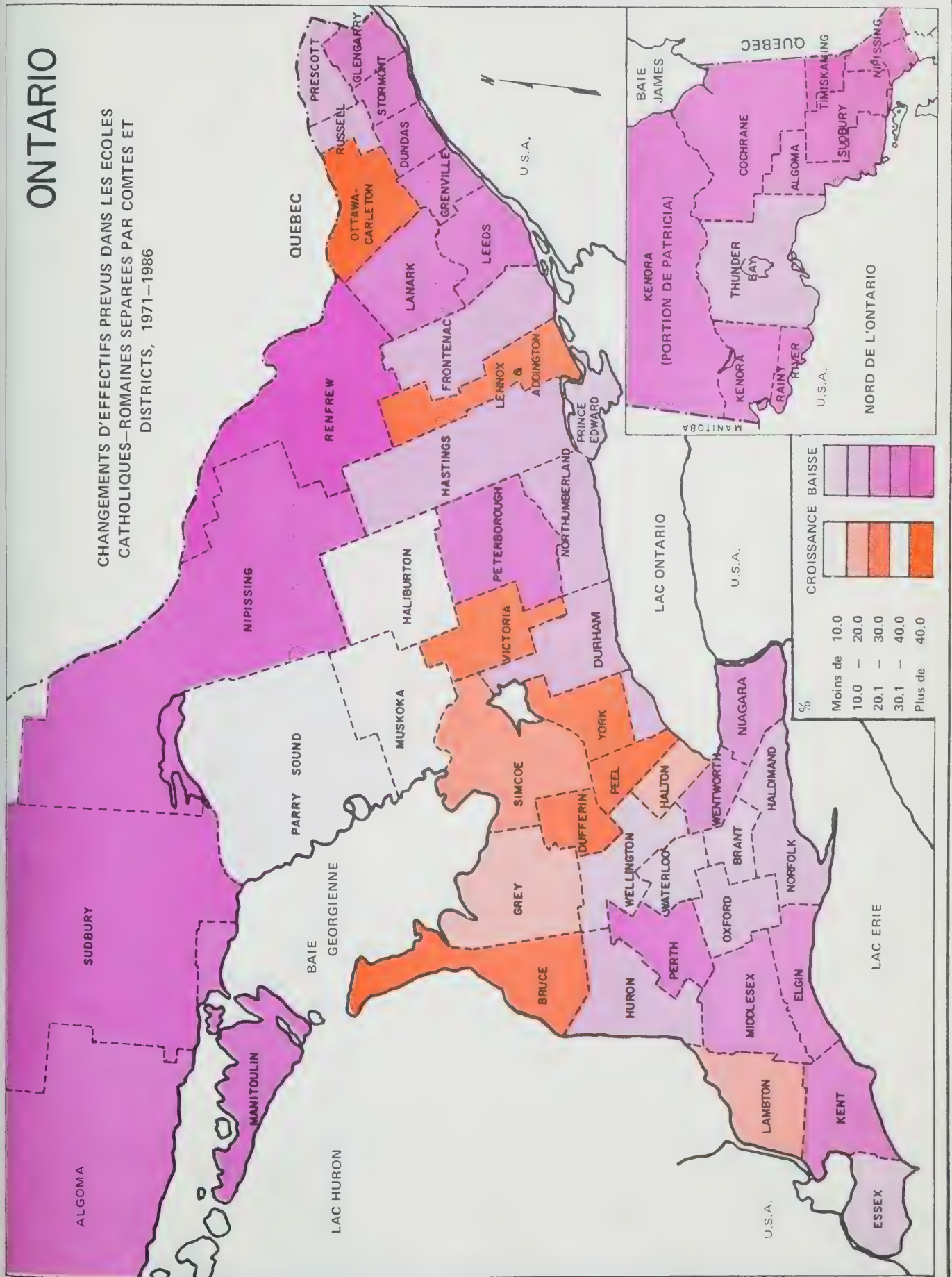
CHANGEMENTS D'EFFECTIFS PREVUS DANS LES  
ECOLIS ELEMENTAIRES PUBLIQUES PAR  
COMTES ET DISTRICTS, 1971-1986





# ONTARIO

CHANGEMENTS D'EFFECTIFS PREVUS DANS LES ECOLES  
CATHOLIQUES—ROMAINES SEPARÉES PAR COMTES ET  
DISTRICTS, 1971—1986



%		CROISSANCE		BAISSE	
Moins de	10.0				
10.0	— 20.0				
20.1	— 30.0				
30.1	— 40.0				
Plus de	40.0				





# ONTARIO

CHANGEMENTS D'EFFECTIFS PREVUS DANS LES ECOLES  
SECONDAIRES PAR COMTES ET DISTRICTS, 1971-1986

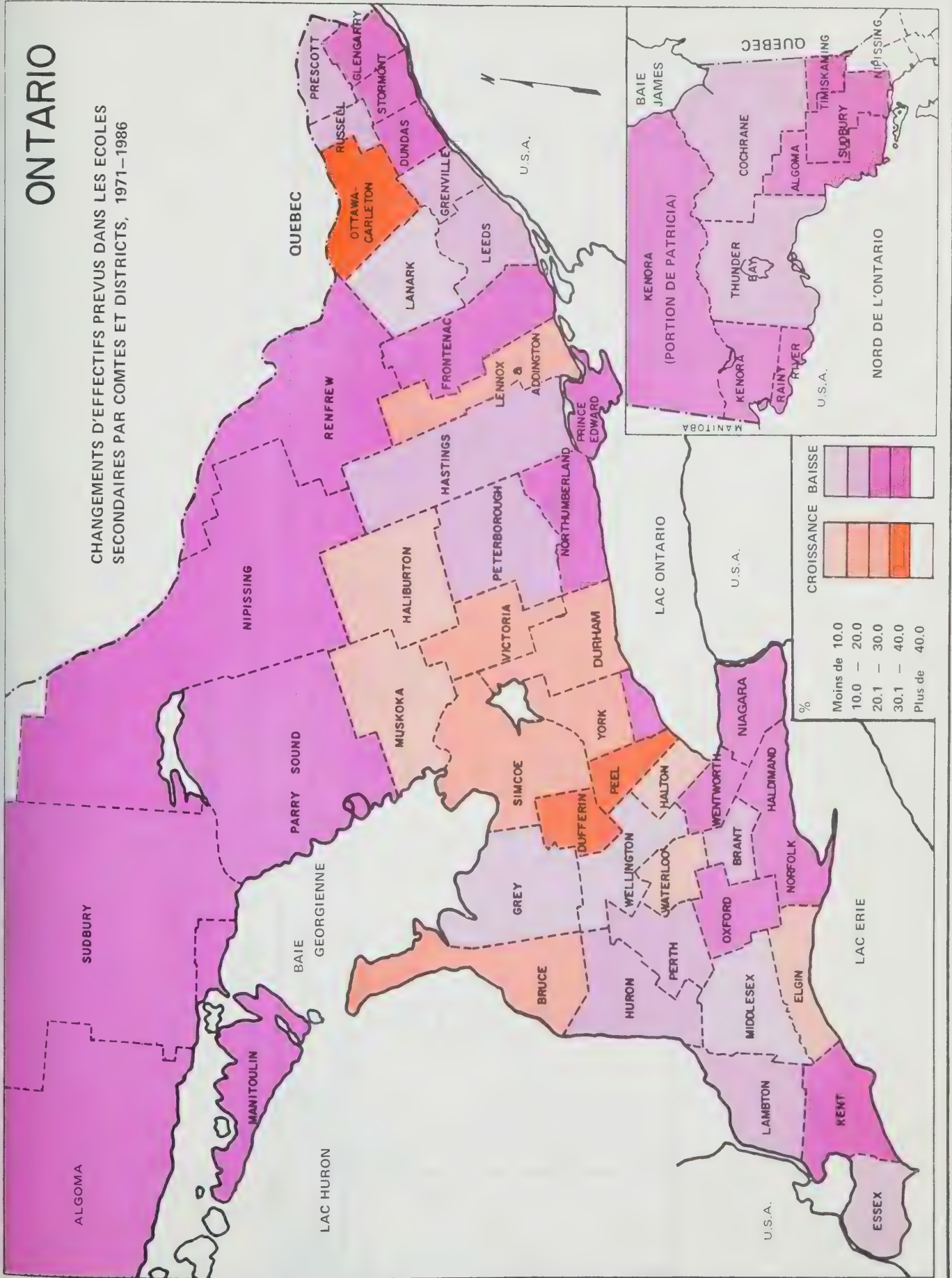




TABLEAU 3.16  
EFFECTIF TOTAL PREVU DANS LES ECOLES ELEMENTAIRES FRANCAISES EN ONTARIO 1978 A 1986

Année scolaire commençant en	Jardins d'enfants (Jr. et Sr.)	GR. 1	GR. 2	GR. 3	GR. 4	GR. 5	GR. 6	GR. 7	GR. 8	GR. 9	GR. 10	Education spéciale	TOTAL
1978	11263	7379	7174	6914	6766	6642	6709	7099	7976	414	286	1675	70297
1979	11299	7179	7040	7065	6834	6728	6578	6621	6813	387	298	1621	68463
1980	11438	6954	6849	6933	6982	6796	6663	6492	6354	330	279	1876	67946
1981	11161	7039	6634	6745	6852	6943	6731	6577	6230	306	238	1595	67051
1982	11147	6869	6715	6533	6666	6813	6876	6644	6311	301	220	1513	66608
1983	11247	6860	6553	6613	6457	6628	6748	6788	6376	304	217	1564	66355
1984	11393	6922	6545	6453	6535	6420	6565	6662	6513	306	219	1551	66084
1985	11520	7011	6604	6445	6377	6498	6359	6482	6392	312	220	1538	65758
1986	11520	7089	6689	6503	6369	6341	6436	6279	6220	305	225	1531	65507

Source: CBES

TABLEAU 3.17

EFFECTIFS PREVUS DANS LES ECOLES SECONDAIRES DE LANGUE FRANCAISE EN ONTARIO  
1978 A 1986

ANNEE	GRADE 9	GRADE 10	GRADE 11	GRADE 12	GRADE 13	TOTAL
1978	8278	7552	6650	5687	1917	30,084
1979	7742	7616	6419	5520	1848	29,145
1980	6613	7123	6474	5328	1794	27,332
1981	6167	6084	6055	5373	1732	25,411
1982	6047	5674	5171	5026	1746	23,664
1983	6125	5563	4823	4292	1633	22,436
1984	6189	5635	4729	4003	1395	21,951
1985	6322	5694	4790	3925	1301	22,032
1986	6204	5816	4840	3976	1276	22,112

Source: CBES



FIGURE 3.11

EFFECTIFS PASSES ET PREVUS DANS LES ECOLES DE LANGUE FRANCAISE EN ONTARIO

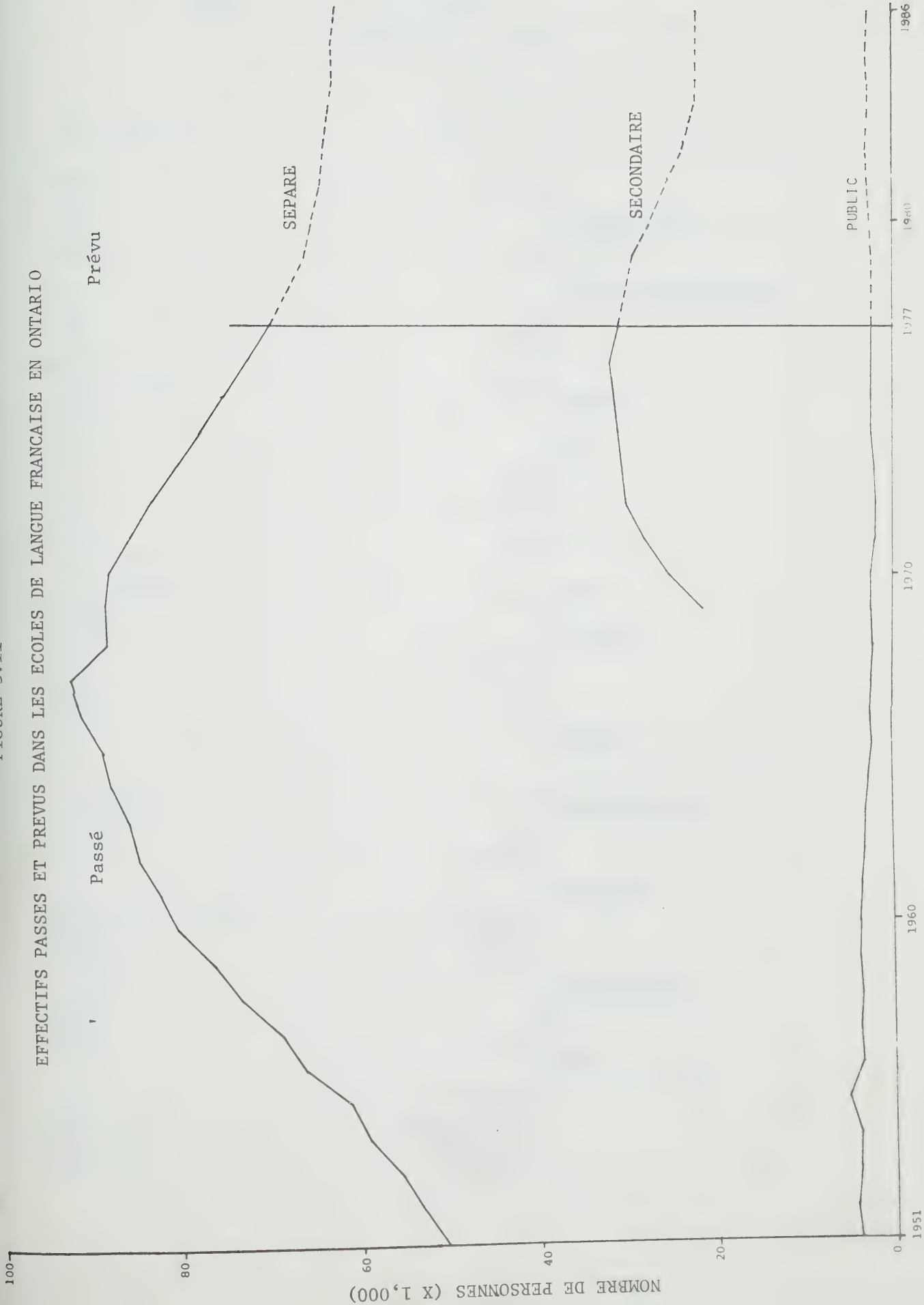




FIGURE 3.12  
ONTARIO: EFFECTIFS DES ECOLES PUBLIQUES, 1976-1986  
LA DECENNIE DE LA BAISSÉ

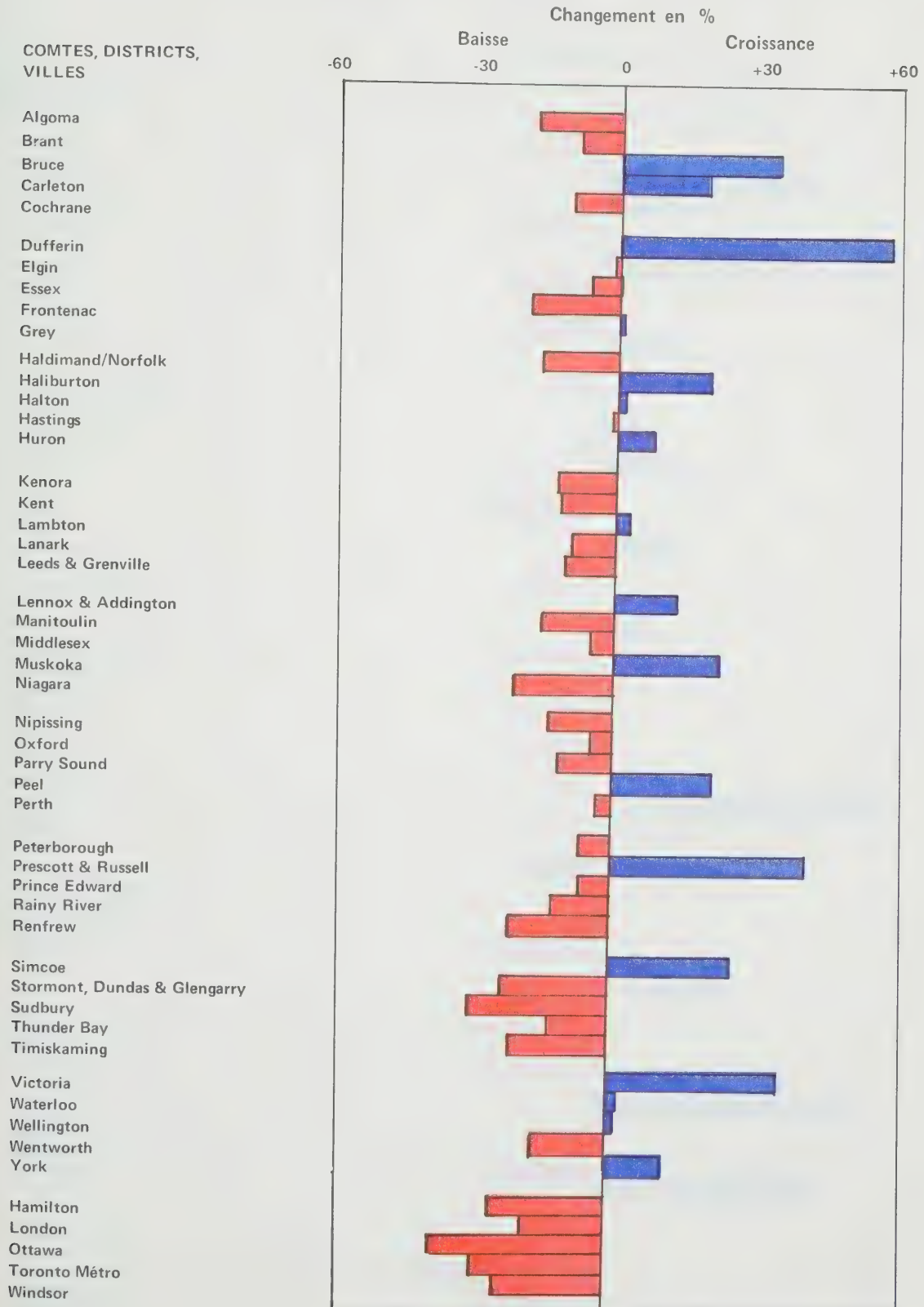






FIGURE 3.13

ONTARIO: EFFECTIFS CATHOLIQUES—ROMAINS SEPARES, 1976—1986  
LA DECENNIE DE LA BAISSE

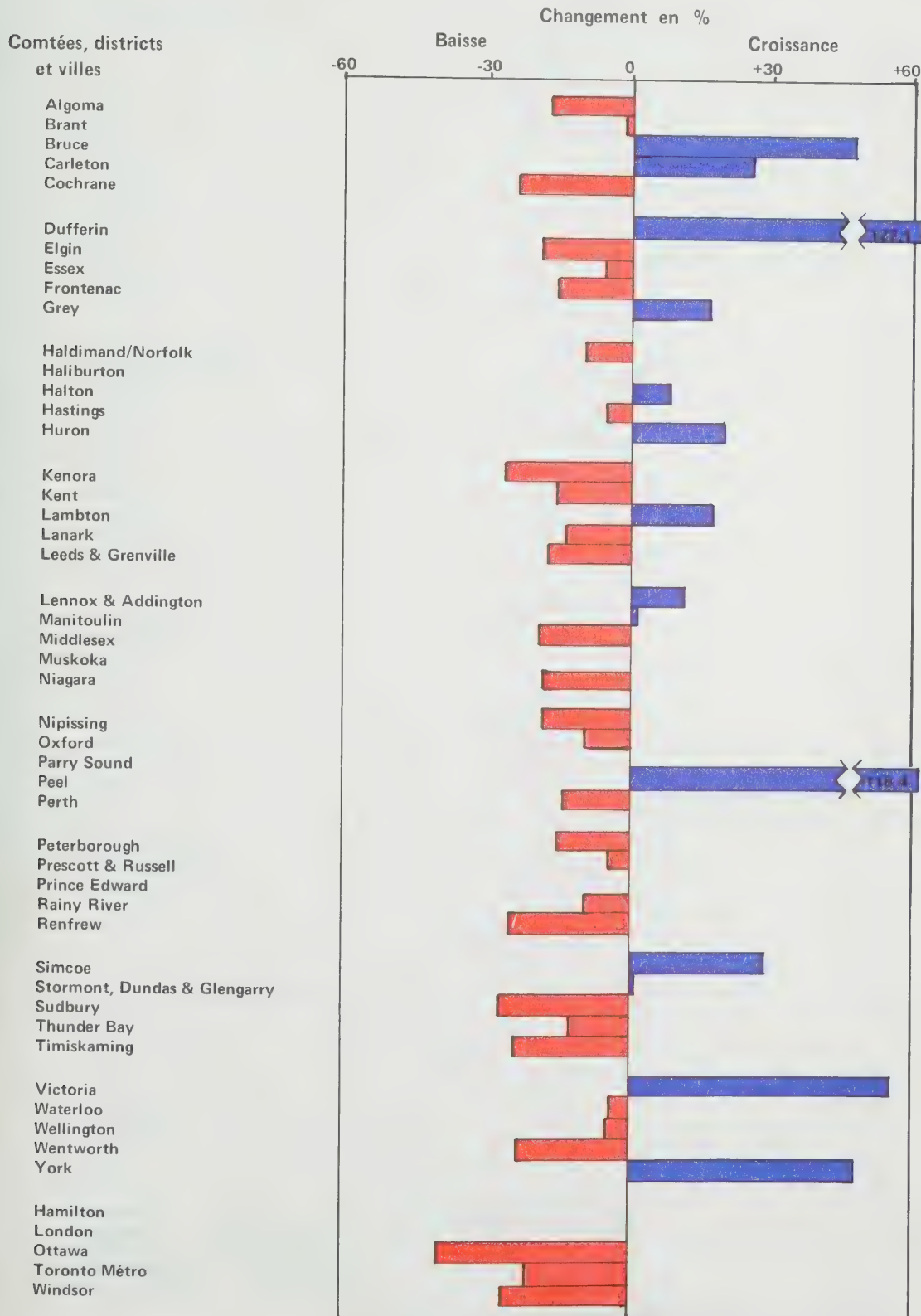
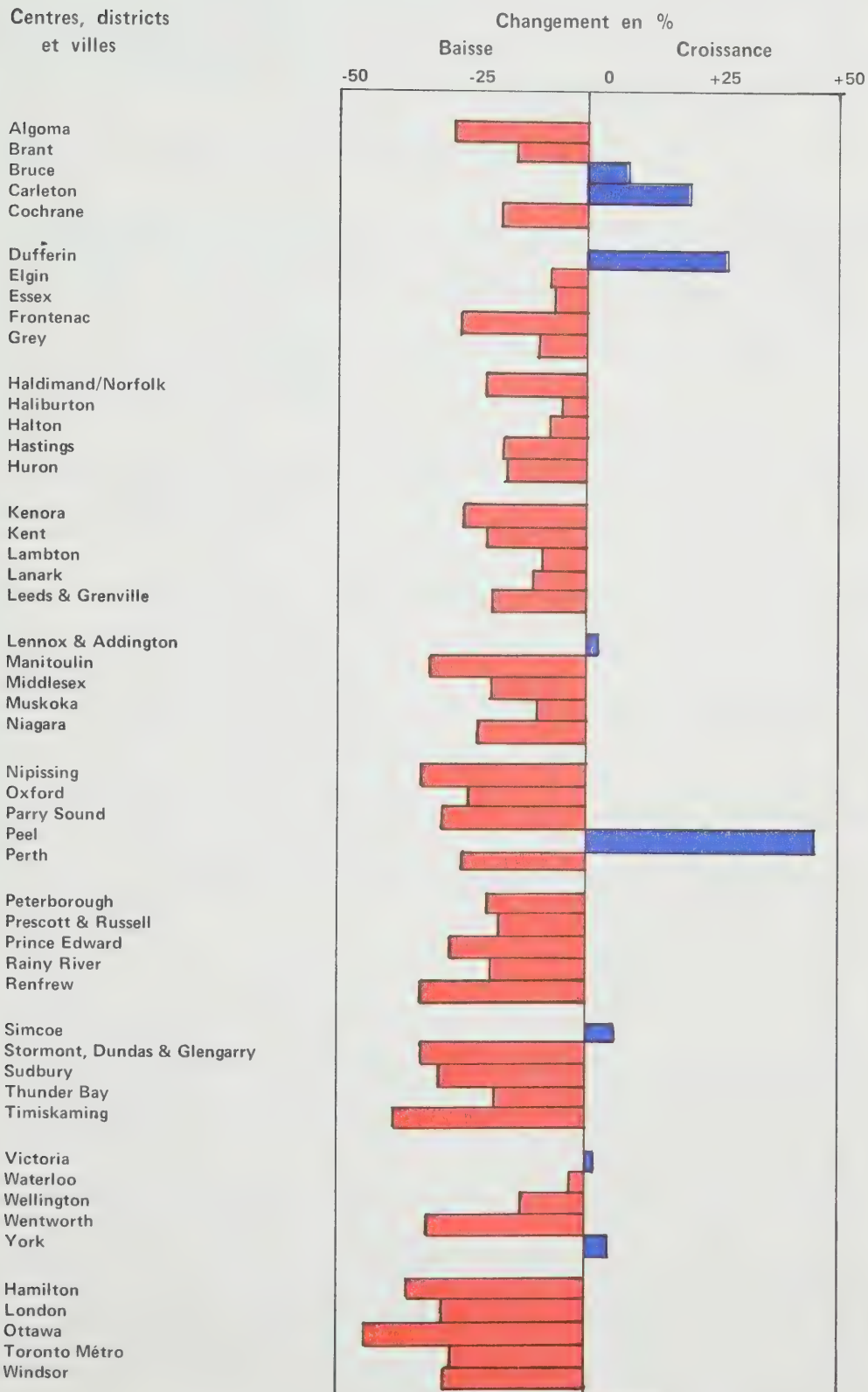




FIGURE 3.14

ONTARIO: EFFECTIFS SCOLAIRES SECONDAIRES, 1976 — 1986  
LA DECENNIE DE LA BAISSÉ







grandes villes en bas de la liste et les pourcentages des variations indiqués par la couleur (rouge pour la baisse, bleu pour les augmentations) mais aussi par l'emplacement de la barre à gauche ou à droite de la ligne centrale de stabilité (c'est-à-dire celle n'indiquant pas de changement). Les tableaux indiquent donc les nombres et les pourcentages.

Heureusement, la plupart des écoles secondaires ont encore une année ou deux avant que la baisse ne devienne sérieuse et peuvent se préparer pour amortir le choc en profitant de l'expérience des écoles primaires et des leçons qui y ont été apprises.

Quoique les huit prochaines années seront très difficiles pour nos écoles secondaires, nous savons au moins que le pire sera alors passé. Une période de stabilité relative et de baisse constante mais lente (à part quelques régions où règnent des circonstances exceptionnelles comme dans le cas de Sudbury) devrait se poursuivre jusqu'à la fin des années 90 et même après 2001. Nous aurons plus de détails sur l'avenir lointain et nous les présenterons lorsque nous recevrons les répartitions d'âges spéciales de la part de Statistique Canada et les rapports finaux préparés pour nous par le groupe de recherche du TEIGA.

Le tableau 3.18 donne un résumé des effectifs des écoles publiques, des écoles séparées, des écoles élémentaires en général ainsi que des écoles secondaires en général de 1967 à 1986.

Notez, dans la première colonne, l'accroissement de la population totale dont nous parlions. Remarquez que les effectifs des écoles publiques ont atteint leur maximum de 1,047,055 en 1970, mais descendront à 830,425 en 1986 ce qui constitue une baisse de 216,000 élèves ou 20.7% pour toute la province.

TABLEAU 3.18

VINGT ANS DE CROISSANCE DE LA POPULATION ET D'EFFECTIFS SCOLAIRES  
ONTARIO: 1967 A 1986

ANNEE	POPULATION TOTALE	EFFECTIFS SCOLAIRES			TOTAL DES ECOLES SECONDAIRES	TOTAL
		ECOLES ELEMENTAIRES				
		PUBLIC	SEPRE	TOTAL		
1967	7,127,000	1,002,555	402,497	1,405,052	463,736	1,868,788
1968	7,262,000	1,021,676	408,914	1,430,590	500,807	1,931,397
1969	7,385,000	1,042,561	413,556	1,456,117	530,679	1,986,796
1970	7,551,000	1,047,055	418,433	1,465,448	556,913	2,022,401
1971	7,703,000	1,034,703	422,137	1,456,840	574,520	2,031,360
1972	7,834,000	1,022,935	422,166	1,445,101	583,013	2,028,144
1973	7,939,000	998,668	424,217	1,422,885	585,725	2,008,610
1974	8,094,000	977,545	427,294	1,404,839	589,650	1,994,489
1975	8,226,000	961,625	427,853	1,389,478	605,160	1,994,638
1976	8,264,000	937,292	422,793	1,360,085	613,055	1,973,140
1977	8,409,000	912,210	416,740	1,328,950	615,232	1,944,182
1978	8,529,000	886,305	409,899	1,296,204	613,928	1,910,132
1979	8,653,000	869,342	404,663	1,274,005	601,903	1,875,908
1980	8,778,000	858,990	400,777	1,259,767	579,416	1,839,183
1981	8,904,000	852,560	397,657	1,250,217	552,799	1,803,016
1982	9,032,000	847,346	396,193	1,243,539	527,629	1,771,168
1983	9,161,000	841,508	394,653	1,236,161	511,302	1,747,463
1984	9,291,000	834,912	392,812	1,227,724	506,553	1,734,277
1985	9,421,000	830,897	391,219	1,222,116	505,811	1,727,927
1986	9,549,000	830,425	390,267	1,220,692	502,728	1,723,420

(Avec ces totaux provinciaux, on doit se rappeler cependant que certaines régions ont gagné alors que d'autres ont beaucoup perdu.) Le maximum d'effectifs, pour les écoles catholiques-romaines séparées, s'est produit aussi tard que 1975 à raison de 427,853 élèves et on en prévoit 390,267 pour 1986, soit une baisse de 37,586 élèves ou 8.8%.\*

Ainsi, l'année 1970 vit les effectifs du primaire atteindre leur maximum avec 1,465,448 élèves et ce nombre sera réduit à 1,220,692 en 1986, ce qui correspond à une diminution de 244,756 élèves ou de 16.7%. Pour ce qui concerne les effectifs du secondaire, 1977 devrait constituer un maximum avec 615,232 élèves qui devraient revenir à 502,728 en 1986, ce qui correspond à une diminution de 112,504 élèves ou de 18.3%.

Dans certaines régions comme Etobicoke, North York, Toronto et Ottawa, on prévoit que les diminutions iront jusqu'à 50% aussi bien dans les écoles publiques que dans les écoles séparées.

Pour tenir compte de ces changements, des modifications structurelles peuvent être entreprises telles que la fermeture de toutes les écoles publiques seniors et des écoles secondaires juniors, par exemple. En fait, un des conseils scolaires dans l'Ontario de l'Est a déjà supprimé l'école senior spéciale de grades 7 et 8 et a transféré ses élèves dans les autres écoles pour préserver les écoles communautaires. Une proposition pour la ville de Toronto, que discute actuellement Duncan Green, le directeur, vise à entièrement dégager le programme de son arrangement structurel afin d'atteindre ainsi

---

\* Tous les facteurs comptant pour la différence entre les écoles privées et séparées sont connus. Les diminutions moins rapides dans les écoles séparées peuvent avoir été le résultat d'une expansion de services pour accepter plus d'enfants catholiques dans les jardins d'enfants juniors et seniors et aux grades 9 et 10. La planification familiale n'a été acceptée que plus tard.

un haut niveau de souplesse qui suffirait sans doute à résoudre d'une façon satisfaisante les problèmes pressants auxquels font face les systèmes.

J'admets sans réserve, franchement et avec plaisir que j'ai une impression très favorable du calme et de l'assurance dont ont fait preuve la plupart de nos conseils scolaires et leurs employés devant leurs problèmes et de l'ingéniosité extraordinaire qu'ils ont exhibé en concevant des plans qui s'appliquent à tous les concours de circonstances imaginables. Les conseils et leurs représentants n'ont jamais manifesté la moindre velléité d'éviter les questions ou de cacher toute la réalité au contribuable. En cas de difficultés, comme cela arrive de temps à autre, ils serrent les rangs et sont toujours présents à l'appel.

Comme dernier exemple, je décris la situation du conseil scolaire de Vancouver au tableau 3.19. Celui-ci m'a été envoyé il y a quelque temps par les responsables qui ont fait les prévisions pour le conseil. Malgré qu'ils aient à faire face à une baisse de plus de 55%, ils préparent calmement, méthodiquement et à l'avance des plans pour parer au fur et à mesure à toutes les situations et pour éviter qu'une vraie crise n'ait lieu. Je cite le cas de cette méthode parce qu'elle correspond tellement bien à ce qui se fait ici en Ontario. Nous ne pouvons pas éviter les difficultés mais nous pouvons prévoir les problèmes et élaborer des solutions adéquates. En nous attelant à résoudre ensemble ces problèmes, nous en retirerons un bénéfice inestimable et nous sortirons, peut-être, plus maigres de ces épreuves mais tout de même plus forts.

Il est un fait clair dont nous pouvons être fiers: les éducateurs à tous les niveaux, du commissaire chevronné à l'enseignant novice enthousiaste, sont bien déterminés à préserver la qualité de nos programmes éducatifs. Nous les adultes souffrirons un peu peut-être, mais surtout pas les enfants.



TABLEAU 3.19  
EFFECTIFS PASSES ET PRESENTS DANS LE CONSEIL SCOLAIRE  
DE VANCOUVER

Année scolaire commençant en		EFFECTIFS (EDUCATION SPECIALE EXCLUE)					
		Elémentaire Jardins d'enfants et Grades 1-7		Secondaire Grades 1-12		Total	
		Effectifs	Indice	Effectifs	Indice	Effectifs	Indice
P A S S E S	1966	45,114	1000	24,901	896	70,015	988
	1971	43,084	955	27,779	1000	70,863	1000
	1976	34,402	763	27,122	976	61,524	868
P R E V U S	1980	29,228	648	22,081	795	51,309	724
	1985	25,128	557	18,480	665	43,608	615
	1990	22,635	502	15,147	545	37,782	533
	2000	19,270	427	12,253	441	31,523	445

Questions et problèmes

1. La question cruciale qui se pose à ce stade concerne la tendance probable du taux de fécondité: continuera-t-il à baisser? se stabilisera-t-il? ou bien augmentera-t-il? Des enquêtes périodiques sur les dimensions de familles à venir devraient peut-être être menées par le TEIGA, Statistique Canada, l'un ou l'autre, ou dans une entreprise conjointe sur la base d'un échantillonnage aux fins d'un sondage d'opinion.
2. En même temps que le nombre d'élèves ordinaires diminue:
  - (a) Est-ce que le gouvernement provincial s'attend à réduire le montant de l'aide accordée sous forme de subventions législatives?
  - (b) Est-ce que le contribuable doit s'attendre à ce que le montant de ses impôts diminuera dans la même proportion, c'est-à-dire que le coût unitaire n'augmentera pas et que le total des dépenses scolaires diminuera dans la même proportion que les effectifs scolaires?
3. Notre politique sera-t-elle d'étendre nos services aux élèves ordinaires sous forme de classes de moins d'élèves et d'un plus grand nombre d'options et de programmes spéciaux?
4. Notre politique sera-t-elle d'étendre nos programmes à d'autres groupes et par conséquent de maintenir ou d'augmenter les effectifs totaux? Pouvons-nous attendre des services pour
  - (a) les classes de maternelle pour les enfants de 2 et 3 ans?
  - (b) les garderies pour les enfants de 6 mois à 2 ans?
  - (c) les adultes qui travaillent?
  - (d) les adultes en activités culturelles et en loisirs?
  - (e) les citoyens du troisième âge en loisirs et animation?
5. Les programmes scolaires devraient-ils être étendus à tous les groupes pour englober les loisirs, les passe-temps, les intérêts spéciaux, la motricité, etc?
6. Des services éducatifs devraient-ils être prévus en dehors des écoles dans
  - (a) des foyers d'animations?
  - (b) des programmes travail-études?
  - (c) des programmes d'enseignement dans le monde des affaires et dans l'industrie?
7. Si les programmes doivent être réduits à cause de la baisse des effectifs, lesquels doivent être supprimés et pourquoi?
8. Existe-t-il un programme minimum qui doit être assuré, même dans les petites écoles, sans considération du coût?

## Chapitre 4

### La baisse des effectifs et le curriculum

#### I.

#### INTRODUCTION

L'expansion simultanée des effectifs scolaires et de l'économie ont permis de mettre sur pied un ensemble de programmes scolaires très diversifié et très spécialisé dans le cas particulier des écoles secondaires. L'école à salle de classe unique est virtuellement une chose du passé maintenant que nous disposons de plusieurs salles de classe par grade dans les écoles élémentaires et de multiples versions pour chaque cours dans les écoles secondaires. Nos programmes scolaires ont comme caractéristiques, entre autres, la complexité et la variété.

Ce trait a conduit la Commission à son sujet central de préoccupation qui est en l'occurrence le rôle de la baisse des effectifs sur le curriculum. Le rôle de la baisse des effectifs sur les bâtiments scolaires, les finances, l'assiette d'impôts et autres toucheront les curricula de nos études et, par conséquent, l'éducation de nos enfants. Afin de planifier notre avenir et de tenir compte d'une façon réaliste de la baisse des effectifs scolaires et des ressources, nous devons nous assurer que ce que les élèves attendent des programmes et les buts éducatifs de notre société ne soient pas ignorés, ce qui n'est pas chose facile vu les circonstances actuelles.

II.

L'HISTOIRE DU CURRICULUM EN ONTARIO

Les questions sur le chômage, sur les droits et la protection du travailleur, sur le bien-être social et, dans l'éducation, sur les appels réclamant le retour aux bases dans un climat politique immodéré de débats sur l'enseignement<sup>9</sup>, font écho tandis que l'on s'éloigne d'une société optimiste basée sur la croissance. Ce climat critique, auquel s'ajoute les tensions causées par des effectifs et des ressources en baisse, est propice aux propositions de grandes réductions dans la souplesse et dans la variété des programmes. La Commission croit cependant qu'il n'est possible d'interpréter la situation actuelle seulement en examinant notre passé. L'histoire nous apprendra alors ce que nous avons gagné et ce que nous avons perdu au fil des années.

LE CURRICULUM, LES VALEURS ET UNE CONCEPTION COMMUNE DE L'ECOLE

Les curricula de nos écoles ont la propriété étrange de ne pas découler d'une science particulière mais plutôt de délibérations publiques, professionnelles, bureaucratiques et du système scolaire indiquant ce que l'on doit enseigner aux enfants. Ce processus d'élaboration de curricula est essentiellement politique et représente le flux et le reflux des valeurs et un banc d'essai d'opinions. Ce processus de clarification de valeurs par délibération, qui engendre le programme, correspond à la nature des questions de programmes qui, au fond, sont des questions de valeurs. Quelles connaissances sont les plus importantes? Qu'enseignerons-nous? Comment l'enseignerons-nous? Quels sont les sujets de base? Combien faut-il insister sur les sujets de base? Qui doit élaborer les curricula? Ces questions ne sont résolues ni scientifi-

---

<sup>9</sup>Williams, Thomas R., "Leaders or Lemmings?" Education Canada, Vol. 16, Été 1976, 28-35.



quement ni techniquement bien que ces deux méthodes puissent être utilisées pour des décisions sur les valeurs. Ainsi, la pédagogie, en tant que science, peut s'attacher à étudier la nature de l'enseignement inquisiteur, mais déterminer si l'on devrait enseigner par inquisition est tout autre chose. On peut concevoir des méthodes pour l'élaboration des curricula par exemple, ou la conception d'ateliers de développement professionnel ou pour le fonctionnement d'une école mais le problème du contenu des programmes et des ateliers de perfectionnement professionnel ou des besoins d'une école sont toutes des questions de croyances et de valeurs.

Bien sûr, la science et la technologie ne sont pas facilement dissociées de nos croyances sur l'éducation. Elles s'influencent mutuellement et changent en même temps. Qu'il se fasse une recherche sérieuse sur l'apprentissage inquisiteur et qu'une technique bien conçue et éprouvée pour son enseignement existe et notre enseignement tendra à suivre ce but. Les programmes ne font pas une distinction nette entre la fin et les moyens. C'est tout de même la fin qui domine notre conception des écoles. Notre conception de ce qu'est une personne instruite et nos conceptions et nos ambitions pour ce qui concerne la société nous font avancer. L'appel pour le retour aux bases en est un exemple. C'est là un souhait, dans sa forme la plus simple, que tous les membres de la société aient une base commune de connaissances et d'aptitudes. La science ne peut pas décider si cela est bon, mauvais ou neutre pour la société. C'est une question de valeurs. Les droits des enseignants, ceux des parents, des responsables d'écoles et le degré de centralisation ou de décentralisation dans notre gouvernement et notre contrôle de l'enseignement sont toutes autant des questions de valeurs.

L'histoire de notre curriculum est par conséquent l'histoire de nos va-

leurs et de la forme que celles-ci ont prise dans les pratiques scolaires. En gros, l'histoire de notre programme est l'histoire de notre conception populaire de l'école. Dans la mesure où nous avons raison de voir le programme et son histoire sous cet angle, il s'ensuit que les problèmes essentiels de l'effet de la baisse des effectifs sur le programme sont d'ordre philosophique. Il est vrai que nous pouvons nous délester d'un programme par ci et d'un enseignant par là sans rien changer au système de valeurs sous-jacent. Mais des propositions de changement de programme en profondeur dans ce sens influenceront inévitablement le système des valeurs ayant traits au programme et à nos conceptions communes.

#### LES EVENEMENTS HISTORIQUES MAJEURS

Il n'existe pas d'étude complète de l'histoire du curriculum de la province de l'Ontario mais une telle étude pour la période 1937-1975 a été commanditée et sera publiée ultérieurement sous forme d'annexe. Cependant, l'historique bref présenté ci-après a été reconstitué à partir de plusieurs sources. Les volumes personnels de Fleming, Ontario's Educative Society<sup>10</sup> et Education: Ontario's Preoccupation<sup>11</sup> étaient nos principales ressources. Il y avait aussi un mémorandum du ministère de l'Education<sup>12</sup>, deux allocutions de Kel Crossley,<sup>13,14</sup> ancien directeur du curriculum au ministère de l'Educa-

<sup>10</sup> Fleming, W.G., Ontario's Educative Society, 7 volumes, (Toronto: Imprimerie de l'université de Toronto, 1971).

<sup>11</sup> Fleming, W.G., Education: Ontario's Preoccupation, (Toronto: Imprimerie de l'université de Toronto, 1972).

<sup>12</sup> Young, Don, "A Brief Summary of Curriculum Revision in the 1950's", (Toronto: Département de l'Education, minéc, 25 novembre 1971).

<sup>13</sup> Crossley, J.K., "Curriculum Development in Ontario", allocution prononcée devant l'association des principaux des écoles publiques de l'Ontario du Nord, octobre 1971.

<sup>14</sup> Crossley, J.K., "Planning a Creative Curriculum", allocution prononcée à la conférence des responsables de l'enseignement de London, février 1970.

tion, un article de Doris Ryan<sup>15</sup> sur le système de crédits en Ontario qui lui-même s'inspirait largement de la thèse de doctorat de John Stapleton,<sup>16</sup> un mémorandum préparé aussi pour le groupe de travail par Wilf Wees intitulé "L'autonomie de l'enseignant et les études permanentes". D'autres détails ont été puisés ici et là dans différentes sources, mais celles mentionnées sont les principales.

Il y a eu beaucoup de lois, d'événements, de personnes et de propositions liés à tout cela et le choix que nous avons fait pour faire ressortir certains de ces éléments sera sûrement remis en question par ceux qui trouveront que certains moments historiques ont été mal rapportés ou oubliés. Quoi qu'il en soit, ce choix nous permet d'esquisser l'évolution progressive du curriculum qui, bien qu'interrompu de temps en temps par des cycles et des événements particuliers est tout de même ancré dans des croyances et des valeurs d'une conception générale qui remonte à bien des années. Les moments importants de l'histoire du programme de l'Ontario sont résumés au tableau 4.1.

Pour rester brefs, nous restreindrons notre discussion de la conception dynamique du curriculum en Ontario à trois éléments: la place de l'école dans l'éducation d'un enfant, les buts de l'enseignement et le développement du programme.

---

<sup>15</sup>Ryan, Doris W., "Policy Making in Secondary School Curriculum: The Rise and Demise of the Individualized System", article présenté au Institute for Educational Leadership, (Toronto: Miméo, octobre 1977).

<sup>16</sup>Stapleton, John, "The Politics of Educational Innovations: A Case Study of the Credit System in Ontario", Thèse de doctorat non publiée, Univ. of Toronto, 1974.

TABLEAU 4.1  
MOMENTS PRINCIPAUX DE  
L'HISTOIRE DU CURRICULUM EN ONTARIO

ANNEES	LE MOMENT
1846-1876	L'époque Ryerson.
1871	Loi pour l'amélioration des écoles communes et de grammaire. <sup>17</sup>
1876-1930+	Centralisation continue du contenu et du contrôle du curriculum.
1937	Programme d'études pour les grades 1-6 (Le Petit Livre Gris) <sup>18</sup> , système de grades introduit.
circa 1945	Le système scolaire amorce une expansion rapide.
1949	Memorandum: Révision des curricula, département de l'Education (Le plan Porter). <sup>19</sup>
1950	Rapport de la Commission royale sur l'Education en Ontario, (La Commission Hope). <sup>20</sup>
1950	Mémoire: promotion du grade 8 et passage au grade 9 (curriculum: 2). <sup>21</sup>
	Mémoire: création de comités régionaux du curriculum (curriculum: 3). <sup>22</sup>
1951	Curriculum 1:1, programme des cours de la division intermédiaire.
1962	Programme d'études réorganisé pour les écoles secondaires de l'Ontario (plan Roberts). <sup>23</sup>
1963	Design for learning (N. Frye, Ed., Comité conjoint du conseil de l'Education de Toronto et de l'université de Toronto). <sup>24</sup>
1968	Comité provincial des buts et objectifs de l'Education dans les écoles de l'Ontario, <u>vivre et apprendre</u> (Rapport Hall-Denis). <sup>25</sup>
	Des écoles secondaires françaises sont légiférées en Ontario. <sup>25(a)</sup>
1969	Réorganisation administrative des conseils scolaires.
1966-1971	Révision intérimaire des séries de directives P1J1 (remplaçant le Petit Livre Gris).
1970	Période de retranchement.
1976	Sept crédits d'écoles secondaires deviennent obligatoires. <sup>27</sup>

17 Ontario, Lois, arrêtés etc., Loi pour l'amélioration des écoles communes et de grammaire de la province de l'Ontario, 1871.

18 Département de l'Education de l'Ontario, Programme d'études pour les grades 1 à 6 des études publiques et séparées, 1937.

19 Département de l'Education de l'Ontario, Rapport du ministre, 1949 (Toronto: papier #12 de l'assemblée, 1951) p. 9.

20 Rapport de la Commission royale sur l'Education en Ontario, 1950, J.A. Hope, président (Toronto, Imprimerie du Roi, 1950).

21 Young, Don, "Résumé de la révision du curriculum", p. 2.

22 Ibid., p. 3.

23 Ryan, "Politique du curriculum", p. 3.

24 Frye, Northrop, Ed., Design for learning, rapports soumis au comité conjoint du conseil de l'éducation de Toronto et de l'université de Toronto (Toronto: presses de l'université de Toronto, 1962).

25 Comité provincial sur les buts et objectifs de l'Education dans les écoles de l'Ontario, Living and Learning (Toronto: publication Newton, 1968).

25a Ontario, loi, arrêtés etc., Loi pour amender la Loi sur les écoles secondaires et les conseils de l'éducation, 1968.

26 Davis, W.G., Allocation sur le système de crédits devant le conseil des coordonnateurs d'écoles secondaires de l'Ontario, le 27 mars 1969.

27 Ibid., "Have afternoon on the pier limits students' choices", le Globe & Mail, le 23 juillet 1977, p. 50.



## L'EDUCATION ET L'ECOLE

Il y a beaucoup de choses à apprendre en revoyant les changements radicaux dans le système de l'éducation au Canada, surtout qu'ils se sont produits dans un laps de temps relativement court. Comme le faisait remarquer Janzen:

On n'a pas besoin de remonter cent cinquante ans dans l'histoire du Canada pour ne trouver que des écoles assurées par des organisations religieuses et charitables et un autre petit nombre ayant les moyens et la volonté d'en entretenir. Les buts de l'enseignement épars étaient déterminés par ceux qui le dispensaient. Aujourd'hui, nous avons des écoles publiques partout au Canada. Les gens décident de ce qu'ils veulent et ils s'imposent une contribution en conséquence pour le financement de ces institutions. Sous le contrôle public, les générations successives décident des fins et des moyens de l'éducation. Ainsi, un changement fondamental dans le contrôle, l'administration et le caractère de l'éducation s'est produit.<sup>28</sup>

Il est donc bien légitime et même souhaitable de continuer de discuter, de critiquer et en général d'améliorer le curriculum des écoles. Quoi qu'il en soit les critiques d'aujourd'hui semblent pareilles à une discussion pour décider d'ajouter ou non de la crème au gâteau lorsqu'on les compare à la période pionnière du Canada allant jusqu'au temps de Ryerson. Autrefois, l'enseignement de base était dispensé à la maison, à l'église et le peu d'écoles qu'il y avait étaient d'un caractère élitiste. Leur but était de former des dirigeants qui seraient appelés à aller dans les professions libérales ou à prendre un rôle actif dans le gouvernement.

### L'évolution vers l'égalité dans l'enseignement

Quelques mesures ont été prises au début du XIX<sup>e</sup> siècle dans le sens de l'égalité de tous les enfants dans l'enseignement. En 1807, la Loi pour l'établissement d'écoles publiques dans tous et chacun des districts de la pro-

---

<sup>28</sup> Janzen, Henry, Curriculum Change in a Canadian Context (Toronto: Publication Gage Educational, 1970), p. 25. Le texte original n'est pas souligné.

vince adoptée.<sup>29</sup> En conséquence de cette Loi, il y avait quelque 40 à 50 écoles secondaires ("de grammaire") en Ontario dès la fin des années 1830. Parmi celles-ci, 13 seulement étaient des écoles publiques. Les autres étaient privées. Toutes visaient à la formation de dirigeants. Au cours du premier quart du XIX<sup>e</sup> siècle, quelques efforts furent faits pour centraliser les écoles élémentaires "communes" mais abandonnés avant 1833. Les enseignants de cette période n'avaient pas de formation particulière et "étaient souvent des militaires en retraite ou des nouveaux venus qui n'étaient ni qualifiés ni formés pour les entreprises plus lucratives".<sup>30</sup> La notion du droit de tous les élèves à l'enseignement était pour ainsi dire inexistante. En fait, comme le note Janzen: "Le meilleur soutien public à l'éducation au début du XIX<sup>e</sup> siècle était celui qui allait aux écoles secondaires "de grammaire" plutôt qu'aux écoles élémentaires "communes"". <sup>31</sup> Les écoles "de grammaire" étaient bien sûr celles de la minorité privilégiée.

L'introduction du soutien financier public à l'éducation constitue peut-être le trait le plus significatif de la période par rapport au concept de l'école pour tous. Il existait déjà à l'époque une distinction entre l'école publique et l'école privée.

L'ère de Ryerson constitue peut-être la période la plus importante dans le développement de l'école pour tous. Egerton Ryerson était un personnage tellement important que les ministères de l'Education et des Collèges et Universités remarquaient dans leur soumission au Comité de Revue de l'Education de l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE), "C'est

---

<sup>29</sup>Cité dans un rapport soumis à l'OCDE par les ministères de l'Education et des Universités et Collèges de l'Ontario: Revue de la politique de l'éducation au Canada: Rapport de l'Ontario, (1975), p. 3.

<sup>30</sup>Ibid.

<sup>31</sup>Janzen, Curriculum Change, pp. 29-30.

lui qui a créé le système scolaire de l'Ontario... au cours de la période allant de 1850 à 1870, il a réussi à convaincre 4000 conseils sur 4400 à financer l'éducation entièrement par imposition locale et à assurer ainsi un enseignement gratuit".<sup>32</sup> Les effectifs des écoles "communes" virent un accroissement presque double de celui de la population et le temps qu'un enfant passait à l'école avait pratiquement doublé à la fin de l'ère Ryerson.

La Loi de 1871 pour l'amélioration des écoles communes et de grammaire de la province de l'Ontario<sup>33</sup> constitue probablement le fait le plus marquant de l'époque. Ceci constituait, selon Fleming, "Le premier effort sérieux... pour instaurer un curriculum qui puisse intéresser ceux qui ne se destinaient pas à l'université".<sup>34</sup> Pour la première fois, l'école devenait obligatoire et on faisait la distinction entre les "collèges" et les "écoles secondaires", les uns préparant à l'université et les autres étant pour l'instruction générale. L'admission dans l'une ou l'autre de ces voies scolaires était régie par un examen d'entrée à l'école secondaire prévu aussi par la Loi. Ryan note que le caractère élitiste de l'époque se reflète dans les résultats des examens: sur 85,000 élèves, 22,000 se présentèrent à l'examen du grade 8 en 1890/1891 et parmi ces derniers, 12,000 seulement réussirent.<sup>35</sup>

La conception de l'école pour tous se renforça encore en 1921 lorsque l'école devint obligatoire jusqu'à l'âge de 16 ans. En même temps, le nombre de sujets obligatoires pour toute la scolarité fut réduit. On trouvait bien sûr des gens qui s'opposaient à l'école obligatoire arguant qu'on gardait les enfants à l'école pour des raisons artificielles. Il est probable, en fait,

---

<sup>32</sup>Ministères de l'Ontario, Rapport de l'Ontario, p. 5.

<sup>33</sup>Fleming, Education: Ontario's Preoccupation, p. 279.

<sup>34</sup>Ibid.

<sup>35</sup>Ryan, "Policy Making in Curriculum", p. 3.

que ce point de vue était justifié pour le cas de bien des enfants des régions rurales du temps où la Loi fut adoptée. De plus, beaucoup voyaient dans l'école obligatoire un choix forcé plutôt qu'une égalité de choix. Il est vrai aussi que l'Ontario, comme d'autres systèmes scolaires en principe, a toujours eu tendance à donner une forme légiférée à ses conceptions. Ces critiques de l'école obligatoire visent cependant plus la mise en pratique que l'idée elle-même. Il n'en reste pas moins que celle-ci reflète la croyance dans l'école pour tous.

Cette conception fut encore stimulée par l'abandon de l'examen d'entrée dans les écoles secondaires dans toutes les écoles de la province en 1949. Après cela, deux voies possibles s'offraient à tous les élèves: le diplôme de fin d'études secondaires et le diplôme d'honneur de fin d'études secondaires, ce dernier préparant à l'université et étant décerné à la fin du grade 13.

Le plan Robarts de 1962 poussa la diversification encore plus loin en introduisant la structure de "branches et programmes" dans les écoles secondaires.<sup>36</sup> Les sciences et les arts, la gestion et le commerce et les sciences techniques et métiers constituaient les trois branches. Chaque branche se divisait en programmes de quatre ou cinq ans. Des modifications dans chaque programme permettaient aux élèves de suivre un programme réduit et de quitter l'école après l'âge de 16 ans s'ils le désiraient. De ce système réorganisé résulta une augmentation de 10% de 1961 à 1968 dans le pourcentage des jeunes de 15 à 19 ans allant à l'école. Un résumé de la situation générale des effectifs est donné au tableau 4.2. La branche des arts et des sciences en cinq ans était la voie principale de l'université et en 1968/1969 199,252 élèves, soit 42% du total, la suivaient. La majorité ne se destinait

---

<sup>36</sup> Ibid.



TABLEAU 4.2<sup>41</sup>  
EVOLUTION DES EFFECTIFS SCOLAIRES DU SECONDAIRE  
PAR "BRANCHE ET PROGRAMME"  
ENTRE 1963-64 ET 1968-69

Année	Arts et Sciences			Gestion et Commerce			Science, Techniques et Métiers					TOTAL
	5	4	2	5	4	2	1	5	4	2	1	
1963-64	218,271	7,911	355	13,012	49,569	2,575	2,988	12,741	36,715	2,466	35	346,638
1964-65	221,177	13,094	216	15,031	58,166	2,534	3,599	15,793	42,745	2,000	22	374,462
1965-66	218,711	18,371	160	18,324	65,555	2,577	--	19,087	47,978	2,217	--	392,980
1966-67	216,605	19,918	--	21,046	70,313	2,746	--	22,238	52,744	2,277	--	407,887
1967-68	223,162	21,591	--	22,004	76,902	2,572	--	25,586	58,802	2,991	--	433,530
1968-69	199,252	25,120	41	25,178	80,125	2,202	--	29,821	64,469	3,255	--	469,550

Source: Département de l'éducation de l'Ontario, Rapports du ministère.

<sup>41</sup> Ce tableau (dont les données proviennent des rapports du ministère) est tiré du rapport de W.G. Fleming, The Expansion of the Educational System, Vol. 1 of Ontario's Educational Society (Toronto: University of Toronto Press, 1971), p. 115.

donc pas à l'université. De plus, le plan Robarts tenta d'encourager le public à mieux voir l'enseignement professionnel au niveau secondaire. Bien que beaucoup restaient sceptiques devant cette tentative, les réclamations sur les besoins du programme donnèrent une impulsion pour la création de collèges d'arts et métiers qui semblent maintenant se distinguer par la capacité de leurs anciens élèves de se trouver un emploi.

L'égalité de l'enseignement était alors presque complète. Pour la plupart, les écoles s'occupaient dès lors de dispenser un enseignement égalitaire à tous les enfants jusqu'à 16 ans plutôt que de s'en tenir à perpétuer l'élite. Les programmes étaient faits pour s'adapter aux besoins des élèves.

Quatre autres développements vinrent couronner l'évolution vers l'égalité de tous dans la conception du programme de l'Ontario. Ceux-ci étaient l'abolition de l'examen du grade 13 et les effets conjugués du rapport Hall-Dennis avec le système de crédits des écoles secondaires. L'établissement d'écoles secondaires de langue française en était le quatrième.

Fleming parla de l'abolition du système d'examen départemental comme étant "un événement des plus importants pour l'éducation au XX<sup>e</sup> siècle en Ontario".<sup>37</sup> Ces examens constituaient la base principale d'admission à l'université. Ils étaient administrés par le département de l'Education et étaient préparés en grande partie par des professeurs d'université. Dans la mesure, que beaucoup estiment considérable, où ils triaient les élèves sur la base de leur couche socio-économique autant que sur la base de leurs aptitudes, les examens allaient à l'encontre du concept de l'égalité. Bien que l'on pouvait arguer que tout le monde était libre de se présenter à l'examen, on pouvait

---

<sup>37</sup>Fleming, Education: Ontario's Preoccupation, p. 209.

aussi avancer que ceux qui y réussissaient étaient ceux qui venaient de familles et de milieux sociaux riches et variés. Les culturellement riches réussissaient aux examens et devenaient plus riches tandis que les pauvres échouaient et devenaient plus pauvres.

Le dernier événement que nous relaterons dans le développement du concept égalitaire est celui des effets conjugués du rapport Living and Learning<sup>38</sup> (Vivre et apprendre) de Hall-Dennis et de l'introduction du système de Crédits Davis<sup>39</sup> et de la circulaire HS1a<sup>40</sup> pour les écoles secondaires qui, bien que facultative à l'origine, devint obligatoire en 1972. Le système de crédits remplaça le système de "branches et programmes" par quatre domaines d'études - les communications, les sciences sociales, les sciences pures et appliquées et les arts. Une valeur en crédits était attribuée à chaque cours et les élèves devaient en accumuler 27 pour obtenir leur diplôme de fin d'études secondaires. Aucun cours n'était obligatoire bien qu'on attendât des élèves qu'ils équilibraient leur programme dans les quatre domaines.

Ainsi, avec l'abandon de l'examen du grade 13, l'introduction du système de crédits et l'établissement d'écoles secondaires de langue française, la diversité des voies aux études avancées ouvertes aux élèves s'en trouvait multipliée. Dans une certaine mesure, le tri des élèves selon leur couche socio-économique se faisait moins puisque les élèves étaient désormais, en principe du moins, autorisés à choisir leurs 27 crédits selon leur intérêt, leur langue, leurs besoins et leurs aptitudes. Comme on pouvait s'y attendre, ce système a été l'objet de nombreuses critiques et de nombreux articles dans les journaux; des rapports et des discours ont été écrits et des études de recher-

---

<sup>38</sup>Comité provincial de l'Ontario, Vivre et apprendre, 1968.

<sup>39</sup>Davis, allocution devant le Conseil des directeurs d'écoles, 1969.

<sup>40</sup>Ryan, "Policy Making in Curriculum", p. 12.

che sur des sujets connexes de l'éducation ont été entreprises. Quelles que soient les faiblesses d'un tel système, il faut dire que le système de crédits de pair avec l'abolition des examens de fin de scolarité a contribué positivement au concept égalitaire de l'Ontario. De plus, il faut aussi remarquer que l'éducation spéciale, le multiculturalisme, le bilinguisme et l'étude d'une deuxième langue constituent des engagements visibles du ministère de l'Education à l'égalité dans les écoles.<sup>42</sup>

Le premier ministre de l'Ontario, M. Davis lui-même, a récemment réitéré ce concept. Dans une déclaration synoptique, M. Davis écrivait en décembre 77:

L'objet du ministère de l'Education est d'arriver à la qualité et à l'égalité de l'enseignement pour tous. Le ministère parraine un grand éventail de possibilités si bien que chaque individu peut avoir accès à une instruction valable et peut s'engager dans des études plus avancées selon ses besoins et ceux de la société.

Le ministère doit s'assurer, en légiférant ou autrement, que les objectifs suivants sont atteints:

- (i) Un éventail complet de programmes éducatifs, culturels et récréatifs;
- (ii) Un personnel qualifié pour ces programmes et activités;
- (iii) Des locaux adéquats pour les activités reconnues de l'enseignement; et
- (iv) Une répartition équitable des ressources financières à sa disposition pour poursuivre les objectifs ci-dessus. 42a

---

<sup>42</sup>Wells, T.D., Allocution sur les droits des Francophones en éducation à l'AFCFO, Ste. Adèle, Québec: le 21 juillet 1975.

Wells, T.L., Allocution sur l'éducation spéciale au CED, London, Ontario: le 6 novembre 1976.

Wells, T.L., Déclaration sur les nouveaux programmes de français comme langue seconde, Queen's Park: le 4 mai 1977.

Davis, W.G., Discours sur le multiculturalisme et les langues d'héritage, Queen's Park: le 4 mai 1977.

<sup>42a</sup>Davis, William, G., "Les chefs politiques disent les choses comme ils les voient", Nouvelles du service public, le 1<sup>er</sup> décembre, 1977, p. 13.



## Etendre les buts

Au moment de la rédaction de ce chapitre, on ne trouve pas grand chose qui permette de reconstituer avec confiance l'évolution des buts du système d'éducation de l'Ontario. En fait, nous avons commandité une étude des buts, contenus et autres, comme le traduisent les directives du ministère et autres documents de politique du genre. Nous supposons par intuition que cette étude découvrira ce qui est indiqué à la fin de cette section.

Il y a plusieurs façons d'organiser et de classer les buts des curricula. Bien que les auteurs d'études sur les curricula ne soient pas d'accord sur l'utilité d'une classification quelconque, tous les systèmes sont quand même utiles, dans ce sens qu'ils s'attachent à toute variété d'intentions au-delà de l'étude du contenu. Il est bien trop facile de considérer les buts du curriculum comme n'étant que la liste des différents contenus et leur progression à travers la scolarité, tel que le programme d'enseignement des sciences depuis le jardin d'enfants jusqu'au grade 13. Le curriculum de l'Ontario n'a jamais été présenté d'une façon aussi limitée. Depuis plusieurs années en fait, une évolution se dessine dans les documents du ministère de l'Education qui tendent à énoncer un minimum de buts du jardin d'enfants au grade 13 et qui font état de buts et d'objectifs pour des sujets plus spécifiques dans les documents auxiliaires. Quoiqu'il en soit, le choix de buts possibles, sous forme, peut-être, de classifications possibles dans une relation d'ordre de l'intention des programmes, n'a jamais été présenté adéquatement ni discuté ni utilisé dans l'organisation du programme de l'Ontario. Un tel système de classification, ou tout autre système équivalent, faciliterait les discussions sur ce qu'on entend par les sujets de base, l'intention qui accompagne l'enseignement de toute matière et quels contenus et intentions devraient être renforcés, changés ou retirés du programme dans un temps de baisse des effec-

tifs. En bref, le sujet des buts de l'éducation en Ontario restent à discuter.

Prenez, par exemple, le système suivant récemment présenté par Foshay à un séminaire d'OISE: intellectuel, émotif, social, esthétique, physique et spirituel.<sup>43</sup> Sans aller plus loin dans le détail, il est clair que ce cadre offre déjà une base précise pour considérer ce qui devrait ou ne devrait pas être inclus dans un curriculum scolaire. Nous ne proposons pas ce système de classification en particulier, mais nous pensons que quelque chose du genre aiderait notre compréhension des buts des programmes scolaires.

Notre compte rendu de l'histoire du contenu du curriculum et nos quelques remarques sur les autres dimensions des buts de la scolarité remontent à la période d'avant Ryerson. Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, l'enseignement insistait sur les sujets de base comme la lecture, l'orthographe, la rédaction, l'arithmétique, grammaire de base, la géographie et l'histoire de la Grande-Bretagne. Comme nous le faisons remarquer, l'intention principale du curriculum, tout au moins à l'école secondaire, était de trier les chefs. Fleming notait:

Le Haut Canada avait besoin, pour une administration coloniale qui se faisait selon des principes aristocratiques, d'un groupe de jeunes gentlemen que l'on pouvait facilement distinguer du reste de la population. La compétence administrative dont ils avaient besoin pouvait s'acquérir dans la pratique. Ce qu'ils apprenaient, en plus des sujets de base, n'avait que peu d'importance, pourvu que cela ait un caractère inaccessible à la plupart des autres.<sup>44</sup>

Les buts du curriculum étaient donc assez clairs et les sujets de base étaient les plus importants. De plus, il ne semble pas que l'on avait beaucoup de foi et de confiance dans les possibilités de développement intellectuel chez les enfants. La curiosité intellectuelle, qui est la base de notre conception actuelle de l'enseignement, était tenue pour de l'impudence, d'après

---

<sup>43</sup>Foshay, A.W., Séminaire OISE, février 1978.

<sup>44</sup>Fleming, Education: Les préoccupations de l'Ontario, p. 177.

Fleming, et devait être punie. Ceci a changé radicalement au cours des années.

Dès le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, une école divisionnaire senior faisait une liste du détail de son programme comme suit: lecture, écriture, géographie sacrée, histoire, économie politique, dictée, science, rédaction, dessin, comptabilité, arithmétique, grammaire, composition, géographie, dessin de cartes, algèbre, géométrie, chant et poésie.<sup>45</sup> Il semble donc que la variété a longtemps été caractéristique de l'histoire du curriculum en Ontario.

A l'époque de Ryerson, le contenu fut augmenté si bien que les écoles secondaires donnaient un choix de 19 sujets dès 1871. On comptait désormais parmi les sujets la musique, la tempérance, l'exercice physique, l'agriculture, la philosophie naturelle qui incluait la physique, la chimie, la géologie et la physiologie, la comptabilité et le français.<sup>46</sup> Avec la Loi de 1871 pour améliorer les écoles publiques et de grammaire, les élèves suivaient un programme qui incluait l'anglais, le commerce et les sciences naturelles, tandis que les collèges dispensaient un enseignement classique.<sup>47</sup>

D'après Fleming, le premier quart du XX<sup>e</sup> siècle ne vit que peu de changements dans les écoles élémentaires. Au niveau secondaire, le domaine technique vit les plus grands changements avec de nouveaux cours tels que le dessin, le dessin industriel et les sciences domestiques.<sup>48</sup>

Comparées avec l'époque d'avant Ryerson, les années 1930 virent un changement radical dans les programmes scolaires dont nous retrouvons la description dans le guide des écoles élémentaires contenu dans le "petit livre gris".<sup>49</sup>

---

<sup>45</sup> Ibid., p. 178.

<sup>46</sup> Ibid., p. 178.

<sup>47</sup> Ibid., p. 179.

<sup>48</sup> Ibid., p. 183.

<sup>49</sup> Young, "Résumé de révision du Curriculum", p. 6.

Ce changement faisait partie d'une évolution constante en Amérique du Nord, en Angleterre et ailleurs et John Dewey en était le principal porte-parole et promoteur intellectuel.<sup>50</sup> Dewey soutenait que le but de la scolarité était de modeler le développement individuel et que ceci devait être la base des programmes. Le physique, le social et l'intellectuel devaient être enseignés d'une façon intégrée. Le contenu des matières devait être un moyen plutôt qu'une fin. Ainsi, l'étude de l'anglais et de l'arithmétique avait pour but d'aider la pensée et la communication. Ce n'était pas tellement que le curriculum de l'Ontario avait changé par ce point de vue mais plutôt que le contenu servirait de véhicule pour les buts.

Au niveau élémentaire, cette notion semble avoir été maintenue pendant les années qui suivirent et on la retrouve dans les versions de 1971<sup>51</sup> et 1975<sup>52</sup> des directives des écoles publiques jusqu'au grade 6. La tentative la plus remarquable pour donner au contenu des formes moins distinctes était peut-être la méthode "entreprise" et différentes versions des méthodes "projet" dont l'utilisation a été assez fréquente. Selon ces méthodes, une entreprise ou un projet est commencé, comme par exemple un projet d'étude sur les Amérindiens qui est abordé sous plusieurs angles, en utilisant l'anglais, les mathématiques, etc., selon les besoins. En général, cependant, les divisions traditionnelles du contenu restent visibles dans les curricula d'écoles élémentaires.

La situation dans les écoles secondaires a pris forme plus tard. La Commission Hope en 1950, bien qu'en accord général avec les buts progressifs des

---

<sup>50</sup>Dewey, John, Experience and Education (New York: Livres Collier (1976), 1938).

<sup>51</sup>Young, "Résumé de révision du Curriculum", p. 6.

<sup>52</sup>Ministère de l'Éducation de l'Ontario, les années de formation, (Toronto: 1975).



écoles élémentaires, soutint que les écoles secondaires devaient se concentrer un peu plus sur les sujets par matière. Un programme central fut recommandé pour les deux premières années d'école secondaire ainsi qu'un programme facultatif les deux années suivantes.

Le développement dans les curricula d'écoles secondaires le plus important arriva au milieu des années 1950. C'était là l'ère du "spoutnik" puisque l'on pense généralement que ces activités du curriculum avaient été déclenchées par les prouesses spatiales soviétiques. En commençant par le Comité d'étude des sciences physiques de 1955 aux Etats-Unis qui s'étendit à la fin des années 50 et au cours des années 60 et même au début des années 70. Des millions de dollars furent dépensés pour la préparation de nouveaux sujets et pour leur traduction dans d'autres langues. Au Canada, cette période n'était pas aussi spectaculaire car le gouvernement fédéral et les fondations privées n'avaient pas accordé leur soutien comme cela se passait ailleurs dans le monde. Néanmoins, l'esprit de réforme dans les écoles secondaires prévalait quand même dans le système d'enseignement de l'Ontario.

En 1957, la Fédération des Enseignants de l'Ontario mettait sur pied un comité sur les mathématiques et les sciences qui donna naissance à la Commission Ontarienne des Mathématiques.<sup>53</sup> Plus tard, le rapport Design for Learning de 1963 devint l'instrument du développement de l'Institut du Programme de l'Ontario<sup>54</sup> et fut à son tour impliqué dans le développement de l'Institut d'Etudes en Education de l'Ontario (OISE). Pour les curricula de cette période, les buts concernaient surtout les sujets et un grand nombre de programmes à mettre à jour et des manuels modernes sur des sujets modernes furent déve-

---

<sup>53</sup> Fleming, Education: Les préoccupations de l'Ontario, p. 192.

<sup>54</sup> Morgan, J.R.H., "The Ontario Curriculum Institute", in Education: A Collection of Essays on Canadian Education, Vol. 5, 1962-1964 (Toronto: W.J. Gage Ltd., 1965), 77-82.

loppés. Le curriculum fut enrichi d'un nouveau contenu et des domaines spécifiques furent diversifiés à différents niveaux. Ainsi, la biologie fut divisée en trois approches, pour ceux qui apprenaient lentement, comme base d'introduction aux étudiants en biologie et pour les étudiants avancés.

Le plan Robarts constitue peut-être l'événement isolé le plus important qui ait permis à l'esprit de réforme d'être insufflé dans les écoles secondaires de l'Ontario. Le système de "branches et programmes" avait fourni une structure qui permettait beaucoup de possibilités. La branche de quatre ans d'arts et sciences pour les élèves qui n'aspiraient pas à faire des études universitaires fut l'objet de beaucoup d'attention et beaucoup d'autres cours, dont surtout l'Homme et la Société, furent élaborés.

L'expansion des curricula scolaires introduite par le plan Robarts avait le soutien du rapport Hall-Dennis qui était pour la promotion de buts éducatifs progressifs dans les écoles secondaires qui étaient jusque là restreints à la division élémentaire. L'abolition de l'examen de fin d'études du grade 13 en même temps que le système de crédits Davis encouragèrent une plus grande variété dans les curricula secondaires. Il fut, dès lors, possible aux enseignants de demander l'autorisation d'enseigner des cours expérimentaux qui ne correspondaient pas directement aux directives et pendant quelque temps, l'autorisation était accordée plus ou moins facilement.

Au début de cette section (étendre les buts du curriculum), nous avons noté qu'il était difficile de retracer clairement les buts autres que dans un contenu spécifique. La variété du contenu, semble-t-il, est un trait clair des curricula de l'élémentaire et du secondaire. On peut cependant faire quelques remarques sur les autres buts. Dans les écoles élémentaires en particulier, les buts des programmes énoncés semblent être passés d'énoncés de con-

tenu à l'utilisation du contenu pour d'autres buts que le contenu même.

Dans un mémorandum adressé à cette Commission, Robinson<sup>55</sup> note qu'il est d'avis que les directives du ministère de l'Education ont peu à peu ajouté des objectifs supplémentaires aux catégories non-connaissance, surtout les cinq dernières des six notées plus haut dans notre description de la classification de Foshay des buts -- émotif, social, esthétique, physique et spirituel. Le rapport de notre Commission sur ces points n'a pas encore été remis, mais nous formons l'hypothèse que les directives de curricula actuelles présentent un éventail complet d'objectifs en accord avec la notion de l'élève doté d'une instruction générale et autonome. De plus, comme le note Robinson, la tendance à long terme semble être du côté de buts largement conçus qui encouragent les aptitudes intellectuelles, les opérations intellectuelles complexes, les résultats "affectifs" tels que l'attitude, les valeurs et les croyances et certains éléments épistémologiques de différentes disciplines.<sup>56</sup>

Il peut en résulter un ensemble de buts de programme qui servira à formuler les objectifs de l'enseignement. De plus, il est important de noter que, parce que les conseils locaux ont plus de responsabilités dans l'élaboration de leurs programmes, ils ont aussi été conduits à mieux énoncer leurs buts. L'éventail de buts en tant que politique dans les directives du ministère et au niveau opérationnel des écoles peut être très large. Il y a eu, d'après nous, une expansion réelle des buts de l'éducation au cours des années. Cette expansion a-t-elle été excessive? Pour retourner au thème précédent, nous notons qu'un système prudent de classification de buts peut servir utile-

---

<sup>55</sup> Robinson, Floyd, Memorandum on "The Scope of Guideline Aims and Objectives", le 17 janvier 1978, p. 2.

<sup>56</sup> Ibid., p. 1.

ment de base adéquate aux propositions de développements et de changements dans notre curriculum scolaire.

Directives et documents de ressource: Actuellement, les buts du curriculum sont spécifiés dans quatre types de documents: des circulaires, des directives de curriculum, des guides de ressource et les idées de curriculum des enseignants.<sup>57</sup> Les deux premiers s'occupent des politiques. Ces documents constituent les minimum dans le programme des domaines identifiés requis par le ministère. Dans la troisième et la quatrième catégorie, les documents ne représentent pas des politiques mais simplement des recommandations utiles pour aider les enseignants.<sup>58</sup>

Tableau 4.3: Circulaires et directives de curriculum donne une structure des grandes lignes des documents de politique. L'enseignement public est divisé en quatre parties nommées division primaire, division junior, division intermédiaire et division senior. La circulaire HSI, document de politique de la division senior, prescrit aussi un programme de base qui s'applique à la division intermédiaire. Il y est stipulé que tous les élèves s'inscrivant dans un programme d'école secondaire le 1<sup>er</sup> septembre 1977 ou après devront dans leur programme et au cours des deux premières années (grades 9 et 10) inclure des cours correspondant aux sujets suivants:

Anglais - 2 crédits  
Mathématiques - 2 crédits  
Sciences - 1 crédit  
Histoire du Canada (1 crédit) et  
Géographie du Canada (1 crédit)

On s'attend à ce que chaque sujet obligatoire soit enseigné à différents niveaux de difficulté pour correspondre aux différents besoins et aptitudes des

---

<sup>57</sup>Storey, John W., "Provincial Curriculum Policy", (Toronto: le 17 mai 1977), pp. 36-37.

<sup>58</sup>Ibid., p. 37.



## CIRCULAIRES ET DIRECTIVES DU CURRICULUM

DIVISIONS	PRIMAIRE	JUNIOR	INTERMEDIAIRE	SENIOR
Documents de politique du curriculum	Circulaire P <sub>1</sub> <sup>1</sup> Les années de formation. à la base de P <sub>1</sub> <sup>1</sup> se trouvent dans l'enseignement dans les divisions primaires et junior.	Les années de formation sont divisées en domaines d'aptitudes (écoute, lecture, rédaction, écriture et prise de décision) par sujet (arithmétique, géométrie, théâtre, musique, arts, visuels, éducation physique, santé, valeurs, l'individu et la société, sciences, géographie, et études canadiennes). <sup>63</sup>	Copie de travail - Circulaire I <sub>1</sub> <sup>1</sup> Les années d'adolescence	Circulaire H <sub>1</sub> <sup>1</sup> : Conditions pour l'obtention du diplôme d'études secondaires, 1977-1978
Nombre de publications	13 idées de curriculum pour les enseignants		42 directives <sup>59</sup>	77 directives <sup>60</sup>
Niveau de grades	J.d'E. Jr. - 3 <sup>61</sup> 4 - 6 <sup>62</sup>		7-10	9-13
Objectifs	Les objectifs dans les années de formation sont divisées en domaines d'aptitudes (écoute, lecture, rédaction, écriture et prise de décision) par sujet (arithmétique, géométrie, théâtre, musique, arts, visuels, éducation physique, santé, valeurs, l'individu et la société, sciences, géographie, et études canadiennes). <sup>63</sup>	Définit les objectifs selon 13 éléments: compréhension des mathématiques, de la langue, de l'environnement canadien, de l'esthétique, de la forme physique, de la solution de problèmes, d'aspirations personnelles, de la conscience de soi, des valeurs et des relations sociales. De plus, l'étude du français comme deuxième langue et l'éducation spéciale y sont prévues. <sup>64</sup>	Les objectifs interviennent dans quatre sujets principaux: les communications, les études de l'environnement et de la société, les sciences pures et appliquées et les arts. On y prévoit aussi la préparation de programmes individuels (pour les élèves) afin que ceux-ci contiennent les bases de l'éducation permanente, tiennent compte du potentiel de l'élève et aux priorités nationales, incluent les cours conseillés, des études indépendantes, soient cohérents, incluent des cours de passage, d'enrichissement, d'accélération <sup>65</sup> et d'éducation spéciale.	

<sup>59</sup> Ministère de l'éducation de l'Ontario, Circulaire 14, 1978 (Toronto: 1978), pp. 1-2.

<sup>60</sup> Ibid., pp. 2-3.

<sup>61</sup> La Loi sur l'Education, 1974, Section 1 (38).

<sup>62</sup> Ibid., Section 1 (25).

<sup>63</sup> Ministère de l'éducation de l'Ontario, Les années de formation (Toronto, 1974), pp. 6-23.

<sup>64</sup> Ministère de l'éducation, Les années intermédiaires: Politique provinciale pour la division intermédiaire (copie de travail du document proposé), (Toronto: 1975), pp. 7-8, 27-28.

<sup>65</sup> Ministère de l'éducation de l'Ontario, Conditions d'obtention du diplôme d'études secondaires: Circulaire H<sub>1</sub>, 1977-78 (Toronto: 1977), pp. 4-5.

élèves dans chaque école.<sup>66</sup>

Dans les quatre divisions, il revient à chaque école de décider quel(s) objectif(s) est (sont) atteint(s) pour chacun des cours et par l'organisation des enseignants, des élèves, du contenu et des ressources qui puisse(nt) le mieux répondre aux besoins des élèves.

#### Education et scolarité

L'histoire du curriculum de l'Ontario suggère que l'égalité des chances pour les enfants a fait des progrès constants et, si nos hypothèses sont fondées, un élargissement continu des buts du curriculum. Quel que soit l'enfant et quels que soient ses ambitions et ses besoins en éducation spéciale, on doit pouvoir s'occuper de lui. En fait, le thème des possibilités d'éducation spéciale revenait toujours au cours de réunions avec différents groupes. Avec la diminution des effectifs et des ressources, deux problèmes au sujet des caractéristiques de la conception de l'éducation en Ontario surgissent. L'un des problèmes découle de la croyance dans le choix de l'individu parmi les choix souhaitables et possibles du curriculum; le second découle en contraste de la qualité et de la quantité de ce qui peut être au curriculum.

La question du développement personnel dans un curriculum à plusieurs possibilités: Comme pour tout ce qui est bon en général, il y a des risques d'abus. Dans le cas d'un curriculum qui offre une multitude de possibilités, on peut facilement imaginer des enfants qui ne choisissent que les cours et les curricula d'études qui correspondent à leurs capacités existantes mais qui ne les aident pas à se développer dans d'autres domaines. Un contexte de curricula enrichi peut aussi, en principe, permettre de mauvais développe-

---

<sup>66</sup> Ministère de l'Éducation de l'Ontario, Conditions pour l'obtention du diplôme d'école secondaire: Circulaire HSI 1978-1979 (Toronto: 1978).

ments individuels.

Il ne semble pas que ceci soit arrivé en Ontario. Les études HSI<sup>67</sup> ont démontré qu'en général, les élèves d'écoles secondaires choisissent des programmes assez variés qui, en moyenne, ne sont pas essentiellement très différents des voies suivies avant l'introduction du système de crédits. On peut aussi se saisir des résultats des études HSI et arguer que les choix n'étaient pas nécessaires dans les écoles de l'Ontario. L'argument opposé serait d'avancer que le nouveau concept n'a pas été adéquatement réalisé et que les enfants n'ont pas été encouragés à profiter des occasions qui s'offraient à eux.

Avec moins d'élèves dans les écoles, les possibilités d'offrir un grand choix diminuent. Par conséquent, un des aspects du problème est d'insister moins sur l'élaboration de nouvelles alternatives et de se concentrer sur des possibilités qui assureront l'égalité dans l'enseignement et des choix de voies qui permettront le développement personnel de l'élève. Bien que la Commission ait abordé ce problème, nous ne pensons pas qu'il soit de nature à être résolu rapidement et, peut-être, sans étude plus approfondie. Il faut s'assurer que les décisions au niveau de la province et du conseil ne soient pas prises trop rapidement afin de ne pas porter préjudice au concept du curriculum.

La question de la quantité et de la qualité du curriculum. On atteint ses buts dans la même mesure où l'on consacre du temps à l'enseignement correspondant. Ceci est un fait reconnu dans les sports de compétition et dans la musique de concours où de 25 à 30 heures d'entraînement ou de répétitions

---

<sup>67</sup>Fleming, W.G., Le système individualisé: Résultats de cinq études, Etudes HSI de la mise en pratique de la circulaire HSI du ministère de l'Education (1972-1973). (Toronto: OISE, 1974.)

par semaine, sont de règle pour les élèves d'écoles secondaires qui participent aux concours aux plus hauts niveaux. Certains élèves d'écoles secondaires sont debout à 5 heures du matin et dans la piscine une heure plus tard.

Harnischfeger et Wiley font ressortir ce fait courant pour atteindre un but scolaire dans un article. Ils estiment que le temps est le facteur le plus important pour atteindre un but scolaire.<sup>68</sup> Il se pourrait bien aussi que les buts visés dans l'enseignement dépendent beaucoup du temps dont l'enseignant estime disposer pour eux. Une étude récente de l'enseignement de la biologie à Toronto a suggéré que les enseignants avaient tendance à viser plus bas pour ce qui concerne les capacités mentales telles que la mémorisation et l'application dans les cas de sujets traités brièvement dans le programme, tandis qu'ils visaient des capacités d'un plus haut niveau, telles que la synthèse et l'évaluation des connaissances dans des cours pour lesquels ils disposaient de plus de temps d'enseignement.<sup>69</sup> Ainsi, le temps passé à enseigner dans un certain but déterminera s'il l'est à bon escient; le temps peut être même décisif dans la sélection des buts.

Les critiques à l'endroit des écoles au cours des dernières années peuvent être vues comme des questions sur la façon dont les écoles font ce qu'elles font et pas seulement ce qu'elles font. Etant donné le grand nombre de possibilités dans nos écoles, on ne peut pas douter que les sujets de base sont enseignés. Quelle différence y aurait-il, peut-on se demander, si un en-

---

<sup>68</sup> Harnischfeger, Annagret et David E. Wiley, "The Teaching-Learning Process in Elementary Schools: Une vue synoptique." Dans Curriculum Inquiry 6:1, 1976, 5-43.

<sup>69</sup> Connelly, F. Michael, Miriam Ben-Peretz et Robin J. Enns, "Evaluation d'un examen de biologie à l'université York." Recherche subventionnée par le ministère de l'Education de l'Ontario. (Toronto: OISE, 1978)



fant qui fait une heure de langue par semaine arrête d'en faire? Cet aspect du problème de la baisse des effectifs est donc une question de qualité et de quantité. Il se pourrait très bien qu'une heure de conduite par semaine permette un jour de savoir conduire, mais une heure de calcul ou de français n'assurera jamais de capacités dans ces matières.

Du point de vue de la baisse des effectifs, lorsque l'étendue des possibilités est remise en question, il faudra étudier le problème pour avoir une idée claire du temps d'enseignement requis pour atteindre une variété de buts. Une telle information serait utile pour décider de l'étendue d'un curriculum scolaire et des options possibles; et ceci serait utile aussi aux élèves et à leurs parents dans le choix de leurs programmes personnels.

Le rôle de la scolarité dans l'éducation: Notre histoire des buts de la scolarité et du concept d'égalité reflète une croyance en Ontario dans l'importance du rôle de la scolarité dans le développement de l'éducation de nos enfants. Mais comme disait Tom James, ancien doyen de l'éducation à l'université Stanford, "Au cours des dernières années, on nous a bombardé de l'assertion selon laquelle les écoles ne sont pas très importantes."<sup>70</sup> Les critiques romantiques, tels qu'Ivan Illich, qui ont visité l'Ontario, ont propagé ce thème auquel des résultats de recherche largement diffusés ont donné un certain crédit.<sup>71</sup> Les études de Coleman<sup>72</sup> et Jencks<sup>73</sup> aux Etats-Unis ont donné

---

<sup>70</sup>James, H. Thomas, "Education: A Declining or Rising Sun?" in Educational Leadership and Declining Enrolments, ed. Lewis B. Mayhew et al. (Berkeley: McCutchan Publishing Corporation, 1974), p. 124.

<sup>71</sup>Illich, Ivan D., Deschooling Society, (New York: Harper & Row, 1971).

<sup>72</sup>Coleman, James S., et al., Equality of Educational Opportunity, (Washington, D.C.: National Center for Educational Statistics, 1966).

<sup>73</sup>Jencks, Christopher, et al., Inequality: A Reassessment of the Effect of Family and Schooling in America (New York: Basic Books, Inc., Publishers, 1972).

suite à l'interprétation que le milieu familial domine le milieu scolaire et que les effets de la scolarité sont pratiquement perdus.

Sur une base internationale, certaines études de l'Association Internationale de l'Education (AIE) tendent vers la même thèse.<sup>74</sup> Ainsi, l'AIE a trouvé que le facteur le plus important qui détermine les niveaux de lecture à la fin de l'enseignement est le niveau de lecture que l'enfant avait au départ. Le mouvement de retour aux bases coïncide avec ces conclusions qui réclament que les écoles donnent des résultats tangibles de leur enseignement dans des buts de base. Certains écrivains, comme Carl Bereiter en Ontario, ont appliqué ce thème en arguant que les écoles devraient restreindre leurs buts à ceux qu'ils peuvent le mieux atteindre.<sup>75</sup> Ceux-ci se trouvent, dit-il, surtout dans le domaine intellectuel. Faites-en peu mais faites-le bien semble être le mot d'ordre de ceux qui font une distinction nette entre la scolarisation et les buts plus généraux de l'éducation.

Il semblerait cependant qu'en même temps que l'on accuse les écoles de ne pas bien faire leur travail, on pense généralement que les écoles devraient assumer des tâches de plus en plus variées. En fait, la foi dans la scolarisation comme étant la voie de l'éducation contraste et est la cause de conflits lorsqu'on l'oppose aux croyances sur les résultats de la scolarisation. On est en droit de penser que la foi dans les écoles comme solution des problèmes sociaux est encore très grande.

---

<sup>74</sup>Thorndike, Robert L., Reading Comprehension Education in Fifteen Countries: International Studies in Evaluation III, (Toronto, John Wiley & Sons, 1973). Il est noté que cette interprétation est une vue partielle, basée sur des notes de lecture et de vocabulaire. Les notes en sciences, instruction civique et en littérature indiquent une plus grande corrélation avec l'école, confirmant ainsi l'opinion que les écoles font un travail adéquat.

<sup>75</sup>Bereiter, Carl, "Elementary School: Necessity or Convenience?" Elementary School Journal, mai 1973, 436-446.

En 1977, un sondage d'opinions Gallup sur l'attitude générale envers l'enseignement demandait de nommer les problèmes les plus importants dans les écoles publiques.<sup>76</sup> On demandait ensuite ce qui allait bien dans les écoles publiques. Les résultats étaient, dans l'ordre:

<u>Problèmes dans les écoles</u>	<u>Qu'est-ce qui va bien?</u>
1. Manque de discipline	1. Le curriculum
2. Problèmes d'intégration/ségrégation	2. Les enseignants
3. Manque de soutien financier adéquat	3. Activités extérieures
4. Difficulté d'avoir de "bons" enseignants	4. Locaux scolaires
5. Mauvais curriculum	5. Egalité des possibilités pour tous les élèves
6. Usage de drogues	6. Bonne administration
7. Manque d'intérêt chez les parents	7. Intérêt/participation des parents
8. Dimensions des écoles/classes	8. Bonnes relations entre les enseignants et les élèves
9. Manque d'intérêt chez les enseignants	9. Bonne discipline
10. Mauvaise gestion des fonds/programmes	10. Petites écoles ou classes

Ces classements ont très peu changé depuis le sondage Gallup de 1973.<sup>77</sup> Parmi les problèmes, le curriculum était classé septième plutôt que cinquième, indiquant qu'il est perçu comme un problème de plus en plus important. Quand on demandait ce qui allait bien dans les écoles, "le curriculum" et "les enseignants" venaient en première et deuxième positions respectivement dans les réponses. En 1973, à propos du curriculum en particulier, on demanda aux gens "s'ils apprenaient ce qu'ils étaient censés apprendre?" Plus de 80% des réponses étaient "oui". De plus, comme en 1977, les attitudes devenaient plus favorables. Les parents et les élèves indiquaient qu'ils avaient une opinion plus favorable des écoles publiques au cours des dernières années. De plus, à la question de savoir si les enfants avaient reçu une meilleure instruction

---

<sup>76</sup>Gallup, George H., "Neuvième sondage Gallup annuel de l'opinion publique vis-à-vis des écoles publiques", Phi Delta Kappan, septembre 1977, 33-48.

<sup>77</sup>Gallup, George H., "Cinquième sondage de l'opinion publique vis-à-vis de l'éducation", Phi Delta Kappan, septembre 1973, 38-51.

que leurs parents, une bonne majorité avait répondu que oui. A la question, qu'est-ce qui les faisait dire cela, les cinq réponses étaient données dans l'ordre:

1. Plus grande variété de sujets dispensés
2. Locaux et équipements plus adéquats
3. Meilleures méthodes d'enseignement
4. Enseignants mieux qualifiés
5. Chances égales pour tous les élèves

Un des résultats de 1973 et 1977 est de nature inquiétante, vu le contexte de baisse des effectifs. Les réponses de ceux qui n'ont pas d'enfants à l'école sont à l'opposée de ceux qui en ont lorsqu'on leur demande comment leur attitude a évolué vis-à-vis des écoles. Ces gens semblent penser que leurs intérêts ne vont pas dans le même sens que la scolarisation et ceci pourrait avoir des conséquences politiques et économiques sérieuses pour les écoles.

Southam Press a récemment commandité une étude qui est, d'après eux, "l'enquête la plus complète qui ait jamais été conduite pour savoir ce que les Canadiens pensent d'eux-mêmes et de leur pays."<sup>78</sup> L'enquête abordait, entre autres, la question des valeurs canadiennes. La question était la suivante:

Dans une société bombardée constamment par des changements appelés à devenir plus nombreux, qu'advient-il du système de valeurs des Canadiens qui mesure les choses dans la société?

L'enquête de Southam tenta de mesurer ceci en présentant une liste de treize items à près de 2,000 personnes partout dans le pays et en leur demandant de les classer par ordre d'importance. Les résultats sont présentés au tableau 4.4. L'éducation était en première place non seulement en Ontario, mais dans tout le Canada.

Le conseil scolaire de North York, en Ontario, a récemment publié les ré-

---

<sup>78</sup> Southam Press Limited, "The Searching Nation", (Toronto, 1977), p. 1. Cité aussi dans le Toronto Star, 24, 26, 27, 28, 29, 30 septembre 1977.



TABEAU 4.4: LES VALEURS CANADIENNES

Dites l'importance qu'a pour vous	Total Canada	Région				Ontario	Québec		Maritimes
		B.C.	Alta.	Sask.	Manitoba		Total Québec	Séparatiste Extrême	
Une bonne éducation	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Le respect des tribunaux et du système judiciaire	2	3	4	2	4	2	3	7	4
La liberté de la presse	3	2	3	3	2	3	4	2	2
Propriété d'une maison, être capable d'avoir une propriété	4	4	2	4	3	4	5	5	3
La sécurité d'emploi	5	5	7	6	5	5	2	3	5
Le respect de l'autorité	6	8	5	5	7	6	6	9	6
Le dévouement au système de la libre entreprise	7	6	6	7	6	7	8	11	7
Le dévouement à l'éthique au travail	8	7	8	8	8	8	7	8	9
La religion	9	13	9	9	9	10	13	13	8
La politique	10	10	10	10	11	9	10	4	11
Atteindre à une position de pouvoir	11	12	12	12	10	11	9	12	12
Les syndicats dans notre société	12	11	13	13	12	12	11	6	10
Les mouvements féministes	13	9	11	11	13	13	12	10	13

TABEAU 4.5  
UNE COMPARAISON DES REPONSES  
SUR LA BONNE EDUCATION

ITEMS	Entierement d'accord	d'accord	Sans opinion	Pas d'accord	En accord complet
L'ETUDIANT: Cette école me dispense un bon enseignement	12	55	17	12	4
LES PARENTS: Somme toute, cette école dispense un bon enseigne- ment à mon(mes) enfant(s)	11	54	8	20	5
LE CORPS ENSEIGNANT: Cette école dispense un bon enseignement aux élèves	14	66	8	10	1

Les chiffres, dans cette enquête du conseil scolaire de North York,  
ont été arrondis.

sultats d'une enquête auprès d'élèves, de parents et de personnel scolaire qui indique une satisfaction générale vis-à-vis de la scolarisation.<sup>79</sup> Les résultats sont présentés au tableau 4.5. Les élèves et les parents ont formulé des réponses similaires à propos de bonne éducation. Un quart des parents seulement n'étaient pas d'accord, et 80% du personnel estimaient que les élèves recevaient un bon enseignement dans les écoles. Lorsque ces données furent comparées aux résultats d'un sondage similaire de 1971/1972, il y avait une augmentation de 10% dans le nombre d'élèves estimant que les écoles faisaient du bon travail. Il y avait une légère diminution dans le nombre des parents et des enseignants de cet avis.

Le sondage Gallup et l'étude de North York en même temps que les expressions fréquentes de l'inquiétude du public à propos des sujets de base et d'autres déclarations sur les effets de la scolarisation, font ressortir le fait qu'il n'y a pas d'accord général quant à savoir si les écoles font du bon travail. Ce qui en ressort est une croyance par-dessus tout dans l'efficacité de la scolarisation dans l'intention de l'éducation.

La croyance dans la scolarisation fait surgir une question importante pour la Commission sur la baisse des effectifs. Cette croyance signifiera peut-être que l'on continuera à demander l'expansion du contenu et des buts du curriculum scolaire. Ainsi, récemment, a-t-on beaucoup parlé des possibilités multiculturelles plus nombreuses.<sup>80</sup> Nous avons déjà mentionné qu'au cours de nos visites dans la province, on nous a mentionné qu'il serait souhaitable

---

<sup>79</sup>Hunter, Susanne M., Albert E. Virgin et Louis Toffoli, "Research Report of a Survey of Secondary School Perceptions", (North York Board of Education: 1977), p. 61. Citation autorisée.

<sup>80</sup>Thomas, R.A.L., "Mémoire aux directeurs de l'éducation et principaux d'écoles. Ref: Programme de langues d'héritage", (Toronto, le 15 juin 1977) p. 1.

d'orienter les nouveaux buts pour les écoles vers les besoins spéciaux en éducation. Il se pose une question: dans quelle mesure de nouveaux buts et contenus peuvent-ils être ajoutés lorsque les effectifs scolaires diminuent? L'autre difficulté est de déterminer les options à retenir dans l'intérêt d'une éducation de bonne qualité.

Avec un système scolaire et des ressources en expansion, il était relativement aisé d'inclure de nouveaux buts et un nouveau contenu. A présent, la situation s'est renversée. Dans son sens le plus général, nous croyons que le problème qui nous attend est de résoudre, de façon concrète, la question de la scolarisation dans l'éducation de notre jeunesse. James voit les choses ainsi:

Je conclus donc comme j'avais commencé, optimiste pour le soleil levant de l'éducation, convaincu que la scolarisation est nécessaire mais aussi convaincu qu'il nous faut abandonner la notion du siècle dernier selon laquelle les écoles constituent le seul instrument dont la société dispose pour accomplir ses buts d'éducation. Si les gens d'écoles doivent devenir éduqueurs, ils se doivent d'en apprendre plus sur la façon dont les institutions s'influencent mutuellement et les conditions nécessaires et suffisantes qui permettraient à cette influence de maximiser nos buts pour l'éducation.<sup>81</sup>

La séparation des buts de la scolarisation de ceux de l'éducation n'est pas une chose qui peut se faire facilement par des études que nous commanditerions. Un travail prudent et réfléchi sur les buts du programme s'impose.

#### OBJECTIFS DE L'EDUCATION

La plus grande part de ce qui a pu être dit au chapitre des objectifs de l'éducation a déjà été mentionnée dans notre chapitre sur les buts de l'éducation. D'une façon plutôt arbitraire, nous avons choisi de distinguer les objectifs des buts sur la base de généralité; les buts, tels que nous en avons

---

<sup>81</sup>James, H. Thomas, "Education: Declining or Rising?", p. 130.



parlé, sont plus spécifiques et sont liés au contenu de l'instruction, tandis que les objectifs reflètent des buts dans leur sens le plus général. Les buts du programme, comme nous avons choisi de les voir, se réfèrent aux souhaits et aux aspirations que nous avons pour nos enfants et notre société. Les buts spécifiques, comme les énoncent les directives du ministère de l'Éducation ainsi que les cours et les sujets d'étude, sont les moyens qui permettent de réaliser ces buts.

John Dewey faisait remarquer, il y a bien longtemps, qu'au fond il y a deux genres d'objectifs: les objectifs pour l'enfant et les objectifs pour la société. Ainsi, nous pouvons élaborer notre curriculum et concevoir nos écoles pour développer des caractéristiques telles que les aptitudes de dirigeant et la curiosité intellectuelle ou celles d'une société démocratique ou socialiste. En Ontario, il semble que le développement de l'égalité des possibilités a coïncidé la plupart du temps avec un système d'éducation orienté vers le développement de l'enfant. Cet aspect des objectifs de l'éducation en Ontario semble constituer une caractéristique de toutes les provinces canadiennes. Dans une revue récente de l'enseignement au Canada, l'OCDE fit la remarque suivante:

Contrairement à tous les autres pays industrialisés comparables, le Canada n'a ni procédé à une réforme politique de l'enseignement selon une conception de l'avenir du pays (Québec peut être l'exception à cette généralisation), ni tenté d'empêcher cette réforme comme c'est le cas dans plusieurs pays européens. Au lieu de cela, Canada a fait son propre chemin avec une variété exceptionnelle de programmes actifs dans une grande expansion quantitative et des changements qualitatifs du système de l'éducation qui ne prennent leurs sources cependant dans aucune conception nationale explicitement déclarée des intérêts du pays.<sup>82</sup>

Nous reviendrons à ce point puisqu'il fait ressortir une autre question d'ordre général qui s'applique au contexte de baisse des effectifs, autrement

---

<sup>82</sup>Organisation pour la Coopération et le Développement Économique, Revue des politiques nationales de l'Éducation: Canada (Paris: OCDE, 1976), pp. 20-21.

dit l'équilibre entre les objectifs sociaux et individuels du curriculum. Pour l'instant cependant, revoyons brièvement le développement de cet aspect de la conception du programme de l'Ontario.

A cause du manque de documents historiques, ce que nous présentons est forcément succinct. Nous avons déjà noté, dans le cas des écoles "communes" et de "grammaire" du XIX<sup>e</sup> siècle, que l'enfant était vu d'une façon étroite et l'obéissance et la mémoire étaient importantes. Cependant, bien que nous puissions être en désaccord complet avec cette vue particulière de l'enfant telle qu'elle prévalait alors, les objectifs de l'enseignement étaient énoncés en terme de ce qui était préférable pour l'enfant. Ainsi, dans les écoles "communes" élémentaires les L.R.A. (Lecture, Rédaction et Arithmétique) avaient pour but d'aider les jeunes à trouver du travail dans une société pionnière. A l'exception de l'introduction de matières spécifiques dans le curriculum, telle la politique de bilinguisme, nous n'avons trouvé que peu de preuves tangibles d'autres usages des écoles pour des objectifs sociaux.

De grands changements sont cependant intervenus dans la façon dont les objectifs sont énoncés et ceux-ci sont bien exprimés dans le petit livre gris de 1937 sur l'enseignement élémentaire. Les idées prenaient un caractère plus progressif. Tandis qu'ils devenaient plus explicites dans les écoles américaines et énoncés clairement dans les travaux de John Dewey, ils étaient introduits en Ontario par l'intermédiaire des rapports Hadow de Grande-Bretagne.<sup>83</sup> Le développement d'un esprit inquisiteur, le développement et l'expression de l'intérêt, de la curiosité intellectuelle, l'interaction avec son milieu, etc. avaient le cachet de la perception nouvelle qu'on avait de l'enfant en Ontario.

---

<sup>83</sup>Fleming, W.G., Education: Ontario's Preoccupation, p. 184.

Ces objectifs étaient encore repris par la Commission Hope en 1950 et il semble que ce rapport clarifiait la différence de conception qu'on avait de l'enfant dans les écoles élémentaires et dans les écoles secondaires. Le programme scolaire secondaire, bien qu'il continuât de baser ses objectifs sur l'enfant, avait tendance à faire passer les buts de contenu avant l'intérêt des élèves. Ainsi, si les objectifs étaient les mêmes, leur mise en pratique à l'élémentaire était différente de celle du secondaire.

Cette différence fut supprimée au niveau des politiques par le rapport vivre et apprendre de 1968 et par d'autres réformes scolaires et en particulier par l'abolition du système d'examens et par introduction du système de crédit.<sup>84</sup>

Ces objectifs fondés sur l'enfant sont affirmés de plusieurs façons dans les directives récentes du ministère de l'Education pour les années scolaires intermédiaires et secondaires.

Avec comme sous-titre Politique provinciale du curriculum pour les divisions intermédiaires, l'épreuve intérimaire de travail de 1975 des directives générales pour les années intermédiaires énonce que les élèves doivent suivre la voie de la recherche de leur identité, "en recherchant et en examinant sans cesse dans le but d'apprendre à se connaître".<sup>85</sup> Cette recherche de son identité passe pour avoir beaucoup de répercussions sur l'école en tant que "source où ils devraient puiser les expériences sociales, émotives et de direction qui se doivent".<sup>86</sup> L'épreuve cite qu'il faut peut-être trouver un

---

<sup>84</sup>Crossley, J.K., "Elaboration du curriculum en Ontario", allocution devant l'Association des principaux d'écoles publiques de l'Ontario du Nord, octobre 1971, p. 9.

<sup>85</sup>Ministère de l'Education de l'Ontario, Directive générale, les années intermédiaires: Politique provinciale pour la division intermédiaire (Toronto, 1975), p. 2.

<sup>86</sup>Ibid., pp. 2-3.

certain équilibre dans le conflit possible entre la recherche de son identité par l'élève et entre entreprise des écoles pour en faire de futurs citoyens. "Pour parvenir à cet équilibre précaire mais essentiel, il faut absolument que les enseignants comprennent cette période cruciale dans l'épanouissement de l'élève".<sup>87</sup>

Au niveau de la division senior, les directives HSI de 1977/1978 insistent que "le but principal est d'aider chaque élève à développer son potentiel au maximum en tant qu'individu et membre de la société qui pense clairement, ressent profondément et agisse sagement".<sup>88</sup> L'école secondaire passe pour avoir un rôle central pour atteindre ces buts: les objectifs et l'oeuvre de l'enseignement élémentaire, les développements dans l'enseignement post-secondaire et les attentes dans les différents domaines des affaires et de l'industrie sont aussi considérées dans l'élaboration d'un curriculum scolaire secondaire".<sup>86</sup> On fait ressortir les différences individuelles entre les élèves. "Si l'on doit s'accommoder d'un grand nombre de différences dans un sujet ou dans un cours, il faut adapter prudemment et intelligemment les directives du curriculum, être toujours conscient des critères et avoir une structure d'organisation souple".<sup>90</sup>

Finalement, le discours du premier ministre Davis de 1977 dont nous parlions plus haut reflète l'importance de l'épanouissement de l'individu dans les buts de l'éducation.

---

<sup>87</sup>Ibid., p. 3.

<sup>88</sup>Circulaire HSI 1977-1978 du ministère de l'Education, p. 1.

<sup>89</sup>Ibid.

<sup>90</sup>Ibid.



La façon toute particulière dont l'épanouissement de l'enfant est interprété dans le système de l'éducation en Ontario est visible dans la relaxation du système des notes et dans les efforts faits à différents niveaux pour individualiser l'instruction. Si, estime-t-on, les enfants sont vraiment différents les uns des autres dans leurs aptitudes et leurs intérêts, il s'ensuit que leur progrès ne se fera pas au même rythme au cours des années. D'après cela, les notes représentent des contraintes artificielles imposées pour faciliter l'administration que viennent solidifier les divisions arbitraires des matières. Ainsi, l'objectif d'épanouissement de l'enfant, qui devient auto-motivé et inquisiteur, fondé sur ses intérêts et aptitudes, amena des changements importants dans les aspects d'organisation du curriculum. La réduction de la notion âge-grade, le système de crédits, le choix individuel, les programmes individuels et l'abolition des examens extérieurs sont la contrepartie des objectifs orientés vers l'enfant de l'Ontario.

Etant donné que nous avons revu nos différentes opinions et pensées sur les effets de la baisse des effectifs, il semble qu'aucune d'entre elles ne menace sérieusement l'orientation vers l'enfant de la conception du programme en Ontario. Personne ne suggère que les objectifs de l'éducation devraient être posés en d'autres termes. Cependant, comme nous le notons plus bas, des mouvements dans la direction opposée pourraient avoir de bons résultats.

La façon dont nous interprétons nos buts peut être sur la bascule dans ce contexte de baisse des effectifs. Certains pensent que l'Ontario est déjà allé assez loin dans sa vue de l'épanouissement des enfants. Le plus grand défi provient du niveau secondaire mais les écoles élémentaires s'en sont aussi ressenties étant donné l'opinion selon laquelle les élèves devraient acquérir les notions de base quels que soient leurs intérêts. Dans une certaine mesure,

ces points de vue se défendent et il semble qu'il y ait une question de conception à éclaircir.

John Dewey, que l'on a longtemps considéré comme le père de l'éducation progressive et du point de vue selon lequel l'éducation devrait s'adapter aux intérêts et aux besoins de l'enfant écrivit le livre *Expérience et Education* en pleine époque progressive où il disait qu'il avait été mal interprété.<sup>91</sup> Il arguait que la position extrême des progressistes telle qu'on la trouvait dans certaines écoles à travers tous les Etats-Unis était l'antithèse de la notion d'épanouissement de l'enfant. La position de Dewey était une synthèse de ce que l'on appelait le progressisme et le traditionnalisme. Dewey était d'avis que le programme devait se faire à partir des intérêts et des besoins de l'enfant mais que son interprétation devrait provenir des formes sociales d'organisation. Il est peut-être simpliste de dire que Dewey recherchait l'équilibre entre le contrôle et les structures des formes organisées des connaissances d'une part et les intérêts habituels de l'élève d'autre part. Malgré cela, Dewey se déclarait contre la situation de "choix exclusif" proposée par les extrêmes et tentait de résoudre le progressisme et le traditionnalisme.

Il y a une leçon dans le livre de Dewey, et sans aller plus loin dans notre explication, nous aimerions noter que nous croyons qu'une recherche et une exploration bien réfléchie entre les vues progressistes et traditionnelles et leur débat public s'imposent. Nous n'aimerions pas assister à l'introduction de politiques réactionnaires qui ferait perdre de vue les objectifs humanitaires de l'éducation en Ontario. Il nous semble, d'autre part, que l'éducation en Ontario a peut-être eu tendance à ignorer, dans l'état de ses politiques,

---

<sup>91</sup>Dewey, John, Experience and Education (New York: Livres Collier, 1976) (1938)

la vue "traditionnaliste" qui s'intéresse à l'interaction des formes organisées et sociales des connaissances avec leur croyance louable dans l'épanouissement de l'enfant.

Une question importante concernant le manque d'objectifs sociaux découle des discussions sur les objectifs de l'éducation en Ontario. Le rapport de l'OCDE sur l'éducation en Ontario considérait cette lacune dans l'éducation canadienne comme étant un des sujets les plus importants sur lequel les éducateurs canadiens devraient se pencher. Il énonçait le problème ainsi:

A présent, des décisions s'imposent à propos de l'orientation du système scolaire canadien dans une perspective ordonnée de l'avenir du Canada en tant que Nation.<sup>92</sup>

Bien sûr, les rapporteurs de l'OCDE s'occupaient des politiques nationales en particulier et étaient d'avis que les aspects nationaux de l'éducation devaient être considérés en priorité. Mais ce que l'on peut dire du Canada s'applique aussi à chaque province. Le gouvernement fédéral est toujours intervenu, bien sûr, dans les affaires d'éducation provinciale d'une façon qui n'était sûrement pas prévue par la Loi de l'Amérique du Nord Britannique. L'enseignement professionnel a fait de grands progrès dans les systèmes provinciaux grâce aux subventions fédérales et il va de même pour l'étude des langues. Une différence subsiste cependant entre la simple utilisation des fonds fédéraux mis à la disposition des provinces et l'état des buts provinciaux spécifiques (dont certains s'appliquent au Canada en tant que Nation) qui feraient partie de la base de la politique de l'éducation en Ontario.

Les rapporteurs de l'OCDE ont attiré l'attention sur le rôle de la Fédération des Enseignants Canadiens et ont loué leurs efforts dont surtout le document intitulé "Au sujet du financement de l'éducation". Mais, comme ils le

---

<sup>92</sup>Organisation pour la Coopération et le Développement Economique, Revue des politiques nationales de l'éducation: Canada (Paris: OCDE, 1976), p. 103.

faisaient remarquer "On ne peut pas s'attendre à ce que des groupes tels que cette fédération d'enseignants déchargent les politiciens et les gouvernements de leurs responsabilités".<sup>93</sup> Dans une époque de diminution des effectifs et des ressources, la course aux deniers de l'état devient plus serrée. Si les objectifs de l'éducation ne sont pas spécifiés, en partie, en termes sociaux, c'est-à-dire pour améliorer la qualité de la vie et afin d'avoir des effets positifs sur une plus grande tranche de la population qui n'a plus d'enfants d'âge scolaire, alors l'éducation sera en moins bonne posture en comparaison avec les autres prétendants au trésor public. Comme le disent les rapporteurs de l'OCDE: "Si les responsables de la politique de l'éducation ne sont pas capables de bien fonder le développement de l'école et de l'enseignement sur une base ferme et visant des buts précis, ils risquent alors d'être écartés de la course politique aux ressources".<sup>94</sup> Ainsi, il s'agit à la fois d'un problème de concept (Quels sont les buts sociaux auxquels nous aspirons?) et de pratique (Comment ces buts peuvent-ils être énoncés clairement à toute la population et pas seulement à ceux qui ont des enfants?).

#### ELABORATION DU PROGRAMME

La politique provinciale actuelle fait de l'élaboration du programme une importante responsabilité locale. Ses caractéristiques seront décrites dans plus de détail plus bas. Nous aimerions noter à ce stade que nous avons remarqué, lors de nos visites à des conseils scolaires partout dans la province, que les responsabilités dans ce domaine comme elles sont perçues provoquent de l'inquiétude et de l'insatisfaction. Etant donné les pressions doubles de retour aux bases et de baisse des effectifs sur les options de programmes, on

---

<sup>93</sup>Ibid., p. 102.

<sup>94</sup>Ibid. Italiques supprimées.



pourrait facilement concevoir et recommander un système d'élaboration de programme clair pour lequel les spécifications détaillées interviendraient au niveau politique provincial, éliminant ainsi le besoin en mécanismes compliqués et onéreux au niveau du conseil.

Il est fort possible, en fait, que la Commission fasse des recommandations pour une élaboration du programme qui donnerait plus de cohérence et des rôles mieux définis que dans le cas présent.

Cependant, il semblerait possible, à ce stade de notre discussion, d'arriver à cette fin et de réduire l'intensité et le coût de la main d'oeuvre sans rien perdre des éléments historiques gagnés au prix de tant d'efforts à ce chapitre de la conception du curriculum en Ontario. Le rôle des enseignants et celui de l'école en particulier requiert une considération attentive comme unités d'élaboration du curriculum.

Au XIX<sup>e</sup> siècle, à l'époque d'avant Ryerson, il n'y avait pas d'autorité pour la planification du curriculum et l'élaboration de celui-ci était vraiment d'un ressort local. Mais, comme nous le verrons plus bas dans notre discussion de l'évolution de l'égalité des chances, la responsabilité locale ne garantissait pas que le curriculum fut fait pour tenir compte du meilleur intérêt de l'enfant et de la communauté. En fait, les mouvements importants dans le sens de l'égalité à l'époque de Ryerson étaient accompagnés, et en était fonction probablement, de la montée d'une autorité centrale chargée du curriculum. Le Conseil Général de l'Education fut fondé en 1846 et remplacé en 1850 par le Conseil de l'Instruction Publique. Le conseil général puis public fut investi de grands pouvoirs et de là prit naissance à son tour le département de l'Education, à la fin de l'époque de Ryerson.<sup>95</sup>

Les conseils de comtés furent fondés en même temps et apportèrent leur propre fonction d'autorité. En 1871, les inspecteurs de comtés étaient tenus d'avoir des qualifications spécifiées par l'autorité centrale. Cette nouvelle fonction d'inspection cessa d'exister au niveau du conseil puis le département de l'Education s'en chargea; elle cessa encore une fois d'exister pendant un certain temps puis fut reprise sous forme de contrôle par le ministère de l'Education. Fleming voyait ce changement de 1871 comme étant "véritablement une augmentation du contrôle central même si les inspecteurs étaient nommés de la même façon que leurs prédécesseurs".<sup>96</sup>

L'autorité centrale forte qui était née sous Ryerson atteint l'apogée de son pouvoir dans les années 1920. Fleming écrivait:

Le département de l'Education exerçait une autorité très ferme sur les cours d'étude, sur les manuels scolaires, sur les examens, sur les qualifications d'enseignants et sur les inspections. Les conseils scolaires pouvaient choisir un enseignant parmi des candidats qualifiés sauf lorsqu'il ne s'en trouvait pas, mais avait un pouvoir très limité à part cela. Bien qu'ils pussent encore procéder à des mises à pied arbitraires, ces décisions devenaient de plus en plus difficiles et pouvaient à peine être vues comme étant des prérogatives de grande importance... La vraie mesure de l'autorité de l'influence des conseils scolaires variait énormément selon leur dimension et leur richesse. Les plus petits et les plus pauvres ne pouvaient rien se permettre d'autre que le programme départemental minimum et devaient beaucoup s'appuyer sur les services offerts par le département. Le contrôle des programmes était renforcé par les examens aux niveaux scolaires inférieur, intermédiaire et supérieur.<sup>97</sup>

Au cours des années 30, à cause de la montée des principes progressistes de l'éducation en Angleterre et en Amérique du Nord, peut-être, le contrôle central du programme commença à se relâcher. Les examens aux niveaux inférieur et intermédiaire furent abandonnés. Le petit livre gris de 1937 insistait beaucoup sur les programmes rigides qui étaient les plus faciles à administrer par les corps d'autorité centrale. En pratique, d'après Fleming, le petit livre gris provoqua très peu de changements immédiats dans les écoles,

---

<sup>96</sup> Ibid.

<sup>97</sup> Ibid., p. 72.

mais le principe était là.

Le premier plan de dispersion de l'autorité centrale découla du Plan Porter<sup>98</sup> et de la Commission Hope<sup>99</sup> de 1949 et 1950 respectivement. Le Plan Porter ne laissa plus qu'examen extérieur en abolissant l'examen d'entrée à l'école secondaire. En fait dès 1933, le rapport annuel du ministère de l'Éducation remarquait que près de 50% des élèves avait la "recommandation" de passage à l'école secondaire de leur principal sans avoir à se présenter à un examen.<sup>99a</sup> Avec la suppression de l'examen, il devenait possible de préparer un curriculum qui ne soit pas entièrement basé sur un examen de passage. Mais comme le disait un auteur, "L'aspect le plus important de ces changements était la façon dont ils devaient être mis en pratique, puisqu'il représentait un effort nouveau pour engager les enseignants et les dirigeants locaux de l'éducation dans un processus de révision du curriculum".<sup>100</sup> Curriculum 3, un memorandum de 1950<sup>101</sup> à propos de l'institution de comités locaux de programmes suivit avec la description explicite de procédures pour l'organisation de comités locaux. Comme le disait, dans un de ces discours, Kel Crossley, ancien directeur de la branche du curriculum du ministère de l'Éducation:

Des éducateurs clairvoyants, dont le docteur Althouse, directeur-chef, et le colonel Watson, surintendant du curriculum pour la province, reconnaissaient qu'un vrai développement des gens concernés par l'éducation - élèves, enseignants et administrateurs - nécessitait engagement et participation. En 1950, on reconnaissait le fait que si l'école était vraiment le berceau de la démocratie, les gens de l'Ontario allaient vraiment devenir "des citoyens utiles au public, et heureux chez eux" et le plus grand nombre possible d'entre eux devaient participer au processus de changement.<sup>102</sup>

---

98 Ibid., p. 188.

99 Ibid., p. 74.

99a Rapport du ministre de l'Éducation, province de l'Ontario, pour l'année 1933 (Toronto: Imprimerie du Roi, 1934), p. 108, table XVI.

100 Young, Don, "A Brief Summary of Curriculum Revision in the 1950's", (Toronto: Mimeo, le 25 novembre 1974), p. 2.

101 Ibid.

102 Crossley, J.K. "Elaboration du curriculum en Ontario", allocution prononcée devant l'Association des principaux d'écoles publiques de l'Ontario du Nord, octobre 1971, p. 7.



Il semble qu'il y ait eu une activité locale énorme autour des programmes durant les années 50, mais un certain ralentissement s'ensuivit à la fin de la décennie suivante. La réaction au progressisme illustrée par des livres tels que celui de Hilda Neatby "Si peu pour l'esprit",<sup>103</sup> eut son effet sur le ministre et son ministère.<sup>103a</sup> L'ironie de la décentralisation de la préparation du curriculum est qu'elle existe par la volonté de l'autorité centrale et qu'elle peut être retirée à tout moment.

Tandis que l'activité ralentissait, la politique elle-même restait et revint au premier plan au cours des années 60 sous le ministre de l'Education Williams Davis. Comme le notait Fleming, "Il faut reconnaître à Davis un rôle important dans l'initiation et la direction de changements loin de la tradition caractéristique de la décennie".<sup>104</sup> Un des articles du programme de Davis proposait que certains aspects de l'éducation deviennent plus du ressort local et soient rendus plus efficaces. En 1965, le ministre créait cinq bureaux régionaux dont le nombre monta à 10 ultérieurement pour revenir récemment à quatre. Une des fonctions-clés des bureaux régionaux était leur service aux conseils locaux. En 1967, la surveillance était remplacée par le concept de "conseiller de programme" et le mot "inspecteur" semble avoir été abandonné. La fonction des bureaux locaux visait, entre autres, à améliorer la qualité des programmes locaux.

En 1973, les bureaux régionaux étaient réorganisés et l'activité du conseiller de programme était progressivement dissoute. Les employés du ministère ont le titre d'agents de l'éducation à présent et leur rôle, surtout dans le sud, est maintenant de s'assurer que les politiques du ministère soient suivies

---

103 Neatby, Hilda, "So Little For the Mind" (Toronto: Clarke, Irwin, 1953).

103a Fleming, W.G., "Education: Ontario's Preoccupation", p. 189.

104 Ibid., p. 78.



selon les directives et circulaires. Des observations et des questionnaires entrent dans cette procédure. Des rapports sont écrits et partagés avec le personnel des conseils. Bien que ce ne soit pas là un retour aux inspections du passé, ceci assure la présence du ministère dans les divisions scolaires, fonction qui devrait empêcher de trop grandes différences dans l'application des politiques dans la province.

En 1920, Crossley regroupait les fonctions du département en trois domaines:

- responsabilité des lois constituant le cadre de l'éducation à financement public;
- la répartition de fonds qui ne sont pas illimités;
- l'information et la propagation d'idées<sup>105</sup>

Cette troisième fonction devait être assurée par les services des conseillers de programme dans les bureaux régionaux (10 à l'époque), par la distribution de directives (et non plus des programmes d'étude) à partir desquels les programmes d'études pouvaient être préparés par les responsables locaux grâce à des provisions de matériel et de ressources ou à des listes indiquant où ces ressources pouvaient être trouvées. Ainsi, par opposition au ton de vérification et d'inspection de l'époque Ryerson, le nouveau ton était à l'initiative locale et le droit au soutien et à l'assistance du centre. La réorganisation de 1969 poussa ce développement plus loin en permettant aux conseils d'acquérir leurs propres ressources telles que des experts-conseils et des centres de ressource et en leur permettant aussi d'organiser des ateliers, des conférences, des équipes de rédaction d'été et autres. Ici, bien sûr, de grandes différences surgirent. Les plus petits, parmi les conseils consolidés, n'ont pas pu entreprendre ces fonctions. En fait, la mesure du soutien à la

---

préparation de curricula au niveau des conseils a beaucoup varié en fonction de la dimension du conseil.

En même temps que l'application du principe d'élaboration du curriculum des écoles élémentaires aux écoles secondaires dans le rapport Hall-Dennis de 1968 et du système Davis de crédits, dans ces mêmes écoles secondaires, le principe d'engagement local dans l'élaboration du curriculum était acquis. Il n'y a pas lieu de croire que le contrôle local dans les écoles secondaires n'a pas fait les mêmes progrès que dans le cas des écoles secondaires. Quoi qu'il en soit, comme on peut le voir dans les items suivants extraits des directives ministérielles, la politique de développement local en même temps qu'un contrôle central se retrouvent uniformément dans tout le système scolaire. En revoyant ces faits, il serait utile de remarquer que ce sont les enseignants et les unités scolaires qui constituent les points centraux dans l'élaboration du curriculum.

#### La politique de l'élaboration du curriculum

La politique de l'Ontario sur la responsabilité des personnes engagées dans l'élaboration du curriculum est énoncée aux pages 1 à 5 des Années de formation (1975) et elle est reprise dans les documents ministériels portant sur les divisions senior et intermédiaire.

Les divisions primaires/juniors: Ce sont les éducateurs au niveau local qui devraient s'engager dans la planification de l'éducation individuelle de l'enfant. "Comme toujours, le plus grand défi doit être relevé par les éducateurs du niveau local pour transposer les objectifs en expérience appropriée à chacun de nos enfants".<sup>106</sup>

---

<sup>106</sup> Ministère de l'Éducation de l'Ontario, Les années de formation (Toronto: 1975), p. 1.

Pour faciliter la transposition au niveau local, le ministère a une "... politique de formulation de directives plutôt que de cours d'études détaillés. Il est donc reconnu que pour être efficace, le curriculum doit être étroitement lié aux caractéristiques et aux besoins des élèves à qui il s'adresse en particulier".<sup>107</sup>

Plus la préparation se rapproche de l'élève individuel, plus elle devient concentrée et détaillée. "Tandis que c'est le ministère qui décrit les buts dans leurs grandes lignes, il revient aux conseils scolaires locaux - par l'intermédiaire de leurs agents de supervision - de formuler des curricula locaux qui correspondent à l'esprit de la politique provinciale et qui reflètent en même temps les priorités et les besoins locaux".<sup>108</sup> Cette préparation devient plus étroite. "Le personnel scolaire, que ce soient les enseignants en tant qu'individus ou en tant que corps collectif sous la direction du principal, a la tâche de préparer des programmes de cours spécifiquement adaptés aux enfants dont ils ont la charge".<sup>109</sup>

De plus: "Ceux qui sont le mieux au courant des besoins de l'enfant et des attentes de la communauté - les parents, les enseignants, les principaux, les agents de supervision et les enfants eux-mêmes - doivent tous prendre part à la planification d'une façon appropriée".<sup>110</sup>

On peut par exemple choisir la solution des comités au niveau local pour les questions de curricula, qui "définissent les objectifs et établissent les priorités en terme d'attente de la communauté. Les comités identifient les ressources locales, filtrent les perceptions touchant à la chronologie de

---

<sup>107</sup> Ibid., p. 2

<sup>108</sup> Ibid.

<sup>109</sup> Ibid.

<sup>110</sup> Ibid.

l'instruction et accordent leur aide à titre temporaire aux enseignants ayant moins d'expérience sous forme de programmes d'études et d'exemples plus ou moins détaillés.<sup>111</sup> Mais "qu'elle que soit l'ampleur de cette aide, c'est à l'école d'assumer la responsabilité de la préparation du curriculum".<sup>112</sup>

Le rôle majeur de mettre en oeuvre le curriculum revient à l'enseignant. "Une bonne partie de la préparation (et parfois presque toute la préparation) revient à l'enseignant individuel. Certaines phases de la planification requièrent la coopération de tout le corps enseignant d'une division donnée parfois pour donner les meilleurs résultats."<sup>113</sup>

"Les enseignants ont la responsabilité individuelle de choisir les stratégies, les ressources et les besoins individuels des enfants qui devraient par la suite être inclus eux-mêmes dans l'établissement d'objectifs à court terme, dans la conception de moyens pour accomplir les tâches et dans le choix des activités."<sup>114</sup>

La division intermédiaire: Publiés en 1951, Curriculum 1:1 et les parties grades 9 et 10 de HSI constituent les seuls documents ministériels concernant la politique actuelle du curriculum.<sup>115</sup> Le document qui projette de combler cette lacune, Les années d'adolescence, n'est pas encore prêt.<sup>116</sup> Des détails, sur la politique ayant trait aux responsabilités des personnes qui entreprennent de mettre en pratique ce qui est attendu, ont été déduit d'un avant-projet

111 Ibid.

112 Ibid.

113 Ibid.

114 Ibid.

115 Département de l'Education de l'Ontario, Division intermédiaire: programmes de cours expérimentaux (Toronto: 1951).

116 Storey, John W., "Politique provinciale du curriculum", (Toronto: mai 1977), p. 35.



sur les années intermédiaires et de directives sur les sujets intermédiaires publiés en 1977. Ayant pour sous-titre la Politique provinciale du programme des divisions intermédiaires,<sup>117</sup> ce document de travail "établit les buts pour la division, décrit les besoins et les caractéristiques de l'adolescent, décrit ce que le programme individuel de chaque élève doit comprendre comme enseignement chaque année et identifie les responsabilités des enseignants, des principaux et des agents de supervision qui en découlent".<sup>118</sup>

"Au niveau local, les principaux et les enseignants doivent s'assurer que chaque élève ait des possibilités d'atteindre la compétence et les formes de croissance et de développement sous-entendues dans chacune des attentes des directives. Le principal et ses subordonnés doivent décider quels cours/unités/thèmes seront les meilleurs véhicules pour cette entreprise".<sup>119</sup> Dans Directives intermédiaires pour l'Anglais,<sup>120</sup> l'histoire,<sup>121</sup> et la géographie,<sup>122</sup> la responsabilité du principal et des enseignants est réitérée en termes spécifiques de préparation de programme et de mise en pratique dans ces matières.

---

<sup>117</sup>Ministère de l'Éducation de l'Ontario, Directive générale, les années intermédiaires: Politique provinciale pour la division intermédiaire (Toronto: 1975).

<sup>118</sup>Ibid., p. 2.

<sup>119</sup>Ibid., p. 8.

<sup>120</sup>Michalski, Catherine, et al., Histoire des directives de curriculum pour la division intermédiaire Anglais, (Toronto: Ministère de l'Éducation de l'Ontario, 1977).

<sup>121</sup>McMens, Jim, et al., Histoire des directives de curriculum pour la division intermédiaire Histoire (Toronto: Ministère de l'Éducation de l'Ontario, 1977).

<sup>122</sup>Andrew, Marilyn, et al., Histoire des directives de curriculum pour la division intermédiaire Géographie, (Toronto: Ministère de l'Éducation de l'Ontario, 1977).

En résumé, le ministère établit les attentes et les objectifs provinciaux pour la division intermédiaire et au niveau local, le principal et les enseignants sont responsables du développement et de la mise en pratique d'un programme qui doit répondre clairement aux espérances et objectifs provinciaux.

La division senior: L'introduction de HSl<sup>123</sup> insiste sur le rôle de l'école dont "le but principal est d'aider chaque élève à développer au maximum son potentiel en tant qu'individu et membre de la société".<sup>124</sup> Du point de vue de ceux qui sont dans l'enseignement élémentaire dans les affaires et l'industrie, l'école secondaire passe pour la plaque tournante pour aller vers ces buts.<sup>125</sup>

Dans la division senior comme dans les divisions junior et intermédiaire de l'élémentaire, c'est "au niveau local que l'on recherche les nouvelles possibilités de mieux formuler les objectifs et planifier le curriculum..."<sup>126</sup> Comme dans le cas des divisions antérieures, on insiste qu'il faut tenir compte des différences entre les élèves.<sup>127</sup> Dans la division senior "on considère qu'il est opportun... pour chaque école de préparer ou d'adapter son propre programme pour tenir compte des besoins, des intérêts et des aptitudes des élèves de sa communauté".<sup>128</sup>

Politique provinciale du curriculum: Dans son allocution sur ce sujet au séminaire d'élaboration de programme du ministère de l'Éducation en mai 1977, le directeur de la section du programme, John Sorey, insista sur la place importante qu'occupe l'élaboration du curriculum et sa mise en pratique. Il

---

123 Ministère de l'Éducation, Commissions d'obtention du diplôme d'école secondaire: Circulaires HSl 1977-1978 (Toronto: 1977).

124 Ibid., p. 1.

125 Ibid.

126 Ibid.

127 Ibid.

128 Ibid., p. 3.

nota que "provincialement, le ministère s'occupe encore d'élaborer des directives de curriculum et non pas des programmes d'études. Les autorités scolaires locales continueront d'avoir une grande responsabilité dans l'élaboration du curriculum. Cette planification locale continuera de concerner l'élaboration d'objectifs spécifiques appropriés pour chaque cours offert à différents niveaux de difficulté - trois niveaux ou plus en général - afin de répondre aux besoins de tous les élèves... Mais cette situation n'a rien de nouveau. Les enseignants l'ont fait jusqu'à présent et l'ont bien fait".<sup>129</sup>

Pour résumer cette information sur la politique ontarienne de responsabilité du curriculum, on cite Storey disant, "Cette évolution suit celle qui a été établie dans les années de formation selon laquelle le curriculum de chaque école assure que certaines possibilités d'instruction sont fournies, mais ne va spécifier davantage le niveau précis de ce qui est à atteindre".<sup>130</sup> "La responsabilité reviendra où il se doit, c'est-à-dire à l'enseignant et au principal".<sup>131</sup>

#### Structure des conseils scolaires et procédure d'élaboration du curriculum

Bien qu'aucune étude systématique des rôles, des structures des procédures et des décisions en Ontario n'ait été entreprise, un certain nombre de rapports et d'études sur des systèmes scolaires ont été faits. Leur compte rendu pourrait facilement prendre tout un chapitre. Il nous suffira de noter ici la complexité extraordinaire qui caractérise toute la province et certaines raisons pour cette complexité.

En gros, la spécificité du curriculum arrivant à l'enseignant peut être

---

<sup>129</sup> Storey, John W., Politique provinciale du Curriculum, (Toronto: le 17 mai 1977), p. 20.

<sup>130</sup> Ibid.

<sup>131</sup> Ibid., p. 21.

divisée, d'une façon quelque peu arbitraire, en degrés modérés, moyens et élevés dans la province. La figure 4.1 illustre ces rapports.<sup>132</sup>

Dans la première organisation, la "modérée", les directives ministérielles sont transmises aux enseignants par le biais d'ateliers d'explication, par exemple. On s'attend alors à ce qu'ils préparent le curriculum au niveau de leur école ou même de leur classe. Ce plan tend à caractériser les petits conseils scolaires qui ne disposent que d'un minimum de ressources. C'est un plan qui, s'il est bien organisé, donne à l'enseignant le rôle principal.

Le plan "intermédiaire", que l'on retrouve le plus couramment dans la province, est tel que les bureaux centraux des conseils scolaires préparent un ensemble de directives à un deuxième niveau plus spécifique que les directives ministérielles. Celles-ci peuvent être ébauchées au bureau central du conseil par les experts-conseils, les doordonnateurs et les surintendants ou encore, elles peuvent être faites en collaboration avec d'autres personnes du système scolaire dans des équipes communes de rédaction. Selon ce plan, il revient à l'école de mettre les directives, qui s'appliquent à tout le système, sous forme de programmes appropriés. A ce stade, il pourrait se faire une distinction entre les systèmes qui demandent une application rigoureuse de leurs directives et ceux qui laissent plus de latitude aux écoles pour interpréter et adapter leurs directives.

Développé à l'extrême, la première des deux possibilités dans le système intermédiaire conduit à une stratégie "poussée" qui revient à élaborer des di-

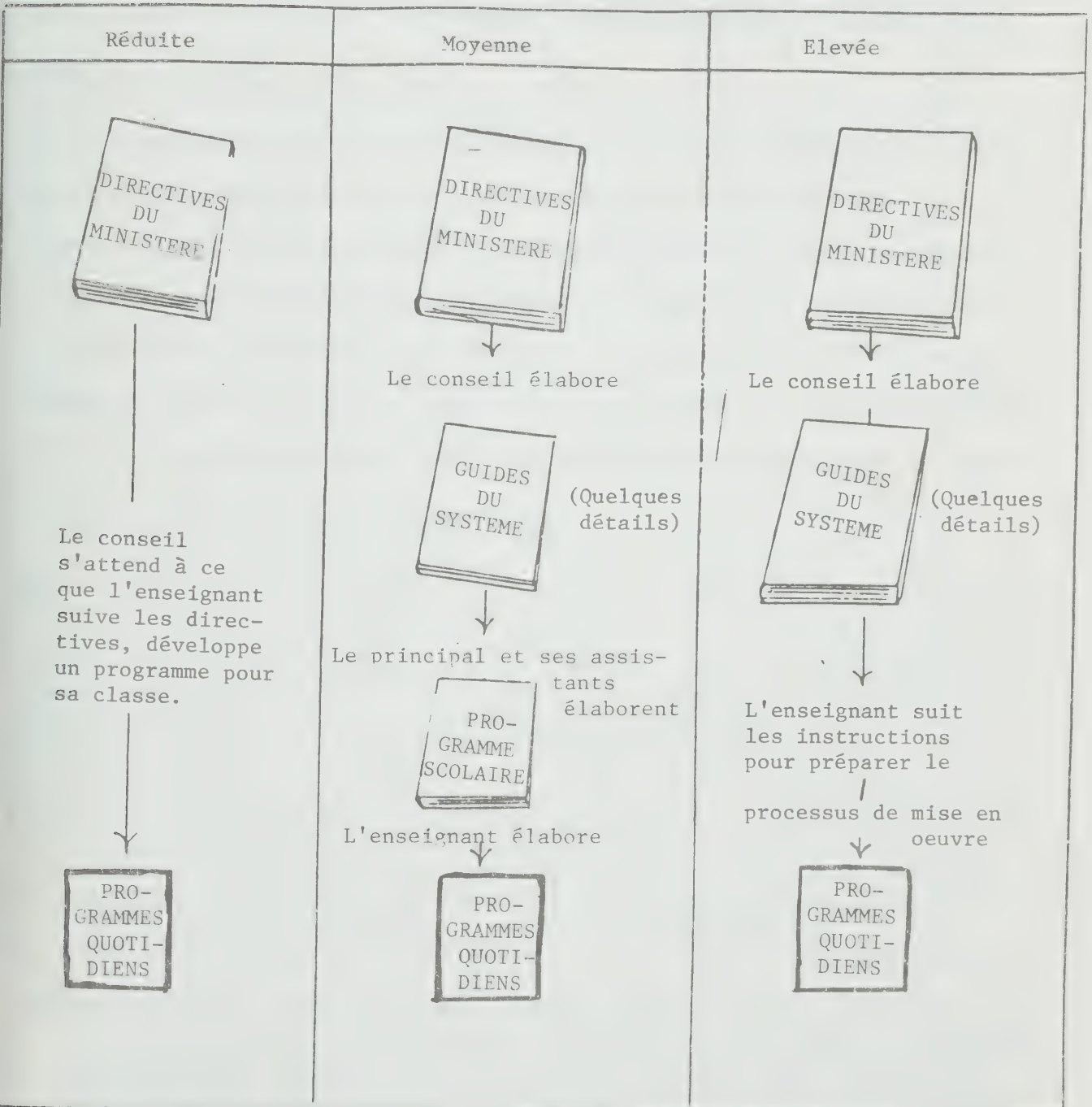
---

<sup>132</sup> Greenfield, T.B., et al., Créer et changer le curriculum dans un système scolaire: Conception pour le développement, mise en oeuvre et évaluation, Rapport au conseil de l'éducation du comté de Wellington, (Toronto: OISE, département d'administration de l'éducation, 1976), p. 124. Citation autorisée.



FIGURE 4.1

SPECIFICITE DU PROGRAMME AU NIVEAU DE L'ENSEIGNANT



rectives pour le système entier et de s'assurer ensuite qu'elles sont appliquées dans les salles de classe du conseil. D'après un tel plan, qui est d'ailleurs assez commun dans la province, les enseignants et les principaux ont à peine plus d'autorité et de responsabilité que dans un système où des cours d'études ministériels seraient spécifiés.

Dans ce sens, l'auteur d'un article préparé pour le groupe de travail remarquait que "après le désengagement du ministère d'un système puissant et à la Prussienne sous Ryerson, les aspects féodaux de l'ancienne organisation ministérielle et de l'administration de l'éducation se trouvèrent transférés à 120 petits systèmes féodaux sous forme de conseils scolaires de villes ou de comtés".<sup>133</sup> Nous pensons que les choses n'en sont pas là pour toute la province mais il nous semble aussi que souvent, bien des écoles et des enseignants n'ont pas saisi le vrai sens de l'élaboration du programme.

Le nombre de personnes, les rôles qu'elles tiennent et les structures d'organisation créées par les conseils, surtout ceux des types intermédiaire et élevé, sont d'une grandeur étonnante. Alors que la politique stipulait clairement que le curriculum devait être élaboré au niveau local, la méthode à suivre pour ce faire n'a jamais été spécifiée en détail. Comme nous le faisons remarquer plus haut, il n'y a pas de cadre d'opération pour les buts de la province de l'Ontario ni pour l'élaboration des curricula. Ainsi, dans l'étude d'un conseil, un personnel provenant de neuf catégories différentes des commissaires aux enseignants, se trouve impliqué dans des décisions ayant trait au curriculum et cela recouvre six tâches générales depuis le budget jusqu'à l'évaluation.<sup>134</sup>

---

<sup>133</sup>Wees, W.R., "L'autonomie de l'enseignant et de l'éducation permanente", (Toronto: Miméo, 1978), p. 2.

<sup>134</sup>Latthwood, K.A., "Preliminary Report of the Tri-County Curriculum Decision Making Project", 1976, Annexe A.

Il y a des différences non seulement d'un conseil à l'autre mais aussi à l'intérieur d'un même conseil. L'étude d'un conseil de l'Ontario a révélé neuf procédures générales pour prendre les décisions.<sup>135</sup> Une de ces voies est présentée à la figure 4.2<sup>136</sup> pour donner une idée de la complexité en question.

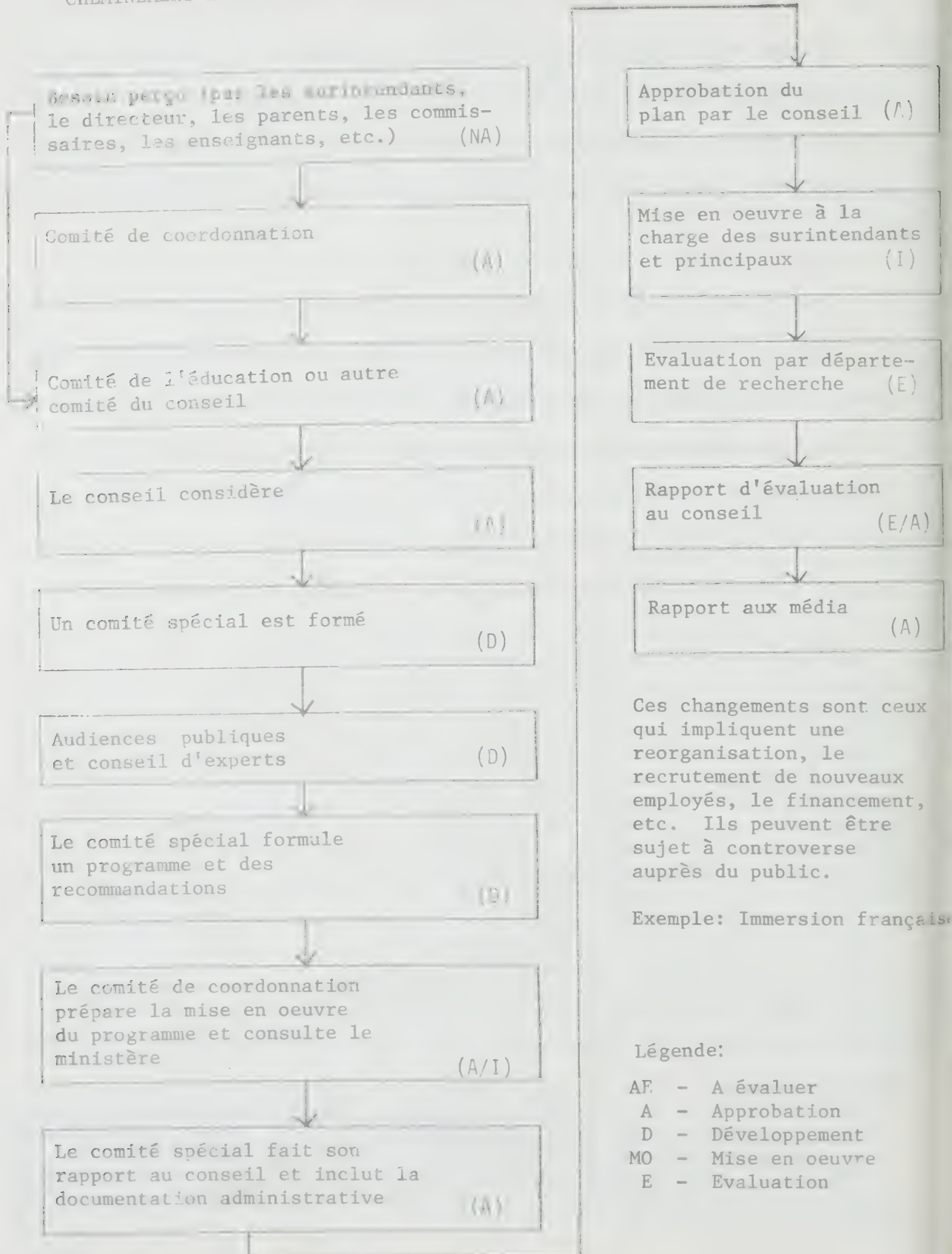
Il va sans dire que l'élaboration du curriculum est devenue une activité qui réclame beaucoup de travail et qui est aussi très coûteuse dans la province. Chaque phase, chaque décision et chaque procédure prend du temps. Nos visites à des conseils dans toute la province indiquent qu'une grande insatisfaction prévaut à ce niveau à propos de ces circonstances. Nous pourrions déduire de cela que l'insatisfaction diminuerait si les procédures et les activités étaient simplifiées. Mais comme le démontre notre passage en revue de l'histoire de la conception du programme en Ontario, la confiance dans les enseignants et dans les droits des communautés locales dans le contexte d'une autorité centrale appropriée découle de convictions très anciennes. Par conséquent, tandis que le degré et le genre d'activité dans la préparation du programme au niveau du conseil sont en question, l'importance accordée aux enseignants et au développement local ne l'est pas. Ce qu'il faut, c'est une distinction conceptuelle plus nette entre les fonctions de préparation des écoles et celles du ministère; en même temps, un modèle assez précis de la relation de ces deux pôles d'élaboration du curriculum est nécessaire.

---

<sup>135</sup> Greenfield, I.B. et al., Créer et changer le curriculum dans un curriculum dans un système scolaire: Conception pour le développement, mise en oeuvre et évaluation, Rapport au conseil de l'éducation au comté de Wellington, (Toronto: OISE, département d'administration de l'éducation, 1976), p. 41.

<sup>136</sup> Ibid., p. 45.

NOUVEAUX PROGRAMMES INITIES PAR L'AUTORITE CENTRALE  
CHEMINEMENT LONG POUR LE DEVELOPPEMENT ET L'EVALUATION





## NOTE SUR LE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

Toute personne qui lira la chronique de l'histoire du programme de l'Ontario pour la première fois serait frappée, et même stupéfiée, par la prédominance des noms appartenant au ministère de l'Éducation aux niveaux politique et bureaucratique. En fait, cela n'est pas si surprenant. Après tout, Ryerson avait pris plus de pouvoir et cela continua jusqu'au début des années 30. En fait, d'un point de vue strictement légal, le pouvoir central est encore aussi fort que jamais.

On ne peut s'empêcher de penser, en voyant l'histoire du curriculum de l'Ontario, qu'un pouvoir central fort était une bonne chose en définitive. Le développement de l'égalité des chances, des buts variés pour le programme, du rôle important de la scolarisation des enfants dans leur éducation et des objectifs de l'enseignement centrés sur l'enfant, tout cela doit être attribué en grande partie, semble-t-il, à la politique et aux activités de mise en oeuvre de l'autorité centrale. Il y a bien sûr des dangers propres à un tel système de contrôle. A la lecture de Ryan sur le système de crédit de l'Ontario, il ressort clairement que des personnes fortes dans le ministère peuvent avoir énormément d'influence et cela peut être bon ou mauvais selon le cas.<sup>137</sup> Le potentiel pour la mise en vigueur de notions rigides qui semblent avoir prédominé à l'époque d'après Ryerson existe encore. Il semblerait tout de même, dans une province de géographie aussi variée que celle de l'Ontario avec une population aussi inégalement distribuée, que la direction d'un pouvoir central fort est requise pour assurer l'égalité dans la province.

Étant donné notre perspective des objectifs de l'éducation qui suggère que l'Ontario a eu tendance à négliger les objectifs sociaux, un des problèmes

---

<sup>137</sup>Ryan, Doris W., "Policy Making in Curriculum".

qui se posent est lié aux rapports du ministère de l'Education avec les autres branches du gouvernement. Ces autres branches devraient constituer une bonne source d'information et d'idées sur les objectifs sociaux de l'éducation comparés aux objectifs centrés sur l'enfant. Il se pourrait que l'interaction avec d'autres branches du gouvernement aiderait le ministère de l'Education à équilibrer les domaines orientés vers l'enfant et vers les objectifs sociaux.

Un autre problème encore est d'atteindre un bon équilibre entre les effets désirables et indésirables d'un pouvoir central fort. Au fond, la qualité des gens recrutés par le ministère de l'Education est peut-être ce qu'il y a de plus important pour trouver cet équilibre. Dans la mesure où les employés du ministère ont accès à des idées sur les programmes provenant du monde entier, sur les progrès de l'éducation et sur les besoins et les demandes de la population de l'Ontario, ils sont plus en mesure d'initier des plans de curricula, de conseiller le ministre sur les politiques et de travailler avec les conseils scolaires locaux. Sans avoir fait d'analyse spéciale des données-clés au cours des années, il nous semble tout de même qu'un personnel de haut calibre a été à l'avantage de l'Ontario par le passé. Nous pensons qu'il faudra réfléchir à des façons et à des mécanismes systématiques pour le recrutement et la sélection du personnel ministériel et continuer de maintenir sa qualité à l'avenir. Les possibilités de projets éducatifs avancés et sur le tas, des comités de sélection plus larges pour la sélection du personnel, des congés sabbatiques et des programmes d'échanges sont toutes à considérer.

La tendance actuelle qui veut qu'on publie les noms des enseignants ou des universitaires qui font partie des comités du curriculum, ce qui n'était pas fait auparavant, assurera que les pouvoirs sont utilisés à bon escient.

III

EFFETS POSSIBLES DE LA BAISSSE DES EFFECTIFS SUR LE CURRICULUM

Jusque là, dans ce chapitre, nous nous sommes surtout préoccupés des articles majeurs de la conception du programme en Ontario et comment ceux-ci risquaient d'être touchés par la baisse des effectifs. Dans cette section, nous nous tournons vers des sujets plus concrets et plus spécifiques. Tous ces sujets sont liés, bien sûr, à la conception et devraient être lus en conséquence. Les effets attendus de la baisse des effectifs dans les quatre divisions scolaires de l'Ontario (primaire/junior, intermédiaire et senior) et quelques suggestions sont résumés ci-après en quatre catégories: buts et objectifs, élaboration de programme, programmes d'études, milieu d'instruction dans les salles de classe et service de soutien du curriculum. Un astérisque identifie les sous-titres qui s'appliquent à toutes les divisions et qui font ressortir des questions qui font l'objet d'études de la Commission.

Nos sources provenaient de deux sondages d'opinion effectués par des responsables des régions du nord-est<sup>138</sup> et de l'est<sup>139</sup> de l'Ontario, d'opinions provenant de membres du groupe de travail (de la Commission) sur le programme d'information obtenue auprès de la Fédération canadienne des enseignants,<sup>139a</sup> le Rapport du groupe de travail sur la baisse des effectifs scolaires de la société des enseignants du Manitoba<sup>140</sup> et le Rapport sur la baisse de la popu-

<sup>138</sup>Leithwood, K.A., "Réponses des agents de supervision des régions du nord-est de l'Ontario (11 systèmes représentés)", (février 1978).

<sup>139</sup>Leithwood, K.A., "Discussion avec les surintendants de l'est ontarien sur la baisse des effectifs scolaires et des ressources", (février 1978).

<sup>139a</sup>

<sup>140</sup>Reimer, A., Président, Rapport du groupe de travail sur la baisse des effectifs, Société des enseignants du Manitoba, (mars 1975).

L'Exode rural et ses répercussions sur l'éducation rurale par M.F. Scharf<sup>141</sup>

pour l'Association des commissaires d'écoles de Saskatchewan. Plusieurs rapports de conseils scolaires aimablement transmis à la Commission furent aussi consultés. De plus, nos visites aux conseils au cours des derniers mois nous valurent d'obtenir bien des documents.

#### LES DIVISIONS PRIMAIRE/JUNIOR

##### Buts et objectifs

Suppléments: L'objectif qui est de prêter une attention supplémentaire aux différences individuelles des élèves peut être perdu.

Les bases: Les bases peuvent être enseignées avant les suppléments.

\*Qualité: Les objectifs ne changeront peut-être pas mais pourront ne pas être atteints.

Responsabilité des écoles publiques: Un examen systématique des suppositions qui ont conduit à l'inclusion du jardin d'enfant junior et du grade 13 au programme pourrait être utile.

##### L'élaboration du curriculum

Manuels scolaires: Il se peut que les enseignants se rabattent sur leurs manuels et que ceux-ci deviennent le programme.

\*Mise en pratique: Les mutations d'enseignants peuvent avoir pour résultat de ne pas couvrir certaines parties du curriculum à cause de manque de personnel ou de manque de détermination. Cette responsabilité peut retomber sur les principaux et sur les hauts administrateurs.

\*Équipes de rédaction d'été: Celles-ci peuvent être supprimées à moins qu'autre chose ne le soit.

Le moral des enseignants: Le moral bas risque de diminuer l'esprit de

<sup>141</sup> Scharf, M.F., Rapport sur l'exode rural et son effet sur l'éducation, Association des Commissaires d'écoles de Saskatchewan, (Regina, 1974).



corps et d'aiguiser les appréhensions au sujet de la mise en oeuvre du curriculum.

\*Centralisation: Il peut se passer un replis du développement local vers une plus grande prédominance du central ou provincial. Cependant, l'initiative pour le développement d'alternatives peut venir du niveau local de telle manière que la baisse des effectifs soit considérée, non pas comme ayant des conséquences critiques, mais comme étant l'occasion pour une planification locale plus minutieuse et pour plus de coopération.

Les programmes et les cours

Programmes: Les programmes tels que la musique, les études familiales, les arts et l'immersion en français peuvent être interrompus. Les voyages d'études sont déjà nombreux.

Langues: Une augmentation du nombre des grades multiples peut signifier moins d'attention portée aux débutants au détriment de leurs résultats. Puisqu'on insistera sur la lecture pour compenser, la composition risque de s'en ressentir.

\*Ressources: Le matériel de ressources peut devenir moins abondant. Ceci est important car les enseignants sont formés pour travailler avec un matériel spécifique. Tout cours qui nécessite du matériel s'en ressentira étant donné que tous les fonds d'instructions sont remis en question. Tant que la politique de financement est ambiguë, les maisons d'édition hésiteront à remettre à jour la qualité de leurs publications. L'enseignement à l'ordinateur pourrait devenir plus fréquent. Les bibliothécaires peuvent devenir moins nombreux ou éliminés. Les classes mobiles transportées d'une école à l'autre peuvent procurer des moyens spéciaux autrement inaccessibles.

## Le milieu éducatif dans les salles de classe

\*Grades multiples: La fréquence de grades multiples peut augmenter et avoir un effet néfaste sur le moral des enseignants. Les grades multiples tendent à rendre plus difficiles l'attention individuelle aux élèves et les travaux de rattrapage. Les efforts de travail dans le "concret" pourraient diminuer, de même que les efforts d'enseignement pratique. Bien que tous les grades multiples ne soient pas forcément une mauvaise chose, les enseignants tendent cependant à le penser et des efforts devraient être faits pour les convaincre des mérites possibles de ce moyen.

\*Le corps enseignant: Le fait que des enseignants seront déclarés redondants mine le moral général. L'ancienneté sera probablement le déterminant essentiel pour la rétention d'un emploi, et l'âge moyen plus élevé des enseignants pourra signifier moins d'enthousiasme. Les équipements auxiliaires d'enseignement se trouveront moins facilement et seront probablement moins bien entretenus. Le rapport des nombres élèves-enseignants peut augmenter.

\*Les élèves: Le moral de la classe se ressent facilement du moral de l'enseignant.

## Services de soutien du programme

\*Gestion du programme: Le programme risque de devenir moins avancé. Cependant, les chefs de département des écoles secondaires qui reçoivent des élèves en provenance des écoles élémentaires et juniors "périphériques" pourraient participer à l'élaboration du programme de ces écoles. Le nombre d'experts-conseils peut se trouver grandement réduit. Les associations d'enseignants peuvent aider à combler le vide laissé par les experts-conseils. Les administrateurs les plus anciens peuvent prendre une retraite anticipée. Le personnel jeune compétent et ambitieux peut quitter

son domaine. Des conflits pourraient jaillir entre les employés les plus jeunes et les moins jeunes.

## LA DIVISION INTERMEDIAIRE

### Buts et objectifs

\*Différences individuelles: Il peut y avoir moins de roulement dans les programmes des grades intermédiaires (7 et 8). Répondre à une grande variété de besoins chez les élèves ne sera plus chose aisée avec un nombre réduit de personnes de ressource. De plus, avec des rapports élèves-enseignants plus élevés, les enseignants seront obligés de s'éparpiller et la qualité pourrait se détériorer.

\*Atteindre les objectifs: Etablir et atteindre des objectifs pour les élèves dépend du nombre et du type de cours qui peuvent être offerts au niveau intermédiaire (grades 9 et 10). Il se pourrait qu'il devienne plus difficile d'atteindre certains objectifs étant donné que beaucoup d'enseignants recyclés enseigneront un sujet autre que leur sujet principal. Les objectifs dans l'étude des langues peuvent devenir problématiques car des élèves anglophones seront peut-être transférés dans des écoles francophones et vice-versa. Pour atteindre des objectifs tenant compte du besoin des enfants, il faut des enseignants bien informés et dévoués et non pas des gens paralysés par leur défaitisme.

\*Participation de la communauté: La communauté locale peut augmenter sa participation dans l'établissement des priorités pour les écoles.

### Elaboration du curriculum

\*Engagement de l'enseignant: Les enseignants spécialistes seront moins souvent libérés de leur classe pour participer à l'élaboration du curriculum. Une des raisons que l'on peut citer est la rédaction des rapports

pour les enseignants suppléants. Une autre alternative serait de recruter des élèves-enseignants pour assurer la relève de l'enseignant chargé du curriculum et de transférer dans une plus grande mesure la responsabilité du curriculum au principal qui en deviendrait directeur et qui élaborerait le curriculum avec l'assistance de ses subalternes.

#### Les programmes et les cours

Nouveaux cours: Moins de nouveaux cours seront mis en pratique.

Options: Une tendance vers un nombre d'options moins grand pour les élèves existe. Certains pensent que c'est là un développement souhaitable.

Programmes spéciaux: Les programmes complets entièrement en français et en anglais peuvent devenir impossibles de même que les écoles bilingues. Ceci nécessiterait des changements de politique et pourrait renvoyer le problème aux communautés locales. Les priorités de la communauté pourraient empêcher ces changements de politique.

Programmes ordinaires coûteux: Lorsque des programmes d'atelier, d'art et de musique sont réduits, une alternative serait d'utiliser les services d'un enseignant du secondaire au niveau élémentaire si son emploi du temps au secondaire n'est pas assez rempli.

#### Le milieu éducatif dans les salles de classe

Le corps enseignant: Une responsabilité plus directe du niveau local pour l'élaboration du curriculum tend à entamer l'endurance des enseignants. Les enseignants chevronnés estiment qu'ils ont moins besoin d'élaboration de curriculum pour leur propre classe.

#### Services de soutien du programme

Participation de la communauté: Un plus grand usage des services de la communauté peut être fait et d'autres ressources peuvent être trouvées à un coût minimal telles que, par exemple, l'inclusion de troupes de



théâtre et d'art extérieures dans les activités scolaires.

\*Services coopératifs: Un plus grand usage de personnel, d'expertise et de stratégies communes peut être fait pour le développement matériel des conseils scolaires.

\*Gestion du curriculum: Les fonds existants peuvent être déboursés d'une façon moins conventionnelle; ainsi des enseignants qui ont la bosse de la gestion peuvent se partager la tâche qui irait normalement au vice-principal et les fonds correspondants pourrait aller à des activités de programme et de perfectionnement professionnel.

## LA DIVISION SENIOR

### Buts et objectifs

Cours: Bien que l'on s'attende à ce que les effets soient moindres sur les objectifs de la division senior, certains cours visant ces objectifs risquent d'être abandonnés.

### Elaboration du curriculum

Principaux: Ils peuvent hériter de la responsabilité de l'élaboration du curriculum pour laquelle ils n'ont pas été formés. Ils seront peut-être obligés d'agir en tant que "premier enseignant" dans plus d'une école et cela réduirait le temps qu'ils pourraient consacrer à l'élaboration du curriculum.

Chefs de département: Ils pourraient se trouver obligés de coordonner l'élaboration du curriculum des divisions intermédiaires extérieures et intérieures à leurs écoles immédiates. Les chefs peuvent avoir un nombre plus grand d'enseignants sous leur responsabilité et avoir donc moins de temps à consacrer à la direction de l'élaboration du curriculum.

Evaluation du curriculum: Peu d'effets sont à craindre ici étant donné

qu'il s'y passe seulement très peu. Une formation plus avancée en évaluation du curriculum est nécessaire pour rendre possible un plan plus prudent mais les fonds pour ce genre d'entreprise se tarissent très vite lorsque les ressources diminuent.

#### Les programmes et les cours

Options: Avec moins d'options possibles, il se peut que plus d'élèves décident de quitter l'école. Les effectifs scolaires diminueraient d'autant plus vite. On arrivera encore moins à répondre au besoin des élèves.

Programmes ordinaires: Les élèves se destinant aux études post-secondaires requièrent souvent certains cours de base. Les programmes de base de ce genre ne doivent donc pas être supprimés.

Transport: Le transport lointain des élèves pour leur donner accès à des programmes qu'ils ne trouvent plus près de chez eux tend à créer certains problèmes avec les parents. C'est là un sujet qui peut servir à impliquer davantage les parents dans le choix des priorités scolaires.

#### Le milieu éducatif dans les salles de classe

(Voir les autres divisions)

#### Services de soutien du curriculum

\*Gestion du curriculum: Le personnel de ressource peut devenir un luxe coûteux. Les experts-conseils et les agents de supervision se voient leurs situations changer pour combler les vides créés par la baisse des effectifs. Ainsi, certaines écoles vides sont louées à d'autres organisations pour créer des revenus, en pratique le personnel de ressource tend aussi à en devenir le locataire principal. La suppression des services du personnel de ressource a un effet néfaste sur les enseignants. Ceux-ci estiment que ce qu'ils enseignent a moins d'importance si aucune assistance en ressource ne l'accompagne. L'aide provinciale peut être requise

pour garder le personnel de ressource.

Attitudes: Une attitude positive pourrait faire beaucoup pour dissiper les craintes qui accompagnent les difficultés. Parfois, un problème peut favoriser l'union de ceux qu'il touche.

#### EFFETS REPETES ET SOLUTIONS POSSIBLES

Tandis que notre travail avançait comme la liste en témoigne plus haut, plusieurs domaines se sont polarisés et ont exigé que des études soient commanditées. Certains de ces domaines semblent être dans un état critique à cause de la baisse des effectifs scolaires tandis que d'autres semblent offrir une voie possible pour l'avenir. Une liste préliminaire des questions d'intérêt possible avec chaque étude est donnée plus bas. Celle-ci sera sans doute modifiée au fur et à mesure et en même temps qu'avance le travail et nous invitons les commentaires et suggestions de toute personne ou groupe intéressés.

#### Education spéciale

Cette étude tente de répondre à cinq questions. Dans quelle mesure les tendances de la population en général s'appliquent-elles aux populations spéciales? Quelles caractéristiques les éducateurs en classe prennent-ils en ligne de compte pour décider qu'un élève est handicapé? Dans quelle mesure l'éducation en Ontario est-elle disposée à intégrer des enfants exceptionnels dans des classes ordinaires? Dans quelle mesure les instituts d'éducation des enseignants préparent-ils ou devraient-ils préparer les enseignants à l'intégration des élèves spéciaux? Quelles sont les données ou les moyens qui existent pour renverser les tendances à détourner les fonds de leur utilisation dans l'éducation spéciale lorsque celle-ci est prévue?

## Enseignement francophone

Cette étude contiendra trois parties principales. Primo, une description du curriculum francophone comme il a évolué depuis 1968, année où le rapport Bériault<sup>142</sup> et la législation pour les écoles élémentaires et secondaires françaises furent acceptés. Secundo, une description des problèmes probables et possibles dans le maintien de la qualité du français en tant que programme de première langue. Tertio, des suggestions pour résoudre les problèmes de secundo.

## Education des enfants en bas âge

Cette étude tente de répondre à trois questions principales. Quels sont les besoins principaux en garderies et en éducation tels que les voient les institutions et les agences qui offrent présentement ces services? Lorsque les prévisions et les besoins provinciaux sont déterminés, quels sont les résultats de recherche et quels sont les efforts de développement qui répondent à ces besoins? Que suggèrent les réponses aux questions un et deux pour: a) la mesure dans laquelle les écoles publiques peuvent avoir des programmes pour des enfants de 3 et 4 ans? b) les différentes fonctions requises pour l'éducation des enfants en bas âge? c) les différents types de formation pour remplir ces fonctions?

## Education multiculturelle

Cette étude tente de répondre à six questions. Quelles sont les tendances des inscriptions d'enfants nés au Canada par rapport à ceux qui sont nés à l'étranger? Quelles sont les régions particulières de la province qui sont concernées? Quels sont les autres villes, provinces et pays qui ont eu des problèmes similaires? Quelles étaient leurs solutions? A quels changements

---

<sup>142</sup> Bériault, Roland, Rapport du comité sur les écoles de langue française de 1968, (Toronto, département de l'Education de l'Ontario, 1968).



ont-ils procédé dans les curricula scolaires, dans le matériel, etc., pour aider les nouveaux arrivants et l'ancien groupe dominant à s'adapter? Quels efforts particuliers ont été faits pour faciliter l'entente interculturelle et inter-raciale?

#### Education des populations indigènes

Cette étude tente de répondre à cinq questions principales. Quelles sont les tendances qui passent pour avoir le plus de valeur et le plus d'importance dans l'éducation (y compris l'éducation spéciale) des enfants d'origine indigène ces vingt dernières années? Ces améliorations sont-elles touchées par la baisse des effectifs? Prévoit-on qu'elles le seront? La baisse des effectifs pourrait-elle stimuler ou faciliter des tendances souhaitables au sujet des populations indigènes ou pour elles? Quels sont les chiffres spécifiques par comté des effectifs scolaires correspondant à la population d'origine indigène?

Langues: (1) Anglais comme langue seconde (2) Français comme langue seconde  
(3) langues d'héritage

Pour chacune des langues, six questions principales sont posées. Quelles sont les tendances d'organisation pour les inscriptions (telles que l'immersion, les leçons de 30 minutes, les enseignants itinérants) au cours des cinq dernières années et celles prévues pour les cinq prochaines années? Qu'est-ce qui a été fait comme recherche dans ce domaine? Y a-t-il des aspects valables de nouvelles méthodes d'organisation qui sont menacés par la baisse des effectifs? Les conseils scolaires ont-ils déjà ressenti les effets de la baisse des effectifs et si oui, qu'ont-ils fait ou que comptent-ils faire? Que signifient ces changements pour la formation, le recyclage, la sélection et la rétention des enseignants? Dans quelle mesure peut-on tirer profit de la baisse des effectifs?

## Enseignement pour adultes

Cette étude pose trois questions principales. Quels nouveaux domaines de l'enseignement pour adultes ont été développés à cause de la baisse dans les effectifs des écoles publiques et à cause de l'augmentation concomitante du nombre des adultes? Quelle est la participation réelle et potentielle des adultes aux différents niveaux de l'enseignement? Qu'est-ce que les différentes sources et les systèmes de financement signifient pour les attitudes, pour les méthodes et pour les pratiques gestionnaires de l'enseignant?

## Ecoles communautaires

Un article sur les écoles communautaires abordera les sujets suivants: possibilités d'utilisation communautaire des bâtiments scolaires, programmes scolaires pour les parents, programmes de participation active et bénévole, activités de loisirs communautaires, corps consultatif adulte, un programme à plusieurs choix ouvert à la communauté, possibilités d'identification et de solution des problèmes sociaux de la région, instruments de communication et structures pour permettre des relations avec d'autres agences sociales.

## Elaboration du curriculum

Les études dans ce domaine examinent l'intensité de la main d'oeuvre et les stratégies administratives dans la gestion du curriculum dans les conseils scolaires de l'Ontario.

IV.

ENSEIGNEMENT, SOUPLESSE DES CONSEILS SCOLAIRES ET QUALITE  
DU CURRICULUM

Dans cette section, la dernière de ce chapitre sur le curriculum, nous attirons l'attention sur trois facteurs dont dépend la qualité du curriculum: le calibre de l'enseignant, la qualité du sujet enseigné et la souplesse pour s'adapter aux nouvelles circonstances du curriculum.

Les résultats de notre histoire et les effets de la baisse de nos effectifs seront ressentis concrètement dans les salles de classe où les buts de notre curriculum sont réalisés. Notons en passant que l'enseignement consiste en une interaction entre les enseignants, le matériel didactique et les élèves. Il n'est pas simpliste d'avancer que des enseignants de haut calibre et du matériel de haute qualité sont les instruments essentiels d'un programme de haute qualité. L'enseignant est le plus important des deux car une bonne matière peut être plus ou moins bien enseignée et avec des intentions plus ou moins importantes. Mais ces deux éléments peuvent être influencés par la baisse des effectifs. Le résumé ci-dessus sur l'effet de la baisse des effectifs illustre cette observation. Ainsi, si la qualité du programme ne doit pas en souffrir, il sera important de retenir les éléments de notre conception du programme qui contribuent directement à maintenir une haute qualité d'instruction, c'est-à-dire du matériel de bonne qualité et des enseignants de haut calibre.

Le matériel didactique du programme, la baisse des effectifs de la qualité du programme.

Les écrits sur l'histoire du matériel didactique ne révèlent pas, en général, les meilleures pratiques bien que des réformes majeures du programme aient

été périodiquement tentées. En gros, on dispose de quatre stratégies pour le développement du matériel: des responsables académiques individuellement ou en comité, des enseignants ou des professeurs de pédagogie qui sont près des classes et des équipes mixtes de rédaction enseignants-rechercheurs. La quatrième stratégie, à laquelle le Comité d'étude des sciences physiques a donné son plus grand élan en 1955 aux Etats-Unis, consistait à utiliser une équipe mixte de rédaction et d'essai en pratique. En Ontario, il semblerait que la première stratégie n'ait pas été utilisée souvent, la deuxième est la plus courante, la troisième a eu une histoire très brève au temps de l'Institut Ontarien du Programme et la quatrième a été utilisée à l'occasion par l'Institut Ontarien des Etudes en Education.

La préparation de matériel didactique de haute qualité en Ontario est paralysée depuis l'introduction du système de crédits et depuis la liste agrandie des manuels scolaires permis (circulaire 14).<sup>143</sup> Les maisons d'édition n'ont plus de marché garanti pour leur matériel. Le problème était devenu critique au point qu'une Commission royale sur l'édition fit un rapport en 1972. Avec la baisse des effectifs, les problèmes de marchés deviennent plus aigus et les débouchés commerciaux plus limités. Des doutes sérieux subsistent quant à savoir si une bonne qualité serait assurée même si un marché garanti était créé par des directives spécifiées, par exemple, et par un contrôle central du curriculum. Les maisons d'édition tendent à utiliser la deuxième stratégie pour la préparation de leur matériel et ont tendance à aller vite. Ainsi, avec les nouvelles directives pour les divisions intermédiaires, des maisons d'édition dans tout l'Ontario placent rapidement des contrats auprès d'enseignants et autres pour la publication de manuels scolaires. Certaines ne visent

---

<sup>143</sup> Ministère de l'Education de l'Ontario, Circulaire 14 sur les manuels scolaires 1978 (Toronto: 1978).



que le marché de l'Ontario et d'autres visent aussi les autres provinces, mais dans tous les cas, ils cherchent à structurer le manuel scolaire pour correspondre d'aussi près que possible aux directives du ministère de l'Éducation. D'habitude, les gens qui sont sous contrat de ce genre pour la rédaction adoptent comme stratégie d'identifier un des sujets des directives, de ramasser une série de livres universitaires qui traitent du sujet et d'écrire un chapitre bref en empruntant par ci par là. Les suggestions de laboratoire et d'autres expériences de salle de classe proviendront de la formation générale de l'enseignant et de la qualité de la rédaction du texte.

Comparez cette procédure avec notre quatrième stratégie, préparation et essai pratique. Dans un article préparé par le Groupe de travail sur l'élaboration du programme pour l'Institut National de l'Éducation aux États-Unis, Walker écrivait:

L'élaboration du curriculum a fait de grands progrès au cours des deux dernières décennies. Nous avons découvert comment procéder à des développements pilotes et comment mettre au banc d'essai les premières versions de matériel didactique pour leur apporter des améliorations substantielles avant qu'ils soient mis sur le marché. Nous savons que ce processus critique requiert une interaction fréquente entre les spécialistes de contenu, les gens qui conçoivent le curriculum, les évaluateurs et les enseignants. Nous savons qu'il faut des essais soigneux dans les salles de classe et des efforts intensifs pour déterminer la mesure de ces effets sur les élèves. Nous savons cela mais nous savons aussi que ce processus prend du temps et est très coûteux. Que l'on continue d'utiliser de nos connaissances pour améliorer les programmes par des essais et par des versions pilotes ou non dépend de l'existence de fonds et de l'encouragement aux bons développements pilotes.<sup>144</sup>

Nous sommes d'avis que la qualité du matériel didactique ne sera probablement pas très bonne si l'on s'attend à ce que ce soit les enseignants qui les préparent "sur place", selon l'interprétation du but de la décentralisation de certains. Le matériel ne peut pas être de très haute qualité non plus lors-

---

<sup>144</sup>Decker, F. Walker, "Approaches to Curriculum Development", article pour le groupe de travail sur l'élaboration du curriculum, (1976), p. 31.

que les maisons d'édition passent des commandes auprès d'enseignants nécessitant une rédaction "au vol". Une des questions essentielles de la baisse des effectifs qui est donc en fait une question centrale qui se pose toujours mais surtout lorsque le nombre d'enfants qui se serviront du matériel deviendra plus limité, concerne donc les mécanismes pour le développement de matériel de haute qualité. Bien que nous n'ayons pas encore exploré toutes les possibilités dans cette direction, il nous semble que certains éléments des troisième et quatrième stratégies devraient être retenus. Dans certains petits pays, comme Israël par exemple, un centre spécial sous les égides du ministère de l'Education et d'une université sert de centre pour la préparation du matériel. Ce mécanisme et d'autres seront étudiés par la Commission et, si nous faisons assez de progrès, ils feront l'objet de recommandations dans notre rapport final.

#### Enseignants, baisse des effectifs et qualité du curriculum

Comme nous le rappelle l'histoire de la conception du programme de l'Ontario, la confiance et l'importance accordées à l'enseignant sont au centre de ce que l'on attend de la préparation du curriculum en Ontario. Nous avons noté que cette conception n'était pas remise en question, excepté, peut-être, qu'il y a une certaine inquiétude sur le niveau de la capacité de l'enseignant pour l'entreprise de certaines fonctions dans la préparation de programmes. Trois groupes de questions surgissent lorsque nous nous demandons comment cet article sur la conception ontarienne du curriculum peut être retenue à une époque de baisse des effectifs.

Le moral de l'enseignant: Ce sujet est traité ailleurs dans ce rapport intérimaire. Il est tout de même important de noter ici que de l'attitude et du zèle de l'enseignant en classe dépend beaucoup la qualité de ce que les

élèves apprennent. Au moment de la rédaction, nous n'avions pas de preuves pour étayer cet argument mais nous le considérons tout de même comme une vérité acceptée.

Il y a cependant des signes évidents qui indiquent que le moral des enseignants sera bas et risque encore de baisser. On peut arguer qu'une partie de la faute leur revient, surtout à cause de l'exercice de leurs droits de négociation collective avec les tensions inévitables qui ont surgi entre les enseignants et leur conseil et aussi avec la communauté générale. Nous couvrirons cet aspect ailleurs dans notre travail. Il y a aussi un autre aspect qui est lié au programme et qui est directement fonction de la baisse des effectifs et des problèmes de sécurité d'emploi.

Avec des effectifs qui diminuent et un curriculum qui comportera moins d'options, peut-être, il deviendra plus difficile pour les enseignants de se spécialiser dans un sujet à un niveau donné surtout dans les écoles secondaires. Il deviendra chose de plus en plus rare pour un enseignant du secondaire de n'enseigner qu'un sujet à un grade donné. Mais les enseignants d'écoles élémentaires seront touchés lorsque les classes à grades multiples deviendront la règle et quand les options telles que la musique, les programmes de sports et d'arts lutteront pour garder leur place au curriculum. De plus, il est possible qu'un des effets de la baisse des effectifs soit une demande accrue pour les cours intégrés d'étude.

Le mouvement de spécialisation qui s'est développé, dans une certaine mesure, dans les écoles élémentaires et plus dans les écoles secondaires à cause du grand nombre d'élèves et à cause du système de crédits tendra, nous semblerait-il, à se renverser. Ainsi, les enseignants qui ont pu explorer

des domaines d'intérêt personnel peuvent être obligés d'enseigner des sujets d'ordre plus général. Par conséquent, la question de sécurité d'emploi pour les enseignants a un aspect double -- est-ce qu'un emploi existe? et l'enseignant peut-il changer d'un emploi du temps d'enseignant spécialisé à un enseignement d'ordre plus général?

Une des questions qui se posent est de trouver des moyens de remonter le moral des enseignants par des mécanismes de titre d'emploi et de mutations. Bien entendu, ces facteurs sont notés ailleurs dans le rapport mais nous pensons qu'il est à conseiller de s'aviser des conséquences possibles sur le curriculum que l'on provoquerait à ignorer ce problème. Pour ce qui s'agit du curriculum, il ne s'agit pas simplement d'une question d'enseignants en tant que groupe, mais de qualité de l'enseignement dans les classes et de qualité du curriculum.

Les enseignants et le matériel didactique: Il semble qu'une certaine confusion ait régné en Ontario sur ce que signifie la décentralisation pour le rôle des enseignants dans l'élaboration du curriculum. Dans des cas extrêmes, il semblait qu'on attendât des enseignants qu'ils préparassent leur propre matériel didactique et dans d'autres cas le conseil s'occupait de tout et les enseignants devaient simplement mettre en pratique les cours d'étude du conseil. La figure 4.3 présente les résultats d'une analyse des écrits sur le rôle de l'enseignant et sur l'élaboration du curriculum en Amérique du Nord au cours des vingt dernières années.<sup>145</sup> En gros, l'histoire est à peu près comme suit.

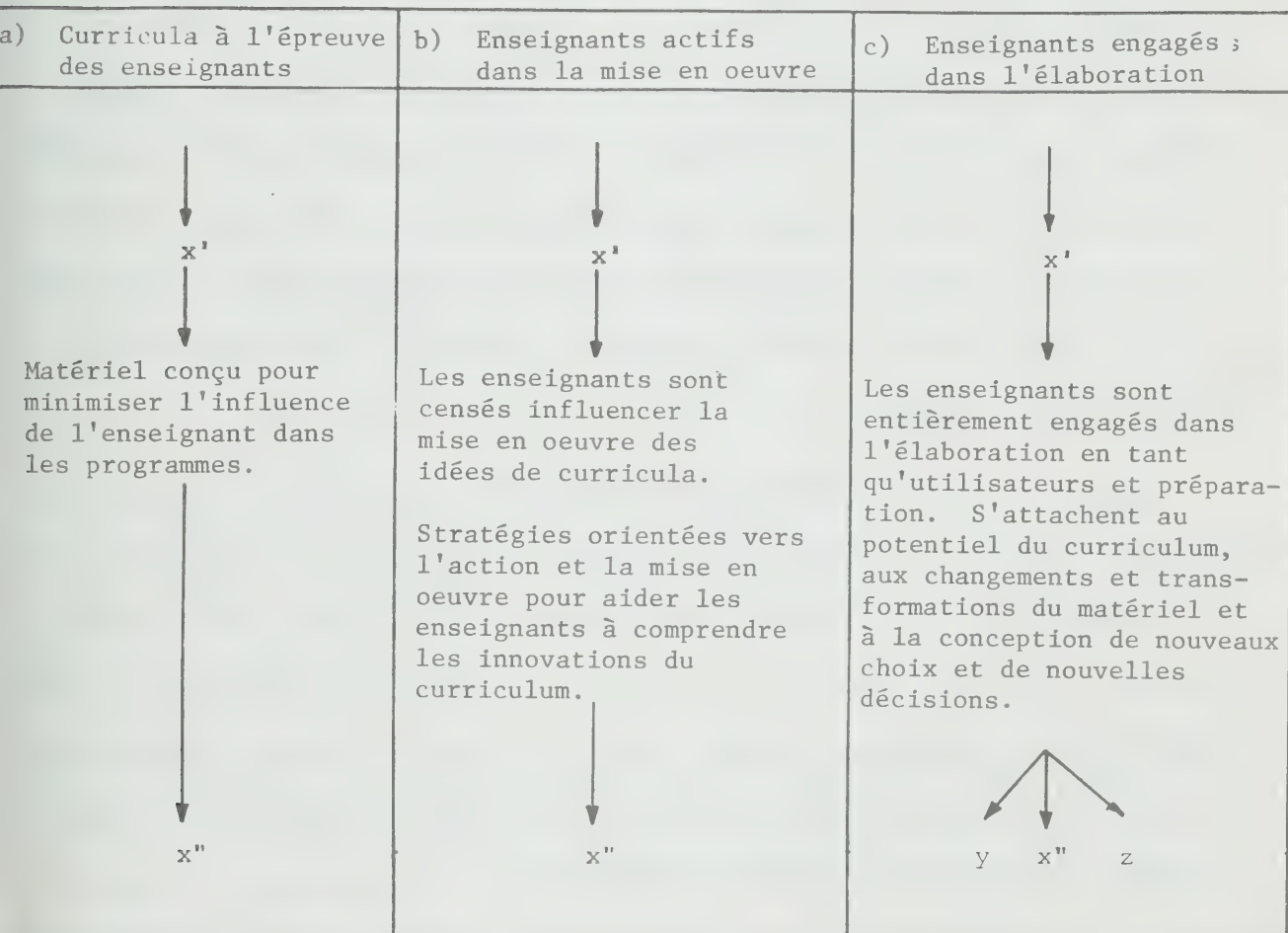
---

<sup>145</sup> Connelley, F. Michael et Miriam Ben-Peretz, "Rôle des enseignants dans l'utilisation de la recherche et dans la recherche sur l'élaboration du curriculum", article en voie.



FIGURE 4.3

INTERACTION POSSIBLE ENTRE LES ENSEIGNANTS,  
LES CURRICULA ET LES RESULTATS DE RECHERCHE



Légende: x - Idées des chargés du curriculum.

x' - Transposition des idées dans le matériel didactique.

x'' - Mise en oeuvre en classe.

y, z - Autres idées possibles.

A un moment donné, on avait une grande confiance dans la qualité du matériel didactique. Une grande panoplie de matériel "à l'épreuve des enseignants" fut conçue pour s'assurer que les idées en question soient directement réalisées en classe. Bientôt, on se rendit compte que ceci ne marchait pas à grande échelle. Les enseignants avaient une grande influence sur le contenu du matériel présenté aux élèves. Pour cette raison, on les a souvent taxés de "conservatisme" et de "résistance au changement". Il devint coutumier, partout dans le monde, d'organiser à grande échelle des ateliers et autres formes de mise en pratique pour tenter de convertir les enseignants à l'esprit du curriculum. Lorsque ceci échouait aussi, on formait une équipe de rédaction constituée d'enseignants sélectionnés; certains enseignants ont même proposé des activités de recherche pratique pour convertir les enseignants aux buts des manuels scolaires.

Tandis que beaucoup déploraient l'attitude des enseignants, d'autres le prenaient pour un fait concret pour appuyer le concept de la décentralisation de la planification du curriculum en accordant un rôle très visible aux enseignants. Quoi qu'il en soit, les enseignants modifient et adaptent le curriculum selon les conditions locales. Bref, ils font les choses "à leur manière". Ben-Peretz est allé plus loin avec cette notion et elle décrit le "potentiel" d'un ensemble de matériel didactique.<sup>146</sup>

D'après Ben-Peretz, tout ensemble de matériel didactique peut être utilisé de plusieurs manières pour atteindre plusieurs buts du curriculum; à un ensemble de matériel didactique ne correspond pas un seul ensemble de buts mais un éventail de buts possibles selon ce que l'enseignant décide de faire

---

<sup>146</sup> Ben-Peretz, Miriam, "Le concept du potentiel du curriculum", Curriculum Theory Network 5:2 (1975), 151-159.

du matériel. C'est là une notion puissante qui engage à réexaminer la fonction des enseignants et des autres dans l'élaboration du curriculum.

Généralement parlant, il est possible d'imaginer un modèle de préparation du curriculum où le meilleur matériel possible serait utilisé en même temps que les meilleurs mécanismes que nous puissions nous permettre. Ce matériel serait ensuite mis entre les mains des enseignants qui l'adapteraient et l'ajusteraient selon leur propre usage à la réalisation de son potentiel en y superposant les différents buts du curriculum. De cette façon, le matériel de haute qualité n'est pas immobilisé par la notion rigide et abusive qui veut que les enseignants travaillent directement à partir du texte et ceux qui sont chargés de l'application n'ont pas à se mêler de mettre les enseignants au pas de l'intention des manuels. De plus, des économies d'argent sont possibles. Les activités de mise en oeuvre coûteuses en temps et en émotions et qui sont rarement aussi efficaces que prévues ne sont plus cruciales désormais. Mais cruciales seraient les études des enseignants en poste, un point que nous abordons ci-après.

L'éducation permanente des enseignants: Notre compte-rendu des enseignants et du matériel didactique dans des conditions de baisse des effectifs scolaires fait ressortir un certain nombre de besoins en éducation chez les enseignants. Parmi ceux-ci est le besoin attendu de former les enseignants dans des sujets qu'ils n'enseignent pas actuellement. Un professeur de biologie peut être obligé de choisir un cours de chimie et le département des sciences peut être amené à changer selon une voie scientifique intégrée. De plus, comme les élèves et les enseignants assumeront des fonctions individuelles d'élaboration du curriculum plus importantes, des possibilités de formation sur le tas pour l'élaboration du curriculum seront réclamées. Il semble donc

que l'éducation des enseignants en poste devra être réorganisée pour trois raisons au moins; les nouveaux sujets pour les enseignants, les sujets réorganisés et l'élaboration du programme.

La souplesse du conseil, la baisse des effectifs et la qualité du curriculum

Nos entrevues avec les conseils ont rendu très clair qu'en général la souplesse pour s'accommoder de changements de circonstances est bien plus grande dans le cas d'un système en expansion où de nouvelles possibilités apparaissent régulièrement; mais lorsque moins d'enfants et moins d'argent traversent le système, il devient difficile de trouver des solutions adéquates. Comme Watson le notait, cela est surtout vrai au niveau des écoles secondaires où il y a eu spécialisation.<sup>147</sup> Il semble, au moment de la rédaction de ce rapport, qu'une loi récente sur les négociations collectives (Bill 100),<sup>148</sup> et Règlement 191<sup>149</sup> qui spécifie certaines demandes des conseils dans des domaines tels que l'enseignement spécial ainsi que les règlements proposés aux écoles primaires et secondaires qui remplacent le Règlement 191, réduisent encore plus la souplesse des conseils dans un système qui se contracte. Comme pour le moral des enseignants, ce sujet est abordé ailleurs dans ce rapport intérimaire. Quoi qu'il en soit, nous souhaiterions le mentionner ici puisque les conseils et les écoles ont besoin d'une certaine mesure de souplesse pour s'accommoder des changements au curriculum provoqués par la baisse des effectifs.

---

<sup>147</sup>Watson, Cicely, "Allocution à la conférence d'ouverture de la Commission sur la baisse des effectifs scolaires en Ontario", (Toronto: OISE, le 14 octobre 1977).

<sup>148</sup>Ontario. Lois, actes, etc. Loi sur les négociations et conventions collectives entre les conventions collectives et les enseignants, 1975. 24 Eliz. 2, ch. 73. Lois de la province de l'Ontario, 1975. (Bill 100).

<sup>149</sup>Ontario. Assemblée législative, "Règlement 191 de la Loi sur le Département de l'Éducation", dans Les règlements révisés de l'Ontario, 1970, Vol. 1 (Toronto: Imprimerie de la Reine, 1970), pp. 1107-1122.



A l'extrême, une souplesse minimale résultera d'une équation simpliste entre la baisse des effectifs, les restrictions budgétaires et l'amputation des cours des cours et des programmes. Il se pourrait qu'une certaine forme de mécanismes consultatifs soit requise pour aider les groupes concernés au niveau local lorsqu'on préparera des mesures pour parer à la baisse des effectifs. Il faut nous assurer que notre conception du curriculum est suivie ou modifiée délibérément et que la qualité de l'enseignement reste la meilleure possible. Pour cela, il faudra de la souplesse.

## Chapitre 5

### Administration des systèmes scolaires en Ontario

#### 1. INTRODUCTION

L'objet de ce chapitre est de donner une idée générale des structures administratives des systèmes scolaires en Ontario et en particulier de celles qui entourent le bureau central du système public (élémentaire et secondaire) et le bureau central du système séparé; les effets de certains organismes externes sur les structures et sur les fonctions de ce système y sont aussi analysés.

Les systèmes scolaires ontariens sont foncièrement bureaucratiques, à l'instar de la plupart des systèmes homologues dans le monde. Au sommet de la hiérarchie, le pouvoir et l'influence individuels ou collectifs sont plus grands qu'à la base. Des règles et des règlements écrits donnent un caractère impersonnel aux décisions. Les critères de nomination sont basés, à première vue du moins, sur la formation et l'expertise.

La bureaucratie est limitée cependant par deux facteurs. Primo, en plus des structures formelles du système, il existe une structure non formelle qui modifie l'autorité bureaucratique des administrateurs et fonctionne par le biais d'organismes et de groupes subordonnés et aussi par l'interaction d'administrateurs d'un bout à l'autre de la province. Secondo, les enseignants, qui correspondraient aux ouvriers dans un contexte industriel, sont dans une "profession semi-libérale"<sup>140</sup> et il s'ensuit que les rapports entre les enseignants ne sont pas strictement hiérarchiques mais sont plutôt ce que Parsons<sup>151</sup>

---

<sup>140</sup> Mزيون, Amital, *Modern Organizations*, (Englewood Cliffs: Prentice-Hall, Inc., 1964), p. 27.

<sup>151</sup> Parsons, Talcott, "Some Ingredients of a General Theory of Formal Organization", in *Administrative Theory in Education*, ed. Andrew W. Halpin, (New York: Macmillan Co., 1967).

appellerait une relation professionnelle. L'"activisme des enseignants" s'explique au moins en partie par la tension créée par les efforts de contrôle bureaucratique des bureaucrates face aux enseignants qui, de par même leur formation et leur compétence, ne réagissent pas dans le sens bureaucratique escompté.

L'échelle de grandeur est un facteur clé dans l'organisation des structures administratives en Ontario. La plupart des systèmes scolaires en Ontario sont à grande échelle depuis la réorganisation de 1969. Aucune autre région d'Amérique du Nord ne compte tant de systèmes dont les effectifs d'élèves dépassent les 20,000. Aux U.S.A., certains états, tels que la Floride et le Maryland, sont divisés en systèmes par comtés, mais la fréquence de très grands districts y est plus limitée qu'en Ontario. L'ordre de grandeur a un effet primordial sur le genre d'organismes subordonnés qui se forment pour assurer les services internes et les autres services de base.

## II. DEVELOPPEMENT DE L'ADMINISTRATION SCOLAIRE

D'après l'Annuaire des commissions scolaires<sup>152</sup>, il y aurait 194 commissions scolaires en Ontario dont 77 sont des conseils de l'éducation et 48 des conseils scolaires catholiques de comtés et de districts. Les 59 autres systèmes sont spéciaux et comprennent, par exemple, les commissions de districts et de régions du grand nord qui comptent un effectif d'élèves réduit. Ces faits ne sont pas importants en soi, mais ils prennent de l'importance lorsqu'on les compare à la situation qui régnait il y a quelques années. En 1948, la province comptait 4,532 commissions scolaires. En 1960, on en comptait 3,676 et en 1967, il en restait 1,490.

---

<sup>152</sup>Annuaire des commissions scolaires, 1977. Ministère de l'éducation, Mowat Block, Toronto, Ontario.

Cette baisse remarquable du nombre de conseils a eu un effet sur la façon dont les systèmes scolaires sont dirigés. Il est par conséquent logique d'analyser les relations entre le gouvernement et les organismes régionaux.

Selon l'acte de l'Amérique du Nord Britannique, c'est au ministre de l'Education qu'incombe la responsabilité de la conduite des affaires d'éducation dans la province, bien qu'une grande partie de celle-ci soit déléguée à des conseils régionaux. Les bureaux régionaux du ministère tiennent lieu de présence du ministre dans les régions.

Avant 1969, le nombre élevé des systèmes poussa le gouvernement, surtout celui d'Egerton Ryerson au début, à mettre les écoles sous l'égide d'une administration centrale avec des inspecteurs, employés par la province, qui étaient souvent des administrateurs de petits districts. Souvent, même dans le cas de grands districts, l'administrateur en chef des affaires académiques était un employé de la province. Cependant, les petits districts avaient aussi une tradition d'autogestion; cette tradition était déjà bien ancrée dans la conscience de la population et constitue encore aujourd'hui un sujet de discussion important pour les parents d'élèves et les délégués. Le grand nombre de petits districts offre la conséquence paradoxale suivante: le pouvoir régional était augmenté en même temps que le pouvoir central ce qui fut une source de conflits entre le ministère d'une part (dans la personne de l'inspecteur) et le conseil régional d'autre part (dans les personnes du président du conseil et du chef de l'administration).

Il est un élément encore plus important pour la compréhension des structures de l'administration scolaire de la province aujourd'hui et c'est l'effet de l'agrandissement des districts scolaires sur l'organisation centrale. En



gros (nous irons dans le détail dans la section suivante de ce rapport), les grands districts ont donné lieu à une organisation dite "haute" par opposition à une organisation "plate". Une organisation haute comporte un grand nombre de niveaux d'autorité entre le niveau le plus bas et le niveau le plus haut tandis qu'une organisation plate en a moins. Ainsi, par exemple, une grande commission scolaire de comté (comptant quelque 70,000 élèves) comporte sept niveaux entre les enseignants et la commission scolaire: le chef de département ou coordonnateur, le vice-principal, le surintendant régional adjoint, le surintendant, le directeur adjoint et le directeur.

En conséquence des zones scolaires plus étendues, les fonctions d'administrateurs, dans la province, sont passées de la surveillance des activités dans les classes à la gestion du système scolaire.

En plus de toutes les fonctions de deuxième et troisième niveau dans les grandes commissions, un grand nombre d'emplois de coordination ou de service du personnel ont été créés dans les grands systèmes. On retrouvait donc des spécialistes par sujet d'étude, des coordonnateurs dans des domaines spécifiques tels que l'éducation spéciale, et bien entendu des services de gestion complexes pour administrer des budgets de plusieurs millions de dollars par an. En même temps, il n'y avait toujours qu'un seul chef de l'administration et une seule commission scolaire. Une période confuse s'ensuivit en 1969, période de choix, de changements et d'apprentissage. Ceux qui furent promus dans ces nouvelles fonctions de responsabilité durent s'accommoder de leurs charges sans expérience préalable dans une organisation de cette échelle. Les membres des commissions durent s'habituer à éviter les questions de détails. L'excès d'information était fréquent et les prises de décisions n'étaient ni rapides ni systématiques.

Pour pallier à ces problèmes, les administrateurs et délégués s'embarquèrent dans des programmes de formation sur le tas. En 1969, un certain nombre d'organismes de l'éducation dont le ministère de l'Education, OISE, le Conseil des Commissaires d'Ecole de l'Ontario et les administrateurs scolaires (qui s'organisèrent plus tard en Association Ontarienne des Responsables Administratifs de l'Education), organisèrent conjointement une série de conférences et d'ateliers régionaux et provinciaux sur le thème des problèmes administratifs. Des plans d'action et des procédures pour pallier à ces problèmes furent élaborés.

Aucun effort systématique n'a été fait pour évaluer les résultats obtenus dans les dix années qui suivirent. On ne sait pas si l'éducation dispensée est meilleure, maintenant que le nombre de zones scolaires a baissé. Il reste encore à savoir si les unités plus grandes seront plus en mesure de s'adapter à la diminution des effectifs d'élèves dans les deux décennies à venir.

### III. STRUCTURES ADMINISTRATIVES ACTUELLES

Les structures administratives en Ontario n'ont presque jamais été l'objet d'études empiriques. Ce qui suit provient en grande partie d'un rapport préparé à l'origine pour la Commission McCarthy sur le coût de l'éducation et publié plus tard dans deux revues spécialisées. Cette étude, basée sur un échantillon des systèmes publics et séparés de l'Ontario, était l'oeuvre de Hickcox, Ducharme, Ryan et Joyce. Elle fut achevée en 1973 et parut sous le titre The Shape of the Central Office: A Study of Administrative Staffing in Ontario.<sup>153</sup>

---

<sup>153</sup> Hickcox, E.S., D.J. Ducharme, D.R. Ryan and H.D. Joyce, The Shape of the Central Office: A Study of Administrative Staffing in Ontario. Rapport non-publié, The Ontario Institute for Studies in Education, (Toronto, 1973).

Quatre types d'organisation furent identifiés:

(1) Le type purement géographique: Le district est divisé en zones selon des critères géographiques ou autres, tels que la distinction entre le niveau primaire et le niveau secondaire. Un responsable officiel a la charge d'une zone et dépend directement du chef administratif.

(2) Le type à niveaux: Il comprend des surintendants fonctionnels qui s'occupent des programmes, du service des étudiants etc. au niveau du système en entier. Des surintendants de zone dépendent du surintendant fonctionnel qui lui-même dépend du chef administratif.

(3) Le type mixte: Les responsabilités des surintendants se situent au niveau de la zone et au niveau du système entier.

(4) Le type fonctionnel: Il n'y a pas de surintendant de zone. Les principaux se chargent du développement de programmes communs dans leurs zones respectives et dépendent directement des surintendants fonctionnels du système entier.

Le tableau 5.1 donne la répartition des districts par type d'organisation et la compare avec celle de l'année antérieure.

On observe un déplacement considérable dans les catégories mixte et fonctionnelle. La catégorie mixte a augmenté sa part de 25% tandis que la catégorie fonctionnelle a diminué la sienne de 20%. Les autres catégories sont restées pratiquement inchangées.

Dans les catégories mixte et à niveaux et dans les grands systèmes surtout, une organisation dite de "famille d'écoles" a pris forme. Une zone ou région est appelée "famille" et comprend un certain nombre d'écoles primaires débouchant sur une ou parfois sur plusieurs écoles secondaires. Cette "famille

TABIEAU 5.1

FREQUENCE DES SYSTEMES SCOLAIRES  
PAR TYPE D'ORGANISATION: 1971 et 1972  
INDIQUEE EN POURCENTAGE

TYPE D'ORGANISATION					
Année	Purement géographique	A niveaux	Mixte	Fonctionnel	Non Connu
	%	%	%	%	%
1971 *n:63	7	47	10	30	8
1972 *n:29	7	41	34	10	7

(Echantillon  
d'étude actuel)

Les pourcentages ont été arrondis et leur total n'est donc pas 100.

\*n = Nombre de systèmes scolaires étudiés.

était à la charge d'un surintendant de zone et fonctionnait surtout comme système scolaire autonome en ce qui concerne les nominations du personnel, la distribution des ressources, l'évaluation et une multitude d'autres fonctions.

Bien que les données dont nous disposons ne soient pas très précises, il semble que ce concept soit devenu dominant dans les districts de plus de 15,000 élèves. En général, les petits districts s'organisent d'une façon purement géographique ou purement fonctionnelle et les principaux remplissent des tâches qui incomberaient à des administrateurs dans les grands systèmes.



Quelle est la grandeur optimale d'un bureau central et combien d'administrateurs faut-il? C'est là une question importante à laquelle les cadres, dans l'éducation, doivent toujours répondre. Bien qu'il n'y ait aucune méthode infaillible pour décider de la grandeur absolue, pas plus qu'il n'y a de méthode pour déterminer le nombre optimal d'élèves dans une classe du point de vue pédagogique, il peut quand même être intéressant de comparer les systèmes. L'étude qui sert de base à cette discussion comprend une analyse détaillée du rapport employés de bureau central-élèves.

Le tableau 5.2 donne le nombre moyen d'employés de bureau central par millier d'élèves dans les systèmes étudiés. Inclus avec les employés de bureau central sont les cadres enseignants, les cadres de gestion et les employés de soutien dans ces deux catégories ainsi que les coordonnateurs et experts-conseil, les commis et les secrétaires. En gros, tous ceux qui ne passent pas au moins 50% de leur temps dans une école particulière sont inclus dans cette catégorie. Ces chiffres n'incluent pas certaines catégories d'employés telles que les enseignants itinérants, les conducteurs de cars scolaires et les surveillants.

En ne considérant que la taille, les conseils de taille moyenne ont en général les rapports les plus bas. Autrement dit, les petits et les grands systèmes ont plus d'employés de bureau central par millier d'élèves que les systèmes moyens. Bien que les différences ne soient pas énormes, elles confirment les résultats d'études similaires faites en Alberta et aux Etats-Unis; cela signifie donc que les économies d'échelle entrent en jeu -- jusqu'à un certain point. Une commission qui devient grande tend aussi à avoir un rapport d'employés de bureau central par millier d'élèves des plus élevés. Comme nous l'avons fait remarquer plus haut, les structures d'organisation adoptées par les grands conseils sont généralement hautes.

TABLEAU 5.2

NOMBRE MOYEN D'EMPLOYES DE BUREAU CENTRAL POUR MILLE ELEVES  
PAR STATUT ET TAILLE DU SYSTEME: 1972

Taille du conseil scolaire							
Statut	n*	Petit (moins de 15,000) Employés pour mille	n*	Intermédiaire (15,000-30,000) Employés pour mille	n*	Grand (plus de 30,000) Employés pour mille	Moyenne d'employés pour mille
Conseils scolaires	4	3.50	7	3.47	7	4.36	3.82 dans 18 bureaux
Conseils scolaires séparés	6	4.73	4	4.43	1	4.29	4.58 dans 11 bureaux
Totaux	10	4.12	11	3.95	8	4.32	4.20 dans 29 bureaux
* = nombre de conseils							

La comparaison des conseils scolaires publiques et séparés révèle des différences très nettes. Le rapport correspondant aux conseils scolaires publics était de 0.80 pour mille moins élevé, ceci constitue une différence très nette et bien visible aux niveaux des conseils petits et moyens. L'échantillon ne comportait qu'un seul grand conseil scolaire que l'on ne peut considérer comme représentatif.

En supposant que l'on puisse étendre les résultats de l'échantillon à l'effectif total, certaines observations générales sont possibles.

La tendance des conseils moyens à être plus efficaces peut être attribuée aux économies d'échelle. Les petits conseils sont tenus d'employer un minimum

de personnes, même lorsque l'effectif ne le justifie pas. Les grands conseils, quant à eux, atteignent un point où les structures bureaucratiques consomment des ressources disproportionnées par rapport au travail fourni. C'est pourquoi, peut-être, que les grands conseils coûtent le plus. Il est peut-être vrai, que les grands conseils offrent un meilleur service que les petits et ils ont donc besoin d'un personnel de bureau central plus nombreux.

Il est difficile d'expliquer les différences entre les systèmes scolaires publics et séparés sans une étude plus approfondie. Le fait que les systèmes séparés sont en général plus petits est une explication possible; les écoles étant plus petites, un plus grand nombre de fonctions spécialisées doivent être assumées par le bureau central. Cependant, les petits conseils scolaires, opérant dans des conditions théoriquement similaires, sont beaucoup plus efficaces.

L'étude a examiné en détail d'autres variables en rapport avec la structure de l'organisation. Un résumé bref, qui ne cite pas tous les résultats de l'étude, est donné ci-après.

(1) Une relation légèrement curvilinéaire existe entre la dimension du système et celle du bureau central. Il est possible d'identifier la dimension optimale du bureau central à un point donné. Puisqu'aucune étude n'a jusqu'ici prouvé que le produit en éducation est en rapport avec la taille du système, ceci pourrait être une constatation importante qui pourrait suggérer que les décisions portant sur la dimension devraient être prises en fonction du coût seulement sans craindre de porter préjudice au potentiel de l'éducation destinée à nos enfants.

(2) Les grands conseils ont les rapports employés administratifs-élèves et les coûts par élève les plus élevés.

(3) En général, les conseils scolaires séparés ont des rapports et des coûts par élève plus élevés que les conseils scolaires publics. On peut citer comme raisons possibles la nécessité de recruter des experts-conseil en éducation religieuse, le fait aussi que les systèmes séparés se situent surtout au niveau élémentaire et la possibilité enfin que les systèmes scolaires séparés comprennent des écoles plus petites qui requièrent plus de soutien de leur bureau central. Nous ne disposons pas de données pour étayer ces possibilités.

(4) Les données portant sur les catégories d'emploi indiquent que les coordonnateurs, les experts-conseil, les commis et les secrétaires causent des rapports et des coûts plus élevés par rapport aux autres catégories. Les cadres supérieurs d'enseignement et de gestion ont des rapports et des coûts moins élevés. Bien que l'importance accordée aux experts-conseil et aux coordonnateurs puisse faire l'objet d'un examen plus sérieux, il est toutefois vrai que ces fonctions sont plus étroitement liées aux programmes d'enseignement que certaines autres catégories.

(5) L'augmentation du nombre d'employés de bureau central par élève est très grande, surtout lorsqu'on la compare avec l'augmentation de l'effectif total d'élèves. Il faut cependant supposer que le personnel des bureaux centraux n'était pas assez nombreux au début de 1969. L'augmentation du nombre de coordonnateurs et d'experts-conseil est moins élevée que celle dans la plupart des autres catégories. Cette catégorie a même parfois manifesté une disposition à la baisse proportionnelle depuis 1969.

(6) On peut faire les généralisations suivantes portant sur un certain nombre de variables: les conseils à rapport élevé se trouvant surtout dans les zones urbaines, ont tendance à s'organiser selon le type de structure à niveaux, plutôt que mixte, ils sont situés dans l'est plutôt que dans le nord



ou le sud de la province et sont en général fortement influencés par l'élément français.

Il est impossible de reconstituer l'évolution de l'administration depuis l'étude de 1973 sans faire de conjectures. Nous avons remarqué plus haut que les grands systèmes semblent se baser à présent sur le concept de familles d'écoles. Certains conseils étudient les possibilités de regroupement de certaines familles à cause de la baisse dans les inscriptions. Les restrictions budgétaires ont forcé certains districts scolaires à réduire le nombre de leurs administrateurs de bureau central. Nous ne disposons pas de données pour quantifier ce phénomène qui ne saurait non plus être une tendance générale. En fait, le directeur d'un grand conseil du nord a récemment déclaré, lors d'une entrevue, que le nombre d'administrateurs de bureau central ne changerait probablement pas dans son district malgré la grande tendance à la baisse des inscriptions; ce qui n'était pas sans nous surprendre. Les raisons qu'il invoque sont d'ordre géographique, fonctionnel et autres qui suggèrent qu'un système de 20,000 élèves requiert autant d'administrateurs qu'un système de 30,000 élèves.

Plutôt qu'une réduction du personnel administratif, on a observé, jusqu'à présent du moins, un changement dans les fonctions de celui-ci. Le pouvoir grandissant des fédérations d'enseignants et le souci permanent des contrats et des négociations ont déplacé les courants d'énergie au niveau du bureau central. La préparation des budgets et les travaux en justice découlant des procédures d'entente deviennent une charge administrative accrue. Puisqu'aujourd'hui tous les niveaux participent aux décisions, les administrateurs, qui en fait constituent une minorité dans les districts, se retrouvent plus que jamais engagés dans des travaux de comité. Les nominations de comités elles-

mêmes prennent du temps à cause du souci qu'on a que tout le monde soit représenté.

Avant la réorganisation de 1969, le processus de décision dans les systèmes scolaires était généralement très centralisé ou, à la rigueur, partagé entre deux bureaux. Les questions d'éducation étaient en général du ressort du surintendant (dans les systèmes scolaires séparés) ou du directeur (dans les systèmes publics) ou de celui de l'inspecteur employé par la province dans le cas de systèmes trop petits pour avoir leur propre administrateur. Les questions financières étaient du ressort de l'employé de gestion qui, selon le cas, avait ou n'avait pas une formation professionnelle. Souvent, cette personne était membre, ou ancien membre, de la commission qui prenait les fonctions de trésorier de district. Dans un certain sens, il s'agissait là du concept des doubles commandes qui, avec une seule exception, ne se retrouve nulle part dans la province. Bien que certains administrateurs du système, comme les principaux et les coordonnateurs, pouvaient être consultés au sujet de la politique de l'enseignement, le sentiment de collaboration et de participation aux décisions n'existait presque pas ailleurs. L'administrateur ou cadre de gestion type considérait que les décisions et leur mise en pratique lui revenaient exclusivement.

Depuis 1969, on observe de grands changements dans le processus de décision. La plupart des conseils fonctionnent avec un conseil exécutif ou conseil administratif qui comprend les cadres supérieurs du district dont le chargé de gestion fait partie. Alors que la partie des chefs administrateurs dispose du droit de veto, le processus de décision est le plus souvent collectif et les hauts administrateurs du district y contribuent. La tendance vers la collaboration a été accentuée par la complexité grandissante des opérations scolaires. Il est pratiquement impossible pour un seul individu de prendre

toutes les décisions importantes, vu le courant des forces politiques actuelles et la complexité des questions de programmes et de budgets.

Dans beaucoup de districts, le principal d'école secondaire assume à présent plus de responsabilités en tant que gestionnaire de l'école. Il a toujours assuré le recrutement du personnel mais il s'occupe aussi de toutes les questions de budget excepté les salaires des enseignants. Le principal d'école élémentaire, plus hautement qualifié à présent, s'occupe des questions de personnel et de budget et sa compétence en matière de programmes augmente. Dans les deux cas, la supervision des enseignants est entièrement du ressort du principal avec le surintendant en qualité d'adjoint ou de conseiller.

Un nombre élevé de systèmes (nous n'avons pas de chiffres exacts) ont suivi les recommandations contenues dans le manuel Developing School Systems<sup>154</sup> et suivent un processus complexe de prises de décisions de différents groupes qui s'entrecoupent. De cette façon, les principaux et enseignants ont beaucoup à dire entretemps. Ainsi, la commission scolaire du comté de Hastings a mis sur pied un système très avancé.

On peut dire, à juste titre, que le pouvoir et l'autorité des bureaux centraux se sont émoussés devant la montée de fédérations d'enseignants organisés. De plus, l'influence de groupes organisés de citoyens s'est fait sentir dans quelques localités dans le cas de certaines décisions portant surtout sur certaines écoles bien déterminées.

L'alliance traditionnelle entre le conseil et le chef d'administration évolue. On ne peut que difficilement imaginer les processus qui en ressortiront

---

<sup>154</sup>Greenfield, T.B., J.H. House, E.S. Hickcox and B.H. Buchanan, Developing School Systems: Planning, Organization and Personnel, (Toronto: OISE, 1973).

draconiennes qui s'imposeront face aux énormes baisses dans les effectifs.

#### IV. STRUCTURES DE L'INFLUENCE EXTERNE

Pour comprendre le fonctionnement administratif des systèmes scolaires en Ontario, une connaissance de l'influence de forces subordonnées externes s'impose. Une brève description de quatre forces en particulier est donnée ci-après.

##### 1. Certification et formation

Un agent de supervision en Ontario doit, pour assumer ses fonctions, être détenteur du certificat d'agent de supervision. A ces fonctions correspondent des titres tels que directeur, surintendant, cadre de gestion, surintendant adjoint. On ne requiert pas de certificat de supervision dans le cas des principaux et des coordonnateurs.

Il y a deux genres de certificats de supervision. Le premier s'applique aux cadres de l'éducation et il faut, pour l'obtenir, passer un examen écrit et oral du ministère de l'Education en plus de sept années d'expérience dans l'enseignement et d'un certificat d'enseignement permanent valide en Ontario (qui suppose une expérience ontarienne dans l'enseignement), et un des certificats de principal d'école ou une maîtrise en éducation. L'autre certificat de supervision s'applique aux cadres de gestion scolaire. Le candidat doit passer un examen écrit et oral du ministère et avoir sept années d'expérience probante en tant que gestionnaire dont deux ans au service d'une commission scolaire ontarienne, un B.A. ou équivalent, et soit une maîtrise (en éducation ou en gestion), soit un certificat du cours de gestion scolaire dispensé par l'Institut Ontarien d'Etudes en Education (OISE).

Sans aller dans le détail des complexités des règlements de certification



(qui abondent), la description ci-après donne une base suffisante à nos remarques.

Premièrement, la certification est contrôlée par le ministre de l'Éducation bien que son pouvoir théoriquement absolu soit partagé; ainsi les conditions d'admission incluent des cours et diplômes universitaires. Ce sont des représentants du ministère, plutôt que des administrateurs en fonction ou des universités, qui décident qui sera détenteur du certificat de supervision. Sans porter de jugement, on peut dire que ce sont les valeurs des représentants ministériels, au plan de la compétence et de l'attitude, qui prévaudront lors de la sélection et par conséquent plus tard aussi dans la pratique des administrateurs.

Deuxièmement, les règlements exigent qu'une grande part de l'expérience d'un agent de supervision ait été acquise dans des écoles ontariennes. Bien que le ministre ait fait une exception il y a moins d'un an, les administrateurs, qui ne sont pas de la province, n'ont pratiquement aucune chance d'accéder aux postes supérieurs sans faire plusieurs années d'apprentissage au préalable. Le circuit est pour ainsi dire fermé. Bien que les règlements ontariens soient parmi les plus restrictifs de l'Amérique du Nord, l'étendue de la province limite, dans une certaine mesure, les effets négatifs des échanges en vase clos.

L'idée de formation spécialisée en administration est récente. Ainsi, les règlements actuels datent de 1974. Avant cela, un diplôme universitaire avancé n'était pas requis.

Un examen rapide des différentes voies possibles, suivies dans une carrière nous permettra de mieux comprendre comment les administrateurs sont formés en

Ontario. L'administrateur type aura commencé par être enseignant. Dans son évolution vers le poste de principal, il aura pu suivre des cours d'administration à l'université mais il aura surtout suivi une série de cours et sous l'égide du ministère qui débouchent sur le certificat de principal. Les détenteurs plus récents du certificat d'agent de supervision auront pu obtenir une maîtrise en administration à OISE ou à l'une des six autres universités qui ont institué un programme en administration de l'éducation. Un très petit nombre a obtenu un doctorat à OISE, à Ottawa ou en dehors de la province.

Les programmes officiels de formation ont subi de grands changements ces dernières années. A l'origine, les futurs administrateurs suivaient des cours qui avaient pour but de les familiariser avec les "rouages" du système. Les cours abrégés et même les cours universitaires étaient surtout pratiques -- comment s'occuper des surveillants, comment préparer un budget, comment superviser les enseignants, comment faire un emploi du temps. Depuis quelques années, le ministère et les universités se préoccupent plus des relations humaines et de la compréhension de concepts plus théoriques (comme la direction, l'économie ou les sciences politiques). De plus, on s'efforce plus de comprendre ou d'arriver à énoncer des principes de planification, de coordination d'employés, de prise de décision, d'innovation et de conflits de gestion. En bref, l'évolution se fait vers la gestion plutôt que vers la formation d'enseignants en chef.

Dans les années cinquante, un cours d'été pour les principaux d'écoles secondaires fut institué. Un second cours s'avéra indispensable dans les années soixante ainsi qu'un cours pour les principaux d'écoles secondaires. Les premières années, ces cours portaient sur les techniques de direction d'école et peu à peu ils inclurent les théories de direction et de gestion. A présent,

toutes les personnes nommées doivent répondre aux conditions requises.

En général, cependant, la formation officielle des administrateurs n'est pas réellement systématique. Il y a très peu de coordination entre les différents instituts de formation et peu ou pas de direction commune dans les programmes de formation administrative. Une impression générale en résulte, aujourd'hui plus que jamais, selon laquelle les détenteurs de certificats ne possèdent pas forcément de connaissances de base communes bien que les règles d'examens et d'expérience requises sous-entendent l'existence de valeurs et d'idéologies communes.

## 2. L'Association Ontarienne des Responsables Administratifs de l'Education

Depuis 1969, les agents de supervision en Ontario se sont ligüés dans une association professionnelle appelée OAEAO (Ontario Association of Education Administrative Officials) dont l'influence a grandi à travers différentes activités. Elle emploie un directeur à la tête de quelques employés. Avec des ressources quelque peu limitées (l'effectif potentiel est d'environ 600 personnes), cette association a publié une série de mémoires définissant sa position sur un grand nombre de problèmes. Elle s'est aussi fait représenter auprès du ministère pour influencer sa politique et a organisé des activités de service pour ses membres sous forme de conférences annuelles et d'une série d'ateliers. De plus, elle a transmis les doléances de ceux de ses membres qui se sont trouvés en litige avec une commission ou un groupe d'enseignants.

Aucune étude n'a été faite sur l'influence de l'OAEAO sur les commissions scolaires de la province, mais il semblerait qu'en s'occupant de plus en plus de politique provinciale ayant trait au fonctionnement administratif et à l'intérêt de ses membres, elle est en mesure d'influencer la plupart des administrateurs.

### 3. La Fédération des Enseignants de l'Ontario

Les principaux d'écoles primaires et secondaires doivent être membres du syndicat des enseignants. Parfois, lorsque le syndicat inflige une sanction au conseil, le principal est pris entre deux feux. D'une part il est directeur de l'école devant la loi et d'autre part, il est membre d'un syndicat qui fait la grève ou la grève du zèle. D'habitude, il est aussi le doyen des enseignants de son établissement et fait donc partie du corps enseignant. Les événements dans les années récentes n'ont pas facilité ce dualisme.

### 4. Le Conseil des Commissaires d'Ecoles de l'Ontario

Le Conseil des Commissaires d'Ecoles de l'Ontario est une organisation mère qui parraine les organisations de commissaires d'écoles dans la province. Avant 1969 déjà, l'OSTC (Ontario School Trustees' Council) organisait des activités de service pour les membres de commissions scolaires et les hauts administrateurs. Grâce à une longue liste de conférences, d'ateliers et de réunions sur le thème des rapports entre commissaires et administrateurs organisées avec l'aide conjointe d'administrateurs en fonction dans la province et d'universités, d'employés du ministère et de commissions scolaires, un rapport étroit entre l'OSTC et les administrateurs s'est établi au niveau politique.

Bien que la création de l'OAEAO et l'existence de problèmes internes dans certaines organisations de commissaires d'écoles aient causé un certain relâchement dans ces rapports de coopération, beaucoup d'administrateurs et de nombreux commissaires se sont prononcés pour le renforcement des liens. Les deux groupes voient l'utilité d'une coopération accrue et continue, au niveau politique surtout, et on peut s'attendre à ce que cette coopération augmente avec les problèmes actuels de la baisse des effectifs.



Questions et réponses

1. Si des changements sont justifiés, qui devraient intervenir dans la répartition des responsabilités entre les autorités centrales et régionales, est-ce que les conseils scolaires deviendront simplement des "créations" du gouvernement provincial par l'entremise du ministère de l'Éducation? Dans quelle mesure le contrôle central indirect, qui se fait ressentir par des directives, des plafonds budgétaires, des subventions et des règlements, devrait-il être préservé ou étendu?
2. Au niveau régional, les décisions d'ordre financier doivent-elles revenir au conseil scolaire ou est-ce qu'il faut introduire une sorte de référendum des contribuables régionaux? De plus, quels changements devraient intervenir immédiatement dans les relations entre les conseils scolaires et les autorités municipales ou régionales?
3. Peut-on établir des rapports raisonnables entre le nombre du personnel administratif et celui du personnel enseignant, du nombre d'unités régionales et du nombre d'inscriptions?
4. Le nombre d'associations dans l'éducation est-il trop élevé, provoquant ainsi une fragmentation de l'autorité et des conflits d'intérêts?
5. Quelle est la meilleure formule pour la formation et la certification dans un contexte de baisse des effectifs (administrateurs, superviseurs, principaux, commissaires, etc.)?

## Chapitre 6

### LE CONTINGENT ENSEIGNANT EN ONTARIO: CARACTERISTIQUES ET ESTIMATIONS DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE PRESENTE ET A VENIR

Contrairement à nos premières intentions, ce chapitre devra être bref et sera basé seulement sur les données existantes. Comme je l'ai indiqué plus haut, je n'ai pas pu trouver de prévisions démographiques pour la province, ses comtés et districts, par âge basées sur les résultats du recensement de 1976. De plus, je ne suis pas encore en possession des chiffres sur le nombre d'inscriptions dans la province par commission et par grade au 30 septembre 1977 malgré tous les efforts que j'ai faits pour les obtenir à temps pour être inclus dans mon rapport intérimaire. Certaines données spécifiques sur les caractéristiques des enseignants ne sont pas à jour non plus, et par conséquent un rapport sur ces sujets devra être préparé et présenté aussitôt que ces données existeront.

#### Education des enseignants en Ontario

Le Dr. Willard Brehaut et le Dr. Al Fiorino ont préparé un historique détaillé de la formation de base des enseignants dans la province pour la Commission mais il est inutile de l'inclure ici. Leur rapport sera cependant publié par la Commission et sera mis en grande circulation ultérieurement. Il suffira de noter ici que tous les enseignants éventuels qui s'inscrivent au Collège d'Education d'Enseignants de l'Ontario (Ontario Teacher Education Colleges) à Hamilton ou à Toronto ou à la faculté d'éducation des universités de Windsor, de Brock, de Western Ontario, de York, de Toronto, de Queen's, d'Ottawa, de l'université Laurentienne et de Lakehead doivent avoir un diplôme universitaire acceptable avant d'aborder le programme d'éducation d'enseignants ou avant d'en obtenir un dans le cadre du programme d'éducation d'enseignants.

Le stade actuel de développement et l'histoire des programmes de perfectionnement d'enseignants en poste sont mal connus et vu l'importance grandissante de tels programmes dans les conditions présentes de baisse des effectifs, le mémoire suivant nous a été présenté. Les lecteurs remarqueront que l'histoire du développement professionnel est longue; elle remonte à 75 ans et le ministère de l'Education a inauguré une nouvelle politique il y a quelques années, dont notre rapport fait mention. Elle prévoiera de plus en plus de programmes de perfectionnement pour les enseignants en poste.

#### Historique des programmes de perfectionnement professionnel au ministère de l'Education

Depuis 1902, le département de l'Education organisait des cours de perfectionnement professionnels destinés aux personnes en poste détenant un certificat d'enseignement de base valide dans les écoles de l'Ontario. Ces cours devaient permettre aux enseignants de se spécialiser ou les aider à rester au faite des développements dans leur profession.

Les règlements stipulaient que les cours pour l'obtention de crédits du département devaient durer cinq semaines. En 1975, les règlements furent changés et un minimum de 125 heures devenait la condition requise pour l'obtention du crédit.

Avant 1957, ces cours d'été n'étaient dispensés que dans les régions de London, Hamilton, Toronto, Ottawa et Thunder Bay. En 1957, les cours étaient organisés là où la demande était suffisante et où les budgets le permettaient, ceux-ci étant prévus pour les enseignants qui ne pouvaient se permettre d'aller passer cinq semaines loin de chez eux pour assister à un cours dans un centre urbain.

En 1971, le département offrait vingt-deux types de cours différents dans cinquante et une écoles d'été situées dans vingt-cinq centres. L'adoption de nouveaux critères pour le certificat d'enseignant d'écoles primaires en 1962 était une des raisons de cette expansion. De plus, les commissions scolaires établissaient un rapport entre les salaires et le nombre de certificats spécialisés détenus. A cette date, le nombre de personnes qui suivaient ce cours atteignait 14,807.

Après le rapport McLeod, les universités prirent en charge, lors de l'année scolaire 1970-1971, les programmes d'éducation physique et d'orientation. En 1973, l'art dramatique leur fut aussi transféré. En 1972, le répertoire des cours professionnels d'été incluait les programmes d'été du ministère de l'Education et des collèges et facultés d'éducation. En 1973, le répertoire était publié dans les deux langues (français et anglais) pour la première fois. Au cours de la même année, le département de l'Education devenait le ministère de l'Education.

En 1963, le ministère autorisait les conseils scolaires d'organiser leurs propres cours d'hiver aux conditions suivantes:

Le conseil concerné transmet sa demande au département en utilisant les formulaires prévue et en indiquant les noms et les qualifications des professeurs, les dates et horaires des sessions et une brève description du programme de chaque cours. Il est intéressant de noter que 519 candidats s'étaient inscrits à la session d'hiver 1964-1965. En 1970-1971, leur nombre était de 8,273.

Aux alentours de 1972, dû à l'effet néfaste de l'annonce des cours d'hiver sur les cours d'été prévus, il fut décidé que les cours d'hiver organisés par les conseils seraient contrôlés en fonction des cours d'été des universités et de ceux du ministère de l'Education.

Au printemps 1972 le bureau des services du programme (Curriculum Services



Branch) fut créé et, entre autres, la responsabilité du développement professionnel des enseignants à l'intérieur et à l'extérieur du ministère, devenait de son ressort. Avant ce changement, les fonds pour les cours universitaires étaient transférés du ministère de l'Education au ministère des Collèges et Universités pour le cas des cours organisés par les universités.

En 1976, le ministère des Collèges et Universités décidait de fournir les fonds seulement pour ceux des cours qui menaient à un diplôme universitaire. Les cours qui ne menaient pas à un diplôme universitaire étaient renvoyés quérir des fonds auprès du ministère de l'Education. En 1976, la section du développement professionnel du bureau des services des programmes devenait le bureau du développement professionnel (Professional Development Branch) et héritait de nouvelles responsabilités, telles que la responsabilité des agents de supervision, en plus de ses anciens engagements.

En 1957, le premier cours de principal d'école de cinq semaines était inauguré. A la fin du cours un certificat valide dans les écoles secondaires, les collèges, les écoles professionnelles et les écoles mixtes était décerné. En 1966, le premier cours de principal d'école primaire était dispensé, au terme duquel un certificat de principal d'école primaire était décerné. Ce cours et la première partie du cours de principal d'école secondaire étaient donnés par le ministère dans trois centres: les campus des universités de Western Ontario, Waterloo et Queen's. Ces cours sont maintenant donnés dans sept centres et en 1978, pour la première fois, un cours entièrement français plutôt que bilingue sera donné.

Au fil des années, depuis 1962, les étudiants dans ces cours d'été étaient pour la plupart des maîtres d'école qui désiraient monter en catégorie pour augmenter leur salaire. A présent, les enseignants du primaire comme ceux du

secondaire, semblent améliorer leur capacité d'adaptation face aux redondances d'emplois et face à la baisse des effectifs.

Les projets du ministère de l'Education à propos des futurs programmes et activités de développement professionnel

Depuis la création du bureau de développement professionnel en septembre 1976, le ministère de l'Education s'est lancé dans la révision complète des politiques passées et dans la mise en chantier d'une méthode intégrée de développement professionnel des enseignants et des autres instructeurs, ce qui constitue une bonne initiative face aux réalités à venir des années quatre-vingt en Ontario.

Le bureau du développement professionnel a des objectifs à court terme, à moyen et à long terme afin de pouvoir mieux identifier les besoins tout en donnant une direction et une stratégie à la distribution rationnelle des ressources pour pallier à ces besoins. Dans un avenir rapproché, un certain nombre de cours d'été du ministère de l'Education seront transférés aux facultés d'éducation et les programmes similaires d'hiver des commissions scolaires seront dorénavant également donnés par les facultés d'éducation. Ce dernier transfert aura lieu aussitôt qu'une faculté d'éducation sera prête à offrir les mêmes avantages en termes d'emplacement, de conditions d'admission, etc., que les commissions scolaires dans le passé. Bien que ces stratégies reposent sur l'expertise des facultés dans la matière et sur son administration, il faut quand-même remarquer que même les plus grandes facultés de la province doivent encore recruter à l'extérieur des professeurs hautement qualifiés pour pouvoir assurer la bonne marche des programmes à une échelle comparable à celle des programmes d'été du ministère.

De récentes analyses financières détaillées portant sur le coût unitaire

de tels cours de développement professionnel d'enseignants et de principaux indiquent que les économies d'échelle sont prises en considération dans une mesure jusqu'ici insoupçonnée. Pour cette raison, le ministère poursuivra une politique prudente dans le financement ou la mise en place de programmes pour lesquels la demande à un moment ou à un endroit donné est très réduite. Ainsi, on reconnaît qu'il faut d'abord avoir une idée assez précise du besoin pour un cours particulier. De plus, le ministère garde l'option, dans le cas des programmes pour lesquels la demande est réduite, de n'offrir ces programmes que tous les deux ans plutôt que tous les ans.

Le ministère s'intéresse de plus en plus aux programmes de développement professionnel dont le coût de fonctionnement est modéré et dont l'utilité pour les enseignants ou instructeurs est plus probante. Le niveau de frustration observé chez les cadres prouve qu'il est nécessaire de passer à un haut niveau d'engagement dans ces programmes à une époque où le manque de mobilité horizontale et verticale pour ces cadres se fait pleinement sentir. Les programmes d'échange d'enseignants, de principaux et d'agents de supervision seront considérés de plus en plus.

Pour ce qui concerne la programmation du développement professionnel pour les éducateurs aux niveaux administratifs, le ministère continuera d'accorder son soutien et d'encourager le modèle du Conseil Ontarien pour la Direction dans l'Administration de l'Éducation (Ontario Council for Leadership in Educational Administration ou OCLEA) auquel des experts de différents domaines ont contribué bénévolement dans de courts séminaires et ateliers sur une base d'essai ou de "service à la demande". Ce dernier type a été accueilli par une grande demande et implique l'OCLEA qui se sert de son expertise pour identifier les ressources appropriées et pour répondre aux besoins. Suivant

le modèle coopératif de l'OCLEA, on a réussi à organiser plusieurs séminaires à un tiers de ce qu'ils auraient coûté si les professeurs avaient été payés au tarif normal.

L'acquisition continue d'expertise de la part des professeurs et des autres enseignants dans l'organisation et l'exécution d'activités de développement professionnel sans encadrement professionnel est une méthode que l'on continuera d'appliquer. L'encouragement et le soutien se feront surtout par le biais du Plan Régional de Développement Professionnel qui sera administré par les bureaux régionaux avec la participation de membres des fédérations, des conseils et du ministère.

#### Caractéristiques essentielles du contingent actuel d'enseignants

Les caractéristiques essentielles dont nous ferons état ici, séparément dans la plupart des cas et en groupe lorsque ce sera utile, sont les suivantes:

- |               |                   |
|---------------|-------------------|
| a) âge        | d) qualifications |
| b) expérience | e) fonction       |
| c) sexe       | f) salaire        |

Il s'agira en général de chiffres pour toute la province, mais des tables donneront plus loin des chiffres par région\* et conseil. Nous indiquerons la mobilité de l'un des groupes, celui des enseignants d'écoles secondaires, bien que nous ne disposions pas encore de données équivalentes pour les enseignants d'écoles primaires (les tableaux spéciaux préparés pour nous par Statistique Canada n'étaient pas prêts à temps pour ce rapport).

Afin de donner un contexte à l'étude du personnel actuel, il est important d'abord, de se rendre compte de la rapidité de l'expansion du contingent d'en-

---

\* Les anciennes régions utilisées par le ministère sont reprises ici.



seignants alors que certains secteurs ont commencé à se réduire. La table 6.1 donne les chiffres par type d'école correspondant à la période allant de 1950-1951 à 1976-1977. Naturellement, le contingent a subi une expansion rapide pendant la période où les enfants de "l'explosion démographique" et des migrations interprovinciales et internationales ont fait déborder notre système scolaire. Les effets initiaux de la baisse des inscriptions sur le nombre du personnel sont déjà évidents au niveau élémentaire. Ils ne le sont pas encore au secondaire puisque la courbe des inscriptions n'a atteint son maximum qu'en septembre dernier.

Sachant la vitesse à laquelle nos systèmes se sont développés, on pourrait s'attendre naturellement à voir un contingent d'enseignants relativement jeunes et n'ayant que peu d'années d'expérience. Les tableaux 6.2 et 6.3 qui donnent les répartitions respectives par âge et par expérience, indiquent dans quelle mesure cette assertion est vraie et, bien sûr, donnent une idée des problèmes à venir à cause du manque de mobilité verticale et latérale qui caractérisera le système lorsque celui-ci commencera à se contracter. De plus, en donnant le détail par année d'âge et par expérience en haut des échelles, j'ai intentionnellement mis en relief un point sur lequel je reviendrai plus bas. En l'occurrence, le nombre relatif ou absolu de ceux qui atteignent une situation où l'on pourrait considérer leur retraite anticipée (même avec des primes généreuses) comme palliatif aux problèmes de mobilité verticale, le nombre de ceux qui quittent la profession et la réduction du nombre de salaires élevés correspondant aux enseignants plus âgés et ayant plus d'expérience, sont restreints.

Pour ce qui concerne les qualifications, j'ai employé le système courant de certification, bien sûr, et non pas celui qui est proposé par le ministère

TABEAU 6.1

CROISSANCE DU CONTINGENT\* D'ENSEIGNANTS EN ONTARIO, 1950-1976

ANNEE	SEPARÉ			SECONDAIRE TOTAL	TOTAL
	Public Total	Séparé Total	Total		
1950-51	17,321	3,928	21,249	5,795	27,144
1951-52	18,157	4,170	22,327	6,016	28,343
1952-53	19,307	4,451	23,758	6,269	30,027
1953-54	20,532	4,843	25,375	6,495	31,870
1954-55	23,369	5,764	29,133	7,484	36,617
1955-56	22,018	5,515	27,533	7,357	34,890
1956-57	23,246	6,055	29,301	8,036	37,337
1957-58	24,309	6,549	30,858	8,669	39,527
1958-59	25,752	7,322	33,074	9,573	42,647
1959-60	27,261	7,980	35,241	10,464	45,705
1960-61	28,070	8,463	36,533	11,478	48,011
1961-62	28,930	9,149	38,079	12,850	50,929
1962-63	29,544	9,705	39,249	14,923	54,172
1963-64	30,495	10,380	40,875	17,170	58,045
1964-65	31,505	11,245	42,750	19,205	61,955
1965-66	32,783	12,184	44,967	21,659	66,626
1966-67	34,488	13,159	47,647	24,242	71,889
1967-68	36,722	14,296	51,018	27,164	78,182
1968-69	39,290	15,297	54,587	30,203	84,790
1969-70	41,373	16,214	57,587	32,342	89,929
1970-71	42,451	16,856	59,307	33,693	93,000
1971-72	41,588	16,741	58,329	34,469	92,798
1972-73	41,163	16,828	57,991	34,549	92,540
1973-74	39,803	16,827	56,630	33,889	90,519
1974-75	39,748	16,930	56,678	34,231	90,909
1975-76	40,711	17,456	58,167	34,826	92,993
1976-77	40,464	17,343	57,807	35,352	93,159

\* Enseignants à plein-temps.

Source: Rapports annuels du Ministère de l'éducation.

TABEAU 6.2

PYRAMIDE DES AGES DES ENSEIGNANTS DE L'ÉLEMENTAIRE ET DU SECONDAIRE EN ONTARIO  
PAR AGE, GROUPE D'ÂGES ET SEXES, 1976-77

AGE	ÉCOLES ÉLÉMENTAIRES			SECONDAIRES			TOUTES LES ÉCOLES		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
19 ans et moins	2	17	19	0	0	0	2	17	19
20-24	612	3678	4290	170	314	484	782	3992	4774
25-29	5657	14,072	19,729	2524	2555	5079	8181	16,627	24,808
30-34	4913	7090	12,003	5619	2428	8047	10,532	9518	20,050
35-39	3147	4780	7927	5120	1178	6298	8267	5958	14,225
40-44	1524	3116	4640	3609	895	4504	5133	4011	9144
45-49	913	2450	3363	2666	843	3509	3579	3293	6872
50	127	385	512	420	136	556	547	521	1068
51	116	363	479	401	128	529	517	491	1008
52	98	349	447	404	135	539	502	484	986
53	86	361	447	343	143	486	429	504	933
54	67	289	356	347	121	468	414	410	824
55	55	269	324	310	136	446	365	405	770
56	59	239	298	249	106	355	308	345	653
57	47	232	279	227	102	329	274	334	608
58	31	175	206	189	93	282	220	268	488
59	21	177	198	144	76	220	165	253	418
60	24	185	209	138	68	206	162	253	415
61	30	182	212	103	69	172	133	251	384
62	17	141	158	108	52	160	125	193	318
63	14	110	124	68	39	107	82	149	231
64	3	53	56	42	26	68	45	79	124
65 ans et plus	5	19	24	19	17	36	24	36	60
Non précisé	77	170	247	1726	1706	3432	1803	1876	3679
	17,645	38,902	56,547	24,946	11,366	36,312	42,591	50,268	92,859
Age moyen	33.6	33.7	33.7	30.2	36.7	38.5	36.9	34.4	35.6

\* Total des enseignants de l'élémentaire, public et CRS.

Source: Dossier d'information sur les enseignants élémentaires, Ministère de l'éducation,  
Dossier de la Fédération canadienne des enseignants.

REPARTITION DES ENSEIGNANTS DE L'ELEMENTAIRE ET DU SECONDAIRE EN ONTARIO  
PAR ANNEES D'EXPERIENCE ET PAR SEXE' 1976-77

ANNEES D 'EXPERIENCE	ECOLEES ELEMENTAIRES*						ECOLEES SECONDAIRES			TOUTES LES ECOLES		
	HOMMES	FEMMES	TOTAL	HOMMES	FEMMES	TOTAL	HOMMES	FEMMES	TOTAL	HOMMES	FEMMES	TOTAL
Moins d 'un an												
1-4	864	1,938	2,802	1,149	1,055	2,204	2,013	2,293	5,006			
5-9	3,773	8,657	12,430	4,067	3,275	7,342	7,840	11,932	19,772			
	5,112	13,550	18,662	8,206	3,996	12,202	13,318	17,546	30,864			
10-14	3,567	6,762	10,329	6,863	1,840	8,703	10,430	8,602	19,032			
15-19	1,375	3,863	6,238	2,656	603	3,264	5,031	4,471	9,502			
20-24	1,118	1,973	2,991	1,382	261	1,343	2,100	2,234	4,334			
25-29	631	1,200	1,831	545	115	660	1,176	1,315	2,491			
30	82	151	233	78	19	97	160	170	330			
31	39	117	156	43	17	60	82	134	216			
32	33	132	165	36	11	47	69	143	212			
33	24	118	142	30	15	45	54	133	187			
34	27	78	105	16	15	31	43	93	136			
35 ans ou plus	56	258	314	61	29	90	117	287	404			
Non rapporté	44	105	149	114	110	224	158	215	373			
Total	17,645	38,902	56,547	24,946	11,366	36,312	42,591	50,268	92,859			
Moyenne d 'années d'expérience	9.9	9.3	9.5	9.7	7.1	8.9	9.8	8.8	9.3			

\*Total des enseignants de l'élémentaire, public et C.R.S.

SOURCE: Dossier de l'information sur les enseignants élémentaires, ministère de l'Éducation, 1977. Adaptation canadienne des enseignants.



pour usage éventuel à l'avenir. Au tableau 6.4, j'indique les qualifications des enseignants dans les écoles publiques en 1976-1977 dans un sens et leur expérience dans l'autre, la même chose pour les enseignants dans les écoles séparées catholiques romaines au tableau 6.5, pour tous les enseignants au niveau élémentaire au tableau 6.6 et pour tous les enseignants au niveau secondaire au tableau 6.7. Dans tous les groupes, en haut niveau de certification se retrouve clairement, ce qui se traduit par de hauts salaires si l'on s'en rapporte aux échelles de salaires couramment utilisées. L'échelle des salaires correspondante représentant la moyenne provinciale est indiquée aux tableaux 6.4 et 6.7. En même temps que l'expérience, les salaires augmentent automatiquement et d'ici quelques années (en supposant une mobilité réduite ou faible), les conseils se retrouveront avec des enseignants plus âgés et aussi très chers. Ce sera là une expérience nouvelle pour la plupart des commissions qui se trouvent en dehors des grands centres urbains puisque l'expansion rapide du système entraînait que la plupart des enseignants avaient moins d'expérience, étaient moins qualifiés et, par conséquent, étaient moins payés. Bien entendu, les enseignants qui quittaient un système ou prenaient leur retraite étaient remplacés par des enseignants jeunes et novices à des salaires moins élevés. (Il n'était pas rare d'avoir des coûts de remplacement en terme de salaire de l'ordre de la moitié.)

Pour illustrer les rapports actuels entre l'expérience, les qualifications et les échelles de salaires, j'ai pris au hasard la position du conseil d'écoles secondaires de Lakehead reproduite au tableau 6.8 et celle du conseil scolaire catholique-romaine d'Essex. Il n'y a pas d'échelle de salaire commune qui s'applique à tous les conseils de la province mais une présentation commune à presque tous parmi eux existe et les salaires équivalents se rappro-

TABLEAU 6.4

REPARTITION DES ENSEIGNANTS ET PROGRAMME DES SALAIRES MOYENS DES ENSEIGNANTS DE L'ELEMENTAIRE PUBLIC EN ONTARIO PAR NIVEAU DE CERTIFICAT ET PAR EXPERIENCE 1976-77

EXPERIENCE	REPARTITION DES ENSEIGNANTS									
	NIVEAU DE CERTIFICAT									
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
0	37	15	4	415	977	278	285			
1	96	40	31	342	1,137	314	312			
2	67	102	80	264	851	209	239			
3	171	113	222	418	789	203	169			
4	267	139	266	270	864	234	179			
5	461	457	345	211	702	217	162			
6	586	717	495	221	765	229	144			
7	374	1,008	641	160	840	224	129			
8	283	793	549	150	665	214	119			
9	232	549	859	184	620	235	110			
10	180	388	653	169	725	359	189			
11	130	366	361	73	371	335	222			
12	107	269	319	69	319	194	131			
13	88	230	249	49	275	191	100			
14	79	115	372	82	333	288	141			
15	50	199	227	52	190	183	112			
16	330	1,507	1,932	408	1,073	1,034	586			
Total	3,449	7,483	7,624	3,331	11,493	4,239	3,298			

Primes	PRIMES AUX ENSEIGNANTS SUR LA GRILLE NORMALE DE DISTRIBUTION		
	Nombre recevant des primes	Prime moyenne 1976-77	
Principaux sur la grille	660	5,085	
V-P sur la grille	708	2,504	
Responsabilité	2,200	1,611	
Mérite	-	-	
Isolément	77	453	
Expérience liée	475	462	
Diplômes supplémentaires	1,022	582	
Education spéciale	1,748	601	
Coût de la	12,730	284	
Autres	773	961	
Total	26,193	732	

EXPERIENCE	PROGRAMME DES SALAIRES MOYENS									
	NIVEAU DE CERTIFICAT									
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
0	8,758	9,468	10,095	11,579	12,113	13,270	13,947			
1	7,360	10,097	10,794	12,324	12,770	14,141	14,874			
2	10,130	10,887	11,662	13,263	13,839	15,235	16,023			
3	10,753	11,557	12,357	14,010	14,665	16,105	16,936			
4	11,377	12,162	13,046	14,763	15,450	16,977	17,853			
5	12,008	12,803	13,744	15,513	16,341	17,846	18,769			
6	12,646	13,623	14,619	16,445	17,217	18,937	19,909			
7	12,850	14,223	15,340	17,200	18,012	19,809	20,814			
8	13,882	15,137	16,033	17,955	18,804	20,678	21,733			
9	12,891	15,135	16,687	18,663	19,552	21,531	22,645			
10	12,892	15,135	17,247	19,359	20,311	22,384	23,578			
11	12,892	15,135	17,362	19,627	20,675	22,942	24,262			
12	12,892	15,135	17,391	19,664	20,742	23,131	24,587			
13	12,892	15,135	17,391	19,680	20,758	23,187	24,664			
14	12,892	15,135	17,391	19,681	20,759	23,188	24,700			
15	12,892	15,135	17,391	19,681	20,759	23,188	24,700			
16	12,892	15,135	17,391	19,681	20,759	23,188	24,700			

SALAIRES DES ENSEIGNANTS QUI NE SONT PAS SUR LA GRILLE NORMALE			Salaire moyen 1976-77
Principaux	1,918		29,868
Vice-Principaux	503		26,687
Coordinateurs et conseillers	105		28,633
Enseignants pré-catégorie	3		18,025
Autres	52		24,215
Total			29,973

REPARTITION D'ENSEIGNANTS ET GRILLES DE SALAIRES MOYENS DANS LES  
ECOLES SEPARÉES EN ONTARIO PAR NIVEAU DE CERTIFICAT ET ANNÉES D'EXPERIENCE, 1976-77

EXPERIENCE	REPARTITION DES ENSEIGNANTS						
	NIVEAU DE CERTIFICAT						
	1	2	3	4	5	6	7
0	52	23	20	276	544	145	151
1	71	42	18	158	475	112	154
2	72	46	34	144	359	121	174
3	111	159	155	129	356	103	133
4	189	190	173	134	289	113	100
5	265	333	215	98	332	79	98
6	315	374	281	77	290	93	62
7	428	412	312	75	333	81	71
8	107	353	314	66	268	81	89
9	84	663	222	53	245	82	71
10	87	144	574	129	425	246	74
11	102	150	265	55	237	114	213
12	61	94	85	84	182	60	80
13	37	89	57	27	122	92	89
14	45	80	57	17	96	71	56
15	36	56	70	13	80	51	24
16	228	488	485	111	489	254	171
Total	2,290	3,695	3,353	1,645	5,120	1,899	1,808

PRIMES AUX ENSEIGNANTS SUR LA GRILLE NORMALE DE DISTRIBUTION			
Primes	Nombre recevant des primes	Prime moyenne 1976-77	
Principaux sur la grille	722	4,349	
V-P sur la grille	342	2,459	
Responsabilité	980	1,533	
Mérite	21	460	
Isolément	19	520	
Expérience liée	117	672	
Diplômes supplémentaires	185	575	
Education spéciale	985	676	
Coût de la vie	5,520	122	
Autres	715	741	
Total	9,605	796	

Source: Base de salaires des enseignants, Ministère de l'Éducation.

EXPERIENCE	PROGRAMME DES SALAIRES MOYENS						
	NIVEAU DE CERTIFICAT						
	1	2	3	4	5	6	7
0	8,626	9,315	10,030	11,392	11,990	13,107	13,802
1	9,226	9,938	10,698	12,115	12,736	13,919	14,641
2	9,983	10,704	11,478	12,983	13,615	14,903	15,656
3	10,590	11,321	12,142	13,682	14,399	15,670	16,446
4	11,214	11,935	12,798	14,400	15,080	16,460	17,269
5	11,867	12,559	13,464	15,127	15,840	17,263	18,098
6	12,536	13,328	14,277	15,984	16,708	18,265	19,119
7	12,757	13,984	14,951	16,712	17,483	19,072	19,953
8	12,776	14,535	15,627	17,437	18,233	19,863	20,768
9	12,781	14,878	16,273	18,165	18,999	20,679	21,615
10	12,786	14,941	16,815	18,900	19,749	21,548	22,525
11	12,786	14,941	19,987	19,249	20,236	22,110	23,372
12	12,786	14,941	19,440	20,487	22,558	23,824	
13	12,786	14,941	17,061	19,440	20,570	22,708	23,989
14	12,786	14,941	17,061	19,440	20,570	22,708	24,094
15	12,786	14,941	17,061	19,440	20,570	22,708	24,094
16	12,786	14,941	17,061	19,440	20,570	22,708	24,094

SALAIRES DES ENSEIGNANTS QUI NE SONT PAS SUR LA GRILLE NORMALE		
	Nombre	Salaires moyens 1976-77
Principaux	546	28,265
Vice-Principaux	3	22,900
Coordinateurs et conseillers	19	26,985
Enseignants pré-catégorie	19	8,563
Autres	5	17,810
Total	593	27,474



TABLEAU 6.6

REPARTITION D'ENSEIGNANTS ET GRILLES DE SALAIRES MOYENS DE TOUS  
LES ENSEIGNANTS DE L'ÉLEMENTAIRE EN ONTARIO PAR NIVEAU DE CERTIFICAT ET PAR EXPÉRIENCE, 1976-77

EXPÉRIENCE	REPARTITION DES ENSEIGNANTS						
	Niveau de certificat						
	1	2	3	4	5	6	7
0	100	56	29	692	1,521	473	400
1	100	81	49	505	1,612	473	400
2	125	146	146	476	1,873	531	413
3	153	372	377	347	1,144	406	393
4	436	449	440	404	1,152	473	473
5	726	790	560	309	1,034	393	400
6	901	1,091	776	298	1,054	393	400
7	802	1,480	953	235	1,173	406	400
8	503	1,145	863	215	932	393	400
9	415	1,212	1,081	217	865	393	400
10	253	532	1,227	298	1,150	406	400
11	187	516	626	128	607	393	406
12	188	363	403	154	501	393	413
13	25	319	306	75	397	393	406
14	114	395	453	100	429	393	407
15	68	254	297	65	270	311	406
16	378	2,079	2,657	313	1,563	1,178	757
Total	5,758	11,178	10,917	4,000	16,213	6,838	5,100

PRIMES AUX ENSEIGNANTS SUR LA GRILLE NORMALE DE DISTRIBUTION			
Primes	Nombre recevant des primes	Prime moyenne 1976-77	
Principaux sur la grille	1,382	4,700	
V-P sur la grille	1,050	2,489	
Responsabilité	3,180	1,587	
Mérite	21	450	
Isolément	36	466	
Expérience liée	592	504	
Diplômes supplémentaires	1,207	581	
Éducation spéciale	2,733	628	
Coût de la vie	18,250	235	
Autres	1,488	856	

EXPÉRIENCE	REPARTITION DES ENSEIGNANTS						
	Niveau de certificat						
	1	2	3	4	5	6	7
0	3,716	1,416	74	31,113	11,113	13,113	13,113
1	9,317	10,046	10,764	12,358	12,848	14,070	14,800
2	10,083	10,828	11,603	13,174	13,795	15,129	15,906
3	10,701	11,461	12,288	13,905	14,558	15,967	16,780
4	11,325	12,089	12,967	14,647	15,332	16,813	17,667
5	12,063	12,787	13,438	15,490	16,115	17,667	18,399
6	12,811	13,540	14,310	16,400	17,065	18,723	19,555
7	13,580	14,317	15,103	17,340	18,043	19,575	20,540
8	14,383	15,136	15,904	18,300	19,022	20,419	21,426
9	15,220	16,048	16,881	19,305	20,370	21,778	22,818
10	16,093	16,973	17,109	19,313	20,192	22,118	23,144
11	16,858	17,873	17,243	19,507	20,532	22,555	23,579
12	17,658	18,753	17,286	19,593	20,863	23,016	24,044
13	18,488	19,613	17,286	19,604	21,000	23,444	24,444
14	19,348	20,453	17,286	19,604	21,133	23,877	24,877
15	20,238	21,283	17,286	19,604	21,266	24,310	25,310
16	21,158	22,113	17,286	19,604	21,399	24,743	25,743

SALAIRES DES ENSEIGNANTS QUI NE SONT PAS SUR LA GRILLE NORMALE		
	Nombre	Salaires moyens 1976-77
Principaux	2,465	29,513
Vice-Principaux	506	26,665
Co-ordinateurs et conseillers	1.4	28,380
Enseignants pré-catégorie	32	3,854
Autres	67	23,800



EXPERIENCE	REPARTITION DES ENSEIGNANTS						
	Niveau de certificat						
	4	5	6	7			
0	299	281	136	740			
1	198	328	161	837			
2	157	316	164	902			
3	123	252	151	862			
4	154	315	187	996			
5	204	413	245	1,037			
6	203	463	293	1,040			
7	242	471	322	870			
8	232	501	254	1,306			
9	218	448	300	1,032			
10	327	492	346	1,398			
11	231	461	618	1,740			
12	138	333	246	1,317			
13	127	307	250	806			
14	155	276	300	1,042			
15	89	120	144	300			
16	404	150	1,140	3,361			
Total	3,499	6,231	5,521	19,950			

PRIMES AUX ENSEIGNANTS SUR LA GRILLE NORMALE DE DISTRIBUTION			
Primes	Nombre recevant des primes	Prime moyenne 1976-77	
Principaux sur la grille	25	10,070	
V-P sur la grille	44	5,530	
Responsabilité	10,650	1,001	
Mérite	-	-	
Isolément	21	100	
Expérience liée	3,666	1,121	
Diplômes supplémentaires	3,964	614	
Education spéciale	614	506	
Coût de la vie	13,593	448	
Autres	430	498	
Total	33,012	307	

Source: Base de salaires des enseignants. Ministère de l'Éducation.

EXPERIENCE	PROGRAMME DES SALAIRES MOYENS						
	Niveau de certificat						
	1	5	6	7			
1	11,664	18,182	13,821	13,992			
2	11,110	17,364	14,220	14,923			
3	13,320	15,944	15,344	15,993			
4	14,886	14,734	16,144	17,000			
5	14,813	15,535	17,000	17,965			
6	15,586	16,321	17,965	18,898			
7	16,506	17,269	18,053	20,052			
8	17,451	18,076	19,000	20,998			
9	17,398	18,962	20,811	21,902			
10	17,411	19,000	21,600	22,832			
11	18,111	20,431	23,564	23,770			
12	18,750	20,850	23,166	24,508			
13	18,730	20,874	23,290	24,776			
14	18,730	20,874	23,345	24,843			
15	18,730	20,874	23,345	24,853			
16	18,730	20,874	23,345	24,853			
17	18,730	20,874	23,345	24,853			

SALAIRES DES ENSEIGNANTS QUI NE SONT PAS SUP LA GRILLE NORMALE			
	Nombre	Salaire moyen 1976-77	
Principaux	507	34,077	
Vice-Principaux	759	29,727	
Enseignants de la RMT	841	15,915	
Co-ordinateurs et conseillers	129	30,034	
Enseignants pré-catégorie	11	12,574	
Autres	29	27,552	
Total	2,335	27,718	

TABLEAU 6.8  
REPARTITION DES SALAIRES ET PROGRAMME DES SALAIRES A L'ECOLE SECONDAIRE DE LANHEAD  
PAR NIVEAU DE CERTIFICAT ET EXPERIENCE, 1976-77

REPARTITION DES ENSEIGNANTS (JANVIER 1977)					PROGRAMME DES SALAIRES				
Expérience	Catégorie				Expérience	Catégorie			
	1	2	3	4		1	2	3	4
0	2.5	5.0	0.0	9.0	0	12,155	12,819	13,849	14,450
1	2.0	3.0	5.0	22.0	1	12,916	13,629	14,732	15,454
2	5.7	6.3	3.0	6.0	2	13,677	14,439	15,615	15,458
3	5.0	6.0	1.8	10.3	3	14,438	15,249	16,498	17,462
4	3.0	6.0	4.0	11.0	4	15,199	16,059	17,371	18,466
5	1.0	9.0	4.5	7.0	5	15,960	16,869	18,264	19,470
6	2.0	7.7	4.0	22.7	6	16,721	17,679	19,147	20,474
7	3.5	9.5	3.0	24.8	7	17,482	18,489	20,030	21,478
8	2.5	12.5	4.0	35.1	8	18,243	19,299	20,913	22,482
9	4.0	6.0	8.0	20.0	9	19,004	20,109	21,796	23,486
10	4.0	6.9	7.0	16.0	10	19,765	20,919	22,679	24,490
11	3.0	8.5	7.0	15.0	11	19,765	20,919	23,562	25,494
12	1.0	4.7	3.0	16.0	12	19,765	20,919	23,562	25,494
13	2.0	2.0	9.0	23.2	13	19,765	20,919	23,562	25,494
14	0.0	4.0	2.0	15.5	14	19,765	20,919	23,562	25,494
15	1.0	2.0	5.0	16.0	15	19,765	20,919	23,562	25,494
16	6.0	8.8	16.0	56.3	16	19,765	20,919	23,562	25,494
Total	48.2	107.9	86.3	315.9					

Source: Base de salaires des enseignants, Ministère de l'éducation.

chent tellement les uns des autres qu'ils convergent vers une échelle provinciale de salaires de fait même si celle-ci n'existe pas en théorie et n'est pas délibérée. Tous les conseils sont l'objet d'une même influence principale: les enseignants vieillissent tous automatiquement d'un an chaque année et la plupart d'entre eux essaient aussi d'augmenter leurs qualifications. En bref, le but pour tous est de se retrouver au maximum de l'échelle des salaires.

Avant de passer à des considérations de variations d'une commission à l'autre, j'aimerais introduire une autre dimension au niveau de la province, celle qu'on connaît sous le nom de "mobilité des enseignants" et que nous avons mentionnée plus haut. Pour ce qui concerne les enseignants d'écoles secondaires, un schéma de la situation est donné au tableau 6.10 qui donne le nombre de translations annuelles depuis septembre 1966 à septembre 1976. On sait depuis quelques temps que la mobilité géographique dans le système provincial est presque nulle et qu'il n'y a qu'un très petit nombre de nouveaux postes à pourvoir même au niveau secondaire. Bien que les inscriptions au secondaire n'aient atteint leur maximum que l'an dernier, la mobilité disparaît avant même que la contraction ne commence. Ce processus s'accélérera d'autant plus que la baisse des inscriptions se fera ressentir, et c'est pour cela que nous insistions tant pour obtenir des données à jour sur la situation dans les écoles secondaires de la part de Statistique Canada. Nos études des clauses d'excédents/redondance dans les conventions collectives mettent en évidence que l'ancienneté dans les écoles d'un même conseil constituera le critère principal, sinon unique, pour tout "désengagement"<sup>#</sup>, pour user d'un mot grossier et artificiellement composé que vous voudrez bien excuser (nous excellons dans l'art d'éviter les expressions directes et intelligibles). En

---

\*"dehiring" dans le texte anglais (note du traducteur).

TABEAU 6.9

REPARTITION DES ENSEIGNANTS ET PROGRAMME DES SALAIRES AU CONSEIL SCOLAIRE CATHOLIQUE-ROMAIN  
SEPARÉ D'ESSEX PAR ANNEES D'EXPERIENCE, 1976-77

EXPERIENCE	REPARTITION DES ENSEIGNANTS							PROGRAMME DES SALAIRES						
	1	2	3	4	5	6	7	1	2	3	4	5	6	7
0	1.0	4.0	0.0	13.0	14.0	2.0	9.0	8,849	9,572	10,462	11,686	12,466	13,690	14,580
1	4.5	1.0	0.0	2.0	11.0	3.0	2.0	9,517	10,240	11,130	12,410	13,190	14,469	15,359
2	1.0	3.0	2.0	3.0	14.0	7.0	6.0	10,184	10,907	11,798	13,133	13,912	15,248	16,138
3	3.0	0.0	5.0	5.0	11.0	3.0	7.0	10,852	11,575	12,466	13,857	14,636	16,027	16,918
4	4.0	4.0	6.0	1.0	11.0	5.0	4.0	11,520	12,243	13,133	14,580	15,539	16,806	17,697
5	2.5	9.0	4.0	1.0	3.0	3.0	5.0	12,188	12,911	13,801	15,304	16,083	17,585	18,476
6	5.5	7.0	7.0	3.0	11.0	3.0	2.0	12,856	13,579	14,469	16,027	16,806	18,364	19,255
7	4.0	5.0	8.0	0.0	9.0	4.0	2.0	12,856	14,246	15,137	16,751	17,474	19,144	20,034
8	3.0	3.0	2.0	0.0	5.5	3.0	6.0	12,856	14,914	15,805	17,474	18,253	19,923	20,813
9	2.0	3.0	5.0	0.0	5.0	1.0	4.0	12,856	15,582	16,472	18,198	18,977	20,702	21,592
10	0.0	3.0	4.0	1.0	3.0	1.0	1.0	12,856	16,250	17,140	18,921	19,700	22,260	23,150
11	3.0	1.0	3.5	0.0	4.0	1.0	1.0	12,856	16,250	17,140	18,921	19,700	22,260	23,150
12	2.0	4.0	4.0	1.0	8.0	0.0	3.0	12,856	16,250	17,140	18,921	19,700	23,039	23,929
13	4.8	1.0	1.0	4.0	8.0	4.0	5.0	12,856	16,250	17,140	18,921	19,700	23,039	23,929
14	2.0	4.0	1.0	2.0	0.0	4.0	3.0	12,856	16,250	17,140	18,921	19,700	23,039	23,929
15	0.0	1.0	2.0	1.0	4.0	1.0	1.0	12,856	16,250	17,140	18,921	19,700	23,039	23,929
16	10.0	11.5	11.0	7.0	15.2	7.0	13.0	12,856	16,250	17,140	18,921	19,700	23,039	23,929
Total	52.3	64.5	65.6	44.0	136.7	52.0	74.0							

Source: Base de salaires des enseignants - Ministère de l'éducation.



TABEAU 6.10

MOBILITE DES ENSEIGNANTS DANS LES ECOLES SECONDAIRES EN ONTARIO, 1966 A 1976

ANNEE	RESERVE <sup>1</sup> No.	QUITTENT <sup>2</sup>		MUTES EN ONTARIO		NOUVELLES ENTREES <sup>3</sup>		DE RETOUR <sup>3</sup>		NOUVELLE RESERVE UNE ANNEE PLUS TARD <sup>4</sup>	
		No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%
1966	25,217	3,647	14.4	2,038	8.0	5,162	20.4	1,472	5.8	28,204	111.8
1967	28,204	4,126	14.6	1,691	5.9	4,908	17.4	1,721	6.1	30,707	108.8
1968	30,707	4,349	14.1	2,373	7.7	4,725	15.3	2,015	6.5	33,098	107.7
1969	33,098	4,287	12.9	1,395	4.2	3,628	10.9	1,508	4.5	33,947	102.5
1970	33,947	4,569	13.4	1,101	3.2	2,986	8.7	2,336	6.8	34,700	102.2
1971	34,700	3,585	10.3	646	1.8	2,223	6.4	1,093	3.1	34,431	99.2
1972	34,431	3,298	9.5	597	1.7	1,687	4.8	1,419	4.1	34,239	99.2
1973	3,4239	2,935	8.5	831	2.4	2,094	6.1	1,109	3.2	34,507	100.7
1974	34,507	2,677	7.7	807	2.3	2,284	6.6	1,490	4.3	35,604	103.1
1975	35,604	2,727	7.6	563	1.5	2,148	6.0	1,280	3.5	36,305	101.9
1976	36,305										

<sup>1</sup> 1 Septembre

<sup>2</sup> Au mois de juin suivant, inclut les décès, le retraites et les départs volontaires

<sup>3</sup> Septembre, 1'année suivante

<sup>4</sup> La réserve au mois de septembre précédent = 100%

Source: Dossiers annuels informatisés de l'OSSTF.

fait, à la lumière des tableaux d'âges et d'expérience précédente, il est évident, qu'on le veuille ou non, que notre système est sur le point de se figer dans une grille inflexible qui ne bougera pas pendant des années. Les retraites ne changeront pas grand chose au nombre de postes à pourvoir avant la fin du siècle et les départs se feront alors par "vagues" comme l'indiquent les figures 6.1 à 6.4. Un jeune principal d'école secondaire récemment nommé me disait avec un soupir de mélancolie: "Je sais seulement que pour les vingt prochaines années, je serai principal de cette école avec peu ou pas de changement dans le personnel et nous vieillirons en même temps que les murs". Heureusement, je suppose, pour lui et ses employés que les élèves ne sont figés dans cette situation -- eux changeront tout au moins et sembleront toujours plus jeunes au fil des années, en supposant qu'il y aura toujours assez d'élèves pour empêcher que l'école ne ferme et que le personnel ne se, hum, "disperse?".

Soit dit en passant, la plupart des données sur les salaires passés, présents et à venir des enseignants sont à la fin de ce chapitre ou à l'annexe statistique. Comme tout le monde le sait peut-être, les salaires comptent pour la plus grande partie du budget des conseils et représentent quelque 70% du total aujourd'hui et plus à l'avenir. Il est évident par conséquent que la discussion de cet aspect de la baisse des inscriptions sera un des morceaux du puzzle du financement de l'éducation.

La facture en hausse des salaires peut devenir un fardeau très pesant sur les épaules du contribuable local. Même si la province augmente le total de ses contributions, ce total peut encore constituer une part moins grande de la facture de l'éducation. On sait très bien que, pour les institutions qui n'ont pas d'accès direct aux revenus d'impôt, les coûts élevés deviennent

FIGURE 6.1

NOMBRE TOTAL D'ENSEIGNANTS DE L'ELEMENTAIRE QUI PEUVENT PRENDRE LEUR RETRAITE, 1976 A 2010

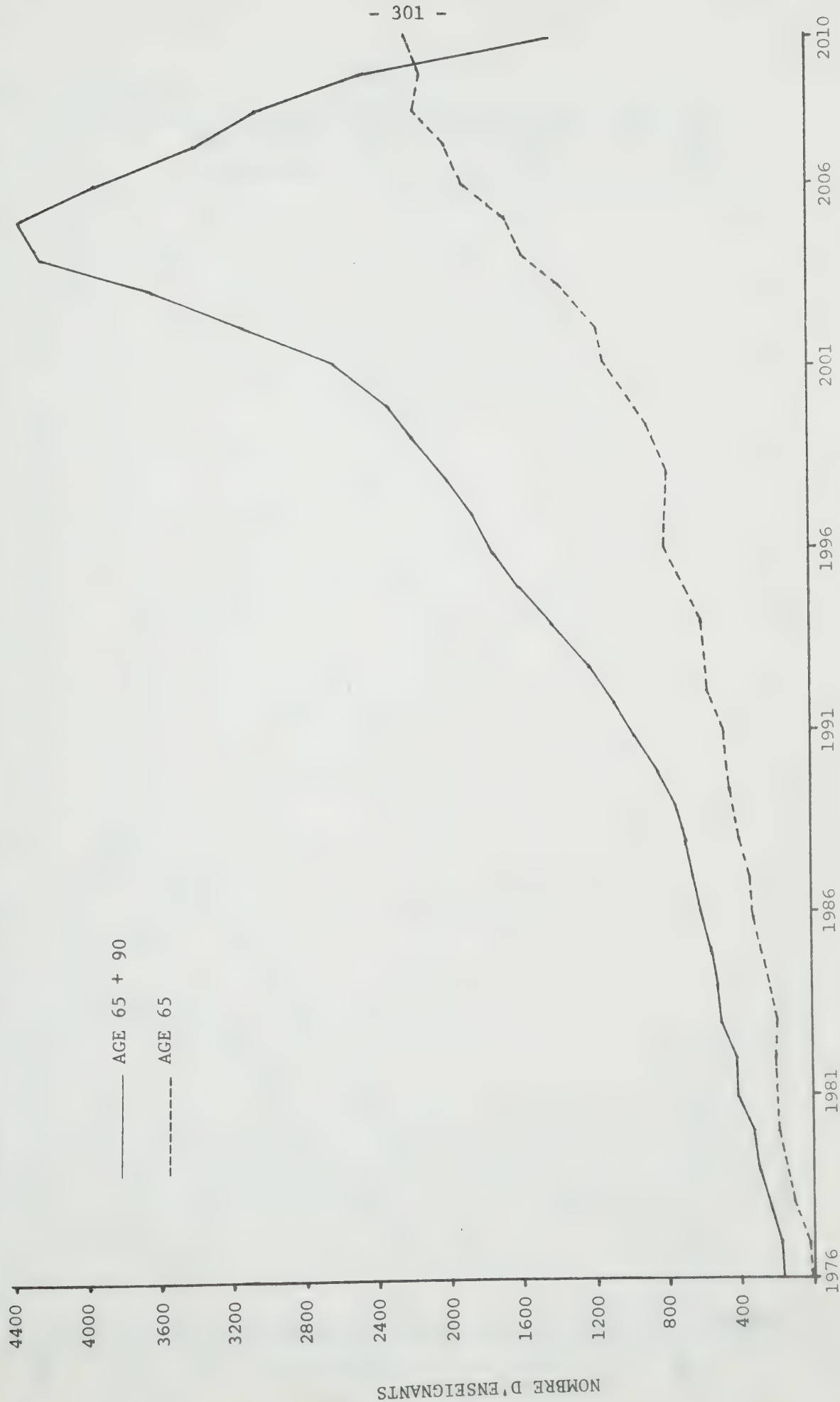


FIGURE 6.2

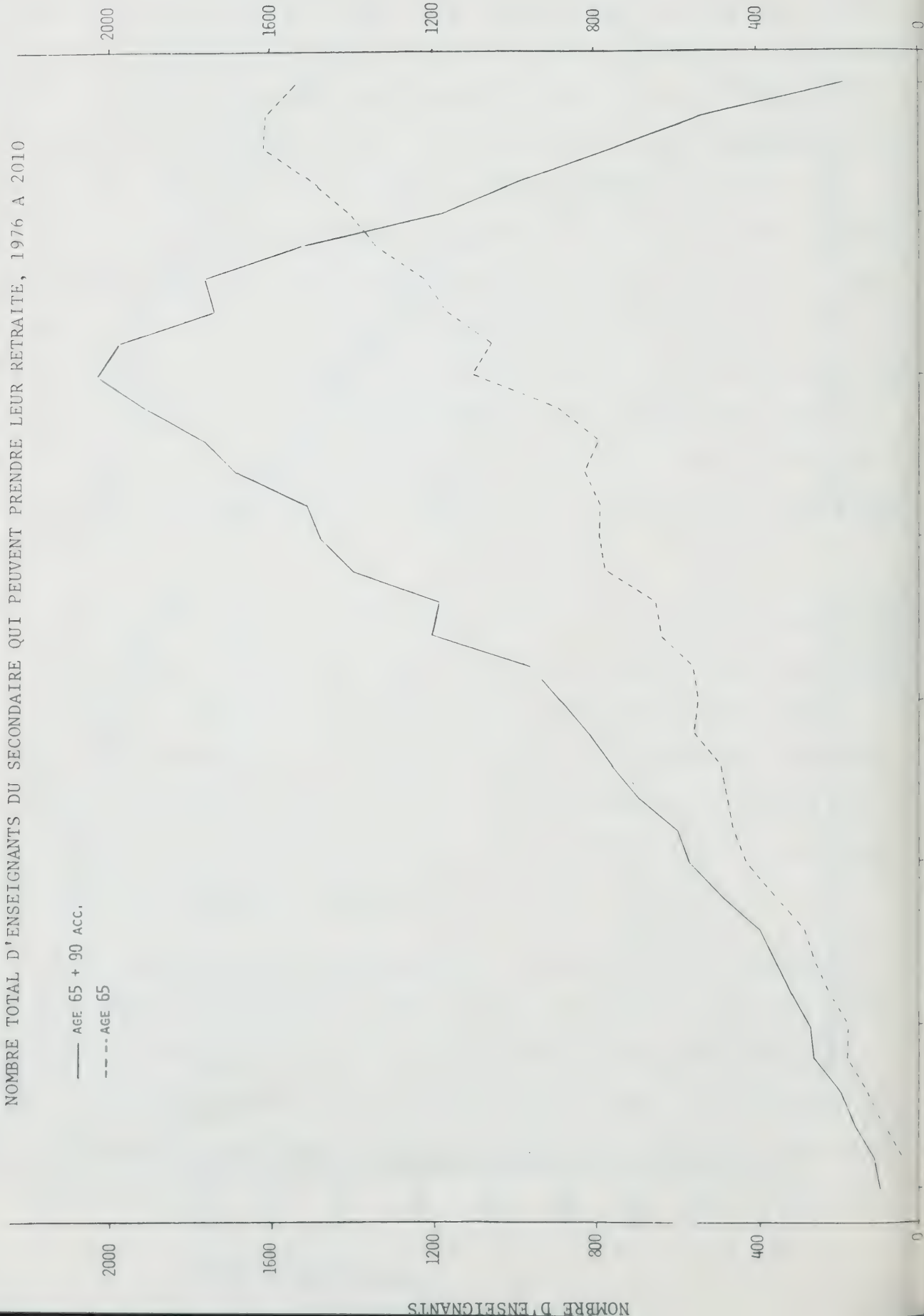




FIGURE 6.3

PYRAMIDE DES AGES PAR SEXE DES ENSEIGNANTS DE L'ELEMENTAIRE  
EN ONTARIO AU 31 DECEMBRE 1976

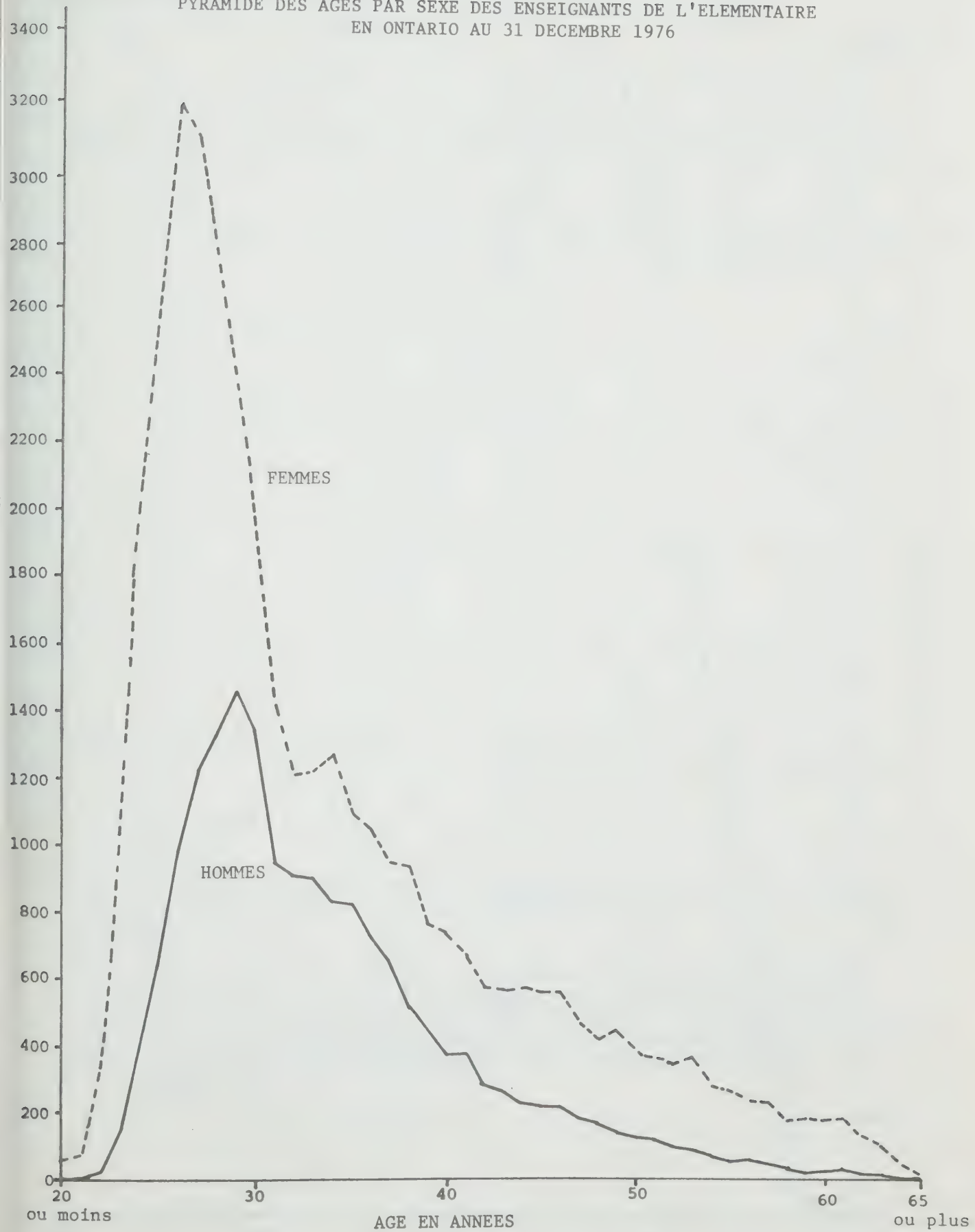
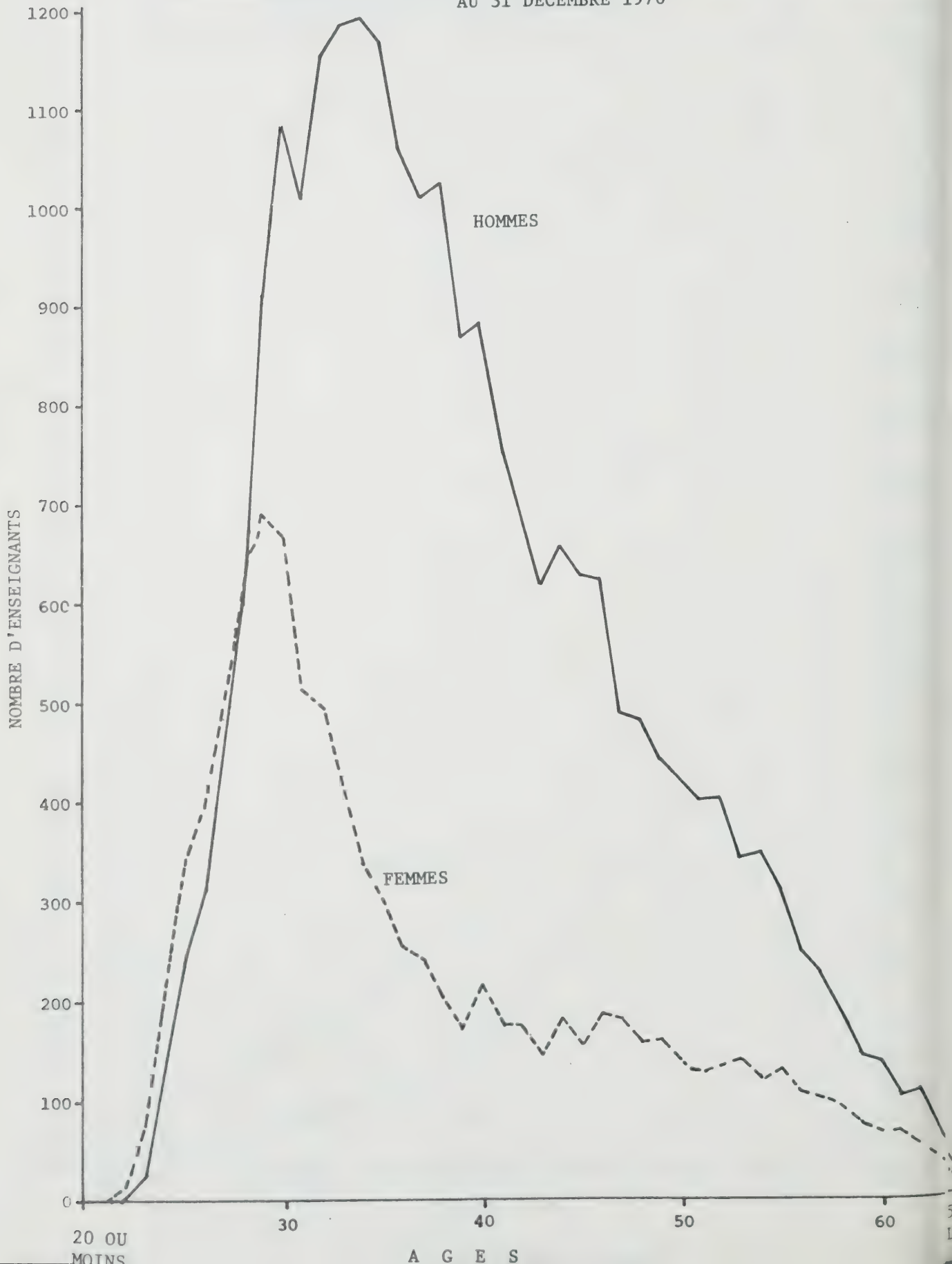


FIGURE 6.4

PYRAMIDE DES AGES PAR SEXE DES ENSEIGNANTS DU SECONDAIRE EN ONTARIO  
AU 31 DECEMBRE 1976



une charge excessive et peuvent mener à la faillite et à la ruine dans le pire des cas.

On trouvera une étude plus détaillée sur les caractéristiques des enseignants, avec un commentaire, à l'annexe statistique citée plus haut et dans les rapports spéciaux commandités pour nous. J'aimerais cependant présenter à ce stade certaines de ces données de base sous forme de moyennes pour 1976-1977 par région et par commission, de façon à donner une notion des différences et des similitudes à travers la province.

Pour considérer la situation dans la province par région et par commission, je commencerai par une série de récapitulations des moyennes pour l'année scolaire 1976-1977, j'observerai ensuite les tendances historiques de 1970 à 1976 pour les conseils primaires et de 1966 à 1976 pour le secondaire.<sup>1</sup> Les données de base sur les salaires moyens des enseignants d'écoles primaires sont données aux tableaux 6.11 et 6.12. Remarquons que les salaires moyens varient beaucoup à l'intérieur de chaque région, mais moins, naturellement, que d'un bout à l'autre de la province (d'un minimum de \$12,647 dans un conseil à un maximum de \$19,297 dans un autre.)<sup>2</sup> Bien que les salaires pour les écoles secondaires aux tableaux 6.13 et 6.14 soient plus élevés, une variation semblable prévaut (dans la province) d'un minimum de \$17,621 à un maximum de \$24,291.

---

<sup>1</sup> Je tiens à remercier la Fédération Ontarienne des Professeurs d'Ecoles Secondaires qui nous a permis d'utiliser ses dossiers et qui a rendu ces analyses possibles.

<sup>2</sup> Une information plus complète sur les salaires moyens des enseignants, aux niveaux primaire et secondaire par région pour les années 1970 à 1976 pour le primaire et de 1966 à 1976 pour le secondaire, est donnée aux tableaux 6.15 et 6.16. Les répartitions des responsabilités correspondantes par âge et par sexe sont données aux tableaux 6.17 et 6.18 pour 1976-1978.

TABLEAU 6.11

SALAIRES TOTAUX MOYENS ET SALAIRES MOYENS DES GRILLES DES ECOLES SECONDAIRES  
EN ONTARIO PAR CONSEIL ET REGION, 1976-77

	Salaires moyens des grilles	Salaires totaux moyens		Salaires moyens des grilles	Salaires totaux moyens
<u>REGION 1</u>			<u>REGION 5</u>		
Lakehead	17,306	18,468	Waterloo	16,257	17,735
Kenora	17,811	18,329	Grey	15,998	17,097
Atikokan	16,699	17,664	Wellington	16,210	16,774
Geraldton	17,072	17,419	Brant	15,608	16,563
Dryden ESCR	16,735	16,983	Waterloo ESCR	15,969	16,460
Nipigon-Red Rock	16,137	16,951	Wellington ESCR	15,825	16,448
Dryden	16,563	16,950	Bruce	15,800	16,433
Kenora ESCR	16,106	16,687	Perth	15,653	16,332
Ft. Francis- Rainy River	16,175	16,651	Oxford	15,368	16,316
			Huron-Perth ESCR	15,244	15,741
Lakehead ESCR	15,684	16,495	Brant ESCR	15,087	15,343
Lake Superior	15,270	16,367	Oxford ESCR	14,679	15,269
Ft. Francis-Rainy River	15,790	16,317	Bruce-Grey ESCR	14,503	15,213
Atikokan No. 1 ESCR	15,454	15,884			
Red Lake	15,107	15,419	<u>REGION 6</u>		
Nord du Supérieur	14,934	15,359	Lincoln	18,175	19,297
Geraldton ESCR	14,573	14,864	Hamilton	16,286	17,271
<u>REGION 2</u>			Lincoln ESCR	16,634	17,186
North Shore	16,926	18,153	Hamilton-Wentworth ESCR	16,031	16,987
Sudbury	16,926	18,034	Niagara South	16,384	16,971
Central Algoma	16,948	17,452	Norfolk	15,771	16,875
Sault Ste. Marie	16,543	17,184	Wentworth	15,781	16,854
Sault Ste. Marie ESCR	16,017	16,622	Welland ESCR	16,162	16,586
Sudbury ESCR	15,873	16,477	Haldimand	15,050	15,612
Hornepayne	15,814	16,456	Haldimand-Norfolk ESCR	14,143	15,222
Chapleau	15,494	16,045	<u>REGION 7</u>		
North Shore ESCR	15,322	15,887	Etobicoke	17,403	18,872
Manitoulin	15,152	15,665	North York	17,282	18,858
Michipicoten	14,841	15,401	Toronto	17,524	18,807
Espanola	14,435	15,230	East York	16,317	18,602
Michipicoten ESCR	14,226	14,765	York	16,838	18,444
Chapleau Panet ESCR	12,626	12,647	Scarborough	16,009	18,334
<u>REGION 3</u>			Peel	17,161	18,152
Kapuskasing	17,469	17,921	Halton	16,701	17,665
Nipissing	17,061	17,715	Simcoe	16,481	17,501
Kirkland Lake	16,514	17,475	York County	16,330	17,345
West Parry Sound	16,116	17,032	Metro Toronto ESCR	16,509	17,277
Muskoka	16,459	17,013	Durham	16,264	17,152
Kapuskasing ESCR	16,462	16,939	Dufferin-Peel ESCR	15,896	16,680
Nipissing ESCR	16,197	16,691	Haliburton	15,318	15,754
Timmins	15,749	16,632	York County	14,901	15,575
Cochrane-Iroquois Falls	15,530	16,379	Victoria	14,721	15,546
Parry Sound Est	15,427	16,327	<u>REGION 9</u>		
Timiskaming	15,854	16,292	Peterborough	16,444	16,852
Hearst	15,495	15,946	Frontenac-Lennox & Addington	16,392	16,844
Kirkland Lake ESCR	15,247	15,635	ESCR		
Hearst ESCR	14,746	15,141	Hastings	15,767	16,797
Timmins ESCR	14,493	15,066	Northumberland & New Castle	16,232	16,747
Cochrane-Iroquois	14,575	14,684	Leeds & Grenville	15,615	16,524
			Frontenac	14,964	16,168
Timiskaming ESCR	13,977	14,322	Lennox & Addington	15,674	16,141
<u>REGION 4</u>			Peterborough, ETC ESCR	15,537	15,926
Windsor ESCR	17,327	18,700	Prince Edward	15,090	15,891
London	16,966	17,800	Hastings-Prince Edward ESCR	15,210	15,613
Essex	16,441	17,478	Lanark-Leeds & Grenville ESCR	14,626	14,365
Huron	16,145	17,203	<u>REGION 10</u>		
Essex ESCR	16,272	17,100	Ottawa	18,069	18,940
Middlesex	16,151	16,751	Carleton	17,729	18,617
Kent	15,849	16,659	Renfrew	16,925	17,411
Elgin	15,709	16,568	Ottawa ESCR	16,564	17,005
Lambton	15,633	16,437	Lanark	15,844	16,902
Lambton ESCR	15,632	16,226	Stormont, Dundas & Glengarry	15,822	16,356
Kent ESCR	15,223	16,140	Carleton ESCR	15,338	16,188
London-Middlesex ESCR	15,043	15,503	Renfrew ESCR	15,753	16,061
Elgin ESCR	14,647	14,983	Stormont, Dundas & Glengarry	14,852	15,310
Windsor	-	-	ESCR		
			Prescott & Russell	14,645	15,304
			Prescott & Russell ESCR	14,831	15,298

Source: Base de salaires des enseignants. Ministère de l'éducation.



TABLEAU 6.12

SALAIRES TOTAUX MOYENS ET SALAIRES MOYENS DES GRILLES DES ENSEIGNANTS DE  
L'ELEMENTAIRE EN ONTARIO, PAR ORDRE DECROISSANT ET PAR CONSEIL, 1976-77

CONSEIL	REGION	SALAIRES MOYENS DES GRILLES	SALAIRES TOTAUX MOYENS	CONSEIL	REGION	SALAIRES MOYENS DES GRILLES	SALAIRES TOTAUX MOYENS
LINCOLN	6	18,175	19,297	BRANT	5	15,608	16,563
OTTAWA	10	18,069	18,940	LEEDS & GRENVILLE	9	15,615	16,524
ETOBICOKE	7	17,403	18,872	LAKEHEAD ESCR	1	15,684	16,495
NORTH YORK	7	17,282	18,858	SUDBURY ESCR	2	15,873	16,477
TORONTO	7	17,524	18,807	WATERLOO ESCR	5	15,969	16,460
WINDSOR ESCR	4	17,327	18,700	HORNEPAYNE	2	15,814	16,456
CARLETON	10	17,729	18,617	WELLINGTON ESCR	5	15,825	16,448
EAST YORK	7	16,317	18,602	LAMBTON	4	15,633	16,437
LAKEHEAD	1	17,306	18,468	BRUCE	5	15,800	16,433
YORK	7	16,838	18,443	COCHRANE - IROQUOIS FALLS	3	15,530	16,379
SCARBOROUGH	7	16,809	18,334	STORMONT, DUNDAS & GLENGARRY	10	15,822	16,355
KENORA	1	17,811	18,329	LAKE SUPERIOR	1	15,270	16,367
NORTH SHORE	2	16,926	18,153	PERTH	5	15,653	16,332
PEEL	7	17,161	18,152	PARRY SOUND EST	3	15,427	16,327
SUDBURY	2	16,926	18,034	FT. FRANCIS - RAINY RIVER	1	15,790	16,317
KAPUSKASING	3	17,469	17,921	OXFORD	5	15,368	16,316
LONDON	4	16,966	17,800	TIMISKAMING	3	15,854	16,292
WATERLOO	5	16,257	17,735	HALTON ESCR	7	15,217	16,287
NIPISSING	3	17,061	17,715	LAMBTON ESCR	4	15,632	16,226
HALTON	7	16,701	17,665	CARLETON ESCR	10	15,338	16,188
ATIKOKAN	1	16,699	17,664	FRONTENAC	9	14,964	16,168
SIMCOE	7	16,481	17,501	LENNOX & ADDINGTON	9	15,674	16,141
ESSEX	4	16,441	17,478	KENT ESCR	4	15,223	16,140
KIRKLAND LAKE	3	16,514	17,475	SIMCOE ESCR	7	15,597	16,089
ALGOMA CENTRE	2	16,948	17,452	DUFFERIN	7	15,175	16,084
GERALDTON	1	17,072	17,419	RENFREW ESCR	10	15,753	16,061
RENFREW	10	16,925	17,411	CHAPLEAU	2	15,494	16,045
YORK COUNTY	7	16,330	17,345	HEARST	3	15,495	15,946
TORONTO METRO ESCR	7	16,509	17,277	PETERBOROUGH ETC ESCR	9	15,537	15,926
HAMILTON	6	16,286	17,271	PRINCE EDWARD	9	15,090	15,891
HURON	4	16,145	17,203	NORTH SHORE ESCR	2	15,322	15,887
LINCOLN ESCR	6	16,634	17,186	ATIKOKAN NO. 1 ESCR	1	15,454	15,884
SAULT STE. MARIE	2	16,543	17,184	HALIBURTON	7	15,318	15,754
DURHAM	7	16,265	17,152	HURON - PERTH ESCR	5	15,244	15,741
ESSEX ESCR	4	16,272	17,100	MANITOULIN	2	15,152	15,665
GREY	5	15,998	17,097	KIRKLAND LAKE ESCR	3	15,247	15,635
PARRY SOUND OUEST	3	16,116	17,032	HASTINGS - PRINCE EDWARD ESCR	9	15,210	15,613
MUSKOKA	3	16,459	17,013	HALDIMAND	6	15,050	15,612
OTTAWA ESCR	10	16,546	17,005	YORK COUNTY ESCR	7	14,901	15,575
HAMILTON - WENTWORTH ESCR	6	16,031	16,987	VICTORIA	7	14,721	15,546
DRYDEN ESCR	1	16,735	16,983	LONDON - MIDDLESEX ESCR	4	15,043	15,503
NIAGARA	6	16,384	16,971	RED LAKE	1	15,107	15,419
NIPIGON - RED ROCK	1	16,137	16,951	MICHIPICOTEN	2	14,841	15,401
DRYDEN	1	16,563	16,950	NORD DU SUPERIEUR ESCR	1	14,934	15,359
KAPUSKASING ESCR	3	16,462	16,939	BRANT ESCR	5	15,089	15,343
LANARK	10	15,844	16,902	STORMONT, DUNDAS & GLENGARRY ESCR	10	14,852	15,310
NORFOLK	6	15,771	16,875	PRESCOTT & RUSSELL	10	14,645	15,304
WENTWORTH	6	15,781	16,854	PRESCOTT & RUSSELL ESCR	10	14,831	15,298
PETERBOROUGH	9	16,444	16,852	OXFORD ESCR	5	14,679	15,269
FRONTENAC, LENNOX & ADDING ESCR	9	16,392	16,844	ESPANOLA	2	14,435	15,230
WELLINGTON	5	16,210	16,774	HALDIMAND - NORFOLK	6	14,143	15,222
MIDDLESEX	4	16,151	16,751	BRUCE - GREY ESCR	5	14,503	15,213
NORTHUMBERLAND & NEW CASTLE	9	16,232	16,747	HEARST ESCR	3	14,746	15,141
NIPISSING ESCR	3	16,197	16,691	TIMMINS ESCR	3	14,493	15,066
KENORA ESCR	1	16,106	16,687	ELGIN ESCR	4	14,647	14,983
DUFFERIN - PEEL ESCR	7	15,896	16,680	GERALDTON ESCR	1	14,573	14,864
KENT	4	15,849	16,659	MICHIPICOTEN ESCR	2	14,226	14,765
FT. FRANCIS - RAINY RIVER ESCR	1	16,175	16,651	COCHRANE - IROQUOIS FALLS ESCR	3	14,575	14,684
TIMMINS	3	15,749	16,632	LANARK - LEEDS & GRENVILLE ESCR	9	14,626	14,365
SAULT STE. MARIE ESCR	2	16,017	16,622	TIMISKAMING ESCR	3	13,977	14,322
WELLAND ESCR	6	16,162	16,586	CHAPLEAU, PANET ESCR	2	12,626	12,647
ELGIN	4	15,709	16,568	WINDSOR	4	-	-

Source: Base de salaires des enseignants. Ministère de l'éducation.

TABLEAU 6.13

SALAIRES TOTAUX MOYENS ET SALAIRES MOYENS DES GRILLES DES ENSEIGNANTS DU  
SECONDAIRE EN ONTARIO PAR REGION ET CONSEIL, 1976-77

	Salaires moyens des grilles	Salaires totaux moyens		Salaires moyens des grilles	Salaires totaux moyens
<u>REGION 1</u>			<u>REGION 6</u>		
Atikokan	22,036	23,423	Lincoln	21,860	22,752
Kenora	20,700	22,211	Hamilton	21,207	22,307
Lakehead	21,064	21,898	Norfolk	20,952	21,944
Ft. Francis-R.R.	20,451	21,349	Wentworth	20,179	21,362
Geraldton	20,427	21,262	Niagara South	19,687	20,913
Dryden	19,567	20,634	Haldimand	19,327	20,380
Nipigon-Red Rock	18,580	20,347			
Lac Supérieur	18,118	19,371	<u>REGION 7</u>		
Red Lake	18,257	19,291	Toronto	21,230	22,477
<u>REGION 2</u>			North York	20,838	22,295
Espanola	20,680	21,723	Etobicoke	21,002	22,292
Sault Ste. Marie	20,767	21,541	Simcoe	21,316	22,227
North Shore	19,662	21,541	East York	20,281	22,191
Sudbury	19,416	20,804	York	20,626	22,139
Algoma Centre	19,363	20,768	Scarborough	20,564	21,855
Manitoulin	20,032	20,706	York County	20,724	21,718
Chapleau	19,051	20,384	Durham	20,682	21,664
Michipicoten	18,715	20,234	Peel	20,640	21,503
Hornepayne	17,630	18,986	Halton	20,308	21,399
<u>REGION 3</u>			Victoria	20,060	21,285
Nipissing	21,464	22,549	Dufferin	19,686	20,727
West Parry Sound	21,092	21,824	Haliburton	17,890	18,856
Kirkland Lake	20,370	21,338	<u>REGION 9</u>		
Muskoka	21,145	20,973	Leeds & Greenville	20,837	22,092
Timmins	19,752	20,651	Peterborough	20,818	21,478
Timiskaming	19,695	20,969	Lennox & Addington	20,540	21,331
Kapuskasing	19,161	20,549	Northumberland & New Castle	19,844	20,913
Cochrane-Iroquois Falls	18,869	19,837	Prince Edward	19,556	20,822
East Parry Sound	18,383	19,321	Frontenac	20,020	20,525
Hearst	16,657	17,621	Hastings	18,850	20,163
<u>REGION 4</u>			<u>REGION 10</u>		
Windcor	20,745	22,045	Ottawa*	22,425	24,201
London	20,725	21,848	Carleton	22,274	24,028
Huron	19,704	21,549	Renfrew	20,272	21,450
Kent	19,955	21,009	Stormont, Dundas & Glengarry*	20,358	21,002
Middlesex	19,627	20,880	Lanark	19,886	20,845
Essex*	19,649	20,478	Prescott & Russell	19,098	19,838
Elgin	19,432	20,358			
Lambton	19,046	20,122			
<u>REGION 5</u>					
Grey	20,458	23,109			
Waterloo	21,492	23,088			
Wellington	20,013	21,393			
Oxford	20,275	21,380			
Brant*	20,271	21,147			
Bruce	20,075	21,113			
Perth	19,987	20,928			

\* Sujet à l'approbation de la CAI

Source: Base de données des enseignants. Ministère de l'éducation.

TABLEAU 6.14

SALAIRES TOTAUX MOYENS ET SALAIRES MOYENS DES GRILLES POUR DES ENSEIGNANTS  
DU SECONDAIRE EN ONTARIO, PAR ORDRE DECROISSANT, PAR CONSEIL. 1976-77

CONSEIL	REGION	SALAIRES MOYENS DES GRILLES	SALAIRES TOTAUX MOYENS
OTTAWA*	10	22,425	24,291
CARLETON	10	22,274	24,028
ATIKOKAN	1	22,036	23,423
GREY	5	20,458	23,109
WATERLOO	5	21,492	23,088
LINCOLN	6	21,860	22,752
NIPISSING	3	21,464	22,549
TORONTO	7	21,230	22,477
HAMILTON	6	21,207	22,307
NORTH YORK	7	20,838	22,295
ETOBICOKE	7	21,002	22,292
SIMCOE	7	21,316	22,227
KENORA	1	20,700	22,211
EAST YORK	7	20,281	22,191
YORK	7	20,626	22,139
LEEDS & GRENVILLE	9	20,837	22,092
WINDSOR	4	20,745	22,045
NORFOLK	6	20,952	21,944
LAKEHEAD	1	21,064	21,898
SCARBOROUGH	7	20,564	21,855
LONDON	4	20,725	21,848
PARRY SOUND OUEST	3	21,092	21,824
ESPANOLA	2	20,680	21,723
YORK COUNTY	7	20,724	21,718
DURHAM	7	20,682	21,664
HURON	4	19,704	21,549
SAULT STE. MARIE	2	20,767	21,541
NORTH SHORE	2	19,662	21,541
PEEL	7	20,640	21,503
PETERBOROUGH	9	20,818	21,478
RENFREW	10	20,272	21,458
HALTON	7	20,308	21,399
WELLINGTON	5	20,013	21,393
OXFORD	5	20,275	21,380
WENTWORTH	6	20,179	21,362
FT. FRANCES-RAINY RIVER	1	20,451	21,349
KIRKLAND LAKE	3	20,370	21,338
LENNOX & ADDINGTON	9	20,540	21,331
VICTORIA	7	20,060	21,285
GERALDTON	1	20,427	21,262
BRANT*	5	20,271	21,147
BRUCE	5	20,075	21,115
KENT	4	19,955	21,009
STORMONT, DUNDAS & GLENGARRY*	10	20,358	21,002
MUSKOKA	3	20,145	20,973
TIMISKAMING	3	19,695	20,969
PERTH	5	19,987	20,928
NORTHUMBERLAND & NEWCASTLE	9	19,844	20,913
NIAGARA SUD	6	19,687	20,913
MIDDLESEX	4	19,627	20,880
LANARK	10	19,886	20,845
PRINCE EDWARD	9	19,556	20,822
SUDBURY	2	19,416	20,804
ALGOMA CENTRE	2	19,363	20,768
DUFFERIN	7	19,686	20,727
MANITOULIN	2	20,032	20,706
TIMMINS	3	19,752	20,651
DRYDEN	1	19,567	20,634
KAPUSKASING	3	19,161	20,549
FRONTENAC	9	20,020	20,525
ESSEX*	4	19,649	20,478
CHAPLEAU	2	19,051	20,384
HALDIMAND	6	19,327	20,380
ELGIN	4	19,432	20,358
NIPIGON-RED ROCK	1	18,580	20,347
MICHIPICOTEN	2	18,715	20,234
HASTINGS	9	18,850	20,163
LAMBTON	4	19,046	20,122
PRESCOTT & RUSSELL	10	19,098	19,838
COCHRANE-IROQUOIS FALLS	3	18,869	19,837
LAC SUPERIEUR	1	18,118	19,371
PARRY SOUND EST	3	18,383	19,321
RED LAKE	1	18,257	19,291
HORNEPAYNE	2	17,630	18,986
HALIBURTON	7	17,890	18,856
HEARST	3	16,657	17,621

\* Sujet à l'approbation de CAI.

Source: Base de salaires des enseignants. Ministère de l'éducation.

TABLEAU 6.15

SALAIRES MOYENS DES ENSEIGNANTS DE L'ÉLÉMENTAIRE PAR RÉGION, 1970-71 À 1976-77

ANNÉE	RÉGIONS										PROVINCIAL TOTAL	
	Toronto											
	1	2	3	4	5	6	7*	9	10	1-10*		Métro
1970	7,928	7,861	7,837	7,802	7,693	7,866	7,875	7,531	7,700	7,783	8,208	7,888
1971	8,077	8,527	7,930	8,291	7,953	8,250	8,343	7,791	8,196	8,179	8,764	8,336
1972	8,897	9,292	8,483	9,057	8,519	8,715	8,858	8,304	8,476	8,770	9,345	8,962
1973	9,621	9,904	9,416	9,570	9,298	9,829	9,606	9,169	9,779	9,571	10,513	9,823
1974	11,492	11,353	11,616	11,418	10,912	11,643	11,073	10,908	11,682	11,319	11,285	11,311
1975	14,243	14,094	13,816	14,546	13,905	14,185	14,289	13,704	13,846	14,114	15,220	14,372
1976	16,429	16,133	15,836	16,208	15,851	16,411	16,318	15,739	16,519	16,200	17,003	16,391

Note: Les salaires moyens payés aux enseignants de l'élémentaire représentent la base de la grille sans compter les primes (et les salaires) payés aux enseignants (et principaux) qui ne sont pas sur la grille ordinaire.

\* N'inclut pas le Toronto Métropolitain.

Source: Pour les années 1970-71 à 1973-74, tiré des programmes de salaires publiés par l'Association des Commissaires d'écoles de l'Ontario. Base -- Ministère de l'éducation.



TABLEAU 6.16

SALAIRES MOYENS DES ENSEIGNANTS DU SECONDAIRE PAR REGION 1966/67 A 1967/77

A N N E E	REGIONS											TOTAL PROVINCIAL
	1	2	3	4	5	6	7*	9	10	1-10*	Toronto Métro	
1966	7,994	8,011	8,190	8,210	7,982	8,039	8,335	7,809	7,815	8,063	8,631	8,208
1967	8,953	9,022	9,228	9,205	9,005	9,002	9,316	8,843	8,815	9,065	9,728	9,230
1968	9,530	9,523	9,766	9,757	9,554	9,559	9,781	9,437	9,326	9,595	10,054	9,711
1969	10,175	10,325	10,450	10,332	10,268	10,318	10,516	10,028	10,025	10,283	10,849	10,420
1970	10,668	11,094	11,182	11,100	11,091	11,184	11,304	10,821	10,923	11,084	11,807	11,258
1971	11,607	11,739	11,582	11,712	11,665	11,960	11,921	11,405	11,449	11,708	12,431	11,887
1972	12,276	12,519	12,329	12,269	12,467	12,704	12,779	12,001	12,490	12,477	13,605	12,755
1973	12,916	13,318	13,151	13,016	13,291	13,670	13,463	12,564	13,054	13,217	14,420	13,508
1974	14,416	14,978	14,793	14,558	14,996	15,444	15,483	14,858	15,396	15,095	15,911	15,300
1975	16,719	16,124	17,250	17,503	17,728	18,747	17,630	17,291	18,416	17,693	16,032	17,319
1976	20,391	18,986	20,680	20,331	20,134	21,013	20,703	18,864	21,949	20,489	21,592	20,714

Note: Les salaires moyens des enseignants du secondaire sont les salaires y compris les primes. La plupart des salaires sont les salaires en septembre. Dans beaucoup de cas, les enseignants sont augmentés au courant de la deuxième partie de l'année scolaire. De plus, en 1975-76, plusieurs conseils (dont celui de Toronto) n'avaient pas encore signé de convention salariale lorsque l'enquête était menée et les salaires rapportés étaient ceux de 1974/1975.

\* N'inclut pas le Toronto Métropolitain.

Source: Dossiers annuels informatisés de l'OSSTF.

TABLER 6.1.  
ENSEIGNANTS DE L'ELEMENTAIRE EN ONTARIO - RESPONSABILITE PAR AGE ET SEXE 1976-77

AGE	HOMMES						FEMMES					
	Princ. 1	Vice-Princ. 2	Ens. 3	Autre 4	Chef de Dép. 5	Total	Princ. 1	Vice-Princ. 2	Ens. 3	Autre 4	Chef de Dép. 5	Total
24 ou moins		0	585	29	0	614	0	0	3,463	230	2	3,695
25 à 29	73	83	5,166	287	48	5,657	14	18	12,966	1,049	25	14,072
30 à 34	430	393	3,641	276	173	4,913	35	44	6,033	920	58	7,090
35 à 39	1,013	412	1,415	183	124	3,147	70	52	3,925	696	37	4,780
40 à 44	647	151	591	75	60	1,524	84	45	2,478	483	26	3,116
45 à 49	464	64	308	44	33	913	88	33	1,894	402	33	2,450
50 à 54	236	36	179	25	18	494	82	25	1,304	311	25	1,747
55 à 59	90	6	95	17	5	213	55	14	800	209	14	1,092
60 à 64	23	7	43	12	3	88	30	6	494	126	15	671
65 ou plus	0	2	3	0	0	5	3	0	13	3	0	19
Total	2,976	1,154	12,026	948	464	17,568	461	237	33,370	4,429	235	38,732

Source: Dossier d'information sur les enseignants. Ministère de l'éducation.

TABLEAU 6.18  
ENSEIGNANTS DU SECONDAIRE EN ONTARIO - RESPONSABILITE PAR AGE 1976-77

AGE	HOMMES									TOTAL
	Princ.	Vice-Princ.	Co-ord.	Direct.	Chef de dép.	Chef de dép. ass.	Directeur de sujet	Maître	Enseignant	
24 ou moins	0	0	0	0	1	0	0	0	166	167
25 à 29	0	0	4	2	81	79	18	0	2,275	2,459
30 à 34	5	43	31	27	719	618	68	1	3,953	5,465
35 à 39	71	239	47	75	1,261	575	86	1	2,635	4,990
40 à 44	125	201	44	116	901	327	48	5	1,770	3,537
45 à 49	149	109	40	105	652	243	44	2	1,280	2,624
50 à 54	129	95	26	94	436	139	22	1	932	1,874
55 à 59	66	44	16	48	260	82	14	0	566	1,096
60 à 64	27	17	9	17	112	39	6	0	225	452
65 ou plus	0	0	0	0	4	0	0	0	13	17
Total	572	748	217	484	4,427	2,102	306	10	13,815	22,681

AGE	FEMMES									TOTAL
	Princ.	Vice-Princ.	Co-ord.	Direct.	Chef de dép.	Chef de dép. ass.	Directrice de sujet	Maîtresse	Enseignante	
24 ou moins	0	0	0	0	0	1	2	0	305	308
25 à 29	0	0	4	0	128	120	31	0	2,166	2,449
30 à 34	0	3	9	0	269	177	27	1	1,685	2,171
35 à 39	0	3	11	4	163	82	14	1	770	1,048
40 à 44	3	9	8	8	121	66	18	1	604	840
45 à 49	3	11	2	8	128	62	15	0	565	794
50 à 54	1	4	3	5	110	50	15	1	448	637
55 à 59	3	8	3	3	96	4	4	1	312	434
60 à 64	2	3	4	4	51	4	4	1	165	238
65 ou plus	0	0	0	0	3	0	0	0	13	16
Total	12	41	44	32	1,069	568	130	6	7,033	8,935

Source: Dossiers annuels informatisés de l'OSSTF.

Pour les autres caractéristiques, seuls des résumés récapitulatifs seront donnés à ce stade, bien que l'on trouvera plus de détails à l'annexe statistique. Le résumé général pour l'année 1976 a été condensé en deux tableaux, les tableaux 6.19 et 6.20, par âge moyen, expérience et qualifications, et pour les écoles primaires et les écoles secondaires respectivement. Bien entendu, les chiffres varient beaucoup d'un conseil à l'autre à l'intérieur de chaque région, mais ces études approfondies ont été laissées pour l'annexe statistique. La similarité entre les régions est remarquable lorsque l'on considère ces moyennes, ce qui m'avait surpris quelque peu, bien que j'aurais dû m'y attendre étant donné que le système provincial s'est en quelque sorte développé comme un ensemble.

Pour donner une petite idée des changements récents dans ces caractéristiques entre 1966 et 1976 pour le secondaire et entre 1970 et 1976 pour l'élémentaire, j'ai dressé les tableaux 6.21 et 6.22 de la même façon pour qu'apparaissent les changements réels. Les changements de salaires qui sont intervenus pendant cette période sont si grands cependant, que le tableau 6.23 les reprend séparément pour les mêmes périodes en indiquant les pourcentages. Une étude spéciale des salaires a été commanditée et sera présentée séparément; mais les résultats essentiels sont présentés au dernier chapitre sur les coûts de l'éducation. Étant donné l'inflation galopante et les augmentations de salaires dans les autres secteurs, ces grosses augmentations du salaire des enseignants ne sont pas démesurées. Mais toutes ces "vagues" se propagent ensemble -- des enseignants plus âgés, avec plus d'expérience et de qualifications, recevant des salaires plus élevés. Le retard dans les augmentations de salaire, si retard il y a, ce qui n'est pas évident, n'est certainement pas énorme.



TABLEAU 6.19

CARACTERISTIQUES DES ENSEIGNANTS DE L'ELEMENTAIRE EN ONTARIO, AGE MOYEN,  
CATEGORIE DE QUALIFICATION MOYENNE ET EXPERIENCE MOYENNE EN ANNEES,  
PAR REGION, 1976-77

REGION	AGE MOYEN	CATEGORIE DE QUALIFICATION MOYENNE.	EXPERIENCE MOYENNE
1	34.0	3.9	9.5
2	33.8	3.6	10.3
3	34.2	3.5	10.2
4	33.7	4.1	9.6
5	33.4	4.0	9.3
6	33.7	3.9	9.7
7	33.3	3.8	8.9
Métro exclu			
9	35.0	3.6	10.7
10	34.4	3.7	10.6
1-10	33.8	3.8	9.7
Metro	33.3	4.2	8.7
Prov.	33.7	3.9	9.5

Source: Dossiers d'information sur les enseignants de l'élémentaire.  
Ministère de l'éducation

TABLEAU 6.20

CARACTERISTIQUES DES ENSEIGNANTS DU SECONDAIRE EN ONTARIO: AGE MOYEN,  
CATEGORIE DE QUALIFICATION MOYENNE ET EXPERIENCE MOYENNE EN ANNEES  
PAR REGION, 1976-1977

REGION	AGE MOYEN	CATEGORIE DE QUALIFICATION MOYENNE	EXPERIENCE MOYENNE
1	38.0	3.1	8.5
2	37.5	3.2	8.6
3	38.7	3.1	9.1
4	38.5	3.2	9.1
5	38.8	3.3	9.7
6	39.2	3.2	9.8
7	38.0	3.3	8.3
Métro exclu			
9	38.7	3.1	9.1
10	38.9	3.1	9.1
1-10	38.5	3.2	9.0
Metro	38.4	3.2	8.4
Prov.	38.5	3.2	8.9

Source: Dossiers annuels informatisés de l'OSSTF.

TABLEAU 6.21

ENSEIGNANTS DE L'ELEMENTAIRE EN ONTARIO: CHANGEMENT DANS LES CATEGORIES  
DE QUALIFICATION ET L'EXPERIENCE MOYENNE, 1970-71 A 1976-77

REGION	CATEGORIE DE QUALIFICATIONS MOYENNES			EXPERIENCE MOYENNE *		
	1970-71	1976-77	CHANGEMENTS	1970-71	1976-77	CHANGEMENTS
1	2.0	3.9	1.9	8.0	9.5	1.5
2	1.9	3.6	1.7	7.8	10.3	2.5
3	1.8	3.5	1.7	8.4	10.2	1.8
4	2.2	4.1	1.9	8.5	9.6	1.1
5	2.1	4.0	1.9	8.4	9.3	0.9
6	2.4	3.9	1.5	8.3	9.7	1.4
7	2.0	3.8	1.8	8.1	8.9	0.8
Métro exclu						
9	1.9	3.6	1.7	9.0	10.7	1.7
10	2.1	3.7	1.6	8.3	10.6	2.3
1-10	1.9	3.8	1.9	8.3	9.7	1.4
Metro	2.4	4.2	1.8	7.4	8.7	1.3
Prov.	2.1	3.9	1.8	8.1	9.5	1.4

\* En 1970-71, la plupart des conseils rapportaient l'expérience jusqu'à un maximum de 16 ans. Les données étaient ensuite ajustées pour pouvoir être comparées aux données de 1976-77 qui se rapportent à l'expérience réelle en nombre d'années.

Source: Dossiers d'information sur les enseignants de l'élémentaire.  
Ministère de l'éducation.

TABLEAU 6.22

ENSEIGNANTS DU SECONDAIRE EN ONTARIO: CHANGEMENTS D'AGE MOYEN, DE CATEGORIE MOYENNE DE QUALIFICATION ET D'EXPERIENCE MOYENNE, 1970-71 A 1976-77

REGION	Age moyen		Change- ment	Catégorie de qualification	Change- ment	Expérience moyenne		Change- ment
	1966-67	1976-77		1966-67		1966-67	1976-77	
1	35.0	36.0	3.0	2.2	3.1	4.8	8.5	3.7
2	34.2	37.5	3.3	2.3	3.2	4.9	8.6	3.7
3	36.3	38.7	2.4	2.3	3.1	5.8	9.3	3.3
4	36.0	38.5	2.5	2.5	3.2	6.5	9.1	2.6
5	36.0	38.8	2.8	2.6	3.3	6.5	9.7	3.2
6	35.8	39.2	3.4	2.5	3.2	6.1	9.8	3.7
7 *	36.4	38.0	1.6	2.6	3.3	6.3	8.3	2.0
9	36.3	38.7	2.4	2.4	3.1	5.9	9.1	3.2
10	35.2	38.9	3.7	2.1	3.1	5.5	9.1	3.6
1-10 *	35.8	38.5	2.7	2.4	3.2	6.0	9.0	3.0
Metro	35.5	38.4	2.9	2.6	3.2	6.1	8.4	2.3
Prov.	35.7	38.5	2.8	2.5	3.2	6.0	8.9	2.9

\* Toronto Métropolitain exclu.

Source: Dossiers annuels informatisés de l'OSSTF.

TABLEAU 6.23

ENSEIGNANTS DE L'ELEMENTAIRE ET DU SECONDAIRE EN ONTARIO,  
CHANGEMENTS DANS LES SALAIRES MOYENS, 1970-71 A 1976-77  
POUR L'ELEMENTAIRE, ET 1966-67 A 1976-77 POUR LE SECONDAIRE

REGION	SALAIRES MOYENS DE L'ELEMENTAIRE			SALAIRES MOYENS DU SECONDAIRE <sup>2</sup>		
	1970-71	1976-77	CHANGEMENT EN %	1966-67	1976-77	CHANGEMENT EN %
1	7,928	16,429	107.2	7,994	20,391	155.1
2	7,861	16,133	105.2	8,011	18,986	137.0
3	7,837	15,836	102.1	8,190	20,680	152.5
4	7,802	16,208	107.7	8,210	20,331	147.6
5	7,693	15,851	106.0	7,982	20,134	152.2
6	7,866	16,411	108.6	8,039	21,013	161.4
7*	7,875	16,318	107.2	8,335	20,703	148.4
9	7,531	15,739	109.0	7,809	18,864	141.6
10	7,708	16,519	114.3	7,815	21,949	180.9
1-10*	7,783	16,200	108.1	8,063	20,489	154.1
Metro	8,208	17,003	107.2	8,631	21,592	150.2
Prov.	7,888	16,391	107.8	8,208	20,714	152.4

<sup>1</sup> Sur la grille des salaires (primes exclues)

<sup>2</sup> Salaires totaux (primes incluses)

\* Toronto Métro exclu

Source: Dossiers sur les enseignants de l'élémentaire, Ministère de l'éducation.  
Dossiers annuels informatisés de l'OSSTF.



Avant de conclure cette section sur les caractéristiques et de passer à la formation des enseignants, il faut bien considérer, au risque de se répéter, ce qui attend ces jeunes enseignants à leur retraite. Pour ce faire, on peut garder la "clause 90" à l'esprit (nombre d'années de service plus âge) ou la règle plus commune de sortie-à-65-ans. D'ailleurs, ce petit détour introduira pour nous certains problèmes auxquels nous devons faire face lorsque nous aborderons les programmes de retraite des enseignants et toute variante possible telle que le programme d'encouragement à la retraite anticipée. Encore une fois, nous n'entrerons pas dans les détails à ce stade car il suffira d'un coup d'oeil rapide pour découvrir l'importance des problèmes qui nous attendent lorsque dans un premier temps, peu d'enseignants atteindront l'âge de la retraite et dans un deuxième temps, dans une période de 10 ans au plus, un grand nombre d'entre eux iront puiser dans les fonds de la caisse des retraites.

J'indique, pour les enseignants d'écoles primaires, les pourcentages, et leurs sommes, d'hommes et de femmes qui peuvent prendre leur retraite selon la règle 65 (tableau 6.24) et selon la règle 65 + 90 (c'est-à-dire retraite à 65 ans ou à la somme de l'âge et du nombre d'années de service, selon ce qui arrive en premier. Tableau 6.25). Ces chiffres correspondent à des périodes de 5 ans allant jusqu'à 2010. On remarque que le pourcentage de ceux qui peuvent prendre leur retraite en l'an 2000 selon la règle 65 est faible comparé à celui de la règle 65 + 90. La différence entre hommes et femmes est aussi appréciable, mais la règle 65 + 90 entraînerait des pourcentages de retraites plus élevés de toute manière tous les enseignants en l'an 2010 selon ce dernier système, mais à peine la moitié d'entre eux selon la règle 65. Il y aura bien sûr des intérêts divergents en jeu entre ceux qui pensent d'abord au bon fonctionnement de la caisse des retraites et ceux qui préfèrent donner

TABLEAU 6.24

PERIODE ESTIMEE DE RETRAITE POUR LES ENSEIGNANTS DE L'ELEMENTAIRE  
EN ONTARIO A 65 ANS, PAR SEXE ET POURCENTAGE DU TOTAL DES ENSEIGNANTS, 1976-77

ANNÉES	HOMMES		FEMMES		TOTAL	
	%	% ACC.	%	% ACC.	%	% ACC.
1976-80	0.3	0.3	1.1	1.1	0.9	0.9
1981-85	1.0	1.3	2.6	3.7	2.0	2.9
1986-90	2.3	3.6	4.1	7.8	3.6	6.5
1991-95	4.5	8.1	5.6	13.4	5.3	11.8
1996-00	7.6	15.7	7.5	20.9	7.5	19.3
2001-05	14.5	30.2	11.2	32.1	12.2	31.5
2006-10	24.7	54.9	15.6	47.7	18.4	49.9

Source: Dossiers sur les enseignants de l'élémentaire. Ministère de l'éducation.

TABLEAU 6.25

PERIODE ESTIMEE DE RETRAITE POUR LES ENSEIGNANTS DE L'ELEMENTAIRE EN ONTARIO  
A 65 ANS OU SUR LA BASE EXPERIENCE PLUS AGE EGALE 90 SELON CE QUI ADVIENT EN  
PREMIER, PAR SEXE ET POURCENTAGE DU TOTAL DES ENSEIGNANTS, 1976-77

ANNEES	HOMMES		FEMMES		TOTAL	
	%	% ACC.	%	% ACC.	%	% ACC.
1976-80	1.6	1.6	3.5	3.5	2.9	2.9
1981-85	3.7	5.3	4.3	7.8	4.2	7.1
1986-90	6.3	11.6	6.6	14.4	6.4	13.5
1991-95	12.9	24.5	10.5	24.9	11.3	24.8
1996-00	21.2	45.7	16.6	41.5	18.0	42.8
2001-05	33.1	78.8	31.1	72.6	31.7	74.5
2006-10	21.1	99.9	27.0	99.6	25.2	99.7

Source: Dossiers sur les enseignants de l'élémentaire. Ministère de l'éducation.

les retraites le plus tôt possible pour faire de la place aux jeunes enseignants.

Des tableaux similaires, tableaux 6.26 et 6.27, ont été dressés pour les enseignants d'écoles secondaires, et révèlent des différences manifestes. Les hommes ont un avantage net selon les deux systèmes de prise de retraite et surtout selon la règle 65. De plus, un pourcentage plus élevé de retraites est possible dans un avenir plus proche que dans le cas des écoles primaires. Beaucoup de lecteurs ne seront pas surpris de constater les différences dans les possibilités de retraite lorsqu'ils se rappelleront le nombre de jeunes enseignants mal préparés que nous avons poussés dans les écoles primaires (qui sème le vent récolte la tempête). Pour ce qui concerne la demande d'enseignants, cependant, les retraites n'auront pas d'effet bénéfique à l'élémentaire ni au secondaire avant le milieu des années 90 au mieux dans le cas du premier groupe et vers les années 2000 pour le dernier. Il reste donc bien des années à "suer" durant le prochain quart de siècle avant que la "vague" des enseignants, recrutés pour s'occuper des enfants de l'explosion démographique ne dépasse le système scolaire. Pour les élèves comme pour les enseignants, il y aura véritablement deux crêtes suivies par deux grands creux à moins qu'une bonne partie des enseignants d'aujourd'hui soient considérés comme étant en surplus ou redondants dans les années à venir. Cela revient presque à dire "pile, tous le monde perd et face, personne ne gagne."

#### Marché de l'emploi pour les enseignants durant les dernières années

Après avoir étudié le contingent actuel des enseignants, regardons d'un oeil critique l'offre et la demande d'enseignants diplômés, en commençant par le peu d'information que l'on a sur ceux de la promotion de 1970 qui n'ont pas pu obtenir ni garder d'emploi dans les systèmes scolaires à financement public.

TABLEAU 6.26

PERIODE ESTIMEE DE RETRAITE POUR LES ENSEIGNANTS DU SECONDAIRE EN ONTARIO  
A 65 ANS, PAR SEXE ET POURCENTAGE DU TOTAL DES ENSEIGNANTS EN 1976-77

ANNEES	Hommes		Femmes		TOTAL	
	%	% Acc.	%	% Acc.	%	% Acc.
1976-80	1.3	1.3	1.9	1.9	1.5	1.5
1981-85	3.9	5.2	4.5	6.4	4.0	5.5
1986-90	7.6	12.8	6.7	13.1	7.4	12.9
1991-95	10.3	23.1	8.3	21.4	9.7	22.6
1996-00	14.1	37.2	8.5	29.9	12.5	35.1
2001-05	20.6	57.8	11.2	41.1	17.8	52.9
2006-10	24.5	82.3	20.3	61.4	23.2	76.1

Source: Dossiers annuels informatisés de l'OSSTS.

TABLEAU 6.27

PERIODE ESTIMEE DE RETRAITE POUR LES ENSEIGNANTS DU SECONDAIRE EN ONTARIO  
A 65 ANS OU SUR LA BASE EXPERIENCE PLUS AGE EGALE 90 SELON CE QUI ADVIENT  
EN PREMIER, PAR SEXE ET POURCENTAGE DES ENSEIGNANTS EN 1976-77

ANNEES	Hommes		Femmes		TOTAL	
	%	% Acc.	%	% Acc.	%	% Acc.
1976-80	3.0	3.0	3.2	3.2	3.0	3.0
1981-85	5.7	8.7	5.3	8.5	5.7	8.7
1986-90	11.3	20.1	8.5	17.0	10.4	19.1
1991-95	19.5	39.5	11.7	28.7	17.2	36.3
1996-00	28.3	67.8	18.2	46.9	25.3	61.6
1901-05	24.3	92.1	33.5	81.4	27.4	85.0
2006-10	7.9	100.0	18.5	99.9	10.9	99.9

Source: Dossiers annuels informatisés de l'OSSTF.



Nos tentatives pour trouver la trace de ces gens-là ont butté sur de gros problèmes depuis les obstacles de la bureaucratie jusqu'à la paucité incroyable d'information dans les établissements de formation d'enseignants. Il me faut vite ajouter que les employés de ces établissements ne demandaient pas mieux que de nous venir en aide sur la base de contrats de recherche, mais il est impossible de faire des miracles avec des dossiers incomplets. La plupart des institutions semblaient trouver satisfaisant de clore un dossier une fois que l'étudiant recevait son parchemin ou échouait. Un petit nombre d'établissements ont tenté de faire eux-mêmes des études longitudinales de leurs diplômés, études limitées à cause des grandes restrictions budgétaires. Je ne parviens franchement pas à comprendre cette attitude et l'on ne me fera jamais dire d'elle qu'elle est sage. Les autorités de ces établissements devraient suivre attentivement ce qu'il advient de leurs diplômés et s'informer des raisons de leur réussite ou de leur échec après qu'ils aient quitté les murs tapissés de lierre, ne serait-ce que pour améliorer leurs programmes et assurer ainsi la survie de leurs propres institutions. Une connaissance détaillée s'impose à ce stade; celle des autres catégories d'emplois, dont on jugera aussi si elles conviennent, que peuvent considérer les diplômés qui n'ont pas réussi à trouver de poste d'enseignant.

Les données de "base" nous manquent lamentablement mais nous savons tout de même qu'un bon nombre d'étudiants s'aperçoivent, avant la fin de leur année pédagogique, qu'ils ne sont pas faits pour enseigner toute leur vie et ne tentent même pas d'enseigner ou de faire une demande de poste d'enseignant même s'ils obtiennent leurs diplômes. Un plus grand nombre encore décident, après une année ou deux dans une salle de classe qu'ils ne supportent pas la "chaleur de la cuisine" et préfèrent aller vivre dans un climat plus "tempéré".

(Voir tableaux 6.28 à 6.30.) Ces tableaux indiquent qu'il y a moins de dix ans, de tous ceux, pleins d'idéaux et poussés par l'ignorance de soi et de la condition de l'enseignant, qui entreprenaient leur carrière d'enseignant, la moitié ne passaient pas le cap des deux ans dans l'enseignement. Il en découle que la formation des enseignants coûte chère au contribuable aussi bien qu'à l'ex-futur-enseignant, et cela peut surtout se traduire par des moments difficiles pour l'élève que la loi oblige d'aller à l'école en n'ayant rien à redire sur l'enseignement ni l'enseignant. Et dans cette période difficile de baisse des effectifs scolaires, deux autres catégories viennent gonfler les rangs des gens malheureux: l'enseignant redondant, qualifié et bien vu, qui essaie avant tout de réintégrer le métier d'enseignant, puis le jeune et nouvel enseignant dont le plus grand désir est d'enseigner dans les écoles mais qui ne parvient pas à obtenir un poste (ou du moins un poste dans une région ou même dans une école qui l'intéresse). Cette "réserve" d'enseignants en puissance devient chaque jour plus importante, mais nous ne savons rien de leur nombre ni de leurs activités (si activité il y a). Ont-ils trouvé un travail pour lequel leur formation les a aidés directement ou indirectement ou est-ce que tout cela était du temps perdu très cher. Il est évident que cette information est essentielle si l'on tient à faire du programme de formation d'enseignants plus qu'une simple année préliminaire à l'enseignement. (On décerne une certaine évolution vers le perfectionnement professionnel qui reste cependant d'une lenteur incroyable étant donné les demandes et les pressions.) Dans un rapport à venir sur l'offre et la demande d'enseignants, nous étudierons les développements de carrières, pour autant qu'ils soient connus, des diplômés de chacun des établissements de formation d'enseignants, mais il peut être utile, à ce stade, de récapituler ce que nous savons sur les diplômés de chaque établissement et dans la province en général, de 1972 à

TABEAU 6.28

NOUVEAUX RECRUTEMENTS D'HOMMES EN SEPTEMBRE DE CHAQUE ANNEE ET DEPARTS JUSQU'EN 1976-77

ANNEE	RESERVE	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	ENCORE EMPLOYES
1966	2,722	367	207	174	96	85	48	48	38	39	41	1,579
1967	100.0	13.5	7.6	6.4	3.5	3.1	1.8	1.8	1.4	1.4	1.5	58.0
	3,027		427	247	148	123	60	55	59	43	55	1,810
1968	100.0		14.1	8.2	4.9	4.1	2.0	1.8	1.9	1.4	1.8	59.8
	2,908			380	244	144	79	64	67	56	54	1,820
1969	100.0			13.1	8.4	5.0	2.7	2.2	2.3	1.9	1.9	62.6
	2,764				504	308	115	100	73	60	65	1,539
1970	100.0				18.2	11.1	4.2	3.6	2.6	2.2	2.4	55.7
	1,947					507	100	81	54	58	45	1,102
1971	100.0					26.0	5.1	4.2	2.8	3.0	2.3	56.6
	1,608						167	126	97	50	47	1,121
1972	100.0						10.4	7.8	6.0	3.1	2.9	69.7
	1,185							146	73	55	51	860
1973	100.0							12.3	6.2	4.6	4.3	72.6
	912								102	53	38	719
1974	100.0								11.2	5.8	4.2	78.8
	1,092									124	96	872
1975	100.0									11.4	8.8	79.9
	1,208										199	1,009
1976	100.0										16.5	83.5
	1,144											1,144
	100.0											100.0

Source: Dossiers annuels informatisés de l'OSSTF.

TABLEAU 6.29

NOUVEAUX RECRUTEMENTS DE FEMMES EN SEPTEMBRE DE CHAQUE ANNEE ET DEPARTS JUSQU'EN 1976-1977

ANNEE	RESERVE	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	ENCORE EMPLOYES
1966	2,015	548	357	271	123	100	61	53	41	26	36	399
1967	100.0	27.2	17.7	13.4	6.1	5.0	3.0	2.6	2.0	1.3	1.8	19.8
	2,135		625	398	194	139	77	82	65	35	55	465
1968	100.0		29.3	18.6	9.1	6.5	3.6	3.8	3.0	1.6	2.6	21.8
	2,000			615	292	201	133	119	67	56	44	473
1969	100.0			30.7	14.6	10.0	6.6	5.9	3.3	2.8	2.2	23.6
	1,961				610	317	154	144	88	70	59	519
1970	100.0				31.1	16.2	7.9	7.3	4.5	3.6	3.0	26.5
	1,681					525	208	148	113	77	84	526
1971	100.0					31.2	12.4	8.8	6.7	4.6	5.0	31.3
	1,378						278	200	146	120	103	531
1972	100.0						20.2	14.5	10.6	8.7	7.5	38.5
	1,038							183	159	129	96	471
1973	100.0							17.6	15.3	12.4	9.2	45.4
	775								145	115	89	426
1974	100.0								18.7	14.8	11.5	55.0
	1,002									222	150	630
1975	100.0									22.2	15.0	62.9
	1,076										251	825
1976	100.0										23.3	76.7
	1,013											1,013
	100.0											

Source: Dossiers annuels informatisés de l'OSSTF.



TABLEAU 6.30  
NOUVEAUX RECRUTEMENTS TOTAUX EN SEPTEMBRE DE CHAQUE ANNEE ET DEPARTS JUSQU'EN 1976-1977

ANNEE	RESERVE	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	ENCORE EMPLOYES
1966	4,737	915	564	445	219	185	109	101	79	65	77	1,978
1967	100.0	19.3	11.9	9.4	4.6	3.9	2.3	2.1	1.7	1.4	1.6	41.8
	5,162		1,052	645	342	262	137	137	124	78	110	2,275
1968	100.0		20.4	12.5	6.6	5.1	2.7	2.7	2.4	1.5	2.1	44.1
	4,908			995	536	345	212	183	134	112	98	2,293
1969	100.0			20.3	10.9	7.0	4.3	3.7	2.7	2.3	2.0	46.7
	4,725				1,114	625	269	244	161	130	124	2,058
1970	100.0				23.6	13.2	5.7	5.2	3.4	2.8	2.6	43.6
	3,628					1,032	308	229	167	135	129	1,628
1971	100.0					28.4	8.5	6.3	4.6	3.7	3.6	44.9
	2,986						445	326	243	170	150	1,652
1972	100.0						14.9	10.9	8.1	5.7	5.0	55.3
	2,223							329	232	184	147	1,331
1973	100.0							14.8	10.4	8.3	6.6	59.9
	1,687								247	168	127	1,145
1974	100.0								14.6	10.0	7.5	67.9
	2,094									346	246	1,502
1975	100.0									16.5	11.7	71.7
	2,284										450	1,834
1976	100.0										19.7	80.3
	2,157											2,157
	100.0											100.0

Source: Dossiers annuels informatisés de l'OSSTF.

1976. Les figures 6.5 à 6.7 donnent une représentation graphique où "inactif" signifie que la personne n'avait pas de poste d'enseignant en Ontario en septembre 1976. Les chiffres correspondants sont donnés aux tableaux 6.31.

D'autres renseignements sur les enseignants employés ou inactifs par lieu de certification, sont donnés aux tableaux 6.32 à 6.34 pour d'autres années.

De plus, un résumé sur les enseignants du secondaire employés et au chômage est donné dans les sept points suivants pour la période 1972-1976.

1. Pendant la période allant de 1972 à 1976, 30% environ des nouveaux diplômés de l'enseignement (pour le secondaire) étaient inactifs.
2. En 1976, le taux d'inaction de ces diplômés atteignait jusqu'à 40%. Excepté en 1975 où il est tombé à 21%, il a fluctué autour de 30%.
3. Pour toute la période (1972-1976) en moyenne, le taux d'inaction dépassait 40% pour les diplômés en orientation, études classiques et langues, études sociales et sciences bibliothécaires. Le taux d'inaction dépassait 30 à 40% en histoire, en science, dans les arts et en anglais. Par contre on retrouvait les taux les plus bas, moins de 25%, dans les catégories suivantes: musique, gestion ménagère, commerce et cours professionnels. L'éducation physique, la chimie et le French et français correspondaient à la moyenne, leurs taux se situant entre 25 et 30%.
4. Dans la moitié des catégories (anglais, histoire, études sociales, sciences bibliothécaires, chimie, sciences, orientation, éducation physique, arts et géographie), le taux d'inaction de 1976, dernière année de la période considérée, constituait le taux le plus élevé. Pour la plupart des autres catégories, les taux de 1972, première année de la période observée, étaient les plus élevés.
5. En moyenne, pendant la période considérée, le taux d'inaction dépassait 40% parmi les diplômés dont le deuxième sujet était les études sociales.

DESTINATION DES ENSEIGNANTS DE L'ÉLÉMENTAIRE DIPLOMÉS PAR COLLEGE ET UNIVERSITÉ EN ONTARIO, 1972-1976







FIGURE 6.6

DESTINATION DES ENSEIGNANTS DU SECONDAIRE DIPLOMES PAR COLLEGE ET UNIVERSITE EN ONTARIO, 1972 - 1976

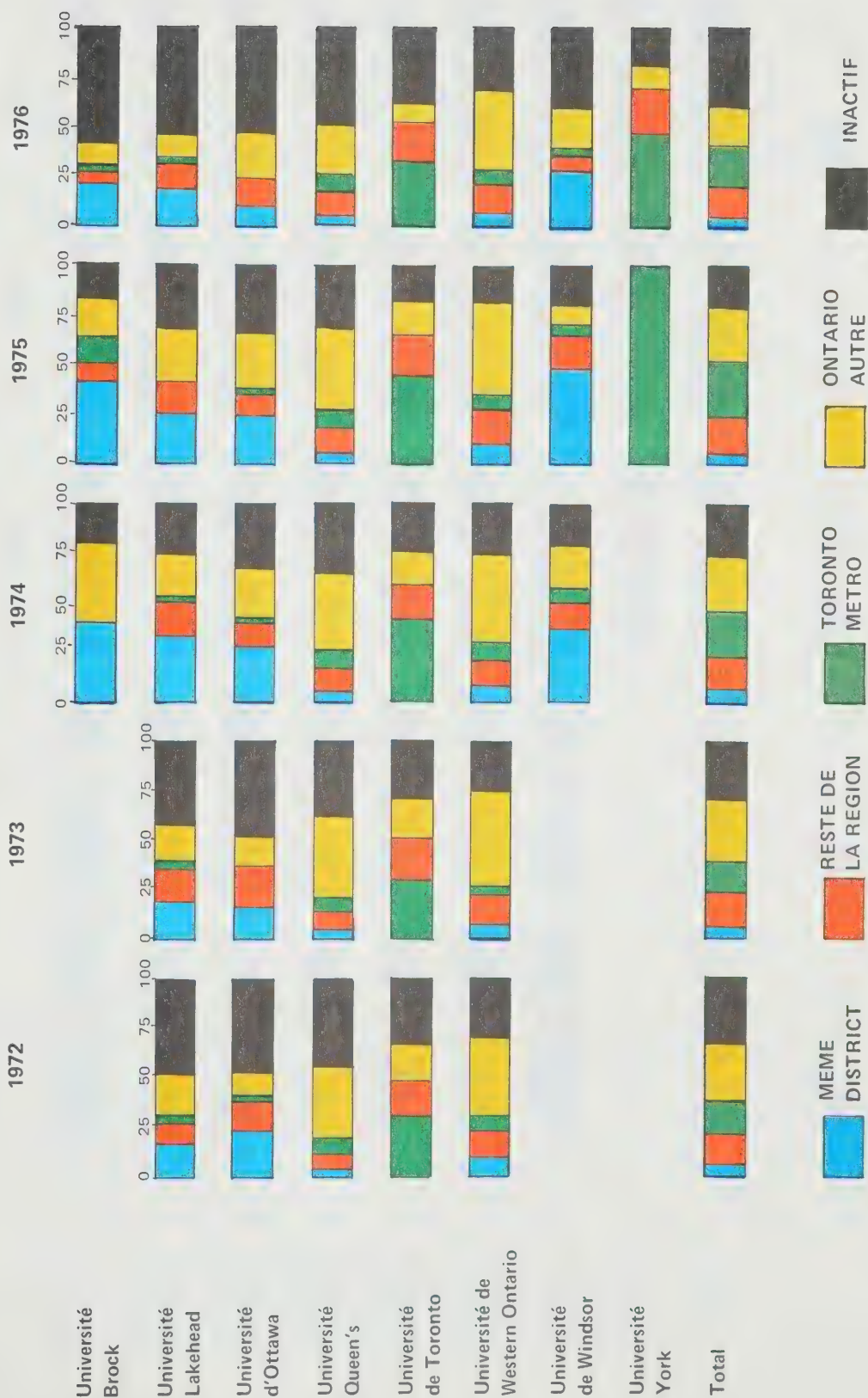
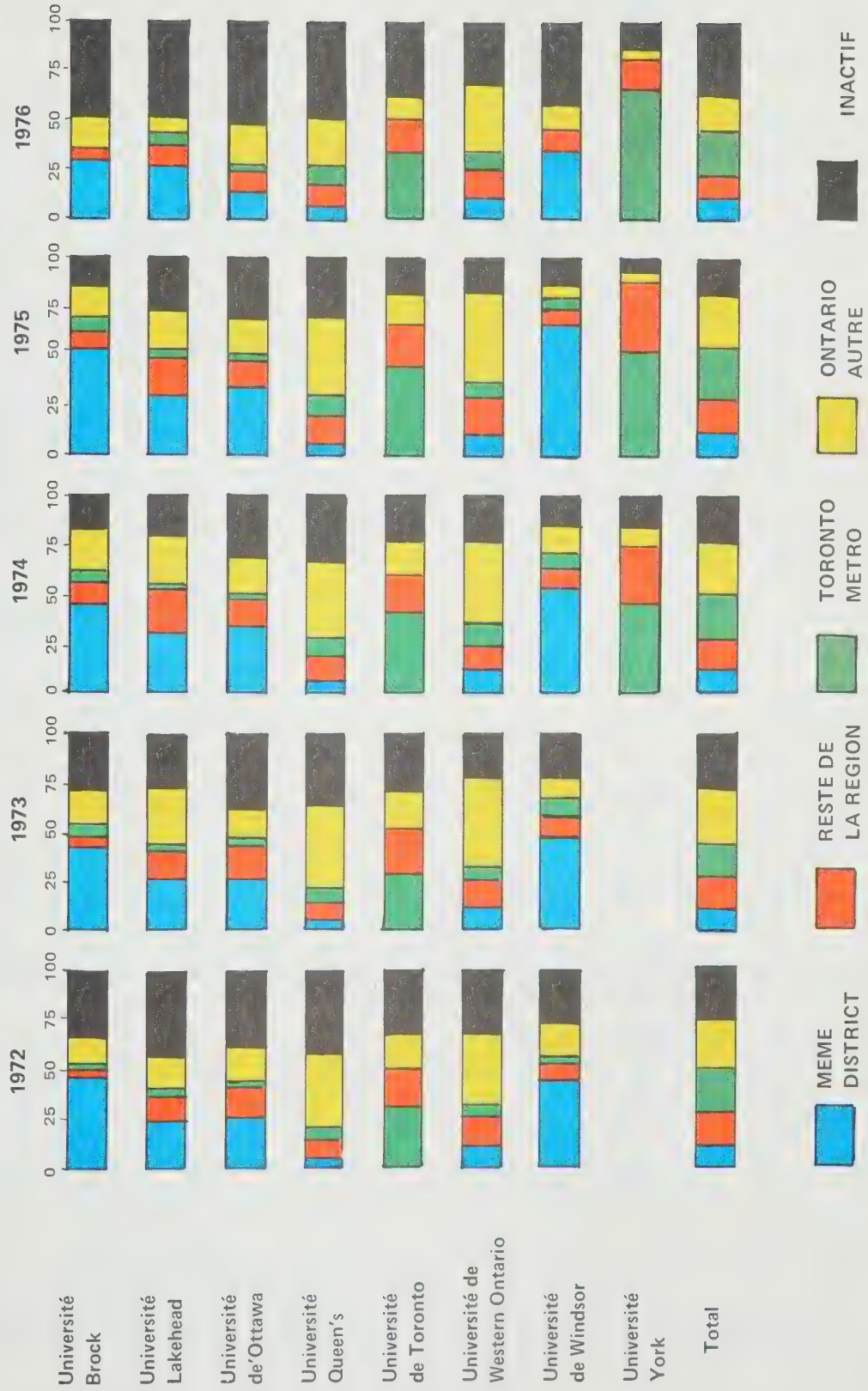




FIGURE 6.7

DESTINATION DES ENSEIGNANTS DE L'ÉLÉMENTAIRE ET DU SECONDAIRE DIPLOMÉS PAR COLLÈGE ET UNIVERSITÉ EN ONTARIO, 1972-1976







TARIF PAU 6.31  
DESTINATION DES ENSEIGNANTS DE L'ÉLÉMENTAIRE ET DU SECONDAIRE DIPLOMÉS  
PAR COLLÈGE ET UNIVERSITÉ EN ONTARIO, 1972-76

	ÉLÉMENTAIRE										SECONDAIRE										TOTAL										
	1972		1973		1974		1975		1976		1972		1973		1974		1975		1976		1972		1973		1974		1975		1976		
	N	A	N	A	N	A	N	A	N	A	N	A	N	A	N	A	N	A	N	A	N	A	N	A	N	A	N	A	N	A	
	1972		1973		1974		1975		1976		1977		1978		1979		1980		1981		1982		1983		1984		1985		1986		1987
0 HAMILTON	62	16.8	73	24.8	55	24.6	89	31.3	141	29.6																					
DE DISTRICT	28	7.6	20	6.8	11	4.9	17	6.0	16	3.4																					
DE LA REGION	11	3.0	10	5.4	15	6.7	9	3.2	8	1.7																					
ARIO AUTRE	178	48.4	121	41.2	106	47.3	136	47.9	176	36.8																					
CTIF	49	14.2	64	21.8	37	16.5	13	11.6	136	28.5																					
TOTAL	868	100.0	294	100.0	224	100.0	284	100.0	477	100.0																					
2 TORONTO																															
ONTO METRO	487	33.5	373	34.7	250	51.9	298	69.3	515	51.1																					
DE LA REGION	322	22.1	286	26.6	104	21.6	56	13.0	131	13.5																					
ARIO AUTRE	141	9.7	120	11.2	49	10.2	34	7.9	49	5.1																					
CTIF	504	34.7	296	27.5	79	16.3	42	9.8	272	28.1																					
TOTAL	1454	100.0	1075	100.0	482	100.0	430	100.0	967	100.0																					
3 LEICESTER																															
DE DISTRICT	48	45.7	79	43.2	54	44.6	82	54.7	74	31.1																					
DE LA REGION	4	3.8	10	5.5	7	5.8	8	5.3	3	1.2																					
ONTO METRO	4	3.8	10	5.5	7	5.8	8	5.3	3	1.2																					
ARIO AUTRE	14	13.3	32	17.5	24	19.8	26	17.3	41	16.3																					
CTIF	35	13.4	53	28.9	22	18.2	22	14.7	119	47.2																					
TOTAL	104	100.0	181	100.0	121	100.0	150	100.0	252	100.0																					
4 LEE BROOK																															
DE DISTRICT	34	31.8	29	31.5	10	27.0	14	37.9	22	42.3																					
DE LA REGION	16	15.0	10	10.9	8	21.6	4	10.8	4	7.7																					
ONTO METRO	4	3.7	4	4.3	4	10.8	1	2.7	3	5.8																					
ARIO AUTRE	14	13.1	12	13.1	11	29.8	9	24.3	3	5.8																					
CTIF	39	36.4	37	40.2	4	10.8	9	24.3	20	39.4																					
TOTAL	107	100.0	92	100.0	37	100.0	37	100.0	52	100.0																					
VERSITÉ LAKEHEAD																															
DE DISTRICT	34	31.8	29	31.5	10	27.0	14	37.9	22	42.3																					
DE LA REGION	16	15.0	10	10.9	8	21.6	4	10.8	4	7.7																					
ONTO METRO	4	3.7	4	4.3	4	10.8	1	2.7	3	5.8																					
ARIO AUTRE	14	13.1	12	13.1	11	29.8	9	24.3	3	5.8																					
CTIF	39	36.4	37	40.2	4	10.8	9	24.3	20	39.4																					
TOTAL	107	100.0	92	100.0	37	100.0	37	100.0	52	100.0																					
VERSITÉ LAURENTIENNE																															
DE DISTRICT	35	20.5	13	19.7	12	20.7	27	34.6	20	20.4																					
DE LA REGION	5	2.9	5	7.6	3	5.2	7	9.0	11	11.2																					
ONTO METRO	5	2.9	5	7.6	1	1.7	1	1.3	3	3.3																					
ARIO AUTRE	76	44.4	28	42.4	28	48.3	36	46.1	37	37.8																					
CTIF	50	29.9	15	22.7	14	24.1	7	9.0	27	27.5																					
TOTAL	171	100.0	66	100.0	58	100.0	78	100.0	98	100.0																					
ISSING																															
DE DISTRICT	10	7.2	17	13.7	5	10.2	8	9.1	9	7.4																					
DE LA REGION	20	14.5	14	11.3	4	8.2	17	19.3	20	16.4																					
ONTO METRO	7	5.1	7	5.6	1	2.0	1	1.1	5	4.1																					
ARIO AUTRE	67	48.6	56	45.2	29	59.2	46	52.3	56	45.4																					
CTIF	14	24.6	30	24.2	10	20.4	16	18.2	32	26.2																					
TOTAL	138	100.0	124	100.0	49	100.0	88	100.0	122	100.0																					
VERSITÉ D'OTTAWA																															
DE DISTRICT	107	25.4	96	29.4	65	34.9	97	40.9	36	14.3																					
DE LA REGION	65	15.4	51	15.6	24	12.9	31	13.1	26	10.6																					
ONTO METRO	12	2.9	9	2.8	5	2.7	7	3.0	8	3.2																					
ARIO AUTRE	76	18.1	58	17.7	34	18.3	33	13.9	39	15.5																					
CTIF	161	38.2	113	34.5	58	31.2	69	29.1	142	36.6																					
TOTAL	421	100.0	327	100.0	186	100.0	237	100.0	251	100.0																					
VERSITÉ QUEEN'S																															
DE DISTRICT	-	-	-	-	8	8.2	18	16.1	19	13.7																					
DE LA REGION	-	-	1	100.0	14	14.5	13	11.6	12	8.6																					
ONTO METRO	-	-	-	-	8	8.2	18	16.1	19	13.7																					
ARIO AUTRE	-	-	-	-	28	28.9	34	30.4	32	23.0																					
CTIF	-	-	-	-	39	40.2	29	25.8	57	41.0																					
TOTAL	-	-	1	100.0	97	100.0	112	100.0	139	100.0																					
VERSITÉ DE TORONTO																															



PERSONNES QUALIFIEES COMME ENSEIGNANTS DE L'ELEMENTAIRE ET DU SECONDAIRE EN ONTARIO PAR ORIGINE  
DE LEUR PREMIERE CERTIFICATION QUI N'ENSEIGNENT PAS DANS LES ECOLES ELEMENTAIRES ET SECONDAIRES  
DE L'ONTARIO, 1976-77

LIEU DE LA PREMIERE CERTIFICATION	PERIODE											
	1929-1961			1962-1966			1967-1971			1972-1976		
	No.	Per. *	Orig. **	No.	Per. *	Orig. **	No.	Per. *	Orig. **	No.	Per. *	Orig. **
Ontario	38,383	43.5	89.8	17,344	19.7	85.4	23,462	26.6	76.8	9,924	19.2	72.5
Quebec	695	26.4	1.6	314	11.9	1.5	1,993	41.5	3.6	528	29.1	4.3
Reste du Canada	1,820	28.9	4.3	1,356	21.5	6.7	1,988	31.6	6.5	1,135	18.9	9.2
U. S. A.	368	19.9	0.9	143	7.7	0.7	652	35.2	2.1	688	37.2	5.5
Royaume Uni ***	1,240	23.6	2.9	1,020	19.4	5.0	2,515	48.0	8.2	479	9.9	3.8
Europe de l'Ouest	40	12.5	0.1	23	7.2	0.1	178	55.6	0.6	79	24.7	0.6
Europe de l'Est	46	22.7	0.1	4	2.0	-	86	42.4	0.3	67	32.0	0.5
Asie du Sud-Est	56	9.2	0.1	35	5.8	0.2	308	50.6	1.0	299	34.4	1.7
Reste de l'Asie	32	15.9	0.1	2	1.0	-	95	47.3	0.3	72	35.8	0.6
Afrique	13	10.3	-	6	4.8	-	53	42.1	0.2	54	42.8	0.4
Antilles	44	11.2	0.1	54	13.8	0.3	231	58.9	0.8	63	16.1	0.5
Amérique du S. et C.	24	25.0	0.1	3	3.1	-	30	31.3	0.1	39	40.6	0.3
Total	44,761	40.3	100.0	20,304	19.1	100.0	30,691	28.9	100.0	12,388	11.7	159.0

\* Periode (horizontal %)

\*\* Origine (vertical %)

\*\*\* Comprend aussi l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Rhodésie du Sud, l'Afrique du Sud et l'Irlande.

Source: Dossier d'information sur les enseignants, Ministère de l'éducation.

TABLEAU 6.33

PERSONNES QUALIFIEES COMME ENSEIGNANTS DE L'ELEMENTAIRE EN ONTARIO PAR ORIGINE ET EPOQUE DE LEUR  
PREMIERE CERTIFICATION QUI ENSEIGNENT DANS LES ECOLES ELEMENTAIRES DE L'ONTARIO, 1976-77

LIEU DE LA PREMIERE CERTIFICATION	PERIODE											
	1929-1961			1962-1966			1967-1971			1972-1976		
	No.	Per.*	Org.**	No.	Per.*	Org.**	No.	Per.*	Org.**	No.	Per.*	Org.**
Ontario	17,596	30.0	93.7	10,045	17.1	90.9	17,989	30.7	87.9	13,044	22.3	88.8
Québec	115	10.9	0.6	116	11.0	1.0	452	42.9	2.2	371	35.2	2.5
Reste du Canada	575	28.3	3.1	390	19.2	3.5	570	28.1	2.8	496	24.4	3.4
U. S. A.	41	7.5	0.2	22	4.3	0.2	157	28.8	0.7	325	59.6	2.2
Royaume Uni***	424	23.6	2.3	331	18.4	3.0	790	43.9	3.9	253	14.1	1.7
Europe de l'Ouest	12	9.7	0.1	15	12.1	0.1	60	48.4	0.3	37	29.8	0.3
Europe de l'Est	2	4.3	-	4	8.7	-	18	39.1	0.1	22	47.8	0.1
Asie du Sud-Est	7	3.2	-	27	12.3	0.2	140	63.9	0.7	45	20.5	0.3
Reste de l'Asie	1	1.8	-	4	7.1	-	26	46.4	0.1	25	44.6	0.2
Afrique	0	0.0	0.0	9	11.7	0.1	42	54.5	0.2	26	33.8	0.2
Antilles	5	1.5	0.0	84	25.7	0.8	202	61.7	1.0	36	11.0	0.2
Amérique du S. et C.	1	2.8	0.0	8	22.2	17.0	19	52.8	0.1	8	22.2	0.1
Total	18,779	28.9	100.0	11,055	17.0	100.0	20,465	31.5	100.0	14,688	22.6	100.0
												100.0

\* Période (horizontal %)

\*\* Origine (vertical %)

\*\*\* Comprend aussi l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Rhodésie du Sud, l'Afrique du Sud et l'Irlande.

Source: Dossier d'information sur les enseignants, Ministère de l'éducation.



TABLEAU 6.34  
PERSONNES QUALIFIEES DU SECONDAIRE PAR ORIGINE ET EPOQUE DE LEUR PREMIERE CERTIFICATION  
QUI ENSEIGNENT DANS LES ECOLES SECONDAIRES DE L'ONTARIO  
1976-1977

LIEU DE LA PREMIERE CERTIFICATION	PERIODE											
	1929-1961			1962-1966			1967-1971			1972-1976		
	No.	Per.*	Org.**	No.	Per.*	Org.*	No.	Per.*	Org.**	No.	Per.*	Org.**
Ontario	7,398	23.2	95.5	8,337	24.5	96.9	10,638	31.3	90.7	7,164	21.0	92.9
Québec	34	11.0	0.4	20	6.5	0.2	157	55.8	1.3	98	31.7	1.3
Reste du Canada	142	20.8	1.7	128	18.7	1.5	246	36.6	2.1	167	24.5	2.2
U. S. A.	6	1.9	0.1	5	1.6	0.1	158	51.1	1.3	140	45.3	1.8
Royaume Uni***	180	24.1	2.2	87	11.6	1.0	394	52.7	3.4	86	11.5	1.1
Europe de l'Ouest	2	9.1	0.0	0	0.0	0.0	10	45.5	0.1	10	45.5	0.1
Europe de l'Est	1	2.3	0.0	1	2.3	0.0	34	77.3	0.3	8	18.2	0.1
Asie du Sud-Est	5	10.9	0.1	6	13.0	0.1	25	54.3	0.2	10	21.7	0.1
Reste de l'Asie	0	0.0	0.0	1	3.8	0.0	13	50.0	0.1	12	46.2	0.2
Afrique	2	9.1	0.0	1	4.5	0.0	16	72.7	0.1	3	13.6	0.0
Antilles	2	3.2	0.0	13	21.0	0.2	37	59.7	0.3	10	16.1	0.1
Amérique du S. et C.	0	0.0	0.0	0	0.0	0.0	1	100.0	0.0	0	0.0	0.0
Total	8,272	22.8	100.0	8,599	23.7	100.0	11,729	32.3	100.0	7,766	21.2	100.0

Source: Dossier d'information sur les enseignants, Ministère de l'éducation.

\* Période (horizontal %)  
\*\* Origine (vertical %)  
\*\*\* Comprend aussi l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Rhodésie du Sud, l'Afrique du Sud et l'Irlande.

Parmi les catégories à haut taux d'inactivité, on retrouve celles des diplômés dont le deuxième sujet était l'orientation, les arts, les sciences bibliothécaires ou la géographie avec des taux entre 29% et 38%. Ces taux pour les deuxième sujets étaient aussi au-dessus de la moyenne pour ceux dont l'anglais, la chimie, le French et français, les sciences et l'histoire constituaient le deuxième sujet et se situaient entre 29 et 38%. On retrouvait les taux les moins élevés parmi les diplômés avec la musique, la gestion ménagère ou le commerce comme deuxième sujet.

6. Tout comme pour les "premiers sujets", les "deuxièmes sujets" constituent des catégories où le taux d'inaction de 1976, dernière année d'observation, était le plus élevé. Parmi ces catégories, on retrouvait les études classiques et les langues, l'histoire, la chimie, l'orientation, l'éducation physique et la géographie. Dans la plupart des autres catégories comme celles de l'anglais, du French et français, des mathématiques, des arts, du commerce, des cours professionnels, de gestion ménagère et d'aucune, les taux de 1972 étaient les plus élevés.
7. A partir des observations faites en 3,4,5 et 6, il devient évident que les taux d'inactivité suivent les mêmes variations (en fonction du temps et des groupes) dans les catégories "premier sujet" et "deuxième sujet".

Curieusement, malgré ces taux d'inaction élevés pour les enseignants, les inscriptions dans les établissements de formation d'enseignants ont été très irrégulières. Les chiffres pour les dernières années sont donnés au tableau 6.35. Soit que les élèves-enseignants ne connaissaient pas leurs chances d'obtenir un poste d'enseignant, soit que cela les laissait indifférents, soit encore qu'ils prenaient un risque n'ayant rien de mieux à faire. On est alors en droit de se poser la question si les inscriptions illimitées en année de formation d'enseignants devraient être permises. Je remarque, par exemple,

TABEAU 6.35

EFFECTIFS DES INSTITUTS DE FORMATION D'ENSEIGNEMENT DE L'ONTARIO, 1968-1976

ANNEE LE 15 OCTOBER	EFFECTIFS		
	Elémentaire	Secondaire	Total
1968	9,277	2,116	11,393
1969	7,896	2,874	10,770
1970	7,571	2,766	10,337
1971	4,250	3,010	7,260
1972	3,139	3,270	6,409
1973	1,780	3,036	4,814
1974	2,229	3,512	5,741
1975	3,347	3,762	7,109
1976	3,311	3,639	6,950

Source: Rapports annuels du Ministère de l'éducation.

que le ministre de l'Education vient d'annoncer une réduction de 50% dans le nombre des places dans les collèges de formation d'enseignants en Ontario. Les facultés d'éducation devraient peut-être s'inquiéter des ramifications de la formation d'enseignants dans toutes les autres institutions en se rappelant ce qui s'est passé dans des conditions similaires en Grande-Bretagne (mises à pied à grande échelle par mandat).

Mon incapacité de déterminer le nombre des anciens enseignants et des nouveaux diplômés au chômage ou inactifs me frustre et m'impatiente. Dans mes moments de pessimisme aigu, je m'écrie, dans mon désespoir, que l'équivalent de quelque cinq promotions d'enseignants qualifiés et éprouvés attendent "quelque part" d'être utilisés (dans l'enseignement). Persistant de nature et de par ma formation, j'entends sûrement continuer mes recherches pour arriver à une conclusion, dussai-je faire un sondage en faisant paraître une annonce "à poster" dans tous les journaux de l'Ontario.

#### Prévisions de l'offre et la demande d'enseignants en Ontario

Les prévisions qui suivent sont basées sur celles que OISE a préparées en 1977 pour le ministère de l'Education mais ont été mises à jour pour l'année suivante. Il nous a été malheureusement impossible, comme nous l'avons indiqué plus haut, d'obtenir de chiffres pour les inscriptions en 1977-1978 pour les élèves comme pour les élèves-enseignants et nous n'avons pas encore accès aux prévisions démographiques (ni au rapport enseignant-élève le plus récent, bien entendu). Ces prévisions doivent donc être considérées comme premières approximations qui seront révisées dans quelques semaines, portées jusqu'à l'année 2001 et publiées dans un autre rapport. Cependant, j'ai le plaisir d'annoncer que je viens de recevoir un rapport détaillé sur un modèle d'ordinateur des coûts et des offres d'enseignants de la part de Hansen Group,



experts-conseil en gestion; ce modèle peut d'ores et déjà être employé pour faire des prévisions. Dès réception des données de base sur la population et sur les effectifs scolaires, nous serons en mesure, par conséquent, de produire une alternative par établissement, par région et pour la province, en fournissant des chiffres sur les coûts de fonctionnement et le nombre d'élèves-enseignants nécessaires pour satisfaire des demandes données.

En supposant une augmentation plutôt optimiste dans le nombre des naissances et un rapport élève-enseignant constant de 23.2 entre 1977 et 1986, nous obtenons les nombres d'élèves et d'enseignants indiqués au tableau 6.36 pour les écoles élémentaires. D'après ces résultats et d'après des valeurs choisies de remplacements et de rentrées, nous déduisons la demande totale jusqu'en 1986 que nous donnons à la dernière colonne du tableau 6.37. La disposition à la baisse de la demande de nouveaux enseignants est évidente à la dernière colonne, comme on peut s'y attendre dans une période de baisse des effectifs scolaires. En termes de besoins en main d'oeuvre, les entrées à la dernière colonne indiquent que l'offre, avec nos suppositions optimistes, serait assurée surtout par les instituts de formation.

En suivant la même méthode et en donnant les mêmes tableaux pour les écoles secondaires, nous indiquons au tableau 6.38 les chiffres observés et projetés pour les élèves et enseignants dans les écoles secondaires de 1958 à 1986. Deux ensembles de valeurs sont donnés pour les enseignants, l'un étant basé sur un rapport élève-enseignant de 17.4 et l'autre sur un rapport de 17.3. Dans les deux cas, le contingent des enseignants tombe du niveau de 1967 d'un maximum de 35,352 à 29,000 en 1986, ce qui constitue une perte de quelque 6,300 enseignants. Remarquez que la perte d'enseignants du primaire est d'environ 5,200 au tableau 6.36. En rassemblant tous les éléments au tableau 6.39,

TABLEAU 6.36

ELEVES ET ENSEIGNANTS DANS LES ECOLES ELEMENTAIRES DE L'ONTARIO

ANNEE	NOMBRE D'ELEVES	ENSEIGNANTS A PLEIN-TEMPS	RAPPORT APPROXIMATIF ELEVES-ENSEIGNANTS
1958	1,027,598	33,074	31.1
1959	1,081,649	35,241	30.7
1960	1,126,388	36,533	30.8
1961	1,163,053	38,079	30.5
1962	1,197,029	39,249	30.5
1963	1,233,164	40,875	30.2
1964	1,278,473	42,750	29.9
1965	1,320,043	44,967	29.4
1966	1,364,871	47,647	28.6
1967	1,405,052	51,018	27.5
1968	1,430,590	54,587	26.2
1969	1,456,117	57,587	25.3
1970	1,465,488	59,307	24.7
1971	1,456,840	58,329	25.0
1972	1,445,101	57,991	24.9
1973	1,422,885	56,630	25.1
1974	1,404,839	56,678	24.8
1975	1,389,478	58,167	23.9
1976	1,360,085	57,807	23.5
1977	1,328,950	57,282	23.2
1978	1,296,214	55,871	23.2
1979	1,274,005	54,914	23.2
1980	1,259,767	54,300	23.2
1981	1,250,217	53,889	23.2
1982	1,243,539	53,601	23.2
1983	1,236,161	53,283	23.2
1984	1,227,724	52,919	23.2
1985	1,221,116	52,677	23.2
1986	1,220,692	52,616	23.2

Source: Chiffres passés du Ministère de l'éducation.  
Prévisions du département de la planification de l'éducation de  
l'IEPO sous contrat avec le Ministère de l'éducation.

TABLEAU 6.37

DEMANDE PASSEE ET PREVUE D'ENSEIGNANTS DE L'ELEMENTAIRE EN ONTARIO

Année		Réserve d'enseignants	Augmentation ou diminution de la demande	Demande de remplacement		Demande totale	Retour dans la profession		Demande d'autres sources <sup>3</sup>
		No.	No.	No.	%	No.	No.	%	No.
1962		39,249	+1,170	5,118	13.44 <sup>1</sup>	6,288	1,314	20.90 <sup>2</sup>	4,974
1963		40,875	+1,626	5,081	12.94	6,707	1,895	28.25	4,812
1964		42,750	+1,875	5,349	13.08	7,224	2,033	28.14	5,191
1965		44,967	+2,217	5,703	13.34	7,920	1,989	25.11	5,931
1966	R	47,647	+2,680	6,642	14.77	9,322	2,162	23.19	7,160
1967	E	51,018	+3,371	7,043	14.78	10,414	2,292	22.00	8,122
1968	E	54,587	+3,569	7,476	14.65	11,045	2,620	23.72	8,425
1969	E	57,587	+3,000	8,297	15.19	11,297	2,317	20.51	8,980
1970	L	59,307	+1,720	8,226	14.28	9,946	2,325	23.38	7,621
1971		58,329	- 978	7,813	13.17	6,835	1,876	27.45	4,959
1972		57,991	- 338	7,417	12.72	7,079	2,176	30.74	4,903
1973		56,630	-1,361	7,569	13.05	6,208	1,213	19.54	4,995
1974		56,678	+ 48	7,375	13.02	7,423	1,742	23.47	5,681
1975		58,167	+1,489	7,141	12.60	8,630	2,075	24.04	6,555
1976		57,807	- 360	6,697	11.51	6,337	1,391	21.95	4,946
1977		57,282	- 525	6,359	11.00	5,834	1,166	20.00	4,668
1978	P	55,871	-1,411	6,015	10.50	4,604	920	20.00	3,684
1979		54,914	- 957	5,587	10.00	4,630	926	20.00	3,704
1980	R	54,300	- 614	5,217	9.50	4,603	920	20.00	3,683
1981	E	53,889	- 411	4,887	9.00	4,476	895	20.00	3,581
1982	V	53,601	- 288	4,581	8.50	4,293	858	20.00	3,435
1983		53,283	- 318	4,288	8.00	3,970	794	20.00	3,176
1984	U	52,919	- 364	3,996	7.50	3,632	726	20.00	2,906
1985		52,677	- 242	3,704	7.00	3,462	692	20.00	2,770
1986		52,616	- 61	3,424	6.50	3,363	672	20.00	2,691

<sup>1</sup> Pourcentage de la réserve de l'année précédente.

<sup>2</sup> Pourcentage de la demande totale.

<sup>3</sup> Demande totale moins les retours.

Resource: Rapports annuels du Ministère de l'éducation (chiffres réels).

TABLEAU 6.38

ELEVES ET ENSEIGNANTS DANS LES ECOLES SECONDAIRES DE L'ONTARIO

ANNEE		ELEVES	ENSEIGNANTS		RAPPORT ELEVES/ENSEIGNANTS	
1958		222,075	9,573		23.2	
1959		237,576	10,464		22.7	
1960		262,775	11,478		22.9	
1961		299,177	12,850		23.3	
1962	R	331,578	14,923		22.2	
1963		364,210	17,170		21.2	
1964	E	395,301	19,205		20.6	
1965		418,738	21,659		19.3	
1966		436,026	24,242		18.0	
1967	E	463,736	27,164		17.1	
1968		500,807	30,203		16.6	
1969	L	530,679	32,342		16.4	
1970		556,913	33,693		16.5	
1971		574,520	34,469		16.7	
1972	S	583,013	34,549		16.9	
1973		585,725	33,889		17.3	
1974		589,650	34,231		17.2	
1975		605,160	34,826		17.4	
1976		613,055	35,352		17.3	
			Est. 1	Est. 2	Est. 1	Est. 2
1977		615,232	35,323	35,562	17.4	17.3
1978	P	613,928	35,283	35,487	17.4	17.3
1979	R	601,903	34,592	34,792	17.4	17.3
1980		579,416	33,300	33,492	17.4	17.3
1981	E	552,799	31,770	31,954	17.4	17.3
1982	V	527,629	30,324	30,499	17.4	17.3
1983		511,302	29,385	29,555	17.4	17.3
1984	U	506,553	29,112	29,281	17.4	17.3
1985	S	505,811	29,070	29,238	17.4	17.3
1986		502,728	28,892	29,059	17.4	17.3

Source: Chiffres passés du Ministère de l'éducation;  
prévisions du département de la planification de l'éducation de l'IEPO  
sous contrat avec le Ministère de l'éducation.



TABLEAU 6.39

OFFRE ET DEMANDE REELLES ET PREVUES D'ENSEIGNANTS DU SECONDAIRE EN ONTARIO.

ANNEE	Réserve d'ensei- gnants No.	DEMANDE				OFFRE					
		Expansion No.	Remplacements No. %		Total No.	Retours No. %		Nouveaux recrutements % No.		En prov. des collèges No.	Autres No.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1959	10,464										
1960	11,478	1,014	832	7.95	1,846	192	1.67	10.40	1,654	1,150	504
1961	12,850	1,372	892	7.42	2,264	264	2.05	11.43	2,000	1,342	658
1962	14,923	2,073	1,116	8.76	3,189	332	2.22	10.41	2,857	1,820	1,037
1963 R	17,170	2,247	1,493	10.09	3,740	384	2.26	9.47	3,356	2,273	1,083
1964	19,205	2,035	1,644	9.57	3,679	376	1.96	10.22	3,303	2,266	1,037
1965 E	21,659	2,454	2,050	10.67	4,504	417	1.93	9.78	4,087	2,636	1,451
1966	24,242	2,583	2,453	11.33	5,036	442	1.82	8.76	4,594	2,696	1,898
1967 E	27,164	2,922	2,946	12.10	5,870	571	2.10	9.73	5,299	3,351	1,948
1968	30,203	3,039	3,101	11.42	6,140	726	2.41	11.86	5,412	3,635	1,777
1969 L	32,342	2,139	3,480	11.52	5,619	757	2.34	11.47	4,862	2,455	2,407
1970	33,693	1,351	3,754	11.61	5,105	861	2.56	10.69	4,244	2,526	1,718
1971	34,469	776	3,438	10.26	4,214	847	2.46	10.10	3,367	2,588	779
1972	34,549	80	3,273	9.56	3,353	654	1.89	11.50	2,699	1,833	866
1973	33,889	- 660	2,960	8.57	2,300	341	1.01	14.83	1,959	1,263	696
1974	34,231	+ 342	2,781	8.23	2,133	493	1.44	13.72	1,640	1,551	989
1975	34,826	595	2,558	7.46	3,153	537	1.54	13.05	2,616	1,474	1,142
1976	35,352	526	2,325	6.66	1,851	434	1.23	15.22	2,417	1,435	982
1977	35,323	- 29	2,121	6.06	2,092	303	0.86	14.50	1,789	1,067	722
1978 P	35,283	- 40	1,943	5.50	1,903	238	0.67	12.50	1,665	971	694
1979	34,592	- 691	1,764	5.00	1,073	113	0.33	10.50	960	548	412
1980 R	33,300	-1,292	1,730	5.00	418	44	0.13	10.00	374	223	151
1981	31,770	-1,530	1,665	5.00	135	14	0.04	10.00	121	60	61
1982 E	30,324	-1,446	1,583	5.00	143	14	0.05	10.00	129	71	58
1983	29,385	- 939	1,516	5.00	577	56	0.20	10.00	519	295	224
1984 V	29,112	- 273	1,469	5.00	1,196	120	0.41	10.00	1,076	610	466
1985	29,070	- 42	1,450	5.00	1,413	141	0.48	10.00	1,272	721	551
1986 U	28,892	- 178	1,454	5.00	1,276	128	0.44	10.00	1,148	651	497

Note: Col. 5 Col. 4 en % de l'année précédente Col. 2.  
 Col. 4 Total des départs.  
 Col. 10 Total des acquisitions moins retours d'enseignants qualifiés.  
 Col. 11 Diplômés de l'enseignement de l'Ontario et détenteurs de certificats provisoires d'enseignement secondaire.  
 Col. 7 Enseignants qualifiés de retour qui ne travaillaient pas comme enseignants en Ontario l'année précédente.  
 Col. 8 Col. 7 en % de la Col. 2.  
 Col. 9 Col. 7 en % de la Col. 6.  
 Col. 12 Total des enseignants moins Col. 7 et Col. 11.

Source: Rapports annuels du Ministère de l'éducation (Réels).

nous avons une idée d'ensemble de l'offre et de la demande estimées d'enseignants en Ontario. Bien que les chiffres correspondant à la réserve d'enseignants peuvent passer pour trop optimistes, je suis tout de même prêt à admettre que l'offre que l'on attendrait des collèges semble raisonnable à la lumière de ce que nous savons. Au fait, le nombre de rentrées (colonne 7) a été fixé arbitrairement à 10% à partir de 1980 et le nombre provenant des collèges (colonne 11) a été fixé arbitrairement à 51% de la demande totale (colonne 6). On obtient les nouveaux recrutements en soustrayant la colonne 7 de la colonne 6, si bien que la colonne 12, "autre", est un reste. On pourrait exprimer l'opinion, plausible d'ailleurs, que les quotas des collèges ne devraient pas être fixés à l'avance mais obtenus comme reste après avoir déterminé les nombres provenant d'autres sources, les collèges devenant un "fournisseur de dernier recours" pour ainsi dire.

D'une façon ou d'une autre, c'est là un jeu de hasard et seule, l'offre provenant des instituts de formation d'enseignants du primaire continuera d'être plutôt élevée dans les dix années à venir. Lorsque nous pourrons obtenir les derniers chiffres nous pourrons réviser ces projections et les étendre jusqu'en l'an 2001, je pense pouvoir être à même, alors, de me prononcer sur les mesures à prendre vu l'offre d'enseignants provenant d'instituts de formation. Que des changements devront s'effectuer semble évident, dans les programmes de développement, avant ou après l'entrée en service, par exemple, où il ne fait, malheureusement, aucun doute que l'on devra trouver de nouveaux employeurs pour les enseignants diplômés (récents ou anciens).

Je prévois que les représentants des instituts de formation auront leur mot à dire à ce propos et sur le sujet en général. J'espère qu'ils arriveront à trouver eux-mêmes des solutions à leurs problèmes rendant par la même

inutiles toutes pressions directe ou indirecte du gouvernement pour suivre certaines directives. Je n'aime pas les solutions imposées comme celles qui ont été adoptées par la Grande-Bretagne et nous pouvons peut-être éviter un tel concours de circonstances en Ontario. Mais nous n'y arriverons que si les instituts de formation d'enseignants contribuent au développement de solutions adéquates et satisfaisantes. Avec plus de données en main, je serai bientôt en mesure de présenter à ces instituts ce qui semble constituer la meilleure alternative à considérer.

#### Questions et problèmes

1. Qui devrait avoir le contrôle de choses telles que le nombre de places offertes par les instituts de formation d'enseignants, les nouveaux programmes, le recrutement des employés, l'importance et le nombre d'instituts, les buts de la main d'oeuvre ou de l'éducation générale et la spécialisation dans les instituts?
2. Qui s'occupe des programmes de développement professionnel--les conseils scolaires/le ministère de l'Education, les collèges ontariens de formation d'enseignants, les facultés d'éducation, ou des affiliés?
3. Comment les critères et procédures de surplus/redondance doivent-ils être établis? Quelle est la responsabilité d'un employeur en termes de recyclage, de transfert et de placement d'employés déclarés en surplus?
4. Quel devrait être la composition du personnel en considérant l'âge, l'expérience, le sexe, la compétence et le mérite?

## Chapitre 7

### Bâtiments et terrains scolaires

De tous les problèmes que cause la baisse dans les effectifs scolaires, celui de l'utilisation ou de la fermeture de classes désaffectées semble constituer la plus grande source de vexation. Les groupes communautaires locaux s'organisent et exercent leur pression sur les autorités scolaires à tous les niveaux depuis le principal, qui est le plus près et le plus accessible, jusqu'à la commission scolaire. Dans ce dernier cas, les malheureux commissaires se trouvent assaillis, menacés physiquement chez eux, dans la rue, à leur bureau et aux réunions de la commission, individuellement ou en groupe. On ne peut donc trop s'étonner que les commissaires et leurs représentants aient tendance à être vague et évitent aussi longtemps que possible d'aller au coeur du sujet, bien que l'expérience dans bien des cas vienne prouver que ces problèmes peuvent être résolus sans de telles effusions de colère et de ressentiment. Pour cela, il faut se préparer longuement et minutieusement, présenter longtemps à l'avance tous les faits et tous les plans à tous les intéressés et adopter une politique sans réserve de participation communautaire, du début à la fin, dans les décisions de fermeture de salles de classe ou d'écoles.

Cette façon de procéder ne constitue pas, comme on pourrait le penser à première vue, une fuite devant les responsabilités de la part des commissaires et de leurs représentants mais une reconnaissance claire du droit des citoyens, et des parents surtout, d'être informés et de participer au processus démocratique. Cette méthode présente le grand avantage d'éviter les conflits qui, lorsqu'ils surviennent, sont signe que les commissaires et leurs représentants ont ignoré les droits des autres.



Aborder la question des fermetures sur la seule base de l'économie d'argent est aussi une grosse erreur. Le rôle principal des commissaires et de leurs représentants est d'assurer la meilleure instruction possible aux enfants qu'on leur a confiés. Si les dépenses peuvent être réduites, tant mieux; si la meilleure solution (en terme de programme destiné aux enfants) coûte plus cher, c'est quand même de cette façon que les choses devraient être faites.

Encore une fois, l'expérience a prouvé maintes fois, dans cette province et ailleurs, que si l'on s'en tient à cet objectif primordial et si la participation de la communauté est complète et réelle, on pourra tout de même résoudre le plus ardu des problèmes à l'amiable et d'une façon satisfaisante. Il est amusant de remarquer que souvent en fin de compte les groupes de citoyens avaient raison d'insister pour le maintien de leur école communale. Excepté pour les grands centres urbains, l'école constitue souvent, dans la province, le coeur et l'âme d'une communauté en même temps que l'église ou les églises. La fermeture d'une école tient donc tout d'abord d'un problème humain bien plus que d'un balancement de livres de comptes ou de la présentation de belles figures et de beaux plans d'un expert en efficacité.

Les chapitres antérieurs sur la population et les effectifs scolaires ont, je l'espère, prouvé au-delà du moindre doute, que nous devons faire face au problème des salles de classe vides et d'écoles désaffectées pendant des années. C'est là en quelque sorte, le résultat de notre réussite car nous avons redoublé d'efforts, dans une époque antérieure, pour permettre l'expansion de notre système scolaire. Après la dépression et la deuxième guerre mondiale qui avaient vu un ralentissement dans la construction des écoles, les ressources et la main d'oeuvre étaient redevenues plus abondantes et le travail

reprit pour satisfaire les besoins accumulés; pourtant ce qui ne devait être qu'un programme modeste de rattrapage se transforma en une vague énorme de constructions tandis que l'explosion démographique de l'après-guerre continuait bien après la fin qu'on lui prévoyait. Le nombre d'années que les élèves passaient à l'école secondaire augmenta rapidement, si bien qu'avant même que les bébés d'après-guerre soient en âge d'aller à l'école secondaire, les dépenses pour les constructions et les terrains scolaires firent un bond.

Mais les règles de jeu ne sont plus les mêmes à présent, et les joueurs non plus. Les autorités scolaires de la province, excepté pour certaines régions en développement rapide, se soucient surtout de planifier le déclin et non plus l'expansion. Voyons à présent ce qui se fait en Ontario aujourd'hui.

Pratiques courantes dans l'utilisation ou l'abandon d'espace en surplus (salles de classe et écoles)

Tandis que le nombre d'inscriptions diminue, un nombre toujours plus grand de salles de classes -- surtout dans les écoles primaires jusqu'ici -- deviennent excédentaires. Techniquement parlant, selon la définition du ministère de l'Education, une classe est en "surplus" lorsqu'elle n'est utilisée ni par un enseignant ni par un nombre spécifié d'élèves. Il existe deux types d'espaces vacants:

1. Les espaces qui ne sont utilisés d'aucune manière
2. Les classes qui ne sont pas utilisées pour l'enseignement mais qui servent à des activités du ressort du conseil et auxiliaires au programme d'éducation (comme les réfectoires et les salles spéciales d'art).

Lorsqu'un tel espace est requis pour l'amélioration de l'unité de l'en-

seignement et que le ministère de l'Education a approuvé cet usage, il n'est alors généralement pas considéré comme espace "vacant".

D'abord, la plupart des écoles en profitent pour faire de la place à des activités qui n'en avaient pas jusque là. Cependant, avec le nombre grandissant de classes vides et lorsqu'il y a compatibilité avec les activités scolaires, les écoles ouvrent de plus en plus leurs classes à des usagers extérieurs -- qui ont des rapports avec l'école d'abord, puis à la communauté en général.

Lorsque la fermeture d'une école est prévue, certains conseils incluent dans leur politique des directives pour la cession de bâtiments et de terrains. Ceci est d'une grande importance puisque l'on a découvert que les parents d'élèves et autres membres de la communauté sont mieux disposés à accepter le besoin de fermer progressivement "leur école" si une procédure établie d'avance est suivie et que l'action ne semble pas arbitraire. L'usage envisagé de locaux abandonnés a été souvent une source de conflits pour les conseils scolaires.

Plusieurs pratiques pour les questions de "surplus" de locaux ont été adoptées par les conseils scolaires jusqu'ici, mais toujours dans le contexte général des procédures établies par le ministère. Certains de ces conseils étaient cités dans le premier bulletin d'information de la commission intitulé: "Locaux scolaires, la communauté et la baisse des effectifs scolaires comme études de cas". Ces conseils sont, par ordre alphabétique: Etobicoke, le comté de Frontenac, Hamilton, le comté de Hastings, le district de Lakehead, le comté de Lincoln, London, Niagara Sud, Nipissing, Ottawa, la C.S.C.R. de Sault Ste. Marie, Scarborough, Stormont, le comté de Dundas et Glengarry, la C.S.C.R. de Sudbury et Windsor.

Il faut cependant remarquer que la plupart des conseils qui se sont établis une pratique et/ou des directives pour les espaces en surplus sont de grandes commissions urbaines, peut-être parce que les problèmes de baisse des effectifs y sont déjà plus aigus. Cela est dû en partie aussi au concept d'usage communautaire des écoles qui est apparu dans les villes et au fait que les villes disposent généralement de l'expertise d'un bureau de planification et de recherche qui permet d'avoir accès à l'information statistique requise. L'opposition montante dans les communautés locales à la fermeture d'écoles peut être une troisième raison, nécessitant par là même un plus grand choix d'autres utilisations possibles.

Les directives du ministère de l'Education sont suivies dans l'utilisation et dans la cession de classes et de bâtiments en surplus:

1. Utilisation

L'ordre suivant de priorités est suivi:

- (a) pour l'usage des élèves de la commission scolaire séparée ou d'autres écoles sans but lucratif
- (b) pour les besoins du système public d'éducation post-secondaire
- (c) pour les besoins de la communauté (centres communautaires, bibliothèques, garderies, etc.)
- (d) pour les besoins d'autres agences gouvernementales
- (e) pour les besoins du secteur privé.

2. Cession (vente)

Si la commission ne peut pas louer un bâtiment, il peut être mis en vente sous les conditions suivantes et dans cet ordre:

- (a) à une autre commission scolaire
- (b) à un institut d'études post-secondaires public



- (c) à la municipalité où se trouve le terrain ou au conseil correspondant
- (d) à un ministère du gouvernement de l'Ontario ou à une autorité qui en dépend
- (e) à une organisation à but non-lucratif subventionnée entièrement ou en partie sur une base continue par le gouvernement fédéral
- (f) au public par appel d'offres, si aucune offre à un prix considéré comme acceptable par la commission scolaire n'est reçue dans les 90 jours de la part de l'un des organismes cités ci-dessus.

Certains conseils (dont la plupart de ceux qui ont été cités ci-dessus) ont élaboré un ensemble d'options basées sur les directives et les pratiques établies. Tout programme d'utilisation secondaire de locaux en surplus vise généralement à améliorer ou du moins à maintenir la qualité des services et les possibilités en éducation malgré la diminution continue des ressources financières. Il devient usage courant de considérer une des stratégies suivantes:

1. Ajuster les limites géographiques.
2. Compléter/améliorer les programmes dans les écoles qui ne sont pas d'un niveau désiré.
3. Transférer des programmes comme l'immersion en français, l'éducation spéciale et l'anglais comme deuxième langue.
4. Changer les structures présentes de l'organisation scolaire; réorganiser les divisions des classes.
5. Créer des classes à deux niveaux (éviter les classes à trois niveaux).
6. Jumeler ou associer des écoles.
7. Etablir des écoles à but spécial et à inscriptions libres.
8. Utiliser les classes vides pour les autres besoins du système public/séparé.

9. Partager les locaux avec un autre conseil et encourager leur utilisation par la communauté. Louer les locaux vides pour créer des revenus et pour diminuer les frais d'entretien.
10. Fermer une classe, ou plus, étant en surplus.
11. Rapatrier les 7<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> années dans les écoles périphériques.
- 12.. Fermer l'école et transférer les élèves et les employés, ou échelonner la fermeture, une année scolaire à la fois. (Les transports constituent un critère important ici.) Essayer d'utiliser le bâtiment selon les méthodes (8) et (9) ci-dessus. Sinon, le mettre en vente avec la permission du ministère de l'Education. Fermer le bâtiment UNIQUEMENT s'il ne peut être ni vendu ni loué.

Les conseils scolaires adoptent des combinaisons de ces options. Les options 8,9,10 et 12 qui se rapprochent le plus de l'objet de notre étude sont traités ici d'une façon plus détaillée.

#### Utilisation des classes vides pour d'autres besoins du système public/séparé

Les jardins d'enfants juniors sont inclus dans cette option ainsi que les programmes de rattrapage; l'éducation physique ou en plein air améliorée; les arts, la musique, le français (immersion); l'anglais comme langue seconde; les langues ethniques (programme de langues d'héritage) dans les écoles situées dans des régions multiculturelles. Des programmes spéciaux d'enrichissement pour les élèves doués ont été introduits. Les écoles peuvent avoir besoin de la place en surplus pour en faire des salles de réunions, des salles à tout faire, des salles d'exercice, des centres de ressource, des salles d'entrepôt ou des bureaux d'orientation ou de coordonnateurs/esperts-conseil.

Les cours d'éducation permanente, en pleine expansion et fondés sur le

principe qu'on doit étudier toute la vie, offrent des programmes d'éducation et d'animation aux adultes (pendant la journée et le soir). Les programmes professionnels spéciaux ont de plus en plus de succès. Ils s'adressent aux élèves âgés de 13 à 15 ans qui ne peuvent ni suivre le programme normal ni en profiter. Les conseils scolaires d'Ottawa et de Durham comptent parmi ceux qui ont mis de tels programmes en pratique. Un conseil (celui d'Etobicoke) prévient qu'il n'est pas prudent de camoufler la baisse des effectifs dans une école en remplissant artificiellement la place vide. L'espace en surplus doit être rendu clairement visible à la communauté.

Louer les locaux vides pour créer des revenus ou pour diminuer les frais d'entretien, encourager leur utilisation par la communauté ou partager les locaux avec un autre conseil

L'espace en surplus qui dépend du gouvernement ontarien est loué moyennant un loyer fixé d'après les mémoranda et règlements du ministère de l'Éducation. Le montant du loyer est fixé sur la base de l'amortissement du coût: les représentants de beaucoup de conseils, comme celui de Scarborough, sont fortement d'avis que l'organisme locataire doit être prêt à défrayer le plein coût du fonctionnement/entretien par salle et par an; autrement, le programme normal d'éducation s'en ressentira. Les organismes d'éducation ou les agences à but non-lucratif en sont exempts. La compatibilité d'utilisation (avec les activités d'une école) doit aussi être une considération importante. Une clause de rupture est parfois incluse dans le bail.

A titre d'exemple, on peut citer le cas du conseil S.C.R.S. d'Ottawa qui loue actuellement trois écoles. Le conseil maintient une assurance sur les bâtiments et paie les coûts d'entretien des édifices. Toute perte de subvention résultant de la location est aussi ajoutée au loyer.

A l'occasion, une commission scolaire peut établir ses propres directives (le cas de London). La différence essentielle entre les deux tient dans des considérations d'ordre financier. Les demandes d'utilisation commerciale ne sont pas acceptées si l'usage de l'école pour les écoliers constitue encore un besoin.

Les conseils essaient d'encourager au maximum l'utilisation des locaux scolaires de plusieurs manières. Les espaces vacants sont utilisés le plus souvent pour l'éducation spéciale étendue<sup>\*</sup>, les maternelles et des programmes pour enfants d'âge scolaire ou pré-scolaire. Des unités/cliniques de santé et de psychiatrie, différents groupes communautaires et des agences d'assistance sociale (l'Association d'assistance familiale, le Conseil de planification sociale, etc.) font bon usage des salles de classe en surplus. Parmi les usagers, on peut retrouver des agences d'animation ou de loisirs; le département des Parcs et Loisirs organise des programmes du jour et du soir pour les adultes et pour les enfants. Des écoles et collèges communautaires (tel Montessori) occupent alternativement des locaux scolaires. Certaines salles de classe sont converties en studios d'art/musique/dance et en bureau de commission. Parmi les autres usagers, on retrouve des citoyens du troisième âge, des immigrants, des bibliothèques et des services bénévoles, la Croix Rouge, des courts familiales, des Parents du Quartier, des projets d'Emploi Canada, des cliniques d'impôts sur le revenu<sup>\*</sup>, des orchestres de chambre et des journaux communautaires. Certains conseils insistent sur l'utilisation multiple

---

\* Au service des enfants à handicap mental, physique, émotif et de perception. Exemple: A l'E.P.S. de la rue Clinton à Toronto, un programme pour les enfants retardés a été intégré à l'école autant que possible.

\* En échange de l'entrée gratuite des élèves aux répétitions et de cours gratuits de journalisme.



surtout dans le cas où un ou deux étages entiers deviennent vacants dans une école. Les demandes d'utilisation des communautés augmentent au moins aussi vite que les effectifs scolaires baissent. On commence à discerner un changement dans l'idée que l'on se fait de l'éducation et il se conçoit de plus en plus que l'éducation est une chose permanente à laquelle tout le monde, quels que soient l'âge et la condition socio-économique, peut participer pour son intérêt.

Le partage de locaux avec un conseil scolaire voisin est une pratique acceptée dans le cas de conseils adjacents dont les effectifs augmentent et baissent rapidement. Il est arrivé que deux conseils (public et séparé) avaient prévu en même temps la fermeture d'écoles; des consultations réciproques seraient à conseiller dans ces cas-là.

#### Fermer une salle de classe ou plus

Quelques conseils ont adopté une formule pour la fermeture de salles de classe en surplus. Ainsi, le conseil d'Etobicoke a établi que, d'après le nombre d'élèves en classes d'éducation spéciale (1-8, 9-16, 17+), une à trois salles en surplus sont mises à la disposition des écoles publiques pour les programmes d'enrichissement. Les salles de classe qui restent après cela sont fermées pour réduire les frais de chauffage et de nettoyage. (La commission d'Etobicoke a trouvé que le concierge ou le principal se trouvent quelquefois devant une situation où quelqu'un insiste qu'une salle vide soit ouverte pour un événement isolé. Il est donc préférable de changer les serrures et de laisser les clés dans un bureau de la commission. Les économies annuelles réalisées par Etobicoke sont estimées à \$1,250 par salle de classe fermée. Plusieurs autres commissions pensent suivre l'exemple d'Etobicoke.

Fermer l'école et transférer les étudiants et les employés

La fermeture d'écoles est considérée comme une solution de dernier recours pour parer aux problèmes de baisse des effectifs. Etant un sujet éa controverses, surtout dans le cas des petites écoles de quartier, cette solution a été axée de mesures expéditives à court terme qui ont des effets à long terme sur la cohésion d'un quartier. Dans bien des cas, une fermeture provoque le courroux des organisations de quartier. On ne réalise pas toujours les économies escomptées à cause des facteurs suivants: dépenses additionnelles pour les travaux requis par les écoles réceptrices, coût plus élevé des transports, subventions scolaires réduites, valeurs immobilières en baisse, la détérioration du voisinage et l'effet perturbateur sur les programmes d'éducation.

Il est cependant reconnu que, même si des économies sont réalisées, le coût n'est pas la seule question à considérer et les économies doivent être mises dans la balance en même temps que les facteurs de sécurité, de qualité de l'éducation et les effets sur le voisinage communautaire.

Il y a une commission qui utilise avec succès et depuis quelque temps un système spécial de fermeture d'écoles. Lorsqu'après les débats et les études de rigueur, l'administration recommande au conseil qu'une école soit fermée, tous les parents d'élèves reçoivent un avis par écrit de la décision et en sollicite leur opinion.

Le conseil nomme ensuite un comité formé des principaux de toutes les écoles concernées, des directeurs de l'éducation, de l'administrateur de gestion et de cinq personnes qui s'opposent le plus à la fermeture parmi les parents d'élèves. Aucun commissaire n'est nommé.

Le comité est mis au courant de tous les faits pour pouvoir prendre une décision en bonne connaissance du problème. Dans la plupart des cas, le comité a recommandé la fermeture de l'école.

Plusieurs conseils ont associé des écoles, organisé des années mixtes et fermé des salles de classe avant de fermer un bâtiment. Les parents d'élèves et les autres résidents sont donc déjà conscients de la baisse des effectifs dans ces écoles et aussi de l'augmentation du coût de l'éducation. Il leur semble alors plus raisonnable que le nombre d'écoles soit réduit.

Certains conseils se sont vus obligés de fermer jusqu'à 11 écoles après que les effectifs ont diminué de quelque 10,000 élèves.

Les confrontations entre les conseils et les communautés ont tendance à surgir au moment de la proposition de fermeture; les critiques se font très rares après la fermeture de l'école et après l'adaptation des enfants à leur nouveau milieu. Les administrateurs des conseils s'accordent à dire que plus on prend de temps pour préparer la communauté à la fermeture d'une école de quartier (de 18 mois à 3 ans), plus on a de chances que cela se fasse à la satisfaction de tout le monde.

Toutes les instances concernées trouvent que des lignes de conduite claires pour la fermeture d'écoles sont nécessaires, surtout lorsqu'il s'agit de céder un bâtiment\*. Ces lignes de conduite contiennent des clauses sur (1) la composition et l'objectif des comités consultatifs, (2) les critères de fermeture, (3) la fermeture, (4) la transformation d'espaces et (5) deux articles facultatifs -- les transports et équipements/mobiliers.

---

\* Certains rapports ne recommandent pas de lignes de conduite pour la fermeture d'écoles "chaque situation ayant un caractère unique".

Les critères de fermeture incluent:

1. autres utilisations du bâtiment impossibles (pour raisons d'emplacement, de mauvaises conditions de sécurité, etc.),
2. locaux disponibles dans d'autres écoles voisines, existence d'alternative moins coûteuse,
4. échelle de l'école et fonctionnement qui ne conviennent pas à d'autres utilisations.

Les procédures de fermeture comprennent:

1. la collecte, l'analyse et l'assimilation d'information appropriée (projections d'effectifs en rapport avec la capacité selon la fonction, analyse du coût et des données démographiques pour chacune des écoles en question),
2. la détermination d'un transfert adéquat des élèves,
3. la communication avec le personnel scolaire au sujet des transferts,
4. la communication avec la communauté,
5. la réception de l'approbation de l'(des) administrateur(s) supérieur(s) (surintendant),
6. considération de cession des bâtiments et des terrains.

La responsabilité des transports n'étant pas comprise dans les lignes de conduite des conseils pour les cas de fermeture, une étude supplémentaire est faite en général. Parfois, un comité ad hoc est créé par le conseil. Bien que le sujet des études du transport et des sondages correspondants varie grandement, un certain nombre de conseils revoient périodiquement les questions de sécurité, de durée de voyage, d'emplacements de points de ramassage, d'arrangements pour le déjeuner et pour les activités après-l'école.



Si un bâtiment est temporairement fermé (verrouillé et utilisé comme entrepôt jusqu'à ce qu'on ait besoin de le rouvrir), il devient souvent l'objet de vandalisme, requiert un entretien coûteux et sa désaffectation étonne les parents d'élèves. Les résidents se plaignent des détrituts et des herbes sauvages qui envahissent le terrain. C'est pour cela que les commissions préfèrent trouver un locataire pour le bâtiment.

\* \* \*

#### Enquête sur l'utilisation actuelle des bâtiments et terrains scolaires

On peut définir une forme acceptable d'utilisation alternative, toute utilisation qui profite à la communauté sans avoir d'effet perturbateur sur le voisinage. Les organisations éducatives qui offrent des programmes d'instruction et d'animation constituent les meilleurs locataires du point de vue de la communauté. Des biens scolaires vacants sont actuellement utilisés par des:

- centres municipaux d'art
- parcs ou terrains municipaux d'amusement
- clubs de service ou clubs ethniques
- centres d'éducation ou d'administration, y compris un centre professionnel de ressources
- collèges communautaires/annexes universitaires
- annexes professionnels junior
- écoles du jour pour adultes
- centres de formation des enfants retardés
- centres de réhabilitation d'alcooliques
- services d'appartements
- foyers de jeunes
- centres communautaires

- résidences privées (petites écoles rurales)
- écoles de rechange

Si on ne trouve pas de locataire, une décision pour la cession doit être prise. Le plus souvent, la propriété est vendue ou transférée de niveau (du niveau élémentaire au niveau secondaire ou vice-versa). Parmi les raisons avancées pour expliquer les ventes, on retrouve: la propriété "ne répond plus à un besoin scolaire"; certains petits conseils ont été regroupés en unités plus grandes et les terrains ont été expropriés pour l'élargissement de routes, d'égouts, d'échangeurs routiers, etc.; le bâtiment était en mauvais état; le bâtiment a été abandonné. Un très grand nombre de propriétés ont été vendues à des organisations de loisirs, d'éducation et de services sociaux. Parfois, la propriété est échangée à valeur égale lorsque la seule alternative est la vente pour \$1.

En général, toute "nouvelle" utilisation de bâtiments et de terrains scolaires est faite en fonction des besoins en loisirs et en éducation de tous les membres, jeunes ou vieux, de la communauté, et du droit de chacun à l'éducation permanente.

#### Réserve actuelle de locaux scolaires en surplus

Le problème est d'une étendue saisissante à première vue. Si nous faisons la somme de toutes les places d'élèves libres en 1977, sans nous soucier des places ici et là qui ne devraient pas être comptées, nous obtenons le total incroyable de 600,000! Sachant combien il est difficile de croire à l'exactitude d'un tel chiffre ou même de l'accepter sans y croire, nous avons pris les données disponibles et nous les présentons plus bas aux tableaux 7.1, 7.2 et 7.3.

TABLEAU 7.1

- 361 -

NOMBRE ESTIME DE CLASSES EXCEDENTAIRES EN ONTARIO,  
PAR CONSEIL, 1976 -- ELEMENTAIRE PUBLIQUE

Comté/district	Capacité (Nov. 77)	Effectifs (Sept.76)
Atikokan	1,460	913
Brant	16,488	12,099
Bruce	8,033	8,047
Carleton	30,016	23,543
Central Algoma	2,528	1,712
Chapleau	565	371
Cochrane-Iroquois Falls	2,474	1,741
Dryden	5,007	3,508
Dufferin	5,805	4,809
Durham	38,774	30,656
East Parry Sound	4,182	3,015
East York	14,880	10,010
Elgin	11,706	9,660
Espanola	1,911	1,319
Essex	14,316	10,716
Etobicoke	49,283	31,416
Fort Frances-Rainy River	3,883	2,425
Frontenac	17,663	11,531
Geraldton	901	566
Grey	13,662	10,361
Haldimand	6,503	4,832
Haliburton	2,151	1,644
Halton	41,190	31,344
Hamilton	47,385	29,100
Hastings	16,921	13,292
Hearst	490	390
Huron	10,061	7,656
Kapuskasing	1,156	806
Kenora	2,796	2,089
Kent	15,321	12,111
Kirkland Lake	2,730	1,729
Lake Superior	2,730	1,301
Lakehead	20,730	13,157
Lambton	21,587	14,586
Lanark	7,049	5,378
Leeds & Grenville	13,584	10,535
Lennox & Addington	6,900	5,510
Lincoln	29,805	21,014
London	41,643	27,713
Manitoulin	1,567	1,212
Michipicoten	641	589
Middlesex	11,144	8,380
Muskoka	6,140	5,121
Niagara South	30,682	20,599
Nipigon-Red Rock	1,016	635
Nipissing	8,744	6,038
Norfolk	8,987	6,770
North Shore	2,746	1,874
North York	99,016	60,175
Northumberland & Newcastle	18,481	13,738
Ottawa	36,499	20,381
Oxford	14,442	11,263
Peel	67,352	51,603
Perth	11,283	8,740
Peterborough	14,939	12,224
Prescott & Russell	1,183	1,218
Prince Edward	4,543	3,217
Red Lake	1,217	1,153
Renfrew	11,833	8,282
Sault Ste. Marie	13,356	9,116
Scarborough	79,123	54,904
Simcoe	32,331	28,019
Stormont, Dundas & Glengarry	11,692	7,365
Sudbury	20,237	12,773
Timiskaming	4,133	2,921
Timmins	4,375	3,208
Toronto	90,286	58,348
Victoria	7,486	6,174
Waterloo	42,395	32,349
Wellington	19,664	15,269
Wentworth	19,230	12,800
West Parry Sound	3,657	2,535
Windsor	25,137	15,582
York Borough	18,997	13,676
York	34,776	28,200
TOTAL	1,312,966	929,056

TABLEAU 7.2

NOMBRE ESTIME DE CLASSES EXCEDENTAIRES EN ONTARIO,  
PAR CONSEIL, 1976 -- SECONDAIRE

Comté/district	Capacité (Nov.77)	Effectifs (Sept.76)
Atikokan	780	603
Brant	8,230	6,744
Bruce	4,905	3,632
Carleton	17,740	15,134
Central Algoma	900	749
Chap	400	364
Cochran-J-Iroquois Falls	2,170	1,800
Dryden	2,220	1,866
Dufferin	2,500	2,351
Durham	19,850	17,019
East Parry Sound	1,130	1,351
East York	4,330	5,033
Elgin	6,310	4,855
Espanola	1,460	1,150
Essex	8,970	8,687
Etobicoke	24,095	22,012
Fort Frances-Rainy River	2,235	1,661
Frontenac	9,870	8,135
Geraldton	830	711
Grey	6,480	5,552
Haldimand	4,055	2,975
Haliburton	710	676
Halton	21,810	20,935
Hamilton	27,135	18,710
Hastings	10,545	9,198
Hearst	5,730	4,689
Kapuskasing	3,250	2,271
Kenora	1,885	1,675
Kent	9,984	8,370
Kirkland Lake	1,820	1,707
Lake Superior	1,415	968
Lakehead	11,850	9,603
Lambton	9,670	8,897
Lanark	4,145	3,619
Leeds & Grenville	7,675	6,232
Lennox & Addington	3,750	2,725
Lincoln	15,810	12,629
London	24,810	18,554
Manitoulin	960	931
Michipicoten	790	580
Middlesex	4,685	4,373
Muskoka	2,700	2,835
Niagara South	18,640	14,359
Nipigon-Red Rock	815	470
Nipissing	10,325	7,467
Norfolk	5,465	4,004
North Shore	2,530	1,731
North York	30,745	36,203
Northumberland & Newcastle	9,915	7,858
Ottawa	32,395	25,211
Peel	31,370	28,784
Perth	5,865	5,540
Peterborough	9,640	7,785
Prescott & Russell	4,835	4,251
Prince Edward	1,600	1,497
Red Lake	650	489
Renfrew	9,145	7,855
Sault Ste. Marie	10,505	6,968
Scarborough	33,625	31,755
Simcoe	18,935	15,959
Stormont, Dundas & Glengarry	11,439	9,232
Sudbury	19,490	15,040
Timiskaming	3,180	2,578
Timmins	4,765	3,773
Toronto	37,905	36,790
Victoria	3,390	3,159
Waterloo	21,635	17,850
Wellington	9,670	8,695
Wentworth	8,885	7,471
West Parry Sound	1,240	1,367
Windsor	15,910	12,910
York Borough	9,790	8,562
York	19,235	16,446
TOTAL	711,293	610,918



TABLEAU 7.3

NOMBRE ESTIME DE CLASSES EXCEDENTAIRES EN ONTARIO,  
PAR CONSEIL, 1976 -- SEPRE

Comté/district	Capacité (Nov.77)	Effectifs (Sept.77)
Atikokan	565	366
Brant	5,257	3,445
Bruce-Grey	3,937	3,131
Carleton	21,390	15,692
Chapleau Panet & Township	675	404
Cochrane-Iroquois Falls	3,417	1,995
Dryden	700	434
Dufferin-Peel	22,382	21,919
Durham Region	11,739	8,567
Elgin	2,122	1,658
Essex	12,343	10,358
Fort Frances — Rainy River	1,130	659
Frontenac-Lennox & Addington Co.	5,986	4,381
Geraldton	1,130	854
Haldimand Norfolk	3,751	2,739
Halton	10,382	8,225
Hamilton-Wentworth	31,194	22,320
Hastings-Prince Edward	4,850	3,909
Hearst	2,405	1,570
Huron-Perth	3,958	2,986
Kapuskasing	5,549	3,088
Kenora	1,546	1,256
Kent	7,277	5,768
Kirkland Lake	2,883	1,634
Lakehead	8,413	7,023
Lambton	7,133	5,615
Lanark, Leeds & Grenville	4,463	2,949
Lincoln	11,226	8,475
London & Middlesex	16,339	11,085
Metropolitan Toronto	103,242	90,876
Michipicoten	990	679
Nipissing	13,845	9,133
North Shore	4,722	3,180
Ottawa	42,454	20,710
Oxford	3,121	2,184
Peterborough, Victoria, Northumberland & Newcastle	7,627	5,999
Red Lake	210	95
Renfrew	9,948	6,093
Sault Ste. Marie	8,937	7,301
Simcoe	8,621	5,781
Stormont, Dundas & Glengarry	15,277	8,974
Sudbury	32,904	23,831
Timiskaming	3,740	1,983
Timmins	7,554	5,268
Waterloo	22,983	16,827
Welland	16,412	11,910
Wellington	6,882	4,959
Windsor	25,638	17,358
York Region	9,006	7,675
TOTAL	570,088	420,673

On peut déduire la place en surplus de deux ensembles de données fournis par le ministère de l'Education. Les résultats sont donnés plus bas: (1) effectifs<sup>1</sup> en 1976 et (2) les charges<sup>2</sup> d'élèves, déterminés par le ministère pour les besoins législatifs au chapitre des subventions (plan de subvention de ces taux). La différence -- entre (1) et (2) -- est divisée par le taux X moyen d'élèves par salle de classe à l'élémentaire et Y au secondaire.

Ces taux varieront d'un conseil à l'autre. Dans le premier bulletin d'information de la Commission: "Locaux scolaires, la Communauté et la baisse des effectifs", on a demandé aux conseils de calculer chacun le nombre des salles de classe en surplus dans leur zone de responsabilité respective. Espérons que ce bulletin arrivera à convaincre les systèmes scolaires, partout dans la province qu'il y a vraiment de la place non-utilisée.

L'étendue de l'espace scolaire en surplus peut être projetée en utilisant les prévisions des effectifs (que l'on peut obtenir jusqu'à l'année 1986 auprès du département de planification de l'Education d'OISE) et les charges actuelles d'élèves. La procédure indiquée plus haut est suivie encore une fois. Le fait qu'une commission ait un surplus d'espace ne garantit pas que l'emplacement de cet espace en permette une exploitation économique.

Les responsables de l'explosion dans la construction des années cinquante et soixante ont-ils dilapidé de l'argent comme ces nobles prodiges et appauvris? Il faut répondre non à cette question. Il nous fallait prévoir des bâtiments pour tous ces enfants que nous élevions et pour tous ceux aussi qui ont déferlé des autres provinces et des autres pays. Souvenez-vous que ce

---

<sup>1</sup>Dossiers et systèmes d'information.

<sup>2</sup>Analyse des données en éducation.

n'est qu'après le recensement de 1966 qu'apparut le premier signe clair d'une baisse éventuelle des effectifs et personne ne pouvait prédire alors que la baisse de fécondité serait si prononcée et allait durer aussi longtemps, ni qu'elle serait accompagnée de conditions économiques que nous comprenons mal et appelons, sans nous y accoutumer, dans notre désespoir "stagflation". En vérité, tout s'est effondré et nous sommes pris dans une situation peu enviable malgré les milliers de classes préfabriquées portables, souvent inadéquates aussi bien que désagréables à la vue et qui ont poussé partout comme des champignons pour pallier à ce qui semblait être un besoin passager dans bien des communautés (les parents veulent bien laisser derrière eux, en déménageant, une bonne école pour répondre à l'appel du large ou d'un meilleur emploi). Remarquez que même après que la baisse des effectifs était devenue une quasi-certitude, les bâtiments dont la construction avait été entamée devaient être achevés et le secteur des écoles secondaires était encore en pleine expansion. L'arrêt se fit quand même brusquement, comme l'indique le tableau 7.4:

Tableau 7.4

Dépenses des conseils scolaires, 1967 à 1977

(d'après des rapports du ministère de l'Education)

<u>Année</u>	<u>Dépenses (000)</u>
1967	\$285,742
1968	300,990
1969	284,034
1970	269,570
1971	277,927
1972	211,731
1973	165,481
1974	162,425
1975	176,264
1976	144,111
1977	108,000 (estimation)

### Résumé historique du financement des constructions scolaires

Les fonds provenaient de plusieurs sources dont le ministère de l'Éducation, le gouvernement fédéral (indirectement), les impôts locaux (dépenses en capital des revenus courants) et les emprunts en offrant des obligations (et aussi les fonds d'églises et même les revenus de lotterie et de bingo, si l'on devait savoir la vérité).

A la fin de la deuxième guerre mondiale, une méthode presque universelle de financer les nouvelles constructions était d'emprunter de l'argent en offrant des obligations à long terme (25 ans en général) sur le marché public. Les autres, c'est-à-dire, les conseils scolaires publics primaires et secondaires, devaient passer par les municipalités qui offraient et vendaient pour eux des obligations. Les conseils scolaires primaires ruraux, y compris ceux situés dans des communes rurales, devaient d'abord soumettre leur proposition d'emprunt à l'approbation de leurs électeurs; quand la permission était obtenue, le conseil scolaire pouvait demander au conseil municipal d'offrir des obligations (avec l'approbation de la commission municipale de l'Ontario). Les conseils scolaires urbains primaires et secondaires réclamaient simplement que leur conseil municipal offre des obligations. Si le conseil l'approuvait, comme dans 90% des cas, les obligations étaient offertes (avec l'approbation de la CMO encore une fois), sans faire appel aux électeurs. Si, cependant, le conseil refusait d'offrir des obligations, le conseil scolaire pouvait porter la question devant ses électeurs et si le vote était favorable, le conseil municipal était alors obligé d'offrir les obligations après que la CMO les avaient approuvées. Cette méthode de financement des constructions scolaires présentait trois inconvénients majeurs:



1. Les zones scolaires devenaient de plus en plus grandes dans les années cinquante et dépassaient les limites des municipalités. Il fallait donc décider quelle serait la municipalité qui serait responsable des obligations. Il fallait aussi tenir compte du droit de veto. Plus d'une municipalité étant concernée, un seul refus de partager la dette suffisait à abandonner l'offre d'obligations.
2. La plupart des municipalités ne disposant que de peu de biens immobiliers comme nantissement, l'intérêt sur les obligations scolaires était en général élevé.
3. La Commission municipale de l'Ontario se sert du rapport de la dette municipale avec l'assiette imposable totale comme critère pour approuver un emprunt. Parfois, une dette excessive dans une municipalité obligeait la CMO à refuser l'emprunt d'un conseil scolaire desservant plus d'une douzaine de municipalités.

Ce problème était en général long à résoudre et parfois un arrêté ministériel était nécessaire pour obtenir l'offre des obligations.

La période d'après-guerre vit plusieurs changements dans le financement par emprunt des constructions scolaires. En 1957, les conseils scolaires dans les communes organisées n'étaient plus tenus de soumettre un programme d'emprunt au suffrage de leurs électeurs et pouvaient désormais s'adresser directement à la municipalité comme leurs homologues primaires et secondaires des zones urbaines.

En 1965, lorsque tous les conseils scolaires dans les communes organisées furent regroupés en un conseil par commune, les seuls conseils encore obligés de faire plébisciter leur décision étaient ceux des communes non-organisées ou des régions sans plan cadastral (où il n'y avait pas d'autorité municipale

pour s'engager aux noms des contribuables). Cela voulait dire qu'après 1965, les conseils scolaires ne pouvaient plus obliger le conseil municipal à offrir des obligations en obtenant le consentement des contribuables (suivi, bien sûr, de l'approbation de la CMO). Au lieu de cela, la Loi de 1965 permettait d'inclure dans les dépenses courantes jusqu'à deux millièmes chaque année en biens d'équipement, sans avoir besoin de la sanction habituelle pour les emprunts par obligations du conseil municipal ou de la CMO. Cette limitation a été ramenée à un millième dans le cas des conseils -- ce qui constitue une petite ou une grosse somme d'argent selon le conseil scolaire. Cependant, l'élan et l'assistance à la construction venaient surtout de la province sous forme d'aide financière au chapitre du plan d'aide à l'éducation.

#### Aide provinciale pour les dépenses en immobilisations

Les premières années d'après-guerre virent de grands changements dans la nature et dans l'importance de l'aide financière provinciale pour les dépenses scolaires. En 1945, l'aide législative aux conseils scolaires primaires et secondaires était passée de \$8,980,273 à \$26,606,874 en un an -- ce qui constitue une augmentation de 196%. Cette année-là, le nouveau plan d'aide était basé sur le principe du "coût approuvé", la province se chargeant d'un pourcentage variable de ces coûts pour les conseils primaires des municipalités urbaines selon la population et selon l'assiette par classe dans les régions rurales, et pour les commissions secondaires selon le rapport du coût approuvé sur l'assiette à but scolaire. Pour les deux niveaux, le "coût approuvé" tient compte du service de la dette (intérêt et principal) et des dépenses en immobilisations sur le revenu courant.

Après 1945 cependant, des limites par élève étaient placées sur la somme totale du coût approuvé. Ainsi, de 1945 à 1949 les nouvelles constructions

étaient subventionnées dans la même proportion que les salaires des enseignants par exemple. Cela n'était plus vrai, cependant si un service de la dette et des coûts de transport élevés faisait dépasser la limite par élève de son coût approuvé à un conseil, et c'était là un danger. Pendant que les dépenses en immobilisations augmentaient après 1945, ce problème devint plus aigu jusqu'à ce qu'un nouveau plan d'aide qui définissait le coût approuvé d'une façon moins globale fût adopté en 1950. La limite par élève sur le coût total approuvé fut supprimée et fut placée (pour les conseils primaires) sur le salaire des enseignants seulement. A cette somme on ajoutait entre autres: "les déboursés provenant des fonds courants... en rapport avec le principal, l'intérêt et autres dûs... sur les obligations et sur les emprunts de capital (et pour) les nouvelles écoles, l'agrandissement des écoles, l'ajout de salles de classe."

Cela signifiait non seulement que tout le service de la dette pouvait être subventionné dans la même proportion que les salaires (dans les limites prescrites) mais que les conseils, qui se prévalaient du droit, cité plus haut, selon lequel un agrandissement ou une école entière pouvait être financé en un an par l'addition de deux millièmes au revenu courant (ce qui n'était pas très difficile pour les grandes villes), recevraient un même soutien financier de la province.

Pour les conseils secondaires, le coût approuvé ne comprenait ni les salaires des enseignants ni les autres dépenses courantes, mais il comprenait toutes les formes de dépenses pour les nouvelles constructions. L'aide payée aux conseils secondaires sur le coût approuvé allait de 15% à 30% en bas de l'échelle (selon le genre et la situation géographique d'une municipalité) à une proportion de 50% à 75% en haut de l'échelle.

Comme la prolifération de nouveaux bâtiments du primaire et du secondaire continuait de plus belle dans les années cinquante, le service élevé de la dette et le coût toujours plus élevé des transports (à cause de la centralisation rapide des écoles primaires et secondaires dans les régions rurales) devenaient un poids plus lourd pour les impôts immobiliers et/ou freinait la réalisation d'un réseau complet d'écoles centrales. Un nouveau plan d'aide fut donc introduit en 1958. Le nouvel élément, en rapport avec l'objet de ce chapitre, que l'on découvre est l'introduction du principe de l'aide-à-la-croissance. Ce principe signifiait essentiellement que l'aide allant à un conseil augmentait non seulement lorsque son assiette imposable unitaire diminuait, mais aussi lorsque le service de sa dette, ses dépenses en transport et en immobilisations sur les revenus courants (appelées dépenses extraordinaires) par élève augmentaient.

De 1958 à aujourd'hui, ce concept a fait que, pour tous les conseils, l'aide payée à titre de dépenses extraordinaires dépassait ce que l'on accordait à titre ordinaire. On peut alors avancer qu'une telle méthode pousse les décisions budgétaires vers les dépenses extraordinaires au détriment des dépenses ordinaires. Le ministère a pris une série de mesures pour réduire cet effet. De 1954 à 1959 le coût approuvé du service de la dette se basait sur la valeur de \$20,000 par salle de classe, et seules les salles essentielles étaient comptées. Ainsi, une nouvelle école de dix salles de classe pouvait avoir une valeur approuvée pour l'aide de \$200,000; mais l'école pouvait avoir un coût total de \$400,000 si le conseil décidait d'y ajouter une cafétéria, un amphithéâtre, un gymnase, une bibliothèque et un atelier. La politique ministérielle était de permettre la construction d'un tel bâtiment mais de n'inclure dans le coût approuvé que 50% du service de la dette sur ce bâtiment au cours de vingt à vingt-huit ans de durée de la dette. Le solde de 50%



devait provenir des impôts locaux de même que la part du coût approuvé revenant au conseil scolaire. En dehors des quelques conseils les plus capables, les bâtiments construits suivirent de plus près possible les niveaux approuvés par le ministère. Les conseils pauvres n'aménageaient pas de salles d'activités générales, ni de bibliothèques ni de salles de gestion ménagère. En 1960, la limite approuvée dans les écoles secondaires était portée à \$25,000 par salle de classe et le règlement devenait plus souple sur ce qu'on pouvait considérer comme salle de classe.

Bien que deux changements majeurs dans la structure de l'aide soient intervenus depuis 1958 (l'un en 1964 et l'autre en 1969), les dispositions prévues pour les dépenses extraordinaires et par conséquent pour le service de la dette et pour les dépenses en immobilisations sur le revenu courant sont restées essentiellement les mêmes: le taux d'aide pour les dépenses extraordinaires a augmenté en même temps que le total des dépenses par élève.

Certains changements sont intervenus dans la structure de l'aide et dans la politique provinciale qui touche les autorisations de construire des bâtiments scolaires:

1. Une nouvelle méthode d'autorisation des dépenses en immobilisations a été adoptée en 1967 (rétroactive jusqu'en 1965). La nouvelle formule liait l'autorisation au type de salle (salle de classe, amphithéâtre, cafétéria), à la taille du bâtiment en termes de places pour les élèves et à l'emplacement géographique considéré. En utilisant des "facteurs d'unité de local" d'après le type d'école et la surface considérée, une mesure bien plus précise de l'espace requis et approuvé devient possible. Des différences régionales de construction unitaires étaient aussi considérées. Il en résulte

- qu'entre 80 et 100% des projets dont les crédits avaient été coupés depuis 1965 étaient reconnus pour l'aide.
2. Depuis 1967, les obligations étaient vendues à la Corporation Ontarienne d'Aide en Capitaux pour l'Education (financée à l'aide de fonds du Régime de Pension de Retraite du Canada) plutôt que mises sur le marché. Désormais une source de fonds à des taux d'intérêt plus bas était donc assurée.
  3. Le début des années soixante-dix vit encore un changement dans la politique du ministère de l'Education. Afin d'empêcher que les impôts municipaux n'augmentent encore, les commissions scolaires n'étaient plus autorisées à construire d'écoles dont la valeur dépasserait la somme approuvée par le ministère. Cette décision fut prise tout de suite après la publication du deuxième rapport intérimaire du Comité sur le coût de l'éducation, qui recommandait que "la somme des capitaux d'immobilisations mise à la disposition de la Corporation Ontarienne d'Aide en Capitaux pour l'Education pour les constructions scolaires au primaire et au secondaire ne dépasse pas \$50 millions par an en dollars de 1972 pour chacune des années fiscales de 1973 à 1981 inclus, ce qui constitue une réduction de \$109 millions par rapport à la somme allouée en 1972".

Les conseils étaient tenus de préparer des plans quinquennaux pour les changements des besoins en locaux et toute demande de construction d'école devait être justifiée sur une base bien plus stricte qu'auparavant. La nouveauté était la décision de considérer les besoins de l'élémentaire au niveau global de toute la région et de demander au conseil scolaire public et séparé de coopérer si les besoins de l'un correspondaient au surplus de l'autre.

4. Lorsqu'en 1969, de nouveaux conseils scolaires de district et de comté furent créés, l'autorité d'offrir des obligations pour les écoles primaires et secondaires leur fut transférée alors qu'elle appartenait jusque là aux conseils municipaux et de comtés. Le conseil municipal du Toronto métropolitain est le seul à offrir et à autoriser des obligations du primaire et du secondaire.
5. En 1976, l'élément besoins-de-croissance du plan d'aide en vigueur depuis 1958, était abandonné mais réinstitué en 1977 avec la différence que les dépenses en immobilisations, sur les fonds de revenu, et le service de la dette sur les obligations offertes en 1977 ne se qualifiaient toujours pas dans le cadre du besoin-de-croissance.

Evaluation des documents existants

sur les autres utilisations possibles des propriétés scolaires

Sachant le nombre de conseils scolaires qui doivent faire face à ces problèmes chaque jour, j'ai décidé d'apporter mon aide en fournissant des renseignements pratiques. J'espère bien ne pas être mal compris en disant que j'aimerais bien attirer votre attention sans forcément appuyer ni recommander les pratiques suivantes individuellement ou dans leur ensemble. De toutes les façons, je préfère courir ce risque plutôt que de laisser les conseils scolaires sans aide en ce moment; je sais bien que l'on me reprochera d'aborder ce sujet dans le premier bulletin d'information, mais on a besoin de secours et la tête dure d'origine irlandaise résistera bien à quelques petits pavés!

Sept articles ont été choisis dans le cadre de cette évaluation sur la base de leur clarté, de leur utilité et de leur application générale. Ils devraient constituer une base solide de familiarisation sur le sujet d'autres utilisations possibles des locaux scolaires en surplus.

1. Corman, Linda. Community Education in Canada: An Annotated Bibliography. Série bibliographique No 2, Toronto, 1975.

Résumé: Une bibliographie en quatre parties de bandes vidéo et d'écrits canadiens sur l'"éducation communautaire au Canada". Le chapitre 1, Ecoles communautaires/Education communautaire, donne une liste d'éléments en rapport avec les théories et les définitions. On cite certaines écoles communautaires au Canada, des méthodes généralisées de développement d'écoles communautaires, des programmes particuliers, et le rapport de la Commission d'enquête sur l'utilisation des locaux scolaires (Ontario). Les articles comprennent des discussions sur l'utilisation et le contrôle communautaire des écoles. Le chapitre 2 donne simplement une liste de travaux sur l'utilisation communautaire: raisons, problèmes et procédures, et enquêtes. Le chapitre 3 traite du contrôle communautaire des écoles -- le pour et le contre et les stratégies. Le dernier chapitre donne une liste d'autres bibliographies, y compris de travaux faits aux Etats-Unis.

Remarque: Cette bibliographie détaillée et complète devrait être d'une grande utilité à toute personne impliquée dans l'utilisation d'écoles communautaires, étant donné surtout qu'elle ne se limite pas à l'Ontario et donne une vue d'ensemble du Canada.

2. Commission d'enquête sur l'utilisation des locaux scolaires. Rapport final. Charles E. McIlveen, président. Assemblée législative de l'Ontario. Toronto, 1975.

Résumé: Le rapport final, intitulé: Ce qui suivra dépend de vous, rassemble les idées et les recommandations des trois rapports intérimaires et une discussion des réactions aux travaux antérieurs. Les sujets traités sont les



écoles comme locaux communautaires, les écoles communautaires, l'utilisation communautaire des écoles, les programmes permanents d'éducation, l'éducation libre en Ontario. Parmi les recommandations, deux d'entre elles s'appliquent directement à l'espace scolaire en surplus: Les 14<sup>e</sup> et 15<sup>e</sup> recommandent la participation communautaire avant toute décision sur l'utilisation d'espace, sur la fermeture d'école et sur la vente ou la cession de la propriété scolaire. Les quarante et une autres recommandations concernent l'adoption d'un système d'éducation communautaire, de planification et de conception de locaux communautaires, d'accessibilité pour les handicapés. On discute le mode de paiement pour l'utilisation communautaire des écoles, la planification et l'organisation de l'année scolaire et l'institution d'un conseil de l'éducation libre. La participation publique dans la planification tient une place importante mais ce n'est pas le cas pour les décisions finales.

Remarque: Suivant deux principes de base, c'est-à-dire -- l'éducation devant se faire toute la vie et l'éducation ne se limitant pas aux institutions traditionnelles, ce rapport donne une vue d'ensemble des idées avancées sur l'utilisation de locaux d'éducation; en tant que tel, il mérite une lecture attentive de la part de toutes les personnes concernées par l'utilisation d'espace scolaire en surplus qu'elles soient d'accord ou non avec les termes et/ou l'objet de chaque recommandation. Le rapport invite aussi à la discussion sur ce que devrait être la mesure de la participation de la communauté locale dans certains domaines et sur le rôle consultatif joué par certains comités communautaires scolaires qui constitue l'un des défauts du programme d'éducation communautaire du ministère.

3. Rideout, E. Brock, et al. Conséquences éducatives, sociales et financières de la baisse des effectifs sur les conseils scolaires. (Chapitre 4: Al-

ternative pour l'utilisation durant le jour de l'espace scolaire vacant).

Ministère de l'Education, Ontario, 1977.

Résumé: Le chapitre 4 étudie les autres utilisations possibles d'espace pour qu'une école en baisse d'effectif puisse être gardée ouverte. Après une enquête préliminaire, vingt-neuf écoles furent retenues pour l'étude parce qu'elles comprenaient des espaces vacants utilisés pour autre chose que les buts éducatifs ordinaires.

Les résultats que l'on peut dégager de cette étude sont présentés sous les titres: (1) mesure et emplacement d'espace en surplus (2) utilisation de l'espace en surplus dans des buts éducatifs (3) utilisation d'espace en surplus par des agences extérieures (4) problèmes des autres utilisations de jour (5) avantages des autres utilisations de jour (6) ententes de location et (7) méthode de demande. On trouvera en annexe une étude de cas d'autres utilisations d'espace en surplus dans douze des écoles mentionnées. Une bibliographie est donnée à la fin de l'étude.

Remarque: Toute personne s'intéressant à l'intensité, au genre d'autres utilisations possibles durant le jour des espaces vacants dans les écoles de l'Ontario, et aux avantages et inconvénients qui vont de pair, devrait trouver utiles et intéressants les résultats détaillés de cette étude. Les expressions du genre "espace vacant", "autres utilisateurs/utilisations de jour" sont clairement définies, ce qui n'est pas le cas dans le rapport de la Commission d'enquête où certaines expressions ne sont pas très claires.

4. Rideout, E. Brock, et al. Comment pallier aux problèmes de baisse des effectifs: Conséquences éducatives, sociales et financières de la baisse des effectifs sur les conseils scolaires. Ministère de l'Education, Ontario, 1975.

Résumé: Ceci était le rapport final de la première année du contrat de recherche: Conséquences éducatives, sociales et financières de la baisse des effectifs sur les commissions scolaires. Ce rapport porte sur la seule partie de l'étude achevée à ce moment-là et consiste principalement en une série d'études de cas de conseils qui avaient entrepris de fermer des écoles. Neuf cas sont rapportés au chapitre 2. L'idée était que ces études de cas pouvaient "permettre au ministère de tirer des conclusions sur les facteurs controversés liés aux fermetures d'écoles proposées surtout et aux clivages éducatifs, sociaux et financiers". Le chapitre 3 suggère quelques directives basées sur les études de cas et s'adresse aux conseils qui doivent procéder à la fermeture d'écoles. L'information provenant de la politique des conseils et d'autres études sur la baisse des effectifs est combinée avec les résultats de la recherche. Le chapitre 4 comprend les résumés de références choisies sur la baisse des effectifs divisés comme suit: (1) tendance des effectifs (2) dimension des écoles (3) coûts (4) l'administration dans le contexte de la baisse des effectifs et (5) locaux. Une bibliographie de textes choisis est donnée à la fin du rapport.

Remarque: La lecture des neuf études de cas devrait être utile à tout commissaire ou représentant de commission qui risque d'être impliqué dans une décision de fermeture d'école. Les études indiquent les erreurs à ne pas commettre et décrivent les conditions qui permettent des fermetures bien faites lorsque celles-ci sont nécessaires. Elles donnent des détails qui peuvent permettre aux parents et aux représentants communautaires, de faire des propositions constructives à propos de l'alternative et de la participation communautaire à la décision de fermeture/non-fermeture.

Les directives déduites de ces cas et d'autres sources devraient aussi

être utiles à des commissions plus petites.

5. Espace scolaire en surplus: Options et possibilités/Surplus School Space: Options and Opportunities. New York: Educational Facilities Laboratories, 1976.

Résumé: Cet article (Espace scolaire en surplus) complète l'article antérieur de l'EFL intitulé Fewer Pupils/Surplus Space, 1973, (Moins d'élèves/Plus d'espace). Il porte sur le problème public complexe de ce que l'on doit faire des locaux publics plutôt que sur la seule question: fermer ou ne pas fermer? Il constitue un guide pour la participation communautaire dans les décisions portant sur l'espace scolaire en surplus. On y trouve des suggestions d'options pour les écoles qui doivent être fermées et celles que l'on garde ouvertes avec un grand nombre de salles de classe vides. La planification doit se faire au niveau de tout le district car la tendance à la baisse des effectifs est générale; mais elle doit tout de même tenir compte des tendances démographiques locales, du zonage et développement potentiel des terres, des écoles privées de la région, des coûts, des besoins locaux en éducation, de l'aide et des règlements gouvernementaux et du rôle de l'école dans la communauté. De nombreux avantages découlent de la fusion de l'école et de la communauté.

Remarque: Cet article, publié au bon moment, s'adresse à un public plus varié que le précédent -- il intéresse non seulement l'administrateur scolaire, le planificateur/architecte d'écoles, mais aussi toute personne appelée à participer à l'élaboration de politiques publiques. Il constitue un guide précieux pour la compréhension des conditions de baisse des effectifs, de la méthode que l'on peut suivre pour y parer raisonnablement et des options qu'ont les conseils à part la fermeture ou l'abandon d'écoles.



6. L'école secondaire: Réduction, rénovation et valeur immobilière/The Secondary School: Reduction, Renewal and Real Estate. Education Facilities Laboratories, 1976. New York.

Résumé: Ce troisième article de l'EFL, qui s'occupe surtout de l'effet de la baisse des effectifs sur les locaux scolaires, s'intéresse à l'avenir des écoles secondaires. La baisse des effectifs à venir dans les écoles secondaires pourrait être le moment opportun pour un remaniement général de l'enseignement secondaire (et pour les adultes). Un usage communautaire semblable à celui des écoles primaires est possible; l'intégration systématique de l'école dans la communauté au moyen de programmes travail-étude, et de programmes pour adultes, constitue une autre possibilité. Le financement de nouveaux types d'écoles, en louant des locaux à des locataires qui participent au programme d'éducation à but lucratif, y est suggéré.

Remarque: Peu de communautés doivent faire face aujourd'hui au problème de l'utilisation d'espace scolaire en surplus au secondaire, mais il n'est pas trop tôt pour s'y préparer. Ce rapport sera utile aux communautés qui veulent faire leur planification dès aujourd'hui et les aidera à analyser les conditions locales et à choisir des options qui ranimeront leur école secondaire. Cet article tient lieu de travail de prévention et peut donner lieu à une planification créative au lieu d'attendre une autre crise dans l'enseignement.

7. Le comité d'utilisations parallèles: un modèle de décisions partagées.

Commission scolaire de Toronto. Toronto, 1974.

Résumé: Le rapport du Groupe de planification communautaire sur les utilisations parallèles d'espaces scolaires vacants par des groupes non-scolaires donne une idée générale des principes et des priorités de l'utilisation commu-

nautaire et offre une méthode pour sa mise en oeuvre. Le rapport en détail (1) comment un espace dans une école peut être défini comme étant vacant (2) les ressources générales et spécialisées qui peuvent servir dans des programmes d'utilisations parallèles (3) la composition et la formation d'un comité d'utilisations parallèles (éléments-clés de politique) (4) les procédures que suivrait le comité d'utilisations parallèles et que celui-ci intégrerait avec celles des autres comités et avec celles de la commission et (5) une méthode d'évaluation du programme après une période d'essai de six mois. Des exemples de permis et de conventions y sont joints. (La politique des modes de paiement a été révisée l'an dernier).

Remarque: Ce rapport peut être d'un très grand intérêt pour les commissions dont la politique d'utilisations parallèles des espaces scolaires en surplus (durant les heures de classe) est en cours d'élaboration. Les conseils à la recherche d'une politique équitable de modes de paiement devraient étudier la dernière version révisée du conseil de Toronto. Les détails du où-quand-et-comment les comités d'utilisations parallèles doivent opérer peuvent être d'un grand service pour l'équation entre les espaces vacants et les utilisateurs potentiels à la lumière des besoins des écoles et de la communauté.

\* \* \*

Les sept documents ci-dessus sur les autres utilisations possibles de propriétés scolaires sont représentatifs de la façon dont ce problème particulier est traité dans quatre ensembles géographiques: Toronto, la province de l'Ontario, le reste du Canada et les Etats-Unis. Il ne fait aucun doute que d'autres politiques et rapports aussi valables sinon plus que ceux choisis ici existent.

## Chapitre 8

### Le coût de l'éducation

Depuis près de dix ans, dès le début des années soixante et jusqu'en 1972, l'éducation accaparait la plus grande part des dépenses provinciales. Elle constituait plus de 30% des prévisions de dépenses dans cinq années fiscales sur six de 1966-1967 à 1971-1972. Depuis 1972, la santé et l'éducation ont rivalisé de très près jusqu'à ce que la santé l'emporte nettement. Ces deux secteurs combinés ont compté pour plus de 50% des dépenses provinciales chaque année. L'éducation comptait pour 27% du total et la santé 29%. Les prévisions budgétaires pour l'éducation en 1977-1978 étaient de \$3,403 millions.

Commencer un chapitre sur le coût de l'éducation en parlant de dépenses peut sembler inopportun et propre à induire en erreur, mais en fait nous savons peu de choses sur le coût en dehors de nos relevés financiers des dépenses.

Il s'est passé quelques années depuis le temps où il était en vogue de mesurer ce que rapportaient (les bénéfices) les dépenses dans l'éducation (investissements) et, avec le recul, il semble que nous ne puissions même pas mesurer les coûts de l'éducation comme nous le pensions. Comme devraient le démontrer les pages suivantes, les tentatives de spécification et d'analyse du coût de l'éducation s'avèrent n'être rien d'autre, lorsque nous les examinons de plus près, que des études de notre comportement en rapport avec les dépenses dans l'éducation.

Notre incapacité de parler avec conviction du coût de l'éducation est la cause principale des problèmes liés à la baisse des effectifs. Les changements dans le coût total et le coût unitaire de l'éducation qui interviendront en même temps que les changements d'effectifs seront déterminés autant par le

comportement politique que par les effectifs. Ceci était aussi vrai lorsque les effectifs augmentaient. C'est pour cette raison qu'il n'est pas chose facile d'interpréter la chronologie des coûts unitaire et total pendant la période d'expansion en termes qui nous aideraient à prévoir, pour nous y préparer, ces coûts dans des conditions de baisse des effectifs.

Il n'est donc pas surprenant de trouver un ensemble d'écrits sur les déterminants sociaux des dépenses en éducation beaucoup plus ample que celui qui porte sur les déterminants physiques. Cela fait intégralement partie de l'ensemble plus général des écrits sur les déterminants des dépenses publiques. Quoi qu'il en soit, il existe bel et bien un phénomène physique sous-jacent au phénomène politique que constitue l'éducation publique. ("Physique" correspond dans ce cas à l'utilisation de terrain, de travail et de capital; les termes "économiques" ou "technique" seraient plus à propos dans ce cas. Il faudrait un mot que l'on puisse utiliser par opposition à "comportemental".) De plus, de grands efforts ont été faits pour étudier le phénomène physique et un ensemble correspondant d'écrits existe. Il est très difficile d'isoler les déterminants physiques du développement de l'éducation et du coût de l'éducation. L'éducation a cependant une particularité intéressante qui simplifie quelque peu la tâche lorsque l'on étudie un phénomène physique.

L'éducation est un très bon exemple d'élément d'une classe d'industries que l'on peut qualifier de non-progressives. Ces industries ne sont pas caractérisées par une augmentation constante un tant soit peu du produit par unité de travail ni par une diminution parallèle du coût unitaire. L'expression non-progressif n'a rien de péjoratif ici. Certaines industries, que beaucoup d'entre nous qualifieraient de sophistiquées, entrent dans cette catégorie. Il est des industries que beaucoup d'entre nous considéreraient comme



non-sophistiquées. L'agriculture, la fabrication d'automobiles et l'industrie secondaire en général sont de bons exemples d'industries progressives. L'enseignement à tous les niveaux, le travail d'infirmier et l'assistance sociale sont de bons exemples d'industries non-progressives. Remarquez, cependant, qu'il y a de grandes différences entre le travail d'infirmier et l'enseignement. Le travail d'infirmier n'est pas représentatif de l'industrie de la santé. Il constitue une activité intensive de travail dans une industrie plus étendue qui ne peut être qualifiée de non-progressive. Le travail d'assistance sociale est plus représentatif des services sociaux en tant qu'industrie. C'est un ensemble d'activités intensives en travail qui constitue une grande part de l'industrie correspondante.

Il est vrai, bien entendu, que l'éducation est une industrie progressive en puissance dans laquelle la radiodiffusion, la télévision, l'ordinateur et d'autres systèmes électroniques pourraient bien remplacer les enseignants. Pour ce qui concerne l'enseignement primaire-secondaire, ce remplacement semble peu probable. Si l'on pouvait mesurer le produit de l'éducation (par des examens de capacité linguistique ou mathématique peut-être), nous pourrions plus facilement remplacer une partie de la main d'oeuvre par du capital; mais nous ne définissons pas le produit de l'éducation de cette manière. Nous le définissons en termes de temps, c'est-à-dire en années d'études le plus souvent (et le fait que nous utilisions le temps comme donnée d'entrée en même temps n'est rien qui doive nous inquiéter).

Si nous venions soudain à faire la découverte heureuse que nous pourrions désormais inculquer à nos enfants ces mêmes connaissances "intellectuelles" qui prenaient douze ans d'école en six ans, peu d'entre nous trouveraient que les élèves recevraient le même service du système si six années du nouvel enseignement à être substitutées à douze années de l'ancien. Tout ceci pour

dire que nous n'avons pas le même intérêt ou la même conception des changements technologiques en éducation que dans les autres industries. C'est cette particularité citée plus haut qui simplifie quelque peu la tâche dans l'étude du processus de production en éducation en tant que phénomène physique.

La concentration sur le processus plutôt que sur le produit caractérise et l'industrie de l'éducation et notre analyse de cette industrie. Par conséquent, si l'étude des variations de processus physiques est censée nous aider à comprendre ce qui cause les variations du coût unitaire, elle devra se concentrer sur les "économies d'échelle". Cela ne veut pas dire que ceux qui étudient les rapports entre le processus et le coût ne s'intéressent pas à la qualité pour autant. Ils s'intéressent aux variations de la qualité du produit plutôt qu'à la qualité du produit proprement dite. Dans les rapports de ces études, on laisse le lecteur juger par lui-même si les différences de qualité à l'entrée sont en rapport avec les différences à la sortie ou avec les variations d'expérience éducative.

#### Economies d'échelle

Economie d'échelle est une expression qui rappelle les grandes entreprises et la production en masse. Souvent, elle évoque pour les Canadiens ces groupes énormes qui produisent pour des marchés américains tout aussi énormes et qui jouissent de coûts de production très bas que ne peuvent espérer les firmes qui se limitent au marché canadien. Les industries et les usines font des économies en diminuant leurs coûts unitaires et en se rapprochant des échelles d'opération associées aux grands marchés. Certaines industries, cependant, atteignent un niveau où toute augmentation de la production ne peut se faire qu'au prix d'une augmentation des coûts unitaires. L'industrie du pétrole en Amérique du Nord dit en être là. Il est même probable que toutes

les industries, à un niveau de production donné, doivent faire face à une augmentation du coût unitaire ou diséconomies d'échelle. Il semblerait que certaines usines dans une industrie qui bénéficie encore d'économies d'échelle peuvent avoir des problèmes de diséconomies d'échelle.

On peut difficilement ne pas imaginer que pour tout processus de production au niveau de l'établissement de production, que ce soit une aciérie ou une école, il existe une échelle d'opération en-dessous de laquelle toute diminution dans le nombre produit (ou traité) entraîne une augmentation des coûts unitaires. Ceci produit une courbe en U représentant la relation entre le coût unitaire et l'échelle de production. Les études d'économies d'échelle s'efforcent en général de trouver la région de la courbe qui correspond à un changement évident du coût unitaire.

Les études portant sur les coûts unitaires relatifs de grandes et petites écoles et sur la praticabilité financière relative de "programmes d'enrichissement" pour les écoles de différentes tailles ont été souvent le sujet de prédilection des étudiants en éducation depuis un demi-siècle. Elles peuvent passer pour des rationalisations des vagues successives de consolidation et de fusion qui ont caractérisé la réorganisation de l'éducation sur ce continent depuis plusieurs générations. Cependant, elles n'ont pas, de loin s'en faut, suivi les procédures et modèles adoptés par les études d'économies d'échelle dans d'autres industries. Donald Dawson, qui a entrepris plusieurs études d'économies d'échelle des écoles (et des commissions) en Ontario, a récemment écrit que "l'étude des économies d'échelle dans les industries de la fonction publique est un sujet de recherche d'origine récente. Dans le cas précis de l'éducation, cela fait moins de deux décades que Hirsh a

fait certains des travaux originaux en économies d'échelle".<sup>1</sup>

Dawson y fait remarquer qu'il n'y a pas d'accord général à savoir quelles dépenses devraient être incluses dans ces études. Le coût des transports, les dépenses en immobilisation, le service de la dette ainsi que la police, les pompiers et autres services municipaux n'ont pas toujours été considérés de la même façon.

Il n'est donc pas rare, et ce n'est pas étonnant, que deux experts compétents ou plus arrivent à déduire des estimations de relation de coût et d'échelle très différentes tout en étudiant la même organisation ou le même système. Dans un résumé des études d'économies d'échelle fait dans le passé, Dawson écrit:

En général, ces études se divisent en études des conseils scolaires (compagnies) et études des écoles (établissements de production) dans les différentes zones. La plupart, malheureusement, ne tiennent pas compte des différences de qualité entre les écoles. Généralement, les résultats indiquent qu'il semble y avoir des économies d'échelle jusqu'à un certain point au niveau des conseils. Inversement, et cela sous-entend que plus les écoles deviendront petites, plus on aura des diséconomies d'échelle lorsque les effectifs tombent plus bas que l'échelle minimale d'efficacité (p. 7).

Les résultats généraux de cette recherche sont appliqués à l'Ontario en se référant à deux de ses propres travaux, l'un étant une étude des écoles de l'Ontario en 1964, et l'autre étant une étude (par D.A. Dawson et K.W. Dancy) des écoles de l'Ontario en 1970. La première est une étude des conseils avant le regroupement et la réorganisation des conseils de 1969 et l'autre intervenant après cet événement. La première étude évalue le produit des écoles suivant les présences (Moyenne des Présences Quotidiennes, MPQ) et suivant la MPQ

---

<sup>1</sup>D.A. Dawson, Economies of Scale and Cost-Quality Relationships in Elementary and Secondary Schools--A Survey. Article préparé pour la Commission sur la Baisse des Effectifs Scolaires, Février 1978, p. 3.



ajustée par deux indices de qualité. L'étude ne s'occupe que des écoles secondaires. Dans le système de l'Ontario pré-regroupement, un grand nombre de conseils n'avaient qu'une seule école secondaire sous leur égide. Ces conseils à école unique servaient de mandataires pour les écoles. Les résultats de l'étude indiquent qu'il existe "des économies d'échelle constantes ou une rémunération constante d'échelle" (p. 9). Les indications d'économies d'échelle étaient moins évidentes dans le cas de l'examen de tous les conseils. La deuxième étude considère les écoles primaires et secondaires de la période post-regroupement. Encore une fois, le produit des écoles est ajusté en fonction de deux indices de qualité, basés cette fois sur les moyennes obtenues à trois examens d'entrée aux collèges et universités. Les indices scolaires obtenus servirent à calculer un indice "produit par qualité des conseils scolaires". Les résultats indiquaient des économies d'échelle au niveau secondaire pour les conseils d'effectifs allant jusqu'à 4,000 élèves. Après 4,000 élèves, les résultats varient "selon que les données étaient ajustées pour la qualité ou non. Les données ajustées pour la qualité indiquent des économies proportionnelles à l'échelle.. Au niveau primaire, l'existence d'économies d'échelle était peu apparente" (p. 26).

Dawson reconnaît qu'il s'attend à ce que son lecteur "ne soit pas totalement convaincu de la portée et de la cohérence des résultats présentés..." (p. 14). Il reste à faire une remarque importante à propos de son travail cependant. C'est là un travail expert et soutenu puisqu'il utilise les données sur les économies d'échelle de l'éducation en Ontario. Son travail vise à montrer que les généralisations, présentées ci-dessus, sur les résultats des études sur les économies d'échelle faites ailleurs s'appliquent aussi à l'Ontario.

Au chapitre 5 de ce rapport, Edward Hickcox remarquait que "les systèmes scolaires de l'Ontario sont grands pour la plupart depuis la réorganisation de 1969. Dans aucune autre région de l'Amérique du Nord y a-t-il tant de systèmes avec des effectifs qui dépassent les 20,000". En général, à cause de la dimension des commissions de l'éducation en Ontario, ces dernières ne devraient pas avoir de problèmes de diséconomies d'échelle.

Cependant, les conseils doivent s'attendre à des diséconomies, ou à des augmentations des coûts unitaires liés à la baisse des effectifs au niveau des écoles sauf dans le cas des établissements qui fonctionnent actuellement au-dessus de leur capacité optimale. Les études existantes indiqueraient que le coût unitaire changerait très lentement jusqu'au point de capacité optimale et qu'il existe probablement un point au-delà duquel le coût unitaire augmenterait très rapidement avec la baisse des effectifs. Les études sur les économies d'échelle peuvent aider les administrateurs à déterminer le point probable à partir duquel l'escalade du coût unitaire se ferait avec une rapidité intolérable; mais il leur serait sûrement plus utile d'observer les autres écoles de leur conseil ou des conseils voisins. De toute manière, chaque décision de fermer une école est un événement particulier. Les économies réalisées dépendent du caractère propre de l'établissement, de son emplacement géographique par rapport aux autres écoles et de la répartition démographique des élèves. Comme il l'était clairement énoncé au chapitre 4, le point où il ne sera plus tolérable de laisser une école ouverte sera en grande partie fonction de la diversification des programmes requise par les parents et par le conseil.

#### Les enseignants et les conditions d'emploi

Le chapitre 1 avait bien indiqué que les niveaux de dépenses de l'éduca-

tion sont déterminés par cet aspect de notre comportement collectif que nous appelons la politique gouvernementale. Au même chapitre, il était indiqué que dans cette province nous ne jouissions plus de conditions environnementales telles que l'augmentation des dépenses gouvernementales, et le bon nombre de possibilités d'emploi dans la fonction publique pour les diplômés universitaires en particulier ainsi que de l'augmentation satisfaisante du revenu personnel disponible par habitant et par travailleur qui accompagnaient autrefois l'expansion du contingent d'enseignants. Dans le nouveau contexte, il semble probable que les enseignants n'arriveront pas, durant la prochaine décade, à négocier des augmentations de salaire aussi favorables que celles de la décade passée. Leur capacité de négocier des améliorations de leurs salaires réels et relatifs sera déterminée en grande partie par la puissance de négociation collective de leurs organisations et par l'efficacité de celles-ci en tant que lobby.

Il n'y a aucune base logique, dans ces conditions, sur laquelle on puisse se fonder. Cependant, certaines remarques seront faites dans cette section à propos des répercussions (sur les coûts) des structures de salaire de l'enseignement et du régime de retraite des enseignants de cette province. Mais il semble opportun de continuer notre discussion des économies d'échelle en faisant quelques remarques sur les conditions de travail des enseignants et surtout sur les changements de ces conditions qui ont résulté de l'histoire récente des négociations enseignants-conseils et leur effet sur la capacité des conseils de réduire les coûts unitaires ou minimum en parant aux changements d'effectifs.

Dans son étude récente des contrats enseignants-conseils des années 1975-1976, 1976-1977 et 1977-1978, John Kervin notait que:

En Ontario, les clauses de conditions de travail varient énormément selon les conventions collectives enseignants-conseils. Les différences sont basées sur (1) les sujets qui sont inclus dans la convention (caractère détaillé et complet) et (2) le contenu de ces clauses (spécificité et options de rechange). Ceci signifie premièrement qu'elles ont toujours un effet sur le coût et deuxièmement qu'elles influencent toujours la marge dont dispose le conseil dans le recrutement en période de baisse des effectifs. En général, moins le conseil dispose de marge dans ses opérations plus les coûts sont élevés puisque le recrutement optimal est souvent impossible. D'autre part, plus les restrictions sont grandes et meilleurs les droits, les emplois et le bien-être des enseignants sont protégés. Cette contradiction entre la diminution des coûts d'une part et la justice normale de l'autre se manifeste dans la plupart des arguments auxquels on fait appel des deux côtés de la table de négociations lorsque les conditions de travail sont à l'ordre du jour.<sup>2</sup>

En parlant des clauses de contrat qui sont en rapport étroit avec la baisse des effectifs, Kervin suggère de les classer en trois catégories: "... celles qui touchent directement les besoins en personnel, celles qui touchent indirectement les besoins en personnel et celles qui touchent la marge de manoeuvre" (p. 3).

Dans la catégorie "clauses en rapport direct", il regroupe les clauses portant sur le rapport du nombre élèves-enseignants et du nombre d'élèves par classe. Dans la catégorie "clauses en rapport indirect", il regroupe les clauses portant sur la charge de travail et les congés. Dans la catégorie "marge de manoeuvre", il regroupe les clauses portant sur les surplus/redondances et sur les droits de la direction.

En ramenant le problème aux seuls contrats de 1977-1978, il montre l'effet des clauses qui d'après lui ont un rapport avec la baisse des effectifs au Tableau 8.1.

---

2

J.B. Kervin, La baisse des effectifs et les négociations enseignants-conseils: Discussions sur les conditions de travail, un rapport préparé pour la Commission sur la baisse des effectifs scolaires, janvier 1978, p. 2.



TABLEAU 8.1

POURCENTAGES DES CONVENTIONS (N 158) AYANT DES CLAUSES  
EN RAPPORT AVEC LA BAISSSE DES EFFECTIFS (1977-1978)

<u>Disposition</u>	<u>Incidence</u>
Rapport élèves-enseignants	35%
Dimension des classes	24
Charge de travail	26
Congés sabbatiques/de formation	84
Surplus-redondance	67
Droits de la direction	37

Tiré du rapport de J.B. Kervin, La baisse des effectifs et les négociations enseignants-conseils: Discussions sur les conditions de travail, un rapport préparé pour la Commission sur la baisse des effectifs scolaires, janvier 1978, p. 4.

Au sujet des clauses surplus-redondance, Kervin fait les remarques suivantes:

Les clauses de surplus-recondance sont, de celles qui ont un rapport avec la baisse des effectifs, parmi les plus importantes... les termes seront utilisés l'un ou l'autre pour signifier que les services d'un enseignant ne sont plus requis en raison de la baisse des effectifs ou de l'annulation d'un cours ou d'un programme. Les clauses sur le surplus d'enseignants comptent pour les deux tiers des conventions collectives actuelles.

Les différences dans ces clauses sont très appréciables... il est simplement dit, dans certaines conventions, que le conseil "prendra connaissance, considérera et décidera" dans les cas de surplus d'enseignants. D'autres conventions donnent les détails plus précis sur les enseignants qui seront déclarés redondants dans le cas d'un surplus et les autres possibilités à offrir à ces enseignants, qui peuvent être pour plusieurs années.

Deux types de clauses de surplus-redondance portent sur la question de souplesse du conseil. Le premier donne les critères pour déterminer qui sera déclaré en surplus. Le deuxième donne les options qui s'offrent aux enseignants en surplus.

Les conventions enseignants-conseils diffèrent énormément en type et en nombre de facteurs pris en considération pour décider qui est redondant. L'ancienneté est de loin le critère le plus courant. Elle est mentionnée dans 90% des clauses de surplus-redondance. Les autres facteurs majeurs

sont, dans l'ordre approximatif de leur fréquence d'utilisation, les qualifications (c'est-à-dire les diplômes universitaires), le type de contrat (permanent ou probatoire), et le sujet enseigné. De ces quatre facteurs, les trois premiers ont une influence immédiate sur le coût. Les trois sous-entendent que les mises-à-pieds ne peuvent être considérées par les conseils que dans le cas d'enseignants nouveaux et par conséquent, seuls les salaires relativement bas de tels enseignants peuvent être économisés. (p. 13).

Kervin entreprend aussi de décrire les tendances dans l'incidence et le contenu des clauses négociées par les enseignants et les conseils pendant les trois dernières années et il discute des directions futures que pourront prendre les négociations sur les conditions de travail:

(Le tableau 8.2) donne le pourcentage des conventions avec des dispositions sur le rapport enseignants-élèves sur le nombre d'élèves par classe dans les trois dernières années et pour chaque type de conseil -- élémentaire, secondaire et séparé. (Quelque 15 conventions d'autres conseils (c'est-à-dire les régions isolées et les bases des forces armées canadiennes) ont été exclues de l'analyse de ce rapport. Des 200 conventions annuelles possibles, il n'a pas été possible d'en obtenir une pour 1976-1977 mais 42 pour 1977-1978). La portion supérieure du tableau indique que les pourcentages de conventions comprenant au moins un des deux types de clauses ont beaucoup augmenté en 1976-1977 et se sont stabilisées au cours des années 1977 et 1978. En considérant individuellement chaque type de clause, on observe par les pourcentages que les clauses de rapports enseignants-élèves (REE) étaient plus fréquentes en 1976-1977 que l'année précédente mais que, depuis lors, leur incidence n'a pas augmenté appréciablement. Les dispositions sur le nombre d'élèves par classe semblent faire l'objet de plus d'attention. On observe une plus grande augmentation en incidence dans les conventions primaires et secondaires en 1977-1978. Pour les conventions d'école séparées, la fréquence des clauses de nombre d'élèves par classe n'a pas augmenté et les deux types de clauses sont moins fréquents que dans le cas des conventions élémentaires et secondaires. En extrapolant, l'incidence des dispositions de nombre d'élèves par classe restera sans doute au même niveau l'année prochaine et suivant l'évolution des clauses de REE -- une grande augmentation puis un nivellement. Autrement, il se pourrait que l'attention aille de l'un à l'autre: clause de REE une année et de grandeur des classes la suivante. Si cela est vrai, l'année prochaine devrait voir une autre augmentation dans l'incidence des clauses de REE. De toute manière, il semble que les enseignants du secondaire arriveront le mieux à ajouter des clauses de REE et les enseignants des conseils séparés y parviendront le moins. (pp. 18-20)

TABLEAU 8.2

POURCENTAGES DE CONVENTIONS AVEC CLAUSES DE REE  
ET DE GRANDEUR DES CLASSES

		<u>1975-1976</u>		<u>1976-1977</u>		<u>1977-1978</u>	
		%	No.*	%	No.	%	No.
REE et/ou Grandeur des classes	Elémentaire	25	(76)	40	(75)	45	(62)
	Secondaire	41	(76)	54	(76)	60	(62)
	Séparé	10	(48)	23	(48)	21	(34)
REE	Elémentaire	18	(76)	31	(75)	32	(62)
	Secondaire	29	(76)	42	(76)	47	(62)
	Séparé	4	(48)	19	(48)	18	(34)
Grandeur des classes	Elémentaire	16	(76)	19	(75)	27	(62)
	Secondaire	20	(76)	22	(76)	29	(62)
	Séparé	8	(48)	6	(48)	9	(34)

\*Nombre total des conventions analysées.

Tiré de Kervin, 1978, p. 19.

Kervin identifie les clauses de surplus/redondance comme étant un aspect saillant des tendances dans les conventions de conditions de travail:

(Le tableau 8.3) donne les pourcentages de conventions collectives comprenant des clauses de surplus-redondance par année et par type de conseil. Les chiffres indiquent une très grande augmentation de l'incidence de telles clauses, surtout dans le cas des conventions d'écoles séparées. Ces tendances évidentes indiquent que les enseignants mettent leurs efforts dans cette question surtout, à la table de négociations, plutôt que dans les questions de répartition du personnel, des congés ou des charges de travail. Ceci ne devrait pas trop nous surprendre puisque le surplus et la redondance seront les conséquences de la baisse des effectifs les plus directes. Autrement dit, les enseignants s'inquiètent plus de savoir qui sera déclaré en surplus et de savoir quoi faire quand des enseignants sont en surplus plutôt que d'essayer d'augmenter le nombre des postes à pourvoir pour prévenir ou diminuer la redondance.



D'autre part, (le tableau 8.3) indique aussi que les<sup>3</sup>conseils ont beaucoup fait pour les clauses de droits de la direction ... Il semblerait que chaque côté ait beaucoup gagné dans les négociations bien que les gains des conseils soient d'ordre symbolique et ont peu d'effet direct sur le coût.

Avant que cette conclusion ne puisse être acceptée, il serait sage d'examiner de plus près les dispositions de surplus-redondance. Pour décider qui est redondant parmi les enseignants, l'ancienneté est le facteur de base qui a le plus d'effet sur le coût. Elle est citée dans toutes les conventions ayant des dispositions de surplus-redondance... (Le tableau 8.4) examine l'incidence de quatre options par ordre ascendant approximatif de coût pour les conseils: prime de mise à pied, prime de recyclage et transfert prioritaire (si un autre poste est vacant). Les chiffres de ce tableau n'évoquent pas la même situation, quant aux clauses de surplus-redondance, que les statistiques du (tableau 8.3). Aucune augmentation sensible dans la proportion des conventions qui offrent une prime de mise à pied aux enseignants ne s'est produite au cours des deux dernières années. Il en va de même pour les conventions qui citent les congés sabbatiques comme option. Les périodes de recyclage (que les conseils n'encouragent pas toujours de la même manière) ont accusé une légère augmentation en incidence dans les conseils élémentaires et secondaires...

Les transferts prioritaires constituent une option en progrès pour les enseignants. Son incidence dans les conventions élémentaires a atteint le niveau de celles des enseignants du secondaire atteintes plus tôt -- un peu plus de la moitié...

... la disposition de transfert prioritaire est une des plus coûteuses pour les conseils puisqu'elle les oblige à pourvoir un poste à un enseignant qui, dans la plupart des cas, requiert un salaire plus élevé que celui qu'elles auraient à payer si elles disposaient d'une plus grande liberté dans le recrutement, et cette différence de salaire existe tant que l'enseignant reste avec le conseil en question. Pourquoi cette option est-elle donc la plus populaire des quatre options présentées au (tableau 8.4)? La raison en est que les conseils n'assument ce coût que dans le cas où un autre poste qui convienne à l'enseignant redondant est vacant. Cette disposition contient donc une part de hasard -- s'il n'y a pas de poste vacant convenable auquel l'enseignant puisse être transféré, le conseil ne perd rien (p. 32).

En résumé, on peut dire que l'étude de Kervin justifie l'assertion selon laquelle les conditions de travail des enseignants, comme elles sont spécifiées dans les contrats enseignants-conseils, seront un facteur important dans l'élaboration de politiques pour parer aux changements dans les effectifs.

---

<sup>3</sup> Kervin remarquait ailleurs que les droits de la direction avait surtout valeur symbolique comme signe que les conseils se préoccupaient de recouvrir une certaine souplesse administrative.



TABLEAU 8.3

POURCENTAGES DES CONVENTIONS AVEC DISPOSITIONS  
DE SURPLUS-REDONDANCE ET DE DROITS DE LA DIRECTION

		<u>1975-1976</u>		<u>1976-1977</u>		<u>1977-1978</u>	
		%	No.*	%	No.	%	No.
Surplus- Redondance	Elémentaire	37	(76)	63	(75)	66	(62)
	Secondaire	62	(76)	74	(76)	74	(62)
	Séparé	35	(48)	67	(48)	85	(34)
Droits de la direction	Elémentaire	24	(76)	32	(75)	32	(62)
	Secondaire	25	(76)	38	(76)	34	(62)
	Séparé	17	(48)	48	(48)	53	(43)

\*Nombre total des conventions analysées.

Tiré de Kervin, 1978, p. 29

TABLEAU 8.4

CONTENU DES DISPOSITIONS DE SURPLUS-REDONDANCE:

POURCENTAGES DE CONVENTIONS AVEC OPTION

		<u>1975-1976</u>		<u>1976-1977</u>		<u>1977-1978</u>	
		%	No.*	%	No.	%	No.
Prime de mise à pied	Elémentaire	20	(76)	21	(75)	23	(62)
	Secondaire	30	(76)	36	(76)	37	(62)
	Séparé	0	(48)	0	(48)	0	(48)
Congé sabbatique	Elémentaire	3	(76)	1	(75)	2	(62)
	Secondaire	11	(76)	8	(76)	5	(62)
	Séparé	0	(48)	0	(48)	0	(34)
Prime de recyclage	Elémentaire	3	(76)	12	(75)	13	(62)
	Secondaire	11	(76)	26	(76)	26	(62)
	Séparé	0	(48)	0	(48)	0	(34)
Transfert prioritaire	Elémentaire	24	(76)	40	(75)	56	(62)
	Secondaire	53	(76)	62	(76)	63	(62)
	Séparé	10	(48)	29	(48)	29	(34)

\*Nombre total des conventions analysées.

Tiré de Kervin, 1978, p. 31

Elles auront aussi un effet important sur les coûts total et unitaire. Nous étudierons de plus près, à la fin de ce chapitre, au rôle de l'ancienneté dans les décisions de mises à pied.

### Salaires d'enseignants et pension de retraite

Le prix des services d'enseignants et le coût des retraites sont des facteurs importants pour déterminer ce que seront les coûts total et unitaire de notre enseignement.

La structure d'âge, l'expérience et les qualifications du contingent d'enseignants employés et le choix du moment où les enseignants décident de prendre leur retraite ont une incidence moins directe sur les coûts total et unitaire de l'enseignement. Ces variables seront fonctions d'évolutions qui dépassent de loin l'influence de politiques. Les effets qu'auront ces variables sur les coûts de l'éducation seront déterminés dans une grande mesure par les décisions politiques de garder les systèmes de salaires et de retraites tels quels ou de les changer.

Le tableau 1.11 donnait un historique des salaires médians des enseignants de l'Ontario de 1944-1945 à 1975-1976. Il illustre très bien le phénomène de l'évolution des salaires d'enseignants après la deuxième guerre mondiale et démontre clairement qu'il faut s'attendre à ce que cette évolution continue. La méthode la plus simple de projection des éléments majeurs du coût de l'enseignement (la facture des salaires) assumé par la province est de:

- (i) projeter les valeurs futures des salaires moyens (en utilisant les mêmes données de base que celles du calcul des salaires médians);
- (ii) projeter les rapports futurs élèves-enseignants (semblables à ceux du tableau 1.12);
- (iii) projeter les effectifs futurs (comme au chapitre 3);

- (iv) calculer le contingent futur d'enseignants ( $\frac{\text{résultat de (iii)}}{\text{résultat de (ii)}}$ );
- (v) calculer la facture totale des salaires (résultat de (iv) X résultat de (i)).

Aucune perspective de facture des salaires d'enseignants (l'élément majeur du coût de l'enseignement) ni du coût total de l'enseignement n'est présentée pour le moment bien que plusieurs études, rendant possibles de telles projections au niveau de la province et des conseils (certains ou tous), soient en préparation pour cette Commission.

Pour l'instant, les seules prévisions présentées qui puissent avoir un rapport avec les coûts futurs des systèmes provinciaux de l'enseignement élémentaire/secondaire (c'est-à-dire des dépenses totales des commissions) sont des prévisions sur dix ans de l'aide provinciale (subventions) aux conseils scolaires. Ce sont les prévisions de "Resources and Constraints: Public Education and the Economic Environment in Ontario", de D.K. Foot, d'où le chapitre I tient en grande partie son contenu.

Foot fait des remarques et des prévisions importantes sur l'aide du gouvernement provincial aux municipalités et aux conseils scolaires:

Depuis 1973 les paiements provinciaux aux agences et aux gouvernements\* municipaux ont été guidés par l'"Engagement d'Edmonton". Essentiellement, cet engagement garantit que les transferts provinciaux aux agences et aux gouvernements provinciaux augmenteront au même rythme que les revenus budgétaires provinciaux. L'année fiscale 1973-1974 sert de base de référence. D'après le trésorier provincial, la province a transféré près de \$13.7 milliards sur des revenus budgétaires de \$46.2 milliards (ou 29.6%) dans les cinq dernières années. Les autres subventions qui incluent des paiements au lieu d'impôts, de l'aide au lieu d'impôts, des paiements pour encourager la création d'emplois et des paiements à

---

\* Les agences municipales incluent des pensions de vieillards, des agences d'aide aux enfants, des agences de santé, des autorités de conservation et les conseils de bibliothèques.



la caisse des retraites des enseignants, font que les paiements de l'Ontario aux agences et aux gouvernements municipaux remontent à \$15.4 milliards depuis 1973. L'accroissement moyen annuel de ces transferts dépasse 14% bien que le taux d'augmentation de celui-ci a diminué depuis sa valeur record de 1975-1976.

Ces transferts provinciaux totaux aux agences et aux gouvernements municipaux étaient répartis comme suit:

	%
Education	50.3
Transports	12.9
Assistance sociale	5.0
Autres conditionnels	<u>2.6</u>
Total conditionnel	70.7
Total inconditionnel	10.7
Palements aux agences	7.4
Autres aides (dont l'aide à la caisse des retraites des enseignants)	<u>11.2</u> <u>8.4</u>
Total	100.0

Les paiements conditionnels comptent pour plus de 70% des transferts totaux dont la part la plus importante est constituée par les transferts aux conseils scolaires qui ont compté elles-mêmes pour plus de la moitié des transferts totaux. L'augmentation annuelle moyenne de ces paiements correspond à peu près à la moitié de celle des "autres transferts" (9.7% par rapport à 20.7% - ce qui constitue une moyenne de 14.4%). L'expansion a suivi la même évolution à l'exception de l'année courante au cours de laquelle les transferts à l'éducation doivent augmenter de 0.4%. Il faut mentionner, finalement, que les "autres aides" contiennent aussi un élément en rapport avec l'enseignement, c'est-à-dire les paiements à la caisse des retraites des enseignants. Ces paiements se sont chiffrés à \$1.296 milliards au long des cinq dernières années (ou 8.4% de tous les transferts pendant la même période). L'augmentation dans ces paiements est dictée par les nécessités actuelles de la caisse qui dépendent elles-mêmes des salaires obtenus par les enseignants. Il n'est donc pas surprenant de constater une grande augmentation (de \$100 millions ou plus de 42%) dans ces paiements en 1966-1977. On estime à \$262 millions les paiements qui seront versés à la caisse au cours de l'année fiscale 1978-1979.

Un schéma de la situation à court terme découlant des engagements pour l'année fiscale 1978-1979 était donné par le trésorier de l'Ontario (au cours de son discours devant le comité de liaison provincial-municipal le 16 septembre 1977). Le discours proposait d'introduire certaines modifications à l'engagement d'Edmonton en élargissant, essentiellement, la base sur laquelle le montant de l'aide est décidé. Les paiements à la caisse des retraites des enseignants constituent la plus grande des nouvelles inclusions (comptant pour 70% des nouveaux éléments). En incluant ces nouveaux éléments dans l'engagement, le trésorier a réussi à réduire les paiements provinciaux prévus pour 1978-1979 aux municipalités d'un total de \$3.748 milliards calculé selon la formule précédente à \$3.713 milliards avec la formule "élargie", ce qui représente une différence de \$35 millions. Les nouvelles prévisions indiquent une croissance nulle par rapport à l'année précédente selon la formule "élargie" et une diminution réelle si on la compare avec la formule précédente. Le trésorier provincial a annoncé en même temps l'engagement provincial d'un total de \$4.332 milliards (ce qui équivaut à une augmentation de 8%) en transferts pour 1979-1980 sur la base d'un équilibre conforme à l'"Engagement d'Edmonton élargi".

Ces propositions entraînent, pour l'aide aux conseils scolaires et aux agences et aux gouvernements municipaux, les conséquences suivantes:

	\$ milliards		Augmenta- tion %	
	1978-1979	1978-1979	Augmen- tation	
<u>Aide aux conseils scolaires</u>				
Subventions législatives générales	1.880	1.970	0.090	4.8
Caisse des retraites des enseignants	0.262	0.331	0.069	26.3
Total	2.142	2.301	0.159	7.4
<u>Aide aux municipalités et aux agences municipales</u>				
	1.571	1.722	0.151	9.6
Total des transferts	3.713	4.023	0.310	8.3

Par conséquent on observera, semble-t-il, dans le secteur de l'éducation de la province, une augmentation de 10.9% dans les subventions législatives (soit une augmentation de 5.4% dans l'aide totale aux conseils scolaires y compris les paiements à la caisse des retraites) en 1977-1978 et une augmentation de 4.8% dans les subventions législatives (soit une augmentation de 7.4% en aide totale) en 1978-1979. Etant donné les prévisions d'inflation

données à la section 2 plus haut, ces paiements de subventions représentent une augmentation réelle de 3 à 4% en 1977-1978 et une diminution réelle de 2 à 3% en 1978-1979.

A moyen terme, la situation est encore moins prometteuse. Comme on le mentionnait plus haut<sup>4</sup>, on prévoit que les dépenses de l'éducation augmenteront en gros d'un peu plus de 10% (ce qui constitue une augmentation réelle de 3 à 4%) au cours de la prochaine décennie. Ce total inclut cependant les dépenses de l'enseignement post-secondaire, les dépenses de l'éducation spéciale et culturelle, les dépenses de fonctionnement du ministère et les contributions aux caisses des retraites, aussi bien que les subventions des conseils scolaires. L'augmentation dans cette dernière catégorie, qui reflète entre autres la baisse prévue des enfants d'âge scolaire en proportion de la population provinciale, sera modérée jusqu'en 1981 selon les prévisions, après quoi une baisse est prévue (jusqu'en 1986). Pour être plus spécifique, le moyen terme en ce qui concerne les subventions aux conseils scolaires (paiements à la caisse des retraites exclus) peut être résumé comme suit:

	Taux d'augmentation annuelle en %	
	1977-1982*	1982-1987*
Subventions générales aux conseils scolaires	2.2	-0.1
Taux d'inflation	7.4	8.1
Changement "réel" (approx.)	-5.2	-8.2

\*1977 représente l'année fiscale 1977-1978, etc.

Par conséquent, ces prévisions suggèrent qu'au cours de la prochaine décade, les conseils scolaires de l'Ontario devrait planifier en fonction d'une baisse "réelle" dans leurs recettes en provenance du gouvernement provincial. (pp. 23-28)

Ces prévisions de croissance négative "réelle" dans les subventions de la province aux conseils scolaires indiquent que notre évaluation du comportement des conseils en ce qui concerne les dépenses soit sur le point de changer. Il semble préférable de laisser nos prévisions de comportement, en ce qui concerne les dépenses réelles, attendre que plusieurs études, en train et ayant pour but d'améliorer notre connaissance des changements de coût de

---

<sup>4</sup>Tableau 1.13 de ce rapport.

la main d'oeuvre enseignants, soient achevées. Cela revient à dire que les estimations des changements futurs des salaires moyens d'enseignants (étape (i) dans la méthode de calcul de la facture de salaires des enseignants mentionnée ci-dessus) peuvent être une tâche très ardue tandis que les conseils s'adaptent à leur rôle nouveau de partenaire de la province dans les questions de finance de l'éducation.

Dans les prévisions du coût des salaires des enseignants et de leurs retraites, l'âge, l'expérience et les qualifications des membres du contingent d'enseignants comportent un élément dynamique.

Dans une étude récemment achevée et intitulée Baisse des effectifs et le contingent vieillissant des enseignants (faite pour la Commission) Peter Ather-ton examine le phénomène de vieillissement du jeune contingent d'enseignants recrutés en grande partie au cours des années soixante pour les problèmes particuliers qu'ils posent aux conseils et le poids qu'ils risquent de constituer pour le régime des retraites.

Le tableau 8.5 ne tient compte que des enseignants en poste permanent en septembre 1975. Le tableau 8.6 tient compte de toutes les personnes qui ont contribué à la caisse des retraites pendant 20 jours d'emploi ou plus dans le système. Il inclut aussi un certain nombre de personnes qui ont contribué à la caisse mais qui travaillent dans d'autres systèmes ou institutions (personnes qui, en général, travaillaient dans le système scolaire élémentaire/secondaire et qui ont mutés dans ces autres systèmes).

En 1975, près de 80% des enseignants de l'élémentaire avaient moins de 40 ans de même pour 70% des enseignants du secondaire. Le tableau 8.7 indique une répartition d'expérience confirme à ce que l'on peut attendre d'un



TABLEAU 8.5

REPARTITION D'ÂGES DU CONTINGENT D'ENSEIGNANTS EN ONTARIO  
PAR SECTEUR EN 1974-1975 (SEPT. 1975)

	ELEMENTAIRE				SECONDAIRE			
	<u>Hommes</u>	<u>Femmes</u>	<u>Total</u>	<u>%</u>	<u>Hommes</u>	<u>Femmes</u>	<u>Total</u>	<u>%</u>
19 et moins	14	168	182	.3	5	4	9	
20 - 29	9,067	22,276	31,343	52.5	6,530	5,017	11,547	35.1
30 - 39	6,684	9,395	16,079	26.9	9,493	2,208	11,701	34.6
40 - 49	2,139	5,199	7,338	12.3	4,933	1,516	6,449	19.3
50 - 59	703	3,206	3,909	6.5	2,148	1,049	3,197	9.5
60 - 65	84	610	694	1.2	188	132	320	1.0
66		6	6	.1	2	2	4	
Non spécifié	<u>34</u>	<u>108</u>	<u>142</u>	<u>.2</u>	<u>86</u>	<u>64</u>	<u>150</u>	<u>.5</u>
	18,725	40,968	59,693	100.0	23,385	9,992	33,377	100.0

Source: Ministère de l'Education de l'Ontario, septembre 1975

Tiré de P. Atherton, 1978, p. 2.

TABLEAU 8.6

REPARTITION D'ÂGES DU CONTINGENT D'ENSEIGNANTS EMPLOYES EN ONTARIO  
LE 31 DECEMBRE 1975

<u>Groupe d'âges</u>	HOMMES	FEMMES	<u>Total</u>	<u>%</u>
	<u>Nombre</u>	<u>Nombre</u>		
Moins de 25	1,330	6,749	8,079	7
25 - 29	11,081	22,058	33,139	28
30 - 34	11,831	12,058	24,566	21
35 - 39	9,161	8,875	18,036	15
40 - 44	5,941	6,173	12,114	10
45 - 49	4,319	4,914	9,233	7
50 - 54	2,940	3,669	6,609	6
55 - 59	1,689	2,617	4,306	4
60 et plus	<u>930</u>	<u>1,908</u>	<u>2,838</u>	<u>2</u>
	49,222	69,698	118,920	100

Source: Rapport actuairé de la caisse des retraites des enseignants tel-  
le qu'au 31 décembre 1975.

Tiré de P. Atherton, 1978, p. 3

TABLEAU 8.7

REPARTITION DE L'EXPERIENCE DES ENSEIGNANTS EN ONTARIO  
PAR SECTEUR EN 1974-1975

Nombre total d'années d'expérience	Hommes	Femmes	Total	%	Hommes	Femmes	Total	%
Débutants	754	1,766	2,520	4.2	772	620	1,392	4.2
01 - 10	10,746	25,442	36,188	60.0	13,084	6,576	19,660	58.9
11 - 20	5,430	9,302	14,732	24.6	7,315	1,952	9,267	27.7
21 - 30	1,495	3,410	4,905	8.2	1,850	619	2,469	7.4
31 - 40	269	974	1,243	2.0	348	223	571	1.7
41 - 50	31	74	105		16	2	18	
51+								
Non spécifié								
	18,725	40,968	59,693	100.0	23,335	9,992	33,377	99.9

Source: Ministère de l'Education de l'Ontario, septembre 1975

Tiré de P. Atherton, p. 5

jeune contingent. Dans le système élémentaire, 65% avaient moins de 10 années d'expérience et 63% dans le secondaire étaient dans le même cas.

Atherton aborde plusieurs problèmes de personnel et de direction liés à l'évolution de la structure âge-expérience de l'effectif d'enseignants. "Les échelles de salaires actuellement négociées prévoient des augmentations automatiques avec l'expérience. De telles augmentations ont pour effet un accroissement du coût total des salaires qui dépasse celui qui serait suggéré par un pourcentage négocié" (p. 10). Il fait allusion, bien sûr, à la condition de beaucoup ou même de la plupart des enseignants qui ont moins des 10 ou 12 ans d'expérience qui correspondent au maximum d'expérience dans la plupart des échelles de salaires. Il remarque que dans quelques années, la plupart des enseignants auront ou auraient presque l'expérience maximum. Cela entraînera un changement ou même la fin du fait que les augmentations de salaires moyens vont plus vite que les augmentations négociées.

Atherton note cependant qu'une partie de la réduction de l'escalade du coût, que l'on attend lorsque la plupart des enseignants auront atteint leur plafond, pourrait bien être annulée par certains développements dans les qualifications universitaires. Les enseignants sont payés, en règle générale, pour leurs années d'instruction universitaire/professionnelle jusqu'à concurrence de sept années après le grade 12. Un contingent d'enseignants jeunes, surtout dans les conditions compétitives qui règnent, peut être obligé d'augmenter sans cesse ses qualifications moyennes au cours des années à venir. Ceci risque d'avoir les plus grandes conséquences financières pour les enseignants de l'élémentaire dont 46% avaient, en 1975, moins de quatre années de formation universitaire et professionnelle qui sont devenues une condition de recrutement pour tous les nouveaux enseignants depuis 1973 (p. 12).

Puisqu'il est possible à un enseignant de se déplacer horizontalement et verticalement dans l'échelle des salaires, il semblerait que même lorsque la plupart des enseignants auront atteint le maximum d'expérience, ils continueront d'avoir des augmentations sur la base de leurs qualifications. Alors qu'il est possible de prévoir que les grandes hausses du coût des salaires liées à l'expérience pourront prendre fin en 1985, l'escalade des coûts liée aux qualifications pourrait continuer. (p. 14).

Atherton remarque que les conséquences du vieillissement du contingent des enseignants correspondent à quoi s'attendent la plupart des lecteurs. La plupart de ses lecteurs seront très surpris, en prenant connaissance du chapitre portant sur les retraites, par l'ampleur des dépenses futures qui en découle. Il est aussi impressionné que Foot par la part présente et future des dépenses provinciales et des dépenses de l'éducation par conséquent, à laquelle prétendra la caisse de retraites des enseignants.

... le total des paiements attendus du gouvernement en 1976 (sans tenir compte de l'effet des augmentations de salaire) pour assurer l'équilibre

actuaire de la caisse atteindrait \$252 millions. A titre de comparaison, le total des subventions aux commissions scolaires était de \$1,705 millions.\* Ainsi, la contribution provinciale à la caisse des retraites représentait près de 15% du total des subventions scolaires (Atherton, pp. 39-40). En plus des paiements annuels requis pour couvrir le passif, le gouvernement doit aussi assumer, en puisant dans le revenu consolidé, le coût des petites pensions et des subventions de coût de la vie accordées aux pensionnaires de la caisse des retraites entre 1967 et 1975. En 1976-1977, ces paiements remontaient à \$25,649,400. (Atherton, p. 41)

En résumé, il semble que les changements de la structure d'âge du contingent d'enseignants s'accompagneront d'une inflation de la moyenne des salaires, au moins dans l'avenir immédiat, et d'une répartition des salaires proche du salaire pour expérience maximum. L'effet des caractéristiques d'âge et d'expérience du contingent enseignant sur les dépenses pourra devenir extrême en raison de la prépondérance des clauses de contrats insistant sur l'ancienneté comme critère essentiel de rétention d'emploi. Les qualifications universitaires constituent un autre facteur susceptible de gonfler les salaires moyens. Il est possible de supposer cependant, que la grille des salaires, ainsi que nous la connaissons, basée sur des critères d'expérience et d'instruction, sera changée radicalement en fonction de changement de politique au niveau de la province ou du conseil. Les décisions de politique qui décideront des grilles de salaires futures détermineront en fait le coût du facteur le plus cher qui entre dans la production des services de l'éducation et, d'une façon à peine moins directe, le niveau des dépenses totales.

Mais un élément plus important pour les efforts de prévisions des dépenses futures en éducation est bel et bien le phénomène récent de la part grandissante, dans les dépenses de l'éducation, des contributions provinciales à la caisse des retraites. Les conséquences de ce développement sont difficiles

---

\*Ministère de l'Education, Statistiques de l'Education en Ontario, Toronto, Queen's Printer, 1977, p. 126.



à prédire même si le système de financement de l'éducation avait autrement un avenir stable devant lui. Sous les conditions qui règnent, ceci ajoute un élément de complexité à un ensemble de développements déjà imprévisibles. Tout au moins, il nous obligera à reconsidérer un certain nombre de questions sur le coût de l'éducation, sur les dépenses en éducation et sur le partage de la facture de l'éducation. Dans la plupart des cas, il s'agira de questions déjà "résolues" depuis quelque temps et, en fait, de questions que beaucoup d'entre nous croyaient réglées à jamais.

## EPILOGUE

Je suppose qu'un Commissionnaire ne devrait pas conclure de cette manière un rapport même intérimaire, mais étant donné que je me suis consacré au travail expérimental toute ma vie, je ne vois pas pourquoi je devrais m'empêcher de quitter les sentiers battus et d'attendre de voir ce qui arrivera. De plus, j'aimerais présenter un certain nombre de remarques finales à nos collègues de cabinet et à vous-même, j'aimerais donner quelques détails sur la façon dont **je me propose** d'achever ma tâche et je finirai en posant deux questions capitales auxquelles vous voudrez bien, vous et votre gouvernement et je vous le demande instamment, réfléchir sérieusement et considérer avant la remise de mon rapport final. Que le lecteur puisse déduire de cette section ce que pourront être certaines de mes conclusions et recommandations est le cadet de mes soucis.

Comme je l'ai dit dès le début, les résultats de mon enquête seront toujours ouverts, mis à part les recommandations officielles qui seront adressées à vous et à vous seul. J'ai aussi le plaisir d'annoncer que personne, jusqu'ici, ne m'a accusé d'étouffer ou de cacher la vérité bien qu'il me soit arrivé de temps à autre d'être repris pour mes propos ouverts, francs et directs dans toutes nos réunions publiques, ce qui n'est pas étonnant dans cette époque de régimes sans sel, de demi-vérités et de mensonges béats.

Ma première remarque tient de l'annonce d'un succès. Grâce à tous les groupes qui ont patiemment écouté Howard Henderson et moi-même, le message des changements démographiques et le caractère inévitable de la baisse des effectifs scolaires (enfants et adolescents) sont acceptés à présent comme des réalités.

C'est peut-être une conséquence des mathématiques modernes que ces faits soient compris si facilement, mais c'est aux petites calculatrices électroniques importées du Japon et des Etats-Unis que je reconnais ce mérite. Bien sûr, étant donné que les naissances étaient encore à un minimum en 1977, on calculera vite que ce petit nombre émergera au grade 1 en 1983, au grade 8 et 9 en 1991 et 1992, se promènera dans les écoles secondaires en 1995 ou 1996 et plongera finalement dans le marché du travail ou dans les institutions post-secondaires. Ainsi, le reste du siècle semble bien programmé pour les systèmes scolaires. Ce qui est curieux, peut-être, c'est que les éducateurs n'ont nul besoin de calculatrice de poche pour déduire que les bébés qui NE sont PAS nés en 1977 N'iront PAS à l'école. Ce sont là les fantômes d'élèves qui n'ont jamais été incarnés. Depuis 1960, il y en a 40,000 tous les ans; comparé au niveau de fécondité de 1960, cela représente un. élève-fantôme pour chaque élève incarné.

Grâce au travail des média d'information, même si leur version faussée des événements provoque parfois mon invective, l'homme de la rue apprend - difficilement et à contre-cœur peut-être - que ce qui est à présent un problème scolaire et ce qui arrive à nos écoles (qui est déjà arrivé, passant inaperçu, avec la disparition de tant de maternités et de cliniques d'accouchements, de personnel infirmier et médical et des services et des fournitures pour bébés) n'est en fait que le bord d'attaque du glacier des effets socio-économiques qui avance inexorablement dans nos vies et qui résulte de

changements démographiques radicaux et impressionnants. Ce que presque toutes les auditoires me demandent est non pas si mes faits et déductions ou projections sont exacts mais qu'y faire et comment apprendre à s'accommoder des conséquences de changements à venir dans notre mode de vie.

Ma deuxième remarque sera d'exprimer l'inquiétude que je ressens à l'idée des conséquences psychologiques et émotives des changements présents et à venir sur notre population. C'est là un problème, Monsieur le Ministre, que l'on placera sans façon sur les bras des politiciens fédéraux, municipaux - et j'ai failli dire internationaux; mais les leaders sages sont aussi rares sur cette scène que les dents proverbiales de la poule. (Je ne me permettrai pas de faire de commentaires sur leur existence dans l'arène nationale ou provinciale.) Vous et vos collègues recevront cet "enfant" avec le même enthousiasme que les parents horrifiés et scandalisés qui retrouvaient sur leurs bras le rejeton des jeunes pécheuses de la fiction de ma jeunesse qui avaient commis le péché de la chair.

Nous savons très bien à quoi nous attendre au Canada puisque cette génération de parents en puissance ne se reproduit pas au taux de remplacement; on assistera à court terme au rétrécissement des systèmes scolaires jusqu'à la fin du siècle et au-delà de l'année magique 2000, et à long terme au rétrécissement au niveau du pays par le dépeuplement. Mes psychologues-conseils m'informent qu'il n'y a pas de "valve de sécurité" dans ce système clos de contraction et les tensions du désespoir le feront exploser. Je le crois.

Nous pouvons bien sûr ajouter un grand nombre d'immigrants, mais ils seront pour la plupart de race, de couleur et de culture différentes des nôtres qui vivons ici aujourd'hui et ceci, tout en n'étant pas indésirable en soi, causerait des tensions raciales et des conflits si nous ne nous y préparions pas. Tout le monde occidental souffre de pénurie de gens, comme nous; certains pays plus que d'autres et ceux-ci ne laisseront pas partir leur citoyens pour venir développer et sauver notre pays. Les pays en voie de développement, avec leurs taux de fécondité incontrôlés, se feront sans doute un plaisir d'exporter leur trop-plein d'habitants. C'est là une question très explosive car les attitudes racistes de beaucoup de nos citoyens sont à peine cachées et on demandera sans détour et sans relâche aux politiciens ce qu'ils en pensent et ce qu'ils proposent d'y faire.

J'arriverai aux questions que je vous réserve dans la conclusion de ma "missive", mais permettez-moi d'abord de vous dire ce que je projette de faire pour achever ma tâche de Commissionnaire.

Des audiences publiques dans toute la province constitueront la prochaine étape de notre travail, comme prévu par les termes de notre contrat. Celles-ci débiteront le 1<sup>er</sup> mars à Thunder Bay et se continueront sans interruption jusqu'au 13 avril mise à part la semaine de Pâques du lundi 20 mars au lundi de Pâques le 27 mars inclus. La période d'audience se continuera au-delà de ces dates s'il se doit dans toutes les régions de la province où des groupes veulent nous faire une présentation. Un certain nombre de mémoires nous ont déjà été présentés et ils sont de qualité exceptionnelle.

Il est clair que les commissaires, les administrateurs, les enseignants et autres éducateurs s'inquiètent des conséquences que peut avoir une baisse



prolongée des effectifs scolaires et bien des groupes dans bien des communautés s'inquiètent tout autant des effets possibles sur cette génération d'élèves et les suivantes. J'étais agréablement surpris de constater que ces documents ne contenaient ni plaintes amères ni critiques déraisonnables; les critiques positives constituent l'essentiel ainsi que les suggestions sur les façons et moyens d'édulcorer l'effet de la baisse et d'instituer un plan d'action. En bref, le but est de profiter de la situation pour étendre nos services éducatifs plutôt que de voir ce qui arrive comme une catastrophe ou un grand désastre ne laissant d'autre alternative que le repli et l'amputation sous forme de mise à pied du plus grand nombre possible d'enseignants et d'employés, réduisant les programmes à leur plus simple expression et fermant les écoles et les classes par ci et par là. Personne n'a encore suggéré que cette situation de contradictions malheureuses et inévitables soit saisie comme une occasion rêvée de réduire les coûts scolaires à un niveau qu'un père Goriot recommanderait.

Au cours de ces audiences publiques, en partie, et immédiatement après celles-ci pour le reste, j'ai fait compiler, pour chaque chapitre des termes du contrat (et pour d'autres représentés par la phrase "sans restreindre la généralité de ce qui suit" à la page 2 de l'arrêté ministériel), une série de suggestions, solutions et alternatives qui ont été mises à l'essai ou qui pourront l'être et que je devrais bien sûr considérer sérieusement comme recommandations dans le rapport final que je vous destine. J'ai l'intention d'ébaucher une discussion sur chacun de ces points, d'organiser et de brocher le tout dans une sorte de rapport final avec titres, sous-titres, etc., et d'indiquer si possible les avantages, inconvénients et coûts probables correspondants lorsque ceux-ci peuvent être calculés.

Cette compilation sera publiée et fera l'objet d'une grande circulation vers la fin mai sous forme de livre blanc sur les questions politiques et sur les solutions possibles aux problèmes qui se posent. Si ces propositions stimulent assez d'intérêt, dans le sens positif ou négatif, j'espère conduire d'autres débats, séminaires et ateliers dans toute la province pour chercher un consensus, au moins sur la forme des directives à adopter pour les questions et pour les problèmes principaux. Un consensus omnium sur tous les points serait trop demander, évidemment, mais je perçois déjà un accord assez général sur beaucoup de points critiques, sur les chemins à suivre et le type de solutions à considérer.

En même temps, au cours des audiences et du travail qu'il me reste, nous publierons de temps à autre des bulletins d'information à jour pour tous ceux, dans notre province, qui s'intéressent à notre travail. Comme vous le savez, notre premier bulletin d'information sur les locaux a déjà été préparé et publié et circule sous forme multilithé. Nous espérons avoir bientôt plus de détails sur la population et les prévisions d'effectifs scolaires comme je l'ai indiqué dans une section antérieure, et ces données publiées avec des commentaires dès leur réception. En même temps, je publierai les rapports d'études spéciales que j'ai moi-même commanditées sous le nom de leur auteur ou auteurs respectifs dans la meilleure tradition universitaire. Ainsi, les groupes intéressés, dans toute la province, seront alors aussi bien informés que moi à tous les stades et pourront juger et critiquer sur une base solide ce que je pourrai recommander.



Il est dommage que tant de données sur les réalités de notre province, d'autres provinces et d'autres pays aient été si difficile à rassembler et à rendre accessibles, mais j'ai insisté, avant de l'accepter et de la communiquer au public, que l'information soit à jour. Au cours des six dernières années, les conditions ont tellement changé, comme vous le savez, que la plupart des rapports publiés au cours des années passées sont non seulement inutiles mais peuvent souvent induire en erreur. Le retard a été, pour moi et pour d'autres, une cause d'impatience, mais je refuse tout simplement d'arriver à des décisions et des conclusions et de recommander un plan d'action sans être en possession de certaines données. J'ai perdu pour cette raison entre un mois et six semaines au plus, mais personne n'y pouvait rien.

A partir des données contenues dans les mémoires, mémoranda, lettres et témoignages oraux et à partir aussi des données compilées dans le livre blanc en question et des réactions que ces suggestions et alternatives auront suscitées, je commencerai à travailler sur mon rapport final au mois de juin. Ce rapport ne sera pas long; il ne contiendra que les arguments et les résultats essentiels ainsi que les recommandations et les conclusions que j'en aurai déduits. Là encore je suivrai la pratique établie au niveau de ce rapport intérimaire et du livre blanc et publierai les données correspondantes et autre information détaillée sous forme d'annexe statistique en même temps que d'autres rapports d'études spéciales que j'ai commanditées pour accompagner mon rapport final ou pour le suivre dans les deux semaines. Je veillerai à ce qu'un bon nombre de copies de mon rapport final soient imprimées pour assurer une grande circulation et qu'un nombre limité de copies de l'annexe statistique et de l'étude correspondante soient offert sous forme multilithé.

J'ai l'intention de vous remettre le rapport final cet été sauf retard ou maladie imprévis. Mais la plupart des lecteurs pourront sans doute déduire du livre blanc et des discussions qui le suivront ce que pourront être mes principales recommandations, et votre ministère certainement ainsi que les conseils scolaires, les associations d'enseignants et les instituts de formation d'enseignants sauront certainement dès le mois de juin ce que devrait être leur plan d'action.

En fait, ils savent déjà que je m'attends à ce qu'ils étudient attentivement leurs conditions locales, qu'ils prévoient ces conditions pour les cinq années à venir et commencent à élaborer des plans qu'ils réviseront le cas échéant lorsque mon rapport final sera publié. Je ferai aussi remarquer que je m'attends à ce que, dans bien des cas, ils se mettent à pied d'oeuvre avant même l'acceptation ou le rejet de mes recommandations par votre gouvernement. Beaucoup auront déjà toute l'information et l'expertise qu'ils requièrent pour avancer; cela pourrait signifier que ce seront les groupes locaux qui exerceront des pressions sur votre ministère, sur votre gouvernement et sur le gouvernement fédéral plutôt que l'inverse. Mais je préfère que les choses se passent de cette manière qui seule, à mon avis, garantit que la démocratie marche et s'épanouisse, depuis la base constituée par les gens ordinaires jusqu'à leurs représentants dans les hautes sphères politiques.

Voici maintenant les deux questions finales que je vous pose à vous et à votre gouvernement et auxquelles je m'attends à avoir les réponses dans l'accore général avant que mon rapport final ne parvienne à votre bureau.

## Questions et problèmes

1. Quelle est, pour le Canada, pour l'Ontario et pour les politiciens comme vous (hommes d'état si vous préférez) la valeur d'un bébé ou d'un enfant? Vous savez autant que moi que la population totale au Canada entrera un jour dans une phase de déclin constant. Est-ce là ce que vous, en tant que leaders, désirez, ou ce que nous, ceux qui suivons, les égarés, voulons? Je ne le pense pas. Nous pouvons faire quelque chose pour changer ou redresser la situation, mais cela coûtera cher en argent et en effort. Aussi, il nous reste peu de temps. Etes-vous prêt à agir et à agir à temps?
2. Quelle est pour votre gouvernement et pour nous la valeur de notre système scolaire et de ses programmes, et où se situe-t-elle dans votre échelle de valeurs et de priorités et dans la nôtre, nous les profanes hommes de la rue? Après tout, on devrait pouvoir trouver une oreille bienveillante et compréhensive dans les hautes sphères de votre gouvernement. N'avons-nous pas accordé (vous souvenez-vous du Zwicher et les chats?) à un ministre une grande part dans la construction du système à l'origine? De plus il a lui-même une famille de cinq enfants et avec un ancien assistant exécutif, père de neuf enfants et travaillant encore pour lui à un niveau plus élevé, il doit bien se trouver une autre oreille à Queen's Park (sans compter celles solidement attachées à votre propre tête) qui voudra bien écouter! Franchement, je ne sais où se situe votre gouvernement ni mes compatriotes (normalement) bien-aimés. Je soupçonne que nous sommes devenus diablement égoïstes et satisfaits de nous-mêmes au cours de ces années de vaches grasses et nous ne pensons qu'à notre confort et à ce qui nous arrange. Je soupçonne que l'éducation vient très loin dans notre liste de priorités surtout lorsqu'il s'agit non pas de bon sens mais de déboursier de l'argent. Sacrifierons-nous encore une fois les jeunes innocents à notre confort? Je sais quant à moi ce que je pense, même lorsque je vois l'inflation s'attaquer à ma pension de retraite fixe à une vitesse incroyable. Je suis prêt à prêter encore une fois serment comme nous l'avons fait lors de la dépression et de l'horrible deuxième guerre mondiale que jamais nos enfants ni notre jeunesse ne devront souffrir comme nous avons souffert.

Mon caractère est tel qu'il m'est impossible de conclure sur une note solennelle qui ne me rappellera que trop les menaces d'enfer et de damnation de ma jeunesse souffrante, pour être trop indocile, que nous faisaient les missionnaires des Foothills qui étaient décidés à sauver nos petites âmes ignorantes, dussions-nous en mourir. Je suis sûr que vous ne verrez pas d'inconvénient à ce que je vernisse ici, pour la chronique et la postérité, le rapport intérimaire illustré que je vous ai soumis il y a quelques semaines sans que ce soit vraiment pour plaisanter, je l'admets. Nous avons peut-être besoin de certaines choses pour rappeler combien les enfants nous sont précieux et combien notre avenir dépend d'eux. Ces images qui suivent expliquent pourquoi les effectifs scolaires diminuent et ce que nous devons faire pour nous assurer un avenir qui nous permette de nous épanouir. J'ai aussi indiqué à la fin ce que pourrait être la toute dernière question pour notre race et notre planète.

ANNEXE A

Annexe technique

Un

Rapport

intérimaire d'intérime

de l'

OPERATION CBES

Présenté à

L'Honorable Thomas L. Wells

(Monsieur le Ministre, je présume?)

Meilleurs voeux de la saison et tout!

(De la région atlantique qu'est la vôtre)

Le 25 décembre 1977

Robert W.B. Jackson  
Commissionnaire





- 1 -

\* \* \* \* \*

TOM! TOM!

REGARDEZ! REGARDEZ!

OYEZ! OYEZ!

\*\*\*\*\*

REGARDEZ BOB COURIR!

ECOUTEZ PARLER BOB!

(du Jour Davis)

\*\*

! On a trouvé la réponse !
----------------------------

\*\*\*\*\*

l'IEPO - bien sûr!

Au département de la planification de l'éducation, naturellement!

(Qui a-t-il de nouveau à cela!)

\*\*\*



CECI EST ....



.... UN ENFANT





SERA-CE L'UN OU L'AUTRE  
OU L'UN ET L'AUTRE?

CECI?

ET/OU

CELA?

L'UNIVERS DE BERRY



"Qu'est-ce que c'est que cette histoire  
de recherche en génétique?"





Un beau membre de cette espèce rare et en danger



Une secrétaire dans l'attente





A VISIT TO ONE OF THE FEW GUARDED ISOLATED COLONIES OF THOSE PRECIOUS  
VANISHING CANADIANS (CIRCA AD 1977)





LE PRESENT ET L'AVENIR  
DE LA BAISSSE DES EFFECTIFS

UN DESASTRE?

OU

UNE CHANCE?

TOUT DEPEND

- DE VOUS

- DE VOTRE CONSEIL

- ET DE VOTRE COMMUNAUTE

QUELLES SONT NOS PRIORITES?

- 6 -

SOU

SOURIEZ!

LES CHOSES PEUVENT EMPIRER!

?

LA QUESTION

FINALE

?



## TABLEAUX

<u>Annexe B</u>		Page
1A	Différence entre les effectifs de l'élémentaire obligatoire observés et les prévisions d'IEPO par grade en pourcentage des effectifs observés en Ontario, 1968-76 (basés sur des chiffres observés jusqu'en 1967).	2
1B	Différence entre les effectifs de l'élémentaire obligatoire observés et les prévisions d'IEPO par grade en pourcentage des effectifs observés en Ontario, 1971-76 (basés sur des chiffres observés jusqu'en 1970).	2
1C	Différence entre les effectifs de l'élémentaire obligatoire observés et les prévisions d'IEPO par grade en pourcentage des effectifs observés en Ontario, 1973-76 (basés sur des chiffres observés jusqu'en 1972).	3
1D	Différence entre les effectifs de l'élémentaire obligatoire observés et les prévisions d'IEPO par grade en pourcentage des effectifs observés en Ontario, 1974-76 (basés sur des chiffres observés jusqu'en 1973).	4
1E	Différence entre les effectifs de l'élémentaire obligatoire observés et les prévisions d'IEPO par grade en pourcentage des effectifs observés en Ontario, 1975-76 (basés sur des chiffres observés jusqu'en 1974).	4
2A	Différence entre les effectifs de l'élémentaire obligatoire et les prévisions d'IEPO par âge en pourcentage des effectifs observés en Ontario, 1973-1976.	9
2B	Différence entre les effectifs de l'élémentaire obligatoire et les prévisions d'IEPO par âge en pourcentage des effectifs observés en Ontario, 1975-1976.	9
3A	Différence entre les effectifs de l'élémentaire obligatoire et les prévisions du ministère par grade et en pourcentage des effectifs observés en Ontario, 1973-1976.	10
3B	Différence entre les effectifs de l'élémentaire obligatoire et les prévisions du ministère par grade et en pourcentage des effectifs observés en Ontario, 1973-1976.	11
3C	Différence entre les effectifs de l'élémentaire obligatoire et les prévisions du ministère par grade et en pourcentage des effectifs observés en Ontario, 1975-1976	11
4	Comparaison de la population réelle avec les prévisions pour l'Ontario calculs 1.	15
5	Comparaison de la population réelle avec les prévisions pour l'Ontario calculs 2.	16

Annexe B...	Page
6 Comparaison de la population réelle avec les prévisions pour l'Ontario.	18
7 Comparaison de la population réelle avec les prévisions pour l'Ontario.	19
8 Comparaison de la population réelle avec les prévisions pour l'Ontario.	20
9 Nombre total des prévisions par comté selon la fourchette de l'erreur absolue de calcul des effectifs totaux du public, 1973-1977.	23
10 Nombre total des prévisions par comté selon la fourchette de l'erreur absolue des calculs 1 des effectifs totaux des écoles séparées, 1973-1977.	24
11 Comparaison des effectifs réels et prévus totaux des écoles élémentaires en 1976 (calculs 1) par grade, par comté ou districts et certaines villes choisies de l'Ontario.	26
12 Analyse d'erreur dans les prévisions d'effectifs scolaires de conseils choisis en Ontario par degré de précision accepté.	28
13A Différence entre les effectifs du secondaire réels et les prévisions d'IEPO par grade et en pourcentage des effectifs réels en Ontario, 1967-1976.	29
13B Différence entre les effectifs du secondaire réels et les prévisions d'IEPO par grade et en pourcentage des effectifs réels en Ontario, 1972-1976.	29
13C Différence entre les effectifs du secondaire réels et les prévisions d'IEPO par grade et en pourcentage des effectifs réels en Ontario, 1973-1976.	30
14 Différence entre les effectifs du secondaire réels et les prévisions d'IEPO par âge et en pourcentage des effectifs réels en Ontario, 1973-1976.	31
15 Différence entre les effectifs du secondaire, réels et les prévisions d'IEPO par grade et en pourcentage des effectifs, réels et en Ontario, 1971-1976.	32
16 Nombre total de prévisions par comté selon la fourchette de l'erreur absolue des calculs 1 des effectifs scolarisés totaux en Ontario, 1973-1977.	36
17 Comparaison des effectifs totaux du secondaire réels et prévus (calculs 1) pour 1976 par grade, comté, district et ville en Ontario.	38

Annexe B...		Page
18	Elèves et enseignants des écoles élémentaires de l'Ontario.	41
19A	Nombre réel d'acquisitions d'enseignants à plein-temps.	42
19B	Nombre prévu d'acquisitions d'enseignants à plein-temps.	43
20	Demande calculée d'enseignants de l'élémentaire en Ontario basée sur les calculs 1.	44
21A	Nombre réel des départs d'enseignants à plein temps, 1966-1976.	45
21B	Nombre prévu des départs d'enseignants à plein temps, 1976-1986.	46
22	Elèves et enseignants dans les écoles secondaires de l'Ontario.	48
23A	Acquisitions d'enseignants du secondaire à plein temps réels.	50
23B	Acquisitions d'enseignants du secondaire prévus.	51
24	Départs d'enseignants du secondaire à plein temps, 1966-1976.	52
24B		
25	Perspectives de l'ordre et la demande d'enseignants du secondaire en Ontario.	53





## ANNEXE B

### RAPPORT CBES

#### UN AVENIR INCERTAIN - CROIRE OU NE PAS CROIRE LES PREVISIONS?

par Cicely Watson

La Commission sur la baisse des effectifs scolaires (CBES) est donc chargée de décrire l'ampleur et la durée de la diminution des effectifs dans les écoles élémentaires et secondaires de l'Ontario. Après que le docteur Jackson, Commissionnaire, a demandé au personnel d'IEPO de préparer les prévisions de la Commission - pour dix et vingt ans dans un détail considérable - nous avons estimé qu'il nous fallait évaluer nos résultats passés. L'équipe d'IEPO fait des prévisions d'effectifs en Ontario depuis 1965. Certaines des prévisions scolaires pour le niveau élémentaire avaient déjà été publiées en 1968, tandis que des prévisions pour les écoles secondaires remontent à 1967 et des prévisions par conseil de comté ont été publiées en 1971. Depuis 1973, des prévisions similaires par âge ont été faites. En plus des chiffres publiés que l'on basait sur le jugement et l'extrapolation, des ensembles de chiffres produits par des calculs sur ordinateur suivant 6 techniques mathématiques différentes ont été préparés depuis 1974. Nous avons aussi mis au point une méthode de validation à l'ordinateur qui reproduit pour des fins de comparaison des perspectives dans le passé. Tout cela fournit une quantité considérable de prévisions à analyser.

Nous présentons ici, en même temps, notre analyse des perspectives d'effectifs scolaires faites par le ministère ainsi que celle des prévisions démographiques officielles du gouvernement de l'Ontario et qui proviennent du département de l'Economie et du Développement.

L'objet de cette révision est double: (1) Nous assurer et assurer le Commissionnaire que l'erreur dans nos prévisions est à un minimum raisonnable; l'erreur doit être assez minime pour que nous puissions avoir foi dans notre description des conditions futures et pour nous assurer que nos prévisions pour les dix et vingt années à venir soient prises au sérieux; (2) Assurer le Commissionnaire que la province et les responsables des systèmes scolaires ont eu accès, d'année en année, à des prévisions raisonnablement précises sur la démographie à venir et la baisse des effectifs; que leurs problèmes proviennent non pas d'erreurs de prévisions, mais parce que celles-ci avaient été mises en doute sans qu'aucune action soit prise.

#### Effectifs de l'élémentaire - Calculs d'IEPO

Le tableau 1 indique la différence entre les effectifs de l'élémentaire prévus par les calculs d'IEPO et les effectifs obligatoires réels par grade com-

\* L'auteur souhaite rendre hommage au travail de Aribert Kleist qui, en tant qu'assistant sous la direction générale du directeur de projet à IEPO, Saeed Quazi, a préparé les tables pour cette analyse.



Tableau Annexe 1C DIFFERENCE ENTRE LES EFFECTIFS DE L'ELEMENTAIRE OBLIGATOIRE OBSERVES ET LES PREVISIONS DE L'IEPO PAR GRADE EN POURCENTAGE DES EFFECTIFS OBSERVES EN ONTARIO, 1973-1976 (BASES SUR LES CHIFFRES OBSERVES JUSQU'EN 1972)

Année de prévision	Secteur	Grade 1		Grade 2		Grade 3		Grade 4		Grade 5		Grade 6		Grade 7		Grade 8		Grade 9		Grade 10		Auxiliaire		Total
		Est. 1	Est. 2	Est. 1	Est. 2	Est. 1	Est. 2	Est. 1	Est. 2	Est. 1	Est. 2	Est. 1	Est. 2	Est. 1	Est. 2	Est. 1	Est. 2	Est. 1	Est. 2	Est. 1	Est. 2	Est. 1	Est. 2	
1973	Public	+2.23	+ 0.68	-0.81	-0.44	-0.44	-0.44	-1.28	-1.28	-0.30	-0.30	-0.93	-0.93	-0.53	-0.53	-0.62	-0.62	-7.84	-7.84	-6.31	-6.31	+ 9.04	+ 9.04	-0.42
1974	"	+4.07	+ 2.37	+1.94	+0.59	-3.12	-2.41	-2.41	-2.41	-1.65	-1.65	-0.51	-0.51	-1.15	-1.15	+0.36	+0.36	-7.84	-7.84	-13.79	-13.79	+ 3.77	+ 3.77	-0.57
1975	"	+3.66	+ 5.96	+2.49	+3.86	+1.74	+6.39	+2.33	+2.33	-1.13	-1.13	-2.55	-2.55	-2.88	-2.88	-0.74	-0.74	-21.27	-21.27	-22.24	-22.24	-7.30	-7.30	-0.70
1976	"	+4.45	+ 4.62	+3.77	+5.86	+2.48	+3.87	-0.49	-0.84	-1.93	-1.93	-1.38	-1.38	-1.48	-1.48	+0.20	+0.20	-21.27	-21.27	-19.02	-19.02	+0.41	+0.41	-0.76
1973	Séparé	+0.16	+ 1.16	-2.54	-2.35	-2.35	-2.35	-0.91	-0.91	-1.30	-1.30	-0.59	-0.59	-0.64	-0.64	-0.46	-0.46	-7.56	-7.56	-6.31	-6.31	+ 9.04	+ 9.04	-1.36
1974	"	-0.14	+ 6.64	-1.47	-2.78	-4.58	-4.58	-6.18	-6.18	-1.74	-1.74	-2.55	-2.55	-2.88	-2.88	-0.74	-0.74	-21.27	-21.27	-22.24	-22.24	-7.30	-7.30	-0.57
1975	"	-0.14	+ 5.96	-1.09	-1.54	-3.27	-4.35	-5.94	-5.94	-5.13	-5.13	-2.35	-2.35	-2.88	-2.88	-0.74	-0.74	-21.27	-21.27	-22.24	-22.24	-7.30	-7.30	-0.70
1976	"	-0.74	+ 9.37	-1.22	-10.39	-7.13	-9.13	-4.94	-3.60	-6.21	-6.21	-5.87	-5.87	-2.88	-2.88	-0.74	-0.74	-21.27	-21.27	-19.02	-19.02	+0.41	+0.41	-0.76
1973	Total	+1.66	+ 0.31	-1.31	-1.31	-0.99	-0.99	-1.17	-1.17	-0.58	-0.58	-0.83	-0.83	-0.56	-0.56	-0.58	-0.58	-9.58	-9.58	-6.91	-6.91	+ 0.00	+ 0.00	-0.70
1974	"	+2.79	+ 3.58	+0.96	-0.38	-1.54	-1.54	-2.93	-2.93	-1.68	-1.68	-0.61	-0.61	-1.28	-1.28	-0.81	-0.81	-17.88	-17.88	-18.79	-18.79	+ 7.13	+ 7.13	-0.88
1975	"	+2.48	+ 7.21	+1.15	+4.42	+0.27	-1.06	-1.40	-1.40	-2.31	-2.31	-1.78	-1.78	-2.48	-2.48	-1.68	-1.68	-21.27	-21.27	-22.24	-22.24	-7.30	-7.30	-0.56
1976	"	+2.97	+ 5.97	+2.31	+7.16	+0.62	+5.42	+1.00	+2.31	-3.40	-3.40	-2.72	-2.72	-2.60	-2.60	-0.63	-0.63	-21.27	-21.27	-19.02	-19.02	+0.41	+0.41	-0.76
1973	Public	-0.91	- 0.69	-2.91	-0.98	-0.81	-0.63	-1.21	-1.45	-0.31	-0.31	-0.83	-0.83	-0.72	-0.72	-0.29	-0.29	-7.84	-7.84	-6.31	-6.31	+ 9.04	+ 9.04	-0.42
1974	"	+0.76	+ 1.72	-1.20	-2.95	-2.96	-2.96	-4.40	-2.71	-1.71	-1.71	-0.40	-0.40	-1.18	-1.18	+0.36	+0.36	-7.84	-7.84	-13.79	-13.79	+ 3.77	+ 3.77	-0.57
1975	"	+0.37	+ 1.36	-1.19	-5.28	-1.07	-1.47	-2.33	-2.75	-1.10	-1.10	-1.58	-1.58	-1.48	-1.48	-0.74	-0.74	-21.27	-21.27	-22.24	-22.24	-7.30	-7.30	-0.70
1976	"	+1.81	+ 5.87	+0.65	-0.82	-0.82	-0.82	-2.53	-2.63	-1.76	-1.76	-1.38	-1.38	-1.48	-1.48	+0.20	+0.20	-21.27	-21.27	-19.02	-19.02	+0.41	+0.41	-0.76
1973	Séparé	-1.14	+ 3.95	-2.33	-2.42	-1.72	-2.04	-1.16	-1.29	-1.18	-1.18	-0.72	-0.72	-0.38	-0.38	-0.33	-0.33	-7.56	-7.56	-6.31	-6.31	+ 9.04	+ 9.04	-1.36
1974	"	-2.82	+ 9.42	-2.66	-5.36	-3.60	-4.04	-3.75	-4.23	-1.91	-1.91	-1.83	-1.83	-2.48	-2.48	-1.17	-1.17	-21.27	-21.27	-22.24	-22.24	-7.30	-7.30	-0.57
1975	"	-1.64	+1.13	-3.48	-10.18	-3.98	-6.65	-5.21	-5.85	-4.59	-4.59	-2.73	-2.73	-2.98	-2.98	-1.14	-1.14	-21.27	-21.27	-22.24	-22.24	-7.30	-7.30	-0.70
1976	"	-1.67	+2.76	-3.32	-13.21	-4.30	-11.24	-4.86	-6.06	-5.88	-5.88	-5.43	-5.43	-2.98	-2.98	-1.14	-1.14	-21.27	-21.27	-19.02	-19.02	+0.41	+0.41	-0.76
1973	Total	-1.01	+ 1.59	-1.32	-1.33	-0.79	-1.04	-1.19	-1.42	-0.74	-0.74	-0.80	-0.80	-0.64	-0.64	-0.40	-0.40	-9.58	-9.58	-6.91	-6.91	+ 0.00	+ 0.00	-0.70
1974	"	-1.14	+ 1.66	-2.29	-1.11	-1.88	-2.69	-1.16	-1.16	-1.79	-1.79	-0.89	-0.89	-1.20	-1.20	-0.81	-0.81	-17.88	-17.88	-18.79	-18.79	+ 7.13	+ 7.13	-0.88
1975	"	-0.77	+ 6.05	-1.65	-2.98	-2.41	-2.98	-5.42	-3.66	-2.14	-2.14	-1.68	-1.68	-2.48	-2.48	-1.68	-1.68	-21.27	-21.27	-22.24	-22.24	-7.30	-7.30	-0.56
1976	"	+0.27	+ 7.83	-0.50	-9.02	-1.84	+7.18	-1.90	-4.16	-2.75	-2.75	-2.38	-2.38	-1.93	-1.93	-0.32	-0.32	-21.27	-21.27	-19.02	-19.02	+0.41	+0.41	-0.76





mençant en 1968 et allant jusqu'à 1976. Avant d'aborder la discussion du tableau, nous donnerons quelques éclaircissements. Les perspectives d'effectifs pour septembre 1977, calculées au printemps et en été de 1977, n'ont pas été incluses étant donné que leur précision ne peut être encore vérifiée. Les chiffres "réels" proviennent des vérifications officielles du ministère de l'Éducation effectuées sur les effectifs au 30 septembre et que nous ne recevions qu'en mars de l'année suivante. Les chiffres ont été ajustés parfois pour permettre la comparaison. L'effectif des jardins d'enfants a été exclu car il avait été calculé séparément pendant quelques années et parfois même il avait été omis.

Le ministère a commencé sa collecte de données statistiques pour les grades élémentaires par comté et district en 1966, mais nous ne disposons de données complètes qu'à partir de 1967 et c'est à partir de cette année-là que commence notre analyse. La série No. 3 de prévisions d'effectifs d'OISE a servi de source pour 1968; cette série est intitulée Prévisions d'effectifs pré-scolaires et élémentaires en 1981-1982 en Ontario, Partie I. Au cours de notre révision, nous avons découvert une erreur dans les feuilles de travail que nous n'avions pas découvertes en les recopiant. La somme des chiffres de l'élémentaire public et séparé devrait correspondre au total donné pour l'élémentaire. Celles qui ont été reproduites pour certains grades ne correspondent pas. Nous avons donc rectifié les totaux par ligne.

La série No. 6, Prévisions d'effectifs scolaires élémentaires en 1981-1982 en Ontario, Partie II, a servi de source pour les perspectives de 1971. Les perspectives de 1973 à 1976 avaient été préparées sous contrat par le ministère. Dans les calculs 1, la base du grade 1 est dérivée d'un calcul des naissances. Dans les calculs 2, la base est dérivée d'un calcul de la population d'enfants de 6 ans. Les calculs 1A correspondent à la somme des calculs 1 de comtés et les calculs 2A correspondent à la somme des calculs 2.

En 1974, le ministère n'a pas rapporté la catégorie "éducation spéciale", si bien que la valeur correspondante pour 1974 n'a pas été calculée. Par conséquent, seuls les totaux de lignes ont été analysés pour assurer la compatibilité des calculs. La série chronologique avait été dérangée cette année-là par la création de la municipalité régionale de Durham. Ainsi, toutes les perspectives par comté et par grade n'ont pas été calculées et il s'avéra donc impossible de faire la somme provinciale totale telle que l'ensemble habituel "A".

La première année de la colonne de gauche du tableau représente la première année de prévision (c'est-à-dire 1968, basée sur des données statistiques réelles allant jusqu'en 1968). Ainsi, les prévisions d'effectifs des écoles publiques de la province ont dépassé les valeurs observées de 0.29% l'année suivante. Comme on devait s'y attendre, l'erreur alla en augmentant mais se stabilisa en 1974 et diminua par la suite, si bien que les perspectives pour 1976 étaient les plus précises avec une erreur de 0.05%. Les perspectives d'effectifs des écoles séparées de 1967 indiquent les mêmes tendances sauf que l'erreur se stabilisait en 1971. En 1968, l'an 1, l'erreur était de 0.10% en-dessous de la réalité et en l'an 9, la réalité était dépassée de 0.13%.

Pour les secteurs public et séparé, l'erreur correspondait en général à une surprévision au niveau élémentaire. Ceci provient du fait que les prévisions que nous utilisions étaient entachées d'une erreur systématique de surprévision dans la cohorte des enfants âgés de 6 ans. Ceci provient d'une surestimation des naissances à venir et les prévisions qui utilisaient ces chiffres avaient le même défaut.

Ces perspectives de 1967 auraient été acceptables si elles avaient été utilisées dans leur ensemble à des fins de budgétisation ou de planification d'espace ou de personnel. En fait, elles étaient plus précises à long terme qu'à court terme. Les prévisions sur 9 ans avaient sous-estimé les effectifs (du public) de 0.05% et 0.26% (du total) et sous-estimé de 0.13% (le séparé). L'erreur dans les effectifs totaux élémentaires a toujours été inférieur à 1%. Pour trois années, l'erreur dans les effectifs de l'élémentaire public et séparé a atteint un niveau inacceptable (plus de 1%).

Lorsque nous considérons l'erreur pour chaque grade, nous voyons que la précision est variable. Ceci provient du fait que les niveaux de grade tiennent aux décisions de politiques ayant trait au fonctionnement des systèmes scolaires et on a généralement affaire à des réactions aux tendances et problèmes à court terme. Si cela n'était pas le cas, l'erreur dans les grades suivrait les mêmes variations que celle des chiffres totaux. "Auxiliaire" en est le meilleur exemple - l'erreur qui lui correspond est très élevée pour la plupart des années entre 1968 et 1976, surtout dans le système séparé. "Auxiliaire" est constitué par les effectifs des classes en éducation spéciale. Il est évident que nous avons prévu un développement de ces services dans les écoles séparées plus rapide que celui qu'ils ont pu soutenir. On peut en trouver l'explication dans le fait que les chiffres pour les grades 5 à 8 ont été systématiquement sous-estimés. Puisque les systèmes scolaires séparés ont étendu leurs services bien au-delà de ce qui était prévu, ils ne pouvaient en même temps étendre leurs services d'éducation spéciale.

En 1971, nos perspectives 1967 d'effectifs élémentaires étaient trop élevées au total et l'erreur était de 0.72%; les nouveaux calculs 1 manifestaient une erreur encore plus grande 0.89%. Les calculs 2 de cette année-là étaient pourtant satisfaisants (+0.27% d'erreur). L'erreur dans l'effectif élémentaire publique était la même (+1%) et les calculs 2 étaient bien meilleurs (+0.46%). Mais la révision du secteur scolaire séparé était décidément une amélioration - (0.61% pour +1.42% calculs 1 et -0.22% calculs 2).

Comme perspectives à moyen terme cependant, les calculs pour 1970 ne sont pas aussi bons. Que les erreurs aux ans 9 et 10 reviennent à leurs niveaux de 1971, nous ne le saurons pas avant 1979 et 1980. Entretemps elles sont devenues très vite inacceptables. Pour les calculs des effectifs totaux pour toutes les années, les valeurs totales des effectifs étaient surestimées mais les effectifs des écoles étaient en général sous-estimés tandis que ceux du système public étaient surestimés. L'erreur dans les effectifs élémentaires totaux était comme suit:

-0.70% et -0.88% (calculs de 1972)  
+2.31% et +1.76% (calculs de 1970)  
+0.95% (calculs de 1967)

Les perspectives calculées pour les deux années suivantes donnent quatre ensembles de chiffres pour la province, les deux premiers étant dérivés des sommes des perspectives de comtés, de districts et de villes individuelles (53 et 48 respectivement). Nous discuterons des calculs pour toute la province. Pour 1973, les perspectives de 1967 ne dépassaient la valeur réelle que de 0.95%. L'erreur dans les perspectives de 1972 pour la même année avait cependant dépassé le niveau d'utilité (+2.31% et +1.76%) si bien que les perspectives de 1972 étaient indubitablement préférables. En 1973, l'erreur sur une année des perspectives de 1972 était de -0.70% et -0.88%. Mais elles se sont accumulées les années suivantes en sous-estimant les valeurs. L'erreur des calculs 1 était de -1.07%, -1.46% et -1.23%; l'erreur des calculs 2 augmentait plus rapidement, étant de -1.96%, -3.48% et -4.24%. Les erreurs importantes étaient dues à des valeurs sous-estimées pour les systèmes scolaires séparés qui augmentaient chaque année entre 1974 et 1976.

Les erreurs dans les effectifs élémentaires totaux de 1971 étaient comme suit:

+1.00% et +0.46% (calculs de 1970)  
+0.72% (calculs de 1967)

Les erreurs dans les effectifs élémentaires totaux de 1972 étaient comme suit:

+2.05% et +1.60% (calculs de 1970)  
+0.71% (calculs de 1967)

Les perspectives calculées en 1973 constituaient sans aucun doute une amélioration sur celles de l'année précédente, même si initialement elles n'étaient pas bien meilleures que les vieilles perspectives de 1967 et qu'en 1975 et 1976 elles exhibaient une erreur plus importante (en sous-estimant les valeurs plutôt que de les surestimer). Les erreurs dans les effectifs totaux de 1974 étaient comme suit:

-0.58% et -0.96% (calculs de 1973)  
-1.07% et -1.97% (calculs de 1972)  
+2.49% et +2.22% (calculs de 1970)

L'erreur dans les chiffres du public et de l'élémentaire total est semblable. Depuis 1970, les effectifs des écoles séparées ont été systématiquement surestimés jusqu'en 1976 inclus.

Les erreurs dans les effectifs totaux de l'élémentaire en 1975 étaient comme suit:

-0.76% et -0.91% (calculs de 1974)  
-1.53% et -2.39% (calculs de 1973)  
-1.46% et -3.48% (calculs de 1972)  
+2.09% et +1.89% (calculs de 1970)  
+0.31% (calculs de 1967)

Les erreurs dans les perspectives d'effectifs totale de 1976 étaient comme suit:



-0.07% et +0.32% (calculs de 1975)  
-1.07% et -1.38% (calculs de 1974)  
-1.75% et -3.09% (calculs de 1973)  
-1.23% et -4.24% (calculs de 1972)  
+1.85% et +1.24% (calculs de 1970)  
-0.26% (calculs de 1967)

En résumé, toutes les prévisions pour la période passée en revue étaient satisfaisantes en tant que calculs à court terme (un an ou deux ans). Les calculs à long terme de 1967 étaient très bon et ceux de 1970, assez bons. Les valeurs 1 des calculs de 1972 et 1973 sont assez bonnes mais leur évaluation en tant que prévisions à long terme ne pourra être effectuée qu'en 1980. Leur précision devrait devenir évidente en 1980, 1981 et 1982 si elles suivent les mêmes tendances d'accumulation dans les années intermédiaires. Contrairement à ce que nous pensions, l'erreur de prévision ne s'accumule pas uniformément et nous étions souvent plus précis à la longue plutôt qu'à moyen terme. Pour certaines années, les calculs étaient particulièrement précis; il y a peut-être un parallèle à faire entre les prévisions d'effectifs et le vin - ils s'améliorent avec le temps et il y a de bons et de mauvais crus. L'erreur dans nos prévisions d'effectifs élémentaires totaux n'a jamais atteint 5% (la plus grande erreur était de -4.24% pour les calculs 2 de 1976 tels que calculés en 1972). Pour le système public, la plus grande erreur était de +4.55% dans les calculs 1 de 1976 calculés en 1976 mais elle était beaucoup plus grande, -7.60% pour 1976 dans les calculs de 1972. Les prévisions faites pour ce système depuis 1973 s'avèrent plus satisfaisantes.

#### Les effectifs élémentaires - calculs du ministère

Nous sommes en possession d'un dossier de prévisions du ministère datant du 7 juillet 1971 (prévisions pour 1971). Les calculs pour cette année-là étaient par grade pour tous les effectifs, publics et séparés, à la fois. Ils incluaient les chiffres pour les jardins d'enfants mais ceux-ci ont été exclus pour rendre la comparaison avec les chiffres d'OISE possible (les jardins d'enfants étant traités séparément en général). A partir de 1971, les prévisions du ministère ont fourni des chiffres pour les effectifs élémentaires publics et séparés. Le ministère ne fait pas de prévisions par âge si bien que nous n'avons pas discuté les calculs par âge d'OISE, bien que leur analyse d'erreur soit présentée au tableau 2.

Le tableau 3 indique la différence entre les calculs du ministère et les effectifs réels élémentaires obligatoires. Il indique des résultats excellents avec des erreurs moins importantes que celles de l'équipe d'OISE dans les prévisions de 1970 et 1971, et dans la plupart des cas pour les calculs plus récents. Les prévisions calculées en 1971 avaient commencé avec une erreur très minime pour la première année de prévision et sous-estimaient les valeurs de 0.15%; l'erreur allait d'abord en diminuant, puis en augmentant jusqu'à un maximum de -1.36% seulement à l'an 5. Leur erreur maximum se retrouvait aussi dans leurs calculs pour le système séparé qui étaient 4.85% en-dessous de la réalité pour 1976 les prévisions de 1973 (basées sur des chiffres observés en 1972).

L'erreur dans les prévisions des effectifs élémentaires totaux était comme suit:



Tableau Annexe 2A  
DIFFERENCE ENTRE LES EFFECTIFS DE L'ELEMENTAIRE OBLIGATOIRE ET LES PREVISIONS  
DE L'IEPO PAR AGE EN POURCENTAGE DES EFFECTIFS OBSERVES EN ONTARIO, 1973-1976

La valeur estimée JA est la somme pour tous les districts et comtés,

Tableau Annexe 2B

DIFFERENCE ENTRE LES EFFECTIFS DE L'ELEMENTAIRE OBLIGATOIRE ET LES PREVISIONS DE L'IEPO PAR AGE EN POURCENTAGE DES EFFECTIFS OBSERVES EN ONTARIO, 1975-1976

Tableau Annexe 3A DIFFERENCE ENTRE LES EFFECTIFS DE L'ELEMENTAIRE OBLIGATOIRE ET LES PREVISIONS  
DU MINISTERE PAR GRADE ET EN POURCENTAGE DES EFFECTIFS OBSERVES EN ONTARIO,  
1971-1976

Année de prévision	So. l'our	Grade 1		Grade 2		Grade 3		Grade 4		Grade 5		Grade 6		Grade 7		Grade 8		Grade 9		Grade 10		Auxiliaire		Total
		Est. 1	Est. 2	Est. 1	Est. 2	Est. 1	Est. 2	Est. 1	Est. 2	Est. 1	Est. 2	Est. 1	Est. 2	Est. 1	Est. 2	Est. 1	Est. 2	Est. 1	Est. 2	Est. 1	Est. 2	Est. 1	Est. 2	
1971	Total	-0.12	-1.14	-1.59	-1.80	-0.94	-0.49	-0.49	-0.49	+1.19	+1.18	+1.18	+1.18	+0.83	+0.83	+0.35	+0.35	-13.44	-13.44	-27.56	-27.56	+4.72	+4.72	-1.18
1972	"	+1.59	-1.59	-1.59	-1.59	-1.59	-1.59	-1.59	-1.59	+0.89	+1.42	+1.42	+1.42	+1.42	+1.42	+1.42	+1.42	-22.04	-22.04	-22.04	-22.04	+4.44	+4.44	-0.38
1973	"	+2.98	-0.63	-2.73	-2.85	-2.73	-2.85	-2.85	-2.85	-0.13	+0.90	+0.90	+0.90	+1.90	+1.90	+2.26	+2.26	-25.30	-25.30	-25.72	-25.72	+4.33	+4.33	-0.39
1974	"	+4.11	+0.78	-1.92	-4.89	-1.92	-4.89	-4.89	-4.89	-2.19	-1.59	-1.59	-1.59	-1.59	-1.59	+2.56	+2.56	-34.94	-34.94	-32.54	-32.54	+4.81	+4.81	-0.72
1975	"	+3.93	+2.14	-2.44	-1.88	-2.44	-1.88	-1.88	-1.88	-1.15	-2.26	-2.26	-2.26	-1.44	-1.44	+1.68	+1.68	-18.54	-18.54	-41.31	-41.31	+6.94	+6.94	-1.36
1976	"	+4.45	+2.41	+0.11	-1.96	+0.11	-1.96	-1.96	-1.96	-2.06	-3.44	-3.44	-3.44	-1.83	-1.83	+0.96	+0.96	-40.82	-40.82	-36.53	-36.53	-4.22	-4.22	-1.25
1972	Public	+1.82	-0.27	-0.04	-0.62	-0.04	-0.62	-0.62	-0.62	+0.54	+0.05	+0.05	+0.05	+0.47	+0.47	+0.60	+0.60					-3.04	-3.04	+0.22
1973	"	+2.77	-1.58	-0.77	-0.97	-0.77	-0.97	-0.97	-0.97	+0.59	-0.22	-0.22	-0.22	+0.68	+0.68	+1.12	+1.12					-3.30	-3.30	+0.22
1974	"	+5.59	+1.19	-0.81	-2.45	-0.81	-2.45	-2.45	-2.45	-0.50	-0.99	-0.99	-0.99	-0.50	-0.50	+1.94	+1.94					+10.64	+10.64	+0.22
1975	"	+5.10	+3.75	+2.93	-0.47	+2.93	-0.47	-0.47	-0.47	-1.07	-0.99	-0.99	-0.99	-1.19	-1.19	+1.64	+1.64					-5.31	-5.31	+1.01
1976	"	+5.98	+5.13	+3.69	+1.22	+3.69	+1.22	+1.22	+1.22	+0.03	-1.18	-1.18	-1.18	-1.19	-1.19	+1.55	+1.55					-6.60	-6.60	+1.55
1972	Séparé	+1.04	-1.24	-1.49	-1.53	-1.49	-1.53	-1.53	-1.53	-0.43	-0.22	-0.22	-0.22	-0.25	-0.25	+0.64	+0.64					+6.10	+6.10	-0.51
1973	"	+1.24	-1.53	-3.58	-2.59	-3.58	-2.59	-2.59	-2.59	-1.93	-1.18	-1.18	-1.18	-0.93	-0.93	+0.77	+0.77					+7.11	+7.11	-0.51
1974	"	+0.75	-0.42	-3.59	-3.59	-3.59	-3.59	-3.59	-3.59	-1.56	-1.36	-1.36	-1.36	-1.15	-1.15	+1.14	+1.14					+6.14	+6.14	-0.51
1975	"	+0.17	-0.23	-2.24	-5.20	-2.24	-5.20	-5.20	-5.20	-6.68	-4.05	-4.05	-4.05	-3.56	-3.56	-1.52	-1.52					+9.24	+9.24	-0.51
1976	"	+0.44	-0.03	-1.96	-3.72	-1.96	-3.72	-3.72	-3.72	-5.62	-7.60	-7.60	-7.60	-4.71	-4.71	-2.46	-2.46					-5.91	-5.91	-0.51
1972	Total	+1.68	-0.55	-0.45	-1.44	-0.45	-1.44	-1.44	-1.44	+0.26	-0.03	-0.03	-0.03	+0.26	+0.26	+0.61	+0.61	-3.52	-3.52	+0.75	+0.75	-3.68	-3.68	-0.51
1973	"	+3.07	+0.69	-1.03	-1.44	-1.03	-1.44	-1.44	-1.44	-0.49	+0.07	+0.07	+0.07	+0.22	+0.22	+1.02	+1.02					-1.22	-1.22	+0.32
1974	"	+4.22	+2.15	-1.63	-3.37	-1.63	-3.37	-3.37	-3.37	-1.92	-0.67	-0.67	-0.67	-0.26	-0.26	+1.03	+1.03					+10.36	+10.36	-0.51
1975	"	+3.70	+2.60	+1.41	-1.87	+1.41	-1.87	-1.87	-1.87	-2.73	-1.88	-1.88	-1.88	-1.22	-1.22	+0.73	+0.73					-2.54	-2.54	-0.51
1976	"	+4.40	+3.62	+2.02	-0.25	+2.02	-0.25	-0.25	-0.25	-1.64	-3.09	-3.09	-3.09	-2.21	-2.21	+0.39	+0.39					-10.43	-10.43	-0.32

Tableau Annexe 3B

DIFFERENCE ENTRE LES EFFECTIFS DE L'ELEMENTAIRE OBLIGATOIRE ET LES PREVISIONS  
DU MINISTERE PAR GRADE ET EN POURCENTAGE DES EFFECTIFS OBSERVES EN ONTARIO,  
1973-1976

Année de prévision	Secteur	Grade 1		Grade 2		Grade 3		Grade 4		Grade 5		Grade 6		Grade 7		Grade 8		Grade 9		Grade 10		Auxiliaire		Total	
		Est. 1	Est. 2	Est. 1	Est. 2	Est. 1	Est. 2	Est. 1	Est. 2	Est. 1	Est. 2	Est. 1	Est. 2	Est. 1	Est. 2	Est. 1	Est. 2	Est. 1	Est. 2	Est. 1	Est. 2	Est. 1	Est. 2	Est. 1	Est. 2
1973	Public	+1.95	+1.36	+0.60	+0.42	+0.02	+0.15	+0.15	+0.15	+0.15	+0.15	+0.15	+0.15	+0.15	+0.15	+0.58	+0.58	-9.94	-9.94	-2.10	-2.10	-9.94	-9.94	+0.31	+0.31
1974	"	+3.46	+3.12	+3.82	+3.72	+0.68	+0.14	+0.14	+0.14	+0.14	+0.14	+0.14	+0.14	+0.14	+0.14	+0.63	+0.63	-18.91	-18.91	-21.93	-21.93	+0.55	+0.55	+0.54	+0.54
1975	"	+3.90	+5.42	+4.68	+2.88	+2.88	+0.43	+0.43	+0.43	+0.43	+0.43	+0.43	+0.43	+0.43	+0.43	+1.23	+1.23	-21.93	-21.93	-21.93	-21.93	+0.55	+0.55	+0.55	+0.55
1976	"	-0.80	-1.79	-1.65	-1.07	-1.07	-1.58	-1.58	-1.58	-1.58	-1.58	-1.58	-1.58	-1.58	-1.58	-0.46	-0.46	+15.95	+15.95	+17.21	+17.21	-1.19	-1.19	-1.19	-1.19
1973	Séparé	-2.28	-3.10	-3.10	-3.60	-3.60	-2.12	-2.12	-2.12	-2.12	-2.12	-2.12	-2.12	-2.12	-2.12	-1.81	-1.81	-19.58	-19.58	-17.75	-17.75	-2.95	-2.95	-2.95	-2.95
1974	"	-3.17	-2.50	-2.84	-4.74	-4.74	-4.78	-4.78	-4.78	-4.78	-4.78	-4.78	-4.78	-4.78	-4.78	-3.35	-3.35	+16.99	+16.99	-22.02	-22.02	-4.42	-4.42	-4.42	-4.42
1975	"	-2.91	-2.47	-3.34	-4.31	-4.31	-5.23	-5.23	-5.23	-5.23	-5.23	-5.23	-5.23	-5.23	-5.23	-2.52	-2.52	-22.92	-22.92	-15.01	-15.01	-4.85	-4.85	-4.85	-4.85
1976	"	+1.19	+0.46	-0.05	-0.32	-0.32	-0.15	-0.15	-0.15	-0.15	-0.15	-0.15	-0.15	-0.15	-0.15	-0.08	-0.08	-9.72	-9.72	-4.02	-4.02	-5.00	-5.00	-0.14	-0.14
1973	Total	+1.84	+1.78	-1.25	-1.68	-1.68	-1.21	-1.21	-1.21	-1.21	-1.21	-1.21	-1.21	-1.21	-1.21	-0.72	-0.72	-19.59	-19.59	-11.75	-11.75	-2.05	-2.05	-0.51	-0.51
1974	"	+1.34	+2.00	+1.80	-0.92	-0.92	-1.51	-1.51	-1.51	-1.51	-1.51	-1.51	-1.51	-1.51	-1.51	-0.06	-0.06	-22.96	-22.96	-22.02	-22.02	-0.97	-0.97	-0.97	-0.97
1975	"	+2.02	+3.12	+2.31	+0.75	+0.75	-1.25	-1.25	-1.25	-1.25	-1.25	-1.25	-1.25	-1.25	-1.25	-1.89	-1.89	-22.97	-22.97	-15.05	-15.05	-0.67	-0.67	-0.67	-0.67
1976	"	+3.46	+3.12	+3.82	+3.72	+0.68	+0.14	+0.14	+0.14	+0.14	+0.14	+0.14	+0.14	+0.14	+0.14	+0.63	+0.63	+17.43	+17.43	-3.30	-3.30	+1.07	+1.07	+1.07	+1.07
1973	Public	+3.98	+5.42	+4.68	+2.88	+2.88	+0.43	+0.43	+0.43	+0.43	+0.43	+0.43	+0.43	+0.43	+0.43	+1.23	+1.23	-1.41	-1.41	-1.41	-1.41	+1.05	+1.05	+1.86	+1.86
1974	Séparé	-2.28	-3.10	-3.10	-3.60	-3.60	-2.12	-2.12	-2.12	-2.12	-2.12	-2.12	-2.12	-2.12	-2.12	-1.81	-1.81	-3.54	-3.54	+4.46	+4.46	-1.94	-1.94	-1.94	-1.94
1975	"	-3.17	-2.50	-2.84	-4.74	-4.74	-4.78	-4.78	-4.78	-4.78	-4.78	-4.78	-4.78	-4.78	-4.78	-3.35	-3.35	-6.51	-6.51	+1.44	+1.44	-2.96	-2.96	-2.96	-2.96
1976	"	-2.91	-2.47	-3.34	-4.31	-4.31	-5.23	-5.23	-5.23	-5.23	-5.23	-5.23	-5.23	-5.23	-5.23	-2.52	-2.52	-22.96	-22.96	+11.89	+11.89	-3.06	-3.06	-3.06	-3.06
1973	Total	+1.84	+1.78	-1.25	-1.68	-1.68	-1.21	-1.21	-1.21	-1.21	-1.21	-1.21	-1.21	-1.21	-1.21	-0.72	-0.72	-19.59	-19.59	-11.75	-11.75	-2.05	-2.05	-0.51	-0.51
1974	"	+1.34	+2.00	+1.80	-0.92	-0.92	-1.51	-1.51	-1.51	-1.51	-1.51	-1.51	-1.51	-1.51	-1.51	-0.06	-0.06	-22.96	-22.96	-22.02	-22.02	-0.97	-0.97	-0.97	-0.97
1975	"	+2.02	+3.12	+2.31	+0.75	+0.75	-1.25	-1.25	-1.25	-1.25	-1.25	-1.25	-1.25	-1.25	-1.25	-1.89	-1.89	-22.97	-22.97	-15.05	-15.05	-0.67	-0.67	-0.67	-0.67
1976	"	+3.46	+3.12	+3.82	+3.72	+0.68	+0.14	+0.14	+0.14	+0.14	+0.14	+0.14	+0.14	+0.14	+0.14	+0.63	+0.63	+17.43	+17.43	-3.30	-3.30	+1.07	+1.07	+1.07	+1.07
1973	Public	+2.44	+0.93	+1.36	+0.14	+0.14	+2.45	+2.45	+2.45	+2.45	+2.45	+2.45	+2.45	+2.45	+2.45	+0.05	+0.05	-13.47	-13.47	+0.55	+0.55	+1.05	+1.05	+1.86	+1.86
1974	"	+3.81	+3.19	+2.32	-0.07	-0.07	+1.79	+1.79	+1.79	+1.79	+1.79	+1.79	+1.79	+1.79	+1.79	+1.13	+1.13	-1.41	-1.41	+1.44	+1.44	-2.96	-2.96	-2.96	-2.96
1975	Séparé	+0.01	-0.05	0.0	+0.25	+0.25	-1.48	-1.48	-1.48	-1.48	-1.48	-1.48	-1.48	-1.48	-1.48	-0.29	-0.29	-6.59	-6.59	+1.81	+1.81	-0.06	-0.06	-0.06	-0.06
1976	"	+1.61	+1.15	+0.44	+0.46	+0.46	-2.15	-2.15	-2.15	-2.15	-2.15	-2.15	-2.15	-2.15	-2.15	-0.18	-0.18	-12.90	-12.90	+20.67	+20.67	+0.61	+0.61	+0.61	+0.61

Tableau Annexe 3C

DIFFERENCE ENTRE LES EFFECTIFS DE L'ELEMENTAIRE OBLIGATOIRE ET LES PREVISIONS  
DU MINISTERE PAR GRADE ET EN POURCENTAGE DES EFFECTIFS OBSERVES EN ONTARIO,  
1975-1976

Année de prévision	Secteur	Grade 1		Grade 2		Grade 3		Grade 4		Grade 5		Grade 6		Grade 7		Grade 8		Grade 9		Grade 10		Auxiliaire		Total	
		Est. 1	Est. 2	Est. 1	Est. 2	Est. 1	Est. 2	Est. 1	Est. 2	Est. 1	Est. 2	Est. 1	Est. 2	Est. 1	Est. 2	Est. 1	Est. 2	Est. 1	Est. 2	Est. 1	Est. 2	Est. 1	Est. 2	Est. 1	Est. 2
1975	Total	+1.75	+0.64	+0.89	-0.17	-0.17	+1.23	+1.23	+1.23	+0.32	+0.32	-0.04	-0.04	+0.03	+0.03	-5.62	-5.62	+5.62	+5.62	-1.81	-1.81	-10.76	-10.76	+0.36	+0.36
1976	"	+3.18	+2.60	+1.76	+0.09	+0.09	+0.62	+0.62	+0.62	+0.98	+0.98	+0.50	+0.50	+0.87	+0.87	+20.61	+20.61	+6.53	+6.53	+20.61	+20.61	-14.77	-14.77	+1.13	+1.13
1975	Public	+0.19	-0.17	+0.24	+0.23	+0.23	+0.15	+0.15	+0.15	+0.15	+0.15	-0.66	-0.66	-0.01	-0.01	-1.60	-1.60	+1.60	+1.60	+13.94	+13.94	-17.88	-17.88	+0.29	+0.29
1976	Séparé	+4.27	+0.50	-0.89	-1.41	-1.41	-1.42	-1.42	-1.42	-2.09	-2.09	+1.05	+1.05	+1.77	+1.77	-1.66	-1.66	+13.89	+13.89	-9.45	-9.45	-0.06	-0.06	-0.06	-0.06
1975	Total	+1.35	+0.03	-0.09	-0.26	-0.26	-0.17	-0.17	-0.17	-0.52	-0.52	-0.16	-0.16	+0.51	+0.51	-1.66	-1.66	+13.89	+13.89	-9.45	-9.45	-0.06	-0.06	-0.06	-0.06
1976	"	+1.35	+0.03	-0.09	-0.26	-0.26	-0.17	-0.17	-0.17	-0.52	-0.52	-0.16	-0.16	+0.51	+0.51	-1.66	-1.66	+13.89	+13.89	-9.45	-9.45	-0.06	-0.06	-0.06	-0.06

-0.01% (calculs de 1971)  
-0.0% (calculs de 1970)

Dans les prévisions pour 1973:

-0.14% (calculs de 1972)  
+0.02% (calculs de 1971)  
-0.19% (calculs de 1970)

Dans les prévisions pour 1974:

+0.16% (calculs de 1973)  
-0.51% (calculs de 1972)  
-0.23% (calculs de 1971)  
-0.72% (calculs de 1970)

Dans les prévisions pour 1975:

+0.36% (calculs de 1974)  
-0.17% (calculs de 1973)  
-0.97% (calculs de 1972)  
-0.59% (calculs de 1971)  
-1.36% (calculs de 1970)

L'erreur dans les prévisions de 1976 (les calculs l comparables d'OISE sont donnés à droite) est comme suit:

-0.06% (calculé en 1975)	+0.07%
+1.13% (calculé en 1974)	-1.07%
+3.35% (calculé en 1973)	-1.75%
-0.67% (calculé en 1972)	-1.23%
-0.32% (calculé en 1971)	-
-1.25% (calculé en 1970)	+1.24%

Il devrait donc être conçu que cette province a eu à sa disposition au moins deux ensembles de chiffres évaluant le moyen terme et un ensemble évaluant les conditions 9 et 10 ans plus tard, et que les prévisions à long terme du groupe d'OISE et du ministère sont plutôt précises et devraient être prises au sérieux.

#### Prévisions démographiques

La précision dans les prévisions d'effectifs élémentaires dépend dans une très grande mesure de la précision des prévisions démographiques par groupe d'âges ou par années d'âge, ou encore des prévisions de naissances. C'est de ceci qu'elles dépendent. Au fil des années, l'équipe d'OISE et le ministère ont reçu des prévisions en provenance d'un grand nombre de groupes mais seul le service central de statistique de TEAI\* a régulièrement produit des prévisions détaillées d'une grande utilité. Notre réserve principale à leur sujet est qu'elles constituent un produit bon à tout faire dont l'intérêt principal était la précision. Pour bien des politiques, certains groupes d'âges spéci-

\*Ministère du Trésor de l'Economie et des Affaires Intergouvernementales.



figues sont visés - de chiffres détaillés pour les personnes entre 65 et 80 ans sont requis lorsque l'on s'occupe de logements subventionnés pour les vieux; des chiffres sur les personnes de 15 à 65 sont nécessaires lorsque l'on parle de problèmes de main d'oeuvre, de chômage ou de transfert de connaissance. La méthode la plus courante pour calculer les prévisions d'effectifs est appelée la méthode de "passage de grades". Elle se fonde sur l'hypothèse que les changements se passent lentement et ils peuvent facilement être suivis statistiquement dans un système hiérarchique tel que l'école. Par conséquent, l'image la plus exacte de demain est une image modifiée d'aujourd'hui. Dans notre système, une partie des élèves du grade 4 par exemple, étaient au grade 3 l'année précédente. Le rapport d'un grade spécifique sur l'effectif total et d'un grade plus bas sur l'effectif de l'année précédente constitue une bonne base pour estimer le grade plus élevé une année plus tard. Mais un tel système requiert un ensemble de chiffres à entrer pour chaque année de prévision (Grade 1, jardin d'enfants, jardin d'enfant senior - ou à n'importe quel niveau que l'on décide d'utiliser comme point de départ. Le groupe d'OISE commence avec le grade 1 en général et fait les calculs pour les jardins d'enfants séparément). Pour dériver ces chiffres de base, les prévisions démographiques sont nécessaires. Mais si les chiffres de base sont un rapport des effectifs du grade 1 sur le total des enfants de 6 ans ou l'effectif du grade 1 sur le total des enfants de 4, 5 et 6 ans, alors l'utilité des prévisions démographiques entières dépend d'une fourchette d'âges étroite. Les erreurs initiales dans un tel système de prévisions s'accumulent vite et se multiplient d'année en année.

Les prévisions démographiques dont nous nous sommes servis sont calculées d'après la méthode dite des composantes. La population de l'année suivante est constituée des gens de la région (la province en l'occurrence) dans l'année en cours modifiée par (1) les gains et les pertes en migrations (c'est-à-dire plus ceux qui arrivent moins ceux qui s'en vont - effet net des migrations qui est en général positif, c'est-à-dire un gain annuel), (2) gains par les naissances et (3) perte par les décès. Si bien que la méthode des composantes consiste à calculer l'effet net des migrations, l'effet des changements de la fécondité et l'effet de la mortalité - successivement et indépendamment. Les années suivantes sont alors "ajustées" une à une. Dans les prévisions provinciales à court terme, les prévisions sont faites par groupe d'âges de cinq ans pour tout l'Ontario. Pour les prévisions à long terme de TEAI (révisées moins souvent puisqu'elles sont basées sur des données de recensement), les calculs sont effectués par année d'âge pour tout l'Ontario et pour chaque comté, division, grande ville ou région urbaine.

Si la Commission doit aborder le problème des conditions scolaires après l'an 2000, nous dépendrons d'une façon cruciale des prévisions démographiques utilisées.

Le tableau 4 compare la population réelle et celle prévue des années 1966, 1971 et 1976. Les prévisions sont celles qui ont été calculées en 1964 d'après les données de recensement de 1961. En gros, l'erreur est raisonnable. En 1966, les prévisions sous-estimaient la population totale (de 1.54%), de même que cinq ans plus tard, l'erreur ayant atteint 2.28% (surtout pour avoir sous-estimé les hordes d'immigrants que la province recevait au cours des années 60 - on peut le voir en observant devant les chiffres correspondant aux groupes d'âges de 5 à 39 ans; ce sont de jeunes adultes et leurs

familles qui immigrèrent en Ontario à cause surtout des possibilités d'emploi). Cinq ans plus tard, l'erreur diminue et change de direction. Nous ne savons pas dans quelle mesure ceci doit être attribué à la diminution dans l'immigration (bien moins que les +12,000 annuels de toutes les sources extérieures et intérieures au Canada) et à la baisse rapide des naissances qui avait fait surestimer plus qu'auparavant les perspectives du groupe d'âges de 0 à 4 ans. En tout état de cause, une erreur de +0.85% 15 ans plus tard est une chose extraordinaire dont aucun démographe n'oserait espérer la répétition!

Les démographes et les planificateurs qui s'occupent de prédire les conditions futures seraient très mal avisés de baser leurs recommandations sur un seul ensemble de chiffres. Deux, au moins, devraient être préparés pour pouvoir les comparer et il est d'usage de préparer plus ensembles basés sur différentes hypothèses de changement dans les facteurs cruciaux (dans le cas de la population, ce seraient les niveaux de fécondité de migration et de mortalité dont il s'agirait; dans le cas d'effectifs scolaires, il s'agirait du nombre d'enfants dans les groupes d'âges appropriés, le taux de participation dans les âges pour lesquels l'école n'est pas obligatoire et les taux de passage pour les âges pour lesquels l'école est obligatoire). Les chiffres au tableau 4 sont basés sur des taux de fécondité de même que des taux de mortalité par âge et en supposant des gains d'immigration net de 12,000 par an. Les chiffres du tableau 5 sont basés sur les mêmes taux de fécondité, par âge mais en supposant un gain d'immigration net de 36,000. Puisque le gain de migration le plus élevé semble plus près de la réalité, certains groupes d'âges (les jeunes travailleurs surtout) étaient moins sous-estimés. Ainsi, l'erreur total dans la deuxième prévision de 1966 était en excès de 0.18%. On peut avoir une idée de l'autre hypothèse au sujet de l'immigration en comparant les erreurs dans certains groupes d'âges - ainsi, dans le groupe d'âges 20 à 24, l'erreur était de -5.97% à comparer avec -8.83%; dans le groupe d'âges 20 à 24, l'erreur était de -5.97% à comparer avec -8.83%; dans le groupe d'âges 25 à 29, -5.38% au lieu de -9.30%. Ceci persistait jusqu'en 1971 - c'est-à-dire que l'erreur total était de -1.10% plutôt que -2.28% et le groupe d'âges de 20 à 25 ans était sous-estimé de 7.33% plutôt de 10.79%; l'erreur pour ceux de 25 à 29 ans était de -15.77% au lieu de -21.04%.

Au tableau 5, cependant, l'erreur dans les chiffres du groupe d'âges de 0 à 4 ans est plus grande, malgré une plus grande précision générale et une erreur moindre dans le groupe d'âges des jeunes travailleurs. En 1966 ces prévisions étaient en excès dans une proportion de 7.92% contre 4.77% avec le taux de fécondité moins élevé et en 1971, l'erreur était de +43.38% contre +36.12%. Des taux de fécondité erronés (trop élevés) produisant un nombre de naissances trop élevé à partir de 1961 et ayant un effet cumulatif plus important que l'hypothèse de migration erronée (trop basse) devenait évident en 1976. L'erreur dans les prévisions avec la migration élevée était de +5.91%. Avec une migration moindre, elle n'était que de +0.85% en tout. L'erreur pour le groupe d'âges de 0 à 4 ans était de +80.76% contre +69.68% et pour le groupe de 5 à 9 ans elle était de +36.44% contre 29.09%.

Les prévisions démographiques provinciales à court terme sont basées sur des données de recensement et des calculs de natalité, de migration et de mortalité. Elles sont révisées assez fréquemment. Elles sont d'utilité limitée pour la planification scolaire car elles ne sont pas assez détaillées. Elles constituent cependant une base de comparaison utile pour décider si l'on doit

Tableau Annexe 4 COMPARAISON DE LA POPULATION REELLE AVEC LES PREVISIONS POUR L'ONTARIO  
CALCULS 1\*

Groupes d'âges	1966				1971				1976			
	Réelle	Prévue	Différence	%	Réelle	Prévue	Différence	%	Réelle	Prévue	Différence	%
0-4	745,744	781,300	+ 35,556	+4.77	637,255	867,400	+230,145	+36.12	607,205	1,030,300	+423,095	+69.68
5-9	770,061	738,800	- 31,261	-4.06	783,515	777,400	- 6,115	- 0.78	667,815	862,100	+194,285	+29.09
10-14	688,270	676,200	- 12,070	-1.75	787,715	741,500	- 46,215	- 5.87	798,760	779,500	- 19,260	- 2.41
15-19	599,197	595,400	- 3,797	-0.63	713,365	679,100	- 34,265	- 4.80	807,990	774,200	- 33,790	- 4.18
20-24	485,053	442,200	- 42,853	-8.83	674,135	601,400	- 72,735	-10.79	744,365	685,700	- 58,665	- 7.88
25-29	433,856	393,500	- 40,356	-9.30	567,345	448,000	-119,345	-21.04	715,820	606,900	-108,920	-15.22
30-34	447,155	427,600	- 19,555	-4.37	478,150	397,500	- 80,650	-16.87	586,450	451,600	-134,850	-22.99
35-39	472,616	462,100	- 10,516	-2.23	468,515	429,600	- 38,915	- 8.31	489,990	399,200	- 90,790	-18.53
40-44	469,358	486,300	+ 16,942	+3.61	474,145	461,300	- 12,845	- 2.71	474,550	428,800	- 45,750	- 9.64
45-49	390,983	394,000	+ 3,017	+0.77	469,815	464,500	- 5,315	- 1.13	471,910	457,700	- 14,210	- 3.01
50-54	353,402	353,700	+ 298	+0.08	381,130	386,700	+ 5,570	+ 1.46	465,005	456,000	- 9,005	- 1.94
55-59	293,325	299,000	+ 5,675	+1.93	343,550	341,400	+ 2,150	- 0.63	369,375	373,600	+ 4,225	+ 1.14
60-64	244,128	243,800	- 328	-0.13	280,045	282,300	+ 2,255	+ 0.81	326,305	322,800	- 3,505	- 1.07
65-69	199,206	199,400	+ 194	+0.10	227,770	222,500	- 5,270	- 2.31	260,930	258,000	- 2,930	- 1.12
70-74	159,047	378,300	+ 9,784	+2.65	171,465	426,900	+ 10,260	- 2.46	476,215	478,300	+ 2,085	+ 0.44
75-79	108,536				120,960							
80-84	63,193				74,375							
85+	37,740				49,840							
Total	6,960,870	6,853,600	-107,270	-1.54	7,703,105	7,527,500	-175,605	-2.28	8,264,465	8,334,700	+ 70,235	+ 0.85

Source: Prévisions démographiques et de population active pour les régions économiques de l'Ontario,  
Bureau de l'économie, Développement économique, Gouvernement de l'Ontario, 1964.

\* Migrations nettes vers l'Ontario: 10,000 par an.  
Migrations internes nettes: 2,000 par an.



Tableau Annexe 5 COMPARAISON DE LA POPULATION REELLE AVEC LES PREVISIONS POUR L'ONTARIO  
CALCULS 2\*

Groupes d'âges	1966				1971				1976			
	Réelle	Prévue	Différence	%	Réelle	Prévue	Différence	%	Réelle	Prévue	Différence	%
0-4	745,744	804,800	+59,056	+7.92	637,255	913,700	+276,445	+43.38	607,205	1,097,600	+490,395	+80.76
5-9	770,061	748,100	-21,961	-2.85	783,515	805,300	+21,785	+2.78	667,815	911,200	+243,385	+36.44
10-14	688,270	683,000	-5,270	-0.77	787,715	759,900	-27,815	-3.53	798,760	815,200	+16,440	+2.06
15-19	599,197	602,500	+3,303	+0.55	713,365	694,300	-19,065	-2.67	807,990	771,900	-36,090	-4.47
20-24	485,053	456,100	-28,953	-5.97	674,135	624,700	-49,435	-7.33	744,365	719,200	-25,165	-3.38
25-29	433,856	410,500	-23,356	-5.38	567,345	477,900	-89,445	-15.77	715,820	647,100	-68,720	-9.60
30-34	447,155	441,700	-5,455	-1.22	478,150	426,400	-51,750	-10.82	586,450	492,900	-93,550	-15.95
35-39	472,616	471,900	-716	-0.15	468,515	452,500	-16,015	-3.24	489,990	435,600	-54,390	-11.10
40-44	469,358	474,500	+5,142	+1.10	474,145	477,200	+3,055	+0.64	474,550	457,000	-17,550	-3.70
45-49	390,983	389,100	-1,883	-0.48	469,815	475,200	+5,385	+1.15	471,910	477,900	+5,990	+1.27
50-54	353,402	356,500	+3,098	+0.88	381,130	393,700	+12,570	+3.30	465,005	469,700	+4,695	+1.01
55-59	293,325	301,000	+7,675	+2.62	343,550	346,300	+2,750	+0.80	369,375	382,900	+13,525	+3.66
60-64	244,128	245,200	+1,072	+0.44	280,045	285,700	+5,655	+2.02	326,305	329,000	+2,695	+0.83
65-69	199,206	200,300	+1,094	+0.55	227,770	224,800	-2,970	-1.30	260,930	262,200	+1,270	+0.49
70-74	159,047	379,500	+10,984	+2.98	171,465	429,900	+13,264	-3.18	476,215	483,800	+7,585	+1.59
75-79	108,536				120,960							
80-84	63,193				74,375							
85+	37,740				49,840							
Total	6,960,870	6,973,700	+12,830	+0.18	7,703,105	7,787,500	+84,395	-1.10	8,264,465	8,753,200	+488,735	+5.91

\* Migrations nettes vers l'Ontario: 10,000 par an.  
Migrations internes nettes: 2,000 par an.



se servir des ensembles plus vieux et plus élaborés de prévisions à long terme. Les tableaux 6 et 7 donnent les prévisions à court terme de TEAI calculées en 1969 et 1970 (pour 1969 à 1980 et 1970 à 1981). Etant donnée la série du nombre de naissances observées chaque année au cours des années 60, les démographes ont prévu des taux de fécondité moindres. Etant donnée une immigration qui a été plus élevée, ils ont prévu des migrations nettes plus nombreuses. Mais ils ne pensaient pas que le taux de fécondité continuerait d'être bas et firent des suppositions optimistes quant à la natalité. Ceci transparaît dans leur sur-évaluation de la cohorte des 0 à 4 ans qui était encore plus élevée dans la dernière révision que dans la précédente:

- en 1971, +0.10% (calculé en 1969)
- en 1971, +2.78% (calculé en 1970)
- en 1976, +4.51% (calculé en 1969)
- en 1976, +22.84% (calculé en 1970)

Au tableau 8, deux prévisions à court terme de TEAI pour 1977 (l'une calculée en 1973 et l'autre en 1976) sont comparées avec des prévisions de Statistique Canada (faites en 1974). (Ces prévisions sont publiées et accessibles au public.) Les démographes du gouvernement font d'autres révisions (plus d'une par an) dans des buts spéciaux pour les politiques d'un ministère ou d'un autre. Lorsque l'on entend parler de ces révisions et qu'on les réclame, on parvient généralement à les obtenir mais celles-ci n'ont pas généralement le statut de chiffres "officiels". Il faut noter ici que les démographes du gouvernement ont utilisé des taux de fécondité par âge lorsque la baisse dans la fécondité devenait évidente. Les calculs de 0 à 4 ans diminuèrent progressivement car bien que le taux de fécondité attendu avait été réduit, il ne l'avait pas été assez pour compenser l'accroissement du nombre de jeunes adultes dans les groupes d'âges féconds. Pour le groupe d'âges de 0 à 4 ans, nous avons une valeur provinciale estimée de 634,600 pour 1976 (calculée en 1969), puis de 632,104 (calculée en 1976), puis 699,411 (calculée en 1973) et 632,104 (calculée en 1976); nous avons un chiffre fédéral de 707,700 (calculé en 1974). Les chiffres du recensement de 1976 ne seront pas prêts (publiés) jusqu'en janvier 1978 mais ont enregistré un total de 607,205. L'erreur en excès, qui avait commencé (dans la série de révisions citée) à 4.51% est montée jusqu'à +22.84% puis est descendue à +15.19% et est remontée finalement à +4.10% - ce qui était à peine mieux que la première révision de 1969.

En résumé: Il est très délicat de faire des prévisions démographiques et d'arriver à un niveau raisonnable de précision pour la population totale. En fait, la précision à long terme est souvent meilleure qu'à court terme, à part la première et la deuxième année de prévision, peut-être, car à court terme la compensation pour le facteur dominant au moment de la révision est excessive. Au cours des années 60, les migrations vers l'Ontario ont atteint des niveaux que personne n'attendait et les cohortes de jeunes travailleurs étaient systématiquement sous-estimées. La fécondité est descendue (et continue de descendre) à des niveaux que personne ne prévoyait. Bien qu'une baisse de la natalité était prévue, le nombre élevé de femmes dans les groupes d'âges féconds avait amené les démographes à s'attendre à une natalité plus élevée, même avec un taux de fécondité plus bas. Les naissances ne s'étaient pas produites. On rajusta les taux, mais jamais assez. On s'attendait (les démogra-

Tableau Annexe 6 COMPARAISON DE LA POPULATION REELLE AVEC LES PREVISIONS POUR L'ONTARIO

Groupes d'âges	1971				1976			
	Réelle	Prévue	Différence	%	Réelle	Prévue	Différence	%
0-4	637,255	627,900	+	645	607,205	634,600	+27,395	+ 4.51
5-9	738,515	766,100	-	7,415	667,815	645,500	-22,315	- 3.34
10-14	787,715	796,000	+	8,285	798,760	791,600	-7,160	- .90
15-19	713,365	712,600	-	765	807,990	813,400	+5,410	+ .67
20-24	674,135	646,000	-28,135	- 4.17	744,365	747,400	+3,035	+ .41
25-29	567,345	554,800	-12,545	- 2.21	715,820	685,600	-30,220	- 4.22
30-34	478,150	484,600	+	6,450	586,450	582,200	-4,250	- .72
35-39	468,515	476,600	+	8,085	489,990	501,000	+11,010	+ 2.25
40-44	474,145	487,300	+13,155	+ 2.77	474,550	484,400	+9,850	+ 2.08
45-49	469,815	473,500	+	3,685	471,910	487,200	+15,290	+ 3.24
50-54	381,130	388,600	+	7,470	465,005	467,200	+2,195	+ .47
55-59	343,550	344,700	+	1,150	369,375	377,900	+8,525	+ 2.31
60-64	280,045	279,200	-	845	326,305	326,200	-105	- .03
65-69	227,770	223,000	-4,770	- 2.09	260,930	253,900	-7,030	- 2.69
70-74	171,465	172,300	+	835	197,270	192,100	-5,170	- 2.62
75-79	120,960	124,400	+	3,440	137,020	135,000	-2,020	- 1.47
80-84	74,375	71,500	-2,875	- 3.87	82,955	82,800	-155	- .19
85+	49,840	43,600	-6,240	-12.52	60,750	49,600	-11,150	-18.35
Total	7,703,105	7,682,700	-20,405	- 0.26	8,264,465	8,257,600	-6,865	- 0.08

Source: Prévisions démographiques à court-terme pour l'Ontario, 1969-1980,  
Bureau de la planification économique, Département du Trésor et de l'Economie de l'Ontario, Octobre 1969.

Tableau Annexe 7 COMPARAISON DE LA POPULATION REELLE AVEC LES PREVISIONS POUR L'ONTARIO

Groupes d'âges	1971				1976			
	Réelle	Prévue	Différence	%	Réelle	Prévue	Différence	%
0-4	637,255	655,000	+17,745	+ 2.78	607,205	745,900	+138,695	+22.84
5-9	783,515	783,400	- 115	- 0.01	667,815	672,900	+ 5,085	+ .76
10-14	787,715	800,200	+12,485	+ 1.58	798,760	799,900	+ 1,140	+ .14
15-19	713,365	716,800	+ 3,435	+ 0.48	807,990	819,400	+ 11,410	+ 1.41
20-24	674,135	658,800	-15,335	- 2.27	744,365	751,800	+ 7,435	+ 1.00
25-29	567,345	571,200	+ 3,855	+ 0.68	715,820	698,800	- 17,020	- 2.38
30-34	478,150	494,900	+16,750	+ 3.50	586,450	599,700	+ 13,250	+ 2.26
35-39	468,515	480,900	+12,385	+ 2.64	489,990	512,100	+ 22,110	+ 4.51
40-44	474,145	490,500	-16,355	+ 3.45	474,550	489,200	+ 14,650	+ 3.09
45-49	469,815	475,000	+ 5,185	+ 1.10	471,910	490,700	+ 18,790	+ 3.98
50-54	381,130	389,800	+ 8,670	+ 2.27	465,005	468,700	+ 3,695	+ .79
55-59	343,550	345,900	+ 2,350	+ 0.68	369,375	379,100	+ 9,725	+ 2.63
60-64	280,045	280,200	+ 155	+ 0.06	326,305	327,500	+ 1,195	+ .37
65-69	227,770	224,000	- 3,770	- 1.66	260,930	255,200	- 5,730	- 2.20
70-74	171,465	173,000	- 1,535	+ 0.90	197,270	193,200	- 4,070	- 2.06
75-79	120,960	125,400	+ 4,440	+ 3.67	137,020	136,800	- 220	- .16
80-84	74,375	72,300	- 2,075	- 2.79	82,955	84,700	- 1,745	- 2.10
85+	49,840	43,600	- 6,240	- 12.52	60,750	50,500	- 10,250	- 16.87
Total	7,703,105	7,780,900	+77,795	+ 1.01	8,264,465	8,471,100	+211,635	+ 2.56

Source: Prévisions démographiques à court terme pour l'Ontario, 1971-1980,  
Bureau de la planification économique, Département du Trésor et de l'Economie de l'Ontario, Septembre 1969.

Tableau Annexe 8 COMPARAISON DE LA POPULATION RÉELLE AVEC LES PRÉVISIONS POUR L'ONTARIO

Groupes d'âges	1976 <sup>1</sup>				1976 <sup>2</sup>				1976 <sup>3</sup>			
	Réelle	Prévue	Différence	%	Réelle	Prévue	Différence	%	Réelle	Prévue	Différence	%
0-4	607,205	699,411	+ 92,206	+15.19	607,205	632,104	+24,899	+ 4.10	607,205	707,700	+100,495	+16.55
5-9	667,815	662,437	- 5,378	- .81	667,815	659,615	- 8,200	- 1.23	667,815	675,300	+ 7,485	+ 1.18
10-14	798,760	802,944	+ 4,184	+ .52	798,760	802,988	+ 4,228	+ .53	798,760	810,300	+ 11,540	+ 1.44
15-19	807,990	803,535	- 4,455	- .55	807,990	808,275	+ 285	+ .04	807,990	819,700	+ 11,710	+ 1.45
20-24	744,365	749,901	+ 5,536	+ .74	744,365	754,776	+10,411	+ 1.40	744,365	787,700	+ 43,335	+ 5.82
25-29	715,820	730,104	+ 14,284	+ 2.00	715,820	735,490	+19,670	+ 2.75	715,820	754,700	+ 38,880	+ 5.43
30-34	586,450	607,674	+ 21,224	+ 3.62	586,450	614,462	+28,012	+14.78	586,450	616,500	+ 30,050	+ 5.12
35-39	489,990	501,215	+ 11,225	+ 2.29	489,990	503,704	+13,714	+ 2.80	489,990	504,200	+ 14,210	+ 2.90
40-44	474,550	479,836	+ 5,286	+ 1.11	474,550	480,516	+ 5,966	+ 1.26	474,550	481,800	+ 7,250	+ 1.53
45-49	471,910	475,821	+ 3,911	+ .83	471,910	476,164	+ 4,254	+ .90	471,910	477,200	+ 5,290	+ 1.12
50-54	465,005	463,775	- 1,230	- .26	465,005	464,141	- 864	- .19	465,005	464,500	- 505	- .11
55-59	369,375	370,140	+ 765	+ .21	369,375	370,514	+ 1,139	+ .31	369,375	371,400	+ 2,025	+ .55
60-64	326,305	324,239	- 2,066	- .63	326,305	324,452	- 1,853	- .57	326,305	327,100	+ 795	+ .24
65-69	260,930	254,313	- 6,617	- 2.54	260,930	254,378	- 6,552	- 2.51	260,930	257,000	- 3,930	- 1.51
70-74	197,270	194,003	- 3,267	- 1.66	197,270	194,176	- 3,094	- 1.57	197,270	197,800	+ 530	+ .27
75-79	137,020	131,671	- 5,349	- 3.90	137,020	131,567	- 5,453	- 3.98	137,020	137,300	+ 280	+ .20
80-84	82,955	79,823	- 3,132	- 3.78	82,955	79,634	- 3,321	- 4.00	82,955	83,800	+ 845	+ 1.02
85+	60,750	52,950	- 7,800	-12.84	60,750	52,724	- 8,026	-13.21	60,750	56,600	- 4,150	- 6.83
Total	8,264,465	8,383,792	+119,327	+ 1.44	8,264,465	8,339,686	+75,221	+ 0.91	8,264,465	8,530,700	+266,235	+ 3.22

Sources: 1 Prévisions démographiques à court-terme pour l'Ontario, section des analyses démographiques, Ministère de l'Economie et des Affaires Intergouvernementales, Janvier 1973.

2 Prévisions démographiques à court-terme, 1975-1986, Centre des services statistiques, Ministère de l'Economie et des Affaires Intergouvernementales, Septembre 1976.

3 Prévisions démographiques pour le Canada et les provinces, 1972-2001, Catalogue 91-514, Statistiques occasionnelles, Statistique Canada 1974.



phes faisant des prévisions à court terme) que les gains par migrations se maintiennent plus longtemps - d'où des surévaluations en 1971 et en 1976 ces cohortes de 30 à 34 ans, de 35 à 39 ans et de 40 à 44 ans (dans les calculs de 1969) et dans ces trois cohortes et celles de 25 à 29 ans dans les calculs de 1970. Si nous considérons les prévisions de 1976 pour le groupe d'âges de 25 à 44 ans qui est le plus lié aux migrations et que nous comparons les calculs indiqués aux tableaux 6, 7 et 8, nous notons que les calculs de 1969 sous-estiment les deux premiers groupes d'âges (25 à 29 et 30 à 34), les révisions de 1970 sous-estiment le premier (25 à 29), les révisions de 1973 sous-estiment les quatre groupes et celles de 1976 ont été trop rajustées si bien qu'elles sous-estiment le premier groupe (25 à 29) de nouveau

Les démographes sont prudents en général. Ils se rendent lentement à la réalité inattendue. Nous garderons à l'esprit les hypothèses de TEAI et reverrons leur série de révisions; en même, nous reconnaitrons nos propres limites. En général, ce sont là de bonnes prévisions d'une excellence technique qui n'a rien à envier à ce qui se fait ailleurs et certaines des prévisions de CBES se baseront sur les nouvelles prévisions démographiques prévues pour avril 1978.

#### Prévisions par région locale

En Ontario, l'école est un service local. Les conseils de l'éducation sont responsables du fonctionnement des écoles selon certains règlements, des directives des encouragements et des limites légaux et commerciaux qu'exerce le gouvernement provincial. Par conséquent, pour leurs décisions de politique (le budget, le recrutement d'enseignants, la construction d'écoles, la définition de programmes, la répartition des enfants dans les différents cours et programmes et la répartition des ressources dans les écoles et programmes individuels), des prévisions d'effectifs sont requises par les systèmes locaux et les écoles (et parfois leurs clients pour les services). Le niveau local est le plus approprié pour ce travail - l'employé planificateur/administrateur du conseil fait les prévisions. Mais une référence pour toute la province n'est pas d'une grande utilité comme base de comparaison pour ces gens. Depuis 1976, le personnel d'OISE a, sous contrat du ministère de l'Éducation, préparé des prévisions annuels pour 33 conseils de comtés (publics et séparés) et 8 conseils urbains ainsi que pour 11 districts du nord. Ils préparent plus de 52 ensembles de prévisions puisque les effectifs scolaires publics, séparés et secondaires sont calculés séparément. Au départ, ces chiffres ne servaient qu'à titre de référence et étaient déposés dans les bibliothèques des bureaux régionaux du ministère et autres bureaux gouvernementaux. Mais depuis 1973, ces chiffres sont distribués plus largement aux conseils et aux instituts d'enseignement supérieur chaque conseil recevant un ensemble de notes sur sa région et sur les régions voisines. OISE n'a jamais produit systématiquement de chiffres annuels pour tous les petits conseils du Nord, n'ayant pas de données statistiques sur la population et la natalité. Il n'a pas non plus produit de chiffres pour les conseils individuels du Toronto Métropolitain, bien qu'il ait produit des chiffres pour Toronto dans son ensemble. Lorsque ce travail avait été commencé, il visait à assister les nouveaux petits conseils de comtés. Les conseils à l'intérieur du Toronto Métropolitain avaient déjà créé des bureaux employant des planificateurs professionnels; ils n'avaient pas besoin d'une telle assistance.

Les prévisions d'OISE sous contrat ne visent pas à remplacer les prévisions préparées par les employés des conseils mais à les encourager à faire des calculs à long terme plutôt qu'à court terme seulement et à fournir des chiffres de référence (surtout à des fins de comparaison pour leurs prévisions de la première année). Le personnel d'OISE n'a donc pas fourni de prévisions par école, sauf cas spécial à la demande d'un conseil individuel. Il est extrêmement difficile d'atteindre un degré satisfaisant de précision dans les prévisions d'effectifs au niveau de la communauté. Pour une école individuelle, les chiffres sont très sensibles aux politiques du conseil au sujet de l'emplacement de certains programmes et de la répartition des élèves entre eux ainsi que des conditions communautaires et de l'utilisation des réserves de logement sur quoi le personnel des écoles a peu d'influence et aucun contrôle. L'usage principal des prévisions de planificateur de conseil était pour les décisions à court terme - pour l'année suivante - et l'acceptation des chiffres d'OISE comme référence dépend de leur prévision pour l'année en question. Nous avons donc recherché la précision à court terme bien que, à notre avis, la précision à long terme des chiffres est bien plus important pour les décisions.

Dans leurs études démonstratives de planification, le groupe d'OISE et leurs anciens élèves ont entrepris pour le compte de la Commission d'étudier des régions locales et des groupes d'écoles et de calculer les perspectives de leurs effectifs. De plus, des prévisions d'effectifs sur 20 ans, au lieu des 10 ans habituels, seront faites pour les conseils du Nord. Pour les prévisions de 20 ans par système local, nous utiliserons les nouvelles prévisions à long terme de TEAI basées sur les données du recensement de 1976 et sur des hypothèses de fécondité et de migration discutées par les gens de TEAI et d'OISE. Pour les prévisions au niveau des écoles, nous utiliserons une base de référence de statistiques de natalité et de logement (ajustées selon notre jugement).

Il est très important que le personnel des établissements scolaires accepte ces hypothèses sur les conditions à venir pour assurer le succès de la Commission. Par conséquent, nous avons reproduit ici des tables tirées de notre analyse d'erreurs annuelles de 1972 à 1976 pour permettre à toute personne intéressée de juger par elle-même de notre précision à court terme. (Elles sont envoyées au ministère automatiquement à la fin de chaque contrat annuel.) Le "Rapport pour tout l'Ontario" passe en revue chaque année les changements dans les effectifs qui surviennent dans la province et discute des tendances et des conditions semblables qui semblent émerger et que révèlent les statistiques. Il inclut aussi un tableau qui indique notre "classement de ligue", c'est-à-dire la fourchette de notre erreur dans nos prévisions d'un an. Nous n'utiliserons que les tableaux donnant les calculs 1 puisque ce sont ceux-là que l'on recommande d'utiliser.

Comme l'indiquent les tableaux 9 et 10, dans les calculs de l'été 1973, les effectifs élémentaires primaires de septembre 1973 étaient prévus à moins de 1% pour 28 des 53 conseils de comté, de district ou urbains mais pour 19 seulement 53 conseils séparés de régions comparables. Nous avons atteint un niveau satisfaisant de précision dans 38 des cas de conseils publics mais dans 23 des cas séparés. ("Satisfaisant" signifie 1.5% d'erreur ou moins, "bon" signifie 1% d'erreur ou moins.) Les effectifs de ces conseils varient beaucoup d'un conseil à l'autre et certains sont très petits, bien que ce tableau n'inclut pas les tout petits conseils du Nord de l'Ontario. Quoi qu'il

Tableau Annexe 9 NOMBRE TOTAL DES PREVISIONS PAR COMPTE SELON LA FOURCHETTE  
DE L'ERREUR ABSOLUE DE CALCUL DES EFFECTIFS TOTAUX DU PUBLIC, 1973-1977

Erreur absolue (Nombre d'élèves)	ERREUR EN %														
	1.0% et moins					1.1% - 1.5%					1.6% - 2.5%				
	1973	1974	1975	1976	1977	1973	1974	1975	1976	1977	1973	1974	1975	1976	1977
100 et moins	21	17	23	20		1	5	3	2		4	1	2	0	
101 - 200	2	5	4	5		6	2	3	2		3	5	3	4	
201 - 300	2	1	1	3		1	0	0	0		1	2	1	1	
301 - 400	0	0	0	0		2	2	2	2		1	1	0	0	
401 - 500	3	0	0	0		0	1	0	0		1	1	1	0	
501 - 600	0	0	0	0		0	0	0	0		1	0	0	0	
601 - 700	0	0	0	0		0	1	0	0		0	0	1	0	
701 et plus	0	0	1	0		0	0	0	1		0	1	1	1	
Nombre total de comtés	28	23	29	28		10	11	8	7		11	11	9	6	

Erreur absolue (Nombre d'élèves)	ERREUR EN %														
	2.6%-4.0%					4.1% et plus					Nombre total de comtés				
	1973	1974	1975	1976	1977	1973	1974	1975	1976	1977					
100 et plus	0	0	1	1		1	0	1	1		27	23	30	24	
101-200	1	3	1	3		1	0	0	0		13	15	11	14	
201-300	0	0	1	2		0	0	0	1		4	3	3	7	
301-400	1	1	0	1		0	0	0	0		4	4	2	3	
401-500	0	0	0	0		0	0	0	0		4	2	1	0	
501-600	0	0	0	0		0	0	0	0		1	0	0	0	
601-700	0	0	0	0		0	0	0	0		0	1	1	0	
701 et plus	0	0	0	0		0	0	0	0		0	1	2	2	
Nombre total de comtés	2	4	3	7		2	0	1	2		53	49	50	50	



Tableau Annexe 10 NOMBRE TOTAL DES PREVISIONS PAR COMPTE SELON LA FOURCHETTE DE L'ERREUR ABSOLUE  
DES CALCULS 1 DES EFFECTIFS TOTAUX DES ECOLES SEPARÉES, 1973-1977

Erreur absolue (Nombre d'élèves)	ERREUR EN %														
	1.0% et plus					1.1% - 1.5%					1.6% - 2.5%				
	1973	1974	1975	1976	1977	1973	1974	1975	1976	1977	1973	1974	1975	1976	1977
100 et moins	16	18	13	12		2	2	3	4		9	1	8	4	
101-200	1	1	3	5		2	4	3	1		4	1	2	1	
201-300	1	1	0	0		0	2	1	0		1	0	0	1	
301-400	0	0	0	0		0	0	0	0		1	0	0	1	
401-500	0	0	0	0		0	0	0	0		1	0	0	0	
501-600	1	0	0	0		0	0	0	0		0	1	0	0	
601-700	0	0	0	0		0	0	0	0		0	0	0	0	
701 et plus	0	0	0	0		0	1	0	0		0	0	0	0	
Nombre total de comtés	19	20	16	17		4	9	7	5		16	3	10	7	

Erreur absolue (Nombre d'élèves)	ERREUR EN %														
	2.6% - 4.0%					4.1% et plus					Nombre total de comtés				
	1973	1974	1975	1976	1977	1973	1974	1975	1976	1977	1973	1974	1975	1976	1977
100 et moins	3	1	3	3		5	6	4	4		35	28	31	27	
101-200	1	0	1	1		1	0	0	3		9	6	9	11	
201-300	1	1	0	2		0	1	1	0		3	5	2	3	
301-400	0	1	0	0		0	0	1	0		1	1	1	1	
401-500	1	1	0	0		1	0	0	0		3	1	0	0	
501-600	0	0	0	0		0	0	0	0		1	1	0	0	
601-700	0	0	0	0		0	0	0	0		0	0	0	0	
701 et plus	0	0	0	1		1	0	0	0		1	1	0	1	
Nombre total de comtés	6	4	4	7		8	7	6	7		53	43	43	43	



en soit, étant donné qu'il est plus difficile d'être précis dans le cas d'un petit groupe que d'un grand, l'importance de l'effectif et la valeur absolue de l'erreur sont aussi un sujet d'intérêt. Les prévisions à court terme, pour une commission scolaire, sont très importantes pour les questions de budget. Une erreur de 25 à 30 élèves correspond à une salle de classe, au coût d'une portable (dans le cas d'un système en expansion) et d'un professeur. Ces tableaux donnent donc l'erreur en valeur absolue et par rapport au système en question. En 1973, par exemple (en se basant sur les chiffres en valeur absolue de 1972) 21 des 28 "bonnes" prévisions de l'effectif élémentaire des systèmes publics étaient accompagnées d'erreurs absolues de 100 élèves ou moins; en 1974 (calculs de 1973) 17 sur 23; en 1975, 23 sur 29 et en 1976, 20 sur 28 remplissaient les conditions. En 1973, 16 des 19 bonnes prévisions d'effectifs pour les systèmes scolaires séparés étaient accompagnées d'une erreur de 100 élèves ou moins; en 1974, 18 sur 20; en 1975, 13 sur 16 et en 1976, 12 sur 17.

Nous nous sommes rendu compte, au fil des années, que nos prévisions pour certains conseils scolaires étaient bonnes. Ces systèmes sont très stables. Dans d'autres cas, aucune technique ne semblait satisfaisante. Le rythme de l'expansion dans certaines périphéries de grandes villes, comme les comtés de Dufferin et Peel, est difficile à suivre. Ce rythme est particulièrement sensible aux facteurs économiques qui touche à la construction et à la vente de logements. Au tableau 11, nous reproduisons notre table d'erreur à court terme la plus récente (1976) tirée du "Rapport pour tout l'Ontario"; mais puisque CBES s'occupe surtout de démontrer la précision à long terme plutôt qu'à court terme, nous avons préparé le tableau 12 pour illustrer la précision à long terme des calculs 1. Cette table indique les erreurs de développement depuis 1971. Le comté public de Kent est un exemple de bonnes prévisions; le public de Waterloo est satisfaisant; le public de Hastings est passable; le comté public de Peel est bon et le séparé de Peel est mauvais.

#### Les effectifs du secondaire - Calculs d'OISE

Il est en général plus difficile d'évaluer les effectifs scolaires secondaires qu'élémentaires parce que (1) la transition du grade 8 au grade 9 fluctue selon les décisions de politique scolaire et (2) la participation dans les grades plus élevés est facultative et la proportion de ceux qui quittent l'école a augmenté ces dernières années, mais d'une manière qui n'est pas univormes. Par contre, il n'est pas nécessaire de faire de prévisions séparées pour le système séparé et le système public - si bien que cette source d'erreur en particulier est éliminée. Nous discuterons d'abord du développement dans le temps de l'erreur dans les prévisions pour toute la province (celles d'OISE et du ministère) et ensuite de celles d'OISE par conseil.

Les tableaux 13, 14 et 15 sont comparables aux tableaux 1, 2 et 3. La table analysant les prévisions par âge a été incluse à titre d'information et sans commentaire, puisque les prévisions que l'on recommande (et que l'on compare d'habitude avec les chiffres du ministère et des conseils) sont celles par grade. Depuis l'introduction du système de crédits dans les écoles secondaires de l'Ontario, "grade" n'est plus un bon mot puisque les élèves accumulent des "crédits" jusqu'à l'obtention d'un diplôme de fin d'études et les cours qu'ils suivent chaque année ne sont pas forcément du même niveau de difficulté. Le mot "grade" reste quand même et l'équivalence est donnée selon l'accumulation de crédits.

TABEAU ANNEXE 11

COMPARAISON ENTRE LES EFFECTIFS TOTAUX REELS ET PREVUS POUR LES ECOLES  
ELEMENTAIRES (CALCULS 1), PAR GRADE COMTE OU DISTRICT POUR 1976, ET  
QUELQUES VILLES CHOISIES EN ONTARIO

Comté ou district	EFFECTIFS PUBLIC TOTAUX				EFFECTIFS SEPARES TOTAUX				EFFECTIFS ELEMENTAIRES TOTAUX			
	Nombre réel	Nombre prévu	Différence No.	Erreur %	Nombre réel	Nombre prévu	Différence No.	Erreur %	Nombre réel	Nombre prévu	Différence No.	Erreur %
Algoma	11,936	12,017	+ 81	+0.7	9,184	9,064	- 120	- 1.3	21,120	21,081	- 39	- 0.2
Brant	10,923	10,638	- 285	- 2.6	3,152	3,104	- 48	- 1.5	14,075	13,742	- 333	- 2.4
Bruce	7,197	7,406	+ 209	+ 2.9	1,909	1,756	- 153	- 8.0	9,106	9,162	+ 56	+ 0.6
Cochrane	5,938	5,675	- 263	- 4.4	10,390	10,452	+ 62	+ 0.6	16,328	16,127	- 201	- 1.2
Dufferin	4,271	4,134	- 137	- 3.2	331	325	- 6	- 1.8	4,602	4,460	- 142	- 3.1
Elgin	8,668	8,677	+ 9	+ 0.1	1,501	1,560	+ 59	+ 3.9	10,169	10,238	+ 69	+ 0.7
Essex 2	9,622	9,513	- 109	- 1.1	9,351	9,331	- 20	- 0.2	18,973	18,843	- 130	- 0.7
Frontenac	10,440	10,531	+ 91	+ 0.9	3,085	2,923	- 162	- 5.3	13,525	13,454	- 71	- 0.5
Grey	9,343	9,305	- 38	- 0.4	842	828	- 14	- 1.7	10,185	10,133	- 52	- 0.5
Haldimand	4,353	4,408	+ 55	+ 1.3	651	610	- 41	- 6.3	5,004	5,019	+ 15	+ 0.3
Haliburton	1,498	1,508	+ 10	+ 0.7	-	-	-	-	1,498	1,508	+ 10	+ 0.7
Halton	28,099	28,482	+ 383	+ 1.4	7,454	7,504	+ 50	+ 0.7	35,553	35,986	+ 433	+ 1.2
Hastings	12,006	11,988	- 18	- 0.1	3,330	3,316	- 14	- 0.4	15,336	15,304	- 32	- 0.2
Huron	6,830	6,834	+ 4	*	1,345	1,271	- 74	- 5.5	8,175	8,106	- 69	- 0.8
Kenora	6,337	6,528	+ 191	+ 3.0	1,490	1,530	+ 40	+ 2.7	7,827	8,058	+ 231	+ 2.9
Kent	10,787	10,673	- 114	- 1.1	5,076	5,015	- 61	- 1.2	15,863	15,688	- 175	- 1.1
Lambton	13,068	12,719	- 349	- 2.7	4,579	4,493	- 86	- 1.9	17,647	17,211	- 436	- 2.5
Lennox & Addington	4,911	4,947	+ 36	+ 0.7	671	776	+ 105	+ 15.6	5,582	5,723	+ 141	+ 2.5
Leeds & Grenville	9,472	9,395	- 77	- 0.8	1,531	1,573	+ 42	+ 2.7	11,003	10,967	- 36	- 0.3
Manitoulin	1,085	1,085	-	*	94	94	-	*	1,179	1,179	-	*
Middlesex <sup>1</sup>	31,913	32,168	+ 255	+ 0.8	9,317	9,354	+ 37	+ 0.4	41,230	41,522	+ 292	+ 0.7
Middlesex <sup>2</sup>	7,535	7,571	+ 36	+ 0.5	-	-	-	-	7,535	7,571	+ 36	+ 0.5
Muskoka	4,775	4,815	+ 40	+ 0.8	-	-	-	-	4,775	4,815	+ 40	+ 0.8
Niagara Region	37,454	37,728	+ 274	+ 0.7	17,177	16,902	- 275	- 1.6	54,631	54,630	- 1	*

TABLEAU ANNEXE 11 (SUITE)

Comté ou district	EFFECTIFS PUBLIC TOTAUX				EFFECTIFS SPARES TOTAUX				EFFECTIFS ELEMENTAIRES TOTAUX			
	Nombre réel	Nombre prévu	Différence	Erreur %	Nombre réel	Nombre prévu	Différence	Erreur %	Nombre réel	Nombre prévu	Différence	Erreur %
Nipissing	5,977	6,040	+ 63	+1.1	7,858	7,943	+ 85	+1.1	13,835	13,983	+148	+1.1
Norfolk	6,101	6,219	+118	+1.9	1,790	1,759	- 31	-1.7	7,891	7,978	+ 87	+1.1
Ottawa-Carleton <sup>2</sup>	21,320	21,439	+119	+0.6	12,870	12,994	+124	+1.0	34,190	34,432	+242	+0.7
Oxford	10,132	9,953	-179	-1.8	1,810	1,811	+ 1	*	11,942	11,763	-179	-1.5
Parry Sound	4,815	4,938	+123	+2.6	-	-	-	-	4,815	4,938	+123	+2.6
Peel	46,270	45,340	-930	-2.0	17,268	17,402	+134	+0.8	63,538	62,742	-796	-1.3
Perth	7,826	8,025	+199	+2.5	1,387	1,445	+ 58	+4.2	9,213	9,470	+257	+2.8
Prescott & Russell	1,118	1,060	- 58	-5.2	6,609	6,587	- 22	-0.3	7,727	7,647	- 80	-1.0
Prince Edward	2,912	2,884	- 28	-1.0	104	103	- 1	-1.0	3,016	2,987	- 29	-1.0
Rainy River	2,981	3,072	+ 91	+3.1	810	769	- 41	-5.1	3,791	3,840	+ 49	+1.3
Renfrew	7,201	7,224	+ 23	+0.3	5,348	5,424	+ 76	+1.4	12,549	12,648	+ 99	+0.8
Stor. Dun. & Glen.	6,894	6,851	-437	-2.0	7,533	7,512	- 21	-0.9	14,477	14,343	- 84	-0.6
Sudbury	13,219	12,947	-272	-2.1	21,134	21,323	+189	+0.9	34,353	34,270	- 83	-0.2
Thunder Bay	13,887	13,920	+ 33	+0.2	7,665	7,849	+184	+2.4	21,552	21,769	+217	+1.0
Timiskaming	3,883	3,885	+ 2	+0.1	3,038	3,058	+ 20	+0.7	6,921	6,943	+ 22	+0.3
Waterloo	28,832	28,717	-115	-0.4	15,386	15,540	+154	+1.0	44,218	44,257	+ 39	+0.1
Wellington	13,605	13,615	+ 10	+0.1	4,579	4,430	-149	-3.3	18,184	18,046	-138	-0.8
Wentworth <sup>1</sup>	37,555	37,328	-227	-0.6	20,478	20,841	+363	+1.8	58,033	58,169	+136	+0.2
Wentworth <sup>2</sup>	11,594	11,551	- 43	-0.4	-	-	-	-	11,594	11,551	- 43	-0.4
York <sup>2</sup>	25,439	25,138	-301	-1.2	6,376	6,154	-222	-3.5	31,815	31,292	-523	-1.6
Hamilton	25,961	25,800	-161	-0.6	-	-	-	-	25,961	25,800	-161	-0.6
London	24,378	24,561	+183	+0.8	-	-	-	-	24,378	24,561	+183	+0.8
Ottawa	17,138	17,250	+112	+0.7	17,711	17,746	+ 35	+0.2	34,849	34,995	+146	+0.4
Toronto Metro	191,022	193,566	+2544	+1.3	77,886	80,415	+2529	+3.2	268,908	273,981	+5073	+1.9
Windsor	13,925	13,897	- 28	-0.2	15,755	15,919	+164	+1.0	29,680	29,816	+136	+0.5

<sup>1</sup> Comté, incluant la ville.

<sup>2</sup> Comté, incluant la ville.

<sup>3</sup> Pas d'erreur ou moins que. 10%

Tableau Annexe 12 ANALYSE D'ERREUR DANS LES PREVISIONS D'EFFECTIFS  
SCOLAIRES DE CONSEILS CHOISIS EN ONTARIO PAR DEGRE  
DE PRECISION ACCEPTE

Année de prévision	BON D Kent Public %	SATIS- FAISANT Waterloo Public %	PASSABLE Hastings Public %	MAUVAIS Peel Public %	TRES MAUVAIS Peel Separate %
1	2	3	4	5	6
1971	+0.17	- 0.59	- 0.54	- 2.30	- 3.05
1972	+0.43	- 0.30	- 0.96	- 4.63	- 7.18
1973	+0.45	- 0.69	- 0.20	- 7.12	- 14.10
1974	- 0.60	- 0.99	- 1.99	- 8.54	- 22.87
1975	- 1.54	- 2.02	- 3.06	- 10.23	- 31.98
1976	- 0.88	- 4.03	- 4.54	- 14.32	- 40.96



Tableau Annexe 13A DIFFERENCE ENTRE LES EFFECTIFS REELS DU SECONDAIRE ET LES PREVISIONS  
DE L'IEPO PAR GRADE ET EN POURCENTAGE DES EFFECTIFS REELS EN  
ONTARIO, 1967-1976

Année de prévision	Grade 9		Grade 10		Grade 11		Grade 12		Grade 13		Autres		Total	
	Est. 1	Est. 2	Est. 1	Est. 2	Est. 1	Est. 2	Est. 1	Est. 2	Est. 1	Est. 2	Est. 1	Est. 2	Est. 1	Est. 2
1967	-1.20	-1.12	-1.70	-2.60	-1.60	-0.76	-2.29	-1.76	-3.51	-1.24	+10.44	-7.39	-0.92	-1.94
1968	-0.36	-0.61	-3.08	-3.77	-5.01	-4.80	-6.81	-5.12	-10.51	-7.84	+17.03	+1.26	-2.66	-3.33
1969	-0.48	-0.93	-1.95	-2.58	-7.41	-6.23	-10.65	-8.17	-15.98	-12.10	+23.95	+8.24	-3.26	-3.88
1970													-4.65	-4.16
1971													-3.91	-3.98
1972													-1.88	-2.02
1973													+0.68	+0.99
1974													+2.48	+3.52
1975													+1.32	+3.52
1976													+1.09	+4.32
1969	+0.29	+0.29	+2.24	+2.24	+1.59	+1.59	+1.24	+1.24	+0.03	+0.03	+4.10	+4.10	+1.37	+1.37
1970													+2.75	+2.55
1971													+5.00	+4.57
1972													+8.13	+7.27
1973													+11.68	+10.18
1974													+14.57	+12.39
1975													+14.71	+11.70
1976													+15.96	+11.52

Tableau Annexe 13B DIFFERENCE ENTRE LES EFFECTIFS REELS DU SECONDAIRE ET LES PREVISIONS  
DE L'IEPO PAR GRADE ET EN POURCENTAGE DES EFFECTIFS REELS EN  
ONTARIO, 1972-1976

	Est. 1A		Est. 1A		Est. 1A		Est. 1A		Est. 1A		Est. 1A		Est. 1A	
	Est. 1A	Est. 1A	Est. 1A	Est. 1A	Est. 1A	Est. 1A	Est. 1A	Est. 1A	Est. 1A	Est. 1A	Est. 1A	Est. 1A	Est. 1A	Est. 1A
1972	-0.74	-1.74	+2.06	+1.97	-1.54	-0.04	+6.45	+8.69	+4.82	+5.64	+1.50	+1.98	+1.50	+1.98
1973	-0.46	-1.57	+4.40	+4.11	+0.62	+3.66	+10.06	+14.95	+11.73	+15.86	+3.80	+5.27	+3.80	+5.27
1974	+3.50	+1.92	+5.02	+4.78	+3.09	+6.05	+9.42	+16.92	+12.43	+19.35	+5.60	+7.66	+5.60	+7.66
1975	+2.54	+0.80	+5.12	+4.48	+1.63	+4.60	+9.39	+15.40	+9.41	+18.77	+4.81	+6.75	+4.81	+6.75
1976	+2.61	+1.03	+4.58	+3.79	+0.75	+3.35	+8.18	+14.17	+11.83	+19.50	+4.48	+6.27	+4.48	+6.27

1A Somme de tous les comtés et districts.



Tableau Annexe 14 DIFFERENCE ENTRE LES EFFECTIFS REELS DU SECONDAIRE ET LES PREVISIONS  
DE L'IEPO PAR AGE ET EN POURCENTAGE DES EFFECTIFS REELS EN ONTARIO,  
1973-1976

Année de prévision	12		13		14		15		16		17		18		19		Total	
	Est. 2	Est. 2A	Est. 2	Est. 2A	Est. 2	Est. 2A	Est. 2	Est. 2A	Est. 2	Est. 2A	Est. 2	Est. 2A	Est. 2	Est. 2A	Est. 2	Est. 2A	Est. 2	Est. 2A
1973	- 2.44	- 7.19	- 1.55	+ 1.19	- 0.53	- 2.47	+ 3.18	+ 2.78	+ 1.52	+ 1.76	+ 0.78	+ 1.85	+ 3.71	+ 2.38	+13.83	+15.48	+ 1.69	+ 1.49
1974	+14.93	+ 9.48	+ 0.32	+ 3.15	- 1.13	- 3.06	+ 4.58	+ 2.08	+ 6.27	+ 6.12	+ 3.95	+ 5.30	+ 7.15	+ 6.98	+21.17	+22.39	+ 4.06	+ 3.41
1975	+16.67	+11.30	+ 0.41	+ 3.26	- 0.12	- 2.03	+ 4.59	+ 2.13	+ 5.98	+ 3.68	+ 4.77	+ 5.79	+ 6.30	+ 6.39	+19.82	+20.53	+ 4.28	+ 3.13
1976	+46.59	+39.87	+ 3.83	+ 6.76	+ 0.14	- 1.78	+ 6.56	+ 4.08	+ 5.30	+ 3.08	+ 4.25	+ 3.14	+ 7.80	+ 7.57	+22.80	+23.16	+ 5.01	+ 3.46
1974	+18.40	+13.38	+ 1.86	+ 2.62	+ 0.72	- 0.93	+ 0.09	+ 0.52	- 0.25	+ 0.75	+ 0.34	+ 1.30	+ 0.06	+ 1.31	-12.28	- 5.14	+ 0.03	+ 0.48
1975	+20.20	+15.25	+ 1.95	+ 2.70	+ 3.11	+ 0.18	- 0.22	+ 0.11	- 1.77	- 0.34	- 3.63	- 1.69	- 3.43	- 1.55	-14.32	- 7.06	- 0.91	- 0.44
1976	+50.99	+44.89	+ 5.42	+ 6.25	+ 3.34	+ 0.50	+ 3.02	+ 2.12	- 2.71	- 1.39	- 5.30	- 2.96	- 6.68	- 4.10	-12.58	- 5.83	- 0.65	- 0.32
1975	- 6.64		- 0.11		+ 1.51		- 0.09		- 1.86		- 4.50		- 5.26		- 9.22		- 1.58	
1976	+17.29		+ 3.29		+ 1.74		+ 2.28		- 2.59		- 6.48		- 8.96		- 7.64		- 1.58	
1976	+26.70		+ 3.90		+ 0.69		+ 0.76		- 0.91		- 1.01		+ 0.62		+ 5.72		+ 0.37	

2A Somme de tous les comtés et districts.

Tableau Annexe 15 DIFFERENCE ENTRE LES EFFECTIFS REELS DU SECONDAIRE ET LES PREVISIONS DE L'IEPO PAR GRADE ET EN POURCENTAGE DES EFFECTIFS REELS EN ONTARIO, 1971-1976

Année de prévision	Grade 9		Grade 10		Grade 11		Grade 12		Grade 13		Autres		Total	
	Est.1	Est.2	Est.1	Est.2	Est.1	Est.2	Est.1	Est.2	Est.1	Est.2	Est.1	Est.2	Est.1	Est.2
1971													+1.63	
1972													+3.91	
1973													+6.82	
1974													+9.52	
1975													+9.41	
1976													+9.63	
1972	-0.99		+1.45		-1.45		+5.32		+ 5.70				+1.18	
1973	-1.04		+3.49		+0.16		+7.67		+11.80				+2.92	
1974	+2.89		+3.91		+1.83		+6.16		+11.26				+4.21	
1975	+2.03		+4.01		+0.22		+4.00		+ 7.56				+2.97	
1976	+2.04		+3.56		-0.59		+2.62		+ 7.37				+2.42	
1973	-0.21		+3.12		+1.52		+2.33		+ 4.85				+1.85	
1974	+3.71		+3.34		+3.93		+0.57		+ 5.08				+3.23	
1975	+2.88		+3.33		+1.96		-0.48		+ 1.39				+2.06	
1976	+2.72		+2.92		+1.04		-2.02		+ 2.15				+1.49	
1974	+2.24		-0.62		+0.15		-4.69		- 3.22				-0.61	
1975	+1.75		-2.42		-2.46		-8.73		- 9.71				-3.08	
1976	+1.13		-2.48		-5.15		-11.17		-11.95				-4.55	
1975	-2.95		-3.30		-1.05		-2.22		- 4.32				-2.62	
1976	-2.86		-4.69		-3.84		-4.11		- 6.84				-4.10	
1976	-2.17		+0.43		-0.96		+0.32		+ 1.83				-0.46	



Au tableau 13, les premières prévisions indiquées sont celles qui ont été calculées en 1966 pour la décennie 1967-1976 et publiées par OISE comme Série de prévisions d'effectifs No. 2. Les effectifs des grades 9 et 10 (élémentaire/continuation) des écoles séparées sont inclus dans ces chiffres. Dans ces calculs, le grade 9 était tiré de la natalité neuf années auparavant. A partir de 1970, le ministère a inclus les effectifs des cours professionnels dans les grades correspondants. Par conséquent, il est inutile de comparer les erreurs par prévisions de grades - les "conditions" que nous prévoyions étaient différentes - seuls les totaux pour 1970-1976 sont donnés. En 1976, les prévisions de 1966 n'avaient accumulé qu'une erreur de 1.9%. Le départ était bon et sous-évaluait les effectifs à moins de 1% près, mais cela augmenta vite et atteignit -4.65% d'erreur en 1970. Après cela, l'erreur encore plus rapidement (pour atteindre -0.68% en 1973) et passa du négatif au positif.

Les prévisions de 1968 n'étaient pas aussi bonnes, de loin s'en faut. Elles commençaient mal et l'erreur empirait rapidement de +1.37% la première année à +15.96% à l'an 8. Ces prévisions étaient publiées dans la série No. 5. Elles ne tenaient pas compte des grades 9 et 10 élémentaires/continuation et la raison pour laquelle seuls les totaux de rangées sont revus après 1970 est la même que plus haut. Pour les prévisions de 1968, nous avons utilisé la technique de régression. L'expérience de cette année-là nous avait enseigné qu'une technique de prévision plus complexe (et par conséquent d'un plus grand attrait pour les théoriciens) ne produisait pas forcément de meilleurs résultats. En fait, les techniques les plus simples sont les meilleures si l'on peut au moins tomber sur un bon indice de référence. Les théoriciens préfèrent cependant les solutions élégantes autant que les solutions pratiques, et nous avons continué de tester différentes méthodes mathématiques de prévisions. Nous en utilisons 6 actuellement pour vérifier les calculs 1 (que nous basons sur notre jugement des tendances de passage de grades et sur les rapports des naissances des années précédentes et des cohortes allant à l'école dans les années de prévision).

Depuis 1971, les prévisions d'effectifs secondaires étaient calculés pour 37 comtés, 5 conseils scolaires et 11 districts si bien que le tableau donne les calculs 1 et les calculs 1A, "A" étant la somme des prévisions par conseil. Depuis cette année-là, la catégorie "autres" n'était plus considérée séparément (en d'autres termes, nous nous sommes accommodés des changements dans le système statistique du ministère), si bien que toutes les prévisions font l'objet d'une analyse d'erreur aussi bien que des totaux de rangée. L'erreur dans la première année des prévisions de 1971 était de +1.50% et elle remontait à +4.48% en 1976. Le changement de l'augmentation dans les écoles secondaires en diminution avait été prévu (en 1978) pour 1978. Nous nous attendons encore à ce qu'il se produise cette année. Les calculs de 1972 avaient bien commencé (+0.91%) mais l'erreur devint excessive pour une année (+1.82%); cependant elle baissa rapidement et devint acceptable les deux années suivantes.

La première année de prévision calculés en 1973 était d'une bonne précision (très important pour le crédit auprès des utilisateurs), -0.59%, mais l'erreur augmenta rapidement (ce qui constitue une grande faiblesse d'après nous) à -4.08% en 1976 et nous considérons ces calculs comme un échec. Il faut cependant noter que les calculs de 1966 avaient aussi accumulé une erreur importante, -4.65, au départ (les quatre premières années mais c'était

là un maximum et après 10 ans, l'erreur était revenue à un niveau similaire à celui de l'an 1 avec un signe opposé (+1.09% contre -0.92%). Les erreurs dans les prévisions d'effectifs d'écoles secondaires de 1976 (OISE) étaient comme suit:

- +0.34% (calculs de 1975)
- 2.39% (calculs de 1974)
- 4.08% (calculs de 1973)
- 0.55% (calculs de 1972)
- +4.48% (calculs de 1971)
- +15.96% (calculs de 1968)
- +1.09% (calculs de 1966)

Les erreurs de prévisions (OISE) des effectifs scolaires secondaires de 1975 étaient comme suit:

- 1.68 (calculs de 1973)
- 2.95 (calculs de 1973)
- +0.25 (calculs de 1972)
- +4.81 (calculs de 1971)
- +14.71 (calculs de 1968)
- +1.32 (calculs de 1966)

En résumé: A part les calculs de 1968 (qui furent vite considérés comme un échec complet et abandonnés, ils ne sont plus imprimés et ne sont plus que d'un intérêt historique), nos prévisions pour tout l'Ontario indiquent une marge d'erreur "bonne" ou "satisfaisante" pour la première année de prévisions et un bon niveau pour les prévisions de l'an 10. Certaines sont aussi d'une bonne précision intermédiaire (an 2 et 3) mais souvent, l'erreur s'accumule autour de 4 à 5% après 2 ou 3 ans. Après cela elle diminue. Nous n'avons qu'un seul exemple que l'on puisse vérifier sur 10 ans (celui de 1966) et nous ne saurons pas avant 1981 si les calculs de 1971, qui semblent suivre les mêmes tendances, seront en-dessous du seuil de 1.50% en 10 ans. Les calculs de 1972 conservent une précision exceptionnelle, mais celles de 1973 ont déjà dépassé le seuil de 4%. Nous ne saurons pas avant 1982 et 1983 si l'erreur des premiers est maintenu à son niveau bas et si celle des derniers se mettra à diminuer en 1977 et 1978, par exemple, pour atteindre un niveau d'environ 0.5%.

En tout état de cause, ce que nous avons observé en revoyant les prévisions d'effectifs de l'élémentaire semble s'appliquer aussi au secondaire. Nous pouvons plus facilement être précis à long terme (10 ans) qu'à moyen terme. Nous essayons, et y parvenons en général, d'être précis dans nos prévisions pour la première année et nos calculs peuvent ainsi être utiles aux conseils.

#### Les effets du secondaire - Les calculs du ministère

Nous sommes en possession de prévisions du ministère datant du 7 juillet 1971. Puisque les premières incluaient la catégorie "professionnelle" abandonnée en 1970, seuls les totaux de rangées ont été analysés (voir le tableau 15). Après cela, puisque la catégorie professionnelle était éliminée des prévisions, les erreurs de grade étaient aussi analysées. Leurs prévisions pour les effectifs

de 1971 étaient en excès de +1.63%, ce qui était assez satisfaisant au départ, mais les prévisions n'étaient pas vraiment réussies; l'erreur grimpa rapidement à +9.63% en 1976. Elles devraient être mises dans la même catégorie que celles d'OISE de 1968. Elles ne constitueront peut-être pas le même "fiasco". En tout état de cause, les calculs de 1971 et 1972 sont bons et il est intéressant de noter qu'ils suivent le même développement que ceux d'OISE, c'est-à-dire que l'erreur augmente pendant les 2 ou 3 premières années puis elle diminue. Les prévisions de 1974 sont très bien parties avec une erreur à l'an 1 de -0.61% mais celle-ci a grimpé rapidement (-4.55% en 1976). Les calculs de 1976 étaient excellents; l'erreur à l'an 1 était de -0.46% seulement. Les erreurs dans les prévisions d'effectifs scolaires secondaires pour 1976 (ministère) sont comme suit (celles d'OISE sont indiquées à droite à titre de référence):

-0.46% (calculs de 1975)	+0.34%
-4.10% (calculs de 1974)	-2.31%
-4.55% (calculs de 1973)	-4.08%
+1.49% (calculs de 1972)	-0.55%
+2.42% (calculs de 1971)	+4.48%
+9.63% (calculs de 1970)	-
	+15.96 (1968)
	+1.09 (1976)

Les erreurs dans les prévisions d'effectifs scolaires secondaires pour 1975 (ministère) sont comme suit:

-2.62% (calculs de 1974)	-1.68%
-3.08 (calculs de 1973)	-2.95
+2.06 (calculs de 1972)	+0.25
+2.97 (calculs de 1971)	+4.81
+9.41 (calculs de 1970)	-
	+14.71 (1968)
	+1.32 (1966)

En résumé: Les responsables de l'éducation en Ontario ont eu, à leur disposition deux ensembles de prévisions d'effectifs scolaires secondaires provinciaux d'une bonne précision à court terme (à l'an 1) et assez bonne à long terme (5 à 10 ans). Même à moyen terme, l'erreur était, en général, de moins de 5%, excepté pour un ensemble de mauvais calculs d'OISE et un du ministère.

#### Prévisions scolaires secondaires au niveau du conseil

Autant que nous le sachions, le groupe d'OISE est le seul qui prépare des prévisions d'effectifs scolaires annuelles pour tous les conseils de l'éducation de comté et urbains de l'Ontario et parfois pour les petits conseils du Nord. Ils font cela depuis 1971 et les contrats du ministère décrits ci-dessus et depuis 1972, le "Rapport pour tout l'Ontario" a été soumis à la fin des travaux sous contrat et indique le "score" d'erreurs.

Le tableau 16 indique la fourchette d'erreur depuis les prévisions de 1973 (calculées en été 1973) jusqu'à celles de 1976.



Tableau Annexe 16 NOMBRE TOTAL DE PREVISIONS PAR COMTE SELON LA FOURCHETTE DE L'ERREUR  
ABSOLUE DES CALCULS 1 DES EFFECTIFS TOTAUX SCOLAIRES SECONDAIRES  
EN ONTARIO, 1973-1977

Erreur absolue (Nombre d'élèves)	P) ERREUR EN % OR											
	1.0% et moins						1.1% - 1.5%					
	1973	1974	1975	1976	1977		1973	1974	1975	1976	1977	1.6% - 2.5%
100 et moins	16	20	14	23			6	1	4	3		
101-200	0	2	0	1			0	3	2	3		
201-300	0	1	0	1			2	1	2	1		
301-400	0	0	0	0			0	0	3	1		
401-500	0	0	0	0			0	0	0	0		
501-600	0	0	0	0			0	1	1	0		
601-700	0	0	0	0			0	0	0	0		
701 et plus	0	2	0	0			0	0	0	0		
Nombre total de comtés	16	25	14	25			8	6	12	8		
							18	13	8	8		

Erreur absolue (Nombre d'élèves)	ERREUR EN % OR											
	2.6% - 4.0%						4.1% et plus					
	1973	1974	1975	1976	1977		1973	1974	1975	1976	1977	Nombre total de comtés
100 et moins	2	3	2	2			2	3	1	0		
101-200	1	0	6	1			1	2	0	0		
201-300	0	3	3	3			0	1	1	0		
301-400	1	0	0	1			1	0	2	0		
401-500	1	1	1	0			0	0	0	0		
501-600	0	0	0	0			0	0	1	0		
601-700	0	0	0	0			0	0	0	0		
701 et plus	1	1	2	0			1	0	0	0		
Nombre total de comtés	6	8	14	7			5	6	5	0		
							53	58	53	48		



Dans les calculs de 1973, nous sommes arrivés à de bonnes prévisions pour 16 conseils sur 53 et à des prévisions satisfaisantes pour 8 autres si nous utilisons les mêmes critères d'erreur pour le système secondaire que pour le système élémentaire. Si nous relaxons le système pour définir une erreur satisfaisante comme étant inférieure à 2.5%, le total serait de 41 sur 53. Les années suivantes, le nombre de bonnes prévisions était de 25 sur 58, 14 sur 53 et 25 sur 48. Le changement des totaux est dû à deux choses - (1) les calculs 2 sont tirés du nombre des enfants de 6 ans et nous ne disposons pas de ces chiffres pour les cinq conseils urbains et (2) nous ne pouvons pas faire des prévisions pour les nouveaux conseils de Durham/Northumberland, ou pour le reste des conseils dont ils proviennent car les limites de la nouvelle région n'ont rien à voir avec les anciennes et cela dérange donc pas les séries de statistiques dans le temps dont nous nous servons. Si nous acceptons le critère de 2.5% d'erreur au moins, alors 44 sur 58, 34 sur 53 et 41 sur 48 des prévisions à court terme de population scolaire secondaire étaient satisfaisantes. Le tableau 17 indique les erreurs dans nos prévisions d'effectifs scolaires de conseils les plus récentes. Ceci, bien sûr, est l'erreur à l'an 1.

#### Prévisions d'offre et de demande d'enseignants

Les prévisions d'offre et de demande d'enseignants sont différentes de celles des effectifs scolaires. Elles partent en fait de la question inverse. Elles ne répondent pas à la question "Combien d'élèves y aura-t-il l'an prochain (dans 10 ans) à votre avis?" Elles ont pour point de départ la question "Etant donné le nombre d'élèves, le nombre d'enseignants qui quittent leur poste et le nombre d'enseignants qui réintègrent leur poste, combien de nouveaux enseignants devons-nous former?" A partir du nombre de diplômés et en considérant les taux habituels de succès/échec/passage de grade, nous pouvons déduire le nombre (par année) d'inscriptions que nous devrions avoir pour produire le nombre de diplômés - attendu que les institutions ne changent pas leurs critères, leur politique d'avancement ou les conditions d'admission à leurs programmes. Si elles étaient plus sélectives, elles feraient échouer plus de candidats, si bien qu'un même nombre d'inscrits donnerait moins de diplômés. Si elles ajoutaient des cours requis, l'effet serait de prolonger le cycle. Si le flux de candidats en provenance des écoles secondaires (à l'entrée des B.S./B. Ed. de quatre ans) ou en provenance des facultées sous-graduées (pour l'entrée dans l'année finale de spécialisation après un diplôme général) n'est pas suffisant, les inscriptions de facto chaque année seront en deça de l'objectif visé. Les planificateurs seraient alors obligés, ou bien de changer le flux dans leurs calculs (et attirer une plus grande proportion des étudiants à suivre ce programme de formation plutôt que les autres) ou bien encore de changer leur hypothèse sur la part de la demande qui sera satisfaite par des nouveaux diplômés d'instituts locaux de formation d'enseignants. Dans le dernier cas, le nombre de diplômés est réduit et l'effectif prévu doit aussi être réduit (à un niveau qui se rapproche du niveau réel). Dans le premier cas, on peut offrir des encouragements (bourses d'études, droits d'inscription réduits ou supprimés, augmentations des salaires d'enseignants plus importantes que pour les professions rivales) qui suffisent à influencer les étudiants dans leur choix de programme.

Les conditions actuelles sont inverses - la baisse des effectifs primaires et secondaires réduira la demande d'enseignants et le nombre de départs sera réduit par crainte des redondances. La demande annuelle totale diminuera

Tableau Annexe 17 COMPARAISON DES EFFECTIFS TOTAUX REELS ET PREVUS  
DU SECONDAIRE (CALCULS 1) POUR 1976 PAR GRADE,  
COMTE, DISTRICT OU VILLE EN ONTARIO

Comté ou district	Réels (No.)	Prévus (No.)	Différence (No.)	Erreur %
Algoma	10,117	9,869	- 248	- 2.5
Brant	6,744	6,864	+120	+1.8
Bruce	3,632	3,643	+ 11	+0.3
Carleton	15,134	14,915	- 219	- 1.4
Cochrane	8,813	8,571	- 242	- 2.7
Dufferin	2,351	2,325	- 26	- 1.1
Elgin	4,855	4,721	- 134	- 2.8
Essex	8,687	8,841	+154	+1.8
Frontenac	8,135	8,066	- 69	- 0.8
Grey	5,552	5,762	+210	+3.8
Haldimand	2,975	3,002	+ 27	+0.9
Haliburton	676	702	+ 26	+3.8
Halton	20,935	20,491	- 444	- 2.1
Hastings	9,198	9,067	- 131	- 1.4
Huron	4,689	4,735	+ 46	+1.0
Kenora	4,030	4,003	- 27	- 0.7
Kent	8,370	8,491	+121	+1.4
Lambton	8,897	8,951	+ 54	+0.6
Lanark	3,619	3,649	+ 30	+0.8
Leeds & Grenville	6,232	6,180	- 52	- 0.8
Lennox & Addington	2,725	2,784	+ 59	+2.2
Niagara Region	26,988	27,009	+ 21	+0.1
Manitoulin	931	960	+ 29	+3.1
Middlesex	4,373	4,425	+ 52	+1.2
Muskoka	2,835	2,816	- 19	- 0.7
Nipissing	7,467	7,467	*	*
Norfolk	4,004	4,015	+ 11	+0.3
Oxford	6,298	6,287	- 11	- 0.2
Parry Sound	2,718	2,750	+ 32	+1.2
Peel	28,784	28,940	+156	+0.5
Perth	5,540	5,629	+ 89	+1.6
Prescott & Russell	4,251	4,161	- 90	- 2.1
Prince Edward	1,497	1,488	- 9	- 0.6
Rainy River	2,264	2,282	+ 18	+0.8
Renfrew	7,855	7,745	- 110	- 1.4
Stor. Dun. & Glen.	9,232	9,253	+ 21	+0.2
Sudbury	16,554	16,569	+ 15	+0.1
Thunder Bay	11,752	11,290	- 462	- 3.9
Timiskaming	4,285	4,302	+ 17	+0.4
Waterloo	17,850	18,164	+314	+1.8
Wellington	8,695	8,956	+261	+3.0
Wentworth	7,471	7,429	- 42	- 0.6
York	16,446	16,376	- 70	- 0.4
Hamilton	18,710	18,715	+ 5	*
London	18,554	18,626	+ 72	+0.4
Ottawa	25,211	25,550	+339	+1.3
Toronto Métro	140,355	140,112	- 243	- 0.2
Windsor	12,910	12,844	- 66	- 0.5

\* Pas d'erreur de plus de .10%

donc. Sa mesure annuelle précise dépendra du rapport général élèves-enseignants, du taux de départ supposé et de la proportion des nouveaux postes qui sont attribués aux nouveaux diplômés. Si le surplus d'enseignants continue de prévaloir comme il est prévu, de nouveaux facteurs surgiront sans doute tels que les transferts préférentiels selon lesquels les employés courants obtiennent tout poste à pourvoir - d'abord à l'intérieur d'un système, peut-être, puis dans un même système mais à travers la séparation élémentaire/secondaire, puis à travers les zones d'autorité par région et finalement entre les systèmes publics et séparés. On ne connaît pas encore les limites raisonnables des "suppositions" dans les conditions nouvelles. Les taux de départs, la part de nouveaux diplômés par rapport à ceux qui retournent à l'enseignement, les REE annuels, etc., ne peuvent être déterminés que par une analyse des tendances dans le passé immédiat ou bien peuvent-ils être décidés comme politique (à savoir la solution équitable d'intérêts en concours ou le résultat de négociations). Quelle que soit la solution du planificateur, la précision des prévisions (lorsqu'on les compare avec le nombre réel d'enseignants employés et leur "origine") dépend d'un certain "concours" de circonstances. Le planificateur a peu de chances de les évaluer toutes avec précision mais certaines erreurs s'annuleront. Les prévisions de demande d'enseignants passés en revue ici sont des chiffres non publiés produits pour le ministère sous contrat. Elles utilisent les tendances pour déterminer le REE, une tendance ou un taux fixe pour déterminer chaque composante des départs annuels et un taux pour fixer le nombre d'enseignants qui réintègrent l'enseignement par rapport au recrutement de nouveaux diplômés. En d'autres termes, les nouveaux diplômés peuvent soit être pris comme reste et il ou elle obtient le poste qui reste lorsque tous les autres ont pu choisir (selon les parts obtenues au cours des années antérieures) ou bien encore peut-on leur attribuer (aux nouveaux diplômés) un certain pourcentage du recrutement et les autres sont traités comme "reste". Les chiffres de "tendance" seront trop grands si le contingent actuel d'enseignants tient des négociations fermes pour éviter la mise à pied de ses membres et si une série de "transferts forcés" essaient de maintenir tout le contingent en poste (dans la province) avant de procéder à de "nouveaux" recrutements. Ils seront aussi trop grands si ceux qui réintègrent l'enseignement obtiennent une plus grande part des postes à pourvoir et si les diplômés sans travail des années précédentes ont priorité par rapport aux nouveaux diplômés. La demande totale d'enseignants serait trop élevée si l'erreur dans les prévisions d'effectifs (surévalués) est positive, si le nombre d'élèves par enseignant supposé est moins élevé qu'en réalité et si le taux de départs supposé est plus élevé qu'en réalité.

Les chiffres de tendance seront trop bas si les décisions de politique qui sont prises sont nouvelles par rapport aux années de tendance - si, par exemple, un quota des nouveaux recrutements était assigné aux nouveaux diplômés et si les conseils étaient tenus de recruter un certain nombre de diplômés avant de procéder à des transferts entre les secteurs élémentaires et secondaires et dans d'autres zones d'autorité locale. Il y a peu de transferts entre le secteur élémentaire et le secteur secondaire actuellement. Les conseils ne sont pas tenus généralement de reconnaître l'ancienneté d'un enseignant obtenue dans un autre conseil. En général, ils ne sont pas tenus de choisir les enseignants redondants en poste dans les autres conseils avant de considérer de nouveaux diplômés. Actuellement aussi, le système scolaire exige des enseignants qu'ils soient des catholiques pratiquants. Le nombre calculé de nouveaux diplômés serait trop bas aussi si une politique déterminant le nombre de places dans les instituts de formation d'enseignants était



adoptée selon une formule qui tiendrait compte des effectifs passés, de la capacité des établissements (espace et personnel) ou des possibilités d'emploi pour les diplômés. En fait, ces limitations, si elles étaient encore plus élevées que le nombre prévu d'emploi, signifieraient que la formation pré-professionnelle d'enseignants n'est pas le seul (ni le principal) rôle des facultés d'éducation qu'elles dispensent un enseignement supérieur "général" et peuvent donc accepter autant de candidats qu'elles peuvent recevoir est une opinion qu'expriment certains doyens de l'éducation. Si cela devenait une politique, nos prévisions d'offre d'enseignants seraient bien en-dessous de la réalité (ainsi que nos prévisions d'effectif élèves-enseignants).

Nous reproduisons ici certains des tableaux du rapport sur l'offre et la demande d'enseignants au ministère de l'an dernier. Le tableau annexe 18 donne les effectifs scolaires élémentaires (calculs de l'OISE), les rapports d'enseignants et d'élèves-enseignants (c'est-à-dire le rapport réel et un rapport supposé pour 1976-1980 de 23.6). Pour 1976, nous avons surestimé les effectifs; ils étaient de 1,360,085 au lieu de 1,361,910; mais nous avons aussi surestimé le rapport. L'année précédente, il était de 23.9. Nous pensions qu'il descendrait à 23.6 mais il est descendu plus bas à 23.5. Nous pensions que la "demande brute" d'enseignants serait de 57,709 (1,361,960 - 23.6); 57,807 en fait étaient employés; notre erreur était de 98 en chiffre absolu ou -0.17%.

Le tableau annexe 19 indique les départs passés et prévus d'enseignants classés par le ministère de l'Education. Les départs totaux (comme des retraites, décès, autres formes d'enseignement, etc.) sont indiqués avec les suppositions qui accompagnent les proportions et les chiffres calculés pour 1975/1976 jusqu'en 1979/1980. Le nombre total de départs que nous avons calculé (c'est-à-dire le nombre d'enseignants à remplacer) pour 1975/1976 était de 7096. Il y en avait 6697 en réalité. (Le contingent d'enseignants a commencé à se "figer" en 1972. Les départs ont beaucoup diminué) Nous avons supposé un taux de remplacement de 12.20% du nombre d'enseignants de l'année précédente (voir le tableau annexe 20). Ceci suivait en ligne les taux de 1973, 13.05; 1974, 13.02, et 1975, 12.60. Avec un taux de départs moins élevé de 11.51%, il y avait 399 recrutements de remplacement de moins que prévu.

Le REE plus "petit" (que prévu), malgré des effectifs réduits n'entraîne qu'une contraction de 360 emplois dans le total plutôt que de 458 comme nous l'avions calculé. Cependant, le nombre plus petit de départs a conduit à moins de recrutements de remplacement que prévu si bien que notre demande nette de 6638 était encore trop élevée; 6637 seulement était "requis".

Les nouveaux enseignants recrutés chaque année proviennent de plusieurs endroits. Puisque le ministère s'inquiète surtout, depuis quelques années, de savoir combien de nouveaux enseignants vont dans la profession, le rapport donne un détail de plusieurs "sous-demandes". Le tableau annexe 21 donne les entrées passées et présentes d'enseignants selon les catégories de "sources" du ministère de l'Education. Il indique le pourcentage de recrutements nouveaux et annuels en provenance de chacune des sources. Nous avons estimé que 21% des postes à pourvoir seraient obtenus par des enseignants qui réintègrent la profession et 45.2% par des diplômés (pas forcément de la dernière année puisqu'avec un surplus de plusieurs années, plusieurs "récoltes" attendent leur tour).



Tableau Annexe 18 ELEVES ET ENSEIGNANTS DES ECOLES ELEMENTAIRES DE L'ONTARIO

Année		Elèves	Enseignants	Rapport Elèves/Enseignants
1958		1,027,598	33,074	31.1
1959		1,081,649	35,241	30.7
1960		1,126,388	36,533	30.8
1961	R	1,163,053	38,079	30.5
1962	E	1,197,029	39,249	30.5
1963		1,233,164	40,875	30.2
1964	E	1,278,473	42,750	29.9
1965	E	1,320,043	44,967	29.4
1966		1,364,871	47,647	28.6
1967	L	1,405,052	51,018	27.5
1968	S	1,430,590	54,587	26.2
1969		1,456,117	57,587	25.3
1970		1,465,488	59,307	24.7
1971		1,456,840	58,329	25.0
1972		1,445,101	57,991	24.9
1973		1,422,885	56,630	25.1
1974		1,404,839	56,678	24.8
1975		1,389,478	58,167	23.9
1976		1,361,930	57,709	23.6
1977	P	1,335,570	56,592	23.6
1978	R	1,303,695	55,241	23.6
1979	E	1,284,015	54,408	23.6
1980	V	1,272,635	53,925	23.6
	U			
	S			

Tableau Annexe 19A NOMBRE REEL D'ACQUISITIONS D'ENSEIGNANTS A PLEIN-TEMPS

Acquisitions	1966-67		1967-68		1968-69		1969-70		1970-71		1971-72		1972-73		1973-74		1974-75		1975-76	
	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%
A. 1. En provenance des écoles élémentaires et secondaires séparées	58	0.6	81	0.7	75	0.7	94	0.9	65	1.0	43	0.6	64	1.0	90	1.2	108	1.2	64	1.0
2. En provenance des écoles de retardés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	16	0.3	26	0.4	38	0.4	23	0.4
3. Anciens enseignants du secondaire certifiés pour enseigner au niveau élémentaire	154	1.5	155	1.4	179	1.6	187	1.9	163	2.4	221	3.1	-	-	-	-	-	-	-	-
4. En provenance d'écoles en dehors de l'Ontario	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	239	3.9	349	4.7	446	5.2	256	4.0
5. Anciens enseignants à temps partiel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	631	10.2	849	11.4	919	10.7	719	11.4
6. Enseignants échangés	-	-	-	-	-	-	69	0.7	54	0.8	43	0.6	52	0.8	55	0.7	58	0.7	69	1.1
7. Avec lettre de classification	1,025	9.8	1,010	9.2	774	6.9	511	5.1	189	2.8	193	2.7	114	1.8	201	2.7	237	2.8	120	1.9
8. Avec lettre de permission	660	6.3	439	4.0	168	1.5	120	1.2	31	0.4	-	-	-	-	46	0.6	149	1.7	43	0.7
9. Autres	1,030	9.9	1,196	10.8	1,111	9.8	1,252	12.6	841	12.5	1,097	15.5	1,257	20.3	1,369	18.5	1,403	16.3	899	14.2
B. Diplômés de programmes de formation d'enseignants de l'Ontario	5,195	49.9	5,544	50.2	6,673	59.1	5,388	54.2	3,616	52.9	3,306	46.7	2,622	42.2	2,696	36.4	3,197	37.0	2,753	43.4
C. Enseignants qualifiés de retour dans la profession	2,292	22.0	2,620	23.7	2,317	20.5	2,325	23.4	1,876	27.4	2,176	30.7	1,213	19.5	1,742	23.5	2,075	24.0	1,391	22.0
Acquisitions totales	0,414	100.0	11,045	100.0	11,597	100.0	9,946	100.0	6,835	100.0	7,079	100.0	6,208	100.0	7,423	100.0	8,630	100.0	6,337	100.0

Tableau Annexe 19B NOMBRE PREVU D'ACQUISITIONS D'ENSEIGNANTS A PLEIN TEMPS

Acquisitions	1976-77		1977-78		1978-79		1979-80		1980-81		1981-82		1982-83		1983-84		1984-85		1985-86	
	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%
A. 1. En provenance des écoles élémentaires et secondaires séparées	58	1.0	46	1.0	46	1.0	46	1.0	44	1.0	42	1.0	39	1.0	36	1.0	34	1.0	33	1.0
2. En provenance des écoles de retardés	23	0.4	18	0.4	18	0.4	18	0.4	17	0.4	17	0.4	15	0.4	14	0.4	13	0.4	13	0.4
3. Anciens enseignants du secondaire certifiés pour enseigner au niveau élémentaire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
4. En provenance d'écoles en dehors de l'Ontario	204	3.5	138	3.0	115	2.5	115	2.5	111	2.5	107	2.5	99	2.5	90	2.5	86	2.5	84	2.5
5. Anciens enseignants à temps partiel	641	11.0	506	11.0	509	11.0	506	11.0	492	11.0	472	11.0	436	11.0	399	11.0	380	11.0	369	11.0
6. Enseignants échangés	40	0.7	32	0.7	32	0.7	32	0.7	31	0.7	30	0.7	27	0.7	25	0.7	24	0.7	23	0.7
7. Avec lettre de classification	87	1.5	46	1.0	32	0.7	32	0.7	67	1.5	64	1.5	59	1.5	54	1.5	51	1.5	50	1.5
8. Avec lettre de permission	29	0.5	13	0.3	9	0.2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
9. Autres	961	16.4	814	17.6	860	18.5	863	18.7	805	17.9	772	17.9	715	17.9	654	17.9	625	18.0	606	18.0
B. Diplômés de programmes de formation d'enseignants de l'Ontario	2,625	45.0	2,071	45.0	2,083	45.0	2,071	45.0	2,014	45.0	1,931	45.0	1,786	45.0	1,634	45.0	1,557	45.0	1,513	45.0
C. Enseignants qualifiés de retour dans la profession	1,166	20.0	920	20.0	926	20.0	920	20.0	895	20.0	858	20.0	794	20.0	726	20.0	692	20.0	672	20.0
Acquisitions totales	5,854		4,714		4,605		4,513		4,476		4,293		3,971		3,832		3,492		3,363	

Tableau Annexe 20 DEMANDE CALCULEE D'ENSEIGNANTS DE  
L'ELEMENTAIRE EN ONTARIO, BASEE SUR  
LES CALCULS 1

Année	Réserve d'enseignants <sup>1</sup>	Augmentation ou réduction de la demande	Remplacement demand		Demande totale	Retours dans la profession		Demande des autres sources <sup>4</sup>
	No.	No.	No.			No.	%	
1962	39,249	+1,170	5,118	13.44 <sup>2</sup>	6,288	1,314	20.90 <sup>3</sup>	4,974
1963	40,875	+1,626	5,081	12.94	6,707	1,895	28.25	4,812
1964	42,750	+1,875	5,349	13.08	7,224	2,033	28.14	5,191
1965 R	44,967	+2,217	5,703	13.34	7,920	1,989	25.11	5,931
1966	47,647	+2,680	6,642	14.77	9,322	2,162	23.19	7,160
1967 E	51,018	+3,371	7,043	14.78	10,414	2,292	22.00	8,122
1968 E	54,587	+3,569	7,476	14.65	11,045	2,620	23.72	8,425
1969	57,587	+3,000	8,297	15.19	11,297	2,317	20.51	8,980
1970 L	59,307	+1,720	8,226	14.28	9,946	2,325	23.38	7,621
1971 L	58,329	- 978	7,813	13.17	6,835	1,876	27.45	4,959
1972	57,991	- 338	7,417	12.72	7,079	2,176	30.74	4,903
1973 E	56,630	-1,361	7,569	13.05	6,208	1,213	19.54	4,995
1974	56,678	+ 48	7,375	13.02	7,423	1,742	23.47	5,681
1975	58,167	+1,489	7,141	12.60	8,630	2,075	24.04	6,555
1976 P	57,709	- 458	7,096	12.20	6,638	1,395	21.00	5,243
1977 R	56,592	-1,117	6,810	11.80	5,693	1,196	21.00	4,497
1978 E V	55,241	-1,351	6,451	11.40	5,100	1,070	21.00	4,030
1979 U	54,408	- 833	6,077	11.00	5,244	1,102	21.00	4,142
1980 E	53,925	- 483	5,713	10.50	5,230	1,098	21.00	4,132

<sup>1</sup> Calculs 1, REE 23.6.

<sup>2</sup> Pourcentage de la réserve de l'année précédente.

<sup>3</sup> Pourcentage de la demande totale.

<sup>4</sup> Demande totale moins les retours.



Tableau Annexe 21A NOMBRE REEL DE DÉPARTS D'ENSEIGNANTS A PLEIN-TEMPS, 1966-1976

	Départs	1966-67		1967-68		1968-69		1969-70		1970-71		1971-72		1972-73		1973-74		1974-75		1975-76	
		No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%
1.	Pour enseigner dans les écoles privées ou des collèges de formation d'enseignants	1,704	24.2	938	12.5	853	10.3	615	7.5	607	7.8	406	5.5	256	3.4	266	3.6	254	3.6	297	4.4
2.	Pour enseigner à l'extérieur de l'Ontario			584	7.8	593	7.1	512	6.2	410	5.3	233	3.1	212	2.8	313	4.3	300	4.2	267	4.0
3.	Pour enseigner à temps partiel dans des écoles du secteur public			234	3.1	290	3.5	294	3.6	506	6.5	548	7.4	520	6.9	553	7.5	640	9.0	604	9.0
4.	Pour enseigner dans un collège technique													6	0.1	8	0.1	13	0.2	3	0.04
4.a	Pour enseigner aux retardés													17	0.2	36	0.5	23	0.3	22	0.3
5.	Pour s'inscrire dans un collège, une université, ou autre	605	8.6	756	10.1	869	10.5	819	10.0	619	7.9	461	6.2	509	6.7	464	6.3	491	6.9	380	5.7
6.	Pour enseigner dans un autre pays, ou province, dans un programme d'échange							63	0.8	70	0.9	51	0.7	58	0.8	53	0.7	67	0.9	76	1.1
7.	Pour surveiller ou administrer dans l'enseignement			333	4.5	453	5.5	415	5.0	228	2.9	350	4.7	325	4.3	422	5.7	500	7.0	379	5.7
8.	Dans un domaine en dehors de l'enseignement	389	5.5	403	5.4	409	4.9	427	5.2	505	6.5	520	7.0	582	7.7	596	8.1	508	7.1	531	7.9
9.	Pour assumer des devoirs familiaux	2,556	36.3	2,632	35.2	2,975	35.9	3,157	38.4	2,704	34.6	2,561	34.5	2,833	37.4	2,664	36.2	2,555	35.8	2,485 37.1	
10.	Marriage	266	3.8	237	3.2	268	3.2	279	3.4	300	3.8	258	3.5	207	2.7	157	2.1	96	1.3		
11.	Retraite	745	10.6	824	11.0	988	11.9	956	11.6	1,002	12.8	1,218	16.4	1,101	14.5	876	11.9	707	9.9	836	12.5
12.	Maladie	140	2.0	167	2.2	140	1.7	156	1.9	132	1.7	125	1.7	127	1.7	133	1.8	140	2.0	128	1.9
13.	Décès	61	0.9	81	1.1	61	0.7	52	0.6	40	0.5	47	0.6	54	0.7	44	0.6	46	0.6	47	0.7
14.	Autres	577	8.2	287	3.8	398	4.8	472	5.7	690	8.8	639	8.6	762	10.1	790	10.7	801	11.2	625	9.3
Total des départs		7,043	100.0	7,476	100.0	8,297	100.0	8,226	100.0	7,813	100.0	7,417	100.0	7,569	100.0	7,375	100.0	7,141	100.0	6,697	100.0

Départs	1976-77		1977-78		1978-79		1979-80		1980-81		1981-82		1982-83		1983-84		1984-85		1985-86	
	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%
1. Pour enseigner dans les écoles privées ou des collèges de formation d'enseignants	254	4.0	240	4.0	223	4.0	208	4.0	195	4.0	183	4.0	171	4.0	160	4.0	148	4.0	137	4.0
2. Pour enseigner à l'extérieur de l'Ontario	254	4.0	240	4.0	223	4.0	208	4.0	195	4.0	183	4.0	171	4.0	160	4.0	148	4.0	137	4.0
3. Pour enseigner à temps partiel dans des écoles du secteur public	572	9.0	541	9.0	503	9.0	469	9.0	440	9.0	412	9.0	386	9.0	359	9.0	333	9.0	308	9.0
4. Pour enseigner dans un collège technique	3	0.1	6	0.1	5	0.1	5	0.1	5	0.1	4	0.1	4	0.1	4	0.1	4	0.1	3	0.1
4.a Pour enseigner aux retardés	19	0.3	18	0.3	17	0.3	15	0.3	14	0.3	14	0.3	13	0.3	12	0.3	11	0.3	10	0.3
5. Pour s'inscrire dans un collège, une université, ou autre	382	6.0	361	6.0	335	6.0	313	6.0	293	6.0	275	6.0	257	6.0	240	6.0	222	6.0	205	6.0
6. Pour enseigner dans un autre pays, ou province, dans un programme d'échange	51	0.8	48	0.8	45	0.8	42	0.8	39	0.8	36	0.8	34	0.8	34	0.8	29	0.8	27	0.8
7. Pour surveiller ou administrer dans l'enseignement	318	5.0	270	4.5	223	4.0	208	4.0	195	4.0	183	4.0	171	4.0	160	4.0	148	4.0	137	4.0
8. Dans un domaine en dehors de l'enseignement	445	7.0	391	6.5	363	6.5	339	6.5	317	6.5	298	6.5	279	6.5	260	6.5	241	6.5	222	6.5
9. Pour assumer des devoirs hold familiaux	2,321	36.5	2,165	36.0	1,983	35.5	1,826	35.0	1,710	35.0	1,603	35.0	1,501	35.0	1,398	35.0	1,296	35.0	1,198	35.0
10. Mariage	763	12.0	722	12.0	670	12.0	626	12.0	586	12.0	550	12.0	514	12.0	479	12.0	444	12.0	411	12.0
11. Retraite	114	1.8	108	1.8	100	1.8	94	1.8	88	1.8	82	1.8	77	1.8	72	1.8	66	1.8	61	1.8
12. Maladie	38	0.6	36	0.6	33	0.6	31	0.6	29	0.6	27	0.6	26	0.6	24	0.6	22	0.6	20	0.6
13. Décès	825	12.9	869	14.4	864	15.4	833	15.9	781	15.9	731	15.9	684	15.9	634	15.9	592	15.9	548	15.9
14. Autres																				
Total des départs	6,359	100.0	6,015	100.0	5,587	100.0	5,217	100.0	4,887	100.0	4,581	100.0	4,288	100.0	3,996	100.0	3,704	100.0	3,424	100.0

Le recrutement d'enseignants qui réintègrent la profession reste à un niveau très élevé. Nous pensions qu'avec les restrictions budgétaires, les conseils préféreraient recruter de nouveaux diplômés (pour un salaire moins élevé) plutôt que des enseignants avec plus d'expérience (et donc plus chers). Un total de 1391 enseignants de retour, représentant 22.0% des acquisitions de 1975-1976, étaient recrutés (au lieu des 1395 que nous avions prévus et qui représentent 21.0% de notre demande totale nette plus élevée). Ainsi, grâce à des compensations d'erreurs) nos calculs du recrutement des enseignants de retour était à quatre près des chiffres réels.

2753 nouveaux diplômés étaient recrutés, soit 43.4% du recrutement total. Nous en avions prévu 3000, soit 45.2% de la demande nette la plus élevée des calculs. Ainsi, non seulement les retours d'enseignants se plaçaient mieux dans le concours aux emplois (malgré le coût) que ce que nous prévoyions, mais il en était de même pour les enseignants provenant d'autres sources d'offre (transferts en provenance des écoles privées, enseignants en échange d'autres pays, ceux qui disposent de lettre administrative - enseignants étrangers dont l'équivalence des qualifications pédagogiques avec celles de l'Ontario n'est pas encore reconnue), bien que la totalité du recrutement dans la catégorie "autre" n'était que de 2,193 au lieu des 2,243 que nous avions prévus (une erreur de 50 ou 2.3%).

En résumé: Dans l'évaluation de l'offre et de la demande d'enseignants, les deux côtés de l'équation dépendent de tendances qui peuvent brusquement changer (a) en raison d'une somme de décisions individuelles (c'est-à-dire décision de l'enseignant de ne pas se "retirer" pour un an ou deux; décision de l'équipe de recrutement - principal et administrateurs - de recruter le "meilleur" enseignant, probablement un enseignant de retour avec de l'expérience quel qu'en soit le coût). Néanmoins, il est possible d'être assez précis à court terme - l'an dernier, le nombre d'enseignants requis que nous avions prévu était 0.17% trop bas (anciens + nouveaux), le nombre de départs était de 5.9% trop élevé et le recrutement de nouveaux était trop élevé de 4.7%. Nous n'étions pas loin de la réalité pour les enseignants de retour (à quatre près) mais nous avons surestimé de 247 le nombre de nouveaux diplômés recrutés (erreur de +8.9%). L'insécurité provoquée par le surplus d'enseignants a causé une grande réduction dans les taux de départ. Puisque le roulement est la seule source d'ouverture d'emploi, une telle réduction dans le taux de départs diminue sérieusement les chances qu'a un diplômé de trouver du travail.

La situation des enseignants du secondaire est moins grave pour le moment. Les effectifs dans ce secteur n'ont pas encore commencé à diminuer. Le tableau annexe 22 indique les nombres observés et prévus d'élèves, d'enseignants et le REE. Ce dernier était de 17.3 en 1973, 17.2 en 1974 et 17.4 en 1975. Nous savions qu'il allait recommencer à augmenter. Nous l'avons fixé à 17.5 pour les années 1976 à 1986. Nos prévisions d'effectifs étaient trop élevées (de 0.34%; il y avait 613,055 élèves au lieu de 613,140 que nous avions prévus) mais le REE moins élevé (17.3 au lieu de 17.5) a quelque peu compensé dans nos calculs de la demande brute d'enseignants - anciens et nouveaux - qui n'était qu'à peine inférieure à la réalité. Nous avions prévu une demande de 35,151 enseignants; il y en avait 35,352 en fait; notre erreur était de 0.57%. Encore une fois, le taux de remplacement était moins élevé que prévu (6.6% du total de l'année précédente plutôt que 7.0%). Mais puisqu'il y avait une aug-

Tableau Annexe 22 ELEVES ET ENSEIGNANTS DANS LES ECOLES  
SECONDAIRES DE L'ONTARIO

Année		Elèves	Enseignants	Rapport Elèves/Enseignants
1958		222,075	9,573	23.2
1959		237,576	10,464	22.7
1960		262,775	11,478	22.9
1961		299,177	12,850	23.3
1962		331,578	14,923	22.2
1963	R	364,210	17,170	21.2
1964		395,301	19,205	20.6
1965	E	418,738	21,659	19.3
1966	E	436,026	24,242	18.0
1967		463,736	27,164	17.1
1968	L	500,807	30,203	16.6
1969		530,679	32,342	16.4
1970		556,913	33,693	16.5
1971		574,520	34,469	16.7
1972		583,013	34,549	16.9
1973		585,725	33,889	17.3
1974		589,650	34,231	17.2
1975		605,160	34,826	17.4
1976		615,140	35,151	17.5
1977		620,552	35,460	17.5
1978		622,924	35,596	17.5
1979	P	613,145	35,037	17.5
1980	R	591,254	33,789	17.5
1981	E	564,478	32,256	17.5
1982	V	538,533	30,773	17.5
1983	U	521,573	29,804	17.5
1984		519,342	29,677	17.5
1985		521,747	29,814	17.5
1986		522,655	29,866	17.5



mentation d'effectif légèrement plus grande que prévue, (526 élèves en plus au lieu de 325) le recrutement dépassait nos calculs de 2.4% (2581 enseignants au lieu de 2785; 66 de plus que prévus). Nous pensions que les enseignants qui réintégraient l'enseignement auraient 445 des emplois, mais ils en prenaient 434; nous pensions que les nouveaux diplômés obtiendraient 50% des postes; ils en obtinrent 49%. Les tableaux annexes 22 à 25 donnent les détails de nos calculs de l'an dernier pour le ministère sur les enseignants du secondaire en 1976. Les tableaux annexes 26 et 27 résument les erreurs de calculs de départs et d'arrivées. Une fois que la contraction arrivera au niveau du secondaire, nous nous attendons à ce que les départs diminuent beaucoup. Par conséquent, la demande de remplacement risque d'être bien moins importante que ce que nous avons prévu antérieurement à moins d'une intervention politique énergique.

Tableau Annexe 23A ACQUISITIONS REELLES D'ENSEIGNANTS DU SECONDAIRE A PLEIN-TEMPS

Acquisitions	1966-67	1967-68	1968-69	1969-70	1970-71	1971-72	1972-73	1973-74	1974-75	1975-76
	No. %	No. %	No. %	No. %	No. %	No. %	No. %	No. %	No. %	No. %
A. 1. Pour les écoles élémentaires et secondaires et anciens enseignants du l'élémtaire qualifiés pour enseigner au secondaire.	198 3.4	302 4.9	214 3.8	138 2.7	116 2.8	125 3.7	23 1.0	25 0.8	59 1.9	25 0.9
2. Ecoles pour les retardés	- -	- -	- -	- -	- -	- -	1 -	6 0.2	6 0.2	4 0.1
3. Des écoles en dehors de l'Ontario	- -	- -	- -	- -	- -	- -	81 3.5	111 3.6	118 3.8	99 3.5
4. Anciens enseignants à temps-partiel	- -	- -	- -	- -	- -	- -	123 5.4	238 7.6	185 5.9	158 5.5
5. Enseignants échangés	- -	- -	- -	25 0.5	31 0.7	35 1.0	34 1.5	36 1.1	54 1.7	52 1.8
6. Lettre de classification ling	335 5.7	330 5.4	585 10.4	428 8.4	232 5.5	126 3.8	40 1.7	77 2.5	89 2.8	60 2.1
7. Lettre de permission	1,013 17.3	710 11.6	1,016 18.1	689 13.5	185 4.4	- -	- -	164 5.2	167 5.3	102 3.6
8. Détenteurs d'un certificat temporaire pour le secondaire	- -	2,953 48.1	1,078 19.2	719 14.1	536 12.7	94 2.8	11 0.5	21 0.7	49 1.6	38 1.3
9. Autres	402 6.8	237 3.9	592 10.5	435 8.5	415 9.8	575 17.2	394 17.1	422 13.5	461 14.6	482 16.9
B. Diplômés de programmes de formation d'enseignants de l'Ontario	3,351 57.1	880 14.3	1,377 24.5	1,809 35.4	1,852 44.0	1,744 52.0	1,252 54.4	1,530 49.0	1,425 45.2	1,397 49.0
C. Enseignants qualifiés de retour qui n'enseignaient pas dans l'Ontario l'année précédente	571 9.7	728 11.8	757 13.5	862 16.9	847 20.1	654 19.5	341 14.8	493 15.8	537 17.0	434 15.2
Total des acquisitions	5,870 100.0	6,140 100.0	5,619 100.0	5,105 100.0	4,214 100.0	3,353 100.0	2,300 100.0	3,123 100.0	3,150 100.0	2,851 100.0

Tableau Annexe 23B ACQUISITIONS PREVUES D'ENSEIGNANTS DU SECONDAIRE

Acquisitions	1976-77		1977-78		1978-79		1979-80		1980-81		1981-82		1982-83		1983-84		1984-85		1985-86	
	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%
<b>A. 1. Pour les écoles élémentaires et secondaires et anciens enseignants du 1<sup>er</sup> élémentaire qualifiés pour enseigner au secondaire.</b>	21	1.0	19	1.0	11.	1.0	4	1.0	1	1.0	1	1.0	6	1.0	12	1.0	14	1.0	13	1.0
2. Ecoles pour les retardés	3	0.1	2	0.1	1	0.1	-	0.1	-	0.1	-	0.1	1	0.1	1	0.1	1	0.1	1	0.1
3. Des écoles en dehors de l'Ontario	73	3.5	67	3.5	36	3.5	15	3.5	5	3.5	5	3.5	20	3.5	42	3.5	49	3.5	45	3.5
4. Anciens enseignants à temps-partiel	126	6.0	114	6.0	64	6.0	26	6.0	8	6.0	9	6.0	35	6.0	72	6.0	85	6.0	77	6.0
5. Enseignants échangés	36	1.7	29	1.5	16	1.5	7	1.5	2	1.5	2	1.5	9	1.5	18	1.5	21	1.5	19	1.5
6. Lettre de classification	36	1.7	29	1.5	16	1.5	7	1.5	2	1.5	2	1.5	9	1.5	18	1.5	21	1.5	19	1.5
7. Lettre de permission	52	2.5	38	2.0	21	2.0	9	2.0	3	2.0	3	2.0	12	2.0	24	2.0	28	2.0	26	2.0
8. Détenteurs d'un certificat temporaire pour le secondaire	21	1.0	19	1.0	11	1.0	4	1.0	1	1.0	1	1.0	6	1.0	12	1.0	14	1.0	13	1.0
9. Autres	375	18.0	396	20.9	245	22.8	103	23.5	31	23.0	34	23.8	132	23.0	279	23.4	333	23.5	297	23.3
<b>B. Diplômés de programmes de formation d'enseignants de l'Ontario</b>	1,046	50.0	952	50.0	537	50.0	219	50.0	68	50.0	72	50.0	289	50.0	598	50.0	707	50.0	638	50.0
<b>C. Enseignants qualifiés de retour qui n'enseignaient pas dans l'Ontario l'année précédente</b>	303	14.5	238	12.5	113	10.5	44	10.0	14	10.4	14	10.0	58	10.0	120	10.0	141	10.0	128	10.0
<b>Total des acquisitions</b>	2,092	100.0	1,903	100.0	1,073	100.0	438	100.0	135	100.0	143	100.0	577	100.0	1,196	100.0	1,414	100.0	1,276	100.0





Tableau Annexe 24B DÉPARTS PREVUS D'ENSEIGNANTS DU SECONDAIRE A PLEIN-TEMPS, 1966-1976

Départs	1976-77		1977-78		1978-79		1979-80		1980-81		1981-82		1982-83		1983-84		1984-85		1985-86	
	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%
1. Pour enseigner dans des écoles privées ou dans des écoles de formation d'enseignants en Ontario	85	4.0	78	4.0	71	4.0	69	4.0	67	4.0	64	4.0	61	4.0	59	4.0	58	4.0	58	4.0
2. Pour enseigner à l'extérieur de l'Ontario	106	5.0	97	5.0	88	5.0	86	5.0	83	5.0	79	5.0	76	5.0	73	5.0	73	5.0	73	5.0
2.a Pour enseigner aux retardés	2	0.1	2	0.1	2	0.1	2	0.1	2	0.1	2	0.1	2	0.1	2	0.1	2	0.1	1	0.1
3. Pour enseigner à temps partiel dans des écoles du secteur public	138	6.5	116	6.0	106	6.0	104	6.0	100	6.0	95	6.0	91	6.0	88	6.0	87	6.0	87	6.0
4. Pour enseigner dans un collège technique	6	0.3	6	0.3	5	0.3	5	0.3	5	0.3	5	0.3	5	0.3	4	0.3	4	0.3	4	0.3
4.a Pour enseigner dans une autre province dans un programme d'échange	42	2.0	33	1.7	26	1.5	26	1.5	25	1.5	24	1.5	23	1.5	22	1.5	22	1.5	22	1.5
5. Pour s'inscrire dans un collège d'enseignants ou université	170	8.0	155	8.0	141	8.0	138	8.0	133	8.0	127	8.0	121	8.0	118	8.0	116	8.0	116	8.0
6. Pour surveiller ou administrer dans l'enseignement	140	6.6	124	6.4	109	6.2	104	6.0	100	6.0	95	6.0	91	6.0	88	6.0	87	6.0	87	6.0
7. Pour travailler ailleurs que dans l'enseignement	356	16.8	322	16.6	289	16.4	280	16.2	266	16.0	254	16.0	242	16.0	235	16.0	233	16.0	233	16.0
8. Pour assumer des devoirs familiaux	403	19.0	363	18.7	325	18.4	313	18.1	296	17.8	278	17.5	265	17.5	257	17.5	255	17.5	254	17.5
9. Mariage																				
10. Retraite	280	13.2	262	13.5	243	13.8	242	14.0	233	14.0	222	14.0	212	14.0	206	14.0	204	14.0	204	14.0
11. Maladie	38	1.8	35	1.8	32	1.8	31	1.8	30	1.8	29	1.8	27	1.8	26	1.8	26	1.8	26	1.8
12. Décès	38	1.8	37	1.9	35	2.0	35	2.0	33	2.0	32	2.0	30	2.0	29	2.0	29	2.0	29	2.0
13. Autres	317	14.9	313	16.0	292	16.5	295	17.0	292	17.5	283	17.8	270	17.8	262	17.8	260	17.8	260	17.8
Total des départs	2,121	100.0	1,943	100.0	1,764	100.0	1,730	100.0	1,665	100.0	1,589	100.0	1,516	100.0	1,469	100.0	1,456	100.0	1,454	100.0

Tableau Annexe 25 PERSPECTIVES DE L'ORDRE ET LA DEMANDE D'ENSEIGNANTS DU SECONDAIRE EN ONTARIO

Année	Taux de Réserve d'enseignants No.	Expansion No.	DEMANDE			OFFRE					
			Remplacements		Total No.	Retours		Nouveaux recrutements No.	Diplômés de collège No.	Autres No.	
			No.	%		No.	%				
											No.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1976	35,151	+ 325	2,460	7.0	2,785	445	1.27	16.0	2,340	1,421	919
1977	35,460	+ 309	2,304	6.5	2,613	405	1.14	15.5	2,208	1,374	834
1978	35,596	+ 136	2,171	6.0	2,307	335	0.94	14.5	1,972	1,253	719
1979	35,037	- 559	2,102	6.0	1,543	193	0.55	12.5	1,350	895	455
1980	33,789	- 1,248	2,027	6.0	779	82	0.24	10.5	697	468	229
1981	32,256	- 1,533	1,935	6.0	402	40	0.12	10.0	362	244	118

## ANNEXE C

### GROUPE DE TRAVAIL SUR LES DONNEES DE RECHERCHE DE BASE

Dr. F. Gerald Ridge,  
Directeur du programme de dépenses  
Conseil scolaire du Toronto  
Métropolitain,  
155 College St.,  
Toronto, Ont. M5T 1P6

M. H.W. Moore,  
Contrôleur de la planification,  
Conseil scolaire d'Etobicoke,  
1 Civic Centre Court,  
Etobicoke, Ont. M9C 2B3

Dr. A.J. Barone,  
Surintendant de la Région 4,  
Conseil scolaire métropolitain  
séparé,  
150 Laire Drive,  
Toronto, Ont. M4G 3V8

M. W.T. Townshend,  
Surintendant des opérations,  
Conseil de l'Education du comté  
de Waterloo,  
Boîte 68,  
Kitchener, Ont. N2G 3X5

M. R.H. Field,  
Directeur de l'Education  
pour la ville de Windsor,  
451 Park St. West,  
Windsor, Ont. N9Z 5V4

Dean Lionel Desjarlais,  
1684 Rhodes Court,  
Ottawa, Ont. K1H 5S9

M. G.W. Thomson,  
Directeur de l'Education,  
Conseil scolaire de Sudbury,  
Civic Square, West Tower,  
200 Brady St.,  
Sudbury, Ont. P3E 5K3

Mad. Sharon McElroy  
Agent du service de recherche,  
Comité de relations de l'Education  
111 Avenue Rd., Suite 400,  
Toronto, Ont. M5R 3J8

Dr. Florence Henderson  
Secrétaire générale,  
Fédération des femmes enseignantes de  
l'Ontario,  
1260 Bay St., 3rd floor,  
Toronto, Ont. M5R 2B8

M. Bertrand L. Hansen,  
Associé,  
The Hansen Group,  
2190 Obeck Cres.,  
Mississauga, Ont. L5H 3L7

M. Harvey Nightingale,  
Directeur des services économiques  
et légaux,  
Conseil des commissaires d'école de  
l'Ontario,  
2 Bloor St. West,  
Toronto, Ont. M4W 3E2

Mme Joan St. Rose-Haynes,  
Chef du bureau des statistiques,  
Section des statistiques,  
Information et système,  
Ministère de l'Education de l'Ontario,  
18<sup>e</sup> étage, Mowat Block,  
Toronto, Ont. M7A 1L2

Ex officio:

Dr. John Holland,  
Président par intérim,  
Département de la planification de  
l'Education, OISE,  
252 Bloor St. West,  
Toronto, Ont. M5S 1V6

M. Saeed Quazi,  
Directeur de projets,  
Département de la planification de  
l'Education, OISE,  
252 Bloor St. West,  
Toronto, Ont. M5S 1V6

GROUPE DE TRAVAIL (CURRICULUM)

M. Bruce Archer  
Fédération des enseignants de  
l'Ontario  
Suite 700,  
1260 Bay Street  
Toronto, Ontario M5R 2B5

Dr. Peter F. Bargen  
Conseil des commissaires scolaires  
de l'Ontario  
Suite 500  
2 Bloor Street West  
Toronto, Ontario M4W 3E2

M. J.F. Clifford  
Directeur  
Conseil scolaire SCRS du comté  
de Waterloo  
91 Moore Avenue  
Box 1116  
Kitchener, Ontario N2G 4G2

Dr. Mel Edwardh  
Gage Publishing Co. Ltd.  
164 Commander Blvd.  
Agincourt, Ontario M1S 3C7

M. Irving Gerstein  
People's Jewellers  
181 Yonge Street  
Toronto, Ontario M5B 1M6

M. Duncan Green  
Directeur  
Conseil de l'Education de Toronto  
155 College Street  
Toronto, Ontario M5T 1P6

M. R.J. Lynch  
Directeur  
Conseil de l'Education de Nipissing  
B.P. 3110  
North Bay, Ontario P1B 8H1

Mme C. Michalski  
980 Broadview Avenue, #2402  
Toronto, Ontario M4K 3Y1

M. John Ricker  
Doyen de la faculté d'éducation  
Université de Toronto  
371 Bloor Street West  
Toronto, Ontario M5S 2R7

Dr. John Mallea  
Directeur Assistant  
Institut Ontarien d'Etudes en Education  
252 Bloor Street West  
Toronto, Ontario M5S 1V6

Dr. Susan Padro  
Professeur associé  
Département de la planification de  
l'Education  
Institut Ontarien d'Etudes en Education  
252 Bloor Street West  
Toronto, Ontario M5S 1V6

Dr. Kenneth Prueter  
Bureau de l'Education internationale  
Institut Ontarien d'Etudes en Education  
252 Bloor Street West  
Toronto, Ontario M5S 1V6

Dr. Ellen Regan  
Département du Curriculum  
Institut Ontarien d'Etudes en Education  
252 Bloor Street West  
Toronto, Ontario M5S 1V6

Dr. Merlin Wahlstrom  
Département du Curriculum  
Institut Ontarien d'Etudes en Education  
252 Bloor Street West  
Toronto, Ontario M5S 1V6

Dr. Cicely Watson, Professeur  
Département de la planification de  
l'Education  
Institut Ontarien d'Etudes en Education  
252 Bloor Street West  
Toronto, Ontario M5S 1V6



GROUPE DE TRAVAIL (CURRICULUM) suite

Dr. Joel Weiss  
Département du Curriculum  
Institut Ontarien d'Etudes en  
Education  
252 Bloor Street West  
Toronto, Ontario M5S 1V6

Dr. Ken Leithwood  
Département du Curriculum  
Institut Ontarien d'Etudes en  
Education  
252 Bloor Street West  
Toronto, Ontario M5S 1V6

Dr. H.G. Hedges, Chef  
Centre OISE de Niagara  
Ecole publique de Connaught  
28 Prince Street  
St. Catharines, Ontario L2R 3X7

Dr. F. Michael Connelly (Président)  
Département du Curriculum  
Institut Ontarien d'Etudes en Education  
252 Bloor Street West  
Toronto, Ontario M5S 1V6

GROUPE DE TRAVAIL (FINANCE)

Dr. Richard M. Bird  
Professeur d'économie  
Institut pour l'analyse des politiques  
Université de Toronto  
150 St. George Street  
Toronto, Ontario M5S 1H1

Dr. Donald A. Dawson  
Directeur de recherche  
Conseil Economique de l'Ontario  
81 Wellesley Street East  
Toronto, Ontario M4Y 1H6

Professeur E. Brock Rideout  
Département de l'administration  
Institut Ontarien d'Etudes en  
Education  
252 Bloor Street West  
Toronto, Ontario M5S 1V6

M. Michael Skolnik  
Directeur adjoint (Administration)  
Institut Ontarien d'Etudes en  
Education  
252 Bloor Street West  
Toronto, Ontario M5S 1V6

M. Bertrand L. Hansen  
Département des études supérieures  
Institut Ontarien d'Etudes en  
Education  
252 Bloor Street West  
Toronto, Ontario M5S 1V6

Dr. John W. Holland (Président)  
Professeur associé  
Département de la planification de  
l'Education  
Institut Ontarien d'Etudes en Education  
252 Bloor Street West  
Toronto, Ontario M5S 1V6

Dr. Peter J. Atherton  
Doyen  
Collège d'Education  
Université de Brock  
St. Catharines, Ontario L2S 3A1

Mme Helen Salisbury  
Données socio-économiques  
Services statistiques centraux  
Ministère du Trésor, de l'Economie et  
des Affaires Intergouvernementales  
de l'Ontario  
Queen's Park  
Toronto, Ontario M7A 1K4

Rev. Carl Matthews  
Bellarmine Hall  
2 Dale Avenue  
Toronto, Ontario M4W 1K4

Dr. Cicely Watson  
Professeur  
Département de la planification de  
l'Education  
Institut Ontarien d'Etudes en Education  
252 Bloor Street West  
Toronto, Ontario M5S 1V6

(suite)

Dr. Ralph Benson  
Conseiller de finance scolaire  
Ministère de l'Education  
900 Bay Street  
Mowat Block, 21st Floor  
Toronto, Ontario M7A 1L2

M. Saeed Quazi  
Directeur de projet  
Département de la planification de  
l'Education  
Institut Ontarien d'Etudes en Education  
252 Bloor Street West  
Toronto, Ontario M5S 1V6

#### GRUPE DE TRAVAIL--LES LOCAUX SCOLAIRES ET LA COMMUNAUTE

PRESIDENT--HOWARD B. HENDERSON

M. H.W. Moore  
Contrôleur de la planification  
Conseil de l'Education d'Etobicoke  
1 Civic Centre Court  
Etobicoke, Ontario M9C 2B3

M. W.G. Beevor  
Directeur de l'Education  
Conseil de l'Education de Lakehead  
Centre d'Education,  
2135 Sills Street  
Thunder Bay, Ontario P7E 5T2

M. J. Penner  
Député de gestion des affaires  
Conseil de l'Education d'Hamilton  
Boîte 558, 100 Main Street West  
Hamilton, Ontario L8N 3L1

M. O. Tremblay  
Directeur de l'Education  
Conseil SCRS du district de Sudbury  
201 Jogues Street  
Sudbury, Ontario P3C 5L7

M. E.G. Runacres  
Directeur de l'Education  
Conseil de l'Education du comté  
de Hastings  
156 Ann Street  
Belleville, Ontario L2P 3J9

M. R.J. Field  
Directeur de l'Education  
Conseil de l'Education de Windsor  
451 Park Street West  
Windsor, Ontario NOA 5V4







